

PERSON.

DC

611

M217

B93

1892

pt.1

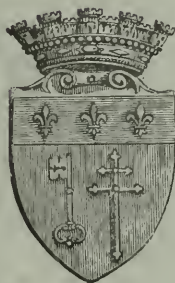
BULLETIN

DE LA

COMMISSION ARCHÉOLOGIQUE

DE NARBONNE

ANNÉE 1892 - 1^{er} SEMESTRE



NARBONNE

IMPRIMERIE F. CAILLARD, RUE CORNEILLE, 2

1892

SOMMAIRE

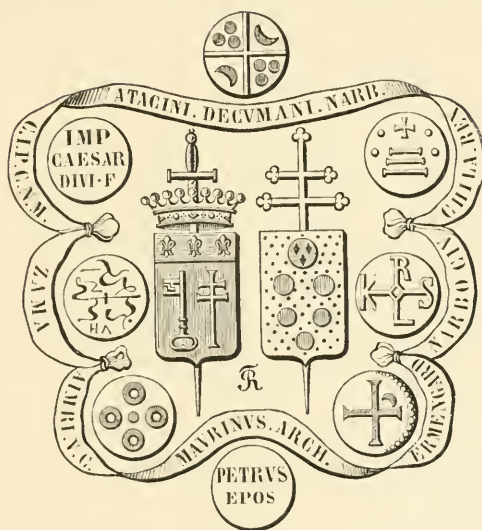
DES MATIÈRES CONTENUES DANS LE BULLETIN

	Page
Liste des membres de la Commission archéologique.....	I
Procès-verbaux des séances (2 ^{me} semestre 1891).....	VII
Les littérateurs narbonnais à l'époque romaine (G. JOUR- DANNE).....	3
Une maison de mercerie à Narbonne en 1737 (M. MASSIP).....	28
L'instruction publique à Narbonne avant 1789 (L. NAR- BONNE).....	30
Documents pour servir à l'histoire du commerce et de l'in- dustrie à Narbonne à la fin du xiv ^e siècle (A. BLANC).....	96
La fin de la Monnaie de Narbonne (G. AMARDEL).....	120
Les procédés de M. le chevalier Dumège (L. NARBONNE).....	135

BULLETIN
DE LA
COMMISSION ARCHÉOLOGIQUE
DE NARBONNE

BULLETIN
DE LA
COMMISSION ARCHÉOLOGIQUE
DE NARBONNE

ANNÉE 1892 — 1^{er} SEMESTRE



NARBONNE

IMPRIMERIE F. GAILLARD, RUE CORNEILLE, 2

1892

COMMISSION ARCHÉOLOGIQUE

DE NARBONNE

FONDÉE EN 1833

PRÉSIDENTS-NÉS.

MM. le Sous-Préfet de l'arrondissement de Narbonne.
le Maire de Narbonne.

COMPOSITION DU BUREAU POUR L'ANNÉE 1892.

MM. FAVATIER, *Président ;*
BERTHOMIEU, *Secrétaire ;*
BOUÉ, *Secrétaire-adjoint ;*
CLARET-LLOBET, *Trésorier.*

SOUS-COMMISSIONS.

Bibliothèque : MM. BORIES, l'abbé DUPUY, CLARET-LLOBET, CROS-MAYREVIEILLE, CAMP, NARBONNE.

Archéologie : MM. BERTHOMIEU, THIERS, AMARDEL, NARBONNE, LAFONT.

Beaux-Arts : MM. RIOLS, BERTHOMIEU, DE MONÉRIE, DE MARTIN, BOUÉ.

Histoire naturelle : MM. GAUTIER, BOUÉ, LAFONT, DE MALAFOSSE.

Publications : MM. CAUVET, président honoraire, CLARET-LLOBET, THIERS, NARBONNE, CROS-MAYREVIEILLE, AMARDEL.

Membres honoraires.

MM.

1. CHABER (Alfred), Montpellier..... 7 avril 1876.
2. DE ROUVILLE (Paul), *, doyen de la Faculté
des sciences, Montpellier..... .. mai 1876.
3. DE ROZIÈRE (Émile), O. *, inspecteur général
des archives, Paris..... 9 nov. 1877.
4. Mgr BARBIER DE MONTAULT, *, Poitiers..... 11 février 1879.
5. RAUNIÉ (Émile), archiviste paléographe, Paris. 12 mars 1880.
6. ALLMER (Auguste), *, correspondant de l'Ins-
titut, Lyon..... 11 mai 1880.
7. L'abbé DEGUA, curé de Villemoustaussou.... 10 février 1882.
8. ROUSSEL, ancien membre de l'Université, Nar-
bonne 8 juin 1888.
9. MASSIP (Maurice), ancien bibliothécaire-
archiviste de la ville de Narbonne, biblio-
thécaire de la ville de Toulouse..... 12 avril 1889.
10. GAUTIER (Armand), *, profess^r à la Faculté de
médecine de Paris, membre de l'Institut. 14 mars 1890.
11. LEBÈGUE (A.), professeur à la Faculté des
lettres, Toulouse..... 14 mars 1890.
12. DUJARDIN-BEAUMETZ, député de l'Aude, Paris. 14 mars 1890.
13. BLANC (Alphonse), professeur au collège de
Narbonne 3 juin 1891.

Membres résidants.

MM.

1. Le Président CAUVET, * 7 août 1846.
2. FAURE (Hippolyte), *, administrateur hono-
raire des hospices..... 7 août 1854.
3. PEYRUSSE (Eugène), ancien député, O. *.... 4 nov. 1859.
4. BRENGUIER (Victor)..... 3 février 1863.
5. RIOLS (Jules)..... 3 février 1863.
6. BERTHOMIEU (Léonce), *..... 3 mai 1867.
7. FAYATIER (Léonce), notaire honoraire..... 4 août 1871.
8. Contre-amiral LAMOTHE-TENET, O. *..... 4 août 1871.
9. CAILLARD (Emanuel) 4 avril 1872.
10. CAMBOURNAC (Simon), avocat..... 4 avril 1872.
11. BODÉ (Paul), pharmacien 3 juin 1872.

12. L'abbé DUPUY (Joseph).....	10 mars 1876.
13. GAUTIER (Gaston), ☼, administr. des hospices	7 mars 1882.
14. DE MONERIE (Camille), ✱, chef d'escadron aux Chasseurs territoriaux	2 juin 1882.
15. THIERS (Paul), ancien professeur de mathé- matiques.....	28 mai 1883.
16. DE MARTIN (Louis), ☼, correspondant de la Société nationale d'agriculture.....	7 avril 1883.
17. BORIES (Armand), ancien notaire.....	8 juillet 1883.
18. AMARDEL (Gabriel).....	23 avril 1888.
19. CLARET-LOBET (Julien), avocat.....	26 juillet 1888.
20. NARBONNE (Louis), avocat.....	11 février 1889.
21. CROS-MAYREVIEILLE (G.), ☼, adm. des hospices	9 février 1890.
22. LAFONT (Paul), ingénieur architecte.....	13 déc. 1890.
23. CAMP (Joseph), avocat.....	13 déc. 1890.
24.	
25.	

Membres correspondants.

Canton de Narbonne.

MM. LIGNON (Louis), avocat.....	9 janvier 1891.
D'ANDOQUE DE SÉRIÈGE (Henri).....	9 janvier 1891.

Canton de Coursan.

MM. BOUSQUET (Jules). Armissan.....	10 nov. 1882.
Le baron DE RIVIÈRES (Edmond), château du Pech.....	14 janv. 1887.

Canton de Ginestas.

MM. Le docteur ÉBRARD, Sallèles.....	10 mars 1876.
DE MALAFOSSE (Gaston), château de La Roqué.	16 déc. 1881.

Canton de Durban.

MM. Le docteur BONNES, château de Gléon.....	5 déc. 1873.
MARTY (Théodore), Roquefort-des-Corbières.	19 janv. 1887.

Canton de Lézignan.

MM. FABRE (Jules), Ornaïsons	14 janv. 1887.
DAUDE (Louis), doct. en médecine, Lézignan.	14 mars 1890.

Canton de Sigeau.

MM. Le duc DE SABRAN-PONTEVÈS (Elzéar), *, château du Lac.....	5 déc. 1873.
SANUC (Émile), Peyriac-de-Mer.....	12 mai 1882.

Membres libres.

MM.

- ALDY (F.), avocat — ARNAUD (Ernest), Peyriac-de-Mer —
ARNAUD (H.), avoué.
- BAISSET (A.), prés^t du tribunal de commerce — BARRAZA (F) —
BARON (F.), libraire — BENET (L.), avocat — BERNARD (L.) —
BERTHOMIEU (Louis), avocat — BONNET (M.), avocat à la Cour
d'appel, Paris — BONNOT (F.), avocat — BORIES (Auguste),
notaire — BOUDET (A.) — BOUIS (H.), de Canet — BRINGER (E.),
pharmacien.
- CABANES (A.), Argeliers — CABRIÉ (E.), Lézignan — CAILLARD
(François), imprimeur — CAILLARD (Joseph), avocat — CAL-
METTES (Albert) — CALMETTES (Adrien) — CARBON (E.), con-
ducteur des ponts et chaussées — CARRIÈRE (abbé), curé à
Bages — CASTELA (Julien), juge de paix du canton de Cour-
san — CAUNES (E.), avocat — CACQUEIL (C.), conducteur des
ponts et chaussées — CAUVET (Jules) — CAYLA, docteur en
médecine, Ginestas. — COMBETTES (M.), notaire, Sallèles —
CROS-BONNEL (L.).
- FABRE (Eugène) — FABRE (Émile), docteur en médecine — FABRE
(Maurice), avocat — FAYATIER (Paul), notaire — FAYATIER
(Raymond) — FERLUS (Louis) — FITAL (P.), avoué.
- GRULET (Jules) — GUILHAUMOU (Louis).
- JALARD (J.), juge de paix — JANOT (F.), avocat — JOULIÉ, docteur
en médecine — JOURDANNE (G.), avocat, Carcassonne —
JUSTAFRÉ (E.), avoué.
- LABADIE (F.), avocat — LAFON DU CLUZEAU, procureur de la
République.

MARTINOLLE (A.), avoué — MARTIN (Hyacinthe), architecte —
 MARTY, docteur en médecine, Fleury — MAUREL Joseph —
 MAYMOU (Ph.), avocat — MESTRE (Arthur) — MÈCLE, docteur
 en médecine — MIQUEL (Jean), à Barroubio (Hérault) —
 MOLLOR (G.), avocat — MONIÉ (Léonce) — MURAT (Trophime).

NOMBEL (Eugène).

PAILHEZ (J.), Ouveillan — PLANTON (L.), conducteur des ponts et
 chaussées — PASSET (A.) — PAYRAS (L.), architecte — POMPI-
 DOR (P.), interne des hôpitaux de Paris — PONSOLLE (Eugène).

RAYMOND (comte F. de) — RAYNAL (Antoine) — RAYNAL (Charles)
 — RAYNAL (Jules) — RAYNAUD (Eugène) — RAYSSAC (L.),
 avocat — RIGOLE (F.), avocat — RIVAL (A.), pharmacien —
 RIVIÈRE (Martial), avocat — ROBERT (F. de) — ROSIER (J.). —
 ROQUES (P.), avocat — ROUSSEL (Ch.), avoué.

SABATIER (Eugène), avocat — SABATIER (M.), avocat à la Cour de
 cassation — SABARTHÈS (abbé), curé à Grèzes (Aude) — SALVET
 (Albin) — SARRÈRE (Quentin). — SARRÈRE (Victor) — SOL
 (M^{lle} M.).

TAFFANEL (Joseph) — TAILLEFER (Henri), avocat. — TURREL
 (Albert).

VIENNET (Charles), Béziers — VIENNET (Maurice), avocat —
 VIEU (J.), avocat — VERNHES, notaire — VIÉ (Paul), ornema-
 niste.

YCHÉ (JULIEN).

Musée.

M. BERTHOMIEU (Léonce), secrétaire de la Commission archéo-
 logique, conservateur.

Bibliothèque.

MM. TISSIER, bibliothécaire-archiviste.

BOREL, bibliothécaire-adjoint.

COMMISSION ARCHÉOLOGIQUE

PROCÈS-VERBAUX

Année 1891. — 2^{me} Semestre.

Séance du vendredi 3 juillet 1891.

La séance est ouverte à 2 h. 30 sous la présidence de M. Riols, le plus ancien des membres présents.

Présents : MM. Lafont, Narbonne, Cros-Mayrevieille, Bories, l'abbé Dupuy, Amardel, Boué, *membres résidents* ; Lignon, *membre correspondant* ; Tissier, *bibliothécaire* ; Berthomieu, *secrétaire*.

M. le PRÉSIDENT annonce la double perte que vient de faire notre société dans les personnes de MM. Figeac et le colonel Dartiguelongue. Il prononce, à ce sujet, les paroles suivantes :

« Messieurs,

« Depuis notre dernière réunion, de nouveaux vides se sont produits au milieu de nous. Nous avons eu la douleur de perdre deux de nos collègues, M. le colonel Dartiguelongue et M. le président Figeac.

« Vous savez combien la carrière militaire du colonel

Dartiguelongue fut remplie d'honneur et de gloire. Après avoir pris sa retraite, il vint se fixer à Narbonne et se consacrer aux études littéraires qui avaient toujours été l'occupation de ses loisirs ; aussi fut-il appelé dans notre société où il remplaça M. le docteur de Martin. Tant que sa santé conserva intactes les forces de son corps, il fut assidu, empressé à nos réunions ; ce temps fut malheureusement court et la maladie l'a tenu pendant des années éloigné de nous.

« M. le président Figeac était le doyen de la Commission ; depuis près de cinquante ans, il en était membre et son zèle, ou, pour mieux dire, son affection pour cette société ne s'est pas démentie un seul instant : il a fallu la perte de la vue, la maladie, la vieillesse, pour qu'il cessât de prendre part à nos réunions mensuelles ; il faisait partie de la sous-commission de la Bibliothèque ; il en connaissait tous les ouvrages, leur origine, leur provenance, la date de leur réception et les renseignements qu'il fournissait étaient d'autant plus précieux que pendant longtemps ils ont suppléé à l'absence du catalogue.

« M. Figeac était un bibliophile instruit, un admirateur passionné de la littérature classique, un causeur charmant, et nous conserverons toujours le souvenir de ces séances pendant lesquelles il nous tenait sous le charme de son savoir profond et de son esprit aimable. »

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et approuvé.

CORRESPONDANCE :

Deux lettres de M. Ferroul, député et maire de Narbonne, pour faire connaître les démarches qu'il a tentées auprès de M. le Ministre de l'instruction publique et de M. le Directeur des Beaux-arts à l'effet de faire accorder au Musée de Narbonne le tableau de notre compatriote,

M. Bill, *Vue de Gruissan*, mentionné au dernier Salon et acquis par l'État. M. Ferroul a reçu l'assurance qu'il serait fait droit à sa demande si le tableau de M. Bill n'était pas désigné pour le Musée du Luxembourg. — Le bureau est chargé de transmettre à M. Ferroul les remerciements de la Commission.

M. le SECRÉTAIRE annonce que la sous-commission d'archéologie a exposé dans les nouvelles vitrines plates de la salle Chaber la collection des sceaux, poids, monnaies et autres petits objets du legs Bonnel. Ces vitrines ayant été trouvées insuffisantes, elle demande le crédit nécessaire à la confection de trois nouvelles vitrines plates du même modèle. Approuvé.

M. LOUIS NARBONNE communique un travail sur les établissements d'instruction publique à Narbonne avant la Révolution. Renvoyé au comité de publication.

M. le SECRÉTAIRE offre, au nom de Mgr Barbier de Montault, le tome IV de ses Œuvres complètes. M. Narbonne est chargé d'en faire un rapport qui sera lu à la prochaine séance.

Il est procédé à la nomination d'un certain nombre de membres libres.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 3 h. 30.

Le Président,

P. BOUÉ.

Le Secrétaire,

L. BERTHOMEU.

Séance du vendredi 7 août 1891.

La séance est ouverte à 4 h. 30 sous la présidence de M. Boué, le plus ancien des membres présents.

Présents : MM. Claret, Lafont, Gautier, Camp, Thiers, Narbonne; Tissier, *bibliothécaire* ; Berthomieu, *secrétaire* ;

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE :

Note de M. Yché, membre libre, sur la fausse attribution d'un tableau de Wouwermans de la galerie Peyre. Ce tableau est désigné au Catalogue Fil (n° 324) comme étant l'œuvre de Wouwermans et comme représentant une Halte de Bohémiens. Ce n'est, en réalité, que la copie d'un tableau authentique de Philips Wouwermans qui se trouve au Musée du Louvre et figure au Catalogue sous les nos 2621-563 avec le titre « Le Bœuf gras en Hollande. » M. Yché dit qu'il est facile de contrôler ce renseignement et demande à M. le Conservateur du Musée de vouloir bien vérifier, dans la réédition du Catalogue, le paragraphe relatif à ce tableau et de rectifier d'ores et déjà l'inscription du cadre.

L'assemblée remercie M. Yché de son intéressante communication et transmet sa note à la sous-commission des beaux-arts pour qu'il y soit donné la suite qu'elle comporte.

M. le SECRÉTAIRE annonce qu'il a été procédé par la sous-commission des beaux-arts à l'exposition de la céramique du legs Bonnel dans les vitrines de la grande galerie de peinture. Le nombre des pièces ainsi classées atteint le chiffre de 120.

M. le SECRÉTAIRE donne lecture d'une inscription du

xviii^e siècle trouvée dans la sacristie de Saint-Just et transportée au Musée.

M. NARBONNE dit que cette pierre tumulaire, qui est celle d'Antoine Léonard, visiteur des gabelles, était autrefois dans le cloître de Saint-Just, ainsi qu'il appert de la déclaration suivante inscrite dans les registres de cette paroisse : « L'an mil sept cent quatre et le premier février est décédé dans la paroisse de Saint-Sébastien le S^r Anthoine Léonard âgé d'environ huitanteans et a été enseveli dans le cloître de cette paroisse le second dud. mois, où tout le corps du chapitre a assisté. » (Arch. comm. de Narbonne, GG. reg. de Saint-Just, de 1701 à 1721).

M. BOUÉ offre au Musée la reproduction en plâtre des sceaux conservés au trésor de Saint-Just qu'il a obtenue avec la collaboration de M. Drivet, chef de gare. Ces sceaux sont au nombre de 41.

Des remerciements sont votés à MM. Boué et Drivet.

Il est décidé qu'afin de rendre aussi complète que possible notre exposition de sceaux narbonnais un appel sera adressé à ceux de nos concitoyens qui en posséderaient, pour qu'ils veuillent bien les communiquer à la Commission et l'autoriser à en prendre un moulage.

M. NARBONNE lit le rapport suivant qu'il avait été chargé de faire sur le tome IV des Œuvres complètes de Mgr Barbier de Montault :

« Le tome IV des Œuvres de Mgr Barbier de Montault vient de paraître et l'auteur s'est empressé d'en faire hommage à la Bibliothèque; il a pour titre général *ROME* et traite du *droit papal* dans plusieurs chapitres qui sont intitulés : I. *Actes pontificaux*. — II. *Acquittement des messes*. — III. *Armoiries ecclésiastiques*. — IV. *L'autel privilégié*. — V. *Les basiliques mineures*.

« Dans le premier chapitre, Mgr Barbier de Montault étudie les actes du Souverain Pontife, soit comme chef de

l'Église, soit comme souverain temporel, et les divise en actes privés, publics et solennels ; il nous donne à cette occasion les renseignements les plus étendus et les plus complets sur le billet, la lettre, le décret, l'encyclique, l'indult, le bref, la bulle. Nous sommes loin d'énumérer ici la longue liste des actes pontificaux si soigneusement étudiés par Mgr Barbier de Montault.

« L'acquiescement des messes est pour l'Église une grave question qui, soulevée en 1623, n'a reçu sa solution qu'en 1719, et à laquelle Urbain VIII, Innocent XII et Clément XI ont attaché leur nom. Elle se rapporte au contrat qui se forme entre le prêtre acceptant des messes et le fidèle demandant la célébration du saint sacrifice à telle ou telle intention ; elle vise la violation de ce contrat, les circonstances qui forment la culpabilité et les réparations qu'exige la faute. Mgr Barbier de Montault traite cette importante question au moyen d'un dossier, trouvé à la bibliothèque du couvent de la Minerve, où il a puisé des documents aussi nombreux que variés.

« Les armoiries ecclésiastiques forment un chapitre que tout le monde, artistes ou autres, consultera avec fruit ; quant au chapitre de l'autel privilégié, c'est un véritable traité sur la matière : concession de l'autel privilégié émanant directement du Pape, règles canoniques qui la régissent, difficultés soulevées pour l'interprétation de ces règles, telles sont les questions multiples qui se posent et auxquelles l'auteur donne une solution certaine et motivée, au moyen de nombreux documents cités *in extenso*, précédés d'une analyse, et dispensant, par leur citation même, de recourir aux sources.

« Le chapitre des basiliques mineures qui termine le volume est des plus intéressants. Mgr Barbier de Montault nous y indique les privilèges des basiliques, leurs insignes, leur législation ; enfin, il nous fait connaître un certain nombre d'églises qui ont été érigées en basiliques mineu-

res et donne l'analyse et le texte des décisions pontificales rendues à cette occasion. Notre cathédrale de Saint-Just est depuis peu d'années devenue basilique : son passé glorieux lui a valu cette dignité et lui assure une honorable place à côté des basiliques que Mgr Barbier de Montault a énumérées.

« Nous n'avons pu donner, dans cette analyse rapide, qu'une idée très imparfaite du nouveau volume de notre éminent collègue. Peut-être, et c'est là notre seul désir, cette simple analyse fera-t-elle comprendre l'intérêt qui s'attache à l'œuvre que Mgr Barbier de Montault a entreprise; œuvre pleine d'érudition, de recherches importantes, de documents très utiles à consulter et même de pages écrites avec charme; magnifique encyclopédie qui fera belle figure à côté de celle de l'abbé Migne et qui sera, pour les travaux se rattachant à l'étude des questions catholiques ou religieuses, un guide précieux, sûr et éclairé. »

Il est procédé à la nomination de membres libres.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 3 h. 45.

Le Président,

Le Secrétaire.

L. FAVATIER.

L. BERTHOMIEU.

Séance du vendredi 4 septembre 1891.

Conformément à l'usage, il n'y a pas eu de séance pendant le mois de septembre.

Séance du vendredi 2 octobre 1891.

La séance est ouverte à 2 h. 30 sous la présidence de M. Favatier.

Présents : MM. Lafont, Narbonne, Cros-Mayrevieille, Thiers, Amardel ; Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE :

M. FAURE, membre résidant, annonce par une lettre adressée à M. le secrétaire l'envoi d'un volume in-folio des *Annales Historiques* renfermé dans un étui et richement relié. Ce magnifique ouvrage, qui contient les armes et les notices biographiques des familles de Lamberterie, de Malherbe, de Coligny, Haussmann, Waddington, de Balmy d'Avricourt, de La Boullay d'Ermonville, de Grefulhe et de Bourqueney, renferme aussi la biographie et le portrait du donateur.

Le même membre offre une deuxième édition de son ouvrage intitulé : *Étude comparée de la situation hospitalière et des subventions municipales à Narbonne et dans le nord de la France*.

L'assemblée charge son bureau d'adresser les plus vifs remerciements à notre honorable collègue.

Madame Ali de Martin, née d'Augustynowicz, offre au Musée son portrait au pastel peint par elle-même. Elle prie la Commission d'accepter ce don comme un témoignage de sa reconnaissance pour les heures artistiques qu'elle a passées dans notre Musée, ajoutant qu'elle sera heureuse de s'y retrouver aux côtés de son illustre devan-

cière, Rosalba Carriera, comme elle s'y trouve déjà dans son pays natal, à Saint-Petersbourg, au Musée des appartements particuliers de LL. MM. l'Empereur et l'Impératrice de Russie.

L'assemblée charge M. le président de transmettre à Madame de Martin ses remerciements et l'expression de sa gratitude.

M. le SECRÉTAIRE appelle l'attention de l'assemblée sur le nouveau tableau de M. Léon Fabre, *Scène d'intérieur*, exposé depuis quelque temps dans notre galerie de peinture. Cette toile, qui a été admise au dernier Salon, marque dans le talent de notre jeune compatriote des progrès très sensibles auxquels le public s'est plu à rendre justice; la Commission ne sera pas la dernière à lui adresser ses encouragements et ses félicitations.

Un membre de la sous-commission de peinture annonce que le tableau de M. Bill, *Vue de Gruissan*, mentionné au dernier Salon et promis au Musée de Narbonne, vient d'être désigné pour figurer au Musée du Luxembourg.

M. le PRÉSIDENT rappelle qu'aux termes de notre règlement une séance générale de la Commission, membres libres compris, doit avoir lieu au mois de décembre, pour traiter de toutes les questions relatives au Bulletin. Il serait bon de préparer dès à présent le rapport qui devra y être lu sur les débuts de la publication, sa marche jusqu'à ce jour, sa comptabilité et les progrès dont elle est susceptible. — L'assemblée approuve et charge à l'unanimité M. Narbonne de ce travail.

M. le SECRÉTAIRE dit que notre collègue M. Bories vient d'acheter à Toulouse un assez grand nombre de papiers ayant appartenu au chevalier Dumège. Parmi ces papiers se trouve une correspondance très intéressante qui a trait à l'achat par Dumège de bas-reliefs et de statues appartenant aux tombeaux de nos archevêques. Ces tombeaux

existent à Saint-Just, mais mutilés et privés de leurs plus beaux ornements qui se trouvent au Musée de Toulouse. Ne serait-il pas utile d'initier le public à ces détails par la voie du Bulletin ? M. Narbonne est prié de rédiger sur ce sujet un article pour le prochain Bulletin.

M. NARBONNE communique un consciencieux travail de M. Gaston Jourdanne, membre libre, sur les littérateurs narbonnais de l'époque romaine. — Renvoyé au comité de publication.

Le même membre fait connaître un certain nombre de notes relevées sur les registres de Jean Amblard, notaire de Saint-Pons de Thomières, dont il doit la communication à M. Gabriel Gros, avoué. Ces notes commencent en l'année 1590 et finissent en l'année 1639. Elles se réfèrent tantôt à des faits d'histoire locale, tantôt à des événements du domaine de l'histoire générale, et présentent un intérêt véritable. — Renvoyé au comité de publication.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures.

Le Président,

L. FAVATIER.

Le Secrétaire,

L. BERTHOMIEU.

Séance du vendredi 6 novembre 1891.

La séance est ouverte à 2 h. 30 sous la présidence de M. Favatier.

Présents : MM. Claret, Riols, de Monerie, Lafont, Narbonne, Cros-Mayrevieille, Thiers, Camp, Boué ; Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE :

Lettre de MM. les instituteurs-adjoints des écoles communales demandant qu'il leur soit accordé, en ce qui regarde le prêt des livres de la bibliothèque, les mêmes privilèges qu'aux directeurs de ces écoles et aux professeurs de l'enseignement secondaire.

Cette demande est favorablement accueillie par l'assemblée qui charge M. le bibliothécaire de modifier en ce sens le règlement intérieur de la bibliothèque relativement au prêt des livres et prie le bureau de transmettre cette décision à la connaissance des intéressés.

Note adressée par M. le maire à M. le secrétaire, conservateur du Musée, en date du 13 octobre dernier, l'invitant à livrer les clefs du Musée lapidaire de Lamourguier à l'autorité militaire pour y loger les troupes du 300^e régiment d'infanterie.

M. le BIBLIOTHÉCAIRE rend compte d'une importante découverte d'archives qui vient d'être faite au fond d'une armoire délaissée dans une des salles de l'Hôtel de ville. Ces archives, soigneusement recueillies à la Bibliothèque en attendant leur classement, renferment 44 chartes ou actes remontant aux XI^e et XII^e siècles, 51 du XIII^e, 5 du XIV^e et 3 du XVI^e.

Il fait hommage à la Commission du premier exemplaire du Catalogue de la Bibliothèque dressé par lui (2 forts vol. in-8°, Caillard). Ce beau travail vaut à son auteur les remerciements et les chaleureuses félicitations de l'assemblée qui décide en outre de recommander M. Tissier à la bienveillance de l'administration municipale.

M. le SECRÉTAIRE fait passer sous les yeux de l'assemblée les estampes de trois fers à hosties trouvés à Narbonne et à Perpignan. Il fait part d'une note rédigée par Mgr Barbier de Montault sur ces curieux ustensiles dont l'un,

présenté par M. Drivet, chef de gare, remonte au xiv^e siècle. Les deux autres qui appartiennent à M. Vié, ornemaniste, membre libre, sont du xv^e et du xvi^e siècle. Notre savant collègue, après en avoir fait une description détaillée, donne quelques instructions générales sur l'entretien des gautriers, leur valeur et la façon de les exposer dans les collections. — Transmis au comité de publication.

M. NARBONNE donne lecture d'une étude sur le chevalier Dumège ayant principalement trait aux actes de spoliation qui ont été reprochés au célèbre archéologue à l'endroit des antiquités de notre ville. Ce travail intitulé *Les procédés du chevalier Dumège* a vivement excité l'intérêt de l'assemblée qui l'a transmis au comité de publication pour le prochain Bulletin.

M. BOUÉ offre un beau gautrier acquis dans le Roussillon qui porte, au centre d'un fond quadrillé, sur une de ses faces les armes de France, surmontées d'un lambel à trois pendants, sur l'autre les armes probables d'une ville ou d'une famille roussillonnaise.

M. CROS-MAYREVIEILLE offre, au nom de Mademoiselle Marguerite Sol, membre libre, une étude biographique sur Claude Rebé, archevêque de Narbonne.

M. TISSIER offre au nom de l'auteur, M. Alphonse Blanc, professeur du collège, membre honoraire, un Vocabulaire provençal latin, publié d'après les manuscrits de la Bibliothèque Nationale.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

Il est procédé à la nomination de deux membres résidents en remplacement de MM. Figeac et le colonel Dartiguelongue, décédés. Le scrutin donne les résultats suivants :

En remplacement de M. Figeac :

M. Louis LIGNON, avocat, membre correspon-

dant..... 11 voix.

MM. Faure, Gautier, Caillard, Bories et Amardel, membres absents excusés, ont fait parvenir leurs votes, en faveur de M. Lignon, ce qui donne à ce candidat 16 voix.

En remplacement de M. le colonel Dartignelongue :

M. Henri d'ANDOQUE DE SÉRIÈGE, propriétaire,
membre correspondant..... 11 voix.

Les mêmes cinq membres absents ont envoyé leur vote en faveur de M. d'Andoque de Sériege, ce qui donne à ce candidat 16 voix.

En conséquence l'assemblée prie M. le Préfet de l'Aude de vouloir bien sanctionner le choix de MM. Lignon et d'Andoque de Sériege qui ont réuni l'unanimité des suffrages.

Il est ensuite procédé à la nomination de membres libres.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 h. 15.

Le Président,

Le Secrétaire,

L. FAVATIER.

L. BERTHOMIEU.

Séance du vendredi 4 décembre 1891.

La séance est ouverte à 2 heures 35, sous la présidence de M. Favatier.

Présents : MM. Claret, Riols, de Monerie, Lafont, Narbonne, l'abbé Dupuy, Thiers, Boué ; Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE :

Note du Ministre de l'instruction publique, en date du 6 novembre, annonçant l'envoi de plusieurs ouvrages.

M. E. de Bruguière, avoué à Perpignan, propose, dans une lettre du 26 novembre dernier, l'achat d'un tableau de Maurin père, signé et daté de 1790. — La Commission ayant déjà décidé de consacrer exclusivement ses fonds de réserve à l'achat de tableaux de l'école française moderne, la demande de M. de Bruguière n'est pas prise en considération.

M. le SECRÉTAIRE annonce que les clefs du Musée lapidaire de Lamourguier ont été rendues par l'autorité militaire et que le Musée a été livré en parfait état.

Sur la proposition du comité de publication, la séance générale de fin d'année est renvoyée au jeudi 14 janvier 1892, à huit heures du soir, dans la salle de la Bibliothèque. Le comité sera chargé d'en élaborer le programme, de convoquer les membres et de procéder à l'aménagement de la salle.

M. NARBONNE offre, au nom de M. Gaston Jourdanne, membre libre, la photographie d'un médaillon représentant en buste le peintre Gamelin. Dans une notice qui accompagne cette photographie, M. Jourdanne explique que ce médaillon en plâtre représentant Gamelin père appartient au sieur Plancade, de Carcassonne, qui le tenait de sa grand-mère. Cette femme avait été au service de Gamelin et lorsqu'elle le quitta, ce dernier lui donna ce médaillon qui daterait, par conséquent, du vivant du peintre. Cet objet aurait été, d'après les renseignements provenant de la même source, modelé par Gamelin lui-même, mais l'exécution qui est médiocre ne lui ferait guère honneur : en tout cas la ressemblance est frappante. Plus tard, une main plus experte a voulu colorier le médaillon : cheveux

et yeux noirs, coiffure et redingote noire, gilet rouge, cravate brun foncé, sous laquelle apparaît la blancheur de la chemise; fond du médaillon jaune clair. — Remerciements.

M. DE MONERIE offre, au nom de M. Louis Berthomieu, propriétaire à Paraza, une médaille de Saint-Benoît dite médaille des sorciers et un moyen bronze de Marc-Aurèle : M. ANTONINVS TRIB. POTES. XXIV. — Revers : femme debout tenant une couronne de la main droite, auprès un autel d'où émerge un serpent, S. C., autour SALVTI AVG. COS. III. — Remerciements.

Il est ensuite procédé au renouvellement du bureau, des sous commissions, et à la nomination de membres libres.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures.

Le Président,

L. FAVATIER.

Le Secrétaire,

L. BERTHOMIEU.

LES LITTÉRATEURS NARBONNAIS

A L'ÉPOQUE ROMAINE

Durant cette période de bonheur et de paix qui va d'Auguste aux Antonins (1), la vie littéraire fut aussi intense sur les bords du Rhône et sur les bords de l'Aude qu'au pied même du Capitole. Dès le temps d'Auguste les villes les plus considérables des provinces avaient institué des écoles où s'enseignaient les lettres grecques et latines. Les ruines romaines de la Narbonnaise attestent à quel haut degré de perfection s'élevèrent dans ce pays l'architecture et la sculpture. Avec leur goût inné pour la parole et les longs discours, avec leur esprit souple et délié, les Gaulois fournirent de nombreux orateurs à l'éloquence romaine.

Les bibliothèques publiques de la Narbonnaise étaient célèbres surtout par leurs collections relatives à l'ancienne littérature latine plus complètes que celles de Rome

(1) Fustel de Coulanges (*Histoire des Institutions politiques de l'ancienne France : la Gaule Romaine* ; édition Jullian). — Lacour Gayet (*Antonin le Pieux et son temps*, 214).

même. Suétone, racontant la vie de Valérius Probus, nous donne ce détail curieux : « Probus avait lu, dans la Province, quelques livres anciens chez un grammatiste, car le souvenir de l'antiquité n'y était pas encore entièrement perdu comme à Rome (1). »

Ainsi que de nos jours, on aimait l'*actualité* littéraire. Martial le constate à diverses reprises. Il écrit à Atticus : « Toi qui peux supporter les frais d'un long voyage, pars pour Toulouse, mon livre... (2). » Autre part il est plus explicite : « Toi que la pourpre ne recouvre pas encore, et que l'âpre morsure de la pierre ponce n'a point encore poli, ô mon livre, tu te hâtes de suivre Artanus, quand la belle Narbonne, Narbonne, patrie du docte Votiénus, le rappelle à ses devoirs de juge et aux faisceaux annuels. Un pareil séjour et un pareil ami, tels doivent être, à des titres égaux, les objets de tes vœux. Que je voudrais être à la place de mon livre ! (3) » Pour qu'un poète comme Martial, qui aimait tant les lettres et vivait à Rome dans l'intimité des premiers littérateurs de son temps, Quintilien, Juvénal, Valérius Flaccus, Silius, considérât comme une bonne fortune le séjour de Narbonne, c'était bien qu'il savait y trouver le milieu intellectuel auquel il était habitué, et dont il fut si privé, lorsque vers la fin de sa vie, après la mort de Domitien, il se résigna à aller vivre à Bilbilis, sa ville natale.

Mais si attachant que fût le séjour de Narbonne, beaucoup, qui ne voulurent pas se contenter d'être des grands hommes de province, quittèrent les bords de l'Aude pour aller tenter la fortune littéraire dans la Ville Éternelle. Essayons à leur suite de parcourir les portiques

(1) *Illustr. Gramm.*

(2) *Epigr.* 100, lib. x.

(3) *Epigr.* 73, lib. viii.

de la Rome contemporaine de Cicéron et de Sénèque; écoutons les conversations des cénacles littéraires; nous y entendrons, sans doute, prononcer quelques noms que nous reconnaitrons pour les avoir déjà entendus au pays des Atacins.

Les auteurs de l'*Histoire Littéraire de la France*, qui ont fait ce voyage avant nous, ont cru reconnaître un enfant de la Narbonnaise en VALÉRIUS CATON le plus ancien des littérateurs qu'ait produits la Gaule Romaine (1); d'autres, plus hardis, n'ont pas craint de faire naître Valérius à Narbonne. Voici, cependant, ce que se borne à dire Suétone dans ses *Grammairiens Illustres*: « Valérius Caton était, selon quelques auteurs, l'affranchi d'un certain Bursenus, et gaulois d'origine (2). » La cause est entendue. De ce que Valérius était gaulois d'origine, il ne s'ensuit aucunement qu'il ait vu le jour en Narbonnaise, car il ne suffit pas pour en faire un narbonnais de dire que « la Province a donné naissance à beaucoup de savants à l'époque romaine, » comme le font les auteurs de l'*Histoire Littéraire* (3). Nous n'insisterons donc pas sur les œuvres littéraires de Valérius Caton, ni sur ses poèmes de *Diana*, de *Lydia* et des *Diræ*, qui furent très goûtés de ses contemporains.

Avec certitude, au contraire, nous pouvons attribuer aux pays de l'Aude PUBLIUS TÉRENTIUS VARRON, un des écrivains les plus réputés du grand siècle littéraire de César. « On sait, dit Velléius Patereculus dans son beau tableau du consulat de Cicéron, que la même période vit fleurir, quoiqu'un peu séparés par la différence des âges, Cicéron, Hortensius, Crassus, Caton, Sulpitius, puis Brutus, Calidius, Cœlius, Calvus et César, le

(1) *Hist. Litt.*, Nouvelle édition, P. Paris, t. I, 88.

(2) *Illust. Gramm.*

(3) *Hist. Litt.* eod. loc.

premier de tous après Cicéron ; enfin les élèves de ces grands maîtres, Corvinus, Asinius Pollion, Salluste, rival de Thucydide, et les poètes *Varron*, Lucrèce, Catulle ; puis Virgile, le prince de la poésie, Rabirius, Tite-Live, Tibulle, Ovide.... (1). »

Publius Térentius Varron naquit au bourg d'*Atax* en l'an 82 avant notre ère (2). Ses contemporains lui donnèrent le surnom d'*Atacinus* pour le distinguer de son homonyme le célèbre polygraphe *Marcus Térentius Varron*. On ne sait que fort peu de chose sur son existence.

Ce n'est ici le lieu ni l'occasion d'entreprendre une discussion, si rapide soit-elle, pour établir que le bourg d'*Atax* (le *Vicus Atax* d'Eusèbe) n'est autre que Sallèles-d'Aude. D'ailleurs l'identification du *vicus Atax* avec cette localité, qui fut peut-être le berceau préhistorique de Narbonne, a été faite avec d'excellentes raisons par M. Henri Cons (3), le minutieux géographe auquel nous devons d'avoir pu fixer d'une manière définitive l'ancien état des bouches de l'Aude (4).

P. Térentius Varron naquit donc à Sallèles-d'Aude et Amédée Thierry laisse entendre qu'il était sans doute d'une famille romaine ou italienne émigrée sur les bords de l'*Atax* (5). De son œuvre, qui fut considérable, on n'a pu recueillir que quelques vers disséminés dans les commentateurs des premiers siècles de l'ère chrétienne.

Ses contemporains font son éloge et parlent fréquem-

(1) *Historia Romana*, lib. II.

(2) *Chronique d'Eusèbe, continuée par saint Jérôme*. (La seconde année de la 174^e olympiade, l'an 671 de la fondation de Rome).

(3) *L'Aude, ses alluvions et le port de Narbonne*. Montpellier, Boehm, 1882.

(4) *Revue Historique* (Compte-rendus critiques, 1883).

(5) *Histoire des Gaulois*, II, 440. En tout cas on ne trouve dans la liste des noms fournis par les monuments épigraphiques de la Narbonnaise aucune trace de celui de Varron. Conf. *C. I. L.* XII, p. 865 et seq.

ment de ses œuvres. C'est ainsi que nous savons qu'il s'essaya dans des genres divers. De même que Catulle chanta Lesbie, Propertius Cynthie, et Tibulle Délie, Varron célébra sa maîtresse en des élégies sous le nom supposé de *Leucadia*. Propertius reconnaît en lui un de ses confrères : « Varron lorsqu'il eut achevé *Jason*, Varron, l'illustre amour de sa *Leucadia*, s'est aussi exercé dans des compositions tendres (1). » Ovide fait aussi allusion à ses élégies : « Le poète qui a conduit *Argo* dans les eaux du *Phaë*, n'a pu taire ses conquêtes amoureuses (2). »

Dans la satire, l'amant de *Leucadia* eut moins de succès, et Horace lui fait son procès en deux mots : « La satire, après les vaines tentatives de Varron d'*Atax*, était le genre où je pouvais m'exercer le mieux (3)..... »

Des satires et des élégies de Varron, pas un vers n'a été retrouvé. En revanche, deux de ses épigrammes nous sont parvenues. En réalité, elles n'en forment qu'une seule, dirigée contre *Caius Julius Licinus*, singulier personnage, d'abord barbier, ensuite procureur des Gaules, devenu grâce à ses ingénieux procédés fiscaux (4), un des hommes les plus opulents de son temps. Auguste, paraît-il (et ce fut une de ses rares fautes), pardonna les irrégularités financières dont le subordonné eut l'habileté de déposer le produit aux pieds de son maître. Mais les poètes, race d'ailleurs ennemie-née des traitants de toutes les époques, exercèrent sur *Licinus* leur verve railleuse. Horace donne son adresse de coiffeur (5). Martial admire ironiquement les beaux marbres de son tombeau de la

(1) *Eleg.* II, 25.

(2) *Trist.* II, 439.

(3) *Sat.* IV, lib. I. De Lucil. — Nous négligeons les trois satires attribuées à Varron par l'*Hist. Litt.* I, III, d'après Macrobe (*Saturn.* 2), et Pline (*Hist. nat.* pr. 10). — Cette attribution nous paraît hasardée.

(4) Par exemple les années contribuable de quatorze mois (Dion, LIV, 21).

(5) *Ars poet.* 301.

via Salaria (1). La palme, cependant, revient à Varron dont l'amer sarcasme s'enveloppe d'une comparaison philosophique qui n'est point sans grandeur :

Marmoreo Licinus tumulo jacet, at Cato parvo,
Pompeius nullo; credimus esse Deos?
Saxa premunt Licinum, levat altum fama Catonem,
Pompeium tituli: credimus esse Deos (2).

« Licinus repose dans un monument de marbre, Caton dans une urne mesquine, Pompée n'a pas de cercueil. Y a-t-il des Dieux? — Mais ces marbres écrasent Licinus; Caton à force de gloire, Pompée à force de grandeur arrivent jusqu'aux cieux. Il y a des Dieux, nous le croyons. »

S'élevant au-dessus de ces fugitifs essais, Varron composa un poème, dont Priscianus, grammairien du ^ve siècle, a sauvé le nom de l'oubli en citant un vers du second livre de ce poème :

Deinde ubi pellicuit dulcis levis unda saporis (3).

Cette œuvre, qui s'appelait *De Bello Sequanico*, semble avoir été un poème épique dont la querelle des Séquanes et des Eduens ainsi que la guerre d'Arioviste paraissent avoir fourni le sujet.

Mais le *De Bello Sequanico* ne fut sans doute pas fort apprécié des contemporains de Varron. Nous ne le voyons cité nulle part, tandis qu'on rencontre fréquemment dans les œuvres littéraires du temps des allusions au poète qui chanta l'expédition des Argonautes, ou, pour

(1) *Epigr.* 8, lib. III.

(2) Burmann. *Antholog.* I, 205.

(3) Priscianus, lib. X, p. 877, éd. Putsch.

être plus exact, au poème consacré par Varron à cette légendaire conquête (1).

Voici comment en parle Ovide dans l'*Art d'aimer* : « Lisez les œuvres du tendre Properce, quelques passages de Gallus et de notre aimable Tibulle, ou le poème que Varron a composé sur cette toison d'or si fatale à la sœur de Phrixus (2). » Nous avons déjà cité Properce qui nous donne le titre du poème : « Varron, lorsqu'il eut achevé *Jason*... » Ce fut donc sous le nom de *Jason* que parut ce poème. On a soutenu que Varron n'avait fait que traduire en vers latins le poème d'Apollonius de Rhodes sur les Argonautes. Mais le soin qu'il prit de donner à son œuvre un nom différent de celui de l'original semble démontrer qu'il ne se borna pas à une traduction littérale et qu'il imita aussi les œuvres d'autres poètes géographes, si nombreux dans la littérature grecque. En tous cas, Quintilien, bon juge en la matière, s'exprime ainsi : « Dans les œuvres qui lui ont valu quelque renommée, Varron d'Atax, quoique traducteur, n'est point à mépriser (3). » Ovide, dans ses *Amours*, l'admire sans réserve : « Quel siècle ne connaîtra Varron, et le premier esquif, et cette toison conquise par le chef Ausonien (4) ? » Ailleurs il ne le mentionne que par une allusion à son œuvre, ce qui prouve de quelle popularité jouissait cette dernière : « Le poète qui a conduit Argo

(1) L'antiquité nous a légué trois poèmes Argonautiques : celui d'Orphée (600 ans avant notre ère); celui d'Apollonius de Rhodes, composition Alexandrine du III^e siècle avant notre ère; enfin le poème de Valérius Flaccus, œuvre de la fin du premier siècle de notre ère, postérieure par conséquent à Varron. Il faut en ajouter un quatrième, celui de Pindare dans sa 4^{me} ode pindarique. Cf. Vivien de St-Martin (*Histoire de la Géographie*, Hachette, 1873).

(2) III, 335.

(3) *Inst. Oral.* x, 1, 87.

(4) I, 15.

dans les eaux du Phase.... (1). » De même, Stace ne prend pas la peine de citer le nom de Varron; il se borne à l'appeler « le poète qui conduit les Argonautes à travers les écueils (2). »

Les *Argonautiques*, selon Valérius Probus, grammairien du second siècle, auraient renfermé quatre livres (3).

Ce sont surtout ses compositions géographiques qui ont valu à Varron la notoriété littéraire dont il jouissait parmi ses contemporains. Cette phrase : « à l'âge de trente-cinq ans il s'adonna avec la plus grande ardeur à l'étude des lettres grecques (4), » ne signifie pas, ainsi qu'on l'a pensé souvent (5), qu'il n'apprit le grec qu'à cet âge. Il paraît plus vraisemblable qu'après avoir cherché sa voie dans des œuvres légères, élégies, satires ou épigrammes, de même que dans la poésie épique par le poème *de Bello Sequanico*, Varron, ayant vu se développer cette brillante pléiade poétique dont Velléius nous a fait l'énumération, comprit qu'il n'occuperait que le second rang dans une époque où vivaient Lucrèce, Catulle, Ovide. Il est naturel qu'il ait dès lors cherché à se créer une place incontestée, sinon tout à fait originale en se faisant le traducteur des œuvres encore peu connues à Rome des géographes grecs. Tel est incontestablement le motif de cette étude spéciale et approfondie des lettres grecques dont parle la chronique d'Eusèbe.

Jusqu'alors, l'étude de la géographie grecque était restée le domaine de quelques esprits d'élite, et c'est sans doute comme un passe-temps que Cicéron traduisit en latin les *Phainomena* et les *Diosemeia* d'Aratus de Soles.

La plupart de ces œuvres, les plus anciennes surtout,

(1) *Trist.* II, 439.

(2) *In Genethl. Luc. Silv.* II, 7.

(3) Probus, *ad Virgil.* *Georg.* II, 126.

(4) Eusèbe, *Chron.* (*Græcas litteras cum summo studio didicit*).

(5) *Hist. littér.* I.

et, par conséquent, les moins connues, étaient écrites en vers sous la forme de voyages (*periplos*). Varron imita donc les anciens périple grecs, tels que ceux d'Artémidore et de Scymnus, et essaya, sous cette forme, diverses descriptions du monde.

M. Vivieu de Saint-Martin, dans son beau livre sur l'*Histoire de la géographie*, parle assez dédaigneusement de Varron : « Les Romains, dit-il, n'eurent pas de géographe à eux jusqu'au règne de Tibère et rien n'est bien sérieux dans les œuvres d'Atacinus (1). » Quel que soit notre respect pour l'illustre maître, son jugement nous paraît un peu sommaire. D'abord aucun des ouvrages géographiques de Varron ne nous est parvenu assez complet pour que nous puissions en juger la véritable valeur. Mais un juge qu'on ne récusera pas en la matière, Pline, ne manque jamais de citer Varron parmi les auteurs chez lesquels il a puisé pour écrire la partie géographique de son *Histoire naturelle* (2). L'éloge qu'Ovide fait de Varron, à propos, à ce qu'il semble, des *Libri navales*, montre dans quelle estime on le tenait pour ses compositions géographiques : « Le poète de la mer, dont les chants semblent être l'œuvre des dieux mêmes de la mer (3). »

Que plus tard, lorsqu'apparurent Strabon, Méla, Pline, Ptolémée, la *Chorographie* et les *Libri navales* fussent dépassés de bien loin, nous ne saurions en disconvenir ; mais il n'en reste pas moins que, pour ses contemporains, Varron d'Atax représentait une personnalité littéraire des plus marquantes, et, au point de vue géographique, une

(1) *Hist. de la géogr.*, 160.

(2) Livres III, IV, V, VI.

(3) *Ex Pont.*, IV, 16. Il ne peut s'agir des *Argonautiques*. Chaque fois qu'Ovide parle de ce poème, il a soin d'indiquer qu'il s'agit de Jason, de Calchas ou d'Argo. De plus l'expédition des Argonautes était conduite par Junon et Pallas qui ne sont point des déesses de la mer. Conf. Wersdorff (*Poet. lat. min.* v, 561).

autorité non méprisable (*non spernendus*), pour nous servir de l'expression de Quintilien (1).

Comme l'indiquent certains vers de Licentius (2), la *Chorographie* était une description, non seulement de la terre, mais aussi des célestes espaces. Il est probable que l'auteur mettait en scène un dieu, ou un homme animé de l'esprit divin, qui, comme dans le *Songe de Scipion* (3), parcourait la terre et les régions célestes. Un des passages conservés de cette œuvre le laisse supposer :

Vidit et ætherio mundum torquerier axe,
Et septem æternis sonitum dare vocibus orbes,
Nitentes aliis alios : quæ maxima Divis
Lætitia est : at tum longe gratissima Phœbi
Dextera consimiles meditatur reddere voces (4).

D'autres fragments, au contraire, se rapportent à la description des espaces terrestres :

Ergo inter Solis stationem, ac sidera septem
Exporrecta jacet tellus : huic extima fluctu
Oceani, interior Neptuno cingitur ora.
Qu..... Europa.....
Clauditur Oceano, Lybico mare, flumine Nilo (5).

Et cet autre :

Indica non magna minus arbore crescit arundo :
Illius e lentis premitur radicibus humor,
Dulcia cui nequeant succo contendere mella (6).

(1) Et en supposant aussi que les éloges dithyrambiques dont Ovide gratifie Varron ne soient que l'expression de la camaraderie littéraire.

(2) *Carm. ad August.* in *Poet. lat. min.* édit. Lemaire, III, 420.

(3) Cicéron, IV.

(4) Wernsdorff (*Poet. lat. min.* v, 575).

(5) Priscianus, édit. Stephanus (*Fragm. Poet. vet.* 133). Putsch, *In Priscian.* lib. III, 609.

(6) Isidor. *Hispal. origin.* lib. XVII, cap. 7. Sur les variantes : Wernsdorff (*Poet. lat. min.* édit. Lemaire, IV, 579).

Voici un passage fort obscur que Wernsdorff, avec quelque vraisemblance, suppose nous être parvenu défiguré :

Omniuomo Oceano Hyperion fulgural Euro.
Aetæro planstro Boreas bacchatur ab Aëno.
Hesperio Zephîro sed Orion volvitur Istro.
Fulvo, acrique Noto vaga Cynthia proruit Afro (1).

Les quatre vers suivants appartiennent aussi au poème de la *Chorographie*.

At quinque ætheriis zonis accingitur orbis;
Ac vastant imas hiemes, medianque calores.
Sic terræ extremas inter, medianque coluntur
Qua Solis calido nunquam rota ferveat igne (2).

Voilà donc le peu qui nous reste du poème de la *Chorographie*. Mais nous sommes encore plus pauvres en ce qui concerne les *Libri navales*.

Nous avons déjà rapporté l'appréciation d'Ovide sur les *Libri navales* (3). On peut en déduire, ainsi que d'un passage où Végèce signale expressément ce poème (4), que Varron y décrivait les rivages de la mer et les dangers qui menacent les navigateurs (5). L'ouvrage de *Littoralibus*, que Solin attribue à Varron, devait en être un chapitre.

(1) Wernsdorff, eod. — Scaliger (*Catalect. vet. poet.* lib. II, 245).

(2) Isidor. Hispal. lib. de Nat. rer., 10. — Conf. Scaliger (*Catalect.* 246) et Burmann (*Antholog.* II, 205, 335) sur un passage rapporté par Burmann à un poème qu'il appelle *Quinque zonæ*. Ce passage est ainsi reproduit dans Delricco. (*Comment in Senec.*)

Mundus domus est maxima rerum
Quam quinque altitonæ fragmine zonæ
Scindunt; per quas limbas pietas
Bis sex signis stellimicantibus
Altus in obliquo æthere, zonæ
Bigas acceptat. . . .

(3) *Ex Pont.* IV.

(4) *De re milit.*, V, cap. 11.

(5) *Polyhist.*, cap. 11.

Il a été beaucoup discuté sur le point de savoir si les *Libri navales* traitaient des aventures d'Europe, fille d'Agénor, ou de la région géographique à laquelle cette princesse aurait donné son nom suivant la mythologie païenne. Mais le témoignage d'Aulu-Gelle est péremptoire ; c'est de l'Europe qu'il s'agit : « Varron traitant de cette partie du monde qu'on nomme l'Europe place le Rhône au nombre de ses trois plus grands fleuves (1).

Quoiqu'il en soit, voici le seul passage un peu étendu conservé de cette œuvre (2) :

Tum liceat pelagi volucres lardæque paludis
Cernere inexpleto studio certare lavandi,
Et velut insolitum pennis infundere rorem.
Aut arguta lacus circumvolitavit hirundo,
Et bos suspiciens cælum, mirabile visu,
Naribus ærium patulis decerpit odorem.
Nec tenuis formica cavis non evehit ova (3).

Ce tableau de la nature prise au moment de l'approche d'un orage a eu l'honneur d'être imité par Virgile qui a copié en entier le quatrième vers (4). D'ailleurs ce n'est pas la seule fois que Virgile emprunte à Varron, sans prendre

(1) *Noct. attic.*, x, 7.

(2) Avec un hémistiche relaté par Festus (*in voc. Tutum*) et que Wernsdorff rapporte aux *Libri navales* (*Poet. lat. min.* éd. Lemaire, IV, 583).

...Tutum sub sede faissent.

(3) H. Stephanus (*Fragm. vet. poet.* 362). Servius, *Ad. Virgil. Georg.* I, 375.

(4) Pour permettre la comparaison nous reproduisons le passage de Virgile (*Georg. I. 375*).

...Aut bucula, cælum
Suspiciens, patulis captavit naribus auras ;
Aut arguta lacus circumvolitavit hirundo ;
Et veterem in limo rano cecinere querelam.
Sæpius et tectis penetralibus extulit ova
Augustum formica terens iter ; et bibit ingens
Arcus.....

même la peine de *démarquer*, comme nous dirions aujourd'hui. Témoin ce vers des *Géorgiques* qui appartient aux *Libri natales* :

Frigidus et silvis Aquilo decussit honorem (1).

Ce n'est pas tout. Sénèque le rhéteur et Julius Montanus, un poète dont nous aurons à parler plus loin, remarquent cet autre passage de l'Énéide où Virgile s'est, selon eux (2), inspiré de Varron.

Voici les deux vers de Varron, qu'on rapporte au poème des *Argonautiques* :

Desierant latrare canes, urbesque silebant ;
Omnia noctis erant placida composta quiete.

D'autre part voici les vers de Virgile :

Nox erat et terras animalia fessa per omnes,
Alituum pecudumque genus sapor altus habebat (3).

Mais les vers de Varron eurent la singulière fortune de provoquer une ardente discussion littéraire à laquelle prirent part Sénèque le rhéteur, Ovide et Sénèque le philosophe. Nous pouvons bien faire remarquer en passant que si des littérateurs de cette envergure prenaient la peine de discuter un poète, c'est que ce poète devait être *quelqu'un*.

Ovide soutenait que Varron aurait dû supprimer le dernier hémistiche et s'arrêter à : *omnia noctis erant*. Sénèque le rhéteur, au contraire, défend Varron : « Autre serait, dit-il, la signification du vers ainsi coupé ; autre est la signification du vers entier (4). »

(1) Servius, ad. Virgil. *Georg.* II, 404.

(2) *Controv.*, XVI.

(3) *Æneid.* VIII, 26.

(4) M. Ann. Seneca (*Controv.*, XVI).

Sénèque le philosophe, prenant la question à un autre point de vue, discute vivement, mais il ne s'attache qu'au dernier vers :

Omnia noctis erant placida composita quiete.

Pour plus de clarté traduisons ce vers avec le bon Lafontaine (1) :

La nuit avait partout répandu ses pavots
Et donnait aux humains un paisible repos.

« Cela est faux, s'écrie Sénèque dans son épître à Lucilius. Il n'y a point de repos que celui qui se trouve établi par la raison. La nuit nous ramène nos déplaisirs au lieu de les chasser et ne fait que changer nos soucis... (2). » Abrégeons. Sénèque ne trouve de vrai repos que dans le calme d'une conscience pure ; la nuit, le méchant a des cauchemars.

Mais sortons du terrain de ces platoniques discussions malgré le parfum d'archaïsme charmant qui s'en dégage. Aussi bien il est temps d'achever le triage des rares épaves que nous possédons du bagage littéraire d'Atacinus.

Celles-ci se rapportent au poème déjà cité des *Argonautiques* :

Quos magno Anchiale partus adducta dolore
Et geminis capiens tellurem OEaxida palmis,
Edidit in Dicta..... (3).

(1) Traduction Pintrel (V. Collection Nisard).

(2) *Epist.* LVI.

(3) Vibius Sequester (*de Flum.* 60, édit. Hessel).

Puis trois vers détachés :

Cujus ut adspexit torta caput angue revinctum... (1).
.....
Quum te flagranti dejectum fulmine Phaethon... (2).
.....
Semianimesque micant oculi lucemque requirunt... (3).

Le dernier a été imité par Virgile dans l'Enéide :

Semianimesque micant digiti, ferrumque retractant (4).

Il convient maintenant de se demander comment avec une carrière si brillante le poète de *Jason*, si souvent cité et complimenté par les littérateurs de son siècle, nous a laissé d'abord des fragments si incomplets de ses œuvres (cinquante vers à peine), ensuite des renseignements si négatifs sur sa vie.

Il est à remarquer que les citations dont l'œuvre de Varron est l'objet, disparaissent presque totalement à la fin du premier siècle de notre ère. Cette époque est précisément celle où Pline rassembla cet effrayant faisceau dans lequel il embrassa l'ensemble des connaissances humaines de son époque, astronomie, histoire naturelle, arts, philosophie, géographie. La notoriété que Varron avait conquise par ses œuvres de géographie poétique disparut dans le rayonnement de la gloire de Pline, et ses descriptions littéraires, si belles qu'elles fussent, ne purent soutenir la comparaison avec la précision, bien autrement scientifique, des œuvres de Strabon, de Pomponius Méla et de Ptolémée. Aussi le temps vint pour lui très rapidement où ce

(1) Sosip. Charisius, *Instit. gramm.*, lib. I, 70, éd. Putsch.

(2) Quintilian. (*Instit. orat.*, I, 5).

(3) Servius (ad Virg.), *Æn.* X, 396.

(4) *Æneid.*, X, 396.

fut à peine si de loin en loin quelque commentateur amoureux d'érudition pure prononçait son nom au bout de quelque glose. C'est ainsi que, personne ne prenant la peine de recopier ses œuvres, elles disparurent lambeaux par lambeaux (1). C'est ainsi que les auteurs d'histoires littéraires l'omirent progressivement dans les premiers siècles de notre ère d'une façon si complète qu'on ne se souvient plus des détails de sa vie ni de la date de sa mort (2). Et il a fallu les recherches patientes de Jean de Salisbury (3), d'Ange Politien (4), d'Estienne (5), de Putsch (6), de Scaliger (7), de Crinitus (8), de Gyraldus (9), de Gerard de Voss (10), de Funck (11), de Runeckhen (12), de Burmann (13), de Wernsdorff (14), des Bénédictins de St-Maur (15), de Wülmer (16) pour empêcher son nom et son œuvre de sombrer dans un oubli définitif.

Si Varron d'Atax semble avoir été un poète exclusive-

(1) Wernsdorff (*Poet. lat. min.*, éd. Lemaire, iv, 559) remarque aussi avec raison que dans beaucoup d'occasions les anciens copistes négligeaient, quand ils rencontraient une citation de Varron, d'indiquer qu'il était question de Varron d'Atax. C'est ainsi que plus d'un passage qui lui revient, notamment dans les anciens ouvrages de géographie, n'a pu lui être restitué.

(2) Bouillet (*Dictionn. des Littératures*) fait mourir Varron 37 ans avant notre ère ; mais, outre que Bouillet n'est pas une autorité suffisante, il n'indique point le motif de son affirmation.

(3) *Polycrat.* II.

(4) *In nutrit.*

(5) *Fragm. Poet. vet.*

(6) *In Priscian.*

(7) *Catalect. vet. poet.*

(8) *De Poet. lat.*

(9) *De histor. poet. dialog.*

(10) *De histor. latin.*

(11) *De viril. æt. ling. latin.*

(12) *In epist. crit.* II, in *Callim. et Apoll. Rhod.*

(13) Burmann neveu (*Antholog.*).

(14) *Poet. lat. min.*, 1780-88, édit. Lemaire.

(15) *Histoire littéraire de la France.*

(16) *De Terentii Varronis Atacini vita et scriptis* (Munster, 1829).

ment adonné au culte des choses de l'esprit, son compatriote VOTIÉNUS MONTANUS eut une existence plus agitée.

Nous savons déjà par Martial que Narbonne fut la patrie de Votiénus.

Docti Narbo paterna Votieni (1).

Le nom de Votiénus se retrouve sur l'inscription d'un affranchi de Narbonne (2). D'après la forme de ce gentilice en *emus*, l'origine de sa famille devait être l'Italie centrale, Picenum, Ombrie, Étrurie (3).

Quant à son surnom de Montanus (très fréquent d'ailleurs dans la région Pyrénéenne), il n'y a aucune induction à en tirer à ce point de vue.

Votiénus Montanus fut un des avocats les plus distingués de son temps. Dans ses *Controverses*, où il fait parler sous forme d'exercices oratoires quelques-uns des déclamateurs de son époque, Sénèque le rhéteur nous donne d'intéressants détails sur Votiénus, qu'il connaissait d'ailleurs personnellement.

Votiénus débuta à Rome devant le Tribunal des centumvirs pour plaider la cause de *Galla Numisia*, contre laquelle on portait l'accusation d'empoisonnement pour l'empêcher d'hériter de son père. « Dans cette cause, dit Sénèque, Votiénus fut si éloquent que son plaidoyer mériterait d'être connu dans tous les siècles, et je ne sache pas qu'on ait jamais rien dit de mieux dans ce genre de procès (4). » D'autre part il le qualifie d'homme d'une supériorité rare quoiqu'ayant beaucoup de défauts (*homo rarissimi sed non emendatissimi ingenii*) (5). Il semble dire que Votiénus

(1) *Epig.* 72, lib. VIII.

(2) *Corp. Inscr. Lat.* XII, 5258.

(3) *Ibid.* — Allmer, *Rev. Epigr. du Midi de la France*, I, 245.

(4) *Controv.*, 28.

(5) *Ibid.*

avait un talent assez inégal. Parmi les défauts qu'il lui reproche, un des principaux était que quand il avait dit quelque chose de bien, il ne savait pas s'y tenir et se répétait plusieurs fois. Un célèbre orateur du temps, Scaurus disait à ce propos que Votiénus était l'*Ovide des orateurs*. On sait que le poète des *Métamorphoses* ne sait parfois se dégager d'un détail qui lui plaît et dont il surcharge son récit. Aussi Scaurus avait-il l'habitude d'appeler *Montaniana* ces négligences d'Ovide (1), mot qui dut faire fortune puisqu'on le trouve rapporté dans le livre de Sénèque.

Mais nous avons de Montanus lui-même l'explication de ce genre d'éloquence, de ce défaut, ainsi que l'appelaient certains contemporains. « Je demandai à Montanus, nous dit Sénèque, pour quelle raison, bien loin de plaider une cause de manière à s'attirer les louanges de ses auditeurs, il ne prenait même pas la peine de s'exercer à déclamer sa cause avant de la plaider. C'est, me répondit Montanus, que celui qui prépare une déclamation n'agit pas pour gagner sa cause mais pour plaire; de sorte qu'il cherche à parer son discours de toutes les séductions de l'art. Il ne prend pas la peine de discuter; la discussion est importune et ne se prête pas beaucoup à se revêtir de fleurs; il se contente de flatter agréablement l'oreille de ses auditeurs par des pensées brillantes ou des développements faciles à suivre. Le succès de sa cause le préoccupe moins que son succès personnel. Ce défaut suit les orateurs apprêtés jusque dans le forum; il leur fait oublier les choses nécessaires pour ne les laisser songer qu'aux tirades à effet.. (2). »

Il serait impossible de faire un portrait plus exact que celui que Votiénus fait de lui-même. C'est l'éternelle histoire des avocats qui plaident pour la galerie, se préoccupant fort peu de leur client et beaucoup d'eux-mêmes.

(1) *Controv.*, 28.

(2) Préface du iv^e livre (vulgo IX) des *Controverses*.

C'est à ceux-là que Votiénius fait un procès qu'il pourrait leur faire encore de nos jours. Que Votiénius eût un talent oratoire bien au-dessus de l'ordinaire, nous le savons déjà par Sénèque, dont Tacite, comme nous le verrons, confirme l'appréciation. Aussi le reproche de négligence que, tout en reconnaissant son mérite, lui fait Sénèque, ancien professeur de rhétorique à Rome, dans cette ville où l'éloquence devait se revêtir des formes les plus parfaites de l'élocution et du style, ne nous émeut pas outre mesure. Votiénius, quand il plaidait, disait tout ce qu'il voulait dire, il revenait souvent sur les arguments décisifs; les raffinés d'alors pouvaient désirer plus de brillant dans la forme, mais Votiénius ne plaidait point pour l'ostentation (*ostentationis causa*, comme dit Sénèque); il plaidait la cause de son client, qui, probablement, ne devait pas s'en trouver plus mal.

D'un autre côté, Votiénius savait manier l'ironie et les rhéteurs de son temps furent l'objet de ses traits mordants. Ayant été accusé devant l'empereur par Vinitius, au nom de la ville de Narbonne, il se contenta, pour sa défense, de répéter tout ce que Vinitius avait dit contre lui (1). C'est ce que nous appellerions aujourd'hui une *charge*. Mais ce moyen, soit que l'accusation de Vinitius ne fût pas sérieuse, soit que Votiénius en retournant si singulièrement le réquisitoire prononcé contre lui eût fait dégénérer le débat en une scène bouffonne, dut faire rire les juges. Il dut les désarmer aussi puisque nous le voyons être plus tard l'objet d'une seconde accusation qui, celle-là, eut des résultats plus graves.

On confond bien à tort ces deux procès. Dans le premier Sénèque nous marque de la façon la plus formelle que l'orateur narbonnais fut accusé à la requête de la colo-

(1) *Controv.*, 20.

nie de Narbonne représentée par Vinitius (1). Dans le second, Tacite indique, comme nous le verrons, que son accusateur fut un légionnaire du nom d'Emilius.

Si le procès dont parle Sénèque était le même que le procès de lèse-majesté qui fit condamner Votiénus à l'exil, il n'en parlerait pas d'une manière aussi dégagée, précisément à propos de la note spirituelle que Votiénus savait prendre parfois. L'accusation de lèse-majesté portée par Emilius ne prêtait pas à rire. Ensuite Votiénus ayant été l'ami de Sénèque, ce dernier ne manquerait pas de rappeler la sentence terrible dont il fut l'objet.

Il nous suffira, pour exposer ce que fut le second procès de Votiénus, de reproduire les lignes suivantes de Tacite : « Le procès de Votiénus Montanus acheva de dégoûter Tibère des assemblées du Sénat. Cet homme (Votiénus), d'un esprit d'une supériorité si reconnue, était accusé, sur le témoignage d'un légionnaire du nom d'Emilius, de s'être permis des invectives contre l'Empereur. Comme Emilius, par zèle, ne voulait omettre aucune preuve et que, malgré tout le bruit et les murmures qu'on fit pour l'interrompre, il insistait sur chaque détail, Tibère entendit toutes les malédictions dont on l'accablait en secret. Il y fut si sensible qu'il s'écria qu'il voulait se justifier sur l'heure ou dans une instruction expresse; les prières de ses proches et les adulations de tous purent à peine le calmer; Montanus subit le châtiment de lèse-majesté (2) ».

Il s'est créé sur Votiénus, au sujet de sa condamnation et du motif qui l'a provoquée, une légende qui tend à le représenter comme un de ces stoïciens sévères dont l'histoire romaine nous offre des exemples et qui, de gaieté de cœur, affrontaient la colère du maître. Le récit de Tacite (tout est à noter dans ce style lapidaire) ne nous fait rien

(1) *Controv.*, 20.

(2) Tacite (*Annal.*, IV, 42).

entrevoir de cela. Votienus n'avait fait que répéter *les malédictions dont on accablait Tibère en secret*. S'il fut condamné, ce fut, sans doute, à la suite d'indiscrétions qu'il n'avait ni prévues ni recherchées. Il fut une de ces nombreuses victimes que l'irréconciliable opposition faite aux Césars par la haute société romaine désignait de temps à autre, souvent sans preuves bien certaines, à de formidables expiations (1). Mais rien de tout cela ne nous autorise à le faire meilleur ou pire que la plupart de ses contemporains.

Il fut exilé aux îles Baléares où il mourut l'an 28 ou 29 de notre ère (2).

Le poète et l'orateur dont nous avons essayé de retracer la vie sont les seuls qu'on puisse, sans crainte d'erreur, considérer comme originaires des pays de l'Aude. Notre tâche serait donc dès à présent terminée s'il ne nous semblait nécessaire de procéder rapidement à un travail d'élimination consistant à repousser les attributions hasardées que se sont transmises la plupart de ceux qui se sont occupés, avant nous, de cette question. Trop souvent, en effet, et sans raisons suffisantes (nous en avons déjà eu un exemple à propos de Valérius Caton), on a fait naître en Narbonnaise ou à Narbonne des écrivains absolument étrangers à ce pays.

Il en est ainsi de JULIUS MONTANUS que certains ont considéré comme narbonnais de naissance, entre autres les auteurs de *l'Histoire littéraire* qui s'appuient surtout sur la supposition que Julius Montanus pouvait être le frère de l'orateur Votienus (3).

Or le poète Julius Montanus est expressément qualifié par Tacite du titre de membre du Sénat (4), tandis que

(1) Gaston Boissier (*L'opposition sous les Césars*).

(2) Eusèbe (*Chron*).

(3) *Hist. Litt.*, I, 461.

(4) *Annal.*, XIII, 15.

rien ne laisse supposer que Votiénius ait été sénateur. D'autre part, ils ne pouvaient être frères puisqu'ils ne portaient pas le même nom. L'un s'appelait Julius, l'autre Votiénius, et c'est un principe élémentaire que la similitude du *cognomen* (*Montanus* dans l'espèce) ne préjuge rien en faveur de la question de parenté.

Passons à l'empereur CARUS, que nous pourrions d'ailleurs écarter de cette étude, son bagage littéraire étant des plus minces et se réduisant à quelques lois ou rescrits insérés dans le Code Justinien et à des fragments de lettres ou harangues.

Dans une explosion de lyrisme dithyrambique, Sidoine Apollinaire met « la naissance de Carus au nombre des avantages dont Narbonne peut s'enorgueillir (1). » Les deux Victor, Eutrope et plusieurs autres font aussi naître Carus à Narbonne. Zonare, le Grec de la Chronique d'Eusèbe se contentent d'en faire un gaulois (2).

Nous n'avons pas, qu'on le remarque, à rechercher quelle fut la patrie d'origine du successeur de Probus. Une seule chose nous intéresse, c'est de savoir s'il est né à Narbonne. Vopiscus ne partage point cette opinion. « On « s'accorde si peu sur la patrie de Carus que je ne saurais « dire où il naquit. Onésime qui a écrit avec beaucoup de « soin la vie de Probus dit que Carus reçut le jour à Rome « mais que ses parents étaient d'Illyrie (3).

L'opinion de Sidoine Apollinaire ne peut avoir que la valeur d'une opinion poétique ; elle n'émane pas d'un contemporain. Quant à celle des deux Victor et d'Eutrope, elle est fortement entamée par cette observation de Scali-

(1) *Carm.*, 23, 88.

(2) Conf. Tillemont (*Hist. des Empereurs*, II). — Teuffel (*Hist. de la Littérature latine*, Vieweg). — Schiller (*Geschichte der Römischen Kaiserzeit*, Gotha).

(3) *Vit. Car.*

ger qu'il s'agit ici, non de Narbonne, mais de *Narone* en Illyrie, ce qui revient à conclure comme Vopiscus que Carus était illyrien de naissance, conclusion adoptée par Duruy dans son *Histoire des Romains* (1).

Quant à NUMÉRIEN, nous serons plus bref encore. Vopiscus n'en parle point et aucun texte ne nous autorise à regarder le fils de Carus comme narbonnais.

Il y a beau temps qu'Angelo Mai a montré, par la découverte d'un fragment de M. CORNELIUS FRONTOX, que ce célèbre orateur était originaire de Cyrta en Numidie (2). Il n'appartient donc, à aucun titre, à l'histoire littéraire de Narbonne.

On l'a vu, bien peu nombreux sont les littérateurs narbonnais de l'époque romaine puisqu'ils se réduisent, en somme, à Varron d'Atax et à Votiénus Montanus. Il est certain cependant qu'ils ne furent pas les seuls parmi leurs compatriotes des pays de l'Aude à obtenir, dans la Ville Éternelle, la consécration de leur talent. Mais pour ces deux hommes dont l'histoire a retenu les noms, combien d'autres s'imposèrent à l'attention de leurs contemporains et sont aujourd'hui oubliés, alors que par un singulier caprice du destin d'innombrables monuments épigraphiques nous ont transmis le souvenir des plus infimes métiers de cette grande cité de Narbonne où leur esprit s'éveilla aux charmes de la poésie, aux séductions de l'éloquence!

GASTON JOURDANNE.

(1) T. vi, 426. — L'opinion de M. G. Julian est aussi que Carus n'est point né à Narbonne (*Lettre inédite du 27 juillet 1891*).

(2) Mai (*M. Cornelii Frontonis op. inedit.* Mediolani, 1815). — Daunou (*Journal des savants*, septembre 1816).

UNE MAISON DE MERCERIE A NARBONNE

EN 1757

JOUBERT CADET ET COUDERC ⁽¹⁾

I

LIVRES ET MARCHANDISES

« Nous tenons tout »

BALZAC : *l'Épicier*.

Joubert et Couderc, tels sont les noms des maîtres « céans ». M^e Pierre Joubert, cadet, marchand mercier à Narbonne, s'est associé, au mois de février 1757, avec Jean Marie Couderc, marchand mercier de Béziers. Ils sont établis dans la rue des Cordonniers, île St-André. La maison, héritage des Joubert, divisée en deux lots, forme « coin tournant » sur la petite rue qui va de la dite rue des Cordonniers à la place Cassaignol, vis-à-vis de la rue

(1) Archives de Narbonne : documents inédits.

du Luxembourg. Ils n'ont pas une belle enseigne illustrée, comme on en voit dans les grandes villes, comme on en voit à Paris, chez Granchez, au Petit Dunkerque, au coin de la rue Dauphine; chez Josse l'ainé, à l'Eventail, rue Greneta; chez Magny (1); mais ils tiennent boutique assortie et bien achalandée. Entrons.

La mercerie au x^ve siècle était un fort petit état: « merciers vendent petites merceries comme couteaux, ciseaux, rubans et aiguillettes (2), » *mercator minutarum mercium*. C'était un gros état au xvi^e siècle, et nous sommes ici dans une grosse maison, plus importante que beaucoup de maisons de grandes villes, au moins par la variété de ses assortiments. Cela s'explique.

La mercerie se subdivisait en différentes spécialités: bonneterie, clinquaiïlerie, passementerie, ganterie, tabletterie, rubanerie, ceinturerie, etc., qui pouvaient vivre séparément dans les grandes villes, mais qu'on trouvait réunies sous la même enseigne, dans les petites villes où un débit insuffisant ne leur eût pas permis de vivre isolément. Nous serons donc mieux renseignés à Narbonne et plus vite en feuilletant les livres de Pierre Joubert, mercier universel, qu'à Paris ou dans toute autre grande ville qu'il eût fallu parcourir dans tous les sens pour retrouver toutes les variétés de l'espèce mercière. Les voici, en effet, toutes énumérées ici dans le *Livre journal* et dans le *Livre de facture*, avec les prix courants et selon les besoins variés de la clientèle fixe et de la clientèle flottante. Il suffira de rapprocher et de grouper méthodiquement les marchandises similaires disséminées, au gré de la demande, dans la série des folios pour avoir une idée assez exacte de ce qu'était la mercerie il y a cent cinquante

(1) P. Lacroix. *XVIII^e siècle. Institutions, usages, etc.*, pp. 131, 232, 235, 338, etc.

(2) Edit d'avril 1497.

ou deux cents ans. On verra, par contre-coup, les petits côtés de la mode et de la vie privée de nos aïeux. Mais, avant de commencer ce laborieux inventaire, considérons les livres sous leur premier aspect.

Ils n'ont pas les dehors imposants qu'affectent nos livres de commerce. Le *livre journal* est revêtu d'une simple feuille de parchemin détachée d'un antiphonier manuscrit. Cette livrée ecclésiastique est comme une garantie d'honnêteté ; elle est parlante d'ailleurs et son langage noté pourrait à la rigueur s'adapter mystiquement à la présente situation : Servez Dieu.. *servite illi soli et liberabit vos de manibus inimicorum vestrorum* : Ne servez que lui et il vous délivrera de vos ennemis : — *De ore leonis et de manu bestie*, des créanciers ennemis, de l'échéance inopinée et de la main cruelle des sergents. Hélas ! nous verrons plus loin que Dieu, mécontent de Joubert et plus encore de Coudere, ne tint pas les promesses écrites sur parchemin. Et cependant le livre commence ainsi : « Au nom de Dieu, soit commencé le présent livre, pour servir à moy Pierre Joubert, marchand de la ville de Narbonne, 1757. » Il finit, selon les ordonnances (1), par le visa de M. le lieutenant général de police et c'est par là, par les gens de police et de justice, que devait finir, contrairement à toutes les ordonnances, l'association Joubert cadet et Coudere.

Nous voyons par le *livre de facture*, aussi certifié véritable, conformément à la loi, que nos associés étaient à la fois « grossiers et détailliers, » en d'autres termes, que la maison tenait le *demî-gros*. Les négociants en gros, aux termes de l'art. iv de l'Edit de décembre 1701, faisaient le commerce « en magasin » seulement, c'est-à-dire, en entrepôt et n'avaient ou ne devaient avoir ni boutique

(1) Édit d'octobre 1699 ; Arrêt du conseil, 14 janvier 1702.

marchande sur la rue, ni étalage, ni enseigne, toutes choses que nous voyons ici où l'on vend indifféremment en gros et en détail, c'est-à-dire au pan, à la canne, à l'aune, à la douzaine, à la boîte, à la grosse, à la balle, à la pièce, « le tout à juste prix. » C'est ce que l'on appelait *faire le demi-gros*.

Voyons les marchandises.

Voici la *bonneterie*, partie importante qui comprend la vente des bonnets, des bas, des chaussons, de tous les objets fabriqués au tricot, des camisoles et de tous les petits vêtements de laine, de coton, de fil et des tissus mêlés.

L'origine et la fin de la bonneterie, *stricto sensu*, c'est le bonnet, l'antique bonnet de coton, honnête, solide, inusable. La mercerie ne voulut pas s'en contenter ; en moins de deux siècles, elle arriva au chapeau ; de la bonneterie à la chapellerie en passant par la rubanerie et la passementerie. Elle avait fait une tentative directe, au commencement du xvi^e siècle, en exposant en vente les toques de Milan à côté de ses bonnets. Les procès que suscitèrent à cette occasion, notamment à Rouen, les gardes du métier de la chapellerie, en empêchèrent le succès. La mercerie persévérante fit un détour dont la mode lui facilita les issues. Lorsque les chapeaux voulurent abdiquer la simplicité naturelle du castor, la mercerie offrit des plumes, des rubans, des gances, des galons et la doublure par dessus le marché ; la doublure, la coiffe, c'est encore le bonnet, mais le bonnet sous le chapeau, le bonnet indissolublement uni au chapeau. La chapellerie devint ainsi tributaire de la *passementerie* et de la *rubanerie*, feudataires de cette orgueilleuse mercerie qui, sous le prétexte légitime d'exercer son droit « de doubler, enrichir et enjoliver les chapeaux », se procura des feutres et des castors autant pour les vendre que pour les décorer. Il ne resta au chapelier confectionneur que le droit ou à peu près d'aller se

pourvoir chez le mercier son concurrent. Plus de chapellerie sans mercerie ; il était temps, la bonneterie dépéris-sait (1730). Et voici les bonnets de coton, les bonnets de tulle, les bonnets de dentelle, les coiffes de perruques, les coiffes de chapeaux, du castor souple comme un bonnet et des rubans pour les bonnets et des galons pour les chapeaux et des chapeaux.

Le mercier a voulu la tête de l'homme ; il l'a eue ; après avoir accaparé le chapelier, il accapare le perruquier.

« Les bonnets étaient tombés en disgrâce (1). » Ils avaient lutté pendant longtemps contre les chevelures artificielles ; celles-ci avaient triomphé ; elles n'avaient pas frappé aussi cruellement le chapeau, mais elles l'avaient détrôné. On avait un chapeau, il fallait en avoir un, mais on ne le portait pas ; il errait le plus souvent, de par les lois de la mode, de la main sous le bras de son propriétaire pour laisser s'épanouir la perruque. Cette rivalité qui défraîchissait constamment, par les atouchements et les contacts, les atours du chapeau servait évidemment l'intérêt de la mercerie, appelée sans cesse à les renouveler ; aussi s'appliqua-t-elle à favoriser l'essor de la perruque, en la rendant commode pour les hommes, en la faisant élégante pour les dames. Comme elle décorait l'inutile chapeau masculin, elle décora avec « les aigrettes, les pierres fines, les fleurs, les barbes de blonde, les rubans (2), » l'indispensable perruque féminine. Les perruquiers ne s'en félicitèrent pas longtemps ; ils n'avaient pas soupçonné toute la noirceur de la mercerie. Le cheveu est chose fragile, délicate ; il subit les influences de la température. La mercerie lui substitua le crin « dont la frisure pouvait braver les intempéries de l'air (3) » et même la laine,

(1) Quicherat : *Histoire du costume*.

(2) Ibid.

(3) Ibid.

presque aussi docile et plus confortable. Une perruque de laine, c'est encore le bonnet de laine mais avec un air de fête.

Ces coiffures solides, économiques et commodes, mais communes, furent d'abord l'apanage des postillons, des laquais et des chasseurs, mais leurs avantages les firent adopter peu à peu par un bon nombre de gens pratiques et modestes. Nous ne pensons pas cependant que l'esprit pratique ait suggéré l'idée de confectionner, comme on l'a cru, des perruques de fil de fer (1). Le fil de fer, le laiton sont des articles de mercerie d'un écoulement difficile; la mercerie en étendit l'emploi à la perruque, il est vrai, mais simplement pour la monter et la maintenir. C'est sous cet aspect seulement qu'il faut envisager l'hérédité des perruques : on ne léguait pas la perruque, on léguait la monture, autrement dit la « carcasse ». Quoiqu'il en soit, en 1757, il se fait bien peu de perruques sans le coup de main du mercier; il n'y en a pas d'élégantes sans son concours.

Mais voici justement sur le comptoir de Joubert des paquets de *carcasses*. La carcasse est encore une machination de la mercerie; la carcasse atteint du même coup les perruquiers et les chapeliers : ce fut par la carcasse que le mercier s'empara de la femme. « La perruque de femme, appelée communément *chignon*, ne remonte pas au delà du xviii^e siècle. Les hommes portèrent la chevelure artificielle plus d'un siècle, sans que les femmes la leur enviassent, mais, en 1730, elles commencèrent à porter une fausse chevelure qui ne paraissait presque point; enfin, en 1750, elles prirent la perruque complète (2). »

Ce fut cette perruque que la mercerie se plut à embellir. La perruque de l'homme ne s'accommodait guère que d'un

(1) Franklin : *La vie privée d'autrefois. La Toilette, le Savoir-Vivre*.

(2) Racinet : *Le Costume en France*, t. v.

petit nœud de rubans, de la *rosette*, mais celle-ci acceptait, nous l'avons dit, les aigrettes, les pierreries, les dentelles, les rubans et ce fut sous ces appas que se glissa la *carcasse* déjà maîtresse de la perruque masculine. Plus tard, vers 1780, et sans renoncer à son étroite union avec les chevelures artificielles, la carcasse fait alliance avec les chapeaux pour en fixer le retroussis, pour en maintenir les aigrettes et la gaze (1), et c'est à ce titre qu'elle est encore en usage chez nos modistes comme elle l'est chez nos fabricants de fleurs (2).

Le mercier vendait le erin, la laine, la garniture, la coiffe, le ruban et tous les accessoires de la perruque, il vendit la *bourse*, comme il en avait le droit, et la poudre, quoiqu'il n'en eût pas le droit.

La poudre à cheveux, dont l'emploi était universel, était de l'amidon très fin, « mélangé de poudres de senteur (3) » violette, chypre, etc., mais la véritable *poudre de Chypre* était une composition d'iris, de musc et de civette, sans amidon (4).

Elle était blanche, grise, rousse ou rouge. C'étaient les *gantiers parfumeurs* qui la fabriquaient et qui avaient le droit d'en faire le commerce ; c'étaient les merciers qui le faisaient ; Joubert en débitait abondamment.

L'emploi de la poudre nécessitait celui de la coiffe ou de la bourse. Pour n'être pas obligées de se poudrer plusieurs fois par jour, les dames portaient volontiers, dans leur intérieur, une coiffe de taffetas blanc ; celles qui ne portaient pas de chevelure artificielle et qui néanmoins se poudraient, emprisonnaient pendant la nuit leur chevelure dans une coiffe pareille (5). Les hommes de peine, les

(1) Racinet : *Le Costume en France*, vi, pl. 391, 392.

(2) Littré : *Dictionnaire*, au mot *Carcasse*.

(3) Racinet : *Ouvrage cité*. T. v, 3907.

(4) L'abbé Prévost : *Dictionnaire*.

(5) Franklin . *Les soins de la toilette*.

valets, les chasseurs, les cavaliers, les voyageurs se servaient d'une bourse de toile ou de taffetas noir (1). Joubert tenait la coiffe et la bourse ; une demi-douzaine de bourses à cheveux coûtait 12 livres ou 19 livres selon la qualité ; il y avait même des coiffes en papier à 30 sols les six grosses. Ces articles variétés de coiffure nous ramènent à notre point de départ, la bonneterie, première spécialité de la mercerie.

Commercialement le bas suit le bonnet ; le mercier bonnetier est aussi chaussetier.

Qu'on ne s'attende pas à ne trouver ici que le vulgaire bas de coton à 3 sols la paire ou le bas de laine dit *destain* à 6 sols les deux ou à 19 livres les cinq douzaines. Voici les bas de soie, les bas de bourre de soie ; filozelle et fluret et toutes sortes de bas de fantaisie : tricotés, brochés, chinés, guillochés, à coin brodé *et cætera*. Il y a des bas communs qui sont brodés : « la broderie est de laine de couleur sur le bas de coton ; d'or et d'argent sur le bas de soie ».

« Les bas, comme habillement de jambes, n'étaient pas chauds l'hiver. On était obligé d'en mettre plusieurs paires l'une sur l'autre (2) ». On en vendait donc à l'avenant, de toutes les qualités ; les bas de qualité inférieure dissimulés, pendant la saison, sous les bas de belle qualité.

Le bas a donné lieu, de la part de la mercerie, aux mêmes entreprises que le bonnet. Le bas, au nord, se rattache à la culotte, article de drapier tailleur ; au midi, il pénètre dans les chaussons ou dans la chaussure, article de cordonnier. On prévoit dès lors de nouveaux empiétements. Nous allons les constater en continuant à parcourir les étagères de la maison Joubert.

Rien de plus simple pour un mercier que de fabriquer

(1) Richelet : *Dictionnaire*.

(2) Quicherat : *Hist. du costume*.

des *chaussons* et des *bourses à chaussons* ; c'est son métier. Il est moins aisé de faire des souliers : le mercier n'a jamais été cordonnier, mais il a pris pour lui les accessoires de la cordonnerie et, vendant l'accessoire, les clous, le cordonnet, la boucle et un peu le cuir, comme nous le verrons à l'article gainerie-bufileterie, il n'a pas hésité, sous le prétexte de faire valoir ceci, à vendre le principal. Il y a donc ici quelques paires de souliers et des escarpins, simples échantillons qui servent à étaler les boucles : boucles rondes ou carrées ou ovales ; simples, ou ornées ou taillées ; blanches, jaunes ou brunes selon leur composition.

Les boucles véritablement décorées avec de l'émail ou des pierres fines ne se trouvent guère que chez les orfèvres. Nous voyons ici cependant des *boucles à brillants* cotées 27 liv. la paire ; en voici à 12 liv. Ce sont évidemment de faux brillants. On peut avoir, pour le même prix, de belles *boucles de Tombac*, or, argent et cuivre ; mais le *Caracoly* qui n'est qu'une sorte de Tombac à bon marché — 4 liv. 3 sols la paire de boucles — est en somme une assez belle composition de zinc et de cuivre et qui se vend bien ; c'est *le similor*, il est inaltérable. On porte quelques boucles d'acier, mais la grande mode de l'acier n'est pas encore venue ; néanmoins l'acier convient aux personnes en deuil, aux ecclésiastiques, aux gens d'affaires. Les valets, les palefreniers portent des boucles d'étain.

Naturellement la boucle emprunte à la mode les noms les plus variés. Sont très bien portées, en 1757, les boucles en *lacs* ou *lassis d'amour*, c'est-à-dire à fils entrelacés comme dans les ouvrages de broderie. Cette expression est empruntée à la fabrication de la dentelle. N'y avait-il pas une coiffure au *vol d'amour* ? Tous les métaux employés se prêtaient d'ailleurs à la fantaisie de l'entrelacs.

Nous retrouvons la boucle, plus petite, mais avec les

mêmes caprices, au sommet du bas. C'est par la boucle que le bas s'attache à la culotte; c'est grâce à la boucle que la culotte maintient celui-ci et le préserve des rides. Entre le bas et la culotte, aux environs des genoux, il exista toujours une obligatoire réciprocité de bons offices. Le bas se maintint d'abord sur la culotte pour en dissimuler les plis, mais, après 1730, la culotte descendit sur le bas jusqu'au-dessous du genou. Elle s'y fixa : on employa pour l'y retenir des *jarretières*, « transformées en puttes qui s'attachaient avec des boucles; » jarretières de soie, jarretières d'Agén, jarretières de Castres, Joubert vous offre mieux que cela; ce sont les *bas à page*. Page est un terme de modes. On appelait page une petite pince au moyen de laquelle les dames relevaient le bas de la robe sans être obligées de la tenir. On vendait des pages par milliers; le mille coûte ici 2 liv. 7 sols. Les bas à pages étaient donc tout simplement des bas pourvus de cette petite pince, tout à fait légère pour cet usage. Ils remplaçaient avantageusement la patte bouclée.

La petite pince retenait si bien la culotte que le drap de culotte et quelquefois la culotte toute faite, toute prête et assortie, suivaient chez le mercier la vente du bas à page, surtout si le mercier était aussi, comme l'était Joubert, « chaussetier-drapier-toilier; » d'où le drap, d'où la culotte, d'où le gilet. Voici par exemple un gilet « testuté avec des ondes, » *undulatum tertum*; une culotte « calendrée » cramoisie, aussi avec des ondes et polie, unie comme si elle sortait de dessous la calandre. Cependant le droit de vendre des draps et des tissus ou des vêtements à l'occasion, n'entraînait pas celui de les confectionner.

Le mercier ne pouvait pas vendre toute espèce de draps; il les vendait à peu près toutes parce qu'il vendait une foule de petits vêtements faits indistinctement avec toutes sortes d'étoffe; d'où la soie unie ou bro-

chée, les tabis et les mohers: les serges, serges de soie, laine croisée de soie, flurets, moncayars et sergettes; les camelots de poil ou de laine: les bures, burails et buratines: étamines pour faire des voiles dans les couvents, pour passer les liquides chez les apothicaires; futaines de fil et de coton, à grain d'orge, à poil; grosses futaines dites *verêches* pour couvrir les matelas; à deux envers dites *bombasin* pour faire des fichus, des camisoles; *boucassin* pour faire des doublures; poils de chèvre trame en laine et chaîne en coton, bonne étoffe de vêtements, etc.

L'assortiment des toiles n'est pas moins complet: ouvrées ou simples; blanches ou éternes; très fines, fines et de pur fil pour la lingerie, les chemises, les collets, les cravates, les mouchoirs simples et les mouchoirs à tabac; moyennes telles que les bougrans, les siamoises pour faire les doublures; grosses tels que les coutils, les treillis pour confectionner les vêtements des charretiers, des marinières et pour faire des sacs.

Enfin voici les dentelles depuis la blonde de soie, en *bizette*, en *gueuse* très à la mode ou en *campane* avec ses festons imitant les grelots et les sonnettes jusqu'à la pointe commune dont les gros quadrilles imitent le passement et, avec la dentelle, le fuseau pour la confectionner ou les bobines avec le fil, avec la pelote, avec les longues aiguilles autour desquelles la dentelière forme les lacis (1).

Quelle que soit la forme que l'industrie donne à l'étoffe, quel que soit l'usage auquel elle la destine, le mercier intervient pendant la fabrication avec les bobines, la soie, les fils, les crins, les laines, les cotons; il s'en empare après la fabrication pour la rendre tout à fait conforme à nos besoins. S'agit-il par exemple d'un sac dont il a vendu l'étoffe, il vous donnera la corde destinée à le serrer; le fil pour le marquer, l'ourler, le reprendre. Il a tous les fils

(1) Voir Demmin : *Encyclopédie des Beaux-arts plastiques*, 2077.

et toutes les cordes : le fil à aiguille, le fil à navette, la corde à nœud, et il vend à la couturière pour ses menus ouvrages, au pêcheur qui veut des filets, au marinier qui veut des cordages et des voiles.

S'agit-il d'un simple manteau de bure, il y faut au moins une bonne agrafe de métal ; il en a de toutes sortes. Un chapeau même dépourvu d'ornement, le plus rustique chapeau a besoin du mercier s'il veut demeurer uni avec la perruque de son propriétaire. Voici les crochets, les crochets indispensables pour assurer cette union ; ils adopteront la couleur du chapeau ou celle de la perruque ; peu importe ce détail. Joubert vous en donnera 2,000 pour 35 sous.

S'agit-il d'un vêtement, qu'il soit modeste, sévère, austère même comme celui de la petite bourgeoise qui va à la confrérie, le mercier y met son estampille. Il la multiplie, si l'habit aspire à suivre la mode, s'il est habit de cérémonie, habit de gala. Sur les rebords, sur les revers, sur les parements, sur les coutures, sur les poches, sur les basques, sur les boutonnieres, il pose des galons, il dessine des festons, il noue des rubans, il pique des boutons, il attache des franges, il passe des lacets.

Des rubans, des galons, des boutons ! c'est le triomphe de la mercerie. Rubans de soie : rubans mêlés de fil et de soie dits *padour* ; rubans de coton et de soie dits *fluret* ; boutons d'or, d'argent, d'ivoire, de soie, de crin, de fil, et variant à tout propos leurs formes et leurs dimensions, si volumineux naguère que les boutonnieres ne pouvaient plus les embrasser (il fallut attacher des ganses aux boutonnieres) ; si petits, en 1719, que la satire annonça publiquement un secret pour les rendre « imperceptibles », tellement imperceptibles qu'on ne devait pouvoir se boutonner « qu'à l'aide d'un microscope (1). »

(1) *La Mode*, comédie du Théâtre italien.

C'est ainsi que « l'étoffe des vêtements était chargée de garnitures de toutes sortes : nœuds, coques, branchages, bouquets, bouillons de gaze en long, en large, en guirlandes, mêlés de perles ou de pierreries, sans compter les falbalas et l'étalage des joailleries au cou, sur la poitrine, aux poignets, à la ceinture, etc. (1). » et dans toutes les classes de la société.

« Il me vient, le dimanche, un homme en habit de droguet de soie noire et une perruque bien poudrée et, tandis que je me confonds en compliments, il s'annonce comme le premier garçon de mon maréchal ou de mon bourrelier ». Ainsi écrivait, en 1756, dans l'*Ami des hommes*, le marquis de Mirabeau (2). Il peignait son temps, le plus beau temps qu'ait vu la mercerie.

Tous ces menus oripeaux, cette *clinquaille*, *mexx frivolaria*, formait une des branches les plus importantes de ce commerce. Les livres de Pierre Joubert en fournissent la preuve. La *clinquailerie* ou *quincaillerie* — nous disons avec Richelet *clinquailerie*, pour nous conformer à l'usage du temps — ne comprenait à l'origine que la menue marchandise de métal, *minuta mexx ferrea* : les aiguilles, les épingles, les aiguillettes, les couteaux, les ciseaux, les canifs, les clous, les vis. Mais voyez les transformations ; l'épingle prend une tête, et cette tête qui se montre dans les coiffures, sur les corsages, dans les plis de la robe, au centre des rosettes, cette tête est un bijou. Un bijou à l'autre extrémité, elle devient une broche. Entre deux bijoux, elle n'est plus de fer ; elle est d'argent ou elle se pare de vermeil quand elle n'est pas d'or fin. La lame de canif s'emboîte dans le manche ; ce manche n'est plus de corne grossière ; il est fait d'ivoire, il est plaqué d'or. Et ainsi du reste, toutes choses obéissant aux multiples fau-

(1) Racinet, *Ouvrage cité*, t. v, 389.

(2) Cité par P. Lacroix, *XVIII^e Siècle : Institutions, usages, coutumes*.

taisies de l'art. Dès lors on voit ce que devient la clinquail-
lerie. En fil, en plaque, en lame, en feuille, elle a sous la
main tous les métaux : le fer, la fonte, le laiton, l'acier, le
bronze, le cuivre, le similor, le platine, l'argent, l'or ;
toutes les « compositions ». Sans doute, de par les édits et
de par les traditions, l'or, l'argent, appartiennent à l'orfèvre,
au bijoutier ; les pierreries plus précieuses que l'or au
bijoutier-joaillier ; le reste appartient au *bijoutier-fausse-
tier*, mais, de par la mode, le tout appartient au mercier à
la fois bijoutier-joaillier, joaillier-faussetier, tabletier,
patenôtrier, en un mot clinquaillier, et qui vend aussi bien
de l'or fin que des clous et des poids et toutes les pierres
taillées ou non taillées que la joaillerie enchâsse dans les
métaux, c'est à savoir « corails, grenats, agates, calcédoine,
cristal, ambre, amétistes » *et cætera*, toutes choses que la
mode prodiguait en 1738, l'âge d'or des pierres de couleur.

Ce fut la clinquaillerie qui surchargea les vêtements ; ce
fut elle qui encombra les poches (1). « Videz vos poches,
s'il vous plait, monsieur le chevalier » ; voici la tabatière,
voici la bonbonnière, le portefeuille, un canif, un petit
miroir. « Videz vos poches, je vous prie, madame » ; voici
la tabatière, la boîte à mouche, la bonbonnière, le petit
miroir, la boîte de senteur, l'épinglier, une boîte à portrait,
un portrait ! mystère qui agite votre cœur, madame ; un
chapelet ! mystère qui l'honore et le repose.

Ces poches ont été remplies chez Joubert ; c'est certain.
Il vend des tabatières de toutes sortes et à des prix modé-
rés. Voici une tabatière d'écaille fondue, 3 livres 40 sols.
Pour le même prix, on peut en avoir une demi-douzaine de
fer-blanc. Il y en a de carton verni avec charnières de
métal ; on en donne quatre pour 7 livres : il y en a de
bois, de laiton, de tombac, de racine ; celles-ci très com-

(1) Racinet, *Ouvr. cité*, t. v., 380.

modes pour aller à la chasse. En voici une de nacre dorée à 21 livres : mais si l'on en désire de plus belles, de plus fines, des tabatières d'or, d'argent, de vermeil, d'aventurine ou d'écaille, incrustées d'or ou d'argent, il faut aller chez l'orfèvre ou chez le *marchand curieux* qui tient toute espèce de marchandises précieuses, d'ustensiles curieux « tout ce que les arts produisent de plus nouveau (1). » Mais la mode est telle qu'il faut avoir au moins une tabatière. On peut ne pas prendre du tabac, mais on ne peut se dispenser de présenter à la ronde la tabatière ouverte, Il est convenable de la renouveler à chaque saison : le vrai bon ton en change chaque jour (2).

Tous les autres petits objets qui garnissent les poches et que nous voyons ici, ont leur singularité. La boîte à mouche est aussi indispensable que la tabatière ; aussi belle d'ailleurs. Elle est divisée en compartiments : celui du miroir, celui du rouge et celui des mouches (3). « Le rouge et les mouches furent alors un véritable habillement du visage (4). » La boîte ne tenait pas plus de place que la tabatière.

Boîte à mouche, boîte à portrait, bonbonnière, épingliers, portefeuilles appartiennent généralement à la gaiënerie dont les œuvres souples et légères ne fatiguent pas les poches. Mais celle-ci emprunte au métal ses accessoires et ses agréments : les crochets, les charnières, les fermoirs ; elle supporte même de légères peintures sur émail enchâssé.

Ainsi vêtu et pourvu l'homme est encore incomplet aux yeux de la mercerie ; elle complète le personnage en

(1) *Prospectus de Filliol, au Dauphin, marchand curieux, rue de la maison professe à Toulouse.* Bibliothèque de la ville de Toulouse.

(2) Racinet ; P. Lacroix ; Mercier : *Tableau de Paris.*

(3) Quicherat : *Hist. du costume.*

(4) *Ibid.*

lui donnant des *mitons*, des mitaines ou des gants, selon la saison; le parapluie, le parasol ou la canne, selon le temps; les boucles d'oreilles, l'éventail, les colliers, les parures ou l'épée selon le sexe et la condition. Et à tous ces objets elle donne, après mille procès avec les fabricants, une attrayante originalité. Pour le costume déshabillé, elle a la mitaine en basin; si les manches sont en *pagode*, c'est-à-dire si elles s'ouvrent en entonnoir, la mitaine monte sur l'avant-bras.

Le parasol, d'abord assez large et que les pages portaient déjà au dessus de la tête des grandes dames au commencement du xvi^e siècle, s'est rapetissé. Tel que nous le voyons chez Joubert, il n'a pas plus d'envergure qu'un éventail et ne se ferme pas. C'est un meuble fort coquet mais de tous points embarrassant. En 1757 la mercerie ne tient pas encore le parapluie, mais elle va le tenir. Il prend de l'importance en 1760 et jouit du privilège d'une monture s'abaissant sur la canne. Le parasol imita dès lors le parapluie.

Cannes et *jets* ou cannes sans nœuds, pommes de canne et cordons de canne. Colliers de pierreries colorées, de métal, d'étoffe, de fourrures, de martre ou de petit gris pour l'hiver; de blonde ou de rubans pour l'été. Ceinturons, ceintures et baudières. Et voici, pour cet objet, les « maroquins, cuirs du levant, chamois, buffles, bufflétins, chevrotins, peaux de mouton parées, cuirs de mégie; » des épées, des « dagues, » des poignards, des couteaux; couteaux de table, couteaux de chasse, « couteaux pliant pour la poche. » Toutes sortes de lames et toutes sortes de gardes garnies, décorées, damasquinées, avec toutes sortes de glands, de nœuds, de dragonnes, et toutes sortes de gânes. Où y a-t-il une boutique mieux assortie?

Joubert tient en outre toutes les choses nécessaires pour conserver à ces objets leur première fraîcheur. Voici des époussettes, des plumeaux; de la peau pour donner le

lustre ; des *vergettes* excellentes, de tous poils, de tous crins. Votre gouvernante n'en voudra pas d'autres pour « vergeter » votre tricorne. En voici qui sont faites avec de menus brins de bruyère pour les vêtements.

Et dans cette catégorie des petits objets utiles, nécessaires, indispensables, nous n'avons pas tout vu : bourses de soie et bourses de peau peintes ; clefs de montre ; coffres à bijoux ; lunettes et « boîtes à lunettes » ; gibecières ; petites lanternes de poche ; lancettes ; « croix de Malthe », etc. La mercerie a tout prévu : elle connaît vos habitudes, elle pourvoit à vos besoins, elle prévient vos goûts.

Toutes les fournitures de bureau sont ici : « papier de toute espèce et de toute grandeur » ; portefeuille de bureau ; plumes métalliques « à écrire et à dessiner » ; écritaires : 3 livres la douzaine. Mais il y en a de fantaisie, ce *chien de mer* par exemple. Cire à cacheter, cachets et pains à cacheter ou *enchantés*. Quelquefois l'écritaire est pourvue d'un *poudroir*, d'un *poudrier* pour parler « comme les gens du monde qui parlaient bien » ; mais le poudrier ou sablier se vend aussi séparément. Il est rond ou carré ; fait de bois ou de métal ; il y en a de très élégants et de très simples ; les plus simples, les plus commodes sont les *poudriers de calise*. Il y a aussi des boîtes rondes pour les pains à cacheter, comme il y en a de longues, avec compartiments pour les crayons, pour les pinceaux et les couleurs.

Avec la papeterie, on fait ici un peu de librairie. On tient les livres d'heures avec le sac de velours qui les doit renfermer ; quelques petits livres n'excédant pas deux feuilles d'impression ; les alphabets ; les petits catéchismes du diocèse dont chaque famille doit avoir au moins un exemplaire, car cet enseignement est obligatoire pour tous les enfants jusqu'à l'âge de 14 ans. Ainsi le prescrivent les déclarations des 16 décembre 1698 et 14 mai 1724, de même que les rituels prescrivent à Messieurs les curés de faire

le catéchisme, outre les dimanches et les jours de fête, trois fois par semaine pendant l'Avent et pendant le Carême. Aussi les catéchismes sont-ils de bonne vente; on en expédie en gros dans tous les villages. Et, avec la librairie, la petite imagerie et au besoin le cadre avec l'image.

Entin voici la Tabletterie, les jeux; la Bimbloterie, les jouets. Jetons de nacre et d'ivoire, jetons ordinaires à 30 sols les cent; fiches et bourses garnies de fiches; jeux d'échecs; raquettes et volants, autrement dits *Plumets de Pilote* qu'on emploie aussi pour connaître la direction du vent; jeux de quilles; clavecins, musiques mécaniques et cordes de violon, à 9 sous le paquet de cordes. Les *Musiques mécaniques* sont une invention nouvelle importée de la Suisse (1); on appelle *serinettes* celles qui sont très petites et qu'on peut enfermer dans une boîte, dans le socle d'une pendule, dans une tabatière. Joubert a aussi des *petits jeux d'orgue* moins perfectionnés, à l'usage des enfants, comme il a pour eux de petites épées et des poupées de carton. Les poupées sont à des prix très modérés, une épée de petit garçon coûte 8 livres.

Et le mercier ne vous a pas encore tout montré, tout donné. Il tient le cristal, le verre. Il n'y a pas vingt ans que l'on vend en France les verres de Bohême (2); il n'en connaît pas la fabrication, il ne connaît pas l'*ébauchage*, le *premier adouci*, le *second adouci*, le *poli*, etc., mais il a des cristaux adoucis et polis et taillés de toutes les manières. Il en a pour la table, il en a aussi pour la toilette avec tout ce qui est nécessaire pour faire toilette complète: les peignes de buis, d'écaille, d'ivoire; les miroirs; pots à l'eau, poudres, savons, éponges, parfums, ciseaux pour les ongles, rasoirs avec tous les étuis nécessaires et toutes les boîtes, mais les beaux flacons ciselés, les *cures* sont l'honneur d'une

(1) L'inventeur est Droz de la Gliaux-de-Fond, 1621-1790.

(2) Demmin : *Encyclopédie des arts plastiques*.

toilette. On en fait en métal, de toute pièce ; ceux de cristal supportent la concurrence et conservent aussi bien les essences. D'ailleurs le cristal n'exclut pas le métal : voici des caves grillagées d'or ou d'argent ou simplement à gorge d'or qui sont d'une suprême élégance.

Les flacons pour la table sont plus simples ; il y en a qui posent sur une base d'argent : ils ont aussi un bouchon d'argent et prennent rang avec l'argenterie, couteaux, fourchettes et cuillers : cuillers à bouche, à café, à moutarde, à olives, à ragoût, à potage, à sucre, à punch. Une cuillère d'argent ordinaire coûte 18 sols la pièce ; une fourchette 10 sols et l'étui du couvert 20 sols. On peut y joindre un étui à cure-dents, 6 sous le paquet. On a pour l'office des couverts de composition, et ici et dans les cuisines nous trouvons réunies verroterie, poterie et ferblanterie : sucriers, huiliers, aiguères, bassins, seaux, réchauds et *canatis* ou pots (1) de toutes formes. Voici un tire-bouchon : 12 sous ; un moulin à café : 4 livres ; des fers à repasser : 45 sous l'un. Joubert a tous ces objets ; il en a bien d'autres. En somme, il n'est que revendeur, mais que ne revend-il pas ?

Il ne fait pas le placage, la marqueterie, la mosaïque, l'incrustation ; il n'est ni ébéniste, ni tabletier ; mais il a chez lui, à votre service, une foule de petits ouvrages, nous l'avons vu à l'article tabletterie, de petits meubles plus ou moins incrustés ou marquetés dans le goût du jour, goût fin qui a délaissé les pièces massives du xvii^e siècle, qui n'aime plus que les placages légers et les petits filets entrelacés, et avec ces petits objets Joubert est l'homme le plus séduisant du monde. Vous le recherchez pour les besoins de votre toilette : il vous guette lorsque vous vous mettez à table : il partage avec le mangonnier la

(1) *Manuel-lexique* de l'abbé Prévost, 1751.

royauté de vos cuisines; avec ce qu'il a pris à l'ébéniste, au tabletier, au tapissier, au passementier, il est souverain dans vos antichambres, vos salons et vos chambres. Vous ne pouvez vous passer de lui.

C'est lui qui met sur vos cheminées et vos consoles des flambeaux avec les bobèches, avec les mouchettes et porte-mouchettes, l'éteignoir et les briquets; mais il vend les briquets bien cher, 4 livres 6 sols le paquet. C'est lui qui donne à vos cheminées les bras, la pelle, le soufflet, et voici l'*écran de main* pour vous garantir des ardeurs du foyer; ceci est bon marché : 3 livres la douzaine. A côté de vos glaces, il place les girandoles, 7 livres 10 sols la paire; sur votre commode, il étale une garniture complète, 26 livres juste prix. On pourrait y ajouter une petite fantaisie, ce petit chat en porcelaine par exemple, il coûte 9 livres. Voici les coulants pour votre lit, voici les anneaux et voici encore les étoffes, les draperies, les tapisseries, courtes-pointes, coutils, dentelles, canevas, points coupés, rubans, franges et cordons; on les placera aussi habilement, aussi prestement que le maître tapissier, sur le lit, autour du lit, sur les fauteuils, canapés, sofas et à meilleur compte. Le mercier a ruiné le tailleur, il ruinera le tapissier.

Avec ses étoffes et ses franges, tous les meubles lui appartiennent, comme lui appartiennent tous les meubles avec ses garnitures, comme lui appartiennent tous les vêtements avec son fil, ses galons et ses boutons, tous les meubles, même la chaise percée où il place un décor et à laquelle il donne le *canotis* de faïence, même la chaise à porteur et vous ne pouvez aller décemment en visite, à l'église, au spectacle, sans le coup de main du mercier, décorateur de vos chaises.

La chaise à porteur a encore pour le mercier un autre avantage. C'est pour elle qu'il vend et qu'il fabrique au besoin de la petite sellerie, les *sangles* que « les porteurs

se mettent sur le chignon du cou et aux bâtons de leur chaise pour porter une personne en ville. »

Sangle au dos, bâton à la main
Vite, porteur, que l'on s'ajuste (1),

Et comme il n'y a pas une grande différence entre les sangles du porteur de chaise et celles du porteur d'eau, il tient celles-ci : elles sont plus larges et pourvues de crochets. Les mêmes servent d'ailleurs pour l'homme qui traîne cette chaise roulante qu'on appelle *vinaigrette* et qui remplace quelquefois la chaise à porteur.

Et comme il n'existe pas une très grande différence entre les sangles de messieurs les porteurs d'eau et celles des chevaux, il en a pour ces derniers, aussi larges, aussi solides, pourvues des mêmes boucles et des mêmes crochets. Par ce moyen il s'introduit dans vos écuries et vous offre quelques petits articles de sport, dernière nouveauté : mords, grelots, aigrettes de crin de diverses couleurs, housses galonnées, étrilles, éperons, sifflets, fouets et badines montées sur argent.

Et tout cela, bonnetterie, chapellerie, rubanerie, passementerie, parfumerie, draperie, toilerie, clinquaillerie, gainerie, ganterie, coutellerie, pelleterie, papeterie, librairie, imagerie, bimbeloterie, tabletterie, verroterie, poterie, ferblanterie, sellerie, tout cela c'est la mercerie d'autrefois.

Nous aurions pu nous borner à transcrire mot à mot les livres de Joubert, en y ajoutant quelques notes explicatives empruntées de nos vieux dictionnaires. On comprendra combien eût été monotone, à travers ses inévitables répétitions, la lecture de ce texte. On n'eût pas prisé la

(1) Richelet : *Dict.* — Scarron.

mercerie à sa juste valeur ; on ne lui eût pas tenu compte de son habileté, de son initiative patiente, de toutes ses qualités effacées sous la vulgarité de l'étiquette qui la conduisirent cependant, par développements successifs, du bas de laine et du bonnet de coton, antithèse de l'art, à tous les raffinements de l'art le plus capricieux et le plus délicat ; on eût méconnu, sous cet aspect banal, le vrai mercier, le mercier d'antan, le prenant pour le mercier déchu de nos jours. Nous avons mieux aimé l'envisager sous son aspect le plus grand, le véritable aspect, et vous le montrer réalisant, il y a 150 ans, un progrès commercial dont nous nous attribuons injustement le mérite ; créant le bazar, la boutique universelle. Cet homme, a dit Balzac, parlant de l'épicier, « cet homme est la civilisation en boutique, la société en cornet, la nécessité armée de pied en cap, l'Encyclopédie en action. » Cet homme pouvait être l'épicier de 1830, c'était plus sûrement le mercier de 1750 ; cornet, pelote ou bobine, civilisation tout de même, nécessité toujours, vivante encyclopédie !

Nous avons examiné les livres : nous avons manié les marchandises ; il nous reste à faire connaissance avec la clientèle indigène ou foraine de la maison, avant de parler des maîtres « y céans » et du sort de leur commerce « encyclopédie en action, » nous l'avons vu, mais point la morale, nous le verrons.

(*A suivre*).

M. MASSIP.

L'INSTRUCTION PUBLIQUE

A NARBONNE

AVANT 1789

Sous ce titre nous nous proposons d'étudier ce que furent à Narbonne, avant la Révolution, les établissements d'instruction publique. Nous avons, à l'aide des documents que les archives mettaient à notre disposition (1), cherché à pénétrer dans un passé jusqu'à présent peu exploré. Dans notre travail nous examinons successivement :

1^o Les écoles pendant la période qui précède les xiv^e et xv^e siècles ;

2^o Les écoles au xiv^e et au xv^e siècles ;

3^o Le collège de Mathieu Peyronne qui personnifie, pour ainsi dire, le xv^e siècle ;

4^o Le collège des Doctrinaires qui remplaça, au xvii^e siècle, le collège fondé par Mathieu Peyronne ;

(1) Voir le Rapport lu par M. l'abbé Douais au premier congrès de l'Association pyrénéenne tenu à Narbonne le 12 mai 1890 et concernant les établissements d'instruction publique dans le Midi avant la Révolution (Ed. Prival, Toulouse, 1891). — Cf. *Revue des Pyrénées*, 4^e trim. 1889 et 1^{er} trim. 1890. *L'enseignement dans le Haut-Languedoc avant 1789*, par M. l'abbé Douais.

3^o Enfin quelques établissements destinés à l'instruction des filles, qui existèrent, à Narbonne, pendant les xvi^e et xvii^e siècles : les Religieuses de Notre-Dame, les Ursulines et les Filles de la Croix.

I

En ce qui concerne les écoles à Narbonne pendant la période antérieure au xiv^e et au xv^e siècle, les documents font absolument défaut, et nous en sommes à peu près réduits aux conjectures. Nous devons toutefois supposer qu'il en a été à Narbonne comme dans toutes les villes du royaume. Quelles sont donc les règles générales qui régissent les établissements d'instruction et en assurent le fonctionnement ? Elles sont exposées dans les règlements des conciles, dans les ordonnances des rois, et c'est là qu'il faut aller les chercher.

Ce sont les curés qui anciennement tenaient les écoles publiques et enseignaient la jeunesse dans leurs paroisses, comme le prouve le capitulaire de l'évêque d'Orléans de 797 qui commence par ces mots : *Presbyteri per villas et rivos scholas habeant* (Tom. VII des Conciles, col. 1140). Théodulfe, dans son capitulaire, ch. 20, de l'an 820, exhorte les curés à avoir des écoles dans les villes et les villages ; et si quelqu'un les prie de faire étudier ses enfants, ils ne doivent pas s'y refuser, ils doivent au contraire les admettre à l'étude et les enseigner avec grande charité. Les obligations des curés étaient telles qu'ils étaient tenus en allant aux synodes et aux conciles d'amener avec eux leurs écoliers pour qu'on pût juger de leurs progrès, *scholasticos suos comitiis adesse faciat* (Canon 30 du concile de Paris de 829, t. vii des Conciles, col. 1620).

Dès le temps de la seconde race des rois de France, il y

avait des écoles dans les abbayes. Charlemagne y en établit par une lettre circulaire, *de scholis per singula episcopia et monasteria instituendis* ; ce fut lui qui établit des précepteurs dans les églises cathédrales et collégiales.

Les premières écoles s'élevèrent donc à l'ombre des cathédrales, des collégiales et des monastères, et furent les premiers germes de celles qui prirent le nom d'universités. On voit dans plusieurs lettres d'Innocent III qu'il y en avait une à Saint-Médard de Soissons ; il y fit recevoir, en dépit de l'abbé, le fils d'une pauvre veuve qu'il fit instruire et entretenir jusqu'à l'âge de quinze ans. Un évêque d'Angoulême, nommé Guilloti, fut instruit au monastère de Saint-Maixent ; Gilbert, abbé de Sithien ou Saint-Bertin, fut élevé dans cette abbaye même à titre de pauvre écolier. Le prieuré de Saint-Martin du Mans et l'abbaye de Cisoin comptaient des élèves. Urbain IV fut un des élèves de l'école de la cathédrale de Troyes. Guillaume de Flavacourt fut instruit dans l'école du chapitre de Rouen et devint archevêque de cette ville. Le chapitre du Mans avait en 1209 un maître des écoles. Les exemples abondent et on pourrait les multiplier (1).

La cathédrale de Saint-Just, à Narbonne, eut, elle aussi, une école. Le chef de l'école, le *capiscol* ou *écolâtre*, y apparaît au ^x^e siècle, et, le 11 des kalendes d'avril 1029, Auger, abbé, donne à Pierre, capiscol de Saint-Just, du consentement de l'archevêque Guiffred, la maison que le dit Pierre habitait (2). En 1416, nous trouverons un *maître mage* de Saint-Just. Ce maître mage et l'écolâtre nous semblent unis par les liens d'une parenté bien rapprochée.

L'écolâtre est un ecclésiastique qui existe dans toutes les cathédrales du royaume et qui jouit d'un bénéfice. Dans le principe, c'était lui qui faisait l'école tenue par le cha-

(1) *Histoire littéraire de la France*, t. xvi, p. 39 et suiv.

(2) Doat, t. 55, f^o 99.

pitre. Il est établi par les évêques « pour prévenir les abus des mauvaises doctrines et pour examiner ceux qui se mêlent d'enseigner la jeunesse *in majoribus et minoribus scholis*....., pour corriger les désordres quand il y en a, pour visiter et exercer les autres actes nécessaires de juridiction, pour la manutention de la discipline (1) ». Il a, par sa qualité, le droit de préposer des maîtres dans les écoles de la ville ; il visite ces écoles comme chef, comme supérieur, comme surintendant ; on ne peut tenir école sans avoir obtenu de lui des lettres d'autorisation, sous peine d'une amende.

L'institution des écolâtres remonte au moins au ^{viii}^e siècle. Alcuin, précepteur de Charlemagne, avait rempli cette fonction à Saint-Martin de Tours ; Gerbert, précepteur de l'empereur Othon III, fut écolâtre, archevêque de Reims et pape sous le nom de Sylvestre II.

Nous ne croyons pas sortir du cadre de notre sujet en rappelant qu'au ^{xi}^e siècle, à côté des petites écoles, Narbonne possédait des écoles juives très renommées où des rabbins célèbres faisaient fleurir les lettres hébraïques et que Benjamin de Tudèle mentionnait dans son Itinéraire : « Narbonne, dit-il, est une ville des plus célèbres par rapport à la Loi. C'est d'elle que la Loi s'est répandue dans toutes ces contrées. On y voit des sages et des princes très célèbres à la tête desquels il faut compter le rabbin Kalonym, fils du grand prince Théodore, d'heureuse mémoire, qui est nommé dans sa généalogie parmi ceux qui sont de la postérité de David. Il a plusieurs terres et possessions qui lui ont été données par des seigneurs du pays, et que personne ne peut lui ravir par force. Parmi ces principaux on peut encore compter R. Abraham, chef du conseil, R. Machir, R. Juda, et plusieurs autres devant lesquels

(1) *Mémoires du clergé*, t. 1^{er}, titre v, ch. 11, *passim*.

assistent un grand nombre de sages disciples. Il y a aujourd'hui trois cents juifs à Narbonne (1). »

Parmi les rabbins qui brillèrent d'un vif éclat dans l'académie juive de Narbonne, nous citerons : Abraham ben Isaac, surnommé *Ab beth din* (chef du tribunal), mort en 1178 ; R. Isaac Hak-Kohen, disciple d'Abraham ben David ; son disciple Reüben ben Hayyim, auteur du livre rituel ou commentaire sur le Talmud, qui présidait l'école talmudique en 1200 ; R. Meïr Hak-Kohen, qui alla de Narbonne à Tolède où il mourut vers 1264 ; David ben Levi, auteur d'un commentaire sur le Talmud ; son fils dont le nom n'est pas donné et qui est mentionné comme l'auteur d'un ouvrage de casuistique ; R. Meïr ben Siméon, auteur d'un ouvrage de controverse écrit probablement vers 1252 ; Kalonymos ben Todros, le *nâsi* ou roi des Juifs qui, au xiv^e siècle, joua un rôle important dans la dispute des philosophes au sujet de la défense des études hébraïques ; David Kimchi qui, né en Provence au xiv^e siècle, vint s'établir à Narbonne où il composa beaucoup d'ouvrages, et dont la famille donna à la littérature un grand nombre d'hommes instruits (2).

II

Pour étudier les écoles du xiv^e et du xv^e siècle, les seuls documents que nous puissions consulter sont les comptes des clavaires.

Les clavaires sont les receveurs municipaux chargés de

(1) *Voyageurs anciens et modernes*, par E. Charton, t. II, p. 159.

(2) Sur l'académie juive de Narbonne, voir *Histoire littéraire de la France*, t. XXVII, p. 509 et suiv. ; Emile Saïge, *Les Juifs du Languedoc, antérieurement au xiv^e siècle*, p. 119 et suiv.

la comptabilité communale (1). Leurs livres, où ils inscrivent au jour le jour les recettes et les dépenses, nous font connaître un peu les faits et gestes des consuls et nous initient à la vie municipale. Un jour ils notent l'état des dépenses faites à l'occasion de la venue du Dauphin à Narbonne et les présents qu'on lui a offerts ; une autre fois, ils marquent l'honoraire d'une messe chantée dans l'église de St-Sébastien « a honor de Dieu et del glorios cors sant mossenhor sant Sebastian per que nos empetres de nostre senhor Dieus gracia de salut et vosces la empedemia que comensava (2). » Malgré leur aridité, ces livres suppléent encore à la lacune que crée dans nos archives le manque des délibérations des conseils de la ville pendant un grand nombre d'années. C'est à eux que nous demanderons quelques indications sur nos écoles.

A côté des écoles presbytérales, comme celle de Saint-Just ou celle du couvent des Frères mineurs (3), Narbonne possède deux écoles publiques, dont la ville a la charge et l'entretien, et situées, l'une en Bourg, l'autre en Cité. Ces écoles sont installées, non dans des locaux appartenant à la ville, mais dans des maisons affermées par elle. De là une grande instabilité dans le choix du local ; il est facile d'en juger par le nombre des propriétaires auxquels est payé le loyer des écoles. Qui choisit la maison où se tiendra l'école ? Tantôt le maître, tantôt les consuls. Suivant

(1) V. Ducange, t. II, v^o CLAVARIUS. Clavarius, cui claves fisci communis commissæ sunt : *Clavale*, apud Provinciales, in aliquot statutis regis Caroli VII, ann. 1445, et Ludovici XII, ann. 1508. — F. Godefroy, *Dict. de l'anc. langue française*. CLAVAIRE, receveur particulier. Plusieurs justiciers, juges, bailes, viguiers, *clavaires*, procureurs, receveurs, notaires, et autres officiers ouït païs de Languedoc (1393, *Ord.*, VII, 567).

(2) Arch. comm. de Narbonne, CC. 1420, 1450.

(3) Le chapitre général des Frères mineurs, tenu à Narbonne en 1260 sous la présidence de saint Bonaventure, élabora un règlement général d'études pour les écoliers qu'on devait envoyer étudier à Paris. Voy. P. Denifle, *Chartularium Universitatis Parisiensis*, t. 413.

le cas, ceux-ci donnent au maître une indemnité de logement ou paient directement le loyer au propriétaire. En 1444, la ville se met en partie dans ses meubles; elle achète pardevant Me Jean Rodil et moyennant 13 liv. 8 s. 4 d. une maison où se tiendra l'école de Cité; mais elle est toujours obligée de louer une maison pour l'école de Bourg; ce sera tantôt la maison dite des Trois Rois, tantôt celle de Vidal de Castres, celle appelée maison des Bains, et d'autres dont les comptes des clavaires nous révèlent l'existence.

Les maîtres étaient choisis par les consuls après enquête préalable sur leur moralité et leur capacité. Narbonne ayant plusieurs écoles, il y avait plusieurs maîtres, dont l'un exerçait une sorte de suprématie et est indifféremment désigné sous les noms de *maître mage*, *dominus*, *recteur*, *maître de l'école mage*. Les maîtres contractaient envers la ville un engagement pour un temps déterminé, qui pouvait être prolongé et qui durait quelquefois assez longtemps. C'est ainsi que nous voyons deux maîtres fournir une longue carrière. L'un, Martin Hermely, maître mage, paraît en 1439, il est encore à son poste en 1471, soit trente-deux ans de bons et loyaux services. L'autre, Thomas de la Trilha, est mentionné en 1505, mais voit sa carrière brisée en 1511. A la suite de plusieurs plaintes portées contre lui, la ville décide de lui enlever la régence des écoles, et lui paie une indemnité pour le temps qu'il avait encore à courir.

L'enseignement était double et comprenait la grammaire et les belles-lettres. Le premier, consistant dans la lecture et l'écriture, était donné par les grammairiens ou maîtres de *grammatica*, le second par les *maîtres ès arts* et les *bacheliers ès arts*, simplement appelés quelquefois *bacheliers* (1).

(1) Le *maître ès arts* était un maître gradué qui pouvait à la suite d'épreuves et d'examens subis avec succès enseigner les humanités et la philo-

Les maîtres des écoles de Narbonne étaient tantôt des laïques, tantôt des membres des ordres religieux. Étaient-ils originaires du pays ou étrangers? Excepté pour quelques-uns, les documents ne s'expliquent guère sur ce point.

La ville entretient ses écoles et paie les réparations, même les plus minimales, qu'elles exigent. Faut-il faire porter la chaire (cadeyra) de l'école de Cité dans l'école de Bourg, le clavaire inscrit minutieusement une dépense de 6 sous 7 deniers. Une réparation faite en 1444 à la maison d'école de Cité coûte 5 livres 11 sous. L'école de Bourg exige en 1446 quelques chevrons dont la dépense s'élève à 13 sous 4 deniers. La chaire où le maître d'école s'assied pour apprendre à lire aux enfants (ont lo domne legis) subit une réparation qui se solde par 1 livre 2 sous 6 deniers. Pierre Olivier, fustier, touche pour travaux à l'école de Cité une fois 12 livres, une autre 31 liv. 13 s. 6 deniers (1).

Les clavaires inscrivent naturellement au budget les gages des maîtres. Ces gages sont variables, ils sont en général assez modestes, 20, 22, 23, 24, 25, 30 livres par an, même 50 à partir de 1527. Ainsi rétribués par la ville, il semble que les maîtres ne dussent rien réclamer à leurs élèves et que l'instruction fût dès lors gratuite. Toutefois l'insuffisance de leur traitement nous permet de penser qu'une rétribution payée par les enfants rendait leur situa-

sophie. « Le mot *arts* était synonyme de *lettres* dans l'organisation primitive des universités. Le grade de *maître ès arts* était d'abord conféré par le recteur à la suite d'une thèse de philosophie. Plus tard les candidats furent soumis à deux examens, l'un devant des juges de leur nation, l'autre devant quatre examinateurs tirés des Quatre-Nations de l'Université de Paris, et devant le chancelier de Notre-Dame ou de Sainte-Geneviève. C'était le chancelier ou son remplaçant qui remettait au candidat le bonnet de *maître ès arts*, lorsqu'il avait soutenu les épreuves avec succès. L'Université lui faisait expédier le diplôme. » (Chéruel, *Dict. hist. des institutions, mœurs et coutumes de la France*, v^o *Maître ès arts*).

(1) Arch. comm. de Narbonne, CC. 1398, 1444, 1446, 1450, 1491, 1499.

tion moins précaire, sinon beaucoup plus brillante (1). La ville sait d'ailleurs qu'en général les maîtres d'école ne sont pas riches, et les consuls font quelquefois preuve de générosité à leur endroit. En 1466, Jean Capdeville vient voir si les consuls veulent lui confier l'école : ils refusent, mais lui payent une indemnité de déplacement et lui donnent une livre pour s'en retourner.

Un fait assez commun pendant les ^{xiii}e, ^{xiv}e et ^{xv}e siècles, et mentionné par ceux qui ont étudié l'enseignement public à ces époques, ce sont les legs faits par testament en faveur des écoliers. Par son testament, daté de 1238, Pierre Amiel, archevêque de Narbonne, donna sa bibliothèque aux écoliers qu'il entretenait à Paris, à la condition qu'ils n'en vendraient ni détourneraient aucun article ; il n'exceptait de ce don que sa Bible. Cet exemple eut-il des imitateurs ? Les écoles publiques de Narbonne trouvèrent-elles des donateurs généreux ? C'est là un secret que gardent avec soin les anciennes minutes des notaires et que leur arracheront peut-être ceux qui voudront bien secouer leur poussière et compulser les testaments (2).

Avant d'aborder le collège du ^{xvi}e siècle, laissons parler les documents que nous avons recueillis au milieu des comptes des clavares de la ville : ils expliqueront mieux que nous n'avons su le faire l'organisation classique à Narbonne pendant la période que nous venons d'étudier.

(1) Dans son *Histoire littéraire de la ville d'Albi*, M. Jules Rolland donne de très-curieux et très-intéressants détails sur les écoles au moyen-âge dans la ville d'Albi. L'organisation scolaire est, d'après les documents qu'il cite, à peu près la même que celle que nous constatons à Narbonne.

(2) M. Léonce Favatier, notaire honoraire, procède en ce moment à un examen des minutes de son étude antérieures à 1789. Nous devons à son obligeance la communication de quelques pièces que nous avons utilisées pour ce travail.

1389. Contart lo Franc, clavaire.

F^o 184. Avem pagat a M^e Jacme de Sulerat M^e de las escolas d'esta vila per la pension que li dona la viala per loguier de l'ostal compar per bileta a xxi de jenier..... XX liv. t.

1392. Johan Sartre, clavaire.

F^o 148. Ey pagat al maistre de l'escola magi..... XLV liv. XIII s. VIII d.

1396. Antoni Berra, clavaire.

F^o 139. Ey pagat a M^e Jacme de Sulerat mahistre mage de l'escola..... VIII liv. III s. V d.

1398. Johan de Sant Laurens, clavaire.

F^{os} 110 et 111 v^o. Paguem per far portar la cadeyra de las scolas de ciautat en bore..... VI s. VII d.

Paguem an P. Amado e an Carlat per 1 jorn que vaqueron a xxv setembre que garderon las scolas de bore que no volian laysar intrar los scolas a la scola de bore.

Paguem à M^e G. Boiar M^e de las scolas..... VIII liv.

1399. Johan Vidal, clavaire.

F^o 112 v^o. Le maître d'école est Jacme de Fularat (*alias* de Sulerat). Le 13 octobre, il reçoit 20 livres; le 8 janvier, 15 liv. 9 s. 4 mailles.

1405. F^o 109. A M^e Johan Campanha M^e de las escola mage per partydas de sos gaiges..... XIX liv.

1406. Frances Lames, clavaire.

F^o 139. A M^e Johan Andrieu maystre de las escolas per defalcament de sa pensio..... X liv.

Au même per lo loguier del ostal... 1 liv. XVII s. VI d.

1408. Anthony Sapte, clavaire.

F^o 69. Paguey a M^e Johan de la Fabrica M^e que foug de las scolas de Narbona la soma de seze liv. tor. de las quals xvi liv. [m] li eran degudas per resta de la pensio de l'an passat fenit a la festa de Sant Miquel et las xii liv. per la mitat de la pensio de l'an present.

1412. F^o 136. Pus e pagat a M^e Bñ Sarancoly maistre de

las scolas per la pencie que li dona la vilha per l'an
m^e xii. XXIII liv.

1415. Les comptes de cette année ne portent rien pour
les écoles.

1416. Pierre Vidal, clavaire.

Fos 153 et 161. Ay pagat a M^e Arnaut de Bielha nebot
del mestre mages de Sant Just que solya estre mestre de
las escolas. Il liv. VII s. VI d.

Arnaud de Bielha quitte Narbonne pour aller tenir les
écoles de Béziers; il est remplacé par M^e Garsiet Arnaut
de Bourbonne et reçoit x livres pour ses gages échus.

M^e Garsiet Arnaut, maître des écoles, reçoit 30 livres.
A la suite de la note relatant cette dépense, on lit ce qui
suit (f^o 168) :

« El comun ly deu per so que los senhors consols
l'avien trames quere per .ii. vetz per estre mestre de las
escolas, de que cant fouc bengut ac debat am .i. autre
catalan que fouc bengut d'abertura que bolya tenyr las
ditas escolas, per que fouc hordenat per los senhors consols
am consel d'aleus senhors clergues et autres singulas que
al dit M^e Garsie Arnaut fosson donatz xxx l. t. per los
guages d'aquest han et que al mestre catalan resteson las
escolas e los deu servyr sens guages aquest han per so que
l'autre los ha. »

1417. Pierre de la Rivière, clavaire.

F^o 161 v^o. Item a M^e Pierre Bonisme procurayre de l'ar-
cediaque mage de Narbona per la pension ho loguier del
hostal ont se tenon al present las escolas. . X liv. XVI s.

1420. Berthomieu Vignes, clavaire.

Fol. 101 v^o. Pus paguey a xvi de novembre al mestre de
la scola maye que fouc vengut novellament a Nar-
bona. X liv.

Fol. 102. Pus paguey a xxviii de dezembre al mestre mage
de la scola dels enfans per la penchsion que li eza deguda de
l'an mccccxx. XX liv.

1421. Arnaut de la Rivière, clavaire.

F^o 105. Ay pagat a M^e Vidal Baralyer meystre mage de las escolas per la reparacyo que a fayta en l'ostal en que estan las escolas..... XVIII liv. VI s. VIII d.

1430. Guillaume Tonyer clavaire.

Pension de dix moutons payée à Jean de Deteys, maître des écoles de la ville.

1431. Pierre Combas, clavaire.

Fol. 145 v^o. Primo ay pagat.... maistre de lascola mager per son selhary..... V motos.

1432. P. Degans, clavaire.

F^o 158 v^o. Ey pagat au viii setembre a Mos. abesque de Milhau per loguier de un hostal sieou que sieran tengudas las escolas..... IV moutons.

F^o 162 v^o. Ey paguat a ii dezembre a Mastre J. Genesta maestre regent de las escolas per resta de so que li era degut..... XII liv. VI s. VIII d.

F^o 164. Ey paguat a xviii dezembre a Mos. Bertrand Senequat procurayre de Mos. Hue de Lespina arcidiagne de Corbeira en deduction del loguier de lostal dont se tenon las escolas..... X moutons.

F^o 177. A M. Peyre Cambon, bachelier maestre regent de las escolas, contat loguier de l'ostal.. XXII moutons.

1434. F^o 132 v^o. A M^e Johan Alom maistre majer de la scola viii moutons, le mouton valant XVIII doubles.

1436. Pierre Peyre, clavaire.

F^o 128. A Mestre Johan Roselyn maystre mage de las escolas por le reste de ses gages..... X liv.

1437. Johan Brunel, clavaire

F^o 153. A Pierre de Byelabessa maystre mage de las escolas en deductio de la pensio que ly dona la byela..... II liv. V s.

1438. Jean Balag, clavaire.

Gages du maître mage des écoles fixé à 22 liv. 3 s. par an.

1439. Jean Got, clavaire.

F^o 114 v^o. A M^e Martin Hermiel maistre de las hescollas,
pour toute la pension..... XII liv. X s.

1440. Simeon de la Riba, clavaire.

F^o 122 v^o. Ey pagat a dona Quera per comandament dels
senors consols que la vila y hera hoblygada per la escola a
xxi d'april..... XXI liv. VI s. III d.

A la susdita a xiii noembre..... III liv.

A la susdita dona Quera a x dezembre per so que ly es
degut per lasditas escolas..... VI liv. VIII s.

A la susdita a xxii de febrya l'an mccccxli que ey fayta
canselar la carta en que la vyla ly era hoblygada e fee
quytansa..... II liv. VIII s.

F^o 132. Ey pagat a M^e Marty Ermely mestre mage de las
escolas en deduesiho de sos gaiges..... X liv.

1441. Berthomien Mathieu, clavaire.

F^o 154 v^o. A M^e Marty Ermely mestre maje de las esco-
las a causa de sos gatges que ly dona la vila que son xxxv
liv. de tornes per an..... XVII liv. X s.

1442. Loyer pour deux ans de la maison de J. Saurel,
de Sigean, où étaient les écoles.

1444. Pierre Combas, clavaire.

F^o 120 v^o. Pus ey pagat a Peyre de la Sera clerc maystre
del enfant den Johan Portier per anar a Tolosa serquar
maystre mager per las escolas..... IV liv.

F^o 121. Pus ey pagat per la compra de hun ostal per las
escolas que fouc de R. Martin laourador e es capelanien de
mos. Peyre Magnen e fa d'usage xxv s. costec com
apar per carta preza per M^e Johan Rodil a xvi noem-
bre..... XV liv. VIII s. IV d.

F^o 122. Als maystres de la escola maystre P. Rueyra
bachelier et P. Bedel..... XII liv. XVI s. VIII d.

F^o 123. A M^e Pierre Hinbert per la reparasion que a fayta a
l'hostal de la escola de sientat l'an mccccxliv. V liv. XI s.

1446. Ramon Sartre, clavaire.

Fº 172. Ey pagua a xviii de july l'an xlvii a ss. Johan Belhoms e ayssó per viii fullas de fustas que foron per adobar la escola de Bors l'an xlvii soma.... XIII s. IV d.

Fº 163 vº. A Mº Martin Ermelly magister de las escollas mage..... X liv.

Ay pagat a Mº Jean Guillaume notary per loguier de l'ostal de la escola mage..... VII liv. XVI s. VI d.

1447. Denis Vincent, clavaire.

Fº 136 vº. A Mº Martin Hermely maistre de las escollas per la pension que li dona la vila cascun an XX liv. a la Magdalen et a Nadal cascuna paga..... X liv.

1448. Johan Berra, clavaire.

Fº 138 vº. A Mº Marty Ermely maistre de las escolhas per so que li ero degut de sosguages per las escolhas. X liv.

1450. Bertrand Terrac, clavaire.

Fº 130. Item dilus a xvi de jener paguey a Mº Peyrounet de Chayne sabatier dos scutz d'aur en deductio de maior soma que se dis a el fore deguda a cauza del loguier de l'ostal dels Treys Reys que era stat logat per la viala a tener l'escola.

Fº 131. Despensa per la scola.

Los srs consols an logat i hostel de la nobla dona Jona molier de P. Vidal de Castras assetat en lo bore a la ylha P. Vidal de Castras per dos ans per tenir la scola a x francz per an e dintrada del mandament dels srs consols li ey pagat en deminutio del dit loguier per fa reparar lodit hostel..... V liv. l.

Fº 131. Despensa per la pensio que la viala fa al domne de la scola.

Ey pagat a Mº Marty Hermely domne de la scola per la pensio que la viala li fa a cauza de las scolas en tres pagas..... XXV liv.

Fº 133 vº. Despensa per far adobar la cadeyra de la scola ont lo domne legis.

Dimars a iii novembre ey despendut per iv fuelhas
i polpri x clavels..... x clavels..... xxv baría-
dos que foron de s^r Anthoni Seguiet dos canas i cabirou
que foron de Berthomieu Voyer a i s. viii d. la cana et
i jornal que y mes Johan Rossel fustier v s. monta
tot..... I liv. II s. VI d.

1451. Jacques Minet, clavaire.

F^o 121 v^o. Item ey pagat al noble P. Vidal de Castras per
la rendamen de son ostal en loqual stavan las scolas loqual
avia rendat la vila per iv ans..... II liv. XVI s. IV d.

F^o 128. Item ey pagat a Marty Ermel mestre de las
scolas de gramatica de Narbona per los gaiges que la
vila li dona cascun an..... XIV liv.

1452. Johan Combas, clavaire.

F^o 121 v^o. Ey pagat a M^e Martyn Ermeny domyne de las
scolas per sos gages que la vila ly dona..... XXV liv.

Ey pagat al susdit per resta que ly era deguda de lan
dernier XI liv.

1454. Pierre Chartain, clavaire.

F^o 111 v^o. A Maystre Martin Ermyu maystre de las esco-
las XXV liv.

1455. Jacques Minet, clavaire.

F^o 91 v^o. Item ay pagat a Bernat Fabre soviguier real de
Narbona tan per resta del loguier de son hostel on se tenen
las escolas coma per lo loguier de aquel deldit hostel de
aquest an..... XII lieuras.

F^o 94. A M^e Marty Ermelly maistre de las scolas de bore
per sos gaiges..... XXV liv.

1456. François Belhomme, clavaire.

F^o 86 v^o. A M^e Martin Ermelly mestre de las escol-
las XVI liv.

1457. Bernard Prevost, clavaire.

F^o 88 v^o. A M^e Guillaume Guordo maistre de las escollas
en deductio de sos gaiges..... X liv.

1458. Berthomieu Bose, clavaire.

Les comptes de cette année ne mentionnent pas les écoles.

1459. Jean Saulsoye, alias de Paris, clavaire.

F^o 104 v^o. A M^e Martin Hermely maistre mage pour la pension o gaiges que lui donne la ville..... XXV liv.

1461. Bertrand Pradal, clavaire.

F^o 112 v^o. A M^e P^e Prevost mestre de las scolas.. X liv.

A M^e Martin Armelin mestre de las scolas..... X liv.

A M^e Johan Deluc mestre de las scolas XVII liv. XV s.

(Ce paiement est fait en deux fois)

1462. Gaspard Homs, clavaire.

F^o 126. Ey pagat al m^e de las scolas loqual a nom M^e P^e Prevost..... XX liv.

1465. Jean Viguier, clavaire.

F^o 79. A M^e Martin Ermily domyne de las escollas..... XIX liv. X s.

1466. Barthélemy de la Croix, clavaire.

F^o 83. A M^e Johan de Capdevilla mestre d'escolla quant era vengut veser si los sers luy baillaren las escollas.. I liv.

A Peyre Pradal per sebelir lo domne de l'escolla. II liv.

F^o 83 v^o. Al domne de l'escolla M^e Bazer Torquat per sos gaiges..... X liv.

A Mos. Johan Cruchent per l'ostal de l'escolla.. IV liv.

1468. Guillaume de la Ryba, clavaire.

F^o 114 v^o. A honorable M^e Marty Ermery domyne mage de las escollas per la pension que li fa la vila cascun an..... XXVI liv.

1471. Pierre Lafaye, clavaire.

F^o 103 v^o. Plus ay pagat a Mestre Martin Hermelin mestre mage descollas a cauza de ses gaiges vint et sieis francz.

1473. Les gages de Léonard Vidal, « domine de las scolas de Narbona », sont fixés à 26 livres.

1474. Anthoine de la Rue, clavaire.

F^o 107 v^o. Item a pagat led. clavary lo x jorn de mars a

mestre Johan Marti fustier per la reparacio que fa a sos despens de peyre et de mortie a las scolas de la Ciutat....

..... XXX s.

F^o 122. Item a paguat led. clavary a maistre Esteve Johan bachelier en arts per sos gaiges de regir las escolas l'espace de sieys meses..... X liv. t.

Item a paguat led. clavary a maistre Peyre de Porta maistre en hars local regit las escolas tres meses ou entorn la somma de..... VII liv. t.

1475. Pierre Fabre, clavaire.

F^o 137 v^o. Al magister de las escolas appellat Esteve Johan..... XII liv.

1476. Guilhem Seguiet, clavaire.

F^o 144. Ay pagat a la honorable dona Anthonia Delpug la soma de iv liv. eyso per lo loguier de miya annada de hun hostal asytuit a la ylla dels hereters de Peire Serta, loqual tenem logat per tenyr las escolas laqual annada es estada comensada en lo mes de may derier pasat (1).

1478. Marc Vidal, clavaire.

F^o 149 v^o. Et plus ay pagat a Mestre Mauryssy Garin mestre en artz domyne de las escollas per los gages que a regyt et governat lasd. escollas de vni messes..... XV liv.

1479. Guillaume Deapchier, clavaire.

F^o 118. Et plus ey paguat a fraire Berthomieu Martin, gardian de fraires menos de la ciutat de Narbona, per ajudar de reparar las scolas del couvent delsd. fraires.. X liv.

1481. Guillaume Alcoynes, clavaire.

F^o 109 v^o. Ay pagat a Maistre Bertrand Bordille, maistre d'escolas de Narbona, los gaiges que la villa de Narbona li dona a causa de son gage per son offici..... XVIII liv.

(1) Dans un compoix de 1453, conservé à la Bibliothèque, nous trouvons, au f^o 184, 3^e terson de Bourg, l'île de Jean Serta. L'île de Pierre Serta se trouve dans le terson de Lamourguier désigné sous le nom de Sartan.

F^o 121 v^o. Item ay pagat a sen Anthoni de la Rua per lo lognier de ung hostal que mess^{rs} consols an logat de luy per ung an continuat per tenir las escollas (1)... X liv.

1486. Honorat Pellissier, clavaire.

F^o 103. Ey pagat a frayre Domerge de Porta religioz maistre en ars presentat en theologia m^e des escolas XVII liv. X s. per sept meses que a regit las escolas.

Item a maistre Johan Dehom bachelier en ars regent las escollas per lespasi de dos meses ou entorn..... V liv.

1487. Johan Berra, clavaire.

F^o 99 v^o. A frayre Dominge de Laporta domine de las escollas per sos gages que la vila li dona..... XXX liv.

1489. Jean Vingnes, clavaire.

F^o 83. A M^e Fortanyer Doliva bachelier loqual a regit las escollas a Narbone lespase de iv meses..... X liv.

A Gilles Berre per lo lognier de l'ostal des Baings on a tengut las escollas lodit magister..... X liv.

1490. Jean Trégoïn, clavaire.

F^o 74. Item plus ey pagat a Fortanyer Dolive bachelier loqual a regit et gouverné les escollas de Narbona laspace de iv meses..... X liv. torn.

Item a Maistre Pierre Molinier bachelier pour avoir regit et gouverné lesd. escollas par viii meses... X liv. t.

Item a Gilloy Berre per lo lognier de l'ostal des Baings pour tenir les escollas..... X liv.

1491. Jean Saussaye, clavaire.

F^o 121 v^o. Ay pagat a frayre Johan Moyset ministre de la Trenitat et maistre de las escolas..... XV liv.

Ay pagat a M^e P^e Molinier magister de las escolas d'esta vila..... III liv. XV s.

(1) Antoine de La Rue ou La Rue, qui fut clavaire en 1474, possédait plusieurs maisons et boutiques en Bourg et Cité (V. Compoix de 1490, terson d'Aude, f^o XII. Biblioth. publ. de Narbonne). Mais la maison qu'il louait pour l'école était en Bourg.

1492. Arnaud Seguiet, clavaire.

F^o 91. Ay pagat a M^e P^e de Combetis alias de Lampis pour le temps passat domne de las escolas per resta de ses gaiges de l'année précédente..... XV liv.

F^o 92 v^o. A M^e Jacques Frayssa domne de las escolas pour partie de ses gaiges..... VI liv.

A M^e Nicholau Azard pour lo temps passat bachelier de las escolas..... II liv.

F^o 94 v^o. A sen Anthoni la Rua pour lo loguier de l'ostal on sont les escolas pour un an..... X liv.

F^o 97 v^o. A M^e Jacques Fraysses domine dals escolas pour resta de ses gaiges..... XV liv. XV s.

1494. Antoine Vidal de Herminis, clavaire.

F^o 137. A Mos. Peyre Verdeguiet mestre de las escolas..... XI liv. V s.

F^o 138 v^o. Item a M^e Peyre Olivier fustier de Narbona per certas reparacions que lodit Olivier a faitas a l'escola de Cintat..... XII liv.

1495. Galiau Lafage, clavaire.

F^o 191 v^o. Plus a xx de augost ey pagat al domine de las scollas de Narbona Mossen Peyre Verdeguiet... XV liv.

1497. Johan Girodis, clavaire.

F^o 111. A S^r Arnault Seguiet per lo loguier de la maison la on se tenen las escollas en bourg.... V liv. XVI s. VIII d.

1498. Berthomieu Saint-Jean, clavaire.

F^o 97 v^o. Item au mag^r des escolles..... XV liv.

A M^e Nicolas Deporte mag^r de las escolles.. II liv. X s.

1499. Guillaume Faissier, clavaire.

F^o 119. A done Jehanne, relicte de Anthoine de la Rue, pour le loguier de une maison on se tenoient les escolles, ay baillé..... X liv.

A Jehan Balistran, de Boutenac, pour chaulx qu'il a apportée pour l'escole..... III liv. V s. IV d.

F^o 120. A Peyre Ollivier de Nerbonne pour la repara-

cion qu'il a faiete à l'escolle de Cité tant pour journalx qu'il y a faiz lui et ses manevres et pour autre despense..... XXXI liv. XIII s. VI d.

F^o 121. Ay payé pour le magister de l'escolle Johannes Eustassy pour troys moys qu'il a servy de mon année..... VII liv. X s.

1500. Guillaume Dulac, clavaire.

F^o 82. A Mestre Johan Staci mestre de las scollas per nou meses..... XXII liv. X s.

A mestre Aldabert Baratin mestre de lasd. scollas per tres meses..... VII liv. X s.

(Cet article est rayé et le clavaire indique qu'il n'a pas payé la somme mentionnée parce que le maître d'école n'a pas présenté sa quittance).

1501. Johan Roquet, clavaire.

F^o 80 v^o. A M^e Aldebert Baratin maistre de l'escolla..... XIX liv.

1505. Pierre André, clavaire.

F^o 107 v^o. A M^e Thomas de Trilhia maistre d'escola per la resta de l'annada que a servyt..... XV liv.

1506. Aymeric Loyseleur, clavaire.

F^o 107 v^o. A M^e Thomas de Trilhia maistre de las escollas per partyda dels gages a el degustz..... V liv.

1507. Guillaume Taffary, clavaire.

F^o 93 v^o. A M^e Thomas de Trilha mestre de las scollas..... X liv.

1508. Pierre Riquet, clavaire.

F^o 3 des dépenses. A M^e Thomas de la Trelha mestre de las escolas a el degutz e per el gasanhatz..... XXX liv.

1509. Simon, clavaire.

F^o 99. A Maistre Anthoni de Serres maistre en artz et rector de las escolas de la ville..... XX liv.

F^o 103. A Maistre Thomas de la Trilha maistre en artz lo temps passat rector de las escollas e per partida de la soma

a el deguda per los gaiges a el constituits et ordonnatz..... XXX liv.

F^o 104 v^o. A Maistre Thomas de la Trilha maistre en artz et rector de las escollas de la dite ville et pour reste de tout lo temps que avet poigut aver servit a ladite ville per ladite cauza et pour toute reste de toutz sos gaiges..... XL liv.

F^o 109 v^o. A Anthoni Pegas et Gregori Bonet per aver faitz les banes a l'escolle..... I liv. VIII s. IV d.

1510. Claude Sean, clavaire.

F^o 96 v^o. A M^e Anthoni de Serras mestre de las scolas per reste de ung an per los gaiges a el constituitz a cauza de son officier..... X liv.

A M^e Thomas de la Trilha mestre de lasd. escolas per partide dels gaiges a el constituitz a causa deld. officier et per non meses que a servit..... XXII liv. X s.

F^o 98. A M^e Pierres Montargis per xv jours que a vacquat al regiment de las scolas..... I liv. V s.

1511. Guillaume Hugot, clavaire.

F^o 3 des dépenses. A M^e Thomas de la Trilha mestre de las scolas de lad. ville per partide et en deduction dels gaiges a el constituits a causa de son office.. XL liv. XVIII s. IV d.

A M^e Pierre Raissicaut maistre de las escuelas per partide dels gaiges a el constituits a causa deld. officier et per sieis meses sieis jours..... XV liv. X s.

F^o 5. A mestre Thomas de la Trilha mestre de las scolas de lad. ville que foron faictes plusiors plainctes per los habitants de lad. ville contre lod. de la Trilha e fouc conclus en conseil general de priver lod. de la Trilha de lasd. scolas et per so que bonament no lo podian expellir a causa que avia son don de las scolas de lad. ville lo pagueron per affin de fugir a proces per tout lo temps que lasd. scolas lui eron estadas donadas..... IX liv. X s.

1512. Johan Barbier, clavaire.

F^o 103. A M^e Pierre Raissicaud mestre de las escuelas de lad. ville pour reste de ses gages..... XIV liv. X s.

1515. Johan Vinhes, clavaire.

F^o 107 v^o. A M^e Ramon Nicholau maistre de las escollas per tot lo temps que a servydas las escolas. XII liv.

1516. Jean Cavalier, clavaire.

F^o 94 v^o. A Dominjon Fabre maistre de las escollas de la present ville per lo temps que a servit a regir et gouvernar las escollas. XII liv.

A M^e Pierre Beceron maistre de las escollas de la ville per aver regit et gouvernat partida de las escolas duran l'annada. VII liv. X s.

1517. Antoine Arnaud, clavaire (1).

F^o 97. A M^e Peire Busseron m^e de las escolas per resta de regyr las escolas. X liv.

1518. Durand Seguiet, clavaire.

F^o 99. A M^e Guillaume Raynal maistre de las escollas per tot lo temps que a servidas et regidas las escolas. XXX liv.

1519. Pierre d'Antesons est payé 50 liv.

1521. Jacques Rousselin, clavaire.

F^o 108 v^o. A M^e Dors maistre des escolles pour partie de ses gaiges. XI liv.

1522. Guillaume Bordeaulx ou Bourdeau, clavaire.

F^o 110. A Mestre Johan Monfranc mestre de las escolas. IV liv.

F^o 113. A Mestre Johan Monfranc mestre des escolles. XII liv. X s.

1523. Pierre Gallard, clavaire.

F^o 103 v^o. A M^e Philippe Carrier maistre des escolles en deduction de ses gaiges qu'il a regilesd. escolles. X liv.

F^o 108 v^o. A maistre Johan Montfranche maistre des escolles pour reste de tout ce que luy pourroit estre deu. IV liv.

(1) Sur ce registre on trouve mentionnés l'ile *Mathieu Peyronne* et le portail *Mathieu Peyronne*.

1524. Alexandre St Just, clavaire.

F^o 103. A M^e Phelip Carreau recteur des escolles en deduction de ses gaiges. X liv.

F^o 112. A M^e Phelip Carreau maistre et recteur des escolles pour tout le reste qui luy pourroient estre dus pour avoir regy et governé les escolles durant une année. . . . XL liv.

1526. Nicolas de la Court, clavaire.

On ne trouve dans les registres de cette année aucun article concernant les écoles.

1527. Bernard Rabbier, clavaire.

F^o 122. Plus a mestre Johan Berthomieu Cathani mestre de la scolaz et por gaiges. L liv.

1528. Étienne Alguier, clavaire.

F^o 130. A M^e Barthelemy Cathalani maistre des escolles pour ses gaiges pour toute l'année. L liv.

1529. Étienne Bellum, clavaire.

F^o 131 v^o. A M^e Berthomieu Cathani maistre des escolles pour ses gaiges ordinaires. L liv.

1530. Pierre Cabrit, clavaire.

F^o 136. A M^e Johan Barthelemy m^e des escoles per sous gaiges. L liv.

III

Le registre du clavaire de 1530 contient, au fol. 120 v^o, la mention suivante : *Recepta des biens de l'escolla que son estaz de Mathu Peirona*. Cette mention est précieuse à plus d'un titre. Elle indique que Mathieu Peyronne fut le fondateur d'un collège, qu'il consacra ses biens à cette fondation; enfin, la date sous laquelle elle est portée nous fait connaître vers quelle époque ce collège dut être établi.

Mathieu Peyronne était un riche bourgeois qui avait été

plusieurs fois consul et qui appartenait à une famille de marchands, souvent citée dans les archives communales de Narbonne. Nous lisons notamment qu'au mois de juin 1386 un navire de commerce, appelé le *Saint-Esprit*, frété par Arnaud Peyronne et Pierre Montirat, marchands de Narbonne, fut enlevé, dans le golfe de Crète, par Guillaume-Raymond de Montcade et d'autres sujets du roi d'Aragon. Ce navire était chargé de 30,000 florins d'or, en argent ou en marchandises. Par mesure de représailles, Jean, comte de Poitiers, duc de Berry et d'Auvergne, lieutenant du roi dans le Languedoc, ordonna aux sénéchaux de Toulouse, de Carcassonne et de Beaucaire, de mettre sous la main du roi, par voie de saisie, les sujets du roi d'Aragon, habitant les trois sénéchaussées et de saisir aussi leurs marchandises (1).

La générosité dont Mathieu Peyronne fit preuve à l'égard de sa cité semble appartenir à la classe des bourgeois et des marchands narbonnais, et ce nom évoque à l'esprit celui de ce riche Jean Bistan qui, au xii^e siècle, fit reconstruire à ses frais les remparts de Narbonne et se signala par sa bienfaisance et ses libéralités (2).

Le collège de Mathieu Peyronne fut établi près de la porte Saint-Cosme et de l'église paroissiale SS. Cosme et Damien (3). Quelle fut son organisation ? A cet égard, les renseignements manquent et nous avons à regretter l'absence d'un document annoncé par un des registres contenant des actes de l'administration consulaire de Narbonne. Un des feuillets porte, en effet, le titre suivant : « Liber colegii Narbone fundati et constructi per condam honorabilem virum Matheum Peyronne , burgensem ,

(1) Archives communales de Narbonne, AA. 111, f^o 84.

(2) É. Cauvet, *Étude historique sur Fontfroide*, p. 261.

(3) L'église SS. Cosme et Damien, qui devint la chapelle du collège des Doctrinaires, a été transformée en salle de spectacle.

inceptum anno Domini millesimo quingentesimo tricesimo tertio (1). » Les actes qui suivent cette mention ne concernent pas le collège. Qu'était ce *liber colegii* dont il est parlé ? Nous ne le connaissons pas, mais nous pouvons penser que, livre de règlements, ou même simple livre de comptes, il nous eût fourni sur l'établissement fondé par Mathieu Peyronne de précieuses indications.

Les contrats du chapitre Saint-Just nous font toutefois connaître le règlement du collège.

« Premièrement, faut commencer toutes nous euvres et actions par prières crestiennes et catholiques, qui se fairont tous les matins en la salle dudit colliège, peu avant sept heures en temps d'esté, et peu avant huict en yver, et se commenceront par un *Salve Regina* ou autre cantique, l'honneur et révérence dévotement observée que l'on a acoutumé au service divin. Et après incontinent et sans demeure, les régens qui seront troys en nombre, souffisans et capables, entreront en classe pour enseigner despuys sept jusques à neuf ou despuys huict jusqu'à dix, selon le temps que dessus. Et pour cest effect seront troys classes distinctes et séparément ordonnées, lesquelles on lira comme s'ensuyt : Premièrement pour les commencemens et suyvant l'ordre d'ung bon architecteur en la classe des rudimentaires que se nommera la troysième, on interprètera les rudimentz et préceptz de grammaire, avec quelque petit traicté moral ou dialogue propre pour l'information de bonne mœurs et introduction de la langue latine ; sur quoy on fera exactement décliner et conjuguer avec examen des particules et congruités grammaticales. Item, en la seconde où ilz seront jà initiés et promeuuz, on lira Térance ; quelques épistres familières au poète, avec la sintaxe, quantités ou figures ; pareillement quelque alphabet ou grammaire grecque. Item, en la première

(1) Arch. comm. de Narbonne, BB. 57.

ordonnée en ladite salle, on lira quelques oraisons de Cicéron, avec quelque bon poëte et traicté de réthorique, pour conjoindre l'art et théorique d'orateur avec la pratique; ou autrement seront leuz et interprétés alternativement quelques traictés compendieux et de dialectique, accompagnés d'un dialogue de Platon ou autre; poursuivant néanmoins l'institution grecque qu'aura prins son premier traict et fondement en ladite seconde. Item, après dîner, ayans prié Dieu au commencement et rendues actions de grâces à l'issue de table, chascun régent rentrera en classe despuis mydi jusque à une heure pour faire telles répétitions qu'il sera advisé pour le mieulx et plus utile; et nommément en ladite troysième comme infime et dernière, on monstrera à escrire pour soy préparer à bien et fidellement rédiger par escript les leçons de ladite seconde en l'an suyvante. Item, despuis trois heures subsécutivement jusques à cinq, chascun entrera de rechef en classe pour fere lecture et interprétation du texte qu'on devra répéter et rendre par cueur le lendemain matin à la leçon susdite; et telle répétition sera seulement observée esdites seconde et troysième classes. Car en salle on fera instamment poursuite des lectures instituées selon l'ordre acoustumé ez bonnes universités et collèges bien reiglés. Item l'on donnera thèmes à composer deux fois la semaine pour exercice d'esprit, et des leçons ouyes soubz lesdits régens. Item, les samedys après disné y aura disputes. Item, les festes, l'on lira despuis trois jusqu'à quatre heures après mydi et les jeudis n'y aura que une heure de leçon après mydi. Item, toutz les moys on fera déclamer réciproquement. Item, le soir après souppé on fera une heure de leçon à ceulx qui seront en pension et résidant audit collège, lesquels on fera mettre au lit à neuf heures et lever à cinq heures, toutes fois esgard et considération à l'age et complexion d'iceulx. Et pour ce qu'il n'y a chose qui rende ung collège et auditoire plus

célèbre que la multitude et fréquence d'auditeurs, faudroit que inhibition et deffence fut faicte très expressément et avec injonction de peine à toutz et chescun de quelque estat et condition qu'il soit, à ce qu'il ne soit permys ni loisible tenir escolle privée, ny faire estat et exercice d'enseigner particulièrement, soit à chiffrer, lire, escrire ou autrement, sans envoyer les enfants audit colliege, ou tout ce que dessus sera enseigné si mestier est. Et affin que les auditeurs soyent establys, promus et érigés esdites classes, sellon leur capacité, sera faiet examen par le principal dudit colliege, des diligence, estude et suffisance d'iceulx tant verbalement que par escript et composition, et ce ez temps et termes sur ce ordonnez et préfix..... (1) ».

Mathieu Peyronne mourut pendant le mois de janvier 1519. Il avait mérité le surnom de bienfaiteur de la jeunesse et en reconnaissance de ses bienfaits les habitants de Narbonne avaient donné son nom à un des quartiers et à une des portes de la ville. Son testament, qui avait été reçu par maître Pierre Cadiran, notaire, probablement dans les premiers jours de l'année 1518, et qui contenait des dispositions relatives au collège, est indiqué, mais seulement indiqué, par un registre conservé aux archives communales de Narbonne. On lit, en effet, sur une feuille : « Testamentum honorabilis viri Mathei Peyronne, burgensis condan Narbone (2). » La feuille est restée blanche, et le testament n'a pas été transcrit. Dans son inventaire de 1678, Carouge disait qu'il n'avait pas été retrouvé (3).

(1) *Inventaire des Arch. dép. de l'Aude*, G. 33, Registres des contrats du chapitre Saint-Just, 1556 - 1569, p. 46, col. 2.

(2) Arch. comm. de Narbonne, BB. 57, f° 4.

(3) En 1653 les consuls aliénèrent en faveur de Barthélemy et François Rigaud, conduchers au chapitre St-Paul et bénéficiers au chapitre St-Just, et d'Aymeric Rigaud, leur frère, les biens que Mathieu Peyronne avait laissés pour l'entretien du collège. Ils durent alors remettre aux acquéreurs, pour les envoyer en possession, le testament sans prendre la précaution d'en garder une copie.

Bien que nous ayons à regretter la disparition de cette pièce importante, nous pouvons cependant penser ce qu'elle pouvait être. Il n'y a d'ailleurs qu'à voir ce que firent les exécuteurs testamentaires de Mathieu Peyronne pour comprendre que sa dernière pensée fut tout entière pour le collège qu'il avait fondé.

Les exécuteurs testamentaires de Mathieu Peyronne furent Arnaud Séguier et Cibus Cellier, auxquels étaient adjoints François Peyronne, frère de Mathieu, et Julien Mercier, bourgeois. Toutefois ces deux derniers ne prirent pas part à l'administration des biens du défunt.

Pour que son œuvre lui survécût en toute prospérité, Mathieu Peyronne avait prescrit la vente ou l'achat d'un certain nombre de maisons; ces opérations devaient assurer à la fois le bon fonctionnement du collège et l'exécution de ses dispositions. Voici les renseignements que nous fournissent relativement à ces dispositions les archives communales de Narbonne.

Du 5 novembre 1520, acquisition faite de Marguerite Parazols, femme de Pierre Laurent, hôte de l'Écu de France, par Julien Mercier, Arnaud Séguier et Cibus Cellier, d'une maison située à l'île Saint-Nazaire, et confrontée à l'ouest par le consistoire de l'Office des pareurs et par Vitalis Gros, aludier, à l'est par Jean Milhas, tondeur de draps, au midi par Jean de Lacroix, et au nord par la rue de la Parerie. Les exécuteurs testamentaires de Mathieu Peyronne acquièrent cette maison, conformément à ses dernières volontés, « ad utilitatem scolarum de novo in presenti civitate..... et tenorem sui predicti testamenti insequendo constructarum et edificatarum. » Prix de l'acquisition, 150 livres tourn. (1).

Du même jour, bail à nouvel acapit fait par les exécuteurs testamentaires de Mathieu Peyronne « fondatoris

(1) Arch. comm. de Narbonne, AA. 112, f^o 63.

principalis scholarum noviter edificatarum in civitate Narbone et prope portale sancti Cosme et illi contiguarum, » à Pierre Laurent, hôte du logis de l'Écu de France, et à Marguerite Parazols, sa femme, de la maison que ceux-ci avaient vendue, le 3 novembre 1520, aux dits exécuteurs testamentaires, « tanquam administratoribus et gubernatoribus dietarum scholarum. » Le bail de cette maison est fait moyennant la censive annuelle de 7 liv. 10 sous tourn., payable à la fête de Noël, et sous la réserve, en faveur desdites écoles, des droits de lods, foriscape, préléation, commise, incursion et autres en dépendant comme frane alleu (1).

Du 3 septembre 1521, acquisition, faite par les exécuteurs testamentaires de Mathieu Peyronne, d'une maison située île du Consulat, confrontée au midi et au nord par la rue publique, au cers par Pierre Rodil, et au marin par la maison dite de dona Antonia Delpech. Prix de la vente, 300 liv. tourn. (2).

Du même jour, bail à nouvel acapit fait à René de la Rue, marchand, par les exécuteurs testamentaires de Mathieu Peyronne, de la maison qu'ils venaient de lui acheter, dans l'île du Consulat, pour en convertir les revenus à l'utilité des écoles fondées dans la Cité par ledit Mathieu Peyronne près du portail St-Cosme. Conditions du bail: une censive annuelle de 15 liv. tourn., payable à la fête de Noël, avec réserve de tous droits de lods, foriscales, préléation, etc., au profit des écoles (3).

Du 8 mai 1553, vente faite à MM. Barthélemy Rigaud et François Rigaud, conduchers en l'église collégiale St-Paul et bénéficiers en l'église St-Just, et Méry Rigaud, leur frère, moyennant le prix de 405 liv. tourn., d'une maison

(1) Arch. comm. de Narbonne, AA. 112, f° 64 v°.

(2) Ibid., f° 66.

(3) Ibid., f° 67.

située ile Mathieu Peyronne, aujourd'hui ile Ste-Geneviève, « confrontant.... de midy avec la rivière d'Aude, d'acquillon avec la rue publique; » ladite maison provenant du legs fait par Mathieu Peyronne « pour fournir aux nourriture, entretenement et doctrine du nombre des enfans par luy ordonnez estre nouriz, entretenuz et enseignez au collège, » par son dernier testament (1).

Du même jour, vente faite à M. Julien Odoard, baile de Salles, moyennant le prix de 400 liv. tourn., d'une maison située ile la Cour-du-Roi, provenant du legs fait au collège par Mathieu Peyronne (2). Le prix de cette vente fut converti en une rente annuelle de 27 setiers 1/3 de blé froment exigible le 1^{er} septembre de chaque année et payable en nature ou en argent au choix du débiteur.

Les dispositions de Mathieu Peyronne voulaient que « douze enfans clerks pauvres » fussent entretenus dans le collège. Une délibération du conseil général de la ville créa en leur lieu et place, attendu l'insuffisance des revenus, quatre places de *collégial*, qui devaient être entretenues au moyen du revenu annuel de 112 livres tourn. provenant des biens légués à la ville par le testateur. Un acte fut passé le 10 janvier 1534 par les consuls en vertu de cette délibération (3).

Arnaud Séguier fut le dernier survivant des exécuteurs testamentaires de Mathieu Peyronne. Une procédure avait commencé en 1527 entre les consuls et les exécuteurs testamentaires pour la reddition des comptes de l'administration des biens du testateur, et l'affaire avait été portée devant l'officialité de Narbonne. Un arrêté de clôture des comptes fut fait conformément à une ordonnance du Parlement de Toulouse tenant les grands jours à Béziers,

(1) Arch. comm. de Narbonne, BB. 56, f^o 215.

(2) Ibid., f^o 216.

(3) Ibid., BB. 57, f^o 13.

en 1538. Une transaction intervint le 5 septembre 1533 entre les consuls et MM. Barthélemy Fabre-Séguier et François Fabre-Séguier, héritiers et frères d'Arnaud Séguier, et M. Jacques de Cogomblis, agissant pour les héritiers de Cibus Cellier. Les héritiers d'Arnaud Séguier et Cibus Cellier furent reconnus séparément débiteurs envers le collège d'une somme de 1,495 liv. 6 s. 2 d. tourn. Pour le paiement de cette somme ils constituèrent, au profit dudit collège, une rente annuelle et perpétuelle de 20 quartons de blé froment, payable par moitié le 1^{er} mars et le 31 août de chaque année, avec faculté de rachat, en tout ou en partie, sur le pied de 60 liv. tourn. par quarton. En cas de conversion en argent de la rente en nature, la valeur du blé était fixée à 25 s. le setier.

Établi vers 1530, le collège de Mathieu Peyronne ne dut pas fonctionner immédiatement. Les comptes de 1531 (Gaspard Puechmija, clavaire) mentionnent une *recette d'école*. Nous lisons dans le compte de l'année suivante :

1532. Pierre Fanjeaux, clavaire.

F^o 159. Pagat à M^e Pierre Davezac, maistre d'escolles per service que a fet a legir et enseigner los enfans et clerez a l'escolle pendant lo mes de jung juillet et avost apres la mort del lo bart domyne..... V liv.

F^o 162. A M^e Elias Lelong maistre des escolles pour partie de ses gaiges et pour le rembourcer de certaine despence par luy faicte..... XVI liv.

F^o 164 v^o. Au même en déduction de ses gaiges XII liv. X s.

En 1533, les comptes vont nous donner le nom du premier régent du collège, Bernard Mazenc, désigné dans les délibérations municipales.

(1) Arch. comm. de Narbonne, BB. 57, f^o 16.

1533. Michel Servièrre, clavaire.

F^o 127. A M^e Elias Le Long, régent et maistre des escolles, pour ses gaiges de troys moys..... XII liv. X s.

F^o 142. A M^e Bernard Mazenx m^e des escolles en déduction de cent livres a luy promises pour la despence des quatre enfans..... LXXV liv.

Au même pour ses gaiges..... XX liv.

F^o 144. Fournitures et dépenses du collège.....
..... XXII liv. XVI s. VIII d.

F^o 145 v^o. A M^e Bernard Mazenx pour ses gaiges de troys moys..... XII liv. X s.

F^o 151. A M^e Bernard Mazenx pour ses despens de bouche tant de luy que de quatre enfans colegiez.. XXV liv.

A partir de cette époque on peut croire que le collège est en pleine activité.

Le 17 février 1563, des lettres patentes de Charles IX, qui se trouvait à Toulouse et qui avait avant de se rendre en cette ville fait séjour à Narbonne, s'occupent du collège. Elles affectent les revenus d'une prébende de l'église St-Just à l'entretien d'un ou de plusieurs régents, pour l'instruction « en bonnes meurs et lettres de la jeunesse, » suivant la demande des États généraux tenus à Orléans. Elles mandent en outre au sénéchal de Carcassonne, ou à son lieutenant en chacun de ses sièges, de contraindre le chapitre de Saint-Just à verser dans la caisse de la ville les fruits provenant de cette prébende, pour en être fait emploi par les consuls (1).

On ne saurait se faire une idée des lenteurs et des attermoiements que le chapitre Saint-Just apportait à l'exécution de la décision royale. Tantôt il promettait de déférer à ses prescriptions; tantôt il demandait qu'on fixât les revenus de la prébende. Et l'affaire engagée contre le

(1) Arch. comm. de Narbonne, AA. 113, f^o 22.

chapitre par les consuls à raison de la contribution à fournir pour le collège marchait toujours.

Et dits, et contredits, enquêtes, compulsoires,
Rapports d'experts, transports, trois interlocutoires

tout l'arsenal de la procédure y passa, et un arrêt du Parlement de Toulouse du 10 février 1586 condamna le chapitre. Cet arrêt ordonna « que avenant vacation de l'une des prébendes en l'église métropolitaine saincte de Narbonne les fruitz d'icelle demeureront affectés et destinés pour l'entretènement d'ung précepteur suivant l'art. 6 de l'ordonnance d'Orléans, » et condamna le chapitre « à bailler le revenu équipolent aux entiers fruitz de l'une des dites prébendes » pour l'entretien du collège (1). En 1599, le chapitre cherche à tourner la difficulté. De concert avec l'archevêque, il imagine d'ériger un collège dans le cloître de Saint-Just; de la sorte, il sauvera les revenus de la prébende. Mais les consuls veillent pour « empêcher l'institution et establiment d'autre collège que de celluy de la ville; » et un accord intervient, accord à la vérité peu durable, puisque l'affaire de la prébende canoniale durera encore en 1627 (2). Songez maintenant que les lettres patentes de Charles IX sont de 1563, que la solution de l'affaire intervient en 1586, et qu'on n'en a pas fini en 1627; ces dates n'ont-elles pas leur éloquence (3)?

(1) Arch. de la Haute-Garonne, série GG., une pièce parchemin.

(2) Arch. comm. de Narbonne, BB. 2, f^{os} 12, 16 v^o, 35 v^o, etc., *passim*; BB. 61, f^o 151 v^o.

(3) Un procès identique, qui dura trente-cinq ans, eut lieu au sujet du collège d'Albi. Un arrêt du Parlement de Toulouse, du 2 octobre 1563, rendu en vertu de l'ordonnance des États d'Orléans, avait condamné le chapitre à payer aux consuls d'Albi les revenus d'une prébende. Cet arrêt fut exécuté, mais le lendemain le chapitre soulevait des difficultés, voulant payer les revenus de la prébende en nature et non en espèces. Arrêts du Parlement, lettres royales, de se succéder jusqu'en 1608, époque à laquelle le procès fut vidé, et où le chapitre commença à verser régulièrement la somme fixée par le Parlement. V. Jules Rolland, *Hist. litt. de la ville d'Albi*, p. 166.

La ville exerçait une surveillance active sur le collège au moyen d'une commission d'administration. Le 23 février 1590, trois membres du conseil de la ville sont chargés « de ce prendre garde du maistre du collège, et estre surintendants sy la junesse est bien instruite en icelluy, et sy led. maistre régend s'acquitte bien en sa charge (1). » Le 27 février 1594, MM. Claude Rouhard et Jean Raynoard, lieutenant des gabelles, sont nommés surintendants du collège (2).

L'organisation classique du collège poussait les élèves vers les professions libérales ou autres. Mais à côté de cet enseignement, il y en avait un autre qui ressemble beaucoup à ce qu'on a appelé dans nos collèges ou lycées l'enseignement professionnel. Le 14 juin 1609, le conseil s'occupe de créer un second emploi de maître « écrivaint ayant bon caractere de lettre. » La délibération explique ainsi les motifs de cette création: « Les escoliers quy n'auroint le pouvoir ou le vouldoir de se poulcer aux bonnes lettres jusques aux degrés pourroient estre aprins a bien escrire et rendus capables a gagner leur vie aux finances, a la pratique, ou autre estat ou vaction honorable (3). »

Quand les enfants entretenus au collège aux frais de la ville, les collégiats, comme on les appelait, avaient terminé leurs études, la ville ne les abandonnait pas, et, poussant plus loin sa sollicitude conformément aux volontés de Mathieu Peyronne, elle leur donnait une profession. Consultait leurs aptitudes, elle les mettait en apprentissage au moyen d'une police en bonne et due forme passée entre les consuls et les patrons. L'un ira donc apprendre chez « sire » Guillaume Cautel, maître-apothicaire, la science

(1) Arch. comm., de Narb. BB. 5, f° 236 v°.

(2) Ibid., BB. 5, f° 576.

(3) Ibid., BB. 8, f° 174 v°.

des « médecines: » l'autre ira chez un maître chaussetier. Celui-ci est-il « de rudde et grossier sperit, peu abte à apprendre aux lettres, » on le mettra « en honneste mestier à luy condescent. » Celui-là a-t-il l'esprit plus ouvert, il sera placé auprès de M. Bernard Bonny, greffier de la viguerie, « pour luy apprendre et monstrier l'état de pratique et escriptures. » Tel autre sera placé chez M. Laurent Balmes, ex-principal du collège, « qui a offert de se charger de sa nourriture et entretenement et instruction en l'estat et vacation de personnaige ecclésiastique tant qu'il luy sera possible, » et jusqu'à ce qu'il soit pourvu d'une charge ou qu'il puisse gagner sa vie « dans un autre honneste et décent estat (1). »

Voici les noms des régents du collège de la ville que les archives communales de Narbonne nous ont conservés.

Bernard Mazenc, déjà régent en 1533, confirmé pour trois ans dans sa charge, moyennant un honoraire de 50 liv. t. par an.

Charles de Utiola, en 1542.

Guillaume Daquin, en 1548.

Philibert Fabre et René Dusseau ou Dussseau, nommés pour un an en 1550 moyennant la somme de « six vingts livres t. pour la dépense tant d'eulx que des enfants collégiez et ung serviteur. »

René Dusseau, nommé pour un an en 1551, moyennant un gage de 90 liv. t.

Piencins Dubreuil, maître ès arts, moyennant la somme de « six vingts livres pour fournir à la despence tant de luy que des 4 enfans colégials, » et la somme de 90 liv. pour ses gages (1552).

(1) Arch. comm. de Narbonne, BB. 57, f^{os} 20, 25; BB. 58, f^{os} 121, 148, 150 v^o, 152; BB. 59, f^{os} 135, 152 v^o, 208 v^o, 272 v^o; BB. 60, f^o 35 v^o.

Sébastien Cauquilatus et Scipion Hugnes, nommés pour un an, moyennant le prix de 120 liv. tourn. (1554).

Sébastien Cauquilatus, nommé pour un an, moyennant la somme de 100 liv. tourn. (1555).

Jean Poitevin, nommé régent des écoles et collège de Narbonne, moyennant les gages de 36 setiers de blé, six muids de vin et 57 livres d'argent (1556).

Arnaud Syllas, nommé jusqu'à la prochaine fête de St-Jean « sous la condition.... de recouvrer ung bachelier seavant et capable audict collège dans huit jours prochains » (24 janvier 1561).

Pierre Labaume, aux gages de 100 liv. tourn. par an (3 juillet 1561).

Bernard Donnat, prêtre, nommé le 25 septembre 1562 aux conditions suivantes. Il sera tenu « de bien et duement norrir et entretenir les quatre enfants collégialtz que lui seront baillés, et les instruire et apprehendre tant en science, lettres et bonnes meurs. » Le régent et le bachelier devront « tous les jours durant l'an fere lectures aux heures accoustumées, seavoyr au matin et après disner, ensemble les répétitions, excepté les festes et dimanches, qu'ils seront tenus ammener les escoliers aux esglises pour ouyr la messe parrochielle, vespres et complies, et leur feront tenir au colliège bonne reigle et norme, les faisans parler latin ». Le régent recevra 36 setiers de blé, 6 muids de vin, 45 liv. tourn. pour « la pictance et huile que sera nécessaire », 12 liv. tourn. pour le bois de chauffage, 100 liv. tourn. de gages payables par trimestre.

Pierre Cardelhac, bachelier ès droits, nommé pour un an à partir du 24 juin 1563.

Antoine Baldera, originaire de Soucalles en Lauragnais (26 février 1564). Le 6 février 1565, le même régent est confirmé dans sa charge pour une année.

George Bernard, natif de Roanne, nommé pour deux ans régent principal (9 février 1566).

Jean Parent, nommé pour deux ans régent principal (18 février 1568).

Richard Lespaulard, id. (8 mai 1570).

Henri Masner, docteur, de l'ordre de Saint-Benoît, régent principal pour trois ans (3 mai 1571). Le régent aura sous sa direction trois maîtres qui seront agréés par les consuls, pour la régence des trois classes dont le collège est composé. Il est défendu à tous citoyens « avec injonction de peynes et multiplication d'icelles.... de tenir escolle privée ny faire estat et exercice d'enseigner particulièrement ez-maisons des habitants ». Il est alloué au régent une somme de 275 liv. tourn. payable par trimestre.

Jean Dejean, de Fenouillet, nommé pour une année régent principal (11 mars 1573).

Barthélemy Forgues, docteur ès droits, de Saint-Blancard, au diocèse d'Auch, régent principal (13 février 1576).

Laurent Loque, de Berses (Savoie), et Laurent Materon, de Forcalquier, diocèse de Sisteron, « l'ung pour l'autre et l'ung d'eulx seul pour le tout. » nommés pour deux ans régents principaux à partir de la prochaine fête de saint Jean-Baptiste, moyennant 450 liv. par an (20 juin 1577). Le premier est nommé régent principal pour dix-huit mois, le 26 février 1578.

Pierre de Saint-Sauveur, régent principal, et Henri Chollet, régent secondaire (14 juillet 1580).

Ardoin Paris, régent principal (26 février 1581).

Bernard Bernard, bachelier en droit canon, nommé régent principal pour trois années, moyennant 333 écus 1/3 d'or sol (19 février 1582).

Pierre Delaroche, nommé pour une année régent principal moyennant 233 écus 1/3 (28 février 1585).

Barthélemy Carpilhet, régent principal pour deux années, moyennant 200 écus sol par an (6 mars 1587).

Claude Chavernac, régent principal, moyennant 700 liv. tourn. de gages par an (23 octobre 1590).

Louis Chavernac, originaire de Minerve, nommé régent principal pour deux ans, aux gages de 700 liv. t. par an (21 juin 1591).

Mathurin Vallerre, originaire de l'Angoumois, et François Gombaud, natif d'Autun, nommés pour trois ans en qualité de régents principaux, aux gages de 233 écus 1/3 par an (15 janvier 1593).

Luc Delaporte, docteur ès droits, régent principal pour trois ans, moyennant 33 écus 1/3 par an (20 mars 1596).

Claude Rathery, natif de Moulins, en remplacement du précédent décédé (17 décembre 1597).

Jean Nauvins, maître ès arts, régent principal, (3 novembre 1598).

Laurent Balnes, conducher de Saint-Just, nommé régent principal, conjointement avec Jean Nauvins (10 août 1599). Ce dernier étant décédé, Laurent Balnes est confirmé dans sa charge le 9 novembre 1599.

Bénigne Bourlier, originaire de Dijon, régent principal pour trois ans, aux gages de 700 liv. t. par an (1^{er} septembre 1602).

Sylvain Babou et François Bernard, nommés à la régence principale et économie du collège pour trois ans, aux gages de 700 liv. t. par an (23 septembre 1603).

Sylvain Babou, originaire du Berry, nommé régent principal pour trois ans, moyennant 700 liv. t. par an (24 septembre 1608) (1). Le 13 septembre 1611, il est confirmé dans sa charge pour trois années de plus.

(1) Sylvain Babou s'entendait, paraît-il, difficilement avec François Bernard. Aussi, le 7 septembre 1608, Mathurin Vallerre, avocat de la ville, fait-il au conseil une proposition tendant à ce que, « pour prévenir le préjudice que pourroit porter la contestation, divorce et différend qui est d'entre MM. Bernard et Babou, principaux, étant à présent en charge, » la régence du collège soit confiée à perpétuité aux « pères prebtres séculiers réformés ». Le conseil décide que, pour le moment, on ne changera rien à la situation du collège et que le bail de la régence sera passé « pour le trienne prochain »

Claude Brunel, prêtre, régent principal (20 juillet 1614).

Sylvain Babou, nommé en remplacement de Claude Brunel, mis en prévention (11 janvier 1616). Le 9 février 1617, Sylvain Babou est confirmé dans sa charge ; les consuls se réservent la faculté de confier le collège, si l'occasion se présente, aux pères Jésuites, aux Doctrinaires ou à d'autres religieux (1). Le 3 janvier 1618, Sylvain

à François Bernard et Sylvain Babou, les régents actuels, aux clauses et conditions accoutumées, sous la réserve expresse que « on le conseil trouveroit bon d'appeller et bailler ladite charge, à perpétuité, aux frères Doctrinaires, ou aux Bons-Hommes, lesdits Bernard et Babou seront tenus de quitter et ce despartir de ladite charge et leur faire place ». Les consuls devront toutefois s'enquérir « du fruit et comodité qu'on peust attendre desdits frères, la condition qu'ils demandent, et autres circonstances à ce nécessaires, » et soumettre au conseil, quand ils le croiront utile, le résultat de leur enquête. (Arch. comm. de Narbonne, BB. 8, f° 56 v° et suiv.)

(1) Le cardinal de Joyeuse avait essayé d'introduire les Jésuites à Narbonne et de leur confier la direction du collège. MM. les consuls exposent que Mgr le cardinal de Joyeuse « leur auroiet faict entendre son antienne intention, qu'est de bonifier les biens de la ville, et mesme de augmenter le revenu du collège affin que la jusnese de la ville et diocèze puissent mieulx estre instruitz, soit par Jésuites que seront perpétuelz, ou par régens annuelz. » Le conseil décide que Mgr le cardinal de Joyeuse « sera humblement remercyé du bien qu'il offre fere a la ville, et supplié effectuer la rente. Et pour l'élection des régens, soit de Jésuites ou aultres régentz annuelz, le remet à la volonté dudit sieur cardinal. » Le conseil ajoute que, s'il était reconnu que l'intention du cardinal fût de confier la régence du collège aux Jésuites, on lui fera entendre que « plusieurs fois, ce faict a esté proposé aux habitans ; que, par plusieurs considérations, la ville ne trouve pas bon les Jésuites ; que, toutefois, lesdits habitans se fient tant de Mgr qu'ils feront ce qu'il trouvera bon et utile. » (Délibération du conseil de la ville du 20 mai 1593, Arch. comm. de Narbonne, BB. 1, f° 538 v°. — Voyez aussi BB. 8, f° 56 v°). — Les Jésuites essayèrent inutilement plus tard de s'installer à Narbonne. « Du temps de ce prélat (l'archevêque Bertons de Crillon), en 1746, la société des Jésuites voulut s'établir dans Narbonne en vertu d'une maison logis du Dauphin qui leur fut léguée ; leurs sollicitations auprès du prélat et du conseil de ville furent pressantes, mais inutiles. On leur répondit : *Révérends pères, la ville n'a pas besoin de vous ; si vous voulez tant y venir, de quatre élémens elle vous en accorde deux, l'air et l'eau ; vous avez la terre par la maison qu'on vous a donnée, pour le feu on sait que vous le portez partout.* » (P. Piquet, *Histoire de Narbonne*)

Nous avons vainement cherché trace dans nos archives communales et dans les délibérations des conseils de la ville de la résistance qui fut opposée à l'installation des Jésuites et que les précédents rendent absolument plausible.

Babou est confirmé dans sa charge pour une année de plus.

La charge de régent du collège n'était pas donnée au hasard et d'une manière arbitraire, mais à la suite d'un examen public, appelé « dispute ou conclusion », qui faisait ressortir les mérites des candidats. Dans la chapelle de la Madeleine s'assemblaient MM. les consuls, « légitimes administrateurs, patrons et fondateurs dudit collège, » le vicaire général et les chanoines députés du chapitre Saint-Just. A la suite d'une délibération, le futur régent était « receu et assigné aux disputes et à bailler thèses suivant l'ancienne costume ». Au jour fixé, les personnages plus haut cités s'assemblaient au collège, et en leur présence, en présence de M. le juge royal de la ville, de docteurs et d'avocats, « d'autres escolliers et personnages doctes, » il soutenait ses thèses et « disputait » publiquement. Quand il était « trouvé digne, suffisant, capable et tel qu'on seaurait désirer, » il était institué régent (1).

Quant aux régents des classes, ils étaient nommés par les consuls, sauf l'approbation de l'archevêque, de ses vicaires généraux et des chapitres Saint-Just et Saint-Paul (2).

(1) MM. les consuls pourvoient à la régence du collège « comme vrayz patrons du fondateur dudit collège, et, a ces fins, M. Delort, présenté par M. Valterre, a présent régiant, sera receu aux disputes et a fere sa lesson, et après, advizé et jugé..... s'il est capable et digne de la charge..... preffairé avant tout autre pour le mérite dudit Valterre, que, durant son temps, a si bien régi et gouverné ledit collège qu'il n'y a eu plainte aulcune contre luy,..... a la charge que ledit Valterre, comme il a promis, responde pour luy. » (Délib. du conseil de la ville du 30 nov. 1595, Arch. comm. de Narb., BB. 4, 1^o 549 v^o).

(2) Un décret du concile de Narbonne, tenu en 1551, dit (Can. LVI *De magistris et rectoribus scholarum*) :

« Voluit concilium ne quis scholarum administrationi praticiatur hac in provincia, publice vel privatim, nisi prius Domina Episcopo, seu ejus vicario, aut alii viro ecclesiastico, ad quem jure vel consuetudine institutio pertinet, oblatus fuerit a consilibus vel iis quorum est offerre: qui eum interroget

Les contrats du chapitre Saint-Just nous ont fait connaître le règlement du collège. Ce règlement se retrouve dans les actes qui instituent les régents. Voici certaines dispositions contenues dans l'acte d'institution d'Henri Masner en 1571; elles complètent celles que nous connaissons déjà.

« Seront tenus lesdits régens faire dire ung *De profundis* chascun soir à leurs collèges et pensionnaires, au devant ladicte chappelle, pour l'âme de leur fondateur, et ce avant qu'ilz se retirent pour aller prendre leur repos.

« Item sera tenu lediet principal estipendier deux régens, l'ung desquelz lediet principal sera tenu nourrir audiet collège, oultre et par dessus les quatre enfans collégiatz, et une chambrrière qu'il aussi sera tenu nourrir et entretenir, bien et honnestement, comme ung bon père de famille est tenu faire à ses enfans.

« Aussi sera tenu lediet principal avoir livres, papier et encre nécessaires ausdicts quatre enfans collégiatz; lesquels quatre enfantz collégiatz mesdicts sieurs les consulz seront tenus les tenir vestus et chaussez comme bon leur semblera.

« Aussi mesdicts sieurs les consulz seront tenuz fournir audiet principal les meubles que luy seront nécessaires;

de vita, moribus, fide et doctrina.... » (*Mémoires du clergé*, t. 1^{er}, tit. v, ch. II).

« La bonne nourriture et éducation des jeunes enfans estant un des moyens les plus efficaces et certains pour établir solidement la piété dans le Christianisme, il est de nostre obligation de bien connaître ceux qui s'employent à leur instruction; c'est pourquoy nous défendons à toutes personnes de faire la fonction de Régents s'ils ne se sont présentés à nous et n'ont receu nostre approbation par écrit, qu'ils feront renouveler tous les ans; et à cet effet nous rapporteront certificat des recherches de leur bonne et sage conduite, et comme ils ont observé le règlement que nous leur avons donné, au pied duquel nous avons mis nostre approbation. » (Ordonnances de Mgr l'archevêque et primat de Narbonne rédigées et publiées au synode diocésain tenu par M. Jean Dagen, son vicaire général, le 24 novembre 1671).

desquelz se chargera par inventaire pour les rendre à la fin dudict temps.

« Seront tenus lesdicts régens avoir soigneusement l'œil et se prendre garde desdicts quatre enfans collégiatz à ce qu'ils soient bien apprins et instruietz, sans les aller faire vagabonder par la ville, chercher de vin à la taverne, ny d'eau à la fontaine, moingz les employer à choses que ne soient licites et honnestes. Et davantage, s'ilz cognoissent que lesdicts enfans collégiatz soient de rude engin et malaisez à apprendre, en advertiront mesdicts sieurs les consulz, pour, en leur lieu et place, en y mettre d'autres plus doux et capables à recevoir les lectres. Seront tenus davantage faire déclamer lesdicts pauvres enfans quatre foys l'année, audict collège, et non aillieurs.

« Seront tenus lesdicts régens apprendre et enseigner les pauvres enfans de ladiete ville de Narbonne et son diocèse gratuitement, sans prendre auleun sallaire, quant plaira à leurs parents les y envoyer.

« Sera permis audict principal de tenir avec soy ses autres deux régens, ou ung seulement audict collège; mais l'autre sera tenu y faire lecture en classe, comme dessus est dict.

« Les exemples à escrire se bailleront tous les jours, ainsi que sera besoing, par ung précepteur à ce souffisant; lequel aussi apprendra aux petis enfans l'alphabet et lire aux aultres, sans qu'il puisse rien demander ny prendre desdicts enfans pour ladiete doctrine. Lequel précepteur sera nourry et stipendié audict collège aux despens dudict principal.

« Si le temps est pestillant, il sera permis audict principal retirer les enfans domestiques avec soy, pour esviter le dangier, aux champs, à son choix; pendant lequel temps collront ses gaiges comme si estoiet audict collège, afin de ne pervertir l'estat dudict collège, et pourra se desfaire de ses régens, au préalable le tout communiqué à mesdicts sieurs les consulz.

« Item ledict principal pourra aller tous les dimenches, festes et aultres jours commandés, à la messe et service divin à Saint-Cosme, pour la commodité, et pendant l'Advent et Caresme à Saint-Pol, pour le sermon.... (1) »

Voici, d'après les comptes des clavaires, un tableau qui nous fera connaître, pendant une certaine période, les dépenses du collège et des écoles (2).

1535. Durant Nautonnier, clavaire... 127 liv. 4 s. 4 d.

1537. Claude Verzeille, clavaire.

F^o 153. Payé à Monsieur M^e Loys Amadien, M^e d'escolles en déduction de la pension des collégiatz xxv liv. en deux fois.

F^o 153 v^o. A Monsieur M^e Michel Victor, M^e d'escolles pour le rembourcer de despence faiete en venant d'Alby en ceste ville et s'en retournant..... IV liv. X s.

A M^e Anthoyne Arnaud M^e d'escolles pour la despence de lui et des collégiatz..... XXI liv. V s.

A Monsieur M^e Michel Victor M^e des escolles pour partye de la pension des collégiatz x liv. l. et x setiers de fourment.

(1) Arch. comm. de Narbonne, BB. 58, f^o 125 v^o.

(2) La création du collège n'absorba pas les écoles. Nous voyons, en effet, celles-ci fonctionner à côté de l'établissement de Mathieu Peyronne, par ex. en 1512. Les comptes de cette époque désignent Charles de Utiola comme maître régent du collège, Jacques Louys comme régent des écoles. Plus tard, quand les Doctrinaires auront pris la direction du collège, nous verrons Jean Arboux, *régent des écoles de la paroisse Saint-Paul*. (Archives du greffe du tribunal civil de Narbonne, reg. de la Major, acte de baptême du 21 mai 1739), et Raphaël Rascas, *régent des écoles* (Ibid., reg. de la Major, acte de baptême du 24 mars 1741). C'est d'ailleurs un fait reconnu qu'en France, au moyen-âge, les universités et collèges ne firent pas disparaître les écoles. Les unes, élémentaires, ouvertes aux deux sexes, étaient appelées ordinairement *petites écoles* ou *écoles françaises*, et leur enseignement consistait dans la lecture, l'écriture, quelques éléments de la langue vulgaire et le chant ecclésiastique. Les autres, ouvertes aux garçons, étaient désignées sous le nom de *grandes écoles* ou *écoles latines*. (Laeroix, *Sciences et lettres au moyen âge*, p. 29.)

F^o 154. Au même pour déduction de la pension de lui et des quatre enfants collégiatz..... XX liv.

Au dit Victorius pour ses gaiges de troys moys et demy..... XIV liv. XI s. VIII d.

A M^e Anthoyne Reynaud M^e des escolles pour avoir regit et tenu les escolles de ladite ville d'avril à juillet. IX liv.

A M^e Michel Victorius M^e régent des escolles en déduction de la pension de luy et des quatre collégiatz. XX liv.

F^o 154 v^o. Au même pour reste de la demy année que a regides les escolles..... X liv. VIII s. IV d.

Au même pour la dépense de lui et des collégiatz. XX liv.

Dépense totale, y compris les fournitures non portées dans ce tableau : 193 liv. 18 s. 8 d.

1538. Pierre Anthoyne Guerre, clavaire.

F^o 162 v^o. A messieurs Dominge et Claude Soral maistres d'escolles pour lá dépençe qu'ils ont faicte attendans pour sçavoir si on leur bailleroyt les escolles de la ville.....
..... IV liv. X s.

F^o 173 v^o à 175 v^o. Dépenses diverses payées aux régens Michel Victor, André Briau, Jehan Cünigam.

Dépenses totales, 221 liv. 4 s. 17 d.

1539. Jehan Guignard, clavaire... 236 liv. 8 s. 13 d.

1540. Bernard Montanier..... 172 liv. 2 s. 8 d.

1541. Gabriel St-Jean..... 276 liv. 4 s.

1545. Gabriel Puechmija..... 194 liv. 9 s.

1548. Antoine Calmet..... 249 liv. 30 s. 10 d.

1552. Pierre de Ramon..... 129 liv. 4 s.

1553. Jean Esquillier..... 631 liv. 10 s. 10 d.

1554. Barthélemy Fabre Séguier. 292 liv. 5 s. 5 d.

1555. Méric Rigaud..... 278 liv. 17 s. 1 d.

1556. Jean Dumas..... 203 liv. 15 s. 7 d.

en argent, et en blé 27 setiers.

1558. Philippe Mel..... 175 liv. 5 s. 8 d.

1561. Simon Dulum..... 147 liv. 7 s. 6 d.

1562. Simon Dulum..... 221 liv. 14 s. 11 d.

Dépenses des blés en nature tant pour les hôpitaux
que pour l'école et les messagers consulaires : 469
setiers (1).

1564. Mérie Rigaud..... 248 liv. 18 s. 8 d.

1565. Aymeric Rigaud..... 478 liv. 9 s.

1566. Aymeric Rigaud..... 326 liv. 2 s.

1567. Mérie Rigaud..... 323 liv.

1568. Jean Fabre Séguier..... 406 liv. 3 s.

1570. Simon Berre..... 319 liv. 18 s. 3 d.

1571. Gabriel Billhart..... 326 liv. 16 s. 8 d.

1573. Béraud Moynier..... 234 liv. 8 s. 4 d. (2).

Comme on le voit par le tableau qui précède, le budget de l'instruction publique à Narbonne subit d'une année à l'autre des variations souvent fort sensibles.

On a dit quelquefois que rien n'était plus triste et plus piteux que ces collèges du moyen âge où quelques maîtres, aussi pauvres que leurs élèves, partageaient une vie famélique (3). Le *Dit des Crieries de Paris* nous montre au xiv^e siècle les écoliers du collège des Bons-Enfants de la rue St-Honoré errant dans les rues et demandant l'aumône aux passants :

Les bons enfants orrez crier :
Du pain!.....

Il n'en fut pas ainsi au collège de Narbonne; l'existence des maîtres et des collégiats y était largement assurée par

(1) En 1562, Jean Cogomblis est chapelain du collège : il lui est alloué 9 liv. 12 s. 6 d. « pour avoir fait dire et célébrer une messe basse chaque semaine. »

(2) Archives communales de Narbonne, série CC. *passim*.

(3) P. Lacroix, *Sciences et lettres au moyen âge*, p. 26.

la libéralité de Mathieu Peyronne, et si parfois le collège eut à traverser une période de crise, il faut croire qu'il y fut pourvu par les consuls dont le dévouement aux intérêts de la cité ne se démentit jamais, même au milieu des circonstances les plus difficiles, et qu'anima toujours un esprit viril qui peut leur faire appliquer le mot de Montaigne : « C'étaient de belles âmes frappées à l'antique marque. »

(*A suivre*).

LOUIS NARBONNE.

DOCUMENTS

POUR SERVIR

A l'Histoire du Commerce et de l'Industrie à Narbonne

A LA FIN DU XIV^e SIÈCLE

M. Célestin Port, dans son *Essai sur l'histoire du commerce maritime de Narbonne*, fait remonter au milieu du xiv^e siècle et même à 1320 la décadence commerciale de cette ville (1). Il nous montre les marchands n'osant pas exposer leur fortune et leur vie sur des mers peu sûres, les métiers des fabricants de drap arrêtés, les ressources de la cité anéanties, la terre elle-même frappée en quelque sorte de stérilité. Il explique cette décadence, qui aurait été aussi profonde que rapide, par des causes diverses, les unes d'ordre général, comme les désastres de la guerre de Cent ans et les ravages des Grandes Compagnies, les autres d'ordre particulier et local. Il s'étonne de voir signalée,

(1) P. 190 et sqq.

dans la Méditerranée orientale, la présence de navires de commerce narbonnais à la fin du ^{xiv}^e et pendant une grande partie du ^{xv}^e siècles et d'apprendre que des commerçants narbonnais sont établis dans des ports de cette région.

Ces derniers faits bien constatés par M. C. Port lui-même nous font présumer que la décadence n'a pas été aussi rapide qu'il l'affirme et qu'elle n'a pas commencé d'aussi bonne heure. Le dépouillement complet des archives de Narbonne changerait, nous en sommes convaincus, cette présomption en certitude. Au cours de recherches faites dans un tout autre but, nous avons rencontré quelques textes de diverse nature qui infirment les assertions de l'historien du commerce de Narbonne et permettent de rectifier ce qu'il dit de quelques-unes des causes locales de la décadence commerciale de cette ville.

Parmi ces causes de décadence, M. C. Port signale avec raison la rupture du barrage de l'Aude à Moussoulens (1). Grâce à ce barrage, l'Aude au lieu de gagner la Méditerranée par Coursan et le nord de la Clape se dirigeait vers Narbonne et allait se jeter dans la mer au sud de ces hauteurs. Ce barrage fut rompu en 1320. D'après M. C. Port, l'Aude aurait alors laissé à sec son ancien lit et Narbonne, privée d'eau, entourée de marais pestilentiels, serait devenue inhabitable. Les malheurs du temps n'auraient pas permis de réunir les ressources nécessaires pour remettre le barrage en état. Les travaux faits dans ce but, de 1320 à 1398, auraient tout au plus réussi à détourner vers Narbonne un mince filet d'eau qui ne pouvait même pas y arriver en été et se perdait dans la vase (2). Or, dès les premiers mois de 1382, au cours de la guerre survenue

(1) Moussoulens qui devient pour M. Port le *Grand Mausolée* (p. 188) est situé sur la rive droite de l'Aude en face de Sallèles-d'Aude.

(2) Cf. C. Port, *op. cit.* p. 186 et *passim*.

entre le vicomte et les habitants (1), ceux-ci reprochent au vicomte d'avoir rompu le barrage pour ruiner la ville et d'avoir ainsi compromis gravement avec les intérêts locaux ceux du pays tout entier. Le barrage avait donc dû être rétabli avant 1382.

M. C. Port assure bien que la ville ruinée était incapable d'un pareil effort. Cependant, dans les quelques registres des clavaires du xiv^e siècle qui nous ont été conservés, on trouve la mention de sommes importantes dépensées dans ce but; notamment dans les cinq derniers mois de 1332 on y consacra 1939 livres 1 sou 6 deniers. Un impôt de 16 sous « per testa d'ome que tenga ostal » fut levé pour « l'œuvre d'Aude. »

La lecture des chartes qui ont trait à ce sujet porte à croire que la ville exécuta les travaux de reconstruction, mais que le vicomte et les seigneurs ecclésiastiques, l'archevêque, les chapitres Saint-Just et Saint-Paul, etc., se dispensaient volontiers d'y contribuer (2). A quoi bon, d'ailleurs, si ce barrage n'avait été reconstruit, y entretenir un gardien? Or les comptes du clavaire de 1379 mentionnent le paiement de son salaire annuel.

Il est un fait qui prouve d'une manière décisive qu'en

(1) *Op. cit.* p. 197; l'auteur dit à tort *entre le vicomte et l'archevêque*. Cette guerre dura du 1^{er} décembre 1381 au 6 juillet 1388. L'archevêque eut à souffrir comme les autres habitants des violences du vicomte, mais le *defi* portant déclaration de guerre avait été adressé aux consuls.

(2) En 1373, Charles V ordonne au vignier royal de Narbonne de contraindre le vicomte, l'archevêque, les chapitres, etc., à payer leur part dans les dépenses de reconstruction et d'entretien du barrage en question.

En 1383, Charles VI ordonne au juge mage de Carcassonne de contraindre le vicomte à rétablir en son premier état le barrage qu'il a rompu l'année précédente.

En 1393, nouvelle brèche, et deux ans plus tard, le 23 décembre 1395, nouvelles lettres de Charles VI ordonnant au vignier royal de contraindre le vicomte, l'archevêque, les chapitres Saint-Just et Saint-Paul, les religieux de Fontfroide à contribuer aux travaux de reconstruction. (*Archives de Narbonne, pièces non inventoriées*).

1381 il passait à Narbonne autre chose qu'un mince filet d'eau tari en été. Nous possédons un certain nombre de connaissements dressés par un marchand de Narbonne qui expédiait des marchandises dans les pays voisins, à Barcelone, à Montpellier, mais plus fréquemment encore en Orient, à Alexandrie, à Beyrouth, à Damas (1). Ces connaissements nous permettent d'assister aux diverses opérations qu'exigeait l'embarquement des marchandises. On les chargeait à Narbonne sur des barques nommées « capols » qui servaient à la navigation intérieure ; les capols les conduisaient jusqu'au grau ; là, transbordement sur des barques capables d'affronter la mer. Ces barques se dirigeaient ensuite sur des ports où se trouvaient les navires en partance pour l'Orient, Aigues-Mortes, Marseille, Collioure, le cap Leucate. Les navires ne pouvaient plus depuis longtemps venir charger directement à Narbonne, et l'on sait avec quelle ardeur les marchands narbonnais réclamaient l'établissement d'un grand port à Leucate. Leur commerce était certainement gêné par les conditions dans lesquelles il lui fallait opérer, il était loin d'être anéanti.

Nous avons même lieu de croire qu'avant 1381, pendant les années qui ont précédé la guerre du vicomte contre Narbonne, il était encore florissant. Le vicomte Aymeri VII (1328-1389), qui fut amiral de France de 1369 à 1373, s'était laissé prendre en mer par les Sarrazins. Il fut emmené à Beyrouth. A Famagouste, dans l'île de Chypre, se trouvaient des marchands narbonnais. Apprenant ce qui était arrivé

(1) Ces connaissements sont transcrits dans un registre, sorte de *brouillard* ou *main courante* que l'on désignait, au xiv^e siècle, sous le nom de *mannel*. Celui-ci renferme l'indication des opérations de ce marchand, dont le nom est inconnu, pendant les années 1381 à 1389. Il n'est pas aussi bien conservé que le registre des frères Bonis que vient de publier M. Forestié, mais il ne paraît pas présenter un moindre intérêt. Il est conservé aux archives de Narbonne et non inventorié.

à leur vicomte, ils arment une galère, le délivrent et lui remettent 500 florins pour qu'il puisse rentrer à Narbonne. Est-ce là le fait de commerçants ruinés, sans influence et qui n'ont que de rares relations avec les pays où ils se montrent si résolus et tentent un coup de main si hardi ?

Nous n'allons pas jusqu'à prétendre que le commerce et l'industrie fussent aussi florissants à la fin du xiv^e siècle qu'avant les désastres de la guerre contre les Anglais. Les attaques incessantes des Grandes Compagnies ôtaient toute sécurité au commerce par voie de terre, les pirates devenaient sans doute aussi plus hardis. La fortune générale était bien réduite puisque le nombre de feux imposables était descendu de 2,500 en 1366 à 500 en 1380. Il est certain cependant que les relations avec l'Orient n'étaient pas interrompues, que l'on continuait à fabriquer du drap pour le Levant, à expédier les produits du pays et en particulier le miel, que l'on importait les épices distribuées ensuite dans le reste de la province. Aussi y avait-il toujours à Narbonne des fortunes considérables acquises dans le commerce. C'est à cette époque, en effet, qu'un ancien marchand de Narbonne, Raimond Serralher, achète le château de Coursan au vicomte Aymeri VII qui a dû se décider à cette vente sous le coup d'une impérieuse nécessité. Les habitants de Narbonne pris de pitié pour leur vicomte lui donnent, à titre purement gracieux, cinq mille florins d'or avec lesquels il rachète son château (1).

Il nous semble bien établi par ces documents rencontrés, nous le répétons, au hasard de recherches entreprises dans

(1) Nous ne connaissons pas la date exacte de cette transaction. Elle est mentionnée, ainsi que la délivrance du vicomte par des marchands narbonnais qui se trouvaient à Famagouste, dans un acte sur parchemin, en date du 9 décembre 1381, conservé aux archives de Narbonne et non inventorié. Antérieure à 1381, cette transaction est postérieure à 1341, date à laquelle Aymeri succéda dans la vicomté de Narbonne à son frère Amalric III, mort sans enfants.

un tout autre but, que Narbonne ne fut pas frappée, dès le milieu du xiv^e siècle, d'une décadence profonde et rapide, et nous ne serions pas étonné si des recherches conduites méthodiquement dans nos archives et dans les pays avec lesquels Narbonne a été en relations, permettaient de modifier sur bien des points le tableau qui a été tracé de son commerce maritime.

I

RÉPARATIONS AU BARRAGE DE L'AUDE EN 1352

F^o 67 v^o. En Johan Toron, en Johan Martin son levados de la quista d'un dr per l. per lo fag de la gera, e pus xvi s. per testa d'ome que tenga ostal per la obra d'Aude, de totz los catre tersos (1) del Bore.

Suit le détail des sommes levées en octobre, novembre, décembre, janvier.

F^o 68. Soma : tota la resepta que nos clavaris avem auda de tot lo Bore per los n presonals (2) ques levava per l'obra d'Aude e per la quista d'un denier per l. ques comenset a levar en novembre l'an m m^e lli ; escut a xxvii s. : m mccc xx l. iii s. i, en lacal soma avem reseupuda motas partidas de diverses fors de monedas, aysi cant apar escrig en aquest comte per la man dels quistos (3) desus ditz, en que trobam que l'escut ven a for de xxvii s. xi d. mentz ii s. v d. al tot, compensada la 1^a am l'autra, que montan m vi^e lxx escuts

(1) La partie de Narbonne située sur la rive droite de l'Aude s'appelle encore aujourd'hui *Bourg* ; celle qui est sur la rive gauche s'appelle *Cité*. On les divisait chacune en quatre *tersos* ou quartiers.

(2) Il résulte de ce passage que le taux du *presonal* était de huit sous par tête de chef de maison.

(3) Les *quistos* étaient les receveurs de l'impôt appelé *quista*.

e terz mentz iii d. valon, razonat a xl s. l'escut, mmm ccc xxiiii l. xii s. x d.

F^o 69. En R. Sigier, en Johan Gisbert son levados de la quista d'un d. per l. en novembre l'an m^{me} lni, per lo fag de la gera, e pus xvi s. per testa d'ome que tenga ostal per la obra d'Aude, de totz los iii tersos de la Sieutat.

Suit le détail des sommes levées.

Soma : tota la resepta que nos clavaris avem auda de tota la Sieutat per los ii presonals ques levava per l'obra d'Aude e per la quista d'un d. per l. ques comenset a levar en novembre l'an m^{me} lni : escut a xxviii s. : ix^e lxxviii l. v s. iii d., en la cal soma avem reseupuda motas partidas de diverses fors de monedas, aysi cant apar escrig en aquest comte per la man dels quistos desus ditz : en que trobam, compensada la 1^a am l'autra, que ven l'escut a xxviii s. i d. mentz iii s. i d., que montan vi^e lxxxxvii escuts 1/2 mentz iii s. x d., valon, razonat a xl s. l'escut, m ccc xciiii l. xiiii s. vi d.

F^o 72. Lo s. Ar. Benezeg deu que a pres en partidas per metre a la obra d'Aude, aysi cant apar escrig atras en motas partidas a xxxix carlas, v^e lxxii escuts d'aur nous e pus cc xcvi floris de bon pes valon, razonat a xl s. l'escut el florin a xxxvii s. la pesa, comtantz.....
..... 1or. M vi^e lxxxii l. xii s.

F^o 83. Aysi dejos escrig son las despesas quel sen Ar. Benezeg a traytas per far obrar la payseyra d'Aude, tot per jornadas aysi cant dejos se conten.

Suit le détail des travaux faits sous la direction de Bénézeg et commencés le 13 août : notre registre, dont les derniers feuillets manquent, donne ce détail, en 18 pages, jusqu'au 19 octobre. A cette date, Bénézeg n'avait dépensé que 1,403 livres 17 sous 10 deniers sur les 1,681 livres 12 sous qui lui furent remis ; les 277 livres 14 sous 2 deniers restant durent être employés du 19 octobre au 7 novembre, et le détail s'en trouvait sur les feuillets disparus. Chaque page se termine par le total des

sommes dont elle renferme l'énumération. Le compte entier devait se terminer par un total général égal à la somme dont Bénézeg était débité, ainsi qu'on le voit dans le compte de Bn. Franc. C'est Bn. Franc qui, le 8 novembre, remplace Bénézeg. Il dirige les travaux jusqu'au 24 du même mois.

F^o 75. Lo comun deu que lieurem per mandament dels senhors al s. Bn. Franc per metre a la obra d'Aude, aysi cant apar escrig atras en XLII cart. de la moneda que valia xxvii s. l'escut..... tor. CCLVII l. IX s. VI.

El sus dit Bn. Franc redec comte de la moneda desus dita aysi cant en apres se conten.

Suit le détail des dépenses faites, du 8 au 24 novembre, aux f^{os} 75 v^o, 76 r^o et v^o, 77 r^o, et le clavaire constate alors que les recettes et les dépenses se balancent.

F^o 77. Soma per totas aquestas despesas que a feitas en la payseyra d'Aude e per las compras de las caretas que rent lo s. Bn. Franc, escut a xxvii s. CCLVII l. III s. III d.

It. pus que rendec desobras lo s. Bn. Franc, escut a xxvii s. tor..... VI s. II d.

Soma per tot cclvii l. ix s. vi d. laseals avia reseupudas per la man de min Bn. Amiel, clavari.

Archives de Narbonne. Registre papier, non inventorié. Manuel des clavaire de 1332.

II

RUPTURE DU BARRAGE DE L'AUDE PAR LE VICOMTE EN 1382

..... En perseverant a la destruccion de la dite ville (de Narbonne) a fait le dit viconte crier en la ville de Cussac et es villes de Moissain, de Corsien et de Vessilien (1), que

(1) Coursan, chef-lieu de canton (Aude); Cuxac, canton de Coursan; Moussan, canton de Narbonne; Védillan, commune de Moussan.

sur paine de la hart ou de perdre la vie et sur tout ce qu'il se povoient meffaire, qu'il atlassent chacun en son endroit pour rompre la paixeire de la riverie d'Aude, laquelle avoient faite faire les dis habitans de Narbonne et laquelle riviere a accoustume de passer par la dite ville de Narbonne, pour tolir le droit cours de la dite riviere et que par icelle riens non peust venir a la dite ville ; et, de fait, par les dites gens de Cussac et autres villes dessus nommees et ses gens d'armes dessus declairees en l'article precedent et autres, tant gens d'armes comme du plat pays, a fait rompre et despecier la pexerie de la dite riviere, et tellement que la dite riviere a mue son cors dont la dite ville est fort empirée ; et les habitants y ont souffert et seuffrent tres grant et irreparable domnage, et aussi le roy nostre seigneur pour le fait du droit de la reve qui en vault moins et autrement en plusieurs cas et manieres.

Document fourni par les consuls de Narbonne et inséré dans un acte du 18 avril 1382 par lequel défaut est requis contre le vicomte et ses complices qui, cités devant le Parlement par lettres royales du 13 janvier, ne se sont pas présentés. Archives de Narbonne, pièce parchemin, en date du 9 mai 1383, non inventoriée.

..... Item quod in flumine Atacis dudum fuit constructa quedam paxeria prope locum de Cucciaco, que paxeria prohibet aquam fluminis Atacis discurrere alibi et alia loca preterquam ad villam Narbone ; que paxeria cum diversis reparationibus decostitit quinquaginta milia librorum et ultra.

Item quod dictus dominus vicecomes, post et contra dictam appellationem, dictam paxeriam, in magnum dampnum ville Narbone et castrorum circumvicinorum et etiam diminutionem patrimonii domini nostri regis, de facto fregit et fregi fecit per gentes suas et castrorum tunc

suorum de Cucciaco, de Corciano, de Mossiano, de Viti-
liano et plurium aliorum locorum.

Item quod ratione diete fractionis diete paxerie, aqua
dicti fluminis Atacis que solebat apud Narbonam discurrere
et non alibi, mutavit cursum suum versus stagnum
Narbone, et ad villam Narbone non declinavit, ut consue-
verat et solebat, et quibus et inundationibus inde subse-
quitis terminalia et laborancia Narbone predicta existunt,
et populus Narbone ex hoc dampnificati sunt usque nunc
in XL milibus francorum auri et ultra vel circa.

Item quod omnia molendina a dicta paxeria usque ad
villam Narbone infra dictum flumen Atacis existentia
propter perdicionem aque redacta sunt inutilia et imper-
fecta ad molendum.

Item quod barche et carrate et alia navigia que venie-
bant de gradu Narbone usque ad dictam villam Narbone
per dictum flumen Atacis cum mercibus et victualibus ex
quibus dicta villa in parte providebatur ante fractionem
diete paxerie modo venire et adduci non possunt propter
carentiam aque fluminis predicti.

Item quod arbores navium, galearum, anthonas fusteas,
carracia, rema et aliorum plurium fustorum genera que
de nemoribus regiis et aliorum dominorum per dictum
flumen Atacis vehabantur et asportabantur apud Narbo-
nam et deinde usque ad mare et per consequens in regno
Aragonum et in Provincia asportabantur seu ducebantur
ante fractionem diete paxerie, nunc totum cessat et prop-
ter carentiam aque fluminis Atacis hoc fieri non potest.
Ex quibus patrimonium regium diminuitur et diminuetur
quolibet anno de quingintis francis auri et ultra, prout in
computis receptorum emolumentorum aquarum, nemorum
et forestarum regiarum potest liquide apparere.

Archives de Narbonne. Pièce papier, non datée, écriture du
xiv^e siècle, non inventoriée, renfermant l'énumération des griefs
que les consuls ont à faire valoir en justice contre le vicomte.

III

COMTE DE LA PAYSEYRA DEL COMUN.

Deu en Bn., mondier de Mosan, que li baylem comtant, a III de novembre, co par al manuel (1), en LXXXVI car., x franc, co par per carta prera (2) per mayestre Bn. Antoni (3)..... X l. VI s. III.

Pus, deu que a resuput comtantz, a xxiii genier, co par per carta prera per m^a Bn. Antoni, l'an LXXX, lo gorn (4) sus dit, x franc..... X l. VI s. III.

Pus, a reseuput, a xxvi d'aost, v franc, val.....
..... VI l. III s. I 1/2 (5).

Pus, a reseubut per la man de mi G. Ausel, clavari, a xxvi d'aost, per la paga de sant Just de l'an LXXX, sine fr. valon..... V l. III s. I 1/2.

El comun li deu per la paga de la payseyra, de paga de sant Just de l'an LXXIX, detz franc..... X l. VI s. III.

Pus, li deu lo comun per la pension que li fa per tenir la payseyra en bon (?) dreg per l'an LXXX que comensa en genier, xx franc, val..... XX l. XII s. VI (6).

Archives de Narbonne. Registre papier, non inventorié, renfermant les comptes de Jacme Rogier, clavaire, de 1379-1380, f^o 161 v^o.

(1) Ms : *manel*.

(2) Ms : *prar*.

(3) Ms : *Antoi*.

(4) Ms : *goron*.

(5) Les articles qui précèdent sont de la main de Jacme Rogier. Celui qui suit a été ajouté sur le registre de J. Rogier par G. Ausel, clavaire de 1380 à 1381.

(6) Ces deux derniers articles sont de la main de J. Rogier.

IV

CONNAISSEMENTS.

(F^o 46 v^o). L'an LXXXV. Franc per XX s.

Ad honor e a reberenssia de nostre senhor Dieu benezecte (1) e de tota la santa trinitat e de lla verges gloriora benaurada (2) maire de Dieu e del glorios cors ssant mss. sant Paul de Narbona e de llas benezectas (3) santas xi mel·lia verges et de tota la cort sellestial de paradis, que nos ssalve en mar et en tera, e nos don garang de bona part. Amen. Aissy apres escribem so que mandam al viage de Domas (4) am la nau sant Johan e ssanta Magdalleña, en guarda de Dieu e d'en G. Palma jove, l'an desus a xvi de otoire.

Prumeiramen.

Balla I.

ii blaus.
ii vermels.
ii vertz.

Balla II.

ii blaus.
ii vermels.
i vert.
i gruec.

Balla III.

ii blaus.
ii vermels.
i vert.
i gruec.

Balla IIII.

ii blaus (5).
ii vermels.
ii vertz.

(1) *Benezecte*, béni.

(2) *Benaurada*, bienheureuse.

(3) Ms: *benenezectas*.

(4) Damas.

(5) Ms. *baus*.

<i>Balla V.</i>	iii vermels.
vi rullós vermels.	i vert.
<i>Balla VI. (1).</i>	(F ^o 47). <i>Balla X.</i>
ii blaus.	ii blaus.
ii vermels.	iii vermels.
ii verstz.	i vert.
<i>Balas VII.</i>	<i>Balla XI.</i>
ii blaus.	i blau.
ii vermels.	iii versts.
ii verstz.	iii vermels.
<i>Balla VIII.</i>	<i>Balla XII.</i>
ii blaus.	ii blaus.
ii vermels.	i vert.
ii verstz.	i vermel.
<i>Ballas VIII.</i>	iii mesclatz (2) burels.
ii blaus.	i drap mesclat burel per anvoia.

Soma que ha aissy en aquestas xii ballas lxxvi draps acollorastz, co apar en las ditas ballas que vallon a ix floris 1/2 la pessa, monta vne e xxii flor. valon, franc a xx ss. V^o LXXVII f. XII s. VI.

Item vii cordas de canabas de Mascon a flor de xv grosses 1/2 la corda, montan, franc a xx ss. VI l. XV s. VIII.

It. per v cordas de borassa, a for de xiii g^o la cordas, monta. III l. VII s. VI.

It. per xxiii cordas a liar, monta. I l.

It. per liar e fiel. II.

It. per portar al capol (3) e ssagelar e nolit de qapol. I l. X s.

(1) Ms. *Bas*.

(2) Ed. Forestié dit que le drap mêlé venait des Flandres. (*Les livres de comptes des frères Bonis* p. 67, n. 2). Il est certain qu'on en fabriquait aussi à Narbonne.

(3) Le « capol » était une sorte de bateau employé seulement pour la navigation intérieure.

It. per nolit de barqas fin en Aigas-Mortas..... III l. VIII s. VI.
 It. per revas d'Aigas-Mortas, e cargar en nau.... II l.
 It. per vi dr. per liura am la clavayria d'Aigas-Mortas,
 espachat (1) per vi^e flor., montan xv flor., vallon.. XII l.
 It. per nolit de nau, a xii g^o per drap, montan. LVI l. V s.
 It. per rullar los rullós e tella a encamirar xxviii g^o.... I l. XV s.
 S. VI^e LXVIII l. XIII s. II.

Pres ne qarta maistre Johan Bondonaire, l'an miii^e lxxxv,
 a xvi de otoire, al nostre libre.

IIIU.

(F^o 67 v^o). Lo viatge de Rodas, d'Alysandrya e de Barut
 que va sus la nau Santa-Marya que es al port de Laucata,
 am la garda de Dieu e de la Verges Maria benezecta e del
 gloryos cos santz moss. sant Paul de Narbona e de las bene-
 zectas xi^m verges, que Dieus don salvament e guarang.
 Amen. Et en la comman de s. Berthomieu Teulyer e de
 Jac. Baron, e partit del port de Laucata, l'an lxxxvii.

<i>Bala n^o 1. (2).</i>	ii vermels.
ii blaus.	per anvoya ii chalos: i petit
ii vertz.	e i gran.
i morat (3).	
iii vermels.	<i>Bala n^o 3.</i>
per anvoya i chalon gran.	ii blaus.
	iii vertz.
<i>Bala n^o 2.</i>	i morat.
iii blaus.	ii vermels.
ii vertz.	per anvoya i chalon gran.
i morat.	

(1) Sorte d'impôt, cf. p. 111.

(2) On remarquera que dans ce connaissement les ballots sont numérotés en chiffres arabes.

(3) Drap brun foncé.

Bala nº 4.

iii blaus.
ii vermels.
i gruec.
ii vertz.
per anvoya ii chalos: i petit,
i gran.

Bala nº 5.

ii blaus.
iii vertz.
i morat.
ii vermels.
per anvoya ii chalos: i petit,
i gran.

Bala nº 6.

iii vermels.
ii vertz.
i gruec.
ii blaus.
per anvoya ii chalos: i petit,
i gran.

Bala nº 7.

ii vertz.
ii blaus.
i morat.
ii vermels.
per anvoya ii chalos: i petit,
i gran.

Bala nº 8.

ii blaus.
ii vertz.
i morat.
ii vermels.
per anvoya ii chalos (1):
i petit, i gran.

Bala nº 9.

iii blaus.
ii vertz.
i morat.
i vermel.
per anvoya ii chalos: i petit,
i gran.

Bala nº 10.

v blaux.
i vermel.
i blau.
1/2 blau.
per anvoya iii chalos: iii pe-
tits, i gran.

Bala nº 11.

vi rolhos vermels.
per anvoya iii chalos petits.

Bala nº 12.

vi rolhos vermels.
per anvoya ii chalos petits.

A en las ditas xii balas lxxxviii draps e 1/2 que us quy
autres, que costan viii fran la pessa, montan. VII^e VIII fra.

It. pus, x pessas chalos grans e xv de petitiz, que con-
tam a x grans, son per totz xx chalos grans, que costan (2)
iii fl. la pessa, montan lx fl. que valon. XXXXVIII fra.

(1) Ms. *calos*.

(2) Ms. *constam*.

(F^o 68). It. pus, per xxxxi jaras mel que peran net xxxvii q. v l. 1/2, a for ii fr. lo q. carguat en nau, montan..... LXXXIII fra II g^o.

It. pus, per 1^a corda blanca flor per encamirar xii rolhos, que costa xxiii g^o, que valon..... I l. X. s.

It. pus per xxx canas boras per enserpelar xii balas, que costan Lxxii g^o que valon..... III l. X s.

It. pus per xxiii lardeyas (1), a for i g^o la pessa, montan xxiii g^o, valon..... I l. X s.

It. pus per rolhar xii rolhos, a iii g^o la pessa, montan xxxvi g^o que valon..... II l. V s.

It. pus per fiel a coryr (2) las xii balas, i g^o val. I s. III.

It. pus per iii canas tela per encamirar v draps blanx, a for de iii g^o la cana, montan xii g^o, valon..... XV s.

It. pus per liyar e sagelar las xii balas, a i g^o viii la pesa, montan xx g^o que valon..... I l. V s.

It. pus per portar als capols, a iii d. per bala, montan iii g^o valon..... V s.

It. pus per portar las ditas xii balas fin al gra, a i g^o iii per bala, montan xvi g^o val..... I l.

It. pus per portar del gra fin en nau, a ii g^o per bala, montan xxiii g^o que valon..... I l. X s.

It. pus per portar del gra fin en nau, a ii g^o per bala, montan xxiii g^o que valon..... I l. X s.

It. pus per robinatge de XII balas, a ii s. per bala, montan xxiii s. tor. que valon..... I l. III s.

It. pus per los iii denies per l'espachat, per v^o xxxi l. montan..... VIII l. XVII s.

It. pus per nolit de nau, a xi g^o per drap, franc per

(1) Sorte de corde appelée dans le conuainissement précédent *corda a liar*.

(2) *Coryr*, coudre ; Raynouard a la forme *cozîr* et l'on a pu remarquer déjà de nombreux exemples de rhotacisme ; les exemples de sigmatisme, bien que moins fréquents, ne sont pas très rares dans les textes narbonnais de cette époque.

xvi g^o, montan xxxviii l. viii s. que valon, fra. a xx s....
 LX l. X s.

Soma per tot, lo franc)
 d'aur per xx s.) VIII^e XXXV l. III s. III d.

En que s. Jac. Carquasona III^e LV l. viii s.

It. ha Jac (nom illisible) vi^e l.

De que pres carta de com[an]da M^a Johan Bondonayre,
 notari, a v setembre, l'an m. ccc. LXXXVII.

Mesios faitas per las espesias que son vengudas d'Alysandrya.

F^o 54 v^o. Purmeyrament, per ii alforis, i franc iii g^o iii d.
 valon..... i l. III s.

It. pus per lavar e portar lo gingibre amon e per l'aygua
 xii g^o valon..... XV s.

It. per la despessa que jeu hi fery, xii fran. vi, valon..
 XII l. VII s. VI.

It. pus per fyel a far los sax, ii g^o valon..... II s. VI.

It. pus per portar lo pebre el gingibre de l'ostal d'en
 Gr. Salvanhi a l'ostal de s. Jac. G. viii g^o valon.... X s.

It. pus per far sacz de boras al pebre e al zinzibre, en
 que n'a viii canas de boras, e fyel per coryr los sacz, mon-
 tan i franc xi g^o valon..... I l. XIII s. VIII.

It. pus per montar viii p^o gingibre a la terada de s. Jac.
 G. e ensacar e disendre los de la terada, v g^o iii d. valon...
 VI s. VIII.

It. pus que a despendut Jac. Baron que a stat a Mon-
 pelier desa Nadal xxxv jorns e anar e tornar e autras
 mesios vii fra. vi g^o valon..... VII l. VII s. VI.

It. pus deu que despes Jac. Baron..... (1)

(1) Ici une ligne que nous n'avons pu déchiffrer.

mi fran III l.

S. XXVIII l. VI s. XI.

FINAT.

Les deux connaissements qui précèdent et l'énumération des dépenses faites pour les épices arrivées d'Alexandrie sont empruntés au manuel dont il est question p. 99. Ce registre renferme encore d'autres connaissements qui diffèrent peu des deux que nous donnons in-extenso; en voici la liste :

En mai 1381, envoi de draps à Alexandrie par un navire parti du cap Leucate;

En octobre 1382, envoi de draps à Beyrouth et à Alexandrie par un navire parti de Marseille :

En octobre 1383, envoi de miel à Alexandrie, départ du port de Leucate ;

Même date, Jacques del Solier d'Avignon remet de la part de notre marchand 230 ducats d'or aux capitaines de « la nau dels sehos de Montpellier que cargua a Masela; »

En 1384, envoi de draps et de miel à Alexandrie, départ du cap Leucate ;

En 1385, envoi de miel à Alexandrie, départ d'Aigues-Mortes ;

En 1385, envoi de draps à Damas, départ d'Aigues-Mortes ;

En mai 1386, envoi de draps et de miel à Alexandrie par le navire de Collioure , départ du port de Leucate ;

Dépenses faites pour des épices venues d'Alexandrie ;

En septembre 1387, envoi de draps et de miel à Rhodes, Alexandrie et Beyrouth, départ du port de Leucate ;

Épices reçues d'Orient par Montpellier ;

En novembre 1387, envoi de miel, à Alexandrie, remise d'argent au capitaine du navire de Montpellier pour en faire le change, départ d'Aigues-Mortes ;

En 1388, envoi de grains à Montpellier par un navire venant de Barcelone ;

Même année, envoi de 50 setiers d'orge à Barcelone par la barque de Jac. Bermon de Sérignan ;

Même année, envoi de draps à Rhodes et à Beyrouth, départ de Collioure ;

Même année, envoi de miel à Alexandrie ;

En 1389, envoi de drap à Beyrouth et à Alexandrie ; départ d'Aigues-Mortes.

Même année, un connaissance incomplet. On envoie des draps ; le port destinataire n'est pas indiqué.

Au f^o 1 de ce registre, après une invocation qu'une mouillure a rendue presque complètement illisible, on lit : En l'an que hom conta m^{re} LXXXI a.... de july, comeusem a escriure an aquest manuel senhan de la †

Archives de Narbonne. Registre papier, non inventorié.

V

ACHAT DU CHATEAU DE COURSAN.

DÉLIVRANCE DU VICOMTE AYMERI VII, CAPTIF DES SARRAZINS
A BEYROUTH

Item et deberet idem dominus vicecomes attendere quod, pro magna necessitate ejusdem domini vicecomitis idem dominus vicecomes compulsus vendidit castrum de Corsiano cum omnibus suis juribus et pertinenciis Raymundo Serralherii, quondam mercatore Narbone, tunc viventi ; quod videntes domini consules ville Narbone qui tunc erant et singulares ipsius ville compacientes dicto domino vicecomiti et ejus statui, dictam venditionem de facto revocari fecerunt, et procurarunt et de bonis universitatis dicte ville et singularum de eadem quinque milia florenorum

auri dicto domino vicecomiti liberaliter dederunt; ex quibus solvit precium a dicto Raymundo habitum sic et taliter quod dictum castrum de Corciano remansit dicto domino vicecomiti et adhuc ipsum tenet et possidet.

Item etiam deberet dictus dominus vicecomes advertere quod, quando navigavit et extra villam Narbone per mare accessit ad locum de Barut qui est in potestate Saracenorum, et ibi esset arrestatus et dubitaretur de persona sua; cum primum predicta devenerunt ad audienciam mercatorum narbonensium qui erant in loco de Famagosta insule et regni Chipri, iidem mercatores qui erant in dicto loco de Famagosta suis propriis sumptibus armarunt et armare fecerunt quandam gualcam, et ad locum ubi erat dictus dominus vicecomes arrestatus accesserunt, et ipsum dominum vicecomitem de facto abinde extraherunt et in loco tuto posuerunt, taliter quod salvus et illetus effugit a manibus dictorum Sarracenorum, non sine magnis sumptibus et expensis, quia dicti mercatores de suo proprio expenderunt pro premissis mille trescentos florenos auri et ultra. Et ex post v^o florenos auri eidem mutuo traderunt quando fuit in Famagosta insule et regni Chiprii, de quibus habuit expensas pro redeundo in Narbona. De quibus omnibus summis dicti mercatores Narbone a dicto domino vicecomite nichil adhuc recuperarunt; ad que predicta omnia et singula danda seu acomodanda eidem domino vicecomiti dicti domini consules et singulares diete ville Narbone ex debito minime tenebantur seu etiam tenentur; sed hoc fecerunt ex eorum urbanitate et pro bono amore et liberalitate et ut dictum dominum vicecomitem retinerent amicum et ejus amicitiam acquirerent et acquisitam conservarent.

Archives de Narbonne. Pièce parchemin du 9 décembre 1381, non inventoriée. C'est l'acte par lequel les consuls en appellent au roi du déli que leur a adressé le viconte, le 1^{er} décembre. Accusés de rébellion contre le roi, le duc de Berry et le viconte,

ils prouvent, en rappelant leurs actes, qu'ils ont toujours été fidèles au roi et au duc, et ils reprochent au vicomte de n'avoir gardé aucun souvenir des services qu'ils lui ont rendus.

VI

PIRATES

F^o 139 v^o. Pus, paguey al corieu de Perpenhan local portec i letra als senhors cosols en laqual los faria asaber los cosols de Perpenhan que guals de morols avian vistas a cap de Crotz, a m de jun..... I liv. II s. VI.

F^o 140. Pus, paguey per I corieu que nos manderon los cosols de Montpellier am i letra en que faria mension que estesem aviratz que III guals de morols avia en Provensa, a xiii de jun..... XII s. VI.

Archives de Narbonne. Registre papier non inventorié, renfermant les comptes de G. Ausel, clavaire, de 1380-1381.

VII

NOMBRE DE FEUX A NARBONNE EN 1380

F^o 136. Paguey per los vi d. pararis per foc, loscals s'endison a Narbona, en genier l'an lxxxı, al cosel del m estatx..... per v^e focz, que montan n^el g^o. valon..... XVI. XII s. VI.

F^o 139 v^o. Paguey per los iii g^o per foc que foron enditz per l'anada de Paris,..... dels cals iii g^o per foc fu ieu, G. Ausel, resebedor de tota la vignayria, de que ne ven a Narbona, per v^e focz..... CXXV^l.

Un impôt de 3 francs par feu avait été voté par les députés des communes de Languedoc envoyés à Paris, en 1380, pour

demander le rappel du duc d'Anjou. Cet impôt doit être payé en trois termes égaux, le premier en juin, le second en janvier ; sur la demande des gouverneurs de la Province, le paiement du second terme a été *anticipé* ; il doit se faire le premier septembre. Mais Narbonne ne paie cet impôt qu'avec peine ; on doit pour obtenir de simples acomptes envoyer des garnisaires qui mettent en état d'arrestation les consuls et le clavaire. Ces indications nous paraissent nécessaires pour l'intelligence des textes suivants qui prouvent que chacun des termes dus par la ville était de 500 francs et que par conséquent elle ne renfermait que 500 feux imposables.

F^o 162. S. Ar. de Quabaretz, rescbedor dels iii franc per foc que foron enditz per los comus a Paris, l'an LXXX, deu que li baley a xxx de julli..... CL l.
pus, deu que li bayley a v d'aost..... C l.
pus, deu que li bayley a xxiii d'aost..... C l.
pus, deu que li bayley a xxii setembre..... CL l.
pus, deu que li bayley a xii otoyre..... CC l.
pus, deu que li bayley a viii de dezembre..... CC l.

S^a viii^e l.

F^o 127. Pus, paguey que despendey de mesion de boqua de ii gorns que me fee estar arestat s. Ar. de Quabaretz al cosolat..... VII s. VI.

Cette dépense a été faite le 22 août.

F^o 128 v^o. Pus, paguey per mandament dels senhors cosols an Johan Casayre e an Johan Mararan per so que avian trebàllat a estar en guarniron sus lo comun per la pagua que deviam aver paguada en jun a la defensa del pais..... a xviii de setembre..... I l. X s.

F^o 129 v^o. Pus, paguey per foguasas e vin e sardas que comprey cant lo senhors cosols begron al cosolat, car lo comesari de Carquasona los avia (1) arestatz a v d'otoyre..
..... I s. X m^a.

(1) Ms. : *avi*.

Pus, paguey a s. Ar. de Quabaretz per mi polisias que m'avía feitas dels paguamens que li fi de las v^e l. que li bayley per partidas, lascals polisias li rendey cant mi baylet la billeta, lascals eran de la pagua que deviam pagar en jun, e per la bileta per tot..... II s. VI.

Pus, paguey an Jac., lo castelan de Querbus (1), local estec en guarniron am i sirvent de Carquasona sus lo comun, e fone mandat per los senhors cosols que los bayles per los viii jorns que sa esteron xu franc, a viii d'otoyre..... XII l. V s.

Foron tramezes per los senhors governados car no aviam paguada la pagua(da) dels v^e franc que deviam lo prumier jorn de setembre, de que era resebedor s. Ar. de Quabaretz.

Archives de Narbonne. Comptes du clavaire G. Ausel (1380-1381) (2).

ALPHONSE BLANC.

(1) Château de Queribus, commune de Cucugnan, canton de Tuchan (Aude); il n'en reste que des ruines. — Jacques, le châtelain dont il est ici question, fut tué au mois d'octobre 1381 en même temps que Jacques Arnault de Montredon. C'est ce que nous apprennent des lettres de rémission données, le 8 mars 1390, par Jean Leton, lieutenant du connétable Olivier de Clisson pour le Languedoc, le Dauphiné, etc. Dans ces lettres, le châtelain de Queribus et J. Arnault sont appelés « sergents du roi ». — Le nom de ce châtelain doit être ajouté à la liste des châtelains de Queribus dressée par Mahul, (t. IV, p. 537, du Cartulaire de Carcassonne); en effet, on ne saurait le confondre avec Beraud de Marquefave, damoiseau, pourvu de la châtellenie de Queribus, en 1376. Le nom du successeur de notre garnisaire dans cette chatellenie est inconnu.

(2) Les textes cités plus haut renferment un certain nombre de mots qui manquent au *Lexique* de Raynouard. La plupart sont d'une explication très facile : *acoloratz*, *billeta*, *boras*, *borassa*, *cana*, *canabas*, *cap*, *desobras*, *encamirar*, (*encamisar* en rétablissant l's), *ensacar*, *enserpelar*, *garang*, *manuel* (R. ne donne ce mot que comme adjectif), *mondler*, *morol*, *los quistos*, *razonat*, *robinatge* (droit à payer par les barques naviguant sur une robine), *treballar* au sens moderne de *travailler*. Pour les autres nous avons

donné le sens de quelques-uns dans les notes. Nous donnons ici ceux qui sont le plus difficiles à comprendre avec l'explication que nous proposons ; il en est pour lesquels nous n'avons rien à proposer.

ALFORIS (p. 112). Nous trouvons seulement les indications suivantes dans Ducange : ALFORATCS, Armis omnibus instructis. Acad. Hispan. in diction. *Alforjar*. Providere alicui de viatico. [“ *Alforja* iis est *Montica*, *pera*].

ANVOIA (p. 108 et *passim*).

BLANQUA FLOR (p. 111), sorte de corde. N'est-ce pas la même sorte que la « corda de canabas de Mascon » ? V. plus loin.

CAPOL (p. 108 et *passim*), sorte de barque dont il est souvent question dans les textes narbonnais. Pus, per portar e merurar lo blat que los senhors cosols feron descarguar del capol (F^o 139 comptes du clavaire, 1380-81).

Le dit seigneur visconte est en poession de prandre de chascue capoul portans du bois a Narbonne a qui qu'il apartienne ou en quel lieu qu'il se decharge dans la dite ville, deux charges d'homme de chascue capoul (AA. 114, f^o 94 v^o, acte de 1313 traduit en 1641).

Nos connaissances montrent que ces barques ne servaient qu'à la navigation intérieure. Ils ne franchissent pas le grau.

CHALON (p. 103), sorte d'étoffe fabriquée à Châlons (?)

ESPACHAT (pp. 109 et 111). Est-ce un impôt ou une sorte de prime d'assurance ? Ducange dit au mot *Espagium* : Jus sibi vindicandi res furatas, et de iis cum earum dominis componendi, ut ipsis restituantur.

LARDEGIA (p. 111). Corde servant à lier les ballots. Ce mot est employé dans le second de nos connaissances dans une énumération d'articles d'emballage à la place où le premier parle de « cordas a liar ». Une fois la « lardegia » employée, il ne reste plus qu'à coudre les ballots. Ed. Forestié (*Comptes des frères Bonis*, p. 63, n. 4) explique ainsi ce mot : « corde servant à attacher les diverses fournitures » ; et p. 65 on lit : « corda lardieira ».

MASCON (p. 108). Mâcon. « Cordas de canabas de Mascon », cordes de chanvre de Mâcon.

MORAT (p. 109), brun foncé. Ducange, *Moratus*, niger, fuscus.

PARARIS (p. 116). Le second *r* a été amené par le rhotacisme ; en rétablissant *s* on lit *parasis* ; le « denier pararis » du clavaire narbonnais ne me paraît être autre chose qu'un « denier parisis ».

PRESONAL (p. 101). On trouve aussi *pesonal* dans d'autres textes de cette époque. Impôt de capitation. R. ne donne le mot *personal* que comme adjectif.

ROLBAR (p. 111), *rullar* (p. 109), mode d'emballage des draps appelés *rolhos* ou *rullos*.

TERADA (p. 112), terrasse (?).

TERSON (pp. 101 et 103), quartier d'une ville ; en 1352, chacune des deux grandes divisions de Narbonne, Bourg et Cité, est subdivisée en quatre « tersos ». Cf. *terz* = tiers.

LA FIN DE LA MONNAIE

DE NARBONNE

Nous avons eu la bonne fortune de retrouver et de publier successivement au hasard de leur découverte un certain nombre de monnaies, de coins monétaires et de documents concernant l'atelier de Narbonne. Nous allons essayer aujourd'hui de compléter les renseignements qu'ils nous ont fournis. Nos nouvelles recherches n'ont peut-être pas eu de bien grands résultats; nous aurons du moins l'occasion de grouper et de résumer les faits antérieurement acquis. Nous allons donc revenir sur une question déjà traitée, ce qui rendra inévitables quelques répétitions dont nous nous excusons d'avance. La longueur des documents précédemment publiés nous avait fait abréger autant que possible quelques remarques indispensables, nous pourrions mettre un peu plus en évidence aujourd'hui les faits qui le méritent.

I

Nous n'avons presque rien à ajouter à ce que nous avons déjà dit de l'atelier de Narbonne pendant la Ligue. Il nous

a été possible d'y suivre la fabrication monétaire de 1588 à 1594 (1); mais nous ignorons encore l'époque exacte de sa première installation.

En 1539 la lettre Q avait été attribuée à l'atelier de Châlons-sur-Marne (2), et en 1588, ou peut-être même avant, on fabriquait à Narbonne des espèces portant la lettre monétaire Q.

En 1594 on y frappait des douzains et des doubles tournois.

En 1591 on y avait frappé des francs et des demi-francs.

En 1586, le duc de Montmorency avait établi un atelier à Béziers, après avoir fermé celui qu'il avait installé auparavant à Beaucaire; on n'y fabriqua que des pièces de six blancs; les directeurs de la Monnaie de Montpellier lui donnèrent 15,000 écus pour le supprimer et l'atelier fut en effet fermé au mois de septembre. Il fit également fabriquer des pièces de six blancs à Villeneuve et à Bagnols (3).

Le maréchal de Joyeuse imita cet exemple et, en 1589, les États de la Ligue décidèrent de faire battre aussi des pièces de six blancs à Toulouse et à Narbonne (4).

Nous avons en effet un *gros de Nesle* daté de 1590 (5).

(1) *Bulletin de la Commission Archéologique de Narbonne*, 1^{er} semestre 1891, pp. 293 à 304.

(2) Cf. Le Blanc, *Traité historique des Monnoyes de France*, p. 328, Paris, 1690; Abot de Bazingham, *Traité des Monnoies et de la Jurisdiction de la Cour des Monnoies*, t. 1, pp. 580 et 621; A. de Barthélemy, *Manuel de numismatique du moyen âge et moderne*, p. 66; Albert Barre, *Graveurs généraux et particuliers des monnaies de France*, p. 23; F. de Sauley, *Eléments de l'histoire monétaire des ateliers du royaume de France*, p. 15; H. Hoffmann, *Les monnaies royales de France*, pp. 99 et 171. — Voyez surtout J. Adrien Blanchet, *Nouveau manuel de numismatique du moyen âge et moderne*, t. 1, pp. 142 et 144.

(3) *Histoire de Languedoc*, édition originale, t. V, pp. 413 et 438. — J. Adrien Blanchet, *Nouveau manuel de numismatique du moyen âge et moderne*, t. 1, p. 144.

(4) *Ibid.*, p. 438. — *Ibid.*, p. 144.

(5) Musée de Narbonne.

On pourrait supposer que l'installation de l'atelier de Narbonne fut la conséquence de la délibération de 1589 ; mais nous avons un douzain portant la date de 1588 (1).

L'atelier avait-il été installé quelque temps auparavant dans des circonstances analogues, ou bien existait-il déjà depuis quelques années et fut-il simplement utilisé par les ligueurs ?

Dans la première hypothèse il serait peut-être possible de fixer l'époque de la première émission.

Un arrêt de la Cour des monnaies, daté du 1^{er} juin 1590, décrit les pièces de dix et cinq sols, six blancs et trois blancs nouvellement frappées à Toulouse, Narbonne et Montpellier (2) ; une ordonnance analogue, datée du 26 mai 1587, mentionne seulement Avignon, Carpentras, Beaucaille, Montpellier et Béziers (3) : faut-il en conclure qu'en 1587 la fabrication n'avait pas encore commencé à Narbonne ? La première émission aurait eu lieu, dans ce cas, vers la fin de 1587 ou en 1588, puisque nous avons un douzain portant cette dernière date (4).

(1) Il appartient à notre confrère M. Louis Narbonne. Le gros et le douzain ont été précédemment décrits. *Bulletin de la Commission Archéologique de Narbonne*, 1^{er} semestre 1891, pp. 301 et 303.

(2) *Arrêt de la cour des Monnoyes, sur le descry des pièces de dix et cinq sols, six blancs et trois blancs nouvellement forgées es monnoyes de Tolouze, Narbonne et Mont-pellier, affoiblies d'une quatriesme partie de pièce*, Paris, 1590. — Arthur Engel et Raymond Serrure, *Répertoire des sources imprimées de la numismatique française*, t. III, Supplément, p. 60.

(3) *Ordonnance de la court des monnoyes contenant le descry des pièces de six blancs et trois blancs forgées en Auignon, Carpentras, Beaucaille, Montpellier et Béziers*, Paris, 1587. — Arthur Engel et Raymond Serrure, *Répertoire*, t. III, p. 59.

(4) M. Frédéric Donnadieu, président de la Société Archéologique de Béziers, a bien voulu nous signaler une pièce dont le mauvais état et sans doute aussi la fabrication grossière rendent assez difficile la lecture de la date qui cependant paraît être 1587.

La collection Bonnel, aujourd'hui au Musée de Narbonne, renferme un gros de Nèste dont la conservation défectueuse et la grossièreté rendent également la date très incertaine. Nous ne donnons pas aujourd'hui la description de ces pièces dans l'espoir de compléter la liste encore bien courte des produits du monnayage narbonnais pendant la Ligue.

II

Fermé pendant presque tout le XVII^{me} siècle, nous avons cependant retrouvé l'atelier de Narbonne ouvert à deux reprises différentes, une première fois vers la fin du règne de Louis XIII, en 1640 ou 1641 (1), une seconde sous Louis XIV, de 1650 à 1652 (2). Lorsque le monnayage au moulin eut partout remplacé la fabrication au marteau, nous avons assisté, en effet, à sa nouvelle installation. Mais cette tentative, nous l'avons vu, ne fut pas plus heureuse que la première.

Vers 1640 ou 1641 on n'avait battu monnaie que pendant quelques années ; le travail avait été bientôt interrompu ; les monnayeurs n'étant pas catholiques avaient été obligés de quitter la ville, l'exercice de leur culte leur ayant été interdit.

Le directeur de la Monnaie devait être alors Brueys, dont le fils, théologien en même temps qu'auteur dramatique célèbre, écrivit, soit seul, soit avec Palaprat, un certain nombre de pièces, dont les plus connues sont le *Grondeur* et l'*Avocat Patelin*.

C'est grâce à M. Armand Bories, notaire honoraire, que nous savons que Brueys père avait été directeur de la Monnaie de Narbonne ; nous allons voir que c'était évidemment en 1640.

Nous lisons en effet dans le premier supplément au *Dictionnaire historique de Moreri*, t. I, p. 196 :

« Brueys (David Augustin) naquit à Aix, selon quelques

(1) *Bulletin de la Commission Archéologique de Narbonne*, 2^{me} semestre 1891, p. 428.

(2) *Ibid.*, p. 413 à 432.

uns, ou, selon d'autres, à Narbonne, où son père, né à Montpellier, était directeur de la monnoye. »

C'est à Aix, en 1640, que serait né l'abbé Brueys, d'après la plupart de ses autres biographies. Il fut converti au catholicisme en 1681 par Bossuet, mais il avait été élevé dans la religion protestante à laquelle son père appartenait donc. Cela s'accorde très bien avec ce que nous a appris l'enquête de 1701 sur la situation de la Monnaie de Narbonne.

On sait qu'en 1640 ou 1641 la fabrication n'avait duré que fort peu d'années, parce que « ceux qui travailloient à ladite fabrication estoient des gens de la Religion préthendue réformée qui s'estoient retirés sur ce qu'on ne vouloit pas leur permettre l'exercice de ladite religion qui n'a jamais été souffert dans la ville de Narbonne. »

On sait aussi qu'il n'y avait pas à Narbonne d'ouvriers monnayeurs : il était tout naturel que Brueys fit venir et protégéât des protestants.

S'il est vrai que le collaborateur de Palaprat soit né à Aix en 1640, ne peut-on pas en conclure que c'est à cette époque que sa famille quitta Narbonne ? Cela semblerait l'indiquer sans le prouver absolument.

Ce serait donc en 1640 et non en 1641 que la fabrication au marteau aurait cessé.

Quelques auteurs cependant affirment que c'est bien à Narbonne que naquit l'auteur de l'*Avocat Patelin* :

« David Augustin, abbé de Brueys, dont quelques biographes placent la naissance à Aix, et que Voltaire se contente d'indiquer comme né en Languedoc, était né à Narbonne, où son père exerçoit les fonctions de directeur de la monnoie... » (1).

Mais si le lieu où naquit Brueys est incertain, la date de

(1) *Voyages pittoresques et romantiques dans l'ancienne France*, par MM. J. Taylor, Ch. Nodier et Alph. de Cailleux. Paris, 1835, deuxième volume, première partie.

sa naissance ne l'est pas. Le désaccord provient peut-être de ce que c'est justement en 1640 que sa famille quitta Narbonne pour aller à Aix.

Ce serait donc bien, dans tous les cas, en 1640, qu'aurait été fermé l'atelier ouvert d'ailleurs peu d'années auparavant.

Mais si les indications que nous donnent les biographes du collaborateur de Palaprat ne permettent pas de trancher définitivement cette question, elles nous fournissent cependant un renseignement qu'il importe de retenir : en 1640 Brueys père s'intitulait directeur de la Monnaie de Narbonne. Cela complète et confirme à merveille ce que l'enquête de 1701 nous avait appris, comme nous l'avons déjà fait remarquer. Dans ce document le monnayage de 1640 ne nous était révélé que d'après le témoignage de personnes âgées interrogées plus de soixante ans après les événements dont elles parlaient. La date en restait vague et incertaine. Elle est maintenant positive. C'était bien en 1640 que l'atelier avait fonctionné ; les ouvriers monnayeurs étaient protestants. Nous avons appris de plus le nom du directeur. Les témoins de 1701 avaient bonne mémoire.

Le détail relatif à la religion des ouvriers ne paraît pas avoir d'importance au premier abord ; il en a une cependant. Il prouve bien qu'ils étaient étrangers à la ville et qu'il n'y avait pas alors à Narbonne d'ouvriers monnayeurs. Le registre du greffe nous avait appris qu'il n'y en avait pas en 1630 ; il y a quelque intérêt à constater le même fait dix ans auparavant. Il prouve qu'il y avait longtemps qu'on n'avait pas frappé monnaie ; il devient évident qu'il n'y avait pas eu d'atelier depuis les troubles de la Ligue. Décidément la Monnaie de Narbonne ne fonctionnait que d'une façon très intermittente et très éphémère.

Quant à l'importance de la fabrication, elle ne paraît pas avoir été jamais bien considérable, à en juger par la

rareté des monnaies frappées ; car si nous connaissons les *douzains* de 1588 et les *gros de Nesle* de 1590, ni les *francs* et *demi-francs* de 1591, ni les *douzains* et les *doubles tournois* de 1594 ne sont jamais passés sous nos yeux ; nous pouvons en dire autant des espèces fabriquées en 1640 et en 1650. La disparition des pièces émises sous Louis XIII et sous Louis XIV ne peut s'expliquer que par le peu d'importance et la courte durée de leur émission.

III

En 1650, après l'installation du moulin, la fabrication recommença. Elle dura deux ans environ. Ralentie dès 1651 elle cessa l'année suivante. Une épidémie (1) qui décima la population de la ville ferma définitivement l'atelier en 1652.

Les monnaies de Toulouse et de Narbonne étaient affermées ensemble et le fermier avait le droit d'en laisser chômer une, à condition de fabriquer dans l'autre une quantité déterminée d'espèces. La Monnaie de Toulouse

(1) La peste avait fait de grands ravages à Narbonne en 1628 et 1629, en 1631 et 1632. Elle éclata de nouveau en 1652. Elle est mentionnée le 9 juillet sur les registres de Saint-Just. La paroisse Saint-Paul fut frappée à la même époque, la Major le 14 août. La paroisse Saint-Sébastien, de même qu'à la première épidémie, fut frappée bien après les autres, le 25 septembre, et le fléau y dura moins longtemps.

Cf. Louis Narbonne, *De l'importance des registres de paroisse avant la Révolution*, pp. 18, 20 et 22. — *Revue des Pyrénées*, t. II, pp. 773, 775 et 777.

En 1650, l'hôtel des Monnaies était situé dans la paroisse la Major ; le travail dut cesser vers le mois d'août 1652. Dans tous les cas l'atelier était encore ouvert au mois de juillet puisque ce n'est qu'à cette époque que l'épidémie fit son apparition. La fabrication avait commencé le 31 janvier 1650 ; elle dura donc deux ans et demi.

dépassant le minimum fixé par le bail, celle de Narbonne resta fermée. Elle existait donc officiellement, mais elle n'existait que de nom.

Le registre du greffe nous a fourni un certain nombre de documents intéressants, que l'on connaît et sur lesquels nous ne reviendrons pas. Ils sont malheureusement fort peu nombreux, la fabrication n'ayant été ni bien importante, ni de bien longue durée. Quant le travail eut cessé, le greffier enregistra encore les arrêts, édits et ordonnances de la Cour des Monnaies, mais au bout de quelques années le registre ne contient presque plus que des brevets de maîtrise, des pièces toujours relatives aux orfèvres ou aux changeurs.

Ces pièces n'ont donc pas de grands rapports avec le sujet qui nous occupe; il en est une cependant qui nous paraît présenter un certain intérêt; nous la donnons aujourd'hui, ne serait-ce que pour montrer à quel point, au bout de dix ans, les règlements étaient tombés dans l'oubli.

Veu par nous Pierre Chevalier conseiller du Roy en sa cour des monnoyes et commissaire député par ladicte cour pour faire les visittes es villes monnoyes de Poictou, Limoisin, Guiesne et Languedoc, nostre procès-verbal contenant la visitte par nous faicte ce jourdhuy es boutiques des orfèvres de la ville de Narbonne, d'aucuns desquels aurions appris que depuis quelques années ils n'ont procédé à aucune eslection de nouveaux gardes de leur mestier et que mesme leurs ouvrages ne sont contremarqués d'un poinçon commun mais seulement marqués du poinçon particulier de chaque M^e. Après avoir sur ce ouy le Procureur du Roy au siège de ladicte monnoye en ses conclusions nous Conseiller et Commissaire susdict avons ordonné et ordonnons que dans trois jours les maistres orfèvres de ladicte ville s'assembleront en présence du Juge garde et dudict Procureur du Roy de la monnoye de la ville de Narbonne pour procéder à l'eslection d'un nouveau garde de leur mestier lequel prestera le serment incontinent après ladicte eslection devant ledict Juge garde que lesdicts orfèvres feront faire un contrepoinçon qui sera insculpé pareille-

ment en la présence dudict Juge garde sur la table de cuivre estant au greffe de la dicté monnoye duquel contrepoinçon le garde desdicts orfèvres sera tenu contremarquer tous les ouvrages d'orfèvrerie qui seront cy après travaillés par lesdicts orfèvres et qui pourront souffrir la marque et contremarque après en avoir préalablement fait essaye.....

Ordonnons en outre que lesdicts orfèvres procederont tous les ans à l'eslection d'un nouveau garde.....

Et feront faire un nouveau contrepoinçon et icelluy inculpera sur la table de cuivre après avoir defformé le précédent.....

A peine de cinquante livres d'amande.....

Lequel contrepoinçon ils changeront suivant l'ordre de l'alphabet en y ajoustant toujours une couronne et ces trois lettres NAR qui sont les trois premières du nom de ladicte ville de Narbonne.

.....

(4 décembre 1662).

IV

Dans les documents qui viennent après, nous n'avons relevé que deux pièces importantes, mais on les connaît, elles ont été citées en entier.

Dans l'une, nous assistons aux plaintes du commerce narbonnais réclamant la réouverture de l'atelier. L'autre, datée de 1701, véritable enquête officielle sur la situation de l'hôtel des Monnaies de Narbonne, nous retrace son histoire pendant tout le xvii^e siècle.

Il était donc encore question de la Monnaie de Narbonne en 1701 et, cependant, elle n'existait plus depuis longtemps, l'atelier avait disparu sans laisser de traces, les machines avaient été enlevées sans que nous puissions savoir à quelle époque, le registre ne nous donnant aucun renseignement à ce sujet.

L'immeuble où elles avaient été n'était pas la propriété de l'État. Le roi n'avait jamais eu à Narbonne d'hôtel des Monnaies lui appartenant. En 1630 aussi bien que dix ans auparavant, le directeur louait une maison particulière pour y établir l'atelier. Cette maison avait pour propriétaire, en 1640, un certain Antoine Castela. Celle où fut installé le moulin, en 1649, appartenait à « noble Philip de Reboul sieur de la Voulte », comme nous l'ont appris l'enquête de 1701 et le procès-verbal de l'installation. Elle appartint successivement à Pierre Bertellier, chanoine, qui l'acheta aux héritiers de Philippe de Reboul et à « Clerise de Ribes », femme d'Henri de Bourcier, seigneur de Saint-Aunès, à qui le chanoine Bertellier en fit donation pure et simple, en 1666. En 1701, nous la trouvons, en effet, habitée par le fils d'Henri de Saint-Aunès qui la possédait en qualité d'héritier de sa mère et qui l'occupait depuis longtemps. Ainsi, depuis de nombreuses années, le propriétaire de l'hôtel en avait repris possession.

Le document concernant les orfèvres, l'inspection du 4 décembre 1662 dont nous venons de donner le procès-verbal, semble prouver cependant qu'il y avait encore à Narbonne, à cette époque, un hôtel des Monnaies et qu'on n'avait pas encore touché à son atelier de fabrication. Les plaintes du commerce narbonnais demandant sa réouverture le prouvent également, comme nous l'avons déjà fait remarquer en publiant le document qui les contient.

D'ailleurs, le registre du greffe nous conduit sans interruption de 1637 à 1675 et il est évident que si un événement aussi important que la suppression de l'atelier s'était produit pendant ce temps-là, il y serait relaté. Il est donc plus que probable qu'il existait encore en 1675.

C'est ici que nous avons constaté la disparition de sept feuillets nettement enlevés avec des ciseaux et par conséquent supprimés avec intention. Les dernières pages du registre sont intactes, mais entièrement blanches. C'est

donc toute la fin qui a été enlevée. Un second registre nous conduit de 1700 à 1707 c'est-à-dire presque à l'époque où la Monnaie cessa d'exister même de nom. Celui-ci est formé de cahiers séparés ou de feuilles éparses, il se peut par conséquent qu'il soit incomplet; mais, comme il est postérieur à 1701, nous n'avons pas à nous en occuper pour le moment. La seule interruption qui soit peut-être significative est celle de 1675 à 1700. Il est donc possible que ce soit entre ces deux dates que l'atelier ait disparu; dans ce cas, c'est en l'année 1675 même ou fort peu après qu'il faut placer sa disparition, puisque, en 1701, l'immeuble où il avait été installé était, depuis bien des années, occupé par son propriétaire.

Il ne faut pas oublier cependant que, dès l'origine, le registre nous a présenté une autre lacune; mais celle-ci n'est le résultat d'aucune suppression. De 1632 à 1637, le greffier n'a rien enregistré. La peste qui avait arrêté la fabrication dut être la cause primitive de l'interruption. Les machines peuvent donc avoir été enlevées peu après 1632, dès que le travail eut cessé. Mais il est beaucoup plus probable que ce n'est que vers 1675 que l'atelier disparut.

S'il y avait quelque intérêt à savoir exactement à quelle époque les propriétaires de l'immeuble où il avait été installé en reprirent possession, les actes de vente qu'il serait peut-être possible de retrouver fourniraient sans doute quelques indications; le bail de 1649 nous apprendrait toujours pour combien de temps la maison de Philippe de Reboul avait été louée. Mais tout cela, même au simple point de vue de l'histoire locale de Narbonne, ne présente qu'un intérêt très médiocre; l'essentiel est de savoir à quelle époque la fabrication monétaire avait cessé, et la date en est aujourd'hui bien connue. Tout au plus serait-il intéressant, au point de vue local, de savoir où était situé l'hôtel des Monnaies, et cela, les documents précédemment

publiés nous l'ont appris (1). Il va sans dire que ni la maison d'Antoine Castela occupée en 1640, ni celle de Philippe de Reboul louée dix ans après, n'ont aucun rapport avec l'ancienne Monnaie de Narbonne, celle où pendant tout le moyen âge jusqu'au commencement du xiv^e siècle les espèces des vicomtes avaient été frappées. Il ne s'agit que de l'atelier royal dont l'existence fut toujours si éphémère et dont l'histoire est restée par suite si peu connue.

V

L'hôtel des Monnaies de Perpignan n'ayant été créé qu'en 1710, on pourrait se demander si après l'enquête de 1701 un nouvel atelier n'aurait pas été installé une dernière fois, d'autant plus que c'est justement de 1700 à 1710 que, d'après la plupart des auteurs, la Monnaie de Narbonne aurait fonctionné.

L'édit du mois de juin 1704 qui créa la Cour des monnaies de Lyon nous a déjà répondu :

« Nous avons, par le présent édit perpétuel et irrévocable, créé et érigé, créons et érigeons une Cour des Monnoies qui sera établie en la ville de Lyon à l'instar de celle de Paris pour juger en dernier ressort toutes les causes, tant civiles que criminelles, dont notre Cour des Monnoies prenoit connoissance, en quelque sorte et manière que se soit, dans l'étendue des Provinces, Généralités et Départemens de Lyon, Dauphiné, Provence, Auvergne, Toulouze, Montpellier, Montauban, Bayonne, dans lesquelles Provinces et Généralités sont les Monnoies

(1) *Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne*, 1891, pp. 415 et 428.

de Lyon, Grenoble, Aix, Riom, Bayonne, Toulouse et Montpellier..... (1). »

La Monnaie de Narbonne était du ressort de la Cour de Lyon ; elle n'est pas mentionnée, donc elle n'existait plus ; celle de Perpignan n'existait pas encore.

Ainsi, dès l'année 1652, l'atelier de Narbonne était définitivement fermé.

VI

En résumé, la plupart des auteurs donnent au sujet de l'atelier de Narbonne ou plutôt de la lettre monétaire Q, les indications suivantes :

Châlons-sur-Marne 1539-1572 (?)

Narbonne 1700-1710 ;

Perpignan 1710-1837 ;

On peut d'ores et déjà les rectifier et les compléter ainsi ;

Châlons-sur-Marne 1539-1572 (?)

Narbonne 1587-1594 (2) ; 1640 (3) ; 1650-1652 (4) ;

Perpignan 1710-1837.

Quant aux espèces fabriquées à Narbonne et aux mar-

(1) Abot de Bazingham, *Traité des Monnoies et de la Jurisdiction de la Cour des Monnoies*, t. 1, p. 267.

(2) Nous n'osons pas affirmer que les dates de 1587 et de 1594 indiquent le commencement et la fin du monnayage pendant la Ligue, mais cela paraît cependant très probable.

(3) Le travail avait commencé quelques années avant 1640, mais nous ne pouvons pas préciser. En 1640, il est absolument certain que l'atelier fonctionnait.

(4) L'année 1652 indique la fin du monnayage mais non celle de l'hôtel des Monnaies qui exista ou fut censé exister jusqu'en 1710.

ques monétaires qu'elles portent, voici les renseignements recueillis jusqu'à ce jour.

1587 à 1594. — Lettre monétaire Q; point sous la deuxième lettre du droit et du revers.

1588. — Douzains (1).

1589. — Gros de Nesle (2).

1590. — Gros de Nesle (3).

1591. — Francs et demi-francs (4).

1594. — Douzains et doubles tournois (5).

1640. — Brueys directeur (6).

1647. — Christoffe de Jouy; Différent: un cœur navré (7).

1650. — Pièces de trente sols (8).

(1) Nous avons vu un douzain portant la date de 1588, mais il se peut qu'on ait frappé également cette année-là d'autres espèces; nous faisons cette remarque une fois pour toutes.

(2) Émission ordonnée par les États de la Ligue; cependant nous n'avons pas encore vu de *Gros de Nesle* portant cette date; mais nous en connaissons avec celle de l'année suivante.

(3) Musée de Narbonne.

(4) Coins monétaires conservés au musée de Narbonne. A la fin de la légende du revers, après la date un l. Les espèces frappées avec ces coins n'ont pas encore été retrouvées.

(5) Coins monétaires conservés au Musée de Narbonne. A la fin de la légende de revers, avant la date un l. Ces monnaies n'ont pas encore été retrouvées.

La fabrication monétaire dut évidemment cesser quand la ville se soumit à Henri IV. Il est plus que probable qu'elle fut interrompue pendant de nombreuses années, car ce n'est que vers la fin du règne de Louis XIII qu'il est de nouveau question de la Monnaie de Narbonne. L'atelier avait-il fonctionné quelquefois pendant cet intervalle? Il n'y a pas lieu de le croire, l'enquête de 1701 ne parlant que de la fabrication temporaire de 1640 et du monnayage de 1650 à 1652.

(6) Nous connaissons le directeur de la Monnaie, mais nous ne savons encore ni les espèces qui ont été fabriquées alors, ni les marques monétaires qu'elles portent. Il est évident que le différent de l'atelier devait toujours être la lettre Q.

(7) Mais la fabrication ne recommença qu'au mois de janvier 1650.

(8) Ces monnaies n'ont pas encore été retrouvées. Le différent de l'atelier était toujours la lettre Q, cela va sans dire.

1650 (23 mars). — Jean Bacarisse ; Différent : un ange (11 avril) (1).

1652. — La fabrication cesse (2).

Dès l'année 1654 la fabrication s'était ralentie : elle cessa en 1652. Le travail, comme nous l'avons vu, fut interrompu par la peste, mais cette fois il ne devait plus recommencer. L'Hôtel des Monnaies exista bien encore officiellement pendant toute la seconde moitié du xvii^e siècle et le commencement du xviii^e siècle, jusqu'en 1710, mais il n'exista plus désormais que de nom. Les dernières espèces fabriquées doivent avoir été frappées vers le mois d'août 1652 (3).

Telle fut la fin de la Monnaie de Narbonne.

G. AMARDEL.

(1) Mais il ne prend possession de la Monnaie de Narbonne que le 4 août.

(2) Vers le milieu de l'année.

(3) C'étaient évidemment des pièces de trente sols. On en avait du moins commencé la fabrication le 31 janvier 1650 et le registre du greffe ne nous a pas appris qu'on ait frappé depuis lors d'autres espèces.

LES PROCÉDÉS

DE M. LE CHEVALIER DUMÈGE

Dumège a longtemps joui d'une réputation d'archéologue consommé et de savant, et aucun de ceux qui ont eu à citer ses travaux n'a parlé de lui sans faire suivre son nom d'éloges enthousiastes. « Un savant pour lequel le midi de la France n'a peut-être plus rien de caché (1), » « le savant archéologue dont nous invoquons souvent l'autorité (2), » ce sont là flatteries très-ordinaires, mais encore supportables, à l'endroit de Dumège.

Hélas ! le temps a fait son œuvre ; et des esprits sérieux, après avoir étudié le personnage, l'ont analysé, l'ont disséqué sous nos yeux, et nous l'ont montré sous son véritable aspect, de sorte qu'aujourd'hui le masque est tombé, le héros s'est évanoui, l'homme seul, un homme qu'on ne connaissait pas, est resté.

M. Albert Lebègue, professeur à la Faculté des Lettres de Toulouse, nous a montré Dumège faussaire et auteur d'inscriptions latines « naïvement absurdes » composées

(1) Eugène d'Auriac, *Histoire de l'ancienne cathédrale et des évêques d'Albi*, p. 3.

(2) Hippolyte Crozes, *Monographie de la cathédrale de Sainte-Cécile d'Albi*, p. 67.

pour faire briller sa prétendue science (1). Il l'a *pourtraicturé* en traits ineffaçables. Qu'on en juge.

« Le chevalier Alexandre du Mège de la Haye, officier du génie, qui n'avait jamais servi dans aucune arme, et qui n'était chevalier qu'à titre étranger, naquit à La Haye, où son père était comédien (2), et se nommait Dumège.

(1) Albert Lebègue, *L'Empereur Tétricus et le chevalier Dumège*, Agen, impr. V^e Lamy, 1889.

(2) Voici une amusante lettre adressée « au citoyen Dumège, artiste dramatique, logé derrière les cidevans penitans blans, 3^{me} son, à Toulouse ». Nous respectons scrupuleusement, comme pour toutes les pièces citées dans ce travail, le texte et l'orthographe.

« Narbonne le 6 fructidor an 5^{me}.

« Mon amy et ancien camarade,

« Je ne te croyes plus a Toulouse depuis l'ouverture de cette campagne, je viens d'aprandre le contraire par la citoyenne Deschamps et je m'enpréce de t'écrire pour m'informer de ta santé ainsi que de ta respectable epouse et ton cher fils, aqui je te prie de dire bien des choses de ma part. Je viens d'aprandre par la Deschamps les troubles et les assaciens qui se comètent a Toulouse. Je tangage, mon cher Dumège, a t'éloigner d'une ville ou la tranquillité publique n'est pas ensurreté. Nous serons dans 15 jours rantres à Careassonne peys tres tranquille et alabrie de toute réaction. Viens nous voir ausitôt et tu dois être sur d'avancee que nous emploirons tout ce qui sera en nôtre pouvoir pour te rantre l'esprit gai et comtant. D'abord tu ne dépanceras pas un sou de ta poche, More te logéra et tu mangeras avec moi et lami More. Sy tu veux jouée pour te distraire, la direction te donnera lorsque tu voudras t'en retourner a Toulouse une représentation. Cet sur quoi tu peux tabler. Ainsi, mon cher ami, j'espere que jaurés dans peux le plesir de tembracer et de te prouver que tous tes amis ne sont pas encorre foutus, quoique le party eliehien est juré la perté de tous les républicains. Vive la République, au diable tous les coquins de royalistes. More me charge de te dire bien des choses de sa part sans oublier ta famille. Lorsque nous seront randus à Careassonne je tecriré désuutte en attendant prépare toi, et sy par malheur il survenet quelque riece a Toulouse, vatan droit à Careassonne oeuper mon logement chez la veuve Foures derriere la Comédie. Donne moi de tes nouvelles le plus tot que tu pouras, et faix en sorte de m'envoyer les deux derniers journaux de Dardenne inclus dans ta lettre, a la dresse cy contre. Adieu, je t'embrace fraternelement et erois moi pour la vie ton ami et camarade.

« MARTIN.

« Voiey mon adresse :

« Au citoyen Martin régisseur de spectacle poste restante a Narbonne. »

Le comédien s'occupa de numismatique et l'archéologue fut excellent comédien. Exubérant et froid, comme un acteur qui se domine, bonhomme et très madré, généreux en parole et très serré, il n'avait qu'un désir, celui de se mettre en scène, et la science lui tint lieu de théâtre. D'humeur voyageuse, doué d'une mémoire très vaste, d'un esprit aventureux et pourtant sagace, il avait beaucoup vu et beaucoup retenu, mais il péchait par l'instruction première, et la nécessité de briller sans cesse sur un sujet inédit, de soigner une création, ne lui laissa pas le temps d'achever ses études. En 1830, il était, nous venons de le voir, fort ignorant : il n'acquit jamais une science pondérée et solide. Il connut vingt ans après assez de faits archéologiques pour éblouir Beulé pendant les deux jours qu'il passa à Toulouse. Dumège sans doute évita de causer épigraphie. Il a fait de nombreux ouvrages, d'innombrables articles où l'on remarque beaucoup de documents pleins d'intérêt, des idées pénétrantes et des erreurs. On y rencontre aussi des textes qu'on chercherait ailleurs vainement, et pour cause.

« On n'a pas encore trouvé dans les archives le procès de Vanini. Grâce à Dumège, nous en avons trois, tous différents, l'un qu'il a fait communiquer à Victor Cousin pour la *Revue des Deux-Mondes*, les deux autres dont il est lui-même l'éditeur responsable. Clémence Isaure a-t-elle existé ? Il faut se méfier de certains documents fournis par Dumège. On m'a conté une histoire de poésies réunies par lui dans un manuscrit unique, et de feuillets réintégrés plus tard dans les recueils d'où il les avait coupés. Avis aux critiques littéraires de la Renaissance. Citons pour notre part une inscription qu'il a cédée au Musée de Toulouse : D.M/CVSPIA AEGLA/LIS HOC SARCO/PHAG APERIRI/NLIC. Ce sarcophage, qu'il n'est pas permis d'ouvrir, est un tout petit autel votif venu des Pyrénées et qui n'a pas quatre centimètres d'épaisseur. Il n'est pas à

craindre qu'on l'ouvre jamais. Au Musée de Toulouse encore, une borne milliaire est exposée à tous les regards. Dumège en publie l'inscription, et il ajoute de son crû : *libertati restituta*. C'est de l'audace.

« Se croyait-il coupable d'égarer la science ? N'a-t-il jamais été la dupe de ses inventions ? L'essentiel, sur ce théâtre de la vie, était-il pour lui de dire la vérité ou d'être applaudi ? Une comédie bien jouée peut-elle jamais compter pour une mauvaise action ? Nous dirons seulement qu'il jouait avec sang-froid et gravité, comme il convient à un homme de science, très digne lorsqu'on disait en public ses inventions risquées, et lorsqu'il fallait les chuchoter à quelques oreilles, très persuasif et très confidentiel, plein de ressources, ingénieux et retors, mais étourdi et imprudent (1). »

Il serait difficile d'ajouter quelque chose à ce portrait. Rien n'y manque, et Dumège y est en pleine lumière. Ce que, pour notre part, nous voulons faire connaître, ce sont les procédés dont il se servit pour enrichir, soit le Musée de Toulouse, au développement duquel il prit une grande part, soit la collection particulière qu'il avait formée en explorant le midi de la France pendant plus de cinquante ans comme inspecteur des antiquités, qu'il vendit à la ville de Toulouse à plusieurs reprises, et dont les derniers restes furent achetés après sa mort, en 1863 (2).

Il n'avait pas été difficile à Dumège d'entrer en relations avec les hommes qui, vers 1830, s'occupaient, soit à Narbonne soit ailleurs, d'archéologie, et de trouver parmi eux des correspondants qui le tenaient au courant des

(1) Albert Lebègue, ouvrage cité, p. 26.

(2) Ernest Boschach, *Catalogue du Musée de Toulouse*, p. III.

découvertes. Parmi ces derniers nous devons citer M. G. Jallabert, qui fut président de la Commission archéologique de Narbonne, et que son admiration pour Dumège amenait à faire des dons au Musée de Toulouse (1). Générosité peu payée de retour; car on chercherait vainement le nom de Dumège parmi les donateurs du Musée de Narbonne, dont M. Jallabert allait être un des fondateurs.

Dumège, à côté de ces correspondants, en avait d'autres d'une nature différente. C'étaient des commissionnaires, des courtiers, auxquels il donnait mandat de chercher dans toutes les localités les curiosités archéologiques. Il leur recommandait d'être sans cesse à l'affût, de ne laisser échapper aucune occasion d'acquérir un objet intéressant. Il stimulait leur zèle, leur indiquait au besoin de quels côtés ils pourraient diriger leurs investigations, leur signalait les pièces à acquérir et le prix à proposer. A Narbonne, c'est un sieur Barthélemy Sié qui fut pour ces acquisitions, dont l'origine fut le plus souvent suspecte, l'homme de confiance de Dumège.

On peut bien le dire, grâce à ces correspondants, grâce surtout à Sié, le Musée de Toulouse et la collection particulière de Dumège s'enrichirent aux dépens de la ville de Narbonne, et cela au moment même où un groupe de citoyens intelligents et dévoués allait créer à Narbonne un musée où devaient s'entasser les richesses que l'antiquité avait laissées dans la capitale de l'ancienne Gaule Narbonnaise.

Quelques pièces de correspondance vont nous permettre de juger à l'œuvre Dumège et ses collaborateurs (2).

(1) Ernest Roschach, *Catalogue du Musée de Toulouse*, p. III, nos 201 et 202.

(2) Nous devons la communication de ces pièces à l'obligeance de M. Armand Bories, ancien notaire, qui s'est rendu acquéreur des papiers de Dumège et qui possède aussi sa correspondance avec Sié.

Le 10 août 1830, Dumège écrit :

« Mon Cher Monsieur Scié,

« Nous sommes arrivés ici en assez bonne santé.

« Hier notre patron est entré dans le port. On va transporter au Musée les objets dont nous l'avions chargé.

« Il faut sans aucun retard envoyer à Toulouse, par roulage, les monumens restés chez vous. Vous mettrez dans une caisse à part la tête de la grande statue, ayant soin de bien l'emballer. La statue aura aussi une caisse à part (1).

« Chacun des petits évêques aura aussi sa caisse (2). Il faut mettre sous ceux-ci comme sous les autres objets de la paille de mer. Il en faudra aussi beaucoup sur les côtés et dessus. Si ces objets touchaient à la caisse, comme ils sont en albâtre et très fragiles, ils s'écailleraient et se briseraient en petits morceaux. S'ils venaient par le canal, ils courraient moins de risques. Mais par le roulage ils sont très exposés. Il faudra veiller aussi à la manière dont ils seront placés sur la charrette, car si on mettait des choses lourdes dessus, ils seraient aisément écrasés.

« Il vous faudra avoir pour quelques sols d'essence de térébenthine ; vous en frotterez avec un vieux linge et vous en répandrez même sur votre inscription. Lorsqu'elle sera nettoyée, vous y passerez un peu d'esprit de vin pour enlever l'essence de térébenthine. Il faudra la mettre dans la même caisse que le petit bas-relief représentant un homme à cheval.

« Vous prendrez chez M. Gilibert un chapiteau gothique qu'il

(1) Cette « grande statue » pourrait être celle du cardinal Guillaume Brignonnet, qui était placée sur son tombeau dans la cathédrale Saint-Just (Longueur, 2^m 30. Largeur, 0.60). Elle figure dans la *Description du musée des Antiques* de Dumège sous le n^o 712 et dans le *Catalogue* de M. Roschach sous le n^o 823. D'un autre côté cette mutilation de la tête, indiquée par la lettre de Dumège, pourrait faire croire qu'il s'agit de la statue du cardinal Pierre de la Jugie, également placée sur son tombeau (Dumège, *Description*, etc., n^o 572 ; Roschach, *Catalogue*, n^o 822).

(2) Ces « petits évêques » faisaient partie du bas-relief en albâtre qui décorait le tombeau de la Jugie du côté du sanctuaire (Dumège, n^o 572 ; Roschach, n^o 822). M. Roschach dit qu'ils ont été acquis en 1833 ; il y a là une erreur évidente.

m'a autorisé à prendre chez lui. Vous l'emballerez et l'enverrez aussi.

« M. Gilabert vous remettra aussi deux urnes ou grands vases en terre cuite, et avec l'un d'eux un couvercle rond. Vous garderez ces objets chez vous jusqu'à nouvel ordre en ayant soin qu'ils ne soient pas brisés. Je vous prierai de souhaiter le bonjour à M. Gilabert et de lui dire que j'espère placer son tableau gothique pour des objets en ivoire. Dites-lui aussi qu'il devrait me donner *pour moi* la petite figure gothique en buste et en cuivre qui est sur la petite table où étaient les lampes que je lui ai achetées. C'est tout le profit que j'aurais des négociations que j'ai fait pour la ville de Narbonne.

« Il faudrait peut-être charger un commissionnaire du soin de nous envoyer ici, par le roulage, les objets encaissés et emballés. Mais la lettre de voiture doit porter diminution du tiers de la voiture, si les objets ne sont pas arrivés ici au plus tard dans six jours; il faut s'y réserver aussi tout dédommagement en cas d'avarie ou de destruction des objets.

« La lettre de voiture doit être adressée : à *Messieurs les membres de la municipalité provisoire de Toulouse, au Capitole*.

« Vous auriez la bonté de m'écrire pour m'annoncer le jour du départ, le nom du commissionnaire chargeur à Narbonne et celui du commissionnaire de Toulouse, le nom du charretier, le n^o de la voiture et le jour de son départ.

« J'espère que vous avez vu M. Lasserre et que l'affaire de l'abbé Jean, de Fontfroide, est terminée.

« J'espère aussi que vous nous avez trouvé bien des monumens. Cherchez-nous une grande calotte ou coquille, soit en albâtre, soit en marbre, qui était avec les petits évêques. On avait aussi, lors de mon dernier voyage, celle de la statue du roi Philippe le Hardi (1).

« Monsieur Belhomme se joint à moi pour vous faire mille complimens bien sincères et vous prie de ne point négliger les recherches, le chevalier d'A.... (2), etc. etc.

(1) Dumège veut sans doute parler du dais qui recouvrait la statue et qu'on voit dans le dessin que Montfaucon a donné du tombeau (*Les monumens de l'ancienne monarchie française*).

(2) Une déchirure du papier empêche de lire le mot. Peut-être faut-il lire d'Armissan. Il sera en effet question tout à l'heure du *chevalier d'Armissan*.

« Je serai sans doute à Narbonne avec M. Belhomme dans une quinzaine de jours.

« J'attends incessamment de vos nouvelles.

« Tout à vous,

« Alexandre DU MÈGE.

« rue du Taur, n° 12.

« Toulouse, le 10 août 1830.

« P. S. — Vous mettrez dans votre lettre un état des frais d'emballage afin que je les fasse payer par la ville. »

« A Monsieur Scié, propriétaire, ancien maître-maçon, près l'hôtel de ville, rue des Cordonniers, à Narbonne. »

Voici la réponse de Sié :

« Monsieur du Mège,

« J'ai reçu votre lettre en date du 10 août. J'ai exécuté ponctuellement les ordres que vous m'avez donné. Je suis allé retirer chez M. Gylaberd le chapiteau gothique, deux espèces d'urnes en terre et un couvert rond. M. Gylaberd m'a réclamé douze francs. N'ayant reçu aucun ordre de votre part pour les remettre, je lui ai promis de vous en instruire pour que vous me les fissiez passer.

« Je lui ai fait demande de la petite figure gothique en albâtre et d'une autre en cuivre, il m'a répondu que quand vous lui auriez fait faire l'affaire de son tableau, il verrait ce qu'il avait à faire.

« Je suis passé chez M. Lasserre au sujet de l'abbé Jean de Fontfroide, il m'a répondu qu'il n'était pas éloigné de le donner, mais qu'il fallait attendre quelque temps pour laisser passer ces affaires cy (1).

« Au sujet de la coquille de la statue du roi Philippe le Hardi, j'ai découvert où elle était ; elle est accompagnée d'une autre coquille d'un chevalier et est passablement en état. J'ai aussi découvert deux lions qui appartenaient au même monument du roi Philippe (2).

« Si vous voulez que je fasse l'achat des dits objets, veuillez

(1) Nous sommes en 1830, au lendemain des *glorieuses*, ne l'oublions pas. Dumège choisit bien son moment pour son genre d'opérations.

(2) Ils figurent au Catalogue du Musée de Narbonne, dressé par Tournai, sous le n° 563.

m'en donner ordre et me faire passer un peu de fonds pour pouvoir le faire.

« J'ai emballé tous les objets que vous m'avez demandés dans des caisses en bois bien empaillées et conditionnées en paille de mer. Je les ai remis à M. Philippe Buénosse, commissionnaire chargeur, au prix de 2 fr. les 50 kilos rendus devant le Capitole avec les conditions de tout dommage d'avarie ou destruction des objets.

« J'ai fait toutes les recherches qui ont été à ma possibilité pour économiser les moyens de transport. N'ayant pu trouver, il m'a fallu résoudre à le donner à ce prix à ce commissionnaire.

« Cy joint à ma lettre vous trouverez le compte de la dépense que j'ai faite. Autre chose à vous dire que bien des choses de ma part à M. Bellhomme et, vous saluant respectueusement, tout à vous,

« Sié.

« État des frais :

Caisses.....	12 fr.
Paille de mer.....	3 fr.
Inscription gothique dont je n'ai pas été payé.....	à votre disposition
Clous.....	1 fr.
Pour mes peines d'emballer.....	à votre disposition.»

De M. Dumège à Sié :

« *Toulouse, le 12 octobre 1830.*

« Mon Cher Monsieur Sié,

« N'ayant pas trouvé à Carcassonne M. Lebrun, possesseur du groupe en marbre qui est dans une cour derrière Saint-Just (1).

(1) Cet objet se trouve maintenant au Musée de Toulouse. Voici la description qu'en donne M. Roschach sous le n° 821. « EGLISE CATHÉDRALE SAINT-JUST. Pilier de cloître, en marbre blanc, monolithe, recueilli dans une maison voisine de l'église Saint-Just. H. 1^m31. L. 0^m63 et 0^m50. — Les quatre faces sont décorées de bas-reliefs. Les deux faces principales présentent : d'un côté la Vierge Reine, assise sur un trône, drapée de vêtements à broderies fleuronées et portant l'enfant Jésus couronné comme elle, un sceptre et un livre dans les mains. Dans la partie supérieure du champ, deux anges drapés balancent des encensoirs ; — de l'autre côté, le Christ Roi, assis sur un trône, portant une couronne à trois fleurons relevée de pierreries, une croix sur le côté droit de la poitrine et un sceptre orné d'une

cela a retardé l'époque où je devais vous écrire; mais en l'attendant, je crois que nous ferons bien de faire venir à Toulouse les objets achetés.

« L'inscription de saint Sébastien est-elle à nous enfin ? Nous l'avons payée et la discussion entre les prétendus possesseurs doit être enfin terminée. Vous l'avez en votre possession, il faudra nous l'envoyer avec les autres objets (1).

« Je n'ai su qu'à Béziers qu'un particulier de Nissan nommé avait une très belle statue, mais sans tête. On croit que celle-ci est à Béziers; d'un autre côté, j'ai trouvé, en descendant la côte vers le village à gauche et assez haut, une carrière de pierre jaunâtre qui se lève par assises de deux pouces environ et qui pourrait devenir, si elle était toute comme l'échantillon que j'ai chargé l'homme qui conduisait l'âne de vous remettre, un objet important. Si donc il vous était possible d'aller à Nissan, puis à Béziers, vous ne perdriez peut-être pas votre temps. D'abord vous verriez et vous tâcheriez d'avoir à bon marché la statue qui est à Nissan, vous verriez la carrière de pierre et vous tâcheriez d'en avoir un échantillon au moins d'un pied ou quinze pouces en carré. Puis à Béziers vous iriez de la part de M. Belhomme et de la mienne chez M. Azéma, amateur d'antiquités, qui demeure place de la Mairie; vous lui rappellerez qu'il a promis à M. Belhomme de tâcher d'avoir pour nous, moyennant une statue en terre cuite, la statue de Pepezuc qui est placée à gauche en entrant dans la rue Française. Vous lui parleriez aussi de la fenêtre. Puis vous iriez voir M. le curé de Saint-Nazaire, de la part aussi de M. Belhomme, afin de prendre les mesures bien exactes de chacun des marbres avec des inscriptions qui sont dans un passage obscur de l'église à la sacristie et que M. le curé a promis de céder pour d'autres plaques de marbre.

fleur de lotus et d'un fruit sphérique. — Sur chacun des petits côtés est une figure de martyr, debout, drapé, tenant une palme et un livre ouvert. » Ces figures de martyr pourraient être celles de saint Just et saint Pasteur, et le pilier lui-même pourrait bien avoir appartenu au cloître de l'église carlovingienne de Saint-Just. Dans ce cas, le monarque représenté serait, non le Christ, mais Charlemagne lui-même, fondateur de l'église, comme le fait remarquer Dumège dans son Catalogue, n° 449.

(1) Le Musée de Toulouse possède deux inscriptions provenant de l'église Saint-Sébastien; elles figurent au Catalogue de M. Roschach sous les n°s 830 et 831. L'une, de 1203, rappelle la mort de Bérenger Bistan; l'autre, de 1350, la mort de Rainoud....., marchand de Narbonne.

« En passant à Capestang qui n'est pas, comme vous le savez, bien loin de Narbonne, nous avons vu deux choses qui me conviendraient beaucoup. D'abord, dans la partie extérieure du mur, vers l'ancien cimetière, une inscription qui n'a guère que 13 à 18 pouces en quarré et qui est bien facile à enlever. Ensuite dans l'une des chapelles de l'église, à gauche et dans le carrellement une autre inscription gothique qui est gravée sur une pierre qui a un ornement de ce genre ~~~~~.

« Mais je tiens encore plus à celle qui est dehors et que l'on pourrait facilement avoir sans dégrader le mur.

« Je vous prie de tenir l'œil à toutes les découvertes de frises, corniches décorées, statues, vases, etc., en pierre, en marbre, en bronze ou en terre que l'on pourrait trouver à Narbonne. Il faut surtout surveiller les défoncements. Il paraît que l'on me fournira l'argent nécessaire pour acheter. Ainsi ne négligez rien, je vous en prie.

« Bien des compliments chez vous, et croyez-moi votre dévoué serviteur,

« Alexandre DU MÈGE.

« Et le torse de M. Jallabert ? Si vous étiez passé avant lui près du fossé où il l'a trouvé, nous l'aurions aujourd'hui. Je regrette aussi l'inscription que M. Barthe lui a vendue.

« M. Azéma, à Béziers, vous dira le nom du monsieur habitant Nissan, qui a la statue. »

Dumège donne ensuite des instructions dans des notes non signées, au bas desquelles Sié a marqué l'objet rempli et les frais occasionnés.

1^{re} NOTE

« Passer chez M. Lasserre pour aller de la part de M. de Milhau pour la pierre de Fontfroide.

« Penser à l'aigle et à la pierre inscrite chez Baillan, au pied cube, 3 francs.

« La pierre de Saint-Sébastien, 15 francs.

« Le buste trouvé en deux parties, 10 à 12 francs.

« A Armissan, la pierre du chevalier.

Annotations de la main de Sié :

« Jean Longuelanes de Béziers, patron de canal, a chargé le marbre pour Toulouse, le 16 octobre 1830.

« Jacques Soulel, patron de Narbonne, a chargé le groupe de marbre portant quatre figures provenant de M. Lebrun, à raison de 25 sous les 50 kilogrammes pour Toulouse, le 21 octobre 1830. »

2^e NOTE

« 1^o Fragment de tombeau qui est chez Villebrun, place de Cité, et qui a été, je crois, transporté à la Sous-Préfecture.....

100 francs plus les droits de M. Sié.

« 2^o Les aigles des pèlerins.

200 francs plus les droits de M. Sié, et il peut être assuré qu'il sera content de cette affaire.

« 3^o Le bas-relief qui est dans la cour de l'hôtel des Postes.....

Il faut tâcher de l'avoir à bon marché. On aime mieux donner à M. Sié qu'au propriétaire.

4^o Le dessus de la cheminée d'une cuisine au salon.....

Idem.

« 5^o Le tombeau et les autres objets qui sont dessus dans le jardin de l'archevêché.....

Idem.

« 6^o Les objets antiques près de l'escalier de l'archevêché.....

Idem.

« 7^o A quel prix veut-on enfin donner l'inscription, l'aigle tronqué et le vase qui sont dans la petite rue ?

« 8^o Le vase pareil à peu près qui est chez M. Gilabert. On en donne 3 francs. Celui qui est dans la petite rue ne vaut pas davantage.

« 9^o La statue de Philippe le Hardi. Si on l'avait, on achèterait de suite les lions qui étaient aux pieds. J'avais dit à M. Sié le prix que je donnerais de la statue.

« 10^o Toutes les lampes, clefs en bronze, terres, têtes et autres petites antiquités que l'on pourrait trouver je les achèterai.

« M. Sié a oublié d'envoyer des pierres d'Armissan, comme il

l'avait promis. Si j'en avais eu un échantillon, j'en aurais beaucoup placé ici. »

Le deuxième article de la note de Dumège est au Musée de Narbonne. Il est ainsi décrit par Tournai (Catalogue, n° 36) : « Plate-bande d'un monument corinthien, offrant deux aigles d'un style très hardi, très-puissant, qui supportent une guirlande de fruits et de feuillage. Un foudre voilé occupe le centre de cette composition. — Ce précieux fragment d'architecture demeura pendant longtemps exposé sur la porte de la chapelle des Pèlerins, et c'est aux membres de cette confrérie que le Musée en est redevable..... Le Musée possède trois autres fragments de la même frise..... »

Le troisième article figure au Musée de Narbonne. C'est le n° 524 du Catalogue de Tournai.

Quant au neuvième article, la statue de Philippe le Hardi, elle n'existe pas. Elle dut être brisée à l'époque de la Révolution, quand le tombeau du roi fut démoli, et subir le sort des bas-reliefs.

Les années ont marché. Une Commission archéologique s'est fondée à Narbonne, en 1833 ; elle a créé la Bibliothèque et le Musée ; elle a pour mission, aux termes de l'art. 1^{er} de son règlement, « de rechercher avec soin, de conserver, d'expliquer et de classer dans un dépôt public tout ce qui appartient à l'antiquité et à l'histoire du pays. » Elle doit mettre obstacle à l'enlèvement de ces objets, « de quelque prétexte que l'on colore ou motive les tentatives de spoliation. » Dumège ne s'arrêtera pas pour si peu, et, tout en encourageant les fondateurs du Musée dans la tâche qu'ils ont entreprise, il essaiera, sous les yeux mêmes de la Commission, de continuer ses acquisitions et commettra ces tentatives de spoliation dont il est parlé plus haut. Cela résulte bien clairement de la lettre suivante que lui adressait le fidèle Sié.

« Narbonne, le 8 novembre 1833.

« Monsieur du Mège,

« Je répons à votre dernière lettre, n'ayant pas répondu à votre première, croyant de pouvoir réussir à mon entreprise, mais les circonstances m'en ont empêché. La Société qui forme le Musée de Narbonne a fait des recherches partout pour découvrir toutes les antiquités avec ordre de ne rien laisser enlever, et promettant d'en faire les achats pour le Musée de Narbonne. Quoique cela nous faisons aux plus fins au sujet de l'arceau, car s'il y avait pas le locataire où il se trouve, j'y aurai damé le pion. Mais l'espérance fait toujours vivre. Je ne négligerai rien dans mes attentes. Quant aux antiquités de Fontfroide, tout espoir est perdu. Il appartient à Monsieur de Saint-Aubin, amateur de belles choses. Si en cas il me tombe quelque chose dans les fouilles de cet hiver, je vous en aviserai. Je suis toujours tout à vous.

« Votre dévoué serviteur,

« Barthélemy Sié. »

Pendant que Dumège et Sié se concertaient de la sorte, M. Jallabert, dans un enthousiasme facile à comprendre, continuait à témoigner son admiration au grand homme dont l'amitié lui semblait un véritable bienfait et qui pillait avec une effronterie habilement dissimulée la ville de Narbonne.

« Vous avouerez, mon cher et savant collègue, lui disait-il dans une lettre du 11 mai 1834, qu'il a fallu beaucoup d'audace pour oser entreprendre de créer une Bibliothèque et un Musée à Narbonne; mais votre exemple nous a enflammés, et lorsque vous avez commencé de créer un Musée de monuments antiques, que vous restait-il à Toulouse ?..... Rien ! mais votre génie a tout créé, vous avez fait comme Moïse, mais au lieu de l'eau votre baguette a frappé le désert de Martres (1), et des bustes

(1) Martres-Tolosanes, sur la rive gauche de la Garonne, à 60 kil. S.-O. de Toulouse, où M. Dumège fit d'importantes découvertes en 1826 et où M. Lebègue vient de diriger des fouilles qui ont été couronnées de succès. Voyez Roschach, *Catalogue*, p. 15; G. Perrot, Rapport sur les fouilles de Martres dans la *Revue archéologique*, juillet-août 1891; A. Lebègue, Martres-Tolosane, dans la *Revue des Pyrénées*, année 1891, 3^e trimestre.

antiques, des frises, des arabesques des plus magnifiques, sont sortis par miracle à votre seule voix.

« Nous frapperons un jour le sol de l'antique Narbonne, et le Capitole, les bains publics, l'amphithéâtre, les tombeaux des Sevirs, le magnifique temple de Jupiter en marbre de Paros, dont nous parle Ausone avec tant d'admiration, nous rendront les belles statues qui les décoraient, et alors vous viendrez nous aider à les expliquer et à les placer convenablement, et, si je ne suis plus, vous direz : Il l'avait prédit, ah ! comme il jouirait s'il voyait toutes ces belles choses !

« Notre ami Tournai, qui vous remettra ma lettre, vous dira où en est notre nouveau temple des Muses. Nous travaillons ensemble de notre mieux à l'édifier, et, avec l'aide de Dieu, du gouvernement, du département, de la ville et la nôtre, nous pouvons espérer quelque chose. Nous verrons avec bien du plaisir votre arrivée dans notre ville pour profiter des bons conseils que vous ne nous refuserez pas, j'en suis sûr.

« L'on a découvert à Narbonne, le 5 avril dernier, une belle statue d'Hercule en marbre de Paros antique de 18 pouces de hauteur, sans la tête et le col qui manquent, ce qui, d'après les proportions devait la porter à 21 pouces 1/2 environ, ce qui est le tiers de la taille d'un homme d'environ 5 pieds 5 pouces. Cette statue, que j'ai dans mon cabinet, est la plus belle des antiquités trouvées à Narbonne depuis longtemps, et méritera le nom de l'Hercule de Narbonne comme l'on dit la Vénus d'Arles. L'artiste a représenté Hercule comme au repos avec le chien Cerbère entre les jambes.... (1).

« Je vous embrasse *bono animo*. Pensez quelquefois à votre admirateur, etc..... »

Les papiers de Dumège que nous avons cités et qui sont loin de former toute sa correspondance, nous ont montré un négociant en antiquités, travaillant soit pour le compte de la ville de Toulouse soit pour son compte personnel, au détriment des autres villes, et particulièrement de Narbonne, et trafiquant de son titre d'inspecteur des antiquités que le Gouvernement ne lui avait sans doute pas

(1) Musée de Narbonne (Catalogue Tournai, n° 399).

octroyé pour une si louable besogne. Nous l'avons vu profiter des évènements de 1830 et du désarroi des affaires administratives pour acheter des objets enlevés dans une église, connaissant leur provenance, n'ignorant pas que les détenteurs ne pouvaient être de bonne foi, et que la prescription ne pourrait jamais couvrir une pareille acquisition.

Nous avons vu la spoliation furtive, pour ainsi dire, et pratiquée clandestinement, voici maintenant la tentative de spoliation officielle, qui fort heureusement n'aboutit pas.

On sait qu'un grand nombre de fragments antiques, monuments épigraphiques ou pierres sculptées, avaient été encastrés dans les remparts de Narbonne. En 1831, Dumège imagine de doter Toulouse de ces restes précieux et, par ses instances, décide la municipalité de cette ville à faire des démarches auprès de l'administration de la guerre et à lui demander l'autorisation d'enlever des revêtements des fortifications les pierres anciennes qui les ornent (1). Le maire de Narbonne est consulté; il répond fièrement, le 14 avril, au capitaine de génie commandant la place de Narbonne :

« Ce bien paraît à notre ville assez précieux pour qu'elle soit jalouse de le conserver. Ces débris, ces fragmens de pierre que les siècles ont mutilés, nous plaisent tels qu'ils sont, nous les vénérons avec autant de respect qu'en avaient les païens pour leur *sacrarium* et les tombeaux de leurs pères. Vous pouvez donc certifier à M. le ministre de la guerre qu'il n'est pas un Narbonnais qui en fit volontairement le sacrifice (2). »

Le 19 avril, il lui écrit de nouveau :

« Aujourd'hui la question est présentée sous un autre

(1) Roschach, *Catalogue*, p. 86.

(2) Archives communales de Narbonne, Correspondance municipale.

jour ; le gouvernement, dans l'intérêt des arts, voudrait empêcher que les précieux restes d'antiquité que possède Narbonne fussent plus longtemps exposés à l'action destructive de l'air. Sans objecter que la plupart de ces pierres étant de marbre résistent à la force dévorante des vicissitudes atmosphériques, je répondrai seulement que nous sommes d'accord sur l'avantage qu'il y aurait de les placer dans un lieu couvert et que depuis longtemps nous aurions prévenu les invitations qui nous sont faites à ce sujet, si l'état financier de la commune nous eût permis d'établir un Musée. Vous pouvez donc assurer à M. le directeur des fortifications de Perpignan que nous ne négligeons rien pour nous mettre en mesure de nous procurer un local à cet effet, soit aux frais de la ville, soit aux frais des amateurs des beaux-arts qui habitent ce pays (1). »

En vain le lieutenant-général, directeur du dépôt de la guerre et des opérations militaires, M. Pelet, vient-il à la rescousse ; en vain, en qualité de Toulousain et d' « ancien élève de son Académie », joint-il ses instances « à celles des principales autorités » ; en vain, dans une lettre du 5 mai 1831, promet-il « quelques fragments de colonnes ou autres pièces des monuments de l'Afrique et de la Grèce. » Le maire de Narbonne reste inébranlable ; il lui répond, le 14 mai, « que les habitants de Narbonne sont tous jaloux de conserver ces objets précieux d'antiquité qu'ils ne céderaient peut-être pas pour les restes les plus curieux de la Grèce et de Rome, » et que les efforts du maire de Toulouse resteront toujours infructueux à ce sujet (2). Le 11 juin, la question est enfin résolue ; le ministre de la guerre décide qu'il n'y a pas lieu d'accéder à la demande du maire de Toulouse (3). Bien que très habilement menée par

(1) Archives communales de Narbonne, Correspondance municipale.

(2) Ibid.

(3) Ibid., lettre du capitaine du génie commandant la place de Narbonne, en date du 25 juin 1831, au maire.

Dumège, cette campagne a cependant tourné à sa confusion.

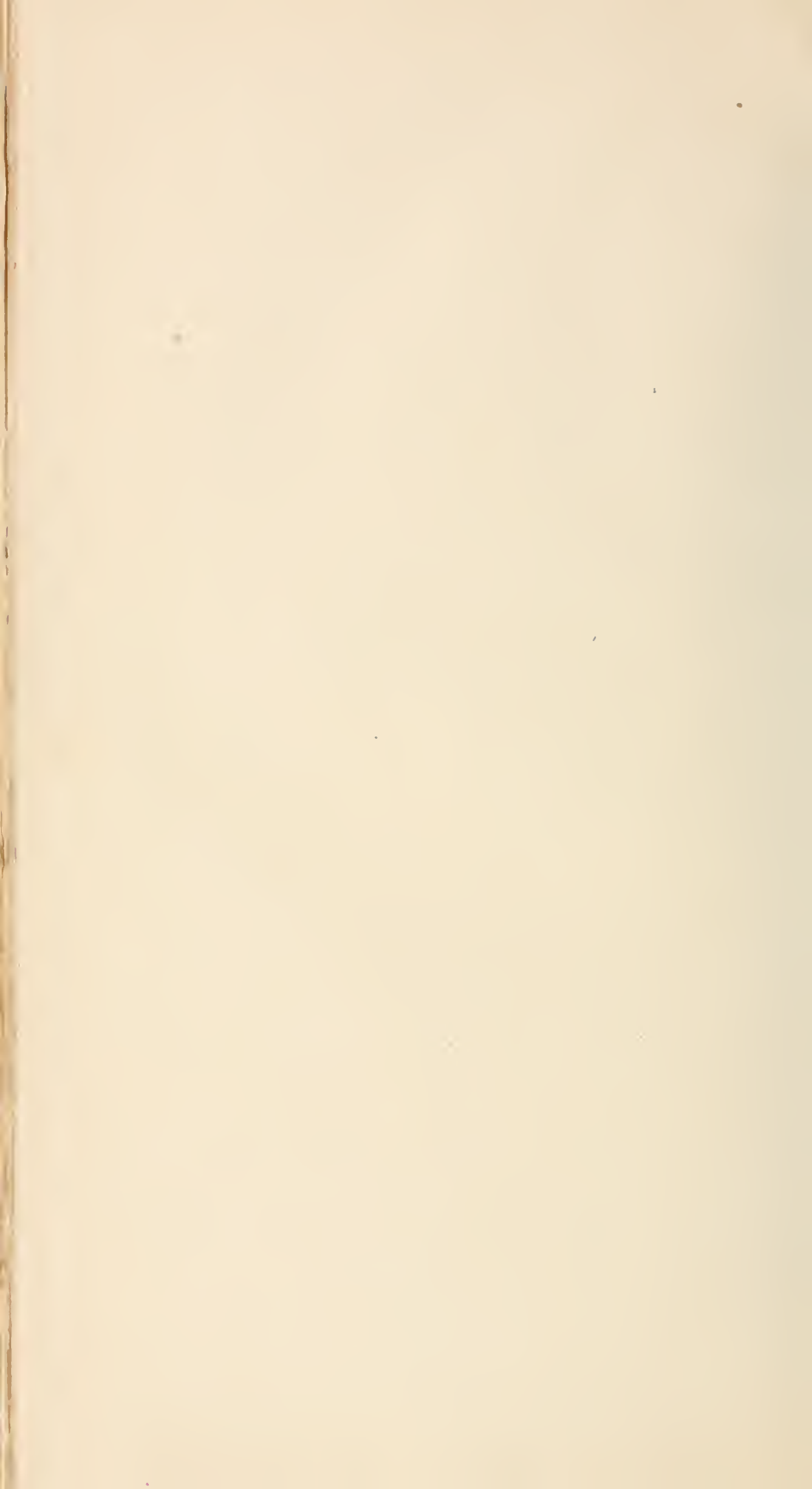
Dans une lettre du 14 mai 1855, Tournai écrivait à Dumège : « Vous êtes le père spirituel de notre Musée. » Il ignorait évidemment, et il a dû ignorer toute sa vie les procédés déloyaux de notre chevalier, abusant de la confiance que lui témoignaient les archéologues narbonnais et ne craignant pas de mêler son nom à une industrie de mauvais aloi. Si le mot de Tournai n'est pas exagéré, si Dumège a été pour quelque chose dans la création du Musée de Narbonne, il n'a pas dépendu de lui que l'enfant fût déshérité avant même de naître. Il est toutefois heureux de penser que la meilleure part de l'héritage est restée entre nos mains, et par le dévouement qu'ils ont mis à la défendre, les fondateurs du Musée de Narbonne ont acquis des droits impérissables à notre souvenir et à notre reconnaissance.

LOUIS NARBONNE.

ERRATUM

Année 1891, p. 463, ligne 3, lire : *ar els*.

Remplacer la note 2 par la suivante : *Ar* n'est pas autre chose que la préposition *as* (*ad*) dont l'*s* est devenue *r*. Les faits de rhotacisme abondent dans les textes provençaux de cette époque. On en trouve trois autres exemples dans les textes cités au cours de cet article : *carern*, *mera* déjà signalé, *franquera*.





Inventaire des Archives communales de Narbonne antérieures à
1789, par G. MOURNÉS, archiviste du département de l'Aude
3 vol. in-4°..... **100 fr.** »

J.-J. Cassanea de Mondonville, compositeur et maître
de musique de la chapelle du Roi, notice biogra-
phique publiée sous les auspices de la Commission
archéologique de Narbonne, par L. GALIBERT..... **1 fr.** »

Bulletin de la Commission archéologique et littéraire
de l'arrondissement de Narbonne (1^{re} série, années
1876-1877)..... **6 fr.** »

Bulletin de la Commission archéologique et littéraire
de l'arrondissement de Narbonne (2^{me} série, années
1890 et 1891) 4 fascicules..... le fasc. **3 fr.** »

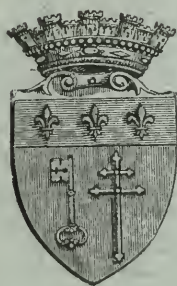
Catalogue raisonné des objets d'art et de céramique
du Musée de Narbonne, par EUGÈNE FU..... **1 fr. 25**

Catalogue de la Bibliothèque publique de Narbonne,
par M. J. TISSIER, bibliothécaire-archiviste, ancien
élève de l'école des Chartes (2 vol.)..... **15 fr.** »

En vente chez M. FRANÇOIS CAILLARD, imprimeur-libraire,
2, rue Corneille, Narbonne.

BULLETIN
DE LA
COMMISSION ARCHÉOLOGIQUE
DE NARBONNE

— — — — —
ANNÉE 1892 — 2^{me} SEMESTRE



NARBONNE
IMPRIMERIE F. CAILLARD, RUE CORNEILLE, 2

—
1892

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LE BULLETIN

	Pages.
Procès-verbaux des séances de la Commission archéologique (1 ^{er} semestre 1892).....	XXIII
La numismatique narbonnaise d'après le premier catalogue du Musée de Narbonne (G. AMARDEL).....	133
Une maison de mercerie à Narbonne en 1737, <i>suite et fin</i> (M. MASSIP).....	139
Trois fers à hosties du Midi (X. BARBIER DE MONTAULT)...	169
L'instruction publique à Narbonne avant 1789, <i>suite et fin</i> (L. NARBONNE).....	177
Un gros de roi sans nom royal (G. AMARDEL).....	233
Pirates catalans, 1419 (ALPHONSE BLANC).....	238
La vie municipale à Narbonne au xvii ^e siècle. Une élection en 1667 (L. FAVATIER).....	241
Le livre de comptes de Jacme Olivier, marchand narbonnais du xiv ^e siècle (A. BLANC).....	273
Le sarcophage de Festa (F.-P. THIERS).....	282

COMMISSION ARCHÉOLOGIQUE

PROCÈS-VERBAUX

Année 1892. — 1^{er} Semestre.

Séance du vendredi 8 janvier 1892.

La séance est ouverte à 2 h. 23 sous la présidence de M. Favatier.

Présents : MM. Claret, Riols, de Monerie, Lafont, Gautier Cros-Mayrevieille, Amardel, Boué, l'amiral Lamothe-Tenet Narbonne, Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

MM. Lignon et d'Andoque de Sériège, récemment nommés membres résidants, assistent à la séance.

M. le PRÉSIDENT donne lecture de l'arrêté préfectoral, en date du 4 décembre 1891, qui nomme MM. Lignon et d'Andoque de Sériège membres résidants en remplacement de MM. Figeac et Dartiguelongue, décédés, et leur adresse des paroles de bienvenue.

Il annonce ensuite la mort de M. l'abbé Prax, ancien membre de la Commission archéologique, et prononce, à ce sujet, les paroles suivantes :

« La Commission archéologique a perdu, il y a quelques jours, un de ses anciens membres, M. l'abbé Prax, décédé le 26 décembre 1891 après une longue et cruelle maladie.

« Au moment où je suis appelé à rendre un dernier hommage à sa mémoire, je ne puis oublier que nous entrâmes ensemble dans notre société le 4 août 1871, en même temps que mon honorable ami, M. le contre-amiral Lamothe-Tenet. Les vastes et hautes connaissances scientifiques de M. l'abbé Prax l'avaient naturellement désigné aux suffrages de la Commission, de même que la conduite glorieuse de M. Lamothe au siège de Paris avait attiré sur lui l'attention de tous. Qu'est-ce qui me valut le choix de la Commission ? Je ne saurais le dire : ce que je puis affirmer, c'est que je passai inaperçu entre mes deux collègues, qui avaient à des titres divers une éclatante notoriété, je pourrais dire une réelle illustration.

« Tant que M. l'abbé Prax demeura au milieu de nous, il y représenta la science avec une autorité et une compétence incontestées. M. Boué, cet ami fidèle, dont l'amitié dévouée a bravé toutes les fatigues et n'a connu aucune défaillance, pourrait dire tous les services qu'il nous a rendus sous ce rapport. En 1885, notre confrère, poussé par des scrupules respectables entre tous, donnait sa démission ; depuis quelques années, d'ailleurs, son âge et sa frêle santé le condamnaient à la retraite.

« Les obsèques de M. Prax ont été un vrai triomphe qui a contrasté avec l'extrême simplicité de sa vie. Toutes les sommités de notre cité, sans distinction de partis, se pressaient autour de son cercueil, témoignant ainsi en quelle haute estime tous tenaient ce saint et humble prêtre, aussi modeste que savant. Bien qu'il ne fût plus partie de notre société, la Commission a tenu à honneur d'y être représentée.

« A l'heure des derniers adieux, un de nos collègues,

qui occupe précisément sa place au milieu de nous, M. Louis de Martin, a dit avec une émotion profonde sa vie, ses vertus, sa piété, ses œuvres. Je ne saurais égaler ses accents, dont l'éloquence partait du cœur d'un disciple et d'un ami.

« Au nom de la Commission archéologique, je me borne donc à m'associer à ses éloges, à sa douleur et à ses regrets. »

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

M. FAURE, membre résidant, annonce l'envoi du 1^{er} fascicule des *Annales historiques*, année 1892, contenant son portrait et un article sur sa vie et ses œuvres. — Remerciements.

M. le SECRÉTAIRE communique le programme du congrès qui doit être tenu en Espagne, au couvent de Santa Maria de la Rabida, en 1892, pour célébrer le quatrième centenaire de la découverte de l'Amérique.

Il dit, à ce sujet, que M. le président et lui ont reçu une visite de M. le vice-consul d'Espagne à Narbonne, M. Jules Raynal, pour demander le concours de la Commission archéologique et sa participation par l'envoi de divers objets du Musée à l'exposition internationale qui doit avoir lieu à la même époque dans la ville de Madrid.

La Commission charge le bureau de répondre à M. Raynal qu'elle est heureuse de souscrire à ces fêtes qui rappellent un des événements les plus considérables de l'histoire. Elle regrette de ne pouvoir accueillir aussi favorablement sa demande de participation à l'exposition de Madrid. Son règlement et ses traditions ne lui permettent pas de déplacer les objets confiés à sa garde et qui proviennent presque exclusivement de legs ou de donations. Cette

règle a toujours été observée à l'égard de nos expositions nationales; la Commission ne saurait s'en départir dans la circonstance actuelle.

M. AMARDEL fait quelques observations au sujet d'une estampe qui figure sur le frontispice du Bulletin du 1^{er} semestre 1892 et qui a été empruntée à un ancien catalogue du Musée publié par Tournal en 1847. Ce bois, qui pouvait à la rigueur être exposé il y a une cinquantaine d'années, n'est plus en harmonie avec les progrès qu'a faits depuis lors la numismatique, et plusieurs des monnaies qu'il représente donnent lieu à de justes critiques. Il croit nécessaire, en vue de la responsabilité que pourrait encourir la Commission archéologique à ce sujet, de publier dans le prochain Bulletin une note explicative qui fera connaître la véritable portée de cet emblème et la date à laquelle il a été pour la première fois présenté au public. — Approuvé.

M. BOUÉ annonce qu'on a rempli une nouvelle vitrine à la salle Chaber avec les clefs, serrures, etc., du legs Bonnel.

M. LAFONT annonce qu'on vient de reconnaître une nouvelle grotte dans le massif jurassique qui se prolonge entre Montredon et Lebrettes. D'après les renseignements qui lui ont été transmis, cette grotte est profonde d'environ 30 mètres et renferme plusieurs puits. On ne peut la visiter qu'à l'aide d'échelles de corde. Il soumet à la Commission des échantillons de stalagmites détachés des parois latérales, qui ont une forme exceptionnelle: configuration coralloïde, dispositions en tiges isolées formées de cristaux à rectangles.

La sous-commission d'histoire naturelle est chargée de faire des études sur cette grotte et d'y opérer des recherches au point de vue préhistorique.

M. TISSIER offre, au nom de M. Sahuc, membre correspondant, un ouvrage intitulé: *La vie du vénérable Guillaume Courtet*, religieux dominicain, martyrisé au Japon, par

l'abbé G. Tarniquet; et au nom de M. MARTY, membre correspondant, un exemplaire du travail intitulé: *Les limites de Roquefort et de Montpezat en 1538 d'après les carrons et en 1813 d'après le cadastre.*

M. AMARDEL offre un exemplaire du tirage à part de *l'Hôtel des monnaies de Narbonne* au xvii^e siècle, et de ses articles parus dans le Bulletin.

M. NARBONNE offre, au nom de M. Jourdanne, membre libre, les numéros d'octobre, novembre et décembre 1891, de la *Revue méridionale*.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

Il est ensuite procédé à la nomination de deux membres correspondants pour le canton de Narbonne en remplacement de MM. Lignon et d'Andoque de Sériège.

Le scrutin donne les résultats suivants :

En remplacement de M. Lignon :

M. Antoine Barlabé, propriétaire, 12 voix.

M. Barlabé est nommé membre correspondant pour le canton de Narbonne.

En remplacement de M. d'Andoque de Sériège :

Deux tours de scrutin n'ayant pas donné de résultat, l'élection est renvoyée à la prochaine séance.

M. le SECRÉTAIRE rappelle les marques d'intérêt que M. Drivet, chef de gare, a données à notre société et son empressement à répondre à tous les appels qu'elle a faits à son obligeance. Il propose de lui décerner le titre de membre honoraire.

Cette proposition est votée par acclamation.

Il est ensuite procédé à la nomination de membres libres.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures.

Le Président,

L. FAVATIER.

Le Secrétaire,

L. BERTHOMIEU.

Séance générale du jeudi 14 janvier 1892.

La séance est ouverte à 8 h. 30 du soir, dans la grande salle de la Bibliothèque, sous la présidence de M. le Maire de Narbonne.

Le bureau est formé par les membres du bureau de la Commission et les membres du comité de publication.

Cinquante membres environ assistent à la séance.

M. FAVATIER, président de la Commission archéologique, remercie M. le Maire d'avoir bien voulu marquer par sa présence tout l'intérêt qu'il porte à notre société et lui exprime la reconnaissance de la Commission pour le bienveillant concours que lui a toujours prêté la municipalité narbonnaise. Il prononce ensuite le discours suivant :

MESSIEURS ET CHERS COLLÈGUES,

« C'est à moi qu'est dévolu le périlleux honneur de présider cette première assemblée générale de tous les membres de la société archéologique. Devant l'élite intellectuelle de notre vieille et illustre cité, j'éprouverais un véritable embarras à prendre la parole, si je ne comptais sur votre bienveillance et sur les sentiments de confraternité qui doivent nous unir tous.

« Vous savez, Messieurs, quel a été notre but en demandant l'adjonction à notre société de membres libres dont le nombre n'est pas limité. L'arrêté du 31 octobre 1833, qui est la charte de notre fondation, avait établi une commission de dix membres « chargés de créer à Narbonne, « un musée et une bibliothèque publique, en même « temps que de veiller à la conservation de tous les sou- « venirs que l'antiquité avait laissés autour de nous. »

« C'était la consécration officielle de l'œuvre entreprise avec un zèle, une ardeur, et je puis dire une abnégation au-dessus de tout éloge, par M. Paul Tournal, dont il est impossible de ne pas prononcer le nom, toutes les fois que l'on remonte aux origines de notre société. Je suis heureux de le saluer avec la reconnaissance qui lui est due, et de saluer en même temps celui qui le représente si bien au milieu de nous, le digne héritier de son zèle éclairé et de son désintéressement, qui ne le cèdent qu'à sa modestie.

« L'œuvre entreprise s'étant agrandie, un arrêté préfectoral du 22 janvier 1840 porta le nombre des membres de la commission à 25.

« Notre société demeurerait toujours une société fermée, dont les membres nommés par le Préfet ne peuvent dépasser le nombre fixé officiellement. Cela tient, vous le savez, à ce qu'elle a dans ses attributions essentielles l'administration du Musée et de la Bibliothèque publique.

« Or on peut administrer à dix, on peut à la rigueur administrer à vingt-cinq; aller plus loin serait rendre l'administration difficile, sinon impossible. Il ne dépendait pas de nous de changer complètement cet état de choses. Nous avons voulu néanmoins élargir autant que possible ce cadre trop étroit, en appelant dans nos rangs tous ceux qui, par leur science, leurs talents, leurs goûts ou leurs aptitudes, pouvaient nous apporter un aide ou un secours. Ne pouvant les associer à notre administration, nous les avons associés à nos travaux, et nous leur avons ouvert les colonnes de notre Bulletin. Les adhésions sont venues plus nombreuses que nous n'eussions osé l'espérer. Et je suis heureux aujourd'hui d'adresser mes remerciements et mes souhaits de bienvenue à tous ceux qui ont répondu à notre appel. Un de nos confrères va vous dire avec sa verve spirituelle et son érudition variée quels ont été la marche et le développement du Bulletin depuis sa création. Il

vous dira en même temps comment quelques membres libres ont heureusement usé de l'hospitalité que nous leur avons offerte.

« Si ce n'était trop ambitieux, je dirais que nous avons voulu appeler à nous tous ceux qui pouvaient apporter une pierre, si petite fût-elle, à l'impérissable monument que nous serions heureux de voir s'élever et grandir, et cependant il n'y a pas de mot qui rende mieux ma pensée. Si nous ne faisons pas l'édifice, nous préparons en partie les matériaux. Ce monument, Messieurs, n'est autre que la grandeur de notre chère patrie à laquelle nous voulons tous travailler dans la mesure de nos forces, quelles que soient d'ailleurs nos opinions ou nos convictions, les uns par le culte des arts, d'autres par l'archéologie, d'autres par la science ou la littérature, d'autres enfin par les études historiques, tous par un inaltérable dévouement.

« Mais cette grandeur, permettez-moi de vous le dire, je la vois surtout dans la grandeur morale, dans ce qui élève les âmes et grandit les caractères. Aussi voudrais-je que l'art et la littérature se préoccupassent davantage de cette grande pensée. S'ils oublient cette haute mission, s'ils s'abaissent dans un réalisme grossier ou dans un sensualisme corrupteur, au lieu d'élever les mœurs publiques ils en abaissent le niveau. Et ici je ne saurais mieux faire que de m'abriter sous le patronage d'un homme qui est bien de son siècle, et auquel on n'a jamais refusé de l'esprit.

« Tout laisser au hasard de ce qu'on appelle le tempérament, a dit M. Pailleron, décréter que l'incontinence aura nom puissance, et la brutalité hardiesse, réduire dans la peinture le tableau à l'esquisse, sous prétexte d'impression, et à la caricature, sous couleur de réalité, rapetisser dans la littérature cette grande étude de l'âme humaine aux observations médicales d'une pathologie fantaisiste, imaginer dans l'odieux, solen-

« niser l'obscène, marivauder avec l'immonde, aller dans
 « cette voie plus loin que le dégoût, atrophier ainsi, par
 « la fréquentation de toutes les grossièretés, par l'habitude
 « de toutes les laideurs, cette délicatesse qui est en nous
 « une forme de la fierté, changer la vieille devise : Tou-
 « jours plus haut, par cette autre : Toujours plus bas ; à
 « faire ces choses, en vérité, on n'est pas le révolution-
 « naire de l'art, on n'en est que l'insurgé. »

« Tout cela, » continue l'illustre académicien, « tout cela
 « passera, nous cesserons de regarder la terre, et nous
 « reverrons cette étoile, qui doit guider le genre humain,
 « et qui, pour être vue, force l'homme à regarder le ciel. »

« Je demanderais aussi, Messieurs, que ceux qui étu-
 dient l'histoire le fassent sans parti pris. Si nous trou-
 vons des fautes qui ont certainement amené des malheurs
 (toutes les fautes se paient), nous ferons nos efforts, dans
 notre modeste sphère, pour qu'elles soient évitées à l'ave-
 nir. Si nous y rencontrons des institutions salutaires qui
 ont autrefois produit des fruits heureux, nous cherche-
 rons à les mettre en lumière. Nous saluerons toutes les
 grandeurs et toutes les gloires de la patrie, sous quelque
 drapeau qu'elles nous apparaissent.

« Après avoir indiqué d'une manière générale l'orienta-
 tion que je serais heureux de voir donner à nos travaux,
 je voudrais en préciser un peu plus le caractère. Et ici
 j'emprunterai encore la voix d'un homme illustre qui a
 aimé passionnément son pays. M. de Montalembert tra-
 çait, il y a cinquante ans, un programme qui ne me paraît
 pas avoir vieilli, dans une lettre fameuse qu'il adressait à
 M. Victor Hugo, sur le vandalisme moderne.

« S'occuper de notre sol national, de nos monuments
 « historiques, des sublimes débris de notre passé. Vouer
 « un culte à l'histoire et aux souvenirs de la patrie.
 « Déployer un drapeau qui pût rallier toutes les âmes

« jalouses de sauver ces monuments, ces débris, tous ces
 « souvenirs, non seulement les monuments romains, mais
 « surtout les monuments de notre vieille France, qui ont
 « au moins autant d'intérêt pour nous. » A cette œuvre
 M. de Montalembert conviait « toutes les bonnes volontés,
 « même les plus obscurs et les plus humbles travailleurs. »
 Il ne demandait que « de l'indignation contre les barbares
 « et de l'amour pour le passé. »

« Et ici, Messieurs, ne vous méprenez pas sur le sens de
 mes paroles. Si je parle de l'amour du passé, je me place
 uniquement sur le terrain de l'art et des souvenirs histo-
 riques, laissant absolument de côté toute idée politique.
 Il s'agit de conserver, de faire revivre les monuments, les
 souvenirs, les gloires de notre vieille France. N'est-ce pas
 un devoir et un bonheur en même temps, à quelque parti
 que l'on appartienne ? Non, nous ne voulons pas pour cela
 la résurrection d'un passé qui a eu ses grandeurs, mais
 qui a eu aussi ses misères, et qui aujourd'hui est mort, et
 ne peut plus revivre.

« Où en serions-nous, Messieurs, si nous ne pouvions
 supporter que les monuments élevés par des idées ou des
 passions que nous partageons ? La France deviendrait une
 sorte d'arène, où chaque parti, arrivant au pouvoir, n'au-
 rait d'autre préoccupation que d'effacer toutes traces de ceux
 qui l'ont précédé, et couvrirait de ruines le sol national.

« C'est ce qui est arrivé trop souvent, Messieurs, et c'est
 contre ces passions étroites, funestes et antipatriotiques,
 que je vous demande de réagir, en faveur de la vérité his-
 torique, et du respect des créations anciennes. Ce ne sera
 pas trop pour cela que l'union de tous nos efforts : aujour-
 d'hui plus que jamais, l'homme isolé est sans influence et
 sans force.

« Dans sa lettre à Victor Hugo, M. de Montalembert
 ne craignait pas d'appeler ce vandalisme destructeur un
 crime national. « Ce sera, » disait-il, « une bien triste page

« dans nos annales que ce divorce prononcé contre tout
 « ce que nos pères nous ont laissé pour nous rappeler leurs
 « mœurs, leurs affections, leurs croyances. » Et il ajoutait :
 « Rien de plus naturel que ce divorce dans le premier
 « moment de la réaction populaire contre l'ancien ordre
 « social et politique : mais y persévérer après la victoire,
 « immoler aux préjugés les plus arriérés ce qui fait le
 « charme d'une patrie et la gloire de l'art, c'est un crime
 « national, dont il n'y a pas d'exemple dans l'histoire. »

« Ce vandalisme, ce vent destructeur a soufflé longtemps
 sur notre terre de France, et il y a peu de temps encore,
 il soufflait au milieu de nous, et il renversait des monu-
 ments que nous aurions dû conserver avec un soin jaloux.
 Je n'accuse ici personne, et surtout je n'accuse aucun parti,
 car à des degrés divers, et pour des motifs différents, tous
 les partis peuvent à cet égard faire leur *mea culpa*.
 M. de Montalembert fait remonter jusqu'à Louis XIV
 cette inintelligence du passé qui a fait tant de ruines et
 détruit tant de belles œuvres.

« Pour vous, Messieurs, vous ne partagez ni ces passions
 mesquines, ni cette inintelligence du passé. Votre patriotisme
 large et éclairé met au-dessus de tout l'amour et la
 grandeur de la patrie. Vous voudrez tous apporter une
 pierre à ce monument dont je parlais. Vous ne craignez
 pas d'y mettre tout votre zèle : vous y mettrez surtout votre
 abnégation.

« Tout homme qui s'abdique, » a dit un jour un grand
 orateur, « ne sût-il faire qu'un vulgaire métier, je l'estime
 « un grand homme. » C'est l'abnégation qui fait en effet
 la grandeur réelle, c'est par l'abnégation que l'on fait une
 grande œuvre.

« Au sortir de cette salle, vous pourrez saluer d'un
 regard le splendide édifice qui est l'orgueil et l'honneur
 de notre cité. Qui a construit ce beau monument ? Qui a
 élevé ces voûtes hardies ? De modestes ouvriers, dont le

nom ne nous est pas même parvenu. Lorsque nos pères entreprenaient la construction de ces magnifiques cathédrales, que M. Villemain appelait des poèmes épiques, et qui après six ou sept siècles écoulés font encore notre admiration, ils ne se disaient pas : cette œuvre est trop grande, nous ne pourrons la mener à bonne fin. Non, ils se mettaient au travail avec une abnégation complète d'eux-mêmes. Celui qui posait la pierre du fondement n'espérait guère voir le faite couronner l'édifice. Cela durait ainsi un siècle, deux siècles, quelquefois plus. Qu'importait à ces ouvriers obscurs ? Ils avaient conscience qu'ils travaillaient à une grande œuvre, qu'ils avaient leur part ignorée dans le chef-d'œuvre que les générations futures admireraient, et qui s'élevait au milieu de la cité comme l'incarnation de la foi et de la prière de tout un peuple, et cela leur suffisait.

« A l'œuvre donc, Messieurs, je vous convie tous à un travail fécond et désintéressé. Donnons pour devise à nos travaux ce mot qu'un poète de la libre Amérique nous jetait un jour à travers les flots de l'Océan comme un écho du *Sursùm corda* de l'Église catholique :

« *Excelsior !* »

Après cette allocution qui a été couverte d'applaudissements, la parole est donnée à M. Narbonne pour rendre compte de la marche du Bulletin.

M. NARBONNE s'exprime en ces termes :

« MESSIEURS ET CHERS COLLÈGUES,

« Notre règlement nous autorise, il nous invite même à nous réunir. Le comité de publication, dont je suis en ce moment l'interprète, lui en est reconnaissant. Ces réunions, en effet, ont du bon et ne peuvent produire que d'excellents résultats ; elles nous permettent de mieux nous connaître,

d'échanger nos idées et nos sentiments, de parler de nos intérêts, elles resserrent le lien qui unit des hommes visant le même but, dévoués à la même cause ; ce sont, en un mot, des réunions de famille. Puisqu'il en est ainsi, parlons donc, si vous le voulez bien et sans autre préambule, des choses qui intéressent notre famille, et plus particulièrement de celle qui est aujourd'hui l'objet de sa sollicitude, je veux dire le Bulletin.

« Le Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne a vu le jour pour la première fois en 1877. Il venait au monde sous de riants auspices et se présentait sous la forme d'un bel in-8° de 591 pages avec fac-simile d'une pièce du ix^e siècle. M. Paul de Rouville, professeur de géologie à la Faculté des sciences de Montpellier, M. le président Cauvet, alors avocat à Narbonne et une des lumières de notre barreau, M. Mouynès, archiviste du département, et notre infatigable secrétaire, M. Berthomieu, lui apportèrent leur tribut. Ceux d'entre vous qui l'ont eu entre les mains ont pu juger les savantes et consciencieuses études qu'il renferme. La première étude de M. Cauvet est relative au mariage des serfs et au droit qu'ont les serfs d'une seigneurie d'aller résider dans une autre sans avoir besoin de l'autorisation de leur maître. Ce droit s'appelait *parcours* ; Du Cange le nomme *percursorus*. M. Cauvet explique dans son travail avec l'autorité d'un juriste consommé deux traités de parcours passés, l'un entre le vicomte de Narbonne et ses feudataires, l'autre entre le chapitre Saint-Just et le chapitre Saint-Paul. Dans la seconde étude, M. Cauvet passe du droit à l'histoire, et, comme la fée qui présida à son berceau lui permit de toucher à tout avec un égal bonheur, il déploie les plus excellentes qualités de l'historien dans un travail sur l'établissement des Espagnols dans la Septimanie aux viii^e et ix^e siècles et sur la fondation de Fontjoncouse par l'espagnol Jean au viii^e siècle. A côté de M. Cauvet, le regretté Mouynès,

auquel nous devons une partie de l'inventaire de nos archives communales, publia les titres de la seigneurie de Fontjoncouse, qui forment un précieux et intéressant cartulaire. N'insistons pas davantage. Puissent ces quelques indications inspirer à ceux qui ne le connaîtraient pas le désir et le goût de lire le premier Bulletin de notre Commission !

« Mais les enfants les mieux conformés et les mieux venus ne sont pas toujours ceux qui vivent le plus longtemps. C'est une vérité dont notre Commission fit à propos du Bulletin la triste et douloureuse expérience. En effet, peu après l'apparition du volume de 1877, elle fut forcée, par des causes indépendantes de sa volonté, dit un procès-verbal, d'en suspendre la publication, mais avec l'espoir de la reprendre plus tard, quand viendrait le moment opportun.

« Ce moment est arrivé. En 1889, quelques membres de notre Commission ont constaté avec plaisir que le goût des études archéologiques, loin d'être perdu, ne faisait que s'accroître, et que nos feuilles locales contenaient fréquemment des travaux relatifs à l'histoire du pays. Fallait-il laisser ces divers travaux s'éparpiller dans les journaux et devenir l'objet à brève échéance d'un oubli certain ? Le journal, il faut le reconnaître, est chose éphémère ; un jour l'apporte, une autre l'emporte, et avec lui les études auxquelles ses colonnes offrent une hospitalité qui ne les préserve pas toujours de l'indifférence. Des études, souvent consciencieuses et très bien faites, passent inaperçues dans les journaux, auxquels l'esprit demande la nourriture politique ou le fait divers du jour, et s'ensevelissent dans un oubli d'où le collectionneur parvient à peine à les tirer. Elles peuvent bien quelques instants fixer l'attention, mais autant en emporte le vent, *rapidis ludibria ventis*. Il leur faut, pour assurer leur durée et leur souvenir, la forme plus sévère et les colonnes d'un Bulletin. Aussi notre Com-

mission accueillit-elle avec plaisir l'idée de reprendre la publication interrompue. Une heureuse modification du règlement appela à nous pour nous seconder les membres libres, et le Bulletin reparut en 1890. Les souhaits de bienvenue ne lui ont pas manqué, espérons qu'ils lui porteront bonheur.

« Ce qu'il a été jusqu'à présent, nous n'avons pas à vous le dire. Vous avez encore présents à l'esprit les divers travaux qu'il a publiés et qui concernent l'histoire du pays. Épigraphie, numismatique, histoire religieuse ou commerciale, toutes les parties ou a peu près ont été abordées, et membres honoraires, membres résidants, membres correspondants, membres libres, tous à l'envi ont tenu à honneur de soutenir les premiers pas de notre Bulletin et d'assurer sa marche. Citer MM. Massip, Alphonse Blanc, Barbier de Montault, Thiers, Amardel, Riols, Favatier, Tissier, Paul Lafont, Berthomieu, baron de Rivières, c'est nommer les gloires du Bulletin. Mais il nous a été particulièrement agréable d'accueillir les travaux des membres libres qui ont bien voulu seconder les efforts de la Commission; j'ai l'espoir de ne pas être démenti en affirmant que MM. l'abbé Sabarthès et Gaston Jourdanne ont su se montrer très intéressants dans des études dont vous avez pu apprécier la portée et la valeur et on nous approuvera sans doute d'adresser à ces vaillants collaborateurs nos sincères remerciements et nos encouragements. Leur exemple, espérons-le aussi, ne sera pas perdu.

« Sous une forme modeste notre œuvre est grande, car il ne s'agit de rien moins que de préparer les matériaux pour l'histoire de notre cité que d'autres écriront plus tard. Combien alors il peut paraître doux d'apporter sa pierre à l'édifice et de penser qu'on peut contribuer à faire mieux aimer le glorieux passé de notre pays! Et que d'études à faire, que de sujets importants à traiter! Avez-vous songé aux vastes champs qui s'ouvrent devant celui qui voudra

étudier Narbonne dans ses origines, ses développements et les diverses phases de son existence ? On a tenté d'écrire une histoire du commerce de Narbonne ; essai infructueux et à recommencer, car l'auteur n'a connu qu'une très faible partie de nos archives et des documents qui lui eussent été le plus utiles. Un de nos compatriotes, ancien élève de l'école des Chartes, a choisi pour sujet de thèse l'histoire des institutions municipales de Narbonne au XII^e ou XIII^e siècle, si je ne me trompe ; essai louable, mais qui ne dispense pas d'étudier et de décrire la vie municipale à toutes les périodes, en remontant aussi haut que nos archives le peuvent permettre. Personne de vous ne se laissera-t-il séduire par l'histoire des pestes qui ont désolé notre vieille ville, celle de ses hôpitaux, de ses remparts, de ses fêtes publiques, de ses corporations et métiers, des fabricants de draps, de ses vicomtes, des anciens usages, mœurs et coutumes du pays narbonnais, de ses châteaux, de ses grandes familles ? Et l'histoire religieuse, n'a-t-elle pas tenu une assez large place dans la vie de nos pères pour solliciter notre attention et nous engager à étudier nos monuments religieux et les ordres qui couvraient notre sol avant 1789 ? A ce sujet, des indiscretions, d'autant plus pardonnables qu'elles m'ont été plus faciles, me permettent de vous affirmer que certains d'entre nous se sont préoccupés de faire en partie cette étude et s'en sont déjà procuré quelques matériaux ; ceci soit dit sans vouloir rebuter qui que ce soit et l'empêcher de toucher à un sujet qui aurait ses préférences et ses prédilections.

« Mais où, me dira-t-on, trouver les éléments nécessaires à de pareils travaux ? Qu'on se rassure. Si nous n'avons pas toutes les ressources que peuvent offrir les bibliothèques et les collections de la capitale, notre bibliothèque est encore assez riche pour venir en aide aux travailleurs, nos archives leur ouvriront leurs trésors, la continuation de leur dépouillement mettra à leur disposition des pièces

précieuses qui n'étaient pas connues ; il n'est pas jusqu'au hasard qui ne se mette de la partie et qui ne nous fasse découvrir, comme dernièrement, des documents dont on ne soupçonnait pas l'existence et qui serviront à merveille les amateurs de notre histoire et de notre passé.

« Le croiriez-vous ? Il nous arrive parfois de nous trouver plus riches que nous n'avions pensé. En voici une preuve.

« M. Ed. Forestié, de Montauban, a publié récemment *Les livres de comptes des frères Bonis, marchands montalbanais du XIV^e siècle*. « Peu de documents sont aussi sérieux
« et aussi instructifs, dit M. H. Pirenne dans la *Revue critique* du 8 juin 1891. La variété des objets que comprenait
« le commerce des frères Bonis fait de leurs livres de
« comptes une véritable mine de renseignements sur la vie
« matérielle du xiv^e siècle. » On y trouve des indications des plus utiles pour l'histoire du costume, de l'armement, du mobilier, de la médecine, du droit, de l'économie sociale, sans parler de ceux qu'ils fournissent sur l'histoire du commerce.

« M. P. Meyer dit qu'il ne pense pas que l'on ait signalé aucun autre livre de comptes du xiv^e siècle en France (1). Eh bien ! M. Alphonse Blanc, notre collègue, un érudit et un chercheur que je vous recommande, a trouvé dans les archives de Narbonne un livre de comptes au moins aussi curieux que ceux des frères Bonis, remontant aussi au xiv^e siècle, et sur lequel il a bien voulu me donner quelques renseignements.

« Les deux livres des frères Bonis renferment des comptes depuis 1339 jusqu'en 1369. Le livre de Narbonne renferme des comptes depuis 1381 jusqu'en 1389. Il est probablement entré dans les archives parce que le marchand

(1) *Romania*, janvier 1891, p. 171.

à qui il appartenait aura été fermier de certains impôts. Les affaires qu'il relate ont été conclues à une époque des plus troublées et l'on y retrouve la trace de ces troubles, notamment au moyen de certains comptes avec des capitaines établis à Saint-Pierre-des-Clars au début de la guerre du vicomte. Il nous fournit aussi des preuves irrécusables de l'importance qu'avait conservé à Narbonne le commerce maritime. Il donne sur ce commerce, ses procédés, les marchandises qui en étaient l'objet, de précieux renseignements. — Il complète ainsi heureusement les données fournies par les livres des frères Bonis qui n'ont trait qu'au commerce par voie de terre. Sur ce dernier point le livre de Narbonne est peut-être moins riche que celui des marchands de Montauban. On y trouve aussi des indications précieuses sur l'industrie et l'agriculture à Narbonne à la fin du *xiv^e* siècle.

« Ce livre, comme ceux des frères Bonis, est écrit en dialecte languedocien. — Sa publication intéresserait l'historien, l'économiste et le linguiste.

« Le comité de publication, dont les ressources sont en ce moment limitées, ne désespère pas de le publier quelque jour ; M. Blanc l'y aidera ; nous n'aurons dès lors plus rien à envier aux livres des frères Bonis.

« Avais-je tort de dire que l'œuvre que nous avons entreprise est grande ? Si vous partagez notre opinion, laissez-nous donc vous convier à ces études et vous demander votre concours. Vous nous avez généreusement apporté votre obole ; quelque modique qu'elle soit, elle suffit à assurer l'existence de notre Bulletin, et nous croyons pouvoir envisager sans crainte l'avenir. Que notre succès ne nous rende pas toutefois trop confiants et nous garde d'une sécurité qui nous serait peut-être funeste. Cherchons au contraire à grossir nos rangs. Que chacun de nous se fasse l'apôtre du mouvement que nous avons créé ; qu'il appelle ceux qu'anime un souffle généreux et aimant pour les

titres de gloire de notre cité; une fois admis dans notre modeste et laborieuse société, que chacun s'inspire de l'exemple donné par ceux qui la fondèrent et par ceux qui leur ont succédé; que chacun travaille et se fasse l'artisan de la résurrection du passé de Narbonne. Cette résurrection, cette évocation, sont œuvre patriotique; elles nous permettront d'étudier et de connaître l'histoire de notre ville, partant de l'aimer; or, aimer son berceau, c'est encore apprendre à mieux aimer sa patrie. » (*Vifs applaudissements*).

M. CLARET, trésorier de la Commission archéologique, a ensuite la parole pour exposer la situation financière du comité de publication.

« MESSIEURS ET CHERS COLLÈGUES,

« En ma qualité de trésorier de la Commission archéologique, j'ai à vous faire connaître le côté pratique qui peut et doit vous intéresser dans la publication de notre Bulletin, publication que vous avez tous si généreusement soutenue.

« La tâche que j'ai à remplir est bien ingrate, bien aride, et si, avec MM. Favatier et Narbonne, vous avez fait une excursion dans le domaine élevé de l'art, de l'archéologie et de l'histoire, avec moi vous allez redescendre.

« Dans l'œuvre que nous avons entreprise, publier un bulletin périodique, les commencements ont été difficiles, nos ressources étaient petites; mais grâce à vous tous, mes chers collègues, nous avons franchi cette période et aujourd'hui nous pouvons envisager l'avenir avec confiance.

« Voyons nos recettes :

Sur son fonds de réserve la Commission archéologique nous a accordé la somme de.....	1,200 fr.	»
Sur ses fonds disponibles elle nous a encore donné	498	»
La part qui nous revient sur les cotisations des membres résidants a produit 200 fr. en 1890, 200 fr. en 1891, soit.....	400	»
Celle qui nous revient sur les cotisations des membres correspondants.....	60	»
Les cotisations des membres libres attribuées en entier au service de la publication.....	890	»
La vente du Bulletin a donné.....	203	»
TOTAL DES RECETTES.....	3,231	»

« Nos dépenses ont été les suivantes :

Impression du 1 ^{er} fascicule du Bulletin.....	282	»
Impression du 2 ^{me} —	317	50
Impression du 3 ^{me} —	592	50
Gravure de la mosaïque qui a paru dans le 3 ^e fascicule	93	40
Impression du 4 ^{me} fascicule du Bulletin.....	483	»
Fournitures diverses de bureau.....	27	70
Frais d'envoi du Bulletin, frais de recouvrement des cotisations, etc.....	104	25
DÉPENSES TOTALES.....	1,900	35
Nous avons donc reçu.....	3,231	»
Il a été dépensé.....	1,900	35
IL NOUS RESTE.....	1,350 fr.	65

« Comme je vous le disais en commençant, l'avenir est assuré. Nous avons en ce moment en caisse 1,350 fr. 65 pour l'année 1892. A cette somme viendront s'ajouter et vos cotisations pour 900 fr. environ et les ressources diverses énumérées plus haut pour 500 fr. Nous aurons à faire face pour 1892 à la dépense qui sera d'environ 1,200 fr. pour les deux fascicules du Bulletin dont le premier vous a

déjà été distribué. Nous nous retrouverons en 1893 avec une réserve pareille à celle de cette année, réserve de 1,400 à 1,500 fr.

« C'est ce fonds qu'il faut constituer et agrandir même et nous pourrons alors arriver peut-être à étendre nos publications. Je ne parle pas du Bulletin dont le cadre est assez large pour répondre à tous les besoins. Je fais allusion à ces œuvres spéciales, trop importantes pour être publiées dans un organe périodique paraissant tous les six mois. Que de trouvailles nous pouvons espérer par le classement et le dépouillement de nos riches archives!

« Nous pourrons aussi faire certaines améliorations qui augmenteraient la valeur de notre publication.

« Notre intention est, quand il le faudra, de publier des planches, des reproductions de monuments, des fac-simile, ce que nous avons déjà fait pour la mosaïque, et la lecture du Bulletin deviendra par cela même et plus attrayante et plus instructive.

« Pour tout cela que nous faut-il, mes chers collègues? il suffit que vous nous restiez fidèles. »

Après cet exposé qui a été écouté avec une vive satisfaction, les membres présents sont invités à présenter les observations qu'ils croiraient devoir produire.

Personne n'ayant répondu à cet appel, M. FERROUL, maire de Narbonne, félicite en quelques mots messieurs les membres de la Commission archéologique de leur zèle et de leurs travaux. Il s'était fait pendant longtemps, dit-il, une fausse idée de ce que l'on appelle les académies de province et de leur utilité. La lecture du Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne l'a fait revenir de cette première impression. Il est aujourd'hui convaincu des services qu'elles rendent en élucidant certains points d'histoire locale ou en faisant connaître les usages disparus. Les hommes laborieux et instruits qui les composent concou-

rent ainsi à la rédaction de la grande histoire nationale et nous apprennent à honorer et à mieux apprécier un passé qu'on ne veut pas ressusciter sans doute, mais qui a bien sa gloire et sa grandeur.

Monsieur le maire termine en assurant la Commission qu'elle peut compter sur le concours de la municipalité de Narbonne.

Après ces paroles qui ont été vivement applaudies, la séance est levée à 8 heures 30.

Le Président,

Le Secrétaire,

L. FAVATIER.

L. BERTHOMIEU.

Séance du vendredi 5 février 1892.

La séance est ouverte à 2 heures 20 sous la présidence de M. Favatier.

Présents : MM. Claret, Riols, de Monerie, Lafont, Lignou, Narbonne, Camp, Thiers, Boué, Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

M. Barlabé, récemment élu membre correspondant pour le canton de Narbonne, assiste à la séance.

M. le PRÉSIDENT lui souhaite la bienvenue.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

M. MAURICE VIENNET, membre libre, offre à la Commission un exemplaire des *Fables complètes*, des *Épîtres* et

Satires, de son grand-oncle M. Viennet, de l'Académie française. — Remerciements.

M. THIERS fait une communication sur l'inscription chrétienne de Festa conservée au Musée. Il se propose de publier à ce sujet dans le Bulletin un travail beaucoup plus étudié et plus complet.

Il est offert, au nom de Mgr Barbier de Montault, le *Catalogue de la Bibliothèque vaticane, ses annexes et le Musée chrétien, par Mgr Barbier de Montault*; — au nom de M. Jourdanne, le tirage à part des *Littérateurs Narbonnais à l'époque romaine*; — au nom de M. Louis de Martin, une notice nécrologique sur M. l'abbé Prax; — au nom de Madame veuve Dumas, née Puiggari, une notice nécrologique sur son père, M. le colonel du génie Puiggari, ancien membre de la Commission archéologique de Narbonne.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

Il est ensuite procédé à l'élection d'un membre correspondant pour le canton de Narbonne, en remplacement de M. d'Andoque de Sériège.

M. Auguste Sallis, géomètre à Narbonne, est élu.

Il est procédé à la nomination de membres libres.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 h.

Le Président,

Le Secrétaire,

L. FAVATIER.

L. BERTHOMIEU.

Séance du vendredi 4 mars 1892.

La séance est ouverte à 2 heures 25 sous la présidence de M. Favatier.

Présents : MM. Riols, de Monerie, Gautier, l'amiral Lamothe-Tenet, Cros-Mayrevieille, Thiers, Narbonne, d'Andoque, Amardel, Boué, Claret, Lafont, Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

M. Sallis, récemment élu membre correspondant pour le canton de Narbonne, assiste à la séance.

M. le PRÉSIDENT annonce la nouvelle perte que vient d'éprouver la Commission archéologique dans la personne de M. Simon Cambournac, bâtonnier de l'ordre des avocats, membre résidant, décédé le 20 février. Il prononce, à ce sujet, les paroles suivantes :

« MESSIEURS,

« Une vieille ballade allemande dit que les morts vont vite; nous en faisons une cruelle et douloureuse expérience. — Il y a quinze mois à peine, au mois de novembre 1890, nous perdions coup sur coup deux de nos collègues les plus sympathiques, MM. Tallavignes et Narbonnès, tous les deux avocats distingués, anciens présidents de la Commission archéologique, nés le même jour, liés d'une étroite amitié, unis dans la mort comme ils l'avaient été dans la vie.

« Six mois après, au mois de juin, nous perdions encore à quelques jours de distance deux de nos collègues les plus vénérés, le colonel Dartiguelongue et M. le président Figeac; le colonel Dartiguelongue, modeste érudit, valeureux soldat, qui avait servi la France avec la même ardeur et le même dévouement aux sombres jours de la défaite

comme aux jours radieux de la victoire ; le président Figeac, notre vénérable doyen, qui par sa science juridique, son érudition profonde et variée, son amour des lettres, son christianisme un peu austère, rappelait les grandes figures des magistrats de nos anciens parlements.

« Il y a quelques jours, un nouveau deuil est venu nous frapper : nous avons perdu M. Simon Cambournac, bâtonnier de l'ordre des avocats de notre ville.

« Je n'ai point à vous faire sa biographie ; elle a été faite magistralement à l'heure des derniers adieux.

« M. Cambournac était entré dans notre société en 1872 ; il avait alors 57 ans. A cet âge, le pli de la vie est pris. Notre nouveau collègue, accablé d'importants et multiples travaux, n'avait qu'un seul jour de liberté, le vendredi. Depuis longtemps déjà il l'employait à la surveillance d'une propriété importante, voisine de l'abbaye de Fontfroide, et il en profitait pour visiter son vieil et illustre ami, le vénérable abbé de ce monastère. Les séances de la Commission archéologique n'avaient point de place dans le train de sa vie ; elles n'y sont jamais entrées.

« Il y a quatre ans, un de ces coups terribles qui brisent une vie, la perte d'un fils unique, bien que supportée avec un grand courage et une résignation toute chrétienne, le tint définitivement éloigné de tout ce qui ne se rattachait pas à sa profession ou aux œuvres religieuses auxquelles il avait consacré une partie de son existence. A partir de ce moment, il devint, en quelque sorte, complètement étranger à notre société.

« Est-ce à dire que nous devons regretter de l'avoir appelé au milieu de nous ? Certainement non. M. Cambournac était de ces hommes qui honorent les corps auxquels ils appartiennent ; à ce titre il a honoré notre société par sa science, son talent, son caractère élevé, la simplicité et la dignité de sa vie, et, lorsque je voyais réunies autour de son cercueil toutes les sommités intellectuelles et morales de

notre cité, témoignant en quelle estime elles tenaient celui qui n'avait été qu'un simple avocat et un ferme chrétien, lorsque j'entendais dérouler au bord de sa tombe avec une rare éloquence la trame de cette vie si simple et pourtant si bien remplie, je me félicitais que cet homme nous eût appartenu, et je me disais qu'en mêlant nos hommages aux derniers hommages qui lui étaient rendus nous nous étions honorés nous-mêmes. »

M. le PRÉSIDENT, s'adressant ensuite à M. Sallis, lui exprime combien la Commission a été heureuse de se l'associer et l'espoir qu'elle fonde sur son zèle et sur son concours.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

M. le ministre de l'instruction publique fait savoir qu'il a le regret de ne pouvoir accorder à la Bibliothèque de Narbonne la collection de la *Romania*, qui lui a été demandée, aucun exemplaire disponible de cette publication n'existant dans les dépôts de son département.

M. Jean Guiraud, agrégé de l'Université, membre de l'École française de Rome, a découvert à Rome de nombreux documents concernant la ville et la province de Narbonne au moyen-âge, et dont l'énumération est fort intéressante. — La Commission, voulant donner à M. Guiraud une marque de l'intérêt qu'elle porte à ses travaux, lui confère le titre de membre honoraire.

M. le SECRÉTAIRE signale les agissements d'enfants qui, en jouant dans le jardin du Musée, se livrent à toutes sortes de déprédations sur nos inscriptions et nos bas-reliefs, escaladent les assises d'inscriptions dressées le long du mur de Saint-Just, renversent les pierres qui en forment le couronnement et font de cette partie du jardin de véritables latrines publiques.

Le bureau est chargé de porter à la connaissance de la municipalité ces faits qui intéressent à un égal degré la conservation de nos collections, la décence et la salubrité publique. Il attirera aussi son attention sur la vitrerie de la salle des gardes de la cour d'entrée, dont la réfection, votée par l'ancien conseil municipal, paraît tout à fait abandonnée.

M. le TRÉSORIER communique la situation des divers comptes de la Commission au 15 février 1892.

M. AMARDEL offre le tirage à part de son travail : *La Fin de la Monnaie de Narbonne* ;

M. LAMOTHE-TENET, un monneron de cinq sols. — Remerciements.

Il est procédé à la nomination de membres libres.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 3 h. 45.

Le Président,

Le Secrétaire,

L. FAVATIER.

L. BERTHOMIEU.

Séance du vendredi 4^{er} avril 1892.

La séance est ouverte à 2 h. 25 sous la présidence de M. Favatier.

Présents : MM. Riols, Lafont, Claret, Narbonne, Lignon, d'Andoque de Sériège, Bories, Cros-Mayrevieille, l'amiral Lamothe-Tenet, Amardel, Boué, *membres résidents* ; Barlabé, Sallis, *membres correspondants* ; Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

Mairie de Narbonne (4 mars 1892). Ampliation de l'arrêté ministériel du 27 janvier 1892 qui nomme MM. Lignon et d'Andoque membres du comité d'inspection et d'achat de livres de la Bibliothèque de Narbonne.

— (9 mars 1892). Avis annonçant qu'il a été attribué à titre de dépôt au Musée de Narbonne sur les réserves des musées nationaux un tableau attribué à Desportes, représentant deux paons, deux chiens et un petit oiseau.

— Lettre de M. le Maire annonçant que Madame veuve Antonin Pailhez, de Pau, vient de léguer à la ville de Narbonne la bibliothèque de son beau-frère, M. le président Pailhez, notre ancien collègue, dont son mari était usufruitier ; M. le Maire, avant de proposer l'acceptation du legs au Conseil municipal, demande l'avis de la Commission archéologique. — L'assemblée consultée déclare qu'il y a lieu d'accepter le legs et charge son bureau de porter ce vote à la connaissance de M. le Maire.

M. H. Faure offre à la Commission une nouvelle brochure : *Les revenus des hospices et les subventions municipales*. — Remerciements.

M. Léchelle, maison Seigle, 17, rue Maubeuge, Paris, propose l'achat d'un tableau de Greuze, *la Dame bienfaisante*, provenant de la collection San Donato (1^m 16 de haut. sur 1^m 87 de large). — Cette proposition n'est pas prise en considération, toutes les sommes disponibles devant être exclusivement affectées à l'acquisition de tableaux contemporains.

M. le SECRÉTAIRE annonce qu'on a découvert le 18 mars dans une tranchée creusée à l'intersection de la rue des Trois Moulins et de l'avenue du Capitole un magnifique piédestal en marbre blanc, avec inscription, qui a été recueilli à Lamourguier.

Voici l'inscription :

PONIO ∇ L FIL ∇ PAP ∇
 EREAE ∇ AVGVRI ∇ QVAES
 I ∇ C ∇ I ∇ P ∇ C ∇ N ∇ M ∇ AEDILICISOR
 ENTIS ∇ HONORATO ∇ OB
 5 M ∇ REM ∇ REI ∇ P ∇ NARBONENS
 D ∇ INTVLIT ∇ ITEM ∇ PROVINC
 IA ∇ SYRACVSIS ∇ THERMIS
 ERIS PANHORMO ∇ AEDIL
 T ∇ DVMVIRALIBVS ∇
 10 LAMONIS ∇ ET ∇ AVG
 IBVS ∇ ORNAMENT
 HONORATO
 NIVS ∇ BLAS
 TRONO ∇ OI
 15 D

Le *titulus*, malheureusement fracturé sur trois de ses côtés, est encadré dans une sorte d'ornement à rais-de-cœur. Sur le latéral gauche (droite du spectateur) est gravé une *patera*. Sur la face correspondante, malheureusement mutilée, devait se trouver un *præfericulum*.

Hauteur totale du monument.....	1 ^m 25
Largeur.....	0 80
Épaisseur.....	0 63
Hauteur du <i>titulus</i>	0 69
Largeur.....	0 46

Dimensions des lettres : 1^{re} ligne, 0^m 04,
 les 11 suivantes, 0^m 02 1/2, — les 3 dernières, 0^m 03 1/2.

Ce monument paraît être du deuxième siècle; il fut élevé par un certain Aponius Blas..... à son excellent patron L. APONIVS (CHEREAS, d'après M. Thiers). Serait-ce le piédestal d'une statue ou un autel funéraire? La patère gravée sur un des côtés semblerait indiquer

qu'il s'agit d'un monument religieux; mais d'autre part ce n'est pas sur le forum que s'élevaient en général les tombeaux.

Quoi qu'il en soit, la trouvaille est intéressante par la nomenclature des titres honorifiques qui avaient été conférés au personnage tant à Narbonne qu'en Sicile, à Syracuse, Himera et Palerme, où il avait été honoré des insignes des plus hautes magistratures municipales et religieuses. Il eût été curieux de connaître le chiffre du *donativum* dont il avait payé ces honneurs. La première lettre de la sixième ligne lui appartient probablement, mais il est impossible d'en déterminer la signification.

C'est la première de nos inscriptions où nous voyons figurer le titre d'augure et la dénomination de *respublica narbonensis*.

Des remerciements sont votés à M. Drivet qui a bien voulu prendre une vue photographique du monument (1).

MM. CLARET et BORIES annoncent, au nom de M. Camp, que MM. Alban Sernin et Boussaguet, neveux et héritiers de notre concitoyen M. Alban Sernin, récemment décédé, auraient l'intention de donner à la ville de Narbonne une grande partie de sa riche bibliothèque et, en particulier, tous les ouvrages de droit et de médecine qu'elle renferme. Cette belle collection a été formée par le grand-père et le père du défunt, tous les deux médecins des plus distingués, et qui occupèrent dans leur ville natale les plus hautes fonctions. Le père, M. Jean-Baptiste Sernin, fut un des dix membres fondateurs de la Commission archéologique, à laquelle il ne cessa d'appartenir jusqu'à sa mort. Le don généreux de MM. Sernin et Boussaguet transmettra à la postérité les liens qui unissaient leur aïeul à notre société.

(1) V. la pl. II du présent volume.

Le bureau est chargé de transmettre à MM. Sernin et Boussaguet les remerciements de la Commission avec l'expression de sa vive gratitude.

Il est ensuite procédé à l'élection d'un membre résidant en remplacement de M. Simon Cambournac, décédé. Le scrutin donne l'unanimité des voix à M. Antoine Barlabé, membre correspondant.

Il est procédé à la nomination d'un membre libre.

M. NARBONNE offre, au nom de M. Gaston Jourdanne, une brochure intitulée : *Esquisses littéraires et historiques*. — Remerciements.

La séance est levée à 4 heures.

Le Président,

Le Secrétaire,

L. FAVATIER.

L. BERTHOMIEU.

Séance du vendredi 6 mai 1892.

La séance est ouverte à 2 h. 30 sous la présidence de M. Favatier.

Présents : MM. Claret, Riols, de Monerie, Narbonne, Thiers, Bories, Cros-Mayrevieille, Boné, Lafont, Barlabé, Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

Arrêté préfectoral en date du 12 avril 1892 qui nomme M. Barlabé membre résidant de la Commission archéologique.

Circulaire de M. le Ministre de l'instruction publique

annonçant que la réunion des sociétés savantes à la Sorbonne aura lieu les 7, 8, 9 et 10 juin; le 11, séance générale présidée par le Ministre.

M. BORIES signale les nombreux travaux auxquels se livre M. l'abbé Douais, professeur à l'Institut catholique de Toulouse, sur l'histoire de Narbonne et du pays narbonnais; il propose de le nommer membre honoraire. — Cette proposition est adoptée et le bureau est chargé d'en informer M. l'abbé Douais.

M. le SECRÉTAIRE offre de la part de Mgr Barbier de Montault le tome V de ses Œuvres complètes et de la part de M. le baron de Rivières le n° 1 de la nouvelle série de ses études campanaires. — Des remerciements sont votés aux donateurs. M. Narbonne est chargé de rendre compte de l'ouvrage de Mgr Barbier de Montault.

M. BOUÉ offre au nom de Madame veuve Louis Serre une magnifique serrure du xvii^e siècle avec sa clef. Remerciements.

Il est procédé à l'élection d'un membre correspondant pour le canton de Narbonne, en remplacement de M. Barlabé nommé membre résident.

Votants..... 12

M. MAURICE VIENNET, avocat, ... 12 voix.

M. Viennet est nommé membre correspondant pour le canton de Narbonne.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 3 h. 25.

Le Président,

Le Secrétaire,

L. FAVATIER.

L. BERTHOMIEU.

Séance du vendredi 3 juin 1892.

La séance est ouverte à 2 h. 30 sous la présidence de M. Favatier.

Présents : MM. Riols, de Monerie, Barlabé, Cros-Mayrevieille, Camp, Bories, l'abbé Dupuy, Thiers, Amardel, Boué, Gautier, Claret, Lafont, *membres résidants*; Sallis, *membre correspondant*; Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

M. Maurice Viennet, récemment nommé membre correspondant pour le canton de Narbonne, assiste à la séance. M. le président lui adresse quelques paroles de bienvenue.

M. le PRÉSIDENT annonce ensuite la mort de M. le docteur Bonnes, membre correspondant, décédé au château de Gléon le 21 mai dernier; il fait en quelques mots son éloge. M. le docteur Bonnes appartenait depuis de longues années à notre société, qu'il représentait dans le canton de Durban. Il avait succédé à M. de Calages. Il a souvent prouvé l'intérêt qu'il portait à la Commission archéologique et enrichi nos collections de plusieurs curieux monuments de l'époque visigothique: inscriptions, sculptures, etc., provenant du château de Gléon. Sa perte sera vivement ressentie par la Commission archéologique qui le comptait parmi ses membres les plus dévoués.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

Lettre de M. Cros-Bonnel annonçant qu'en opérant le déménagement des objets renfermés dans le logement qu'avait conservé à Paris feu M. Alban Sernin, il a trouvé un certain nombre de livres qu'avec l'assentiment des héritiers il vient d'envoyer à la Bibliothèque de Narbonne. — Ces livres seront énumérés dans le catalogue

général du legs Sernin. Des remerciements sont votés à M. Cros-Bonnel.

Lettre de remerciements de M. l'abbé Douais pour sa nomination de membre honoraire.

M. Armand Gautier, membre honoraire, annonce l'envoi de plusieurs de ses ouvrages dont il fait don à la Bibliothèque. — Remerciements.

M. TIMERS lit un très intéressant mémoire sur l'inscription de Festa récemment restituée par lui. Renvoyé au comité de publication.

M. le SECRÉTAIRE communique un travail de M. A. Blanc, membre honoraire, sur *le livre de comptes de Jacme Olivier, marchand narbonnais du xiv^e siècle*. Renvoyé au comité de publication.

M. le SECRÉTAIRE dit qu'un examen plus attentif du marbre d'Aponius lui a fait constater l'existence de deux points avant et après le D de la dernière ligne. Avant le premier et à le toucher, se distingue un fragment de lettre ; On croirait aussi apercevoir à la suite du mot THERMIS de la septième ligne un signe qui peut bien être un point, tout comme une simple éraflure de la pierre. Cette ponctuation a, comme on le verra plus tard, une certaine importance.

Il résume les appréciations de MM. Hirschfeld et Allmer.

M. Hirschfeld, dans une lettre adressée à M. le secrétaire, se borne à féliciter la Commission de sa trouvaille qui lui paraît très intéressante et qu'il croit contemporaine de notre célèbre inscription de Fadius Musa (149 ans ap. J.-C.).

M. Allmer (*Revue épigraphique du midi de la France*, n° 63), sans déterminer une date exacte, constate qu'elle est postérieure à l'empereur Claude, puisque son nom figure dans la désignation de la colonie C. I. P. C. N. M. Il hésite sur le prénomen du personnage. Est-ce Lucius ? C'est pro-

bable, mais rien ne l'assure. Sur cinq inscriptions narbonnaises au nom d'APONIUS, quatre s'appellent en effet LUCIUS, mais la cinquième porte le nom de PUBLIUS. Il adopte le cognomen CHEREA.

Le grand intérêt de l'inscription réside, d'après lui, dans les premières lettres de la sixième ligne aujourd'hui disparues. Ces lettres devaient indiquer le nombre de sesterces qu'avait payées Aponius pour le port des insignes qui lui avaient été octroyés. La dernière de ces lettres, la seule qu'on puisse lire, est un D barré horizontalement qui signifie cinq cents, mais par quel chiffre de mille était-elle précédée? Cette lacune est d'autant plus regrettable que, si l'on connaît les sommes que coûtait dans certaines localités l'admission à l'augurat, au triumvirat, à l'édilité, etc., il n'existe pas jusqu'ici de pareils exemples pour les *ornamenta*.

A propos de concessions analogues qui auraient été faites à Aponius dans certaines villes de la Sicile, M. Allmer n'est pas bien sûr que le nom de THERMIS s'applique à HIMERIS; peut-être désigne-t-il une localité particulière. THERME a été en effet le nom de deux villes de la Sicile: l'une, située sur la côte méridionale, et qui joignait souvent, mais pas toujours, à ce nom celui de SELINUNTE, aujourd'hui SCIACCA; l'autre, célèbre aussi par ses thermes, mais en général simplement dite HIMERA, sans addition du mot THERME, aujourd'hui Termini, située sur la côte septentrionale. Il n'est donc pas entièrement certain que les mots THERMIS HIMERIS du texte ne doivent pas être lus disjointement et qu'APONIUS n'ait pas eu alors dans quatre villes de Sicile, au lieu de trois, savoir à Syracuse, à Panhormus, à Thermæ de Selinonte et à Himera les divers *ornamenta* mentionnés.

M. Allmer se demande enfin pourquoi, si l'emplacement qu'occupait le piédestal d'Aponius appartenait au forum, on ne lit pas au bas de l'inscription la formule ordinaire

L. D. D. D (*locus datus decreto decurionum*). Peut-être, ajoute-t-il, ces lettres étaient-elles inscrites sur la base aujourd'hui manquante.

M. THIERS pense que le groupe final doit être ainsi reconstitué :

L ∨ APONIVS ∨ BLASTVS
PATRONO ∨ OB ∨ M ∨ E (*ob merita ejus*)
LOC ∨ D ∨ D ∨ D

En outre l'absence des enroulements habituels indique à son avis que le monument n'était pas un autel. C'était le piédestal d'une statue de bronze dont tout le poids portait sur le pied gauche, ainsi que l'indique la position du trou creusé dans le marbre pour recevoir le tenon de cette statue.

M. le SECRÉTAIRE annonce que MM. Sernin et Boussaguet offrent deux portraits de MM. Dominique et Jean-Baptiste Sernin. — Remerciements.

M. BORIES offre au nom de M. l'abbé Douais deux brochures tirées du fonds des archives du château de Fourquevaux : 1^o une importante correspondance du xvi^e siècle ; 2^o mémoires ou rapports inédits sur l'état du clergé, de la noblesse, de la justice et du peuple dans les diocèses de Narbonne, Montpellier et Castres en 1573.

M. le SECRÉTAIRE offre au nom de M. Jean Guiraud une brochure sur le *Commerce des reliques au commencement du IX^e siècle*.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

Il est décidé qu'on procédera dans la prochaine séance à la nomination d'un membre correspondant pour le canton de Durban en remplacement de M. le docteur Bonnes.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures.

Le Président,

L. FAVATIER.

Le Secrétaire,

L. BERTHOMIEU.

LA NUMISMATIQUE NARBONNAISE

D'APRÈS LE PREMIER CATALOGUE

DU MUSÉE DE NARBONNE

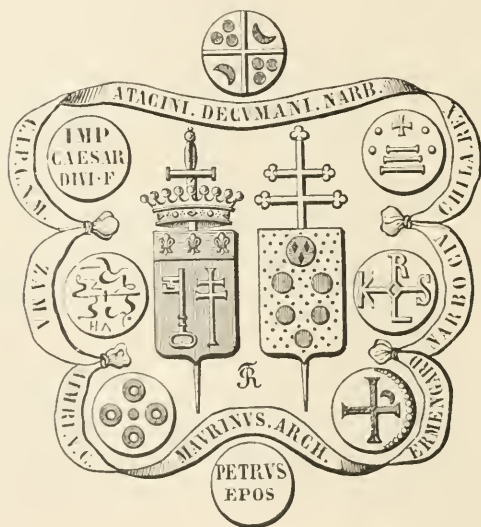
Le titre du dernier *Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne* présente une vignette qui nous paraît avoir besoin d'être expliquée. Hâtons-nous de dire qu'elle n'est pas nouvelle, qu'elle n'a pas été dessinée sous nos yeux. Gravée en 1847, elle a déjà quarante-cinq ans d'existence. Elle sert de frontispice au premier catalogue du Musée de Narbonne et marque par conséquent une époque importante dans l'histoire du Musée. C'est à ce titre, c'est parce qu'elle présente pour nous un certain intérêt rétrospectif, que la Commission de publication du *Bulletin* a cru devoir la reproduire.

Elle représente sommairement, sans avoir la prétention d'en donner une reproduction exacte, un certain nombre de médailles frappées à Narbonne à diverses époques, choisies parmi les plus importantes et les plus intéressantes; or le catalogue de 1847 ne nous donne pas la description des monnaies que possédait alors le Musée, mais la vignette nous apprend que les pièces les plus rares de la série

narbonnaise faisaient déjà partie de nos collections, comme on le verra plus loin. Quant à leur interprétation, elle nous permet de constater l'état de la science, il y a un demi-siècle, et les progrès depuis lors accomplis. C'est donc au point de vue de la numismatique de Narbonne qu'elle nous a paru présenter un certain intérêt.

Créé par M. Teissier, préfet de l'Aude, par arrêté du 31 octobre 1833, le Musée de Narbonne avait pour véritable fondateur Paul Tournal. En 1847, Tournal estima que le moment était venu de dresser un premier inventaire des richesses qu'il accumulait chaque jour dans le Musée et il publia un catalogue provisoire des plus savants et des plus intéressants malgré son petit format.

C'est en tête de ce tout petit livre si rempli de renseignements précieux sur les origines de nos collections que se trouve la vignette que nous reproduisons aujourd'hui.



Au centre les armoiries de la ville et celles du cardinal

Jules de Médicis (1) qui, comme on le sait, avait été archevêque de Narbonne et de Florence, avant de monter sur le trône de Saint-Pierre sous le nom de Clément VII. Tout autour quelques médailles symbolisant les principales époques de notre histoire locale. Une monnaie des Volkes représente la période la plus reculée (2); un nom d'empereur, la domination romaine (3); une monnaie arabe celle des Sarrasins (4); le grand monogramme carolingien nous rappelle les rois de la seconde race; l'empreinte odonique, le nom d'Aimeri, PETRVS EPOS et un denier d'Ermengarde viennent enfin faire allusion à la féodalité (5).

Nous avons omis à dessein l'époque des Wisigoths. On devine pourquoi : elle est symbolisée par la croix sur trois

(1) D'or à six tourteaux, le premier de France, par concession de Louis XI ou de Charles VIII au prince Pierre de Médicis; les autres tourteaux de gueules, deux, deux et un.

(2) Ces monnaies frappées par les Volkes sont très communes dans les départements méridionaux; elles appartiennent à la Narbonnaise en général, mais non à Narbonne en particulier; cela va sans dire.

(3) IMP. CAESAR DIVI F. dans le champ. Cela fait allusion à une époque sans avoir, bien entendu, la prétention de représenter une médaille appartenant à Narbonne.

(4) Même remarque. Les premières monnaies des Omniades ne sont pas localisées.

ZAMA est le nom sous lequel les chroniques chrétiennes et les auteurs de l'Histoire de Languedoc désignent *El Samah* qui aurait pris Narbonne et conquis la Septimanie en 719. Mais il est aujourd'hui démontré que c'est *El Haur ben Abd el Rahman*, l'*Alahor* des chroniques latines et des Bénédictins, qui fit cette conquête. *El Samah ben Abd el Melek* ne lui succéda qu'en 721, et il est impossible de reculer jusqu'à cette année la prise de Narbonne.

(5) Les inscriptions ATACINI · DECVMANI · NARB · et C · I · P · C · N · M · n'ont pas besoin d'explication.

Le nom d'Aimeri se présente sous les formes les plus variées sur les monnaies de Narbonne. L'empreinte odonique qui l'accompagne persiste jusqu'à Ermengarde. Le type qui figure à côté du nom de cette vicomtesse, la croix cantonnée d'un croissant, représente bien le droit de ses deniers. Mais MAVRINVS · ARCH · n'a aucun rapport avec PETRVS · EPOS · qui n'est placé au dessous que pour la symétrie du dessin.

degrés entourée de globules, revers habituel de leurs espèces, et par le nom de CHILA.

Ainsi, en 1847, l'intéressant triens d'Achila que nous avons eu la bonne fortune de publier récemment faisait déjà partie de nos collections. Quant à son interprétation, elle ne doit pas nous surprendre. N'avions-nous pas dit, en publiant la précieuse pièce, qu'il aurait été absolument impossible de retrouver le nom exact qu'elle porte, si elle avait été signalée avant les autres tiers de sou qui nous donnent le nom complet d'Achila ? Or Boudard ne publia les monnaies de ce prince qu'en 1855 (1) et c'est en 1847 que Tournai rédigeait son premier catalogue du Musée. Le triens d'Achila du Musée de Narbonne est donc bien le premier dont un archéologue se soit occupé. Tournai avait-il essayé de l'attribuer à un roi Wisigoth connu ? Le donnait-il à Agila, comme Boudard et la plupart des numismates de son temps ? à Chintila dont CHILA semblait être une abréviation ? Nous l'ignorons. Toujours est-il qu'il en avait pressenti l'importance puisqu'il le choisissait parmi d'autres pour représenter l'époque Wisigothique.

Il nous reste une observation à faire au sujet du denier qui figure au bas de la vignette.

Malgré le titre que prend ce PETRVS EPOS, ses monnaies sont purement vicomtales ; cela est aujourd'hui absolument démontré. Elles avaient été attribués par Duby à Pierre Ameil, archevêque de 1225 à 1245 ; leur style et leurs types s'y opposent formellement. Elles appartiennent bien au ^x^e et non au ^{xiii}^e siècle. Dans ce cas on ne peut hésiter à les donner à Pierre I^{er}, comme le fait Poey d'Avant.

Pierre I^{er} (1079-1085), quoique destiné à la cléricature, avait partagé avec ses frères l'héritage de leur père Raymond Bérenger. En 1080 il s'empara du siège de Nar-

(1) *Revue numismatique*, t. xx, p. 341.

bonne ; le Pape Grégoire VII l'excommunia, mais il garda le siège cinq ou six ans malgré l'excommunication. Pendant la même année 1080, il était devenu tuteur de son neveu Aimeri. Ses monnaies sont bien vicomtales.

Est-il nécessaire de répéter que les médailles qui figurent dans la vignette du catalogue de 1847 n'ont pas la prétention de représenter les monuments métalliques qu'elles rappellent ? Les deniers de Pierre I^{er} (1079-1085) portent d'un côté une croix et la légende PETRVS EPOS et de l'autre quatre annelets et NARBONA C.

Il y a quarante-cinq ans, la vignette dont nous nous occupons s'expliquait d'elle-même. Il nous a semblé qu'il n'en était plus ainsi aujourd'hui ; dans un demi-siècle la numismatique a fait des progrès qui ont rendu nécessaires ces quelques explications.

Empressons-nous cependant d'ajouter qu'il y aurait en somme bien peu à changer aujourd'hui au curieux dessin que nous venons de reproduire (1).

C'est bien par une monnaie des Volkes qu'il est naturel de représenter la période antique. Sous la domination romaine, Narbonne n'ayant pas eu de monnaies particulières, peut-on faire allusion à cette époque autrement que par un nom quelconque d'empereur ? Le nom d'Achila

(1) Rendre à Zama son véritable nom *El Samah* (si ce n'est pas lui qui prit Narbonne et la Septimanie, c'est bien lui du moins qui en acheva la conquête ; aucun autre nom ne peut la rappeler mieux que le sien) ; ajouter une lettre à celui du roi Wisigoth qui y figure ; telles seraient les rectifications les plus importantes, les seules indispensables. Mais on ne manquerait certainement pas aujourd'hui de faire allusion à Pépin le Bref et à Charlemagne par les intéressants deniers de Milon. Quant à la domination des Romains, aujourd'hui comme autrefois, on ne pourrait la rappeler que par une monnaie romaine quelconque ou par les noms sous lesquels Narbonne était alors désignée. Représenter l'époque antérieure par une pièce des *Nédènes* ou *Nérènes*, ou par un bronze de *Bitouios*, de *Caiantolos* ou de *Riganticos*, serait soulever un problème qui ne recevra peut-être jamais de solution définitive.

marque à merveille la fin de la monarchie Wisigothe. C'est bien par celui d'Ermengarde, cette princesse aux vertus viriles, que nous aimons à évoquer le souvenir de la féodalité.

G. AMARDEL.

UNE MAISON DE MERCERIE A NARBONNE

EN 1757

JOUBERT CADET ET COUDERC

II

CLIENTÈLE ET MARCHANDS

« Assez despendre et rien gagner
Mène a mal le pauvre mercier. »

LEROUX DE LINCY.

Prov. II, 140.

Les relations commerciales de la maison ne s'étendaient guère au-delà de Carcassonne où elle était représentée par M^e Jean Bourbon, aussi marchand mercier ; elle avait, d'autre part, des clients à Perpignan, à Béziers, à Alais, à Nîmes et dans la plupart des bourgs du pays narbonnais ; mais ses marchandises allaient beaucoup plus loin sur les patientes épaules des revendeurs colporteurs. Le s^r Dupy de Pau en Béarn, le s^r Py de la Cavalerie en

Rouergue venaient y renouveler leur pacotille. Elle avait, sur place, une clientèle des plus variées, puisqu'elle tenait marchandises pour tous : cependant il convient de citer MM. Momé, Sabatier, Réallon, Pouret, Bardy, Cafort, Delort, Auria, Landes, Gayraud, qui appartenaient au commerce narbonnais ; M. Caussé, brodeur ; M. Murel, passementier ; MM. Bosc, Bousquet, Rieux et Delitte, marchands tailleurs ; Mademoiselle Anseu et La Bardelote, couturières ; MM. Colongues, Quierlan, Passanaut et Laurancy, maîtres perruquiers ; et Pasquié, cordonnier ; et Campanac, traîtreur ; et Daley, vitrier ; et des bourgeois, des avocats, des chanoines, des officiers, gens qui prenaient des articles de bon goût et qui les payaient sans lésiner. C'était, je vous le dis, une maison des mieux achalandées. Elle fournissait la Comédie. Ajoutez que les marchands d'habits, pour qui elle avait des prix de faveur, lui procuraient jusque dans les petits ménages et auprès des gens de livrée la meilleure réputation.

Mais hélas ! qu'on ne dise plus, comme on l'a dit, que ce fut un bon temps « celui où les vêtements et les chapeaux étaient galonnés, où les livrées luttaient de richesses et d'ornements » (1). Non, il n'y avait pas dans tous ces hochets, dans tout ce clinquant, dans tous ces galons qu'on nettoyait et qu'on faisait fondre, il n'y avait pas « la source inépuisable de fortune » qu'on a voulu y voir. Les temps étaient mauvais ; le commerce, au contraire, languissait et si, de loin en loin, quelque réjouissance publique, le passage en ville de quelque personnage, lui redonnait un peu de vie, les circonstances les plus fâcheuses le rejetaient et le retenaient dans un marasme désolant ; c'étaient les impôts, c'était la milice, c'était certaines maladies épidémiques (2), c'était la situation

(1) *Les Français*, t. IV, *Marchands d'habits*.

(2) Avril 1757 (Arch. de Narb.).

déplorable de la ville (1), c'était en outre, ici, l'insouciance et la prodigalité de M. Coudere.

Certes, Joubert était un homme rangé et bien posé en somme. Modeste, il ne brigait pas, comme son frère, le périlleux honneur des charges municipales. Jean Joubert faisait partie de diverses commissions, était répartiteur, conseiller politique; lui, Joubert cadet, était mercier: il avait de l'ordre, une honnête conduite, et tenait ses livres, nous l'avons vu, « au nom et en présence de Dieu. » Cela suffisait à son ambition. Mais, en présence de Dieu, depuis quelques mois constamment il gémissait: la maison ne prospérait pas, un ver rongeur la minait. Ce rongeur, ce parasite dévastateur, c'était Coudere! et il allait, le fatal associé, toujours dépensant, sans regarder qu'il allait au déficit.

Un homme bien léger, en vérité, ce M. Coudere qui fréquentait chez M. Lebrun, un comédien, et qui prêtait son crédit, avec une déplorable facilité, à M^{lle} Poitou, à M^{lle} Leroy, à M^{lle} Delprat; à Claire, la servante des actrices; à Catherine, la danseuse; à toute la Comédie! Et, devant Dieu, il gémissait, Joubert, en passant au débit de son associé le crédit de ces dames. Et il inscrivait : *Doit Coudere.. 251 liv.*, et tournant le folio encore il inscrivait : *Doit Coudere.. 704 liv.*, et le tournant encore il inscrivait : *Sortie de caisse, payé pour Coudere*; et au folio ensuivant : *Sortie de caisse, livré à Coudere ou de son ordre*, et il inscrivait bas, fichus, dentelles, éventails, boîtes à mouches, toutes choses et autres choses qui ne sont point utiles à l'homme; vins, fruits, glaces, pâtisseries et bouquets,

(1) Arch. de Narb.: Inondation de la Robine, octobre 1756. — Exposé à Mgr l'Archevêque, le 28 avril 1757, de la situation faite à la ville par les dépenses, évaluées de 100 à 110,000 liv., que doit occasionner la réparation des dégâts causés à la Robine par l'inondation du mois d'octobre. Les habitants gémissent sous cette charge, dont les consuls eux-mêmes se disent alarmés, etc. (Invent.)

toutes choses qui n'ont rien de commun avec la mercerie honnête.

Un homme bien léger décidément ce M. Coudere, ce nommé Coudere, qui soupait publiquement avec des demoiselles; qui allait porter des marchandises en gage et qui disparaissait soudain, et ne reparaisait, après quelques jours, que pour engager sa montre, puiser dans la caisse et donner son linge au blanchissage. Et notez qu'il ne faisait pas les voyages; la maison n'avait pas de voyageur. Coudere! mais c'était plus qu'un homme léger! lisez plutôt, c'est Joubert qui écrit :

« F^o 9^{ro}. — Marchandises que nous achetâmes chez Bourbon à Carcassonne dont luy fis la voiture en droiture et que je n'ay pas veues qui se monte 750 liv. 15 s.

« F^o 9. — De M^{rs} Colombet frères, des épingles a moy envoyées dont il dit avoir besoin ; il en prit pour 373 liv.

« F^o 3^{vo}. — 11 livres soye ordinaire qu'il prit en foire de St-Hilaire, cy 209 liv., etc., etc. »

Non, vraiment, Coudere n'était pas délicat. Voici encore quelques extraits de son compte, « de sa partie ». C'était avant l'association; il avait alors sa maison de mercerie à Béziers, il n'était encore que le correspondant de Joubert. Celui-ci écrit :

5 echeviaux de fil blanc qu'il s'est emporté le 12 aoust.....	
Une paire chandeliers a tulipe.....	24 liv.
Une paire boucles las d'amour.....	2 — 10 s.
Livré a Dieudé de son ordre une paire bas soye blancs.....	8 — 10 s.
Pour luy une paire de dits guillochés.	7 — 10 s.
2 fouets baleines.....	3 —

Autre paire bas. Mais n'insistons pas sur cet article; il en prit neuf paires dans trois mois. En suivant :

Garniture boucles a brillans.....	24 liv.	
Cave en or.....	25 —	
Bouette a mouche.....	18 —	
Ruban ponceau.....	5 —	
22 pans 1/2 ruban large a bord pour la servante des actrices.....	4 —	
.....		
Un couteau manche de uacre.....	5 —	
Donné de son ordre a M. Benouet pour une bouette qu'il luy avait promise.	8 —	
Écritoire a bureau.....	9 —	
Une paire de souliers.....	3 —	8 s.
28 jours de pension.....	16 —	16 s.
.....		
Août 7 — pour souper avec une demoiselle.....	3 —	
Pour racommoder les hardes de son fils.....	1 —	10 s.
Pour une chandelle.....	0 —	8 s.
Raccommodage de souliers.....	0 —	8 s.
Une paire escarpins.....	3 —	
Pour un savon.....	0 —	16 s.
.....		
Pour raccommoder ses hardes, serge ferme.....	2 —	5 s.
2 mouchoirs blancs de Hollande fine..	5 —	

Et cætera. Et celui qui figure sous cette « partie », où l'on voit déjà des fournitures équivoques, n'est encore que le correspondant de la maison. Au mois de février 1757 (fo 6 v^o) il en devient l'ami, l'associé, le commensal. On a de la peine à comprendre comment le prudent, le parcimonieux Joubert, qui notait l'once et le denier, fut entraîné à contracter une association avec un homme qui avait toutes les apparences d'un faquin et qui l'était. Il la contracta

pour sa ruine. Dès lors la « partie » de Couderc n'est plus un compte ; c'est une odysée, un pillage, un ravage :

Payé pour M. Couderc depuis le mois de février que nous avons commencé d'estre ensemble :

Lettre de change à M. Reallon.....	72 liv.	
A M. Bayard a compte de ce qu'il luy devait	24 —	
Payé à Laprade, traiteur.....	2 —	10 s.
Payé à Campagnac, traiteur.....	6 —	
A luy comptant chez Rastoul.....	9 —	
Payé à Bousquet, son tailleur.....	12 —	
A M. Philippe Ferrière.....	46 —	16 s.
Payé pour port d'un caisson de ses hardes.....	0 —	12 s.
Pour autre port.....	0 —	8 s.
.....		
Pour cordes de violon.....	2 —	
Pour bas de soye qu'il troqua.....	15 —	
2 paires bas de soye qu'il troqua aussi.	12 —	
Éventail.....	5 —	12 s.
.....		
Une journée cheval.....	1 —	5 s.
Avoine pour son cheval.....	0 —	8 s.
A luy baillé.....	3 —	
A M. Taillevignes pour lettre de change	400 —	
A luy comptant.....	36 —	
.....		
Pour luy ou pour les souliers de son fils.....	6 —	10 s.
Payé pour luy a un voiturier de Béziers	2 —	
A luy comptant.....	6 —	
Pour vin, fruits ou glaces.....	1 —	10 s.
A luy baillé.....	6 —	
Pour aller à Sigean à luy comptant..	12 —	

Pour lui donné a compte à M. Pouret.	48 liv.	
A M. Sabatier.....	24 —	
Pour paille pour son cheval.....	10 —	
Pour façon de son habit.....	18 —	
2 ports de lettres à sa femme.....	0 —	6 s.
A luy baillé pour aller à Béziers.....	16 —	
Payé à M. Domergue pour lettre de change.....	120 —	
Pour le louage d'un cheval pour son fils.....	1 —	17 s.
Pour se faire raser, pour sa poste et port d'une valise.....	6 —	6 s.
A M. Planchette pour toile qu'il avait prise.....	60 —	
A luy comptant pour payer Mademoi- selle Poitou.....	36 —	
A luy comptant.....	3 —	
Pour un bouquet.....	0 —	6 s.
Pour voiturier son fils.....	1 —	16 s.
Payé au cordonnier pour luy.....	7 —	10 s.
Pour 4 mois de louage d'écurie.....	6 —	
Pour blanchissage.....	0 —	9 s.
A luy comptant.....	24 —	
Pour les sangles de son lit.....	1 —	15 s.
Port de lettres de Béziers.....	0 —	7 s.
Pour aller à Béziers en poste.....	6 —	
Pour son écuyer.....	0 —	18 s.
Pour reste de la lettre de change de Gravier.....	100 —	
A luy comptant le dimanche.....	9 —	
Pour blanchissage.....	0 —	18 s.
De son ordre à Claire des actrices.....	1 —	10 s.
Pour louage de sa chaise.....	4 —	
A luy comptant.....	24 —	
De son ordre à M. Sabatier.....	24 —	

A M ^{lle} Delprat de son ordre.....	1 liv. 16 s.
A luy comptant.....	4 — 16 s.
A luy comptant.....	3 —
Une lettre à M. Planchettes.....	100 —
A M. Domergue.....	102 —
Avoine pour son cheval.....	0 — 18 s.
A luy comptant.....	50 —
A Laprade traiteur.....	0 — 12 s.
Pour le protest de M. Taral.....	4 — 17 s. 9 d.
Brosse ou étrille.....	1 — 10 s.
A M. Domergue a compte de la lettre Taral.....	42 —
Pour ses souliers au cordonnier.....	7 — 10 s.
A son écuyer.....	0 — 12 s. 4 d.
Port d'un paquet de Toulouse pour luy	1 —
A luy remis.....	12 —
Donné de son ordre à Campagnac....	6 —
A luy comptant.....	6 —
Pour port d'une lettre pour luy.....	0 — 13 s.
A luy comptant.....	12 —
Pour la poste pour aller à Béziers.....	12 —
Pour heures de la chaise.....	1 — 4 s.
Port d'une malle et blanchissage.....	1 — 4 s.
Payé à Bose.....	75 —
A Bose en 2 fois.....	54 —
Pour pain.....	0 — 10 s.
A luy comptant pour payer une lettre à M. Ferrière de 1,000 liv. qui luy manquaient.....	400 —
A M. Domergue et à M. Maurel.....	102 —
A luy comptant quand il fut à Toulouse	150 —

Et ainsi de suite : a luy comptant, a luy baillé, et
cætera, jusqu'à la somme totale de 5,699 liv. 13 s. remplie en
quatre folios, pendant lesquels Coudere continue d'aller en

chaise, en poste, à cheval : d'avoir écuyer ; de faire payer ses ports de lettres et ses traites, et de faire blanchir son linge et raccommoder ses hardes avec l'argent de Joubert.

Et tout allait mal !

Et, devant Dieu, Joubert comptait.

Et son crédit baissait devant les hommes.

Et Joubert, au milieu de ces épreuves et dans ce méchant contact, Joubert devint mauvais ; il apprit à connaître la valeur de l'intérêt exagéré et il pratiqua des œuvres perverses ; il accepta des gages, il prêta, il prêta 24 liv. sur la montre de son associé et il ne la rendit judaïquement, par mains d'un nommé Lépine, que contre 48 livres sonnantes ! Telles œuvres n'étaient pas faites pour conjurer le désastre. Le protêt, comme on pouvait le prévoir, le hideux protêt déshonora cette honorable enseigne et la faillite un jour s'installa au comptoir. Ce fut au mois de mars de l'an 1758 et pour défaut de paiement d'une somme de 1,363 liv. 8 sols due à un s^r Étienne Gibert, marchand de la ville d'Alais. Couderc profita des grandes facilités que lui donnait la poste ; il disparut et le triste Joubert, leurré par un concordat qui acheva sa ruine, tomba seul terrassé sous les itératifs commandements de créanciers sans entrailles.

Le 20 avril, à 8 heures du soir, après avoir vainement cherché Joubert dans tous les réduits de sa demeure « pour l'arrêter prisonnier », les gens de justice clôturèrent l'inventaire des marchandises qu'ils firent transporter, sous séquestre, chez le s^r Caffort, marchand chapelier. Quoi faisant, en leur parler sinistre, ils baillèrent copie de saisie à mondit Joubert, en son domicile, parlant à la demoiselle son épouse, et ils furent souper au Chapeau Rouge, chez Barthe.

Inutile de suivre, « au greffe de l'hôtel de ville de Narbonne, » une liquidation que le s^r Canois, procureur de Joubert, poursuivait encore au mois de janvier 1759.

Nous l'avons dit, Joubert devint mauvais, presque criminel; il tomba dans les basses industries. En 1762, quatre ans après la faillite, il tenait à Narbonne même un tripot clandestin. Il ne pouvait ignorer, il n'ignorait pas les peines édictées contre « ceux qui donnaient a jouer » et contre les propriétaires des maisons de jeu. Un dimanche, vers 10 heures du soir (1^{er} septembre 1762), sa maison fut cernée par la maréchaussée, présents Messieurs les consuls du Bureau de la police. Ils sommèrent d'ouvrir les issues de ce lieu suspect; ils se firent connaître et ne purent entrer qu'après avoir menacé le maître « céans » de toutes les rigueurs de la loi. Il n'y avait, dit le procès-verbal de visite, « ni cartes, ni joueurs, ni table a jouer », mais on trouva, tapies dans les coins, diverses personnes dont l'attitude et les réponses ambiguës déplurent à Messieurs du Bureau. Six d'entre elles comparurent devant eux le 21 septembre et furent condamnées en 12 liv. d'amende.

Le s^r Joubert protesta. Autrefois, quand il était l'honneur de la mercerie, on eût écouté sa harangue; il n'avait plus ni honneur ni crédit, on le condamna « en triple amende. » Triste revers des choses d'ici-bas.

M. MASSIP.

TROIS FERS A HOSTIES

DU MIDI

Les fers à hosties commencent à s'introduire dans les collections publiques et privées. Le progrès de l'archéologie l'exigeait, car ils méritent d'occuper un rang distingué dans la ferronnerie, qui, à cause de leur gravure, les classe auprès des sceaux. De plus, leur iconographie est aussi intéressante que variée et elle forme un appoint important dans cette branche spéciale de l'archéologie.

Jamais il ne fut plus facile de colliger ces ustensiles liturgiques. Autrefois, les curés les gardaient avec un soin jaloux, car ils fabriquaient eux-mêmes les hosties qu'ils consacraient à la messe. Ils sont devenus inutiles depuis que les hosties se trouvent dans le commerce, au même titre que les cierges et l'encens.

Les prix furent même très faibles au début : j'ai vu acheter cinq francs, à Poitiers, un fer du ^{xiii}e siècle. Le cours actuel serait au moins de vingt-cinq francs.

Quelques mots sur la conservation des fers me paraissent ici opportuns, afin que les amateurs ne les laissent

pas dépérir entre leurs mains et pour cela prennent les précautions que recommande l'expérience.

Tout d'abord que l'instrument reste entier. Je ne puis approuver qu'on le mutilé pour le faire entrer dans une vitrine. Il n'est pas rare, en effet, de voir supprimer les bras et la palette de dessous, pour ne conserver que celle du dessus, qui seule est gravée. On ne se rend pas compte du procédé de fabrication quand l'instrument est ainsi démonté.

Qu'on le suspende plutôt à un clou le long de la muraille et qu'on le laisse ouvert, pour qu'on puisse l'étudier à loisir sans le déplacer. L'examen en sera régulièrement facilité, si l'on place à côté une bonne empreinte en plâtre, qui donnera le relief même de l'hostie. La gravure étant faite à rebours, la lecture des légendes serait presque toujours impossible sans cela.

A l'air le fer se rouille et, le métal s'enlevant alors par écailles, il s'ensuit très promptement une déformation complète des sujets représentés. On a obvié à cet inconvénient majeur de différentes manières: le procédé consiste précisément à préserver de l'influence de l'air par l'application d'un corps gras. Dans les presbytères, il était d'habitude d'étendre sur la plaque une mince couche de cire; dans un musée, ce serait un embarras réel que de l'enlever par le chauffage, chaque fois qu'on voudrait prendre une empreinte. On a aussi essayé de l'huile, qui s'encrasse vite et qui, à la longue, devient insuffisante au but qu'on se propose. Reste la vaseline, qui est de toutes les substances la meilleure et la plus commode.

Me serait-il permis d'ajouter ici un simple conseil? Les visiteurs n'ont pas toujours le temps de prendre eux-mêmes une empreinte, utile à leurs travaux. Pourquoi le concierge du musée n'en tiendrait-il pas à leur disposition, aussi bien qu'il leur vend des photographies? Ce service serait fort apprécié de nombre d'archéologues qui se plai-

guent avec raison de l'étroitesse de certains règlements, où l'on oublie trop que les musées sont faits surtout en vue du public intelligent, qui ne se contente pas de regarder.

Un musée ne pouvant toujours posséder tous les originaux, que du moins il en ait des reproductions, de quelque façon que ce soit, photographie, dessin, moulage, estampage, frottis. Il y a un avantage sérieux à grouper ensemble les similaires d'une région, car ils forment une série et s'éclairent mutuellement. Je voudrais, par exemple, qu'on renvât au Musée de Narbonne tous les fers de l'ancien archidiocèse et qu'on les classât chronologiquement. Un album serait bientôt formé et plus d'un savant se plairait à le feuilleter. La photographie sera préférable au dessin, un frottis au crayon (1) ne vaut pas un estampage au papier humide. Il faut rejeter impitoyablement les empreintes en pâte, que les mites détruisent. Moulé en creux n'est pas à conseiller, la gutta percha a peu d'attrait par suite de sa couleur sombre; le plâtre se présente dans les conditions les plus favorables et c'est lui qu'il convient d'adopter.

I

M. Berthouneu, conservateur du Musée de Narbonne, a eu l'amabilité de m'adresser des frottis bien réussis de trois fers à hosties dont il espérait faire l'acquisition pour ce Musée, et qu'il me parait à propos de décrire et d'expliquer.

(1) Sur le frottis l'image est à rebours — pour la redresser, il suffit de la présenter devant une glace.

Le plus ancien fer remonte au commencement du xiv^e siècle (1). Sa largeur est de 0,22^e et sa hauteur de 0,08^e. Trois hosties sacerdotales s'y alignent, d'un diamètre de cinq centimètres chacune. Leur type est uniforme; une ligne pour le découpage de la pâte, suivie de deux cercles striés; à l'intérieur, un polylobé, dont les huit lobes sont arrondis et perlés aux écoinçons.

L'hostie centrale montre le Christ attaché à une croix plate par trois clous; les bras dressés ont perdu l'horizontalité de l'époque romane. La tête incline fortement, un large nimbe crucifère l'entoure. Le corps est déhanché et ses pieds se superposent. Au-dessus de la traverse de la croix le soleil, en étoile, et la lune, en croissant, manifestent la divinité de celui qui les créa (2). Son nom est inscrit dans le champ sous la forme monogrammatique, empruntée aux Grecs, IHS XPS et qui se traduit *IhesuS XPistuS*, expression consacrée par la liturgie, surtout pendant la messe.

La Crucifixion est le type le plus ordinaire des hosties, parce que la messe rappelle le sacrifice du Calvaire. Ici, il s'y ajoute, sur les hosties latérales, un double qualificatif *Domini* et *Omnipotens*.

Le titre de Seigneur est inscrit sous cette forme, avec abréviation finale: DOMIN' (3). Il s'affirme également par ce qui l'accompagne: une croix, car on peut dire avec l'Église dans le *Verilla*: « *Requavit a ligno Deus* »; une traverse, fleurdelisée aux extrémités, qu'on peut prendre à

(1) Il appartient à M. Besse, agent commercial de la Compagnie des chemins de fer du Midi à Perpignan.

(2)
« Conditor alme siderum,
Æterna lux credentium, »
a dit saint Grégoire le Grand dans l'hymne de l'Avent.

(3) Le prêtre dit avant la communion: « Domine Jesu Christe, » « Domine, non sum dignus, » « Corpus Domini nostri Jesu Christi. »

la rigueur pour un sceptre; trois feuilles de vigne, qui sont à la fois l'emblème de la Trinité, dont fait partie le Christ, et du vin, qui, dans le calice, se change à son sang. *Domini* est fourni par la liturgie et la décoration par la pratique usuelle du moyen-âge, qui ne manquait jamais d'exprimer l'idée de royauté par la fleur de lis.

L'ornementation est la même pour la troisième hostie, où l'adjectif seul varie. OMIPOS se rétablit OMniPOtenS. On le dit surtout du Père, comme dans le Symbole: « *Credo in Deum Patrem omnipotentem* », et en tête des oraisons: « *Omnipotens sempiterna Deus* ».

Les légendes de cette sorte sont rares sur les fers. A Narbonne, elles constituent donc une variante du type traditionnel: elles se distinguent en outre par la fermeté des caractères, qui sont ceux de la période gothique.

II

Le second fer nous fait descendre au xvii^e siècle (1). La largeur est de 0,19 et la hauteur de 0,10. La palette s'est agrandie, car les deux hosties sacerdotales atteignent jusqu'à huit centimètres de diamètre. Les deux petites, placées entre elles, ont un diamètre de deux centimètres et demi.

L'iconographie n'a rien de particulier: on la rencontre fréquemment, principalement dans le diocèse d'Aire. J'en ai assez parlé ailleurs pour n'avoir pas besoin de m'étendre sur des types connus.

Pour la communion des fidèles, voici, dans un entrelacs

(1) Il est, comme le suivant, la propriété de M. Paul Vié, décorateur ornementaliste à Narbonne.

fleurie, le monogramme du nom de Jésus, suivant la forme jésuitique, IHS, avec la croix, mais moins les clous, et l'Agneau pascal, passant, avec la croix de résurrection. Le prêtre, à la communion, dit ces paroles significatives : « *Calicem salutaris accipiam et nomen Domini invocabo. Ecce Agnus Dei, ecce qui tollit peccata mundi* ». L'agneau a donc en la circonstance une signification éminemment symbolique et rien n'autorise à y voir un meuble d'armoiries, comme le feraient supposer celles de la collégiale de saint Paul-Serge à Narbonne et de la ville de Carcassonne.

L'hostie sacerdotale du côté droit figure la Crucifixion : la croix est plantée, avec étais, sur une colline rugueuse, où se tiennent debout Marie et Jean, la tête surmontée d'un nimbe dont le filet est aperçu en perspective : leur geste est celui de l'affliction.

Le titre, INRI, est superposé à la traverse ; la tête rayonne et tombe, les bras sont presque droits, un linge étroit enveloppe les reins. Sur le Calvaire git le crâne d'Adam, auquel le sang divin rendra la vie.

En bordure, quatre têtes d'anges ailées coupent une auréole, rayonnante et flamboyante, qui ne convient qu'au Fils de Dieu.

Le xvii^e siècle mit en vogue le culte du saint Nom de Jésus, dont l'office prit rang dans le Bréviaire romain. Et comme ce nom lui fut imposé au huitième jour, le graveur a uni, dans une même dévotion, le nom et l'enfance du Sauveur. Les têtes d'anges, qui, à la bordure, alternent avec des palmes et des branches de feuillages, attestent un nom céleste et glorieux. Dans le champ, le monogramme IHS est gravé en belles majuscules fleuries : sur la lettre H l'enfant Jésus pose ses pieds, arborant sa croix et la tête radieuse ; au-dessous, les trois clous de la Crucifixion sont réunis par la pointe.

III

Le troisième fer n'est que du XVIII^e siècle. La gravure en est beaucoup moins soignée et, partant, peu profonde. Les dimensions restent à peu près les mêmes sous Louis XV que sous Louis XIV : largeur, 0,19 ; hauteur, 0,11 ; diamètre des grandes hosties, 0,07 ; des petites, deux centimètres et demi. Une autre variante consiste dans la substitution de la Résurrection au Nom de Jésus et une interversion dans la disposition des petites hosties, placées aussi en entre deux, mais avec l'Agneau en haut.

L'hostie du fidèle est circonscrite par un perlé et un filet. L'Agneau est passant, mais ne détourne pas la tête pour inviter à le suivre : à la croix, que tient la patte dextre de devant, flotte une flamme étroite, qui la transforme en bannière et guidon.

Le monogramme IHS est surmonté d'une croix, dont les bras s'arrondissent en boule, et, au dessous, un cœur enflammé fait pressentir le culte du Sacré-Cœur qui tend à s'imposer.

Le canon du missel a seul été consulté quand on a mis en regard la Crucifixion et la Résurrection (1), c'est-à-dire la passion et le triomphe, la peine et la gloire. Le Christ, attaché à la croix, n'est pas mort : sa tête, droite et irradiée, semble invoquer le Père à qui il recommande son âme ; le linge mesquin des reins fait un large nœud sur le côté, le titre est posé obliquement et la croix, menuisée, est calée sur le roc. Les témoins ordinaires de la mort du

(1) « Unde et memores, Domine, nos servi tui, sed et plebs tua sancta, ejusdem Christi, Filii tui, Domini nostri, tam beatæ passionis necnon et ab inferis resurrectionis. » (*Canon de la messe*).

Sauveur le contemplent, abîmés par la douleur : leur nimbe, assez singulier, plane au dessus d'eux.

Un quadruple filet contourne les deux hosties destinées au prêtre. Sur la seconde, Jésus est sorti du tombeau rectangulaire, où il fut enseveli. Il s'élance dans les airs, écartant les nuages qui l'enveloppent en manière d'auréole, la tête lumineuse, le corps à peine drapé dans son suaire, la droite bénissante; de la main gauche, il arbore la croix pommetée et à draperie flottante, qu'on est convenu d'appeler étendard de la Résurrection.

X. BARBIER DE MONTAULT.

L'INSTRUCTION PUBLIQUE

A NARBONNE

A V A N T 1 7 8 9

(Suite et fin) ⁽¹⁾

IV

En 1619, l'archevêque Louis de Vervins propose au conseil de la ville de faire venir à Narbonne les Pères de la Doctrine chrétienne, de l'ordre de Somasque connus sous le nom de Doctrinaires, et de leur confier l'administration du collège (2). Une commission, composée des consuls et de MM. Valterre, Rouhard, François Cerezon, Durand Bosquet, Jean Horliac, Séguyn et Daumelas, est chargée de remercier l'archevêque « de la bonne volonté et affection qu'il a envers la ville, et avec luy conférer des moiens et

(1) V. Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne, 1^{er} semestre 1892, p. 50.

(2) L'ordre des Pères de la Doctrine chrétienne a été fondé par César de Bus, de Cavaillon, en 1592. C'est aussi César de Bus qui institua une congrégation de femmes destinée à l'instruction des jeunes filles; il leur donna le nom de *Filles de la Doctrine chrétienne*, et ensuite celui d'*Ursulines*. — V. *Biographie universelle* de Michaud, au mot BUS (César de); P. Pierre Du Mas, prêtre doctrinaire, *Vie du vénérable César de Bus*; Granget, *Histoire du diocèse d'Avignon*, t. II, p. 185 et suiv.

expédiantz qu'il a pour facillitter de placer MM. les Doctri-
neres au collège de ceste ville » (1). Il est décidé d'offrir
aux Doctrinaires dix-huit cents livres et même deux mille
livres « pour faire cinq classes d'humanités, jusques a la
rectorique incluzivement, compris les fruitz de la prévande
a laquelle le chapitre St-Just est tenu, sans a ce comprendre
les habilhemans des quatre collégiatz ;.... le tout soubz le
bon plaisir du roy et de la court » (2). Le 7 avril 1619, le
contrat relatif au bail du collège aux Pères de la Doctrine
chrétienne demeure approuvé par le conseil de la ville ;
mais il y est ajouté « que la somme quy leur est accordée
est pour toutz droietz qu'ilz pourroient avoir, préthandre
et demander, tant sur les biens dellaisés par feu Mathieu
Peyronne et par toutz autres, en quoy que consistent et
pourroiet concister ; comme aussy y sera adjousté qu'ilz
n'emploieront les collégiatz a aucunes heuvres méquani-
ques, ains a l'estude et a les former aux lettres. D'ailheurs,
que, ou lesdits peres relligieux ne sattsiferont auxdits
articles et convantions portées par le contract que sera
avec eulx passé, il sera du pouvoir de MM. les consulz et
conseil général de les destituer. Et, finallement, que ou
quand lesdits peres viendroient a laisser ledit collège, que
le patronat demeurera tousjours, comme il est a présent, a
la ville. » En outre, MM. les consuls devront approprier
les bâtimens, organiser l'ameublement du collège avec la
plus grande économie, et ne pas dépasser, pour ce double
objet, une somme de 3,000 livres. Enfin, M. le premier
consul est prié de s'adjoindre deux membres du conseil
pour aller, dès ce soir, prier MM. du chapitre St-Just « de
vouloir bailler, pour les fruitz de la prébande, la somme
de six cents livres, quy serviront en aténuation des deux

(1) Délibération du conseil de la ville du 13 janvier 1619, Arch. comm. de Narb., BB. 10, f° 453.

(2) Délibération du 24 février 1619, *ibid.*, BB. 10, f° 481.

mil livres accordées auxdits peres Doctrinieres. » S'ils refusent de compter annuellement cette somme, ils y seront contraints à la diligence des consuls par les voies judiciaires (1).

Toutes choses ayant été réglées entre la ville et les Doctrinaires (2), l'archevêque Louis de Vervins les fit venir d'Avignon, et les reçut à Narbonne le 16 juillet 1619. Le lendemain, un bail consenti par l'archevêque, le chapitre St-Just et les consuls, au P. Antoine Vigier (3), provincial en France des Doctrinaires, confiait à ces derniers le collège fondé par Mathieu Peyronne. Voici cet important document.

« Comme ainsy soit qu'il a esté reconnu de tout tems que pour entretenir les républiques fleurissantes il a esté nécessaire, pour icelles maintenir en bon état, que de faire instruire et élever la jeunesse à la piété, religion catholique, apostolique et romaine, ez lettres humaines, par lequel ordre chacun est maintenu a son devoir soit en ce qui regarde la loy de Dieu et celle des hommes, lesquelles nous élevent à la connoissance parfaite de notre devoir pour rendre nos actions a l'honneur et gloire de Dieu, l'obéissance a notre prince, et la balance de justice qui doit estre gardée envers notre prochain, de sorte que, par ce moyen, les villes en demeurent meilleures; pour a quoy parvenir auroit été trouvé nécessaire d'avoir des personnes capables et permanentes a faire ladite instruction, qu'a esté cause que, par la prudence, zelle et affection particuliere au bien public de Mon-

(1) Arch. comm. de Narbonne, BB. 10, f° 494 v°.

(2) « L'an 1619 et 4^{me} du mois de juillet, en Avignon et au collège Sainct Jean, le R. P. provincial, assemblés le R. P. Pierre Gallois, recteur, le P. Antoine Ruffier, le P. Gabriel Dufaur et le P. Martin Dureau, ses conseillers particuliers et illec assemblés en la chambre de N^{re} B. Père fondateur, leur a proposé les articles avec lesquels on devait contracter la réception du collège de Narbonne. Les articles sont regus avec quelques modifications. *Signé*, Vigier, provincial, Gallois, Ruffier, Gabriel Dufaur, M. Dureau, Berardi. » (Archives de M^e Favatier, notaire).

(3) Il est désigné dans plusieurs actes, et notamment dans le bail cité par nous, sous le nom de *Vigis*; c'est une erreur, le véritable nom est *Vigier*.

seigneur l'illustrissime et révérendissime archevêque et primat de Narbonne, les peres religieux Doctrinaires de l'ordre de Soubmague (3) ont été appellés pour estre installés au collège de la ville de Narbonne; par le moyen de laquelle installation les bonnes familles demeureront entretenues en leur splendeur, les pauvres qui auront des enfans capables aux lettres, élevés aux charges publiques, ceux qui aspireront a l'état ecclésiastique, dignes d'y estre receus, les femmes veuves et enfans orphelins, soulagés. Sur lesquelles considérations et autres qui se peuvent rettirer de cette sainte action, le conseil général tenu en la maison consulaire dudit Narbonne, le dimanche septième jour du mois d'avril dernier, auroit donné pouvoir a Messieurs les consuls et députés cy apres nommés de passer le contract auxdits peres religieux, soubz les articles cy après spéciliés accordés avec révérand père Antoine Vigier, provincial en France desdits peres de la congrégation de Soubmague; lesquels ayant été aussy communiqués tant a Monseigneur l'illustrissime archevêque que a Messieurs du vénérable chapitre de l'église sainte et métropolitaine dudit Narbonne, il ne restoit a présent que d'en passer le contract suivant.

« Pour ce est-il que ce jourd'huy, dix septieme jour du mois de juillet mil six cens dix neuf, dans le palais archiépiscopeal de Narbonne, apres midy, régnant tres chrétien prince Louis, par la grace de Dieu, roy de France et de Navarre, pardevant Monseigneur l'illustrissime et révérendissime messire Louis de Vervins, archevêque et primat de Narbonne, conseiller du roy en ses conseils d'Etat et privé, et président né des Etats généraux du pays de Languedoc, a l'assistance et présance de Messieurs Charles de Cazaletz, docteur ez droitz, grand archidiacone en l'église sainte dudit Narbonne, official métropolitain d'icelle, Jacques de Bonis, docteur ez droitz, chanoine et précepteur, François Flassa et Guillaume Juliard, chanoines en ladicte église et docteurs en la sainte théologie, deputed dudit chappitre, agréant le présant contract, présant moy notaire et témoins bas nommés, constitués en leurs personnes Messieurs maistre Charles Rouhard, docteur ez droitz, juge en toute la temporalité dudit seigneur archeveque, honorables hommes les sieurs Henry Sartre, Estienne Vignes, Gaspard Pellissier et Jean Denos, tous

(3) Les Doctrinaires, congrégation d'origine française, restèrent unis *de droit* avec les Somasques d'Italie de 1616 à 1647.

cinq consuls et légitimes administrateurs de l'université dudit Narbonne, honorable homme Jacques de Campredon, aussy consul, étant en la ville de Toulouze pour les affaires de ladite université, maistre Mathurin Valtère, docteur ez droitz, avocat en la Cour dudit Narbonne, les sieurs François Cereson, receveur des décimes au diocese d'icelle, Durand Bosquet, notaire, Jean Horliac, receveur des droitz forains, Pierre Séguy, chevaucheur de l'écurie du roy audit Narbonne, et Philipe Daumelas, procureur en icelle, tous conseillers matriculés en ladite maison consulaire dudit Narbonne et députés d'icelle par la susdite délibération du conseil général; lesquels, suivant leur pouvoir, ont baillé et baillent à perpétuité auxdits peres religieux de la Doctrine chrétienne de la congrégation de Soumague, pour eux présant, stipulant et acceptant révérand père Antoine Vigier, leur provincial en France, expressément député par révérends peres Antoine Ruffier, Gabriel Dufaur, Pierre Galloys et Martin Dureau, ses conseillers, suivant le pouvoir a eux donné par leur chappitre provincial assamblé et tenu en la ville d'Avignon, le dixieme avril dernier, comme a fait aparoir de sa députation originelle du quatrieme du présant mois, incérée dans un livre de leurs délibérations qu'il a exhibé et ensuite rettiré, en ayant laissé coppie devers moy notaire, et encore promet se faire ratifier et en rapporter la ratification dans deux mois, le collège de la présente ville de Narbonne, pour l'instruction de la jeunesse, aux pactes et conditions suivantes, le tout soubz le bon plaisir de Sa Majesté :

« Premièrement seront tenus lesdits religieux de faire instruire ladite jeunesse par des religieux de leur ordre capables, et non par d'autres, aux lettres humaines. Et a cet effet feront six classes, la plus basse desquelles sera pour aprendre a lire les jeunes enfans, tant ceux de la ville que autres forains et étrangers qui y pourront venir, et successivement de classe en classe jusques a la première classe inclusivement, en laquelle sera fait proffession de la rhétorique pour rendre les auditeurs capables de la philosophie, sans pouvoir exiger aucun droit ny salaire desdits enfans ou écoliers de la ville, forains ou étrangers, soit ecclésiastiques, religieux ou lais, pour leur instruction. Et, affin de rendre les auditeurs plus capables aux bonnes lettres, leur feront leçons en gree et en latin, outre les catéchismes et leçons de piété, comme on a accoutumé de faire aux collèges bien régis.

« Néanmoins, a ce que la ville tire quelque fruit pour l'édification de la conscience desdits habitans, lesdits peres tiendront quatre religieux prêtres de leur ordre pour estre recteur ou préfet des études, ou vacquer aux confessions, exhortations et autres devoirs et exercices de la doctrine chrétienne, suivant leur institution et règle, au préalable aprouvées par mondit seigneur l'archeveque, ou son vicaire général.

« Et, pour éviter à l'interruption des études qui pourroit arriver pour l'infirmité ou autre nécessité des six régens desdites six classes, lesdits révérends religieux en tiendront deux autres de réserve, comme supernuméraires, pour faire les classes des défailhans.

« Seront, en outre, tenus de nourrir et entretenir de la dépence de bouche et lit tant seulement, dans ledit collège, quatre enfans tels qui leur seront baillés par les consuls, et de les instruire et enseigner a la piété et bonnes lettres comme les autres écoliers, sans les pouvoir employer a aucunes œuvres mécaniques. Et pour les serviteurs qui leur pourront estre nécessaires, iceulx religieux seront tenus de les nourrir, entretenir et salarier comme bon leur semblera.

« Pour l'entretien de toutes les personnes nécessaires, en quel nombre qu'ils puissent estre ou pourroient estre a l'avenir, pour quelque cause ou occasion que ce soit et puisse estre, pour satisfaire au contenu des présents articles, lesdits consuls et communauté de ladite ville seront tenus de payer, bailler et délivrer annuellement auxdits révérends peres qui régiront ledit collège la somme de deux mille livres, a ce compris la somme de six cens livres accordée par le vénérable chappitre de l'église sainte et métropolitaine de Narbonne pour la prébande préceptoriale affectée audit collège et comme appert par le contract retenu par moy notaire, le 25 may dernier. Laquelle dite somme de deux mille livres sera payée, par avance, en deux payes égales, scavoir : moitié à la Nativité Saint-Jean-Baptiste, et l'autre moitié à la Noel, outre les huit poinieres de sel qu'ils prendront dudit chappitre suivant l'acte de la ratification dudit contract, retenu par M^r François Bosquet, notaire, les an et jour y contenus.

« Baillent lesdits sieurs consuls auxdits religieux pour faire leurs dits exercices le collège ou a présent l'on a accoutumé d'exercer la jeunesse, et icelluy faire bastir et accomoder en telle sorte qu'ils puissent loger et faire le susdit exercice, et icelluy meubler, pour une fois tant seulement, des choses nécessaires sui-

vant la descence et qualité des personnes, de leur profession, et pour l'usage desdits collégiats. Et ce fait, lesdits religieux se chargeront de l'entretien tant dudit battiment que meubles, a perpétuité et a leurs dépans, sans qu'ils puissent jamais rien plus demander.

« Davantage lesdits sieurs consuls feront bastir une église, laquelle ils meubleront, avec les deux autels, des meubles et ornemens nécessaires, pour une fois seulement. Et après, lesdits peres religieux l'entretiendront et meubleront a perpétuité comme dessus.

« Aussy seront tenus lesdits sieurs consuls d'entretenir les quatre enfans collégiats tant des habits nécessaires, de telle couleur et livrée que bon leur semblera, que des drogues, médicamens, visites des medecins, chirurgiens et apoticares, que leur feront besoin en cas de maladie.

« Est de même convenu et accordé par expres que nonobstant tous privilèges et exemptions que lesdits peres religieux pourront avoir et prétendre en (quelque) façon et maniere que ce soit, il sera loisible a mon dit seigneur l'archevêque, ou son vicaire général, MM^{es} dudit chappitre et auxdits sieurs consuls, ou tels que par eux seront députés, de pouvoir, toutesfois et quantes que bon leur semblera, visiter lesdites classes dudit collège, tant seulement pour prendre garde a l'exercice des études et instruction de la jeunesse. Et en cas ils y trouveront des manquemens, pourront lesdits sieurs archevêque, chappitre et consuls, de commun consentement, faire contraindre lesdits religieux a l'observation desdits articles par les voyes ordinaires en tel cas requises et pardevant qui il appartiendra.

« Demeure aussy accordé que ledit collège sera exempt de toutes tailles (1) et impositions ordinaires et extraordinaires pour raison des maisons a présent encloses dans ledit collège ou autres que par cy apres y pourront estre annexées et enfermées dans ledit enclos, pour l'augmentation et utilité d'icelluy seule-

(1) Taille, imposition levée sur les personnes qui n'étaient ni nobles ni ecclésiastiques, ni exemptes à un titre quelconque. La taille réelle était assise sur les biens, la taille personnelle était imposée par tête, et la taille mixte portait à la fois sur les biens et les revenus de toute nature (A. Monteil, *Les gens de finance*, p. 24). Le mot de taille venait de l'usage des collecteurs d'impôts de marquer sur une taille de bois ce qu'ils avaient reçu des contribuables.

ment. Ensemble lesdits peres religieux et leur famille servant audit collège seront exempts de faire garde en quel cas ou nécessité que puisse estre, et encore du logement des gens de guerre au autre. Et néanmoins jouiront des privilèges et exemptions dont les vrays habitans de ladite ville ont accoutumé de jouir.

« De plus est accordé que cas advenant que lesdits peres religieux viendroient a acquérir des terres et possessions dans l'enclos ou terroir de la ville, autres que celles de l'enclos dudit collège, comme dit est, icelles seront sujetes a toutes impositions et charges ordinaires et extraordinaires.

« De plus, lesdits religieux seront tenus de faire l'ouverture dudit collège le lendemain de la fête Saint-Luc, tant la présente année que les années subséquentes, a perpétuité ; a laquelle ils appelleront mondit seigneur l'archevêque, ou son vicaire général. Messieurs dudit chappitre parlant aux sieurs prévôts, ou l'un d'eux, et lesdits sieurs consuls, pour s'y trouver si bon leur semble, et que le même (ordre) sera observé en toutes les histoires et prix publiques qu'ils représenteront audit collège.

« Seront aussy tenus lesdits religieux fere dire, par les quatre enfans collégiats, assistés d'un desdits religieux, tous les soirs, un *Salve regina* et un *De profundis* pour l'ame de feu Mathieu Peyronne, fondateur dudit collège, et tous les samedis et veille des fêtes de Notre-Dame, Complies.

« Ne pourront lesdits religieux, moyennant le payement de ladite somme de deux mille livres, demander ny prétendre autre chose, soit sur Messieurs dudit chappitre pour raison de la susdite prébande préceptoriale, ou sur la ville a cause des biens donnés à ladite université en considération d'un collège par ledit sieur Mathieu Peyronne, ny par quelque autre que ce soit, jusques a présent, en quoy qu'ils concistent et pourroient concister.

« Et finalement demure accordé que lesdits quatre collégiats ne pourront estre congédiés ni receus audit collège qu'a la nomination et volonté desdits sieurs consuls comme vray patrons dudit collège, lequel droit de patronat se réservent par expres et a perpétuité sans pour cela derroger aux ordonnances du roy et arrêts de la cour, ny au droit dudit seigneur archevêque.

« Et pour l'observation et entier accomplissement du contenu en ce dessus, lesdits sieurs consuls et députés, suivant leur dit pouvoir, ont obligé tous et chacuns les biens de ladite ville et

université dudit Narbonne, et ledit révérend pere Antoine Vigier, provincial, tous et chacun les biens de leur dite congrégation, présans et a venir, qu'ils ont respectivement soumis aux rigueurs de toutes cours et scellés du présent royaume de France, avec les renonciations de droit a ce nécessaires.

« Ainsy l'ont promis et juré en présance de M. Jean Bertelier, avocat en la Cour royale et secrétaire de mondit seigneur l'archevêque, les sieurs Pierre Salvagnac et Jean Caussat, marchands dudit Narbonne, témoins a ce requis et appelés, soubzsignés, avec mondit seigneur l'archevêque, mesdits sieurs les députés dudit chappitre, et Messieurs les consuls et députés de ladite ville et ledit révérend pere Vigier, provincial, et moy, notaire. *Signés*: de Vervins, archevêque de Narbonne, Cazalets, de Bunis, Flassa, Julliard, Rouhard, consul, Sartre, consul, Vignes, consul, Pellissier, consul, Denos, consul, Vigier, provincial, Valtère, député, Cereson, député, Bosquet, député, Horliac, député, Séguy, député, Daumelas, député, Pierre Salvagnac, Jean Caussat, Bertellier, Senty notaire » (1).

L'enseignement donné au collège des Doctrinaires est complet; il comprend l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire; on prend l'enfant de bonne heure, on lui enseigne à lire, et on le conduit jusqu'en rhétorique et en philosophie.

La gratuité de l'enseignement est absolue; on ne peut « exiger aucun droit ny salaire » des élèves, quels qu'ils soient, originaires de la ville ou étrangers.

L'institution des quatre collégiats, qui rappelle celle des boursiers dans nos établissements modernes, n'est pas nouvelle. « Les fondateurs et les bienfaiteurs des collèges de l'Université y avaient institué des bourses pour les écoliers pauvres. Les rois de France en ajoutèrent de nouvelles. Ainsi, en 1474, les enfants de chœur de la cathédrale de Paris obtinrent de Louis XI la concession à perpétuité d'une bourse au collège de Navarre... Louis XI

(1) Arch. comm. de Narbonne, AA. 117, cartulaire E, f° 84 v°.

décida qu'une bourse serait accordée à celui des enfants de chœur que le chapitre métropolitain aurait désigné. Les enfants de chœur de Saint-Martin de Tours obtinrent le même privilège » (1).

L'externat est la règle du collège des Doctrinaires. Au xvii^e siècle, l'internat est à peu près inconnu en province. Montaigne s'insurgeait contre la « police » des collèges de son temps, qu'il considérait comme de « vraies geaules de jeunesse captive. » A l'exception des collégiats, qui sont internes, tous les élèves du collège des Doctrinaires ne viennent au collège que pour les classes et reprennent ensuite leur liberté.

L'archevêque, le chapitre métropolitain et les consuls ont le droit de visiter le collège afin d'en vérifier le fonctionnement; les consuls sont les « vrais patrons » du collège et exercent une surveillance continue.

Telle est dans ses dispositions principales l'économie du règlement que nous venons de citer.

L'installation des Doctrinaires à Narbonne ne se fit pas sans quelques difficultés. Les gens du roi près le Parlement de Toulouse y firent opposition et présentèrent une requête tendant à les empêcher de prendre la direction du collège de Narbonne. Les archives communales nous indiquent les démarches faites par le conseil de la ville auprès du Parlement pour faire lever l'opposition (2), mais nous ne connaissons pas la requête et les moyens qu'elle développait; le classement de nos archives nous la fera peut-être connaître un jour.

Par des lettres patentes, données à Tours le 16 septem-

(1) Chéruel, *Dict. hist. des institutions, mœurs et coutumes de la France*, v^o Université.

(2) Arch. comm. de Narb., BB. 10, f^o 553 et suiv.

bre 1619 (1), Louis XIII autorisa les Doctrinaires à s'établir dans le collège de Narbonne, « en considération de ce que la plupart des collièges de noz villes sont bien souvens régis et gouvernés par personnes vagabondes dont les meurs sont desréglées, qu'aussy pour la commoditté de noz pouvres subjectz qui ne pourroyent autrement faire instruire ny eslever leurs enfans à la cognoissance des lettres (2). »

Les Doctrinaires occupaient une partie de l'île Saint-Cosme, comprenant les maisons Berthomieu, Castel, Sauzède, Pouverin, et l'église Saint-Cosme (aujourd'hui salle de spectacle), qui devint, par sentence archiépiscopale du 10 décembre 1621, l'église du collège quand la rectorie Saint-Cosme fut unie, en 1620, à la manse capitulaire de Saint-Just (3). Ils possédaient aussi une maison située dans l'île St-Alexandre (aujourd'hui maisons Sarrère et Jalard) et reliée à l'établissement par une arcade de pierre (4).

Une plaque commémorative, en marbre blanc, aujourd'hui déposée au Musée de Narbonne, où elle figure sous le numéro 219, était placée au-dessus de la porte d'entrée de l'établissement et indiquait l'arrivée à Narbonne des Pères Doctrinaires :

(1) Elles furent enregistrées au greffe consulaire le 17 oct., « mises avec le contract, conseils sur cest affaire, quittance desdits pères pour l'ameublement, le tout en parchemin, dans une boîte de fer blanc dans les archifz. » (Arch. comm. de Narb., BB. 10, f° 572 v°).

(2) Arch. comm. de Narbonne, AA. 116, cartulaire D, f° 28.

(3) Arch. comm. de Narbonne, série GG, registres de St-Just de 1606 à 1635, baptêmes, fol. 51.

(4) Voir un plan de Narbonne, de 1720, à la Bibliothèque publique de cette ville.— Le 15 mars 1620, les Doctrinaires demandent l'autorisation « de pouvoir faire ung arc pour aller du colliège à la maison de M. Pradel, ou ilz demeurent. » Le conseil décide que les consuls accorderont l'autorisation quand ils auront constaté que le service public n'en souffrira pas. (Arch. comm., BB. 10, f° 623 v°).

PAR PERMISSION DE TRES CHRESTIEN LOUIS XIII DE IVSTE ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE LES PERES DE LA DOCTRINE CHRESTIENNE ONT ESTE INSTALLEES AVANT PRESENT COLEGE ESTANT CONSVLZ M^h M^e CHARLES ROVHARD IVGE EN TOVTE LA TEMPORALITE DE L'ARCHEVESCHE DE NARⁿ^e HONORABLES HOMMES HENRY SARTRE ESTIENNE VIGNES IACQUES CAMPREDON GASPARD PELISSIER ET JEHAN DENOS EN L'ANNEE 1619

Les constructions qui ont été élevées dans les temps modernes sur l'emplacement du collège ont complètement modifié les dispositions primitives dans la partie faisant face à l'ancien rempart et au plan des Barques de Cité. Il n'est resté que les deux cours avec les grandes portes qu'on voit encore aujourd'hui. Les bâtiments n'avaient d'ailleurs rien de monumental. Joignant l'église se trouvait une porte du moyen-âge dénommée porte de Saint-Cosme, *portale Sancti Cosmi*, qui disparut dans la première moitié du xvi^e siècle, lors de la construction des murailles de la ville.

En 1625, les Doctrinaires demandent à fermer une rue qui conduit à leur église du côté du marin pour y faire la cour de leur collège, et offrent de donner passage au public en ouvrant une autre rue du côté du cers. Le 28 septembre, permission leur est donnée « de fermer la rue par eux demandée, au préalable avoir ouvert l'autre, à droicte ligne et a leurs azards, périls et fourtunes, sans préjudice du droiet du roy et d'autrui (1). » Le 5 juin 1645, il est

(1) Arch. comm. de Narbonne, BB. 14, f^o 79 v^o.

décidé par le conseil de la ville que la délibération prise en l'année 1625 leur sera notifiée par les soins des consuls avec toutes protestations et réserves, en cas d'inexécution des clauses de cette délibération (1), et sommation leur est faite par l'acte suivant :

« L'an mil six cens quarante-cinq et le second (2) jour de juing à Narbonne apres midy, prezens moy nottère et tesmoings, Messieurs les consuls de lad. ville avec Messieurs François de la Bolandière et François Grachi, docteurs et advocatz deputés, par délibération generale priuze en la maison consulère de lad. ville le cinquiesme de ce mois ont dict aux révérends pères de la doctrine crestienne du collège dud. Narbonne en parlant à reverand père Mathieu Bouleran sindic de la maizon, qu'à suite de la prière par eulx faite aud. conseil de ville par requeste qu'ils luy presentèrent en l'année M^{re} vingt cinq signée du révérand père Hospitalery leur recteur, contenant de leur permettre de fermer une rue par laquelle on va à leur esglise du costé de marin pour y faire la cour de leur collège sur l'offre qu'ils fezoient de donner passaige au public et ouvrir autre rue du costé de cers et dans leur basse cour quy est à présent, il feust prins deslibération le vingt huitiesme septembre aud. an quy leur accorde le faict de leur requeste à condition d'ouvrir lad. rue à droitte ligne et à leurs azards, périls et fortune et sans préjudice du droit du roy et d'autrui, néaulmoings lesd. Pères ayant mis leur nouveau bastiment en estat logeable et par ainsin pretz à fermer lad. rue du costé de marin pour y fère leur cour, ils ne peuvent non sullement ouvrir la rue qu'ils se sont obligés, mais bien loing ils bastissent a l'endroit qu'ils doivent la donner, qu'est canze que pour l'inthérest du roy qu'ils y recognoissent pour la necessité qu'il y a qu'en cest endroit y ayt rue pour pouvoir aller sans aulcung destour à la porte faulce et à l'entrée du port qui l'avoizine, mesmes pour ce rendre en cas d'alarme à la place d'armes quy est marquée au plain des barques de cité et pour

(1) Arch. comm. de Narbonne, BB. 20, f° 337 v°.

(2) Cette date est évidemment erronée ; en effet, quelques lignes plus bas, il est question d'une délibération du conseil de la ville prise le 5 juin.

celluy du public dont ils ont receu diversses plainttes, lesd. sieurs consuls et depputés susd. notifient ausd. pères tant la requeste dud. père Hospitalery que deslibération prinze sur icelle, les somment et requièrent de la garder et observer, sy mieuls ils n'ayment laisser lad. rue du costé de marin en l'estat qu'elle est, aultrement et à faulte de ce fère au [cas qu'ils] la feroient comme ils tesmoignent [le vou]loir fère, leur protestent que pour les susd. [contraventions] la ville uzera de son droit sans... respondre du démolissement qu'il conviendra aud. cas fère et tout aultrement de tout ce qu'ils peuvent et doivent protester. Led. père Bouleran a requis coppie dud. acte et lesd. sieurs consuls percistant en leursd. protestations, a été coneedée ez prezances de Pol Senty et Jaques Gibert praticiens soulbzsignés avec lesd. s^{rs} consuls et moy notière. »

Signé: GUISSANNE, consul, DEXOS, consul, GIBERT, SENTRY,
GAUBERT, notaire (1).

« La soutane des cleres de la Doctrine chrétienne était cousue à la hauteur de deux pieds et le reste se boutonnait jusqu'en haut. Le manteau était de même longueur. A dater de 1733 l'habit des convers devint une tunicelle et un manteau de drap noir descendant un peu au-dessous du genou ; mais il pouvait être plus court pour les voyages (2) ».

Les Doctrinaires faisaient au chapitre Saint-Just l'hommage annuel d'une livre de cire blanche, en raison de l'union à leur collège de l'église Saint-Cosme. Plus tard, cette rente en nature fut convertie en une rente de 20 sols.

A chaque changement d'archevêque ils payaient aussi 19 et 20 sols, à titre d'indemnité pour les maisons acquises par eux dans la directe du chapitre.

Les prix donnés à la fin de l'année scolaire aux élèves portaient les armes de la ville et les noms des consuls en

(1) Archives de M^e Favatier, notaire.

(2) Encycl. théol. de Migne, *Dict. des ordres religieux*, t. II, v^o DOCTRINE CHRÉTIENNE EN FRANCE (Prêtres de la).

fonctions. La distribution des récompenses était précédée d'exercices littéraires ou de représentations dramatiques dont les acteurs, pris parmi les élèves, recevaient des consuls une somme d'argent pour les défrayer des dépenses qu'ils avaient pu faire en vue de ces représentations.

Le 5 février 1623, Louis de Vervins fonde au collège deux classes de philosophie et constitue aux Doctrinaires une somme de six mille livres qu'il promet de payer dans trois ans, « afin que du revenu d'icelles six mil livres ils puissent subvenir à la nourriture de deux doctes régents capables d'enseigner la philosophie, laquelle continuellement et à perpétuité ils fairoient lire et aprandre audit collège dans le temps de deux ans à la fin desquels le cours de la lecture de la philosophie cesse. » Au cas où les Doctrinaires supprimeraient le cours de philosophie, la somme de six mille livres appartiendrait au couvent des religieux de St-Dominique de Narbonne. Il devait y avoir dans la classe de philosophie un tableau rappelant la fondation à perpétuité faite par l'archevêque pour cette classe « avec exhortation aux écoliers de prier Dieu pour lui. » Les six mille livres furent placées sur une métairie dite de Badens, que les Pères Doctrinaires d'Avignon vendirent à ceux de Narbonne en mars 1623 (1).

Le 5 août 1644, un riche bourgeois de Narbonne, Jehan Rusquier, fonde chez les Doctrinaires une classe de théologie pour les prêtres, écoliers et autres personnes « qui se voudront rendre savans d'icelle, » et affecte à la création de cette classe une somme de 9,000 livres (2).

Le 18 septembre 1665, les Doctrinaires demandent la suppression de la classe de sixième; ils allèguent qu'un

(1) *Inventaire des actes et documents de l'archevêché*, par A. Roëque, t. II, fol. 579 v^o et suiv.

(2) Arch. comm. de Narbonne, Inventaire Carouge, f^o 67.

seul régent ne peut suffire aux nombreux enfants qu'on y envoie et qu'ils peuvent d'ailleurs suivre les petites écoles établies dans la ville par les soins de Mgr l'archevêque. Ils demandent le remplacement de cette classe par un second cours de philosophie « qui commencera lorsque l'ancien cours sera à demi fait, et qui sera confié à un professeur, lequel étant prêtre sera pour le service de la ville un confesseur davantage, lequel dans ses sacrifices priera pour le général et pour le particulier d'icelle. » Cette demande est accueillie, et son examen confié aux consuls et à MM. Ducup, Berthellier, Vignes et Rathery. Le 13 octobre 1663, la classe de sixième « où les petits enfants apprenaient à lire » est supprimée, le second cours de philosophie établi, et la cinquième classe, la plus basse du collège, est divisée en trois cours « au dernier desquels seront les rudimentaires, au second ceux qui commenceront d'apprendre par cœur les auteurs, et au premier ceux qui commenceront à composer et à faire des thèmes » (1).

Nous relevons dans les archives communales plusieurs incidents qui rompent la monotonie de la vie calme du collège. En 1624, trois commis des gabelles « blessent à la mort » un élève et sont déférés au Parlement de Toulouse. En 1625, quelques écoliers attaquent et « excèdent » à coups de bâton le père régent de la classe de philosophie, et le conseil se rend en corps au collège pour instruire le « scandale » et au besoin faire arrêter les coupables. En 1626, lors de l'arrivée à Narbonne du duc de Montmorency, les Doctrinaires font jouer par leurs élèves en son honneur une « histoire » dans la salle de l'hôtel de ville, et M. de Montmorency assiste à la représentation (2). La peste de

(1) Arch. comm. de Narbonne, BB. 25, f^{os} 547 et 557.

(2) Les exercices dramatiques étaient en honneur chez les Doctrinaires. En 1701, les rhétoriciens du collège dédient à l'archevêque Le Goux de la

1628 et 1629 oblige les Doctrinaires à licencier leurs élèves, les trois collégiats eux-mêmes quittent l'établissement, et, quand le consul François Cailhé proteste contre ce départ et remontre au recteur « qu'il ne pouvoit ni debvoit les congédier, » celui-ci répond qu'ils sont partis « sans son sceu ni consantement » et qu'il « ne les peult reprendre à cause de la calamité du temps » (1). Les cours sont donc suspendus, le collège occupé par les soldats de la morte paye, et, quand les réparations rendues nécessaires par cette occupation ont été effectuées par les soins des consuls,

Berchère une tragédie en vers latins, en cinq actes, ayant pour titre *Saint-Just et Saint-Pasteur* ; elle fut jouée par les élèves dont les noms suivent : Louis d'Exéa, Pierre Fabre, Simon Cogoniblis, Cyprien Mengau, Jean-Jacques Lagarde, Gabriel Hérouard, Antoine Vassal, Jacques Bousignes, Pierre Bersiers, Pierre Fournier, tous de Narbonne, et Joseph-Antoine Boussonnet, de Sigeac. Des jeux allégoriques servaient d'entr'actes à la tragédie : on entendait les plaintes des villes qui avaient eu le malheur de perdre le prélat que Narbonne avait maintenant l'avantage de posséder ; Narbonne manifestait la joie que lui causait la nomination de son nouveau primat ; les États-Généraux de la province de Languedoc apportaient leurs hommages à leur nouveau président, les génies du Clergé, de la Noblesse et du Tiers-État étaient introduits par la probité au temple de la Gloire « où ils faisaient hommage au mérite, c'est-à-dire à Monseigneur l'Archevêque ; » l'arrivée de l'archevêque était figurée par l'arrivée du printemps ; enfin les génies du Collège donnaient des marques de leur joie particulière. Les entr'actes étaient joués par Charles d'Assignan et Jean Vaissière (de Saint-Nazaire), Hyacinthe Maraval, Louis de Chalon, Jean-Jacques Lagarde, Pierre Prache, Jean Roubin, Etienne Mengau, Jean Macary, Pierre Fabre, Cyprien Mengau (de Narbonne), Joseph de Bunis (de Bize), Paul Berthomien (de Raissac), Jean-Baptiste Maignion (de Perpignan), Jean Dejean (de Carcassonne). — V. S. JUST ET S. PASTEUR, *tragédie dédiée à Monseigneur l'illustrissime et révérendissime Charles Le Goux de la Berchère, archevêque et primat de Narbonne, président-né des Etats de la province de Languedoc, etc., par les écoliers de rhétorique du collège des Pères de la Doctrine chrétienne. À NARBONNE, chez Guillaume Besse, imprimeur du Roy, de Monseigneur l'archevesque et primat de Narbonne, et du collège, M DCC IV*. Cette brochure, de 16 pages, contient une lettre de dédicace, l'argument de la tragédie et des actes qui la composent, l'explication des jeux allégoriques des entr'actes, la distribution des rôles, et deux pièces de vers, dont un sonnet, à l'adresse de l'archevêque.

(1) Archives de M^e Favatier, notaire, acte du 20 décembre 1628.

la réouverture des cours est fixée au premier jour du Carême de 1630 (1).

Diverses décisions des pouvoirs publics augmentent les revenus des Doctrinaires et assurent le fonctionnement de leur établissement.

En 1726, la rente au capital de 5,500 livres placée sur la ville de Narbonne au denier vingt pour l'entretien de deux professeurs de théologie était devenue insuffisante depuis la réduction au denier cinquante, ordonnée par arrêt du Conseil d'État du Roi du 24 août 1720, des rentes dues par les communautés. Le produit de cette rente qui ne montait qu'à 273 liv. sur le pied du denier vingt se trouvait diminué et ne pouvait plus suffire aux besoins auxquels il était destiné. Un arrêt du Conseil d'État du 7 mai 1726 permet à la ville et au diocèse de Narbonne d'imposer annuellement 273 liv. 9 sols 6 deniers, savoir la ville 137 liv. 14 sols 11 deniers, et le diocèse pareille somme.

En 1739, les Doctrinaires représentent à la ville et au diocèse qu'ils ne peuvent soutenir le collège avec le revenu qui leur a été accordé dans les premiers temps et qui par l'augmentation des dépenses est devenu trop modique. Le diocèse et la ville délibèrent les 30 juillet et 9 août 1739 de leur accorder une pension annuelle de cinq cents livres « pour les obliger à entretenir le collège », la dite pension payable moitié par la ville, moitié par le diocèse. Sur le rapport de M. de Montferrier, syndic général de la province, les États de Languedoc approuvent cette délibération le 25 janvier 1740 et leur décision est ratifiée par arrêt du Conseil du 10 mai suivant.

(1) Arch. comm. de Narbonne, BB. 12, f° 610; BB. 14, f° 3 v°; BB. 14, f° 67 v° et 68; BB. 14, f° 157; BB. 14, f° 428; 18, f° 120.

Le 13 janvier 1743, la ville accorde aux Doctrinaires un secours de 300 livres pour les aider à réparer « le malheur imprévu qui leur est arrivé par la chute d'un de leurs corps de logis, » qu'ils ne peuvent reconstruire à cause de l'insuffisance de leurs revenus (1).

Le 10 juillet 1746, il est expliqué au conseil de la ville que la communauté impose annuellement 2,250 livres, au lieu des 2,000 primitivement fixés, en leur faveur pour l'entretien du collège (2).

Le 22 août 1756, la ville accorde un secours de 3,000 livres pour réparer la maison du collège « si fort dégradée qu'elle menace une chute des plus prochaines. » Le 12 mars 1758, nouveau secours de 1,000 liv., aux mêmes fins. Dans l'assemblée de l'assiette du 18 avril 1758, le diocèse accorde pour le même objet 2,000 liv., et cette décision est approuvée par arrêt du Conseil d'État du 20 avril 1759 (3).

Le 2 mars 1766, le conseil décide de donner un secours de 600 livres aux Doctrinaires « qui ne peuvent subsister à cause de la cherté des vivres. »

Les besoins continuent, plus impérieux et plus pressants. En 1768, les Doctrinaires n'ont plus pour tout revenu, charges déduites, qu'une somme de deux mille soixante-deux livres neuf sols quatre deniers, qui « aujourd'hui, par la grande cherté des denrées et de toutes les autres choses nécessaires à la vie ne saurait fournir à la nourriture de 18 personnes, y compris les quatre collégiats et deux domestiques. » La ville accorde le 15 mai une subvention de 600 livres, et les commissaires ordinaires du diocèse, « craignant l'abandon d'un collège dans lequel les jeunes gens du diocèse ainsi que ceux de la ville reçoivent

(1) Arch. comm. de Narbonne, BB. 44, f° 98 v°.

(2) Ibid., BB. 45, f° 102.

(3) Ibid., BB. 46, f° 345; BB. 47, f° 93 v°; *Lois de Languedoc*, t. v, p. 702.

vent les premiers principes de la religion et des sciences et trouvent une éducation qu'ils seraient le plus souvent hors d'état d'aller chercher ailleurs, » délibèrent le 18 mai d'accorder annuellement aux Doctrinaires 800 livres, « jusqu'à ce que Mgr l'archevêque ait pu obtenir des bontés de S. M. quelque secours particulier ou la permission d'y réunir quelque bénéfice simple, dont les revenus seraient suffisants pour affranchir le diocèse de cette imposition. » Le 17 décembre 1768, les États de Languedoc donnent leur consentement à cette imposition annuelle de 800 livres, et leur décision est approuvée par arrêt du Conseil d'État du roi du 20 février 1769 (1).

Les diverses décisions que nous venons de rapporter prouvent l'intérêt que le collège des Doctrinaires inspirait aux pouvoirs publics en raison de ses services.

Parmi les professeurs remarquables qui exercèrent au collège de Narbonne, nous devons citer l'évêque de Nîmes, Fléchier. Il avait pour oncle maternel un Père de la Doctrine chrétienne, assez célèbre en son temps, le Père Hercule Audifret. Il fit ou acheva ses études à Tarascon, dans le collège des prêtres de la Doctrine, et s'engagea même ensuite dans la congrégation, mais par des vœux simples. Il professa les humanités en différentes villes, et la rhétorique à Narbonne. Devenu prêtre, c'est à Narbonne qu'il prononça l'oraison funèbre de l'archevêque Claude de Rebé, mort en 1639 ; il n'avait mis que dix jours au plus à la préparer. Il partit pour Paris en cette même année, appelé par la maladie et la mort de son oncle ; quelque temps après, il quitta la congrégation ; il avait alors vingt-huit ans.

(1) Arch. comm. de Narbonne, BB. 49, f° 91 ; *Lois de Languedoc*, t. v, p. 709.

La ville de Narbonne a fourni à la congrégation des Doctrinaires un homme de mérite, le père François Bouilhade. Né à Narbonne en 1648, il se livra de bonne heure à l'enseignement et exerça dans les séminaires et dans la province d'Avignon. En 1711, il était supérieur général de la congrégation. Il mourut à Avignon en 1719 (1).

En 1758, le personnel du collège des Doctrinaires est composé de dix-neuf personnes, y compris les quatre collégiats, savoir : le recteur, deux préfets, deux professeurs de théologie, deux professeurs de philosophie, un professeur de rhétorique, et quatre régents, l'un de seconde, l'autre de troisième, l'autre de quatrième et un dernier de cinquième, un frère lai et deux domestiques.

Revenus du collège.

Il jouit pour sa dotation de.....	2.300 liv.
Dotation de la théologie.....	512
Service des prisons.....	200
Intérêts réduits : sur la province, 30 liv. ; diocèse, 60 liv. ; trésor royal, 23 liv.....	113
Diverses fondations.....	230
Loyer d'une maison.....	200
Métairie de Badens.....	340
	4.315 liv.

Charges foncières.

Nourriture des quatre boursiers.....	800 liv.
Tailles.....	400
Intérêts d'emprunts.....	283

(1) *Gallia christiana*, t. VII, c. 975.

Taxe de la congrégation.....	150
Albergues ou censives.....	41
Entretien et réparation des bâtiments.....	200
Cire à l'usage de l'église.....	60
Pension à la sacristie Saint-Cosme.....	39
Voyage des professeurs.....	150
	2.125 liv. (1)

Quelle est à la Révolution la situation du collège des Doctrinaires ? Consultons à ce sujet les renseignements que le directoire du district de Narbonne fournit à M. Cahier, ministre de l'intérieur, en exécution des dispositions contenus dans sa lettre du 13 décembre 1791, adressée au directoire du département de l'Aude. Le personnel comprend un recteur, un préfet, deux professeurs de théologie, un de philosophie, tous les cinq prêtres, un de rhétorique, un des humanités, un de troisième, un de quatrième et un de cinquième ; ces cinq derniers sont toujours simples ecclésiastiques non prêtres.

Ces professeurs sont nourris, logés, éclairés, chauffés, blanchis, entretenus, tant en santé qu'en maladie, aux frais de la maison. Ils reçoivent, en outre, pour leur vestiaire une somme proportionnée au temps de service de chacun dans la congrégation, — pour un service de dix ans, cent livres, — de dix à vingt, cent vingt livres, — au-dessus de vingt ans, cent cinquante livres.

Les membres composant le personnel du collège, en 1791, sont les pères : Rey, recteur, âgé de 55 ans, ayant 38 ans de service ;

Nogaret, préfet, 45 ans, 21 ans de service ;

(1) Pouillé du diocèse de Narbonne, dressé par M. Caldaguez, chanoine de St-Just, syndic du clergé, pour servir au nouveau département ordonné par délibération de l'Assemblée générale du clergé du 29 octobre 1755.

Collet, professeur de théologie, 50 ans, 35 ans de service :

Aubaret, id., 41 ans, 26 ans de service :

Raoul, professeur de philosophie, 72 ans, 56 ans de service ;

Tous ces prêtres ne sont pas assermentés. Ils sont hors de la maison, mais résident dans la ville depuis 1791, de sorte que l'enseignement dont ils sont chargés et qu'ils ont professé jusqu'alors se trouve interrompu par suite de leur refus de prêter serment à la constitution civile du clergé.

Viennent ensuite : MM. Buzairies, professeur de mathématiques, âgé de 28 ans, ayant 12 ans de service ;

Laugier, professeur de rhétorique, 23 ans, 7 ans de service ;

Andra, professeur des humanités, 25 ans, 7 ans de service ;

Guignon, professeur de troisième, 21 ans, 4 ans de service ;

Martin, professeur de quatrième, 20 ans, 4 ans de service.

Peyre, professeur de cinquième, 19 ans, 2 ans de service.

Ces six derniers, non prêtres, simples ecclésiastiques, dûment assermentés, occupent et gouvernent le collège, et en perçoivent tous les revenus, à l'exclusion des cinq premiers qui vivent de leurs ressources particulières.

Il y a dans le collège quatre bourses destinées à quatre enfants de la ville de Narbonne ; elles sont à la disposition des officiers municipaux. Ces quatre enfants sont logés, nourris et éduqués aux frais de la maison. La ville fournit à leur vêtement par la voie de l'imposition. Ce sont les quatre collégiats fondés par Mathieu Peyronne.

L'instruction donnée au collège des Doctrinaires est gratuite.

Les bâtiments du collège sont construits en très grande partie sur le local occupé autrefois par l'ancien collège et sur une partie d'une place ou cours au pied du bastion

Saint-Cosme. Ils ont été élevés en partie aux frais et dépens de la congrégation; ils sont, en ce qui concerne les salles de classe et les logements des professeurs, dans un ordre régulier; mais ils n'ont point une solidité suffisante pour inspirer toute sécurité, tant sous le rapport des murs que des planchers et couverts; aussi la commune de Narbonne est-elle parvenue, à raison de cet état de choses, à acquérir de la nation les maisons et église des anciens religieux Bénédictins de cette ville, se proposant d'y transférer l'enseignement et de disposer à son profit des bâtiments du collège actuel (1).

Le collège jouit de quelques bâtiments voisins, qui faisaient partie de l'ancien collège, et en retire les loyers.

Ses revenus doivent se diviser en deux classes : revenus provenant de la dotation de l'établissement, et revenus propres à la congrégation.

Revenus provenant de la dotation

Sur la nation en représentation d'une prébende canonique de l'ancien chapitre de la cathédrale de Narbonne, ainsi fixé et accordé par le directoire du département.....	3,080 ^l 11 ^s 8 ^d
---	---

Sur la commune de Narbonne, par imposition annuelle.....	1,850 ^l
--	--------------------

Sur l'ancien diocèse de Narbonne, savoir :
1^o à cause de l'instruction de la jeunesse et des

(1) Par délibération des 13 et 17 février 1791, le conseil général de la commune adopte à l'unanimité le projet de l'acquisition du couvent des Bénédictins pour y établir l'enseignement public, afin que ce dernier ne soit pas interrompu. Le 3 mars 1791, autorisation est donnée par le conseil au procureur général de la commune de se pourvoir devant l'Assemblée Nationale pour obtenir la permission de faire l'acquisition du couvent des Bénédictins. Le 28 avril 1791, MM. Robert et Razimbaud, commissaires à ce désignés, l'achètent à l'adjudication, au nom de la ville, et pour le prix de 15,000 livres.

messes que les membres de la congrégation donnaient aux prisonniers les dimanches et jours de fête, ci..... 600^l

2° En remplacement de la moitié de la somme de 275^l établie sur la ville de Narbonne pour l'entretien de 2 professeurs de théologie et réduite à la moitié, ci..... 137^l 14^s 11^d } 1,337^l 14^s 11^d

3° Par arrêt du conseil du 20 février 1769, et ce jusqu'à ce que le collège ait obtenu un nouveau secours équivalent ou l'union de quelque bénéfice ecclésiastique, ci..... 800^l

Sur les maisons dépendantes de l'ancien collège et sur les loyers des magasins pratiqués dans le bas de partie du logement actuel..... 194^s

Un capital d'environ 6,000^l sur les bâtiments du logement actuel comme élevés en partie sur le local de l'ancien collège, dont le revenu est nul et non effectif, ci..... mémoire

Revenu total de l'établissement..... 6,662^l 6^s 7^d

Charges

Entretien des quatre collégiats pourvus des quatre bourses... . 1,000^l
Entretien du bâtiment..... 100
Contribution foncière des maisons affermées et des bâtiments du collège, environ..... 100 } 1,200^l

Revenu net du dit établissement..... 5,462^l 6^s 7^d

Revenus particuliers à la congrégation

Produits d'une métairie affermée..... 2,400^l

(NOTA. — On croit que cette métairie a été donnée par un particulier à la congrégation pour l'entretien de deux professeurs de théologie).

Intérêts sur la ville de Narbonne.....	374 ¹	16 ^s	1 ^d
Intérêts sur l'ancien diocèse de Narbonne....	60	»	»
Intérêts sur l'ancienne province de Langue- doc	30	»	»
Intérêts sur l'État du roi.....	23	»	»
Rentes foncières sur des particuliers pour fondations.....	170	»	»
Loyer d'une maison située dans le centre de la ville.....	180	»	»
	3,237 ¹	16 ^s	1 ^d

Charges

Imposition foncière de la métairie et maison, environ.....	630 ¹	}	433 ¹
Intérêts à M. de Villeneuve....	150		
Intérêts à M. d'Augier.....	75		
Intérêts à la maison mère d'Avignon	60		
Intérêts à M. Causse et à la nation, cette dernière aux droits des religieux Minimes.....	48		
Revenu total de la congrégation.....	2,804 ¹ 16 ^s 1 ^d		

Le collège n'avait aucune rente assignée sur la gabelle, les octrois, les tailles, etc, ni autres impôts supprimés. Mais, comme en 1791 il s'est trouvé dépourvu de prêtres qui aient pu faire le service de la chapelle des prisons, et que le district de Narbonne ne comprend qu'une partie de son ancien diocèse, il ne lui a été payé pour la dite année aucun acompte des rentes qu'il avait sur le dit diocèse, de sorte que les rentes lui restent dues dans le moment.

Récapitulation

Revenus de la dotation de l'établissement du collège, sans distraction de l'entretien des qua- tre collégiats.....	6,462 ¹	6 ^s	7 ^d
Revenus en fonds d'héritage et rentes propres à la congrégation.....	2,804 ¹	16 ^s	1 ^d
Revenu total de l'établissement et de la con- grégation.....	9,267 ¹	2 ^s	8 ^d

La maison du collège fut vendue comme bien national et adjugée le 3 thermidor an x pour le prix de 150 livres au sieur Antoine Fabre, demeurant à Ornaisons. Les dépendances de l'établissement des Doctrinaires devinrent plus tard la propriété des sieurs Gabriel Babeau, Antoine Dauphin, Jean Mouret, Charles Fourcade et Jacques Delmas.

V

Les religieuses de Notre-Dame, venant de la maison mère de Béziers, furent reçues dans la ville de Narbonne sous l'archiépiscopat de Claude de Rebé. Une délibération du conseil de la ville, en date du 27 janvier 1641, permet leur établissement sous la condition d'apporter 100 livres de rente pour l'entretien de chacune d'elles, « et d'eslever et apprendre la vertu aux filles dudit Narbonne, soit pauvres que riches, sans rien payer ; d'achepter la maison de leur demure et en payer a l'advenir toutes tailhes, soit de laditte maison que cloistre » (1).

L'établissement fut fondé par la mère Judith de Cristol, qui avait fait approuver son dessein par l'évêque de Béziers, Clément de Bonzy, et fait auprès de l'archevêque de Narbonne, Claude de Rebé, et du conseil de la ville les démarches nécessaires pour obtenir l'autorisation. Quand cette autorisation eut été accordée, le vicaire général Jacques Duchesne, prêtre de l'Oratoire, fut député à Béziers pour prendre la supérieure et les religieuses qui devaient l'accompagner. Judith de Cristol se mit en route le 4 mai 1641, avec Éléonore de Sérignan, Gabrielle de

(1) Arch. comm. de Narbonne, BB. 20, f° 149.

Sérignan, sa sœur, Louise d'Assié, Yolande de Banchin, Claire de Reboul, Isabeau de Canet et Marie Bonard, sœur compagne. « L'archevêque les reçut à leur arrivée avec de grandes démonstrations de joye et d'estime pour leur vertu et pour leur institut, dont il esperoit des fruits considérables, et il les fit ensuite conduire dans la maison qu'on leur avoit préparée, spacieuse, commodément située dans un des plus beaux endroits de la ville » (1).

Cette maison était située dans l'île Langel, quartier de Saint Just. Un compoix de 1696 leur donne « une maison, jardin et pattu isle Langel acquize de noble Jean de Seignuret seigneur et baron de Fabrezan à laquelle a esté joinct un estable paltier et pattu qui estoit dudit sieur de Fabrezan comme aussy autre maison pattu et paltier acquis des heirs de M^r de Cabrayrolles confronte tout de cers a rue, marin monsieur de Serignan, rue, André Bisses, Estienne Cathala et heirs Abel Estive; midy s^r Guillaume Peredoux, s^r Guillaume Morel et Jean Mastruc; acquillon s^r André Serre, ledit Cathalla et rue pour ne servir qu'à leur uzaige » (2).

Le convent des religieuses de Notre Dame était très vaste, ayant un bel escalier à paliers, des salles aux planchers élevés et des croisées de grandes dimensions. Au nord du convent se trouvait la chapelle, dont la porte d'entrée était dans la rue Droite. C'était une porte carrée à panneaux en boiserie du xvii^e siècle, avec montants en boudin, surmontée d'une croisée; les montants étaient ornés à leur extrémité d'une pomme de pin en poterie

(1) *Histoire de l'ordre des religieuses filles de Notre-Dame*, par Charlotte-Elisabeth de la Mark, mère première et supérieure des religieuses filles de Notre-Dame de Poitiers, t. II, liv. 22, p. 47. A Poitiers, chez la veuve de Jean-Baptiste Braud, 1700.

(2) Bibliothèque publique de Narbonne — V. aussi un compoix de 1646. Sur ce dernier les religieuses de Notre-Dame sont portées comme payant l'impôt; en 1696, elles ne figurent pas comme impoosées.

verte recouverte d'un vernis. Cette porte a disparu, il y a peu de temps, pour faire place à une construction neuve.

La mère Judith de Cristol fit preuve d'une diligence extrême pour l'organisation de l'établissement qu'elle venait de fonder, et la première cérémonie eut lieu le 2 juillet 1641, jour de la fête de la Visitation. Ce jour-là, une demoiselle de qualité, Isabeau d'Assignan, prit le voile, après une prédication du père Zabellis, recteur du collège des Pères de la Doctrine chrétienne. Le lendemain, les classes furent ouvertes pour l'instruction, et en peu de temps la nouvelle communauté vit affluer écolières, pensionnaires et religieuses.

Judith de Cristol pensa alors à regagner sa maison de Béziers. L'archevêque, qu'elle avait prié de désigner sa remplaçante, nomma de sa propre autorité Louise d'Assie supérieure, et celle-ci fut reconnue avec satisfaction par toutes ses compagnes.

L'archevêque favorisa de sa protection et de ses libéralités les religieuses de Notre-Dame. Il leur donna d'abord cent cinquante livres pour terminer quelques affaires de la fondation. Il leur fit un magnifique présent aux quatre fêtes annuelles, comme il faisait pour tous les autres convents de la ville. Ayant appris qu'elles ne pouvaient, faute de ressources, acheter une basse cour attenant à leur maison et qu'il fallait acquérir pour empêcher qu'elle fût prise par un voisin incommode, il leur donna une somme de cinq cents livres. Il paya enfin pour elles une indemnité importante aux chanoines de l'église abbatiale de Saint-Paul.

Parmi les bienfaiteurs des religieuses de Notre-Dame il convient de citer Baulin de Reboul, seigneur de Mar-morières, et Guillaume de Lort, seigneur de Sérignan, qui contribuèrent beaucoup de leurs biens, de leur crédit et de leurs conseils à la prospérité de l'établissement.

Nous avons peu de détails biographiques à fournir sur

les fondatrices de la maison de Narbonne. Nous savons toutefois qu'Isabeau de Canet était née à Béziers, qu'elle fut huguenote jusqu'au moment de son veuvage, et qu'elle fut convertie à la religion catholique par le P. Jean Jacquinot, de la Compagnie de Jésus. Elle abjura le protestantisme le dimanche des Rameaux dans la cathédrale de St-Nazaire à Béziers, fut reçue dans l'ordre des religieuses de Notre-Dame par Judith de Cristol, en décembre 1634, à l'âge de cinquante-trois ans, et mourut après sept ans et quelques mois passés en religion. Elle fut remplacée à Narbonne le 16 août 1641 par Marguerite de Sipièrre, de la maison de Béziers.

Yolande de Ranchin, qui mourut trois ans après Isabeau de Canet, était fille d'un conseiller de la Cour des aides de Montpellier, Antoine de Ranchin, et de Marguerite de Trinquière de la Greffe, calviniste. Elle entra avec sa sœur parmi les pensionnaires de la maison de Notre-Dame de Béziers; arrivée à Narbonne, elle devint maîtresse des novices, et mourut le 24 juillet 1644.

La maison de Notre-Dame de Narbonne comptait parmi ses religieuses un grand nombre de personnes de qualité et de haute naissance. On en pourra juger par la liste que nous donnons de celles qui prononcèrent leurs vœux à Narbonne même, depuis la fondation de l'établissement jusqu'au moment de la Révolution (1).

Isabeau d'Assignan, de St-Nazaire (noble Étienne de Brettes, sieur d'Assignan, et Françoise de Pogie, — 2 juillet 1643, — 16 ans).

(1) Nous avons relevé ces noms sur le livre des professions qui est encore aujourd'hui conservé au convent Notre-Dame de Narbonne et qui, précieusement gardé par la sœur Audibert, supérieure en 1791, fut remis par cette dernière à ses compagnes lors de la réouverture de la maison en 1823. Celles-ci ont continué à inscrire leurs professions sur le même livre et ont ainsi renoué la chaîne interrompue. Nous faisons suivre le nom des religieuses de celui de leurs père et mère, du jour où elles ont prononcé leurs vœux, et de leur âge à cette époque.

Hyacinthe de la Croix, de Narbonne (Sanson de la Croix et Isabeau de Joncel, — 28 nov. 1643, — 16 ans).

Marie de Fabrezan, de Narbonne (noble Jean de Seigneuret, seigneur et baron de Fabrezan, et Louise de Mayreville, — 8 décembre 1643, — 16 ans 12 jours). Elle mourut le 31 août 1697.

Catherine Dangles, de Narbonne (César Dangles, bourgeois, et Jeanne de Rouch, — 2 juillet 1644, — 16 ans 10 mois).

Marie de Taralhan, de Narbonne (noble Jean de Lort, sieur de Taralhan, conseiller du roy, et Anne de Garrigues, — 21 mai 1643, — 16 ans 6 mois).

Constance de Cavoy, de Sérignan (noble François d'Angé de Cavoy, grand prévôt de Guyenne et capitaine des gardes du cardinal duc de Richelieu, et dame Marie de Sérignan, — 9 juillet 1643, — 16 ans 10 jours).

Marie Rodière, de Narbonne (Antoine Rodière, maître en l'art de peinture, et Marguerite Canavesy, — 28 oct. 1643, — 21 ans 3 mois). Elle mourut en 1690.

Catherine Pech, de Corneillan (François Pech et Catherine Rouch, — 21 nov. 1646, — 39 ans). Reçue compagne pour servir la maison.

Toinette de Fabrezan, de Fabrezan (noble Jean de Seigneuret, sieur et baron de Fabrezan, et Louise de Mayreville, — 2 juin 1647, — 17 ans 3 mois).

Françoise de Rouch, de Narbonne (Marc Antoine de Rouch, viguier de Narbonne, et Guyonne d'Assignan). Elle prend le voile le 2 juillet 1644 à l'âge de 14 ans 8 jours et décède le 6 juillet 1645, dans la seconde année de son noviciat.

Marie Larmel, de Murviel (François Larmel et Françoise Pepi, — 21 décembre 1647, — 28 ans). Reçue compagne pour servir la maison.

Marie de Bunis, de Narbonne (noble François de Bunis, sieur de Bisan, et Madeleine de Dumas, — 12 janvier 1649, — 22 ans 4 mois).

Gabrielle de Martrin, de Narbonne (noble Marquis de Martrin et Aune Paule Daxea, — 8 janvier 1651, — 17 ans 6 mois).

Françoise de Bunis, de Bisan (noble François de Bunis et Madeleine de Dumas, — 12 février 1651, — 17 ans 22 jours).

Marie Ombret, de Narbonne (Pierre Ombret, bourgeois, et Jeanne Amiel, — 17 avril 1651, — 16 ans 12 jours).

Marianne de Gibron, de Narbonne (noble Jean de Gibron,

viguier de Narbonne, et Marie de Montholiès. — 18 oct. 1631, — 17 ans 2 mois).

Catherine de Datis, de Coursan (noble Pierre de Datis et Françoise de Planque. — 17 mars 1633, — 19 ans 6 mois).

Jacquette de Martrin, de Narbonne (noble Marquis de Martrin et Anne Paule Daxea, — 19 mars 1633, — 17 ans 2 mois).

Marie Gaubert, de Narbonne (Jean Gaubert, secrétaire de la maison de ville, et demoiselle Marquise Senty, — 29 juin 1633, — 16 ans 9 mois 9 jours).

Théodore de Rouhard, de Narbonne (noble Pierre de Rouhard, sieur de Fontarèche, et Jeanne de Chambert, — 18 février 1634, — 17 ans 7 mois).

Virginie Daban, de Moux (noble François Daban, sieur et baron de Moux, et Paule de Saint-Martin, — 28 déc. 1634, — 18 ans).

Jeanne de Rouch, de Ginestas (noble Marc Antoine de Rouch et Guyonne d'Assignan, — 12 sept. 1633, — 16 ans).

Marguerite de Rouch, de Ginestas, sœur de la précédente (12 sept. 1633, — 17 ans 6 mois).

Françoise de Rouhard, de Narbonne (noble Pierre de Rouhard et Jeanne de Chambert, — 1^{er} mai 1636, — 17 ans).

Jean Jeanne de Chambert, de Bizanet (Anne de Chambert, seigneur de Bizanet, et Marie de Trégoïn, — 1^{er} mai 1636, — 16 ans).

Anne du Lac, de Boutenac (noble Melchior du Lac et Marthe de Lenoir, — 1^{er} mai 1636, — 17 ans).

Jeanne Thérèse de Cogomblis, de Narbonne (Arnaud de Cogomblis, docteur et avocat, et Bernarde d'Alibert, — 1^{er} mai 1637, — 28 ans).

Françoise du Lac, de Narbonne (noble Melchior du Lac et Marthe de Lenoir, 3 juin 1639, — 19 ans).

Simonde de Seigné, de Narbonne (Antoine de Seigné, marchand, et demoiselle de Boudy, — 3 juillet 1661, — 23 ans).

Jacquette de Pierre, de Béziers (Claude de Pierre, contrôleur des greniers à sel de Narbonne, et Jacquette Denry, — 6 nov. 1662, — 21 ans).

Paule de Reboul, de Narbonne (noble Raulin de Reboul, seigneur de Marmorières, et Marie de Rouch, — 30 sept. 1663, — 27 ans).

Marie Anne de Chambert, de Bizanet (Anne de Chambert et Marie de Trégoïn, — 13 nov. 1667, — 16 ans).

Jeanne Durantet, de Narbonne (Jean Durantet, bourgeois, et Marguerite Lennuy, — 7 mai 1669, — 19 ans).

Marguerite de Commenge, de Narbonne (noble Paul de Commenge et Marie de Malart, — 8 oct. 1669, — 30 ans). Elle mourut en 1697.

Marquise Froument, de Sérignan (François Froument et Catherine Gauberte, — 6 juin 1665, — 29 ans). Reçue compagne pour servir la maison.

Dauphine Carretié, de Murviel (Barthélemy Carretié et Françoise Guilbert, — 29 oct. 1666, — 21 ans). Reçue compagne pour servir la maison.

Marie Périé, de Cuxac (Jean Périé et Anne Daudère, — 2 mars 1670, — 27 ans). Reçue compagne pour servir la maison.

Françoise de Padern, de Padern (noble Hercule de Padern et Eleonor de Bunis, — 12 janvier 1673, — 19 ans).

Jeanne de Padern, sœur de la préc. (12 janvier 1673, — 18 ans).

Dorothée de Luc, de Narbonne (noble Pierre François de Thézan et Dorothée de Bizanet, — 6 février 1673, — 16 ans 3 mois).

Marguerite Fabre, de Narbonne (Guillaume Fabre, receveur et Marguerite Rathery, — 6 nov. 1674, — 16 ans).

Eléonor de Montrabech, de Narbonne (noble Blaise de Montredon, seigneur de Montrabech, et Marguerite de Chambert, — 15 mai 1681, — 40 ans).

Marie Benczech, de Félines (Étienne Benczech et Jeanne Jalaberte, — 4 février 1685, — 25 ans). Reçue compagne pour servir la maison.

Marguerite de Montredon, de Narbonne (noble Joseph Marc de Montredon et Anne Daucereses, — 1^{er} juin 1696, — 31 ans 9 mois).

Marie Catherine de Montredon, de Narbonne, sœur de la précédente (4 juin 1696, — 19 ans et 2 mois).

Jeanne Batheon, de Lyon (Jean Baptiste Batheon, bourgeois, et Barbe Decosu, — 8 juillet 1698, — 33 ans 8 mois).

Antoinette Darce, de Narbonne (Guillaume Darce, seigneur et baron de Castastel, et Anne de Durban. — 2 déc. 1699, — 22 ans 8 mois).

Françoise Thérèse de Moujan, de Narbonne (Gabriel de Sorgues, seigneur de Moujan et autres places, et Élisabeth de Charmois, 13 juillet 1700, — 16 ans 3 mois).

Françoise Fabre, de Narbonne (Guillaume Fabre, juge de cette ville, et Françoise Fabre, — 20 juillet 1700, — 17 ans 5 mois 15 jours).

Françoise Gleises, de Narbonne (Paul Gleises, bourgeois, et Marie Léonard, — 8 sept. 1700, — 16 ans 6 mois).

Dorothée Léonard, de Narbonne (Charles Léonard, conseiller du roi, visiteur général des gabelles, et Anne de Durantel, — 21 mars 1703, — 17 ans).

Marie Rose de Dernacueillette, de Rieux (Jean de Bosc, seigneur de Dernacueillette, et Marguerite de Bizanet, — 3 janvier 1707, — 26 ans).

Marie Barbaza, de Trèbes (Pierre Barbaza, maire perpétuel de Trèbes, et Marie Perdigou, — 9 janvier 1707. — 17 ans 4 mois 9 jours).

Marguerite Du Vernis, de Foix (Jean Du Vernis, marchand à Foix, et Françoise, de Serou, — 23 ans 6 mois). Prise de voile le 1^{er} mai 1703 (1).

Catherine Medus, de Belcaire (Antoine Medus et Jeanne Ferrier, — 19 ans). Prise de voile 1^{er} mars 1706.

Marianne Perdigaud, de Belcaire (Jacques Perdigaud, maître apothicaire à Belcaire, et Françoise Presbaud, — 24 ans). Prise de voile le 27 nov. 1707.

Catherine Donnadieu, de Narbonne (Barthélemy Donnadieu, marchand négociant, et Marie Boyer, — 14 janv. 1710, — 20 ans).

Marie de Padern de Vic, de Padern (Blaise de Padern de Vic, seigneur et baron de Laval, et Marguerite de Ponserme, — 16 mars 1710, — 22 ans).

Thérèse Caussat (Joseph Caussat, seigneur de Saint-Jean, et Jeanne Ysabeau de Catelan, — 27 ans).

Marie Simon (Antoine Simon et Jeanne Barrière, — 20 ans). Ne signe pas son acte de profession, ne sachant pas écrire.

Françoise de Thézan (Hercule de Thézan, seigneur de Luc, et Louise de Cesseras, — 16 ans).

Marguerite Fabre (Jean Fabre, bourgeois de Narbonne, et Anne Martin, — 22 ans).

Marie Hyacinthe de Bénévent de Salles (Jean Gabriel de Bénévent de Salles et Anne de Sauret, — 17 ans).

Marie Dorothée Fabre (Guillaume Fabre, juge à Narbonne, et Isabeau de Caunes, — 16 mai 1714, — 23 ans 8 mois).

(1) La date de la prise de voile est seule indiquée, et non celle de la profession.

Claire Paule Fabre, sœur de la préc. (16 mai 1714, — 21 ans 7 mois).

Marie Thérèse de Thézan (Hercule de Thézan, seigneur de Luc, et Louise de Cesseras. — 16 ans 10 mois).

Cécile Theule (Marc Theule, receveur, et Cécile de Tapier, — 16 ans).

Marie Thérèse de Rouch (François de Rouch et Anne de Bor, — 16 ans 7 mois).

Élisabeth de Lastours (François Dauderic, seigneur de Lastours, et Marie Théodore de Sorgues de Moujan, — 9 avril 1718. — 17 ans 8 mois).

Madeleine Theule (Marc Theule, receveur, et Cécile de Tapier, — 22 janv. 1721, — 16 ans 3 mois).

Gabrielle de Seguiér (noble Pons Seguiér de Lacoste et Marianne de Durantet, — 1722, — 20 ans).

Cécile Buscaillon (Bernard Buscaillon et Françoise Tournal, — 22 février 1722, — 21 ans).

Anne Thérèse Guichard (Pierre Guichard, bourgeois, et Jeanne Delphine....., — 7 juin 1722, — 18 ans).

Marianne Pantas (Jean Pantas et Anne Gerval. — 14 juin 1722, — 17 ans 4 mois).

Jeanne Falc de Régis (Falc, de Lézignan, et Catherine Bérille, de la famille de St-Régis, — 19 mars 1724, — 16 ans 2 mois).

Marguerite de Sallèles (noble Guillaume de Massiac, seigneur de Sallèles, conseiller au conseil souverain du Roussillon, et Éléonor d'Audibert, — 4 juin 1724, — 22 ans).

Jeanne Andrieu, de Trèbes (Hyacinthe Andrieu, marchand drapier, et Catherine Baron. — 23 janv. 1725, — 20 ans).

Françoise de Bénévent (noble Jean Gabriel de Bénévent de Salles et Anne de Sauret, — 19 avril 1725, — 17 ans 6 mois).

Marie Ignace Victoire de Durban (noble Gaspard de Gléon, seigneur de Durban, et Marie Thérèse de Ros, — 10 déc. 1725, — 17 ans 3 mois).

Christine Nisière, de Barcelone (Jacques Nisière, marchand en gros, et Claudine Péronnier.

Françoise Rané, de Lyon (Pierre Rané et Antoinette Boustent, — 24 mars 1726, — 44 ans 6 mois).

Jeanne Devilla (François Devilla, avocat ancien ès cours de Narbonne, et Marie Daudé, — 6 mai 1726, — 17 ans 2 mois).

Thérèse de Donos (Henry de Martrin, seigneur de Donos, et Marguerite de Barres. — 16 février 1730, — 18 ans 3 mois).

Josèphe de Durban (noble Gaspard de Gléon, seigneur de Durban, et Marie Thérèse de Ros, — 11 mai 1730, — 20 ans).

Jeanne de Durban, sœur de la préc. (11 mai 1730, — 18 ans 6 mois).

Marguerite de Villeurbanne (François de Villeurbanne et Françoise de Maraval. — 15 août 1730, — 22 ans).

Jeanne Manric (Bernard Manric, serrurier, et Thérèse Champagne, — 25 mars 1732, — 23 ans). Reçue en qualité de sœur converse.

Élisabeth Eustache (Alexandre Eustache, charron, et Élisabeth Hortes, — 15 oct. 1736, — 25 ans). Reçue en qualité de sœur converse.

Louise Tardieu (Martin Tardieu, marchand négociant de Narbonne, et Jeanne Dauphin, — 2 février 1738, — 25 ans).

Marguerite Cosmes (Mathieu Cosmes, marchand de Pézenas, et Marie Gilles, — 25 mars 1738, — 26 ans).

Élisabeth Boussonnel (Antoine Boussonnel, bourgeois de Montpellier, et Catherine Léonard, — 24 juin 1739, — 33 ans).

Louise de Massia (Messire Guillaume de Massia, major de Briançon, et Marie de Montigni, — 13 oct. 1739, — 23 ans).

Louise de Solas (Messire Louis de Solas, chevalier d'honneur aux trésoriers de France, et Jeanne de Brun, — 8 mai 1743, — 24 ans).

Jeanne de Montagnac (noble Jacques de Montagnac, écuyer, et Marie Martrin de Donos, — 2 juillet 1743, — 24 ans 9 mois).

Françoise Baliste (Hyacinthe Baliste, avocat doyen ès cours de Narbonne, et Catherine Devilla, — 15 oct. 1743, — 23 ans 6 mois).

Noëlle Monier (Amans Monier, bourgeois, et Élisabeth Prache, — 6 avril 1744, — 17 ans 3 mois).

Marie Rose Tabarier (Antoine Tabarier, marchand de Perpignan, et Marie Labarthie, — 13 mars 1746, — 16 ans 4 mois).

Claire de Cazalèdes (noble Marc de Cazalèdes, chevalier de l'ordre de St-Louis, commandeur du château de Venasque en Aragon, et Marie Robert, — 23 oct. 1746, — 27 ans 7 mois).

Marie Paule Pradines de Saint Xavier, de Madrid (23 mai 1747, — 24 ans).

Marguerite de Niquet (Antoine Joseph Hyacinthe de Niquet de Sérane, président à mortier au parlement de Toulouse, et Marguerite de Tifaut, — 6 mars 1748, — 22 ans 9 mois).

Magdelaine Muret (M. Muret et dame Deidé, de Montpellier, — 13 oct. 1750, — 24 ans 6 mois).

Marie Charlotte de Sorgues (Gabriel de Sorgues, chevalier de St-Louis, et Élisabeth de Peredon, — 30 nov. 1751, — 22 ans).

Françoise Marie Louise de Montagnac (noble Jacques de Montagnac, écuyer, et dame Marie Martrin de Donos, — 14 mars 1751, — 23 ans 6 mois).

Marie Chopy (Joseph Chopy et Marie Theule, — 23 sept. 1751, — 22 ans).

Élisabeth Bon de Villevert (André Bon de Villevert et Lucrèce de Guilleminet, — 11 janvier 1752, — 35 ans).

Marie Babot (Étienne Babot, marchand de Pézenas, et Marie Tarniquel), — 2 février 1752, — 30 ans).

Cécile Gély (Bertrand Gély et Cécile Rougeire, — 15 sept. 1752, 40 ans). Ne sait écrire. Religieuse converse.

Marie Anne Baile, de Roquetaillade (Pierre Baile et Marie Jamme, — 25 mai 1755, — 32 ans). Ne sait écrire. Religieuse converse.

Marguerite Chopy (Joseph Chopy, avocat, et Marie Theule, — 30 août 1755, — 25 ans).

Marie Chabau, de Nîmes (Robert Chabau, tailleur de la ville d'Uzès, et Jeanne Bertine, — 22 nov. 1756, — 27 ans). Ne sait écrire.

Marie Angélique Aygalen (Antoine Aygalen, marchand de Nîmes, et Catherine Boisset, — 5 juin 1757, — 27 ans 5 mois).

Marie Thérèse de Donos (Antoine de Martrin, seigneur de Donos, et Marie de Soublairas, — 21 sept. 1758, — 26 ans 9 mois).

Marie Françoise Mazars, de Grenoble (Joseph Mazars, conseiller correcteur de Montpellier à la Cour des aides, et Marie Françoise Bellaud, — 17 avril 1759, — 21 ans 4 mois).

Marie Thérèse Nevia, de Narbonne (Joseph Nevia et Cécile Pascal, — 15 mai 1760, — 26 ans).

Magdeleine Olive, de Bizanet (Pierre Olive et Cécile Canapète, — 10 mai 1761, — 28 ans).

Marie Rose Audibert, d'Agde (Pierre Audibert et Rose Rigaud, 18 nov. 1760, — 25 ans).

Suzanne Sanche (noble André Sanche, écuyer, et Marianne Daubusson, de Carcassonne, — 27 août 1761, — 26 ans).

Catherine Thérèse Viennet, de Toulouse (Claude Antoine Viennet et Cécile Goffre, — 21 sept. 1761, — 27 ans).

Claire Dupac (noble Gabriel Baptiste Dupac, seigneur de Badens, major du régiment de Normandie, chevalier de l'Ordre

royal et militaire de St-Louis et de St-Lazare, et noble Catherine Daldin de Belvèze, — 8 sept. 1763, — 24 ans).

Marianne Sibille (Jean Henri Sibille et Louise Turriès, — 27 nov. 1764, — 29 ans).

Marie Thérèse Sicard (Étienne Sicard, conseiller à la Cour des aides de Montpellier, et Claire Joullian, — 15 oct. 1763, — 20 ans).

Anne de Latreille de Fosiènes (noble Jean François de Latreille de Fosiènes, seigneur de Fosiènes, de Boutenac et autres places, et Thérèse de Gléon de Durban, — 15 déc. 1766, — 24 ans 4 mois).

Claire Cécile Audounet, de Narbonne (Jean Audounet, cordonnier, et Marguerite Vidal, — 14 sept. 1769, — 29 ans 7 mois). Ne sait écrire. Reçue en qualité de sœur compagne.

Marie Claire Delas, de Béziers (Paul Delas, substitut du greffier au sénéchal et présidial de Béziers, et Anne Millie, — 30 nov. 1773, — 26 ans).

Marie Magdeleine de Gros d'Homps (noble Gabriel Gaspard de Gros, seigneur d'Homps, et Marie Magdeleine de Solas, — 2 février 1775, — 27 ans),

Françoise Privat, de Bermon, diocèse de Lodève (Jacques Privat et Marie Cabanes, — 2 juillet 1778, — 31 ans). Ne sait écrire. Reçue en qualité de sœur compagne.

Marie Antoinette Lapeyre (Pierre Lapeyre et Marie Lapeyre, de Béziers, — 18 mai 1780, — 27 mars). Ne sait écrire. Reçue en qualité de sœur compagne.

Claire Fabre, de Murviel (Joseph Fabre et Claire Aliane, — 26 juillet 1784, — 26 ans).

Marianne Bassedas, de Narbonne (3 mai 1786, — 19 ans).

Les supérieures du couvent de Notre-Dame depuis sa fondation jusqu'à la Révolution furent :

Louise d'Assié, qui exerça ses fonctions de 1641 à 1633, époque où elle fut rappelée à Béziers pour exercer les fonctions de supérieure du couvent de cette ville ;

Claude Marie de Rives, qui vint en 1633 de Béziers pour succéder à la mère d'Assié et qui y retourna ;

Anne de Raymond (1669) (1) ;

Marie Anne de Gibron (1672-1676), décédée le 28 avril 1702 ;

Marie Rodière (1676-1681), décédée le 18 février 1689 ;

Isabeau d'Assignan, première novice de la maison en 1641 et décédée le 4 mai 1724 à l'âge de 97 ans ; fit plusieurs triennats de supériorat, mais à des époques indé-

Françoise de Bunis (1681), décédée le 20 février 1702 ;

Marie d'Ombret (1701) ;

Gabrielle de Ponsut ;

Magdeleine de Valori ;

Marianne de Chambert de St-Amans (1716) ;

Jacquette de Villeneuve (1718-1721) ;

Thérèse de Moujan (1721-1737) ;

Marguerite Fabre (1737-1746), décédée en 1761 ;

Thérèse de Moujan (1746-1759) ;

Marianne Pantas (1761-1770) ;

Françoise de Montagnac, supérieure de 1770 au 23 avril 1771, époque de sa mort ;

Marianne Pantas, de 1771 à 1789, époque de son décès ;

Marie Rose Audibert, de 1789 à 1791, année de la dispersion de la communauté.

Une enquête faite en 1787 par ordre de l'intendant du Languedoc établit que la congrégation comprenait alors 14 professes, 7 religieuses de chœur et 2 servantes. Leurs revenus étaient les suivants :

Produits des biens fonds.....	2,030 liv.
Rentes en contrats, soit sur la province, le dio-	

(1) Cette date et celles qui suivent nous sont fournies par des actes que nous trouvons signés par les mères supérieures ; elles n'indiquent pas, au moins pour la plupart, l'époque de leur élection au supériorat.

cèse, la Cour des aides et le chapitre de St-Pons.....	4,000 —
Produit des pensions de jeunes demoiselles, année commune.....	7,000 —
TOTAL.....	13,030 liv.

Dépenses

Tailles.....	500 liv.
Décimes	56 —
Au chapitre de St-Just, pour différentes charges	54 —
Au domaine.....	12 —
Pour l'aumônier et le clerc.....	240 —
Au médecin.....	50 —
Pour les gages des deux servantes.....	70 —
Pour nourrir, éclairer et chauffer les pension- naires et pour celles de la communauté.....	9,000 —
Entretien des meubles et effets, bâtiments.....	4,500 —
Pour la sacristie.....	300 —
Médicaments	450 —
	11,932 liv.

EXCÉDENT DE RECETTE..... 4,098 liv. (1).

L'enquête dit que les religieuses qui composent la maison sont très-utiles à l'éducation des jeunes demoiselles; qu'elles leur donnent les meilleurs principes de religion, le goût du travail, et leur apprennent toutes sortes d'ouvrages, de sorte que quand ces élèves sont rendus à leurs familles « elles en font le bonheur comme celui de la société. » Elle rend hommage à la bonne administration de la maison, et à la supérieure « remplie de mérite » qui la gouverne.

(1) D'après le Pouillé du diocèse de Narbonne dressé par M. Caldaguez, en 1758 les revenus des sœurs de Ste-Marie étaient de 3,840 liv. 7 s. 6 d., les charges de 840 liv., l'excédent de recette de 3,000 liv. 7 s. 6 d.

En 1791, la communauté se compose des religieuses dont les noms suivent :

Marie Rose Audibert, âgée de 54 ans, ayant fait profession depuis.....	30 ans.
Marguerite Cosmes, 80 ans.....	53 —
Louise de Massia, 74 ans.....	51 —
Suzanne Sanche, 56 ans.....	30 —
Catherine Thérèse Viennet, 56 ans.....	30 —
Marie Thérèse Sicard, 45 ans.....	25 —
Anne de Fosiènes, 48 ans.....	24 —
Marie Claire Delas, 43 ans.....	17 —
Marie Magdeleine d'Homps, 44 ans.....	16 —
Claire Fabre, 36 ans.....	8 —
Marianne Bassedas, 25 ans.....	5 —
Marie Rose Chasel, religieuse dame de Ste-Claire, affiliée à la maison par acte du 10 juin 1788, 34 ans.....	12 —

Sœurs converses

Marie Chabau, 66 ans.....	33 ans.
Marie Nevia, 56 ans.....	30 —
Magdeleine Olive, 58 ans.....	30 —
Claire Audounet, 50 ans.....	21 —
Françoise Privat, 43 ans.....	15 —
Marie Lapeyre, 37 ans.....	10 —
Marie Agnelier.....	

Leur situation financière est la suivante, d'après les renseignements fournis au ministre de l'intérieur par le directoire du district :

Revenus

Revenu des fonds d'héritage qui ont été vendus au profit de la nation.....	85 ^l
Rentes foncières sur des particuliers.....	1,980
Rentes sur l'ancienne province de Languedoc.	122
Rentes sujettes à la retenue.....	1,400
Rentes sur l'ancien diocèse de Narbonne....	1,923 ^l 12 ^s 2 ^d
Rentes sur la ville de Narbonne..	221 ^l 1 ^s
Rentes sur autres communes et particuliers..	623 ^l 3 ^s 3 ^d
	6,354 ^l 16 ^s 5 ^d
Les charges s'élèvent à.....	651 ^l 16 ^s 11 ^d
De manière que le revenu net qu'elles ont laissé à la nation a été déterminé par le directoire du département à la somme de.....	3,702 ^l 19 ^s 6 ^d

Dans cette somme, sont comprises celle de 30 livres donnée aux religieuses par l'ancien diocèse à titre de gratification ou aumône, et celle de 311^l 0^s 9^d pour supplément d'un pour cent à leurs anciennes rentes réduites, et ce à la suite d'un arrêt du conseil du 3 septembre 1756.

Ce revenu, partagé entre douze sœurs de chœur et sept converses, donne à chacune des premières 367^l 18^s 8^d et à chacune des dernières 183^l 19^s 4^d. Telles sont les pensions qui sont payées à l'économé pour chacune d'elles. Trois cependant sont payées à part à trois sœurs qui sont depuis longtemps hors de la maison; ces trois religieuses ont prêté serment à la constitution civile du clergé, et, à cause de la diversité d'opinions religieuses, elles ont quitté l'établissement, dans l'espoir cependant d'y rentrer, quand le reste de la communauté réfractaire à la loi du serment aura été cantonné ou expulsé.

Il n'existe dans les archives des religieuses de Notre-Dame aucune pièce qui fasse connaître le lieu de leur sépulture; quelques dames du monde seulement, sans doute retirées dans le couvent, obtinrent la faveur d'être

enterrées dans l'église du monastère, ainsi que l'attestent les déclarations suivantes :

Le 11 mai 1723 est décédée dans notre maison dame François de Bénévent de Salles, v^e de M. de Campein de St-Julien, ingénieur du roi, chevalier de St-Louis, et a été enterrée le lendemain 12 dans la chapelle du Sacré-Cœur de Jésus de notre église. Thérèse de Moujan, supérieure, signé.

Le 15 janvier 1725 est décédée dans notre maison dame Élisabeth de Montredon, v^e de M. de St-Amans. Elle a été enterrée dans la chapelle du Sacré-Cœur de Jésus de notre église. Thérèse de Moujan, religieuse de Notre-Dame, supérieure, signé.

Le 2 août 1737 est décédée dans notre maison dame Marguerite de Villedo, v^e de M. de Polastre, président au présidial de Castelnaudary et vicomtesse Dandretet ; elle a été enterrée dans notre église au bas de la sainte table. Marguerite Fabre, r^{se} de Notre-Dame, supérieure, signé.

Le 2 août 1762 est décédée dans notre maison M^{lle} Marie Rose Baliste, fille de M. Baliste, avocat de cette ville ; elle a été ensevelie dans notre église à la chapelle de St-Joseph. Marianne de Pantas, r^{se} de N. D., supérieure, signé.

Le 8 février 1768 est décédée dans notre maison dame Marie Martrin de Donos, v^e de M. de Montagnac, chevalier de justice de St-Lazare et chargé des affaires du Roi à la cour de Portugal ; elle a été ensevelie dans notre église à la chapelle de St-Joseph le 10 février. Marianne de Pantas, r^{se} de N. Dame, supérieure, signé (1).

A la Révolution, l'administration du département adjugea les bâtiments du couvent Notre-Dame, les 26 fructidor an iv et 1^{er} vendémiaire an vi, aux citoyens Peyre père et Louis Dureau, qui les partagèrent ensuite avec les sieurs Maury, Cassan, Marie Andrieu, Marie Figeac, Estève, Jouvenet, Riols, David, Loumagne et Messine (2).

(1) Ces actes de décès sont extraits d'un nécrologe conservé par les religieuses de Notre-Dame. — Quand on installa la cuisine du Petit-Séminaire, dont certaines parties sont des dépendances du couvent Notre-Dame, on trouva un caveau voûté, dans lequel plusieurs cadavres de religieuses étaient assis sur des banquettes de pierre ; ils furent portés au cimetière de Bourg.

(2) Le couvent de Notre-Dame a été restauré à Narbonne le 1^{er} novembre 1823 par la Révérende Mère Duterrail, de la maison de Toulouse, appelée par M. Anne Cyprien Angles, chanoine et curé de St-Just. Des classes furent

VI

Les Ursulines furent établies à Narbonne le 6 août 1638 par M. le duc Marie-Hippolyte de Villars-de-Branças ; la sœur de ce dernier fut la première supérieure de la communauté et fut remplacée à son décès par la sœur Dauceresses. Elles suivaient la règle de St-Augustin, et étaient vouées par leur institut à l'enseignement public. Elles s'installèrent dans l'île Saint-Maur et Saint-Crescent, quartier de Lamourgnier.

Le couvent des Ursulines touchait les remparts de la ville. En 1667, Madame l'abbesse de Villars représenta à M. François de Montier, comte de Mérimville et de Rieux, gouverneur de Narbonne, « que l'enclos du monastère estant fort étroit et dans lequel on voit de tous costés à cauze de la hauteur des remparts, il luy seroit fort nécessaire pour la seureté et sa cloture d'avoir la faculté d'enclore de murailles une partie desdits remparts et d'esten-

ouvertes pour l'instruction des jeunes filles le 2 novembre, la maison fut autorisée comme établissement d'instruction le 11 février 1827, et a été successivement dirigée par les supérieures dont les noms suivent :

Marie Françoise Boyer (1823-15 sept. 1826, jour du décès) ;

La R. Mère Dalas (8 oct. 1826-1828 ; part pour Toulouse) ;

Thérèse Dupuy (2 juillet 1828-24 mars 1832 ; décédée le 16 novembre 1833) ;

Justine Nolé (24 mars 1832-1848 ; décédée le 13 février 1878) ;

Élisa Mérie (1848-1850 ; part pour Toulouse) ;

Eugénie Pénil, élue le 11 avril 1850 et décédée le 6 août de la même année ;

Marie Bonisson (15 août 1850-10 juillet 1857, jour de son décès) ;

Amélie Bourlet de St-Aubin (24 juillet 1857-23 avril 1862, époque de sa mort) ;

Henriette Darles (29 avril 1862-17 février 1892, jour de son décès).

Lucie Regraffe (20 février 1892, en exercice).

dre laditte muraille en droite ligne. » M. de Mérimville répondit à cette requête le 12 octobre 1667. La clôture qu'on demandait à établir ne présentant aucun inconvénient pour le service des remparts, « attendu que d'icelle jusques aux murailles de la ville il restera encore plus de six canes et demy de distance et de vuide, considéré d'ailleurs que pareille permission a esté autrefois accordée aux PP. Minimes par feu M. le comte Quincé et par feu M. de Ricardelle, » M. de Mérimville autorisa Madame de Villars à enclorre et à joindre à son monastère une partie de la voie militaire, et à agrandir ainsi le jardin du couvent. Un brevet du roi, en date du 10 mai 1672, confirma cette autorisation que prétendait révoquer M. Laprade, successeur de M. de Mérimville. Enfin le 30 mai de la même année, le marquis de Castries, gouverneur de Languedoc, ordonna que la dame abbesse jouirait de l'autorisation « sous les conditions y apposées. »

On pénétrait dans le couvent par une porte de modeste apparence, et un passage, dont le plancher laissait voir des poutrelles, conduisait à une cour de petites dimensions sur laquelle donnait une grande salle, qui devint plus tard une salle de bal, quand le couvent passa entre les mains de la famille Baudouy. Les dépendances du couvent devinrent la propriété des familles Daries, Prosper Sabatier et Calmettes. On y établit des fabriques de vert-de-gris et un moulin à huile. La disposition des locaux fut complètement bouleversée, et aujourd'hui il serait difficile d'indiquer où étaient la chapelle, le réfectoire et les autres salles du couvent.

Mentionnons une donation importante faite en vue de la fondation du couvent des Ursulines. Le 14 octobre 1626, demoiselle Marguerite de Montredon, fille de noble François de Montredon, seigneur dudit lieu, et de dame Françoise de Frayssinet, voulant se faire religieuse pour la vie et « sachant la résolution qui a esté prise par des per-

sonnes dévotes et religieuses de fonder en la présente ville de Narbonne un monastère de religieuses de Ste-Ursule, ordre de St-Augustin, auquel elle désire être reçue et agrégée, » donne au monastère qui sera fondé 8.000 livres sur ses biens pour la supérieure et les religieuses. L'acte est reçu par M^e D. Bosquet, notaire à Narbonne, en présence de MM. Jean Dautroche, prêtre du lieu de Montredon, Antoine Darnaudy, bourgeois, et Jean du Tour, bénéficiaire de l'église de Narbonne.

« Les robes des Ursulines sont noires et de serge ou d'autre étoffe selon les différents pays; elles ne sont pas fort larges ni coupées à la ceinture; il n'y a ni arrangement de plis ni aucun autre ornement, et les manches en sont médiocrement larges. Elles sont ceintes d'une ceinture de cuir noir, large d'environ un pouce avec une boucle de fer; leurs jupes sont de serge grise, sans être teintes; leur voile de toile noire doublé par dedans de toile blanche de lin, avec une guimpe de même, aussi bien que le bandeau et la bande de toile qui couvre leurs cheveux et tout le front; par dessus le voile noir elles en portent un autre d'étamine ou de toile noire claire, qu'elles doivent abaisser quand elles parlent à quelqu'un, en sorte qu'on ne les puisse pas reconnaître. A l'église et dans les cérémonies elles ont de grands manteaux aussi de serge noire, mais plus légère que celle des robes. Les sœurs converses sont habillées comme les religieuses du chœur, excepté que leurs manteaux sont de demi-pied plus courts que leurs robes, et les manches des robes plus courtes et plus serrées au poignet » (1). Il n'existe que de légères différences entre ce costume, qui est celui des Ursulines de la congrégation de Paris, et le costume porté par les congrégations du même ordre.

(1) Encyclopédie théologique de Migne, *Dict. des Ordres religieux*, t. III, v^o URSULINES (religieuses), § 3.

L'enquête de 1787 indique 12 religieuses de chœur, 1 novice, 2 converses, 3 domestiques.

Revenus

Contrats sur la province.....	796 liv.
Sur le diocèse.....	786 —
Intérêt sur les Bénédictins de Narbonne, du capital de 2,600 liv.....	130 —
Rentes de plusieurs particuliers.....	297 —
Aumônes de la province.....	200 —
Dettes de l'assiette.....	30 —
Produit du jardin.....	60 —
Pensions viagères de plusieurs religieuses..	1,700 —
Produit annuel de 20 à 25 pensionnaires....	4,622 —
TOTAL.....	8,621 liv.

Dépenses

Dépenses pour les blés de l'année.....	2,452 liv. 7 s.
Dépenses de bouche pour toute la maison...	2,481 — 55 s.
Huile.....	463 — 15 s.
Sel.....	129 — 16 s.
Bois et charbon.....	600 —
Vestiaire des religieuses.....	400 —
Médecin et chirurgien.....	100 —
Apothicaire.....	300 —
Gages des servantes.....	150 —
Taille et décimes.....	35 — 3 s.
Chapelain et curé.....	236 —
Entretien de la sacristie.....	300 —
Entretien du linge, meubles de la maison et réparation des bâtiments.....	800 —
	8,448 liv. 16 s.
EXCÉDENT DE RECETTES.....	172 liv. 4 s. (1)

(1) Le Pouillé Caldaguez évalue les revenus des Ursulines à 2,430 liv., leurs charges à 1,080 liv., de sorte qu'il leur reste net 1,400 liv.

D'après l'enquête, ce couvent est très utile pour l'éducation de la jeunesse: « on y puise de bons principes, et les jeunes demoiselles qui en sortent donnent une pleine satisfaction à leurs parents. »

En 1791, elles retirent de l'ancien diocèse une somme de 30 liv. en aumône ou gratification et celle de 174 liv. 4 s. en supplément d'un pour cent à leurs rentes réduites. Mais, comme ces deux sommes sont les seules qui leur soient payées aux frais du public et qu'elles n'ont jamais tenu des écoles publiques, le directoire du district croit inutile de fournir à leur égard au ministre de l'intérieur des renseignements plus étendus.

Les Ursulines quittèrent leur couvent le 12 octobre 1792, et leur établissement fut adjugé à François Courveyz, tanneur.

VII

Les Filles de la Croix furent appelées à Narbonne par l'archevêque François Fouquet. Le 9 février 1672, un acte passé entre Pierre-Germain de Pimont, intendant des affaires et de la maison de l'archevêque, agissant comme son procureur spécialement fondé, et sœur Françoise Guyonneau, supérieure des sœurs de la congrégation de la Croix, à Paris, établissait dans la ville de Narbonne trois sœurs de cette congrégation, qui devaient se livrer à l'instruction et à l'éducation gratuites des filles pauvres de la ville, « leur apprendre à lire et écrire et les eslever dans

les exercices et devoirs de piété » (1). Le nombre des sœurs devait être porté à six par l'admission et l'agrégation de sœurs du pays. L'archevêque dotait le nouvel établissement d'une rente annuelle de 900 livres. Au moyen de cette rente, les sœurs s'engageaient à parer annuellement à tous les frais de logement, nourriture, chauffage, etc., de diverses retraites spirituelles, ayant une durée de huit à dix jours, suivies dans leur couvent par un nombre de jeunes filles ou de femmes mariées, de vie et mœurs irréprochables, mais sans distinction de qualité et de condition, dont le nombre pouvait être porté jusqu'à vingt personnes pour chaque retraite. L'acte fut reçu par Nicolas-Armand Valin de Sérignan, notaire au Châtelet de Paris (2).

François Fouquet installa les Filles de la Croix dans une maison située près de l'église N.-D. de la Major, qu'il leur donna, et qu'il avait acquise de MM. de Soubiran et Baleste. La rue où elle se trouvait portait le nom de rue de la Croix, aujourd'hui rue Auber. Un cimetière était annexé au couvent; c'est actuellement une dépendance de la maison Planton. Il y avait aussi une chapelle.

La communauté, étant devenue plus nombreuse, dut songer à s'agrandir et acquit les immeubles avoisinants, en 1680 notamment une maison appartenant à M. Jacques Grès, sise dans l'île St-Laurent (3). Cette dernière maison

(1) Lettres patentes, datées de St-Germain en Laye (1672), contresignées Phélypeaux, par lesquelles le roi permet dans la ville de Narbonne « l'établissement en communauté de femmes veuves et filles de la congrégation de la Croix, » les autorise à y faire « leur demeure et fonctions selon leurs constitutions..... comme aussi d'accepter telles donations et concessions que la charité d'aucuns dudit pais pourrait leur départir..... » Les dites lettres enregistrées au parlement de Toulouse le 17 août 1672. (Arch. dép. de l'Aude, 10 H. 4).

(2) Arch. comm. de Narbonne, AA. 114, cartulaire B, f° 179.

(3) Elle appartient aujourd'hui à la famille de Stadieu.

communiquait avec le premier corps de logis au moyen d'un passage fermé jeté sur la rue et qui fut enlevé après la suppression de l'ordre (1). Une plaque commémorative a été placée, il y a quelques années, sur une des dépendances de l'établissement.

« Les Filles de cette congrégation, tant celles qui font des vœux que celles qui n'en font point, sont habillées de noir. Elles ont un mouchoir de cou en biais. Celles qui font des vœux portent une petite croix d'argent, et les autres une petite croix de bois » (2).

L'enquête de 1787 nous fait connaître la situation à cette époque de la congrégation des Filles de la Croix (3).

Les religieuses sont au nombre de 23, dont 20 professes et 3 novices. Il y a 9 sœurs : 7 converses et 2 novices. Leurs revenus se décomposent comme suit :

Mandement sur la province.....	2,114 liv.
Sur le diocèse.....	1,353 —
Sur la ville.....	355 —
Sur le clergé.....	224 —

(1) Les sœurs de la Croix demandent en 1860 l'autorisation de joindre leur maison avec celle qu'elles ont été obligées d'acquérir des héritiers de M. Jacques Grès, avocat, qui est de l'autre côté de la rue, au moyen d'un passage souterrain ou d'une « galerie en haut » ; elles ne peuvent « aller dans cette maison durant la nuit ni pendant le jour sans une indécence notable contrairement à leur clôture puisqu'il leur faudroit à tout moment traverser la rue, ce qui seroit scandaleux et de mauvais exemple. » L'autorisation leur est donnée le 16 juillet 1680, ainsi qu'il conste d'un extrait des registres du bureau général de la police de Narbonne. (Arch. dép. de l'Aude, 10 H. 4).

(2) Encyclopédie théologique de Migne, *Dict. des Ordres religieux*, t. 1. v° Croix (Congrégations diverses des Filles de la).

(3) Le Pouillé Caldaguez s'exprime ainsi :

« Les Filles de la Croix de Narbonne jouissent de deux jardins potagers, de deux champs olivettes, d'une vigne produisant 20 muids de vin, d'une maison à four, d'une œuvre du salin, d'intérêts de capitaux considérables, des profits sur les pensions, etc. Leur revenu net est évalué à 3,600 liv. Imposées au 30^e elles doivent payer 120 liv. »

Sur Puisserguier.....	14 liv.	
Sur Paris... ..	100 —	
Sur l'évêché de Carcassonne.....	100 —	
Rente de deux jardins.....	500 —	
Id. d'un four.....	36 —	
Fondations.....	150 —	
Rente sur M. de Chefdebien.....	60 —	
Sur les salins départis.....	230 —	15 s.
Intérêts de la sœur Ferrier.....	75 —	
Blés des champs.....	695 —	10 s.
Huile, année commune.....	369 —	15 s.
Vins, année commune.....	157 —	
Paille et herbages.....	150 —	
Pensionnaires communément.....	8,278 —	5 s.
Bureau typographique.....	535 —	
Quatre minots de sel.....	91 —	5 s.
Sur les salins.....	33 —	6 s.
TOTAL.....	15,621 liv.	16 s.

Dépenses

Nourriture.....	9,561 liv.	3 s.
Toiles et blanchissage.....	504 —	
Habits.....	605 —	8 s.
Souliers.....	150 —	
Charbon.....	600 —	
Ménagerie.....	196 —	19 s.
Mercerie.....	94 —	
Entretien de la maison.....	925 —	14 s.
Vignes.....	100 —	
Aumônes.....	120 —	
Port de lettres.....	54 —	
Chapelin.....	216 —	
Clerc.....	18 —	
Sacristie.....	272 —	
Médecin.....	48 —	
Apothicaires, chirurgien et remèdes.....	543 —	
Taille à Narbonne.....	315 —	10 s.
id. à Sigean.....	53 —	8 s.
Décimes au chapitre St-Just.....	155 —	
Au commandeur.....	33 —	4 s.

A l'archevêque.....	6 liv.
A M. Grimaud.....	17 — 17 s.
Au domaine.....	5 — 5 s.
Au chapitre St-Paul.....	4 — 8 s.
	14,808 liv. 16 s.

EXCÉDENT DE RECETTE..... — 813 liv.

L'enquête ajoute que la maison est très régulière, que les dames qui la composent se conduisent d'une manière on ne plus satisfaisante, soit pour la religion, soit pour l'éducation des jeunes pensionnaires qui leur sont confiées, et qu'il est par conséquent nécessaire de conserver des personnes aussi intéressantes à la religion et à l'État.

La fabrique de Saint-Just possède un registre où sont contenus les actes capitulaires, les actes de vêtue et les professions de foi des Filles de la Croix, de juin 1706 à février 1789. Nous y avons relevé les noms marquants de quelques-unes des religieuses qui firent profession à Narbonne; en général, les personnes composant cette communauté ne sont point de qualité.

1743 (1). Angélique Bourgat, du lieu et citadelle de Montlouis (fille de Michel Bourgat, trésorier des troupes du Roi, et Françoise de Labarte).

1746. Marie Anne de Thesan, de St-Geniès (Messire Hereule de Thesan, chevalier de l'Ordre militaire de St-Louis capitaine dans le régiment de Lyonnais, et Jeanne de Carrière).

1746. Nicolas Benoite Marie Thérèse Tournier, de Sarra-gosse (Messire Jacques Tournier, colonel du régiment de Bourgogne dans les armées du Roi, et Anne de Guillon).

1753. Geneviève d'Ollivers, de Lyon (M. d'Ollivers, rece-veur des fermes du roi, et Marie de Momon).

(1) C'est la date de la prise de voile.

1760. Marie de Cathelan de Graves, de Brusque, diocèse de Vabres (noble Jean Joseph de Cathelan, seigneur de Saint-Meu, et Élisabeth de Dumas).

1783. Françoise de Lescure, de Puisserguier, diocèse de Narbonne (Messire noble François de Lescure et Anne de la Rentière).

1787. Élisabeth Justine Lecoq, de Murviel (Messire Louis Étienne Lecoq, chevalier de l'Ordre royal et militaire de Saint-Louis, ancien capitaine de dragons, et Marie Dalleirac).

Le registre de Saint-Just nous fournit également le nom des supérieures des Filles de la Croix de 1706 à 1784. C'est ainsi que nous trouvons :

1706. Marie Madeleine Liebaut.

1714. Élisabeth Hanot.

1724. Catherine Pinaud, supérieure; Élisabeth Hanot, assistante.

1733. Élisabeth Hanot, supérieure; Catherine Pinaud, assistante.

1738. Jeanne Cabannes, supérieure; Élisabeth Hanot, assistante.

1741. Élisabeth Hanot.

1747. Catherine Pinaud.

1753. Marie Anne Boyer, supérieure; Catherine Pinaud, assistante.

1759. Marie Marragon, supérieure; Marie Anne Boyer, assistante.

1764. Marie Anne Boyer.

1768. Françoise Gout.

1784. Jacquette Lefebvre, supérieure; Françoise Gout, assistante.

En 1791, disent les renseignements fournis au ministre de l'intérieur, les bâtiments formant l'établissement des

Filles de la Croix sont très vastes et en bon état. Ils s'étendent sur deux îles voisines et sont mis en communication par un passage ou corridor, au-dessous duquel est une rue qui divise les deux corps de bâtiments.

Le personnel de la congrégation est ainsi composé :

Jacquette Lefebvre, 67 ans, ayant fait profession depuis	48 ans.
Françoise Gout, 77 ans.....	44 —
Thérèse Tournier, 63 ans.....	43 —
Marie Anne Thézan, 66 ans.....	42 —
Catherine Bermond, 65 ans.....	41 —
Jacquette Aubert, 64 ans.....	39 —
Geneviève d'Ollivers, 57 ans.....	34 —
Marie Pommier, 54 ans.....	34 —
Marie de Graves, 47 ans.....	29 —
Marie Jeanne Baissas, 45 ans.....	23 —
Rose Valès, 45 ans.....	23 —
Marie Rose Ferrier, 46 ans.....	21 —
• Geneviève Prévot, 41 ans.....	20 —
Marie Catherine Roque, 37 ans.....	11 —
Catherine Roque, sœur de la précédente, 31 ans.	11 —
Françoise Pech Laclause, 27 ans.....	6 —
Élisabeth Lecoq, 23 ans.....	3 —
Marguerite Rouvière, 33 ans.....	3 —
Marie Rouvière, sœur de la précédente, 25 ans.	3 —
Nicole Françoise Langel, 24 ans.....	2 —

Sœurs converses

Catherine Rose Laval, 76 ans.....	32 —
Philippe Castres, 64 ans.....	38 —
Catherine Déjean, 40 ans.....	14 —
Marie Gairaud, 35 ans.....	7 ans.
Louise Privat, 47 ans.....	6 —
Geneviève Vidal, 29 ans.....	2 —

Au début, les ressources des Filles de la Croix ont été modestes; mais leurs biens et leurs revenus se sont augmentés avec les bénéfices que la congrégation a pu faire sur les demoiselles pensionnaires ou par les donations de divers particuliers. Voici en quoi consistent ces revenus en 1791 :

Intérêts sur la ville de Narbonne	263 ^l	}	489 ^l
Intérêts sur la commune de Puisserguier	14		
Intérêts sur des particuliers....	210		
Intérêts sur la nation à cause de l'évêché de Carcassonne.....	100	}	4,087 ^l 9 ^s 5 ^d
Rentes sur le diocèse non sujettes à retenue.....	475		
Rentes sur le diocèse sujettes à retenue	1,191		
Rentes sur l'ancienne province de Languedoc sujettes à la retenue	1,871 ^l		
Rentes non sujettes à la retenue.	450		
Revenus des biens-fonds d'héritage par bail à ferme.....	550	}	1,550
Revenus d'après leur régie, environ.....	1,000		
			6,126 ^l 9 ^s 5 ^d

Charges

Imposition foncière, environ.....	300	} 388 ^l 10 ^s 5 ^d
Droits ci-devant seigneuriaux...	88 ^l 10 ^s 5 ^d	
REVENU TOTAL.....		5,737 ^l 19 ^s

Dans ces revenus sont comprises la rente formant la dotation de l'établissement, qui, à raison de son ancienneté, se trouve réduite au dessous de cinq pour cent, celle de 189^l 9^s 4^d accordée par arrêt du Conseil du 5 septembre 1756 pour supplément de un pour cent des anciennes rentes, et 30 livres à titre de gratifica-

tion ou aumône. Le surplus appartient en propre aux Filles de la Croix et est le fruit de leur travail.

L'établissement des Filles de la Croix fut adjugé le 28 fructidor an iv à Roch Fraisse qui partagea son acquisition avec les sieurs Pierre Caraguel, Joseph Donnadiou et Bernard Molinier.

L. NARBONNE.

UN GROS DE ROI

SANS NOM ROYAL

La pièce dont nous allons nous occuper aujourd'hui n'appartient pas à la série narbonnaise, mais elle est méridionale et fait partie d'une collection particulière de Narbonne ; à ce titre elle rentre dans le cadre du *Bulletin*.

C'est un *Gros de Roi* sans nom royal, que nous croyons unique et inédit.

Voici sa description :

+ SIT · NOMEN · DOMINI · BENEDICTVM ·

Trois fleurs de lis sous une couronne ; une molette entre chaque mot ; un point sous la quatrième lettre.

Revers.

+ SIT · NOMEN · DOMINI · BENEDICTVM ·

Croix pattée et fleurdelisée ; molette entre chaque mot ; point sous la quatrième lettre.

Argent.

Poids 3 gr., 50.

Diamètre 0,026 à 0,028.

Conservation médiocre.

Cette pièce fait partie depuis quelques années de notre collection particulière; elle est malheureusement fruste et rognée, comme son diamètre l'indique. Un gros de roi de Charles VII de notre collection mesure 0,031 à 0,032. Le diamètre habituel de ces pièces est de 0,03 environ. Le gros sans nom royal que nous possédons a donc été fortement rogné; la légende, entamée en bien des endroits, a été presque entièrement enlevée au haut de la pièce, au revers; néanmoins il en reste assez des deux côtés pour la reconstituer exactement, pour la lire sans la moindre incertitude. Le point secret est parfaitement visible. Les mots sont séparés par des molettes: la pièce est absolument semblable au gros de roi de Charles VII que décrit M. Hoffmann (1) sous le n° 21: seul le nom du roi a disparu; le droit et le revers portent la même légende (2).

Le point secret sous la quatrième lettre, sous la première **N** du droit et du revers, nous apprend que cette monnaie a été frappée à Montpellier: sous quel règne a-t-elle été émise?

(1) *Les monnaies royales de France depuis Hugues Capet jusqu'à Louis XVI*, publiées par H. Hoffmann, p. 61, Pl. XXXII.

(2) On n'a pas toujours donné à ces pièces le nom de *Gros de roi*; elles ont été aussi improprement désignées sous celui de *Gros de Jacques Cœur*. Les gros de Jacques Cœur, comme beaucoup d'autres monnaies mentionnées dans les nombreuses ordonnances du règne de Charles VII, n'ont pas encore été retrouvés. Il s'agit ici des gros d'argent portant d'un côté + **KAROLVS · DEI · GRA · FRANCORVM · RE ·** ou + **LVDOVICVS · DEI · GRA · FRANCOR · REX ·** et trois fleurs de lis sous une couronne, et de l'autre une croix fleurdelisée et la légende + **SIT · NOMEN · DOMINI · BENEDICTVM ·**. Ces pièces étaient données autrefois exclusivement à Charles VII et à Louis XI; on en donne aussi maintenant à Charles VIII, comme on le verra plus loin.

Cf. Rollin et Fournet, *Catalogue des monnaies nationales de France, collection Rousseau*, pp., 63 et 66, nos 898, 899, 918 et 919.

H. Hoffmann, *Les monnaies royales de France*, pp. 58, 61, 67 et 72, Charles VII, nos 21, 22, Louis XI, n° 12, Charles VIII, n° 10, Pl. XXXII, XXXVII et XXXVIII.

J. Adrien Blanchet, *Nouveau manuel de numismatique du moyen âge et moderne*, t. I, pp. 154, 155 et 156.

La fabrication des gros de roi commença sous Charles VII et continua sous son successeur ; il y en a, en effet, au nom de Louis XI. On en donne même aujourd'hui à Charles VIII ; une ordonnance datée du 24 mai 1489 nous apprend qu'on en a frappé sous son règne, jusqu'à 138,000 (1). Mais c'est évidemment sous Charles VII ou sous Louis XI et selon toute probabilité sous le premier de ces rois qu'a été émis celui qui nous occupe.

Nous considérons cette pièce, avons-nous dit plus haut, comme unique et inédite. Nous pensons, en effet, qu'aucun gros semblable n'a encore été publié. Mais on connaît des monnaies analogues.

MM. Rollin et Feuardent décrivaient, dans le Catalogue de la collection Rousseau (2) un *grand blanc à la mollette*, qu'ils attribuaient dubitativement à une révolte de Louis XI contre son père.

Le voici :

SIT · NOME · DNI · BENEDICTV ·

Écusson couronné, accosté de deux couronnes, dans un cercle à trois lobes ; croissant sous la septième lettre.

Revers.

SIT · NOME · DNI · BENEDICTV ·

Croix cantonnée de deux fleurs de lis et de deux couronnes, dans un cercle à quatre lobes. Frappé en Bourgogne.

MM. Rollin et Feuardent faisaient suivre la description de ce blanc de la remarque suivante :

« En attribuant cette pièce unique, disaient les auteurs

(1) H. Hoffmann, *Les monnaies royales de France*, p. 72. — F. de Sauly, *Annuaire de la société de numismatique*, t. IV, p. 250.

(2) *Catalogue des monnaies nationales de France, collection de M. J. Rousseau*, p. 64, n° 905. — Dans le catalogue de la collection Rousseau, le gros de roi de Charles VII est décrit sous le n° 898, sous le nom de *Gros, dit de Jacques Coeur, 1456*.

du catalogue Rousseau, à ce grand monarque qui rendit à la France toute sa grandeur, nous n'avons malheureusement l'appui d'aucun texte de l'époque, mais la date de l'émission de cette monnaie, l'absence du nom royal, tout fait présumer qu'elle a dû être frappée par un partisan de la déchéance du vieux roi, forcé de fabriquer du numéraire pour soudoyer ceux qui l'aidaient au renversement du souverain légal. »

Le catalogue de la collection Rousseau a été rédigé, il y a déjà plus de trente ans, et nous ignorons si depuis lors d'autres opinions ont été émises sur cette intéressante pièce. Les traités de numismatique et les recueils les plus récents sont muets sur cette question. Dans tous les cas l'hypothèse de MM. Rollin et Feuillant nous paraît toujours plausible et le gros de roi frappé à Montpellier ne nous semble pas s'opposer à ce que le blanc publié jadis ait été émis dans les circonstances indiquées plus haut. Montpellier sans doute avait pris le parti du Dauphin (?). Dans tous les cas l'émission de ce curieux gros par son atelier monétaire est indiscutable; le point secret sous la quatrième lettre, sous l'**N**, est, au revers, d'une grosseur remarquable, d'une parfaite netteté.

En outre, le style et la fabrication de cette pièce ne permettraient pas de l'attribuer à un atelier improvisé n'ayant eu qu'une existence éphémère. Elle est exactement semblable, comme nous l'avons déjà fait remarquer, aux *Gros de roi* de Charles VII que la Monnaie de Montpellier émettait alors. La forme et la grosseur des lettres, la ponctuation remplacée par des molettes; la forme et les dimensions des fleurs de lis, de la couronne et de la croix du revers, tout y est absolument identique. Les produits des ateliers improvisés se ressentent presque toujours de leur fabrication souvent un peu précipitée; leur grossièreté trahit ordinairement l'inexpérience des monnayeurs.

Est-il nécessaire d'ajouter que la singularité que pré-

sente cet intéressant gros de roi ne saurait être le résultat d'une erreur, de ce qu'on nomme ordinairement un accident monétaire? Si la Monnaie de Montpellier avait émis des gros portant le nom royal tantôt du côté des trois fleurs de lis, tantôt de l'autre, les monnayeurs auraient pu, à un moment donné, par une erreur qu'ils commettaient quelquefois, frapper un certain nombre de pièces avec des coins qui n'étaient pas destinés à aller ensemble. Mais il n'en est pas ainsi, la légende **SIT · NOMEN · DOMINI · BENEDICTVM** est toujours du côté de la croix, jamais de l'autre. C'est bien avec intention que le nom du roi a été supprimé. Cela d'ailleurs n'avait pas besoin d'être démontré.

Nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire d'insister sur l'importance d'une pareille pièce, sur l'intérêt historique qu'elle présente.

G. AMARDEL.

PIRATES CATALANS

1419

Nous avons en dernièrement l'occasion de signaler à cette même place (1) une lettre adressée en juin 1381 par les consuls de Perpignan aux consuls de Narbonne. On avait aperçu au cap de Creus des galères de pirates mores et les magistrats municipaux de Perpignan s'empresaient d'en donner avis à Narbonne. Le texte de cette lettre n'a probablement pas été conservé : nous ne l'avons pas retrouvé dans nos archives communales. En revanche nous y avons trouvé une lettre que le lieutenant du gouverneur de Roussillon et de Cerdagne et les consuls de Perpignan adressent, le 16 août 1419, aux consuls de Narbonne. Elle a trait aussi aux pirates, seulement il s'agit cette fois, non de mores, mais de catalans : ce n'est plus un avis que l'on donne à des voisins, c'est une réponse assez humble à des plaintes qui, semble-t-il, n'ont eu que trop souvent l'occasion de se produire. C'est ainsi qu'en 1386 le duc de Berry, gouverneur de Languedoc, avait eu à prescrire des mesures de représailles contre les sujets du roi d'Aragon, à cause de la capture par des pirates *catalans* d'un navire

(1) *Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne*, 1892, p. 116.

catalan frété par des marchands de Narbonne (1). D'après la lettre de 1419 les pirates s'étaient emparés, non de marchandises, mais d'un certain nombre d'habitants de Narbonne.

Le lieutenant du gouverneur et les consuls de Perpignan déclarent n'avoir aucune autorité sur les pirates; cependant ils ont fait des démarches pour obtenir la délivrance des prisonniers et ils feront tous leurs efforts pour atteindre ce résultat.

Als mot honorables e de mot gran saviesa los consols de la ciutat de Narbona (2).

Molt honorables e molt savis senyos, vostres letres havem rec[e]budes sobre la captivació per algunes galeres

(1) *Archives de Narbonne*, AA. 111, f° 84. *Annexes*, pp. 365 et ss. — Il nous a paru inutile de mentionner ce document, déjà connu, dans notre précédent article sur le commerce de Narbonne au XIV^e siècle, où nous ne donnions que des textes inédits. On nous a reproché cette omission en nous faisant observer que l'*Inventaire des archives communales* n'est pas à la portée de tous les lecteurs du *Bulletin*. Nous saisissons l'occasion qui nous est offerte de rappeler que ce document confirme pleinement ce que nous avons dit de l'importance du commerce narbonnais à la fin du XIV^e siècle. Arnaud Peyronne et Pierre Montirat, marchands de Narbonne, ont frété un navire appartenant à Pierre Rabasson de Collioure. Ce navire transportait en Orient, quand il a été capturé par noble G. R. de Monte Catano, les marchandises suivantes :

« ... navem oneratum... de LXVI balis pannorum laneorum patrie Lingue Occitanie, VIII^e LXVIII jarris plenis melle, III^e LXXVI cautos sive durcos terreos plenis melle, LIII botis plenis melle, XIX caxiis fustis, I caxono, uno carratillo pleno de corallo, tribus balis de tela, duabus tartar alias rausa, XI saquis avellanarum, I pont de amigdalís, I balono ganivetorum sive gladiorum de Gastris, et quedam alia jocalia, raubas et vasa argenti, et pluribus aliis rebus et jocalibus argenteis, et aliis, valentibus comuni estimatione triginta milia florenos de Florencia. » (*Loc. cit.* f° 85; cf. *Annexes*, p. 367, c. 1.)

G. R. de Monte Catano et ceux qui l'aidèrent à capturer ce navire si richement chargé sont traités de pirates par le duc de Berry. Il serait fort possible cependant qu'il y eût lieu de rattacher cet incident à ce que l'on a appelé « l'affaire d'Aragon. » (Cf. *Hist. de Lang.*, édit. Privat, t. IX, p. 929, n. 2.)

(2) Suscription inscrite au dos de la lettre.

de cathalans segons affermats feta d'alguns homes d'aquexa ciutat e terra. A lesquals coses, honorables senyos vos responem que a cascun de nos es stada mot greu la dita captivacio, e posat les dites galeres sien de persones a les quals lo senyor e sos oficials no han alguna potestat, empero nos altres de present havem trames als patrons de les dites gualeres per tractar quels dits homens sien delivrats; et haiats ferma speranza que per nos altres sera treballat e fet tro a strem de poder e tant quant a nos sera possible en la delivracio damont dita, e apres certificarem pus certament vostres savieses d'aquella. E si entretant volets altres coses resquivets nos tot ço queus sia placent. E sia ab tots lo Sant Spirit. Scruta a Perpenya a xvi dies d'agost del anny M. cccc. xviii.

Lo lochtenent de moss. lo Governador de Rossello e de Cerdanya (1) els consols de la vila de Perpenya aparellats a vostra honor (2).

ALPHONSE BLANC.

(1) Gilabert de Cruilles avait été nommé quatre jours auparavant gouverneur de Roussillon et de Cerdagne en remplacement de Ramon Alamany de Cervello qui remplissait cette charge depuis 1391. V. *Sumari, index o epitome dels... titols de honor de Ca'halunya, Rossello, y Cerdanya...* per lo Dr Andreu Bosch. Perpiuça, 1628, p. 224, c. 2.

(2) Archives de Narbonne : pièce originale sur papier, non inventoriée.

LA VIE MUNICIPALE A NARBONNE

AU XVII^{me} SIÈCLE

UNE ÉLECTION EN 1667

J'ai retrouvé dans mes archives le procès-verbal détaillé de l'élection d'un conseiller matriculé de la ville de Narbonne en 1667. J'ai pensé que le récit de cette élection orageuse et troublée offrirait un réel intérêt, puisqu'il nous initie plus que de longues et froides dissertations à la vie publique de nos pères.

Qu'était-ce qu'un conseiller matriculé ? Quelles étaient ses fonctions ? Comment était composée la matricule ? Quel était son mode de recrutement ? Autant de questions auxquelles j'essaierai de répondre, afin d'éclairer le récit que je vais rapporter.

C'est au x^e siècle, sous Louis le Gros, que les communes, affranchies par des chartes royales ou seigneuriales, commencèrent à s'administrer par des magistrats municipaux. Dans les villes comme Narbonne où la domination

romaine avait laissé des traces profondes, ces magistrats prirent le nom de consuls.

Aussi, dès les premières années du xiii^e siècle, nos vieilles archives font mention des consuls de Narbonne (1).

Il y avait à cette époque les consuls de Bourg et les consuls de Cité (2).

L'union des deux consulats n'eut lieu qu'au xiv^e siècle, par lettres patentes de Philippe VI du 12 juin 1338 et délibérations des consuls de Bourg et de Cité des 3 et 19 août suivants (3).

Mais laissons le moyen âge dont l'étude n'entre pas dans le cadre de cet article, et arrivons à l'ère moderne.

Nous trouvons auprès des consuls un conseil composé de conseillers matriculés, qui doit les assister dans les actes les plus importants de leur administration. Ce nom de matriculés leur venait du registre ou matricule sur lequel le greffier consulaire inscrivait leurs noms.

Un arrêt organique du 23 juin 1484 (4) nous renseigne parfaitement sur l'administration consulaire à Narbonne à la fin du xve siècle. Cette pièce a une haute importance, parce que la plupart de ses dispositions devaient, sauf quelques variations, régir cette administration jusqu'en 1700. Cet arrêt fut rendu par messire Bernard Lauret,

(1) *Inventaire des archives de la ville de Narbonne*, série AA., pp. 18, 45, 46, 58, 60, 68, etc., etc. Série BB., p. 878. Annexes de la série AA., p. 8 : Statut du vicomte, de l'archevêque et de l'abbé de Saint-Paul, seigneur de Narbonne, de l'an 1210, où il est question des consuls de Bourg de cette ville.

(2) La ville de Narbonne est partagée en deux parties à peu près égales par le canal ou Robine d'Aude, autrefois la rivière d'Aude, qui la traverse de l'ouest à l'est. La rive droite porte le nom de Bourg et la rive gauche le nom de Cité. La division entre ces deux parties était autrefois si profonde qu'on les considérait presque comme deux villes. Ainsi la rue qui longe le quai de la rive gauche a porté jusqu'à ces dernières années le nom de rue Entre-deux-Villes.

(3) *Inventaire des archives de la ville de Narbonne*, série AA., pp. 9 et 10.

(4) *Ibid.* Annexes de la série AA., p. 398.

conseiller du Roi, premier président au parlement de Toulouse, avec l'assistance d'Antoine Bayard, trésorier général des finances du Languedoc, députés tant par le Roi que par les commissaires qui avaient présidé aux États généraux de Languedoc tenus dernièrement à Montpellier.

Messire Lauret constate que les consuls étaient au nombre de six et les conseillers matriculés au nombre de quatre-vingts. Les consuls et « les plus apparens et receans de « Bourg et de Cité » trouvaient ces chiffres excessifs, soutenant que c'était une cause de grands désordres, « et « actendue la diminucion du peuple qui a esté et est a « cause des mortalitez, tellement que facilement ne peut « on trouver chacun an si grand nombre de consulz et « conseillers ydoines et souffisans, » ils demandaient que le nombre des consuls fût réduit à quatre et le nombre des conseillers matriculés à quarante. Sur les instances « du menu peuple et de quelques grants, » messire Lauret maintint les chiffres primitifs. Les quatre-vingts conseillers étaient divisés en 3 eschelles (1) de Cité et trois eschelles de Bourg.

Pour la Cité, la première eschelle devait être composée de nobles, cleres et bourgeois; la seconde eschelle de marchands; et la troisième de ménestairaulx (2).

Pour le Bourg, la première eschelle devait être composée de bourgeois, plassiers (3) et marchands; la deuxième eschelle de paraires (4) et la troisième de ménestairaulx.

(1) Les conseillers matriculés étaient classés par eschelle ou par banc. L'eschelle indiquait le rang, la hiérarchie; le banc, la place occupée dans les assemblées.

(2) *Ménestairaulx*, gens de métier.

(3) *Plassiers*, gens qui vendent sur la place, commissionnaires en marchandises.

(4) *Paraires*, pareurs de drap. Il fallait que cette industrie fût bien développée à Narbonne dans le Bourg pour qu'on lui réservât une eschelle toute entière. Du reste une des rues les plus importantes du Bourg porte encore le nom de rue de la Parerie,

L'élection des consuls est fixée chaque année au jour de la fête de Notre-Dame de février (le 2), le matin après la messe, sinon après dîner et de jour. Toute élection de nuit est absolument prohibée, punie d'amende et déclarée nulle.

La nomination des conseillers avait lieu chaque année, le lendemain de l'élection des consuls. Cette disposition manque un peu de clarté. La réclamation des consuls, se fondant sur ce qu'il était difficile de trouver « chacun an « si grand nombre de consulz et conseillers ydoines et « souffisants, » semblerait indiquer qu'on réélisait alors les conseillers chaque année.

Défense est faite aux consuls de faire, sans délibération et consentement du conseil, les actes suivants : emprunter, plaider, faire ambassades et voyages pour la ville, établir des taxes ou impôts, remettre des tailles à un taillable quelconque.

Je me suis un peu étendu sur cet arrêt parce que ses dispositions ont servi de base à l'organisation du consulat et de la matricule pendant plus de deux siècles, sauf quelques modifications que nous allons passer rapidement en revue.

Une déclaration du xvr^e siècle (1), statuant sur la composition de la matricule, ne distingue plus entre le Bourg et la Cité. Elle établit que les quatre-vingts conseillers matriculés « sont partiz et divisés en six estatiz, lesquels « sont remplis de gens tant de haulte, moyenne que basse « condition, scavoyn : est le premier estat des noblez et « cleres, le second de bourgeoys, le troysiesme de mar- « chans, le quatriesme et cinquiesme de notaires et « autres de moyenne condition, et le sixiesme et dernier « estat de ménestraulx et laboureurs. De chacun des-

(1) *Inventaire des archives de la ville de Narbonne*. Annexes de la série AA., p. 418.

« quelz estatz est fait et créé annuellement ung consul.
« Et y est procédé a ladite création dez consulz par déli-
« bération de conseil général de ladite ville, qui se faict
« chacun an le jour et feste de la Purification Nostre Dame
« second de febvrier. »

Ainsi, par une disposition des plus libérales, au xvi^e siècle, chaque classe de la société était représentée, non seulement dans le conseil des matriculés, mais encore dans le consulat.

Je laisse de côté un arrêt du parlement de Toulouse du 9 février 1626 (1) statuant sur certains différends survenus entre les consuls, le syndic des avocats, et Jean-François de Chefdebien, sieur d'Armissan, et Pierre Saurin, syndics de certains nobles, bourgeois, marchands, procureurs, notaires et autres habitants. Cet arrêt ajoutait à la matricule pour la première eschelle quatre avocats et quatre gentilshommes, mais en stipulant que cette disposition n'avait qu'un caractère transitoire.

En 1627, deux arrêts du Conseil d'État du même jour 23 septembre (2) viennent apporter des modifications assez graves à l'organisation de la matricule.

Ces arrêts ordonnent :

« Que la matriculle de la maison de ville de Nar-
« bonne sera composée a l'advenir de cent douze conseil-
« lers oultre les six consulz...

« Qu'aucung estranger ne sera receu habitant de lad.
« ville et admis aux charges municipales d'icelle, qu'il
« n'ayt obtenu lettres de naturalité et demeuré dix ans en
« icelle ;

« Que la première eschelle sera remplie, suivant les

(1) *Inventaire des archives de la ville de Narbonne*. Annexes de la série AA., p. 424.

(2) *Inventaire des archives de la ville de Narbonne*. Annexes de la série AA., pp. 425 et 426.

« anciens reglemens et coustumes, de personnes nobles ou
« vivans noblement, ou de docteurs, advocats ou gradués,
« les ungz et les autres habitans de lad. ville despuis six
« ans pour le moins et taillables dans icelle ou dans le
« diocese, quy ayent vaillant cinq mil livres;

« Que le second banc ou eschelle sera remply d'offi-
« ciers (1) ou bourgeois vivans bourgeoizement sans faire
« aucune fonction mécanique, ou de marchans négo-
« tians (2), sans tenir boutique ouverte, estans employés
« en alivrement (3) de trois cents livres de compoix en la
« ville ou partie du diocese, revenant en fonds à sept mille
« cinq cens livres, sans vouloir obliger a la rigueur de
« cest article les calilliés de ladiete ville, les peres et
« ayeuls desquelz ont esté placés en ladite eschelle, ou en
« la premiere, et quy peuvent estre recommandables tant
« par leur proppre mérite que celluy de leurs peres,
« pourveu néantmoins qu'ils soient en alivrement de cent
« cinquante livres de compoix ;

« Que la troisesme eschelle sera remplie de marchandz
« quy tiendront ou auront tenu boutique ouverte et exercé
« leur traffic longtemps auparavant, et autres personnes
« honorables et de qualitté, possédans trois cens livres en
« alivrement ou sept mil livres en fondz ;

« La quatriesme eschelle sera remplie d'autres marchans
« vendans en détail, procureurs, notaires, appotieaires,
« chirurgiens, et autres honnestes gens ou negocians quy
« ayent chacung cent livres en alivrement ou trois mil
« livres vaillans ;

« La cinquiesme eschelle sera remplie d'autres mar-

(1) *Officiers*, possesseurs ou titulaires d'un office.

(2) On voit que le commerce était un honneur à Narbonne puisque les marchands figurent à la seconde eschelle.

(3) *Alivrement*, cote servant de base à la fixation de l'impôt pour chaque taillable.

« chandz, négocians, procureurs, notaires, appoticaires,
« chirurgiens, praticiens et autres honnestes gans possé-
« dans soixante livres de compoix ou quinze cens livres
« vaillant;

« La sixiesme eschelle sera remplie de personnes de
« pareille condition possédans quarante livres en compoix
« ou mil livres vaillans. »

Suivent certaines conditions pour estre *haulsé* (1) d'un banc à l'autre.

« Ne pourra aucung estre appellé ny receu conseiller
« matricullé qu'il n'ayt l'age de vingt cinq aus....

« Il sera pourveu aux places des matricullés vacan-
« tes (2) par mort, changement de domicile ou autrement
« le dimanche avant la Purification, le dimanche de
« Quazimodo et le dimanche de la Toussaints. »

Sous une certaine apparence démocratique ces dispositions ne constituaient pas un progrès. On donnait à la ville un conseil de 112 membres, 118 avec les consuls : un véritable petit parlement. Pour une ville qui ne comptait peut-être pas dix mille habitants, c'était excessif : et on pouvait bien affirmer qu'il serait difficile « de trouver
« chacun au un si grand nombre de consuls et conseillers
« ydoines et souffisans. » D'un autre côté c'est l'oligarchie de l'argent qui entre en scène. Désormais la question de fortune jouera un rôle important dans l'éligibilité. Les gens de métier et les laboureurs n'ont plus leur place

(1) *Haulsé*, élevé.

(2) Comme on le voit, si d'après l'arrêt de 1484 les conseillers devaient être réélus chaque année, ce qui nous a paru fort douloureux, cette disposition n'existait plus, et les conseillers paraissent être nommés à vie. Un arrêt du Parlement du 27 mars 1610 établissait qu'un conseiller matriculé ne pouvait donner sa démission qu'il n'eût servi vingt ans. Cet arrêt est mentionné dans le refus de la démission d'un certain Anthoine Court, qui alléguait son changement de domicile à Marseille, ce que l'on contestait. V. 9 janvier 1611, Archives de l'étude de M^e Favatier, n^{re} à Narbonne, Escalier n^{re}, 5^e liasse.

marquée dans les conseils de la cité. Sans doute ils n'en sont pas exclus absolument, ils peuvent y entrer comme *honnêtes gens*, mais à la condition de posséder au moins mille livres représentant 7 à 8,000 francs de nos jours. On sent que les vieilles libertés et franchises du moyen-âge vont s'en aller: nous sommes en marche vers le pouvoir absolu, qui ne laissera debout qu'une hiérarchie impuissante de vanités et d'apparat.

Du reste l'expérience ne fut pas heureuse, et ce grand nombre de matriculés ne paraît pas avoir produit de bons résultats.

En 1629, la maladie contagieuse avait emporté quatorze conseillers matriculés. Ils furent remplacés le 4 novembre de la même année. Cette élection fut vivement attaquée pour divers motifs. Le litige fut tranché par un arrêt du Parlement de Toulouse du 9 février 1630 (1). Nous ne reproduisons pas ce très long document qui n'a qu'un très minime intérêt pour nous, puisqu'il statue surtout sur des questions de personnes.

Nous relèverons seulement dans les énonciations de cet arrêt :

Un arrêt du 3 mars 1605 portant qu'il sera procédé aux délibérations de cette ville avec l'assistance du vignier ou juge de lad. ville;

Un arrêt de la cour de 1626 ordonnant que deux députés du chapitre St-Just seraient appelés à toutes les assemblées de la matricule.

La veille de l'élection un trompette et le matin du jour de l'élection trois trompettes vont sonnant dans la ville pour la convocation des électeurs.

Les opposants à l'élection alléguaient que M. Jean de

(1) *Inventaire des archives de la ville de Narbonne*. Annexes de la série AA., p. 428.

Cazalèdes (1), nommé à la première eschelle, « n'était ny
« noble ny advocat. » L'arrêt répoud : « qu'il est secrétaire
« du roy despuis vingt troys ans, et partant, par la préro-
« gative de sa charge, il jouiet de privillège de noble et
« exempt de tailhe, peut tenir fiefs nobles, etc. » Son
élection fut donc maintenue.

Des troubles assez graves s'étant produits de nouveau,
le 16 octobre 1632 (2) le Conseil d'État rendit un nouvel
arrêt contenant les dispositions suivantes :

« Et voulant Sa Majesté apporter un meilleur ordre au
« gouvernement de la ville de Narbonne, retrancher les
« désordres qui se sont glissez en la matriculle et conseil
« général d'icelles faire cesser toutes sortes de factions
« préjudiciables a son service et au bien et tranquillité de
« lad. ville, a ordonné que doresnavant lesd. matriculle et
« conseil général seront réduictz au nombre de quatre
« vingtz personnes seulement, des qualitez requises par
« l'arrest du conseil du xxiii^e septembre xvi^e vingt sept.
« Et pour cet effect a faict Sa Majesté inhibitions et def-
« fences de pourvoir aux places vaccantes desd. matriculés
« et a celles qui vacqueront a l'advenir jusques a ce qu'ilz
« soient réduictz au nombre de quatre vingtz.

« Ordonne Sa Majesté que les consulz de lad. ville seront
« pris et choisis a l'advenir tant du corps de la matriculle
« que du reste des autres habitans, assavoir : trois du
« corps de lad. matriculle et trois des autres principaux et
« plus apparens habitans de lad. ville non matriculez, et
« que l'eslection desd. consulz et des matriculés lorsqu'ilz
« seront réduictz au nombre de quatre vingtz, et qu'il
« arrivera vaccation d'aucun d'iceux, se fera par lad.

(1) Comme on le voit, la particule n'était pas une marque absolue de noblesse.

(2) *Inventaire des archives de la ville de Narbonne*. Annexes de la série AA., p. 438.

« matricule et conseil général de lad. ville ès jours et
« lieux accoutumez; a laquelle eslection assisteront, outre
« led. conseil général, seize habitans de lad. ville, deux
« de chacun quartier, qui seront esleuz par les habitans
« d'icelle; et pour faire lad. eslection s'assembleront lesd.
« habitans de chacun quartier de lad. ville, fors les matri-
« cullez, au logis du cappitaine de la bourgeoisie (1), le
« jour précédent l'eslection, en la présence duquel, et
« apres le serment presté par toutte l'assemblée devant led.
« cappitaine, ils esliront et nommeront deux d'entr'eux,
« des plus qualifiez et apparens, tant des nobles, officiers
« que bourgeois ou marchans, pour assister a l'eslection
« des consulz et matriculez, et y avoir voix délibérative
« comme les autres. »

Enfin un arrêt du Conseil d'État du 11 janvier 1633 (2) statue sur l'exécution de l'arrêt du 16 octobre 1632 en ce qui concerne les rangs attribués aux matriculés et ceux qui sont réservés aux habitants non matriculés dans les élections consulaires, ainsi que les rangs, voix délibérative et séances réservés dans les mêmes élections aux députés des quartiers.

A la première élection qui se ferait, les 1^{er}, 3^e et 5^e consuls seraient pris parmi les matriculés et les 2^e, 4^e et 6^e parmi les habitants « non matricullés et des qualités requizes pour remplir les bancz et ordres pour lesquels ils seront nommés. » A la seconde élection ce serait l'inverse et ainsi de suite.

« Les depputés pour assister aux eslections desd. consuls et matricullés auraient leurs séances séparées du corps de la matriculle, sur deux baus quy seront mis

(1) La ville était divisée en huit quartiers ayant chacun un chef appelé capitaine de la bourgeoisie élu par les consuls et matriculés.

(2) *Inventaire des archives de la ville de Narbonne*. Annexes de la série AA., p. 442.

« et pozés, l'ung derrière l'autre, vis a vis du siège des
« consuls, au milieu du parquet de la salle où se font les
« assemblées de ville: sur lesquels lesl. depputés prau-
« dront leurs places, les plus aparans sur le premier banc
« et les aultres sur le deuxiesme, chescung selon sa qua-
« lité et sans désordre ny confusion....

« S'il arrive quelque difficulté pour leurs séances, elle sera
« jugée sur le champ par les consuls et matricullés....

« A la nomination des consuls et matricullés les deppu-
« tés opineront les premiers et avant le corps de la matri-
« culle.... »

Dans cette société fortement hiérarchisée, les questions de préséance avaient une réelle importance, et on voit avec quel soin elles étaient réglées d'avance.

Ces deux arrêts de 1632 et de 1633 marquent le dernier état de la jurisprudence et de la législation qui régissaient la matricule au moment de l'élection de 1667, dont nous allons nous occuper. Du reste son organisation ne paraît pas avoir subi de nouvelles modifications jusqu'au 6 septembre 1700 (1). Ce jour-là un arrêt du Conseil d'État rendu à la requête des États de Languedoc, et prenant pour prétexte les troubles et les cabales que le conseil général amenait dans la ville, le supprima complètement pour le remplacer par un conseil politique composé de trente-six membres. Pour la première fois les membres de ce conseil furent nommés par le roi. Seize conseillers inamovibles, désignés d'avance par leurs fonctions, formaient les conseillers politiques nés; les vingt autres étaient renouvelables chaque année par moitié, par le conseil lui-même. La matricule qui avait joué un rôle si important dans l'administration de notre vieille cité avait cessé d'exister.

(1) *Inventaire des archives de la ville de Narbonne*. Annexes de la série AA., p. 466.

Revenons à l'élection de 1667.

Le 13 avril 1667, M. Claude de Mayal coseigneur de Cuxac, « ayant la présence de M. Jean-François Donnadiou « consul de Narbonne, déclare qu'à cause des infirmités « dans lesquelles il se trouve à cause de sa vieillesse, et « particulièrement à cause de la perte de sa vue dont il a « plu à Dieu l'affliger, il ne peut vacquer en la charge de « conseiller matriculé de lad. ville, laquelle il possède à « la première eschelle depuis environ trente ans, et ne « peut plus rendre ses services au public comme il a fait « par le passé, à cause de quoy et pour que lad. place soit « remplie par une personne plus utile » il se démet de sa charge entre les mains de MM. les consuls et conseil général de ladite ville, pour qu'il soit pourvu à son remplacement au premier jour prochain à ce destiné par la loi. Cet acte de démission est rédigé par M. Gaubert, notaire, greffier de la maison consulaire, dans la maison de Mr M^{re} Barthélemy de Léonnard, docteur et avocat au Parlement, citoyen de Narbonne (1).

Cette démission, parfaitement motivée, ne pouvait certainement être refusée, et cependant elle allait soulever un véritable orage.

Il faut bien reconnaître qu'il y avait un concert arrêté d'avance pour enlever l'élection de M. Jean Fabre, avocat, à la place de M. de Mayal. En effet noble Claude de Mayal, de Pechsegur, coseigneur de Cuxac, avait, dès le 26 janvier 1667, donné sa démission de capitaine de la bourgeoisie entre les mains de François Grasset, consul, dans un acte dressé par M^e Gaubert (2), qu'il ne signe pas à cause de l'incommodité de sa vue. Les mêmes motifs devaient l'amener à donner sa démission de conseiller matriculé; il attend pour le faire jusqu'au 13 avril, lorsque l'élection

(1) Archives de M^e Favatier, Gaubert n^{re}, 59^e liasse, n^o XII.

(2) Archives de M^e Favatier, Gaubert n^{re}, 59^e liasse, n^o VI.

pour le remplacer devait avoir lieu le 17. Elle est donnée, dans la maison de M. l'avocat Léonnard, qui sera dans l'assemblée électorale le grand promoteur de la candidature de M. Jean Fabre, au consul Donnadiou qui doit aussi favoriser cette candidature à l'encontre de tous ses collègues. Les trois témoins appelés à cet acte sont trois conducteurs de St-Just, et les deux députés du chapitre St-Just seront les fermes soutiens de la même candidature. Enfin l'original de cette démission reste entre les mains du candidat lui-même, M. Jean Fabre. Ce n'est que le 13 avril, l'avant-veille de l'élection, qu'un M. Massia, faisant pour le syndic des principaux habitants matriculés, signifie cette démission au premier consul, M. de Cazalèdes, par le ministère de M^e Saint-Jacques (1). Dans cet acte M. Massia somme les consuls de faire procéder au remplacement de M. de Mayal, conformément « à l'arrêt
« du parlement de Tholozé de 1603 et à l'arrêt rendu en
« conseil du Roy le 23 septembre 1627, » le sommant spécialement de faire crier le jour même « la convocation
« des habitants non matriculés devant la maison de leurs
« capitaines de quartier, suivant les règlements et coutu-
« mes; de vouloir dès demain, veille du dimanche de
« Quasimodo, faire crier et proclamer le conseil général,
« etc., etc. »

Le même jour quinzième d'avril, par acte rédigé par leur greffier, M^e Gaubert (2), M. François Sébastien de Cazalèdes et M. Jean Durantet, bourgeois, premier et second consuls, font demander à M. Mayal s'il persiste à donner sa démission, ajoutant qu'ils ont été députés par le plus grand nombre de leurs collègues et conseillers consulaires matriculés pour lui témoigner le déplaisir qu'ils ont de perdre sa compagnie et se voir priver de ses salutaires avis.

(1) Archives de M^e Favatier, Gaubert n^o, 59^e liasse, n^o IX.

(2) Archives de M^e Favatier, Gaubert n^o, 59^e liasse, n^o X.

M. de Mayal ayant répondu qu'il maintenait sa démission, les consuls se mirent en devoir de faire procéder à son remplacement dans les formes légales. Ici je passe la plume à M^e Gaubert dont je reproduis le procès-verbal *in-extenso*. C'est la fidèle image, et, si je ne craignais de me servir d'une expression trop moderne, c'est la photographie de l'élection.

« Verbal du jour de Casimodo xvii avril 1667 sur
« l'eslection du conseiller matriculé à placer par la
« desmission de M. Mayal (1).

« L'an mil six cent soixante sept et le quinziesme jour du
« mois d'avril, à nous Henry Sébastien de Casalèdes (2), Jean
« Durantel, Henry Maron, François Alexandre et Pol Blanc,
« consuls et légitimes administrateurs de l'université dud.
« Narbonne, estant dans nostre maison consullere (3) sur les
« trois heures après midy.

« Seraient réunis en ladite maison consullere M. François
« Massia advocat, soy disant fere pour le scindie des principaux
« habitans matriculés de lad. ville, acompagné des sieurs de
« Lastours Léonard, de Lamouzié et Rigaud tous trois conseil-
« lers matriculés en lad. maison consullere, des sieurs Dedon
« Laurent, Saint-Jacques, notaire, et autres.

« Lequel s^r Massia en ladite qualité aurait exposé audit s^r de
« Casalèdes, notre premier consul, qu'il estait venu à sa con-
« naissance que le sieur Claude de Mayal avait fait depuis
« quelques jours demission de sa place de conseiller matriculé

(1) Archives de M^e Favatier, Gaubert n^o, 59^e liasse, n^o XLIII. Nous avons scrupuleusement respecté l'orthographe de ce document. Nous avons seulement ajouté quelques accents, quelques ponctuations, et supprimé les nombreuses abréviations qui en auraient rendu la lecture trop difficile.

(2) C'était probablement le fils ou le petit-fils de M. Jean de Casalèdes, dont nous avons vu l'élection attaquée en 1630.

(3) A cette époque la maison consulaire était dans le Bourg à l'angle de la rue du Pont des Marchands et de la rue appelée aujourd'hui *rue de l'Ancienne Mairie*. Elle avait une issue sur la promenade ou plan des Barques de Bourg appelée aujourd'hui *Cours de la Liberté*.

« À la première eschelle entre les mains desd. sieurs consuls
« et conseillers matriculés de lad. ville; et acceptée par le s^r
« Donnadien l'un de nos collègues. Et bien que suivant les
« arrêts de réglemant il feust porté de procéder à la nomina-
« tion des places quy se trouvent vacquer dans ladite matriculle
« tant par mort, changement de domicile qu'en toute autre
« manière, le dimanche de quasimodo prochain et autres jours
« destinés, néanmóis qu'au mespris desd. réglemans et
« desd. arrêts, nous nous factions (1) de vouloir estuder de fere
« apeller le conseil général de lad. ville, et convoquer les habi-
« tans non matriculés des quartiers de lad. ville, quy ont faculté
« d'acister par leurs deputés auxd. elections, et nous aurait
« requis par acte retenu par ledit Saint Jacques notaire de
« vouloir par tout ce jour fere crier la convocation desd. habi-
« tans devant la maison de leurs cappitaines pour qu'il feust
« pourveu par la pluralité aux depputes à fere, et dès demain
« de fere proclamer ledit conseil général pour ledit jour de
« dimanche prochain aux fins de remplir la place dud. s^r Mayal,
« avec protestation, qu'en refus par nous de fere apeller led.
« conseil, que lesd. conseillers matriculés et autres se trans-
« porteraient en lad. maison consullere le jour de Casimodo une
« heure apres midy pour y procéder.

« A quoy ledit sieur de Gazalèdes premier consul aurait
« respondu que jusques icy ils avoient ignore la démission
« qu'ils dizoient avoir esté faite par ledit sieur Mayal de sad.
« place de conseiller matriculé, led. sieur Donnadien leur
« collègue ne leur en ayant donne nulle cognoissance, estant
« mesmes à la campagne. Qu'il voioit portant en la précipita-
« tion dud. s^r Massia requérant, quoy qu'il n'eust aucun iutheres-
« en la cause, n'estant point conseiller matriculé, et de ceux qui
« facisoient quelque chose d'extraordinaire, n'ayant jamais
« veu pratiquer de sonner par acte des consuls à fere leurs
« charges, puis qu'ils y sont obligés par debyvoir; neannmóis,
« quoy qu'il n'y eust aucune nécessité d'assembler led. conseil
« ne s'agissant que d'une simple démission, pourtant tant luy
« que ses collègues adviseroient à ce qu'ils auroient à fere, et
« auroit demandé coppie tant dud. acte que de lad. demission
« quy luy auroit esté baillée.

« Avec lesquelles nous estaus nousd. consuls assembles, afin

(1) *Nous nous factions, nous nous vauions.*

« qu'on ne nous peult rien imputer, aurions résolu tous en-
« semble de fere crier lesd. quartiers le mesme jour et le lende-
« main samedy l'assemblée du conseil général pour led. jour
« dimanche de Quasimodo prochain. Mais auparavant pour estre
« deuenant informés de la vérité de ladite démission, ne le
« pouvant par l'absence dud. sieur Donnadien notre collègue,
« ny l'original d'icelle, la signification ne nous en ayant esté
« faite que par simple extrait, saichant d'ailleurs que led. s^r
« Maial a perdu sa vene, nous aurions deputé led. sieur de
« Cazalès avec led. s^r Durantet, premier et second consuls, nos
« collègues, pour aller scavoyn de sa bouche, s'il estait véritable
« qu'il eust fait lad. démission, et s'il la voulait soustenir, et
« l'ayant trouvé dans le couvent des Capucins, il aurait fait
« ladite déclaration, dont notre collègue en aurait fait retenir
« acte par notre greffier consullère.

« Et le landemain samedy seetziesme du moys d'avril nousd.
« consuls ayant, comme dit est, le jour auparavant fait crier les
« quartiers, et ayant led. jour fait fere la publication dudit con-
« seil général pour le dimanche suivant, dans la croiance qu'au
« sujet de lad. démission, il ne se passerait rien d'illicite, nous
« aurions esté advertis que M. Jean Fabre avocat, natif du lieu
« de Moussan, despuis peu habitué aud. Narbonne, pour se fere
« nommer à lad. place de matricullé, exerçait toutes sortes de
« violences, ayant desja fait enlever deux ou trois conseillers
« matricullés, qu'il en briguait et monopolit (1) par argent plu-
« sieurs autres, soit par luy que par le ministère de certaines
« personnes à luy affidées, ce quy nous aurait obligés pour le
« denb (2) de nos charges, et pour que la liberté en telle occu-
« rances ne feust pas violée de fere nostre desnonciation au
« sieur procureur du Roy aud. Narbonne, lequel ayant meure-
« ment considéré l'importance du fait aurait le mesme jour
« donné requeste devant Messieurs les Officiers Royaux dud.
« Narbonne à ce qu'il en feust informé, et ensuite ayant obtenu
« descret aurait fait capturer et conduire dans les arrests royaux
« de ladite ville le nommé René Laurens dud. Narb^{ne} et con-
« seiller matricullé en la cinquième eschelle de ladite matri-
« culle, prévenu desd. excès.

(1) *Monopoler*, conspirer, se révolter, exereer des manœuvres illégales, séduire par des moyens illicites.

(2) *Deub*, devoir.

« Et le lendemain dimanche de Casimodo dix-septième du
« présent moys d'avril, nous estans nousd. consuls randus en
« notre dite maison consullere, sur l'heure de midy, et ayant
« fait partir les trompettes pour la seconde forme de la convo-
« cation dudit conseil de ville, et estans déjà assemblés bon
« nombre de conseillers matricullés, y seroit venu le sieur Jean
« Portal, cappitaine des portes de lad. ville, nous dire de la part
« de M. le comte de Mérinville (1), chevalier des Ordres du Roy,
« gouverneur dud. Narbonne, que nous eussions à luy fere
« scavoir l'heure à laquelle led. conseil de ville devait s'assem-
« bler, où il aurait quelque choze à nous dire. Et luy ayant
« respondu que c'estait sur le retour des trompettes de la ville,
« quy serait dans une petite heure, aprochant dud. temps que
« l'assemblée commancoit de grossir, nous aurions entendu le
« tambour quy batait la marche s'aprochant de notre dite maison
« consullere, et nous estans informés ce que c'estait, il nous
« aurait esté dit que mondit s^r comte de Mérinville s'en venoit
« en lad. maison consullere comme il avait mandé à la teste de
« cent ou six vingts halebardiers, ou mosquetaires de la morte-
« paie (2) de ladite ville, tambour batant, suivy de beaucoup
« d'autres personnes; et ayant aproché lad. maison consullere,
« lesd. gens de guerre auraient esté rangés en haye devant la
« porte et advenues de ladite maison consullaire, dans laquelle
« estant mond. sieur le comte entré, il nous auroit dit de pran-
« dre nos places, et de les fere prendre à tous ceux quy avoient
« droit d'acister aud. conseil, pour y entendre ce qu'il avoit à
« nous dire; pourquoy s'estant mond. sieur le comte assis au
« milieu de notre siège, et près de luy M^r M^e Charles de Cathel-
« lan, conseiller du Roy, viguier et juge aud. Narbonne, quy
« avait esté desjà apellé pour acister aud. conseil, nous aussy et
« toute l'assemblée ayant prins leurs places, mondit sieur le
« comte de Mérinville auroit dit : que le sujet quy l'avoit porté
« de venir à lad. maison consullere estoit les advis quy luy
« avoient esté donnés, qu'il se fomentoit quelque bruit à cause
« de la démission du s^r Maial et nomination qu'on y devoit
« fere, et comme le deub de sa charge et le service du Roy

(1) M. de Rieux, comte de Mérinville, gouverneur de Narbonne, était dans les intérêts de M. Jean Fabre.

(2) La morte-paie était une sorte de garde urbaine, formant alors quatre compagnies.

« l'obligent de veiller que dans l'estandeu de son gouverne-
« ment, il ne ci passat rien de violant contre la liberté publique,
« il exortoît tout le monde de fere les choses dans l'ordre et
« suivant les règlemans qu'on avoit pour cella. Auquel effect il
« avoit mené certain nombre de gens de guerre qu'il avoit pos-
« tés aux advenues de lad. maison de ville.

« A quoy M. Ducup doien du premier banc auroit respondu,
« que mond. s' le comte de Merinville n'avoit point entendu
« sous son suport que toutes ses appréhensions deussent venir
« des gens de bien quy composent lad. matricule, mais bien de
« personnes quy despuis quelques jours monopolent et brignent
« lad. eslection par argent ou autrement, jusques à fere enlever
« des conseillers de lad. maison consullere, dont la plainte luy
« en avait esté portée; qu'ils n'estoient assemblés que pour fere
« les choses dans l'ordre suivant leurs règlements et dans la
« liberté des sufrages, que la compagnie luy restait bien obligée
« de la peine qu'il avait volleu prandre de ce porter en lad.
« maison consullere pour cella; mais qu'elle luy en serait davan-
« tage s'il vouldoit fere retirer les gens de guerre qu'il avait
« admenés et mis aux advenues de lad. maison consullere;
« que c'estoit contrere à la liberté publique, puisqu'ils n'avoient
« jamais heu pensée de fere les choses que dans l'ordre, se
« voyant pourtant comme en prison; que cella mesmes choquait
« la liberté des sufrages, qu'on ne saurait donner ny procéder
« à ladite eslection, tant lesd. gens de guerre y resteroit.

« Sur quoy mond. sieur le comte aurait réparty que ce qu'il
« en avait fait n'étoit que pour le bien commun, dans lequel il
« considéroit le service du roy et l'autorité de sa charge, que
« puisque nous désirions qu'il list retirer lesd. gens de guerre,
« il leur en alloit fere le commandement, et ce serait retiré de
« ladite maison consullere.

« Ce fait, lesd. sieurs consuls ayant reprins leurs places dans
« le grand concistoire, avec ledit sieur viguier advocat du roy
« et tous les autres composant lad. assemblée, ledit sieur de
« Cazalèdes leur auroit fait entendre les avoir fait assembler en
« conseil général au son de trois trompettes et autre forme de
« tout temps observée pour pourvoir par la liberté des sufrages
« à remplir les places quy se trouvent vacantes dans la matri-
« culle, comme un jour destiné par les arrest et règlements de
« la cour; mais comme la desmission dud. sieur Maial de lad.
« place de matricullé ne leur feust signifiée vendredy dernier

« que par coppie, et qu'il est préalable que l'original d'icelle
« soit remis pour y pouvoir avoir esgard et demeurer au pou-
« voir du greffier consulaire, il aurait requis led. s^r consul
« Donnadieu présent à l'assemblée devant quy la desmission a
« esté faite et quy devoit en estre saisy de la remettre.

« A quoy led. s^r Donnadieu ayant respondu ne l'avoir jamais
« heue a luy, mais bien le susd. M. Jean Fabre advocat, le sieur
« Rigaud conseiller matricullé à la seconde eschelle seroit sorty
« pour l'aller quérir.

« Cependant, tant lesd. sieurs consuls ou conseillers matri-
« cullés et députés auroient suivant la costume fait et presté
« sermant sur le Tegiteur (1) et Croix, scavoir lesd. sieurs con-
« suls de fere bonne nomination de trois personnes à remplir la
« place dud. s^r Maial, et lesd. sieurs conseillers matricullés et
« deputés d'y donner leurs sufrages sans aucun suport.

« Ensuite c'estant men diférand entre les sieurs Bernard Sil-
« vestre et Raimond Fournier conseillers matricullés à la qua-
« triesme eschelle sur ce que led. Silvestre disoit estre premier
« en réception, néangmoins qu'il se trouvait dans le tableau
« nommé après led. s^r Fournier, il auroit esté ordonné au gref-
« fier consullere de vériffier leurs receptions sur ses registres,
« pour à son raport les pouvoir regler en leurs séances.

« Ce qu'ayant esté a mesme temps fait, il auroit aparu par
« lesd. registres comme led. sieur Silvestre estoit premier en
« reception et ainsy ils ce seroient placés.

« Mais à l'instant il seroit arrivé autre question sur le rang
« et séances des deputés desd. quartiers où il y avoit des cap-
« pitaines pour deputés, et comme l'assemblée est en droit de
« les régler par l'arrest du conseil de l'an 1633, pour bien tost
« vuider ce diférand et purger l'assemblée de tous ses débats,
« lesd. sieurs consuls, l'ayant mis en deslibération, par pluralité
« de voix anroit esté délibéré que lorsque dans ces assemblées
« les cappitaines de la bourgeoisie y seront en personne, ils
« prendront leur rang et séance du jour de leur sermant, et
« ensuite les deputés la place de leurs cappitaines suivant le
« mesme ordre.

« Alors l'original de la susd. desmission ayant esté rapportée

(1) *Te igitur*. Tableau qui se met sur l'autel contenant les prières du Canon de la messe. Son nom lui vient des mots *Te igitur*, qui sont les deux premiers du Canon.

« et lecture d'icelle en ayant esté faite par le greffier consullere
« estant de telle teneur :

« L'an mil, etc. (1).

« Ledit sieur de Casalèdes premier consul auroit nommé pour
« remplir la place du sieur Maial (2) nobles Gaspard de Gros
« sieur d'Hombs, Barthélémy de Cogomblis sieur du Rivage et
« M. André de Guissanne docteur et advocat en parlemant,
« pour en estre par l'assemblée prins l'un d'iceux, et voulant
« appeler les voix, a commencé par :

« M. Pélissier cappitaine de la bourgeoisie deputedé de sa
« compagnie premier opinant en ceste assemblée auroit dit qu'il
« venoit d'apprendre que les gens de guerre que mond. sieur le
« comte de Merinville avait admenés avec luy venant en lad.
« maison consullaire, au lieu de ce retirer suivant les ordres
« que mond. s^r le comte avoit promis à l'assemblée de leur don-
« ner, ils y avoient resté, qu'il estoit préalable, avant de s'engai-
« ger dans les opinions, de scavoir au vray sy lesd. gens de
« guerre estoient encore devant lad. maison consullere, afin que
« l'assemblée se trouve en liberté d'opiner sur l'eslection a fere
« sans aucune contrainte ny appréhantion.

« A quoy m^{res} de Villemartin et du Douil chanoines de St-Just
« et deputedés de leur chappitre auroit dit que l'assemblée estoit
« très bien informée que mond. sieur le comte en ce retirant
« avoit admené avec soy lesd. gens de guerre, que ce n'estoit
« qu'un prétexte pour elluder la tenue du conseil, de quoy il
« protestoit.

« Pourtant l'affere mize en deslibération et les voix reculies
« par led. premier consul

« Auroit esté arresté qu'on n'auroit point d'esgard à lad.
« proposition, et qu'on opineroit sur l'eslection à fere au sujet
« de la desmission dud. s^r Mayal.

« Ledit M. Fabre advocat du Roy auroit dit que la proposition
« faite par led. s^r Pelissier devoit estre receue, et non pas desli-

(1) Le procès-verbal ne porte point la teneur de cette pièce, qui dut y demeurer annexée. Nous l'avons nous-même relatée plus haut.

(2) Il ne paraît pas que la présentation par les consuls de trois candidats fût exclusive de tout autre choix, car les opposants à l'élection de M. Fabre n'alléguèrent jamais qu'il ne figurait pas sur la liste des candidats présentés par les consuls. Ou bien la désignation d'un seul consul (dans l'espèce le s^r Donnadieu) suffisait-elle.

« berer le contrere, puis qu'il s'agissoit icy de conserver à
« l'assemblée la liberté des suffrages, ainsin il protestoit au cas
« on n'y auroit d'esgard de la nullité de toutes deslibérations.

« Sur quoy ayant lesd. sieurs chanoines et autres soustenu
« leur deslibération, et qu'il falloit passer outre à ladite nomi-
« nation,

« Lesd. sieurs consuls pour esviter au desordre qu'ils voioient
« tout auparavant, auroient delléré à lad. deslibération.

« Et ayant led. sieur premier consul retourné aud. s^r Pelissier,
« luy demande son suffrage pour ladite eslection.

« Ledit sieur Pelissier opinant auroit dit qu'ayant à donner
« sa voix pour ladite eslection, il ne pouvoit fere un meilleur
« choix que de la personne dud. s^r d'Homs, qu'il nommoit à ces
« fins à la place dud. s^r Mayal, puisque outre son mérite parti-
« culier, qu'il est des principaux et plus grands tailhables de la
« ville, natif et originere d'icelle, homme de qualité, ses ances-
« tres despuis un temps immémorial avoient occupé le premier
« rang dans ladite matriculle.

« M. Soubiran aussy cappitaine de bourgeoisie et depputé de
« sa compagnie auroit dit que sans préjudice des oppositions quy
« feurent faites lors de la dernière eslection consullere, au sujet
« de l'incompatibilité des charges que possède led. s^r de Casa-
« lèdes et de l'instance pendante au parlement pour cella, il
« auroit donné sa voix à M. Jean Fabre, docteur et advocat en
« parlemant, habitant dudit Narbonne.

« A quoy led. s^r premier consul auroit dit qu'il estoit du tout
« inutile de parler de l'eslection consullere ny de ce préthandu
« apel duquel il n'estoit icy nullement question en ce jour.

« Led. M. Fabre advocat du Roy s'estant levé auroit dit que la
« nomination que venait de fere led. s^r Soubeyran de la personne
« dud. s^r Fabre ne pouvoit point estre receue n'estant point
« habitant de lad. ville ny tailhable en icelle, outre qu'au
« moien de ses brigues, monopolles, violances et achapt des
« suffrages, ainsin qu'il a esté réputé cy dessus, il s'en est randu
« indigne ; ainsin il auroit requis led. s^r vignier de fere dellances
« auxd. opinans de donner leurs suffrages à peyne de nullité,
« cassation et de cinq cens livres d'amende : et néanmoins que
« l'inquisition (1) ja commencée sur ces faits soit continuée
« pour, icelle raportée, estre decerné tel decret contre les cou-
« pables qu'il appartiendra.

(1) *Inquisition*, enquête.

« Par led. s^r viguier et juge auroit esté ordonné, demeurant
« le verbal chargé des dres et réquisitions dud. advocat du
« Roy, qu'à sa diligence l'information commancée devant led.
« s^r viguier seroit continuée pour icelle raportée estre ordonné
« contre les coupables tel décret qu'il apartiendra; et auroit
« enjoint au greffier consullere de déclarer sy led. sieur Fabre
« est habitant receu par le conseil de la ville, pour ce fait estre
« ordonné ce que de raison.

« Suivant laquelle injonction led. greffier consullere auroit
« atesté led. M. Fabre advocat n'avoir point esté receu habitant
« par le conseil de lad. ville, du moins qu'il en aparust dans
« les actes et registres de ladite maison consullere.

« Sur quoy M. Barthélémy Leonard conseiller matricullé au
« premier banc auroit dit que, quoy que ledit s^r Fabre ne feust
« point receu habitant par le conseil de lad. ville, il ne restoit
« pas d'avoir toutes les qualités requises pour pouvoir estre
« admis à lad. charge de conseiller matricullé, estant manant (1)
« et habitant en lad. ville depuis l'année 1660, y payant tailhe,
« le règlement de l'an 1627 ne demandant que six ans d'habi-
« tanage, ayant en oultre possédé diverses charges publiques,
« ainsin qu'il doit estre passé oultre à ladite nomination autre-
« mant proteste de desny (2).

« Ledit sieur Fabre advocat du Roy répliquant auroit dit que
« les six ans d'habitanage, raporté par led. sieur Leonard, ne
« pouvoit estre compté que du jour de sa réception aud. habita-
« nage, duquel led. sieur Fabre ne justifiant pas, ny n'en pou-
« vant justifier, comme il paraissait par la certification du gref-
« fier et par raisons allégués cy dessus et autres dont il justi-
« fiera en temps et lieu, perciste en ses précédantes réquisitions
« et requiert led. s^r viguier de vouloir tenir la main à ce que les
« arrests, réglemans, us et costumes de lad. ville soient punc-
« tuellement observées.

« Par led. sieur viguier auroit esté ordonné que demeurant
« le verbal chargé des dire, réquisitions et protestations dud.
« advocat du Roy et dud. Léonnard, ensemble de la certifica-
« tion faite par led. greffier, acte en estoit octroïé aux parties
« pour leur servir comme il appartendra dans la décision de
« leur contestation pour laquelle led. s^r viguier les auroit ren-

(1) *Manant*, de *manere*, demeurer.

(2) *Desny*, sans doute déni de justice.

« voyez en ladite cour de Parlement de Tholose, pour par
« elle y estre pourveu suivant son bon plaisir, avec cependant
« defiances aux vocaux (1) de ladite assemblée de plus avant fere
« nomination dud. Fabre à peine de nullité, cassation et de 500
« livres d'amendes jusques à ce que par lad. cour en ayt esté
« autrement ordonné.

« Nonobstant laquelle ordonnance dont les aucuns auroient
« déclaré apel en ladite cour de Parlement, le restant desd.
« depputés des quartiers ayant opiné en quelque sorte de con-
« fusion les ungs pour led. sieur Fabre, les autres pour ledit
« sieur d'Homs nommé par les sieurs consuls.

« Lesd. sieurs de Villemartin et du Douil chanoine et depputés
« dud. chappitre quy opinent immédiatement après les seize
« depputés des huitz quartiers de lad. ville et auparavant les
« matricullés, ayant aussi voleu opiner sur lad. eslection et
« nommé led. s^r Fabre,

« Ledit sieur advocat du Roy auroit dit que leur dite opinion
« ne pouvoit non plus estre receue d'autant que noble Pol Del-
« douil (2) frere du s^r chanoine se trouvait conseiller matricullé
« de céans et acistoit à ceste assemblée pour y opiner, et ainsin
« qu'on devoit réfuter celle dud. sieur chanoine Deldoul, comme
« contrere aux règlemans de lad. maison consullere, autrement
« proteste de la nullité.

» Sur quoy nombre desd. opinants n'ayant point volleu défé-
« rer aux incistances dud. avocat ny ordonnances dud. s^r vignier,
« icelluy voiant que le bruit se fomentoit dans lad. assemblée,
« et qu'il s'en faisoit beaucoup au dehors par des personnes
« qu'on y avoit fait venir quy empêchaient l'entrée aux conseil-
« lers matricullés et depputés des quartiers, quy venoient dans
« l'assemblée y donner leurs suffrages, criant à ceux quy avoient
« les clefs au dehors de ne point ouvrir, leur auroit led. s^r vignier
« protesté de la contravention cominse par aucuns desd. parti-
« culiers aux arrests de ladite cour, règlemans us et costumes
« de lad. matriculle, et leur auroit derechef fait defiance de plus
« avant procéder à la dite eslection, jusques à ce que les choses
« feussent dans le calme et l'assemblée entièrement purgée sui-
« vant les arrests, et ce serait retiré d'icelle avec lesd. sieurs de

(1) Vocaux, votants à *haute voix*, à *l'appel* de leur nom.

(2) Il vota aussi pour M. Fabre.

« Casaledes, Durantet, Maron, Alexandre et Blanc cinq desd.
« sieurs consuls, led. sieur advocat du Roy et une bonne partie
« desd. sieurs conseillers matriculés et deputés des quartiers,
« lesd. autres y estans restés avec ledit s^r Donnadiou cinquiesme
« consul. »

A ce moment les consuls, voyant sans doute que la candidature de M. Fabre l'emportait, jugèrent plus habile de se retirer avec le viguier, l'avocat du roi et les partisans de M. d'Homs, espérant empêcher l'élection. Mais les partisans de M. Fabre résistent à ce mouvement. Soutenus par la présence du consul Donnadiou, ils appellent à eux un magistrat de la sénéchaussée de Carcassonne pour remplacer le viguier qui s'était retiré, et ils procèdent à l'élection. M^e Gaubert greffier, fidèle à son poste, en dresse le procès-verbal que nous transcrivons aussi en entier (1).

« L'an mil six cent soixante sept et le dimanche de Casimodo
« dix septiesme jour d'avril, dans le grand concistoire de la
« maison consullere de Narbonne, sur les trois à quatre heures
« après midi, pardevant M. M^e Jean de Caubet, conseiller et ma-
« gistrat présidial en la seneschaussée de Carcassonne, et à la
« présence de honorable homme le s^r Jean François Donnadiou,
« consul dud. Narbonne, et nombre de conseillers matricullés de
« ladite maison consullere et deputés des quartiers de lad.
« ville,

« M. Barthélémy Léonnard docteur et advocat un desd. con-
« seillers matriculés auroit dit qu'estant ce jourd'huy un des
« jours destinés par les règlemans faits par le roy en son con-
« seil du vingt troisesme septembre m^ocxxvii et arrest du
« parlement de Tholose, enregistré en lad. maison consullere
« randu en l'an m^ocx pour procéder aux places de matri-
« cullés quy se trouvent vacantes par mort, changement de
« domicile ou autrement, le sieur Claude Maial ayant fait sa
« desmission d'une desd. places de conseiller matricullé en la
« première eschelle le treitziesme du présent moys en présence

(1) Archives de l'étude de M^e Favatier, Gaubert n^{re}, 59^e liasse, n^o XLIII.

« dud. sieur Donnadien consul originellemant remise devers le
« greffier consulaire, Messieurs les consuls en conséquence de
« lad. démission auroient vendredy dernier fait publier l'assem-
« blée des quartiers pour le landemain, et aujourd'hui le conseil
« général dans toutes les formalités et usages qu'ont acostumé de
« s'y observer. Tous les conseillers matricullés quy ce sont
« trouvés ce jourd'huy en la présente ville avec les deppulés
« desd. quartiers ce seroient randus en lad. maison consullere
« à l'heure acostumée pour procéder à l'eslection d'un con-
« seiller matricullé à la place dudit sieur Mayal ; et lesd. sieurs
« consuls acistés de M^e M^r Charles de Cathellan, conseiller du
« Roy, viguier et juge aud. Narbonne, et à la présance de
« M. Guillaume Fabre, advocat du Roy en lad. ville, auroient
« proposé de pourvoir à lad. place, et auroient fait nomination
« de troys personnes, et ensuite auroient apellé les suffrages de
« ceux quy composoient lad. assemblée, aucun desquels ayant
« nommé M. Jean Fabre, docteur et advocat en parlemant pour
« remplir lad. place, led. sieur Fabre advocat du Roy auroit dit
« que led. sieur Fabre ne pouvoit estre nommé a lad. place,
« parce qu'il n'estoit point receu habitant, et auroit requis led.
« s^r viguier d'ordonner qu'inhibitions et defiances seroient faites
« à tous les vocaulx de ladite assemblée de nommer led. sieur
« Jean Fabre, ce que led. sieur viguier auroit ordonné. Ensuite
« de quoy ledit sieur Leonnard auroit dit que les réglemans
« cy-dessus allégués portoient sullemant que ceux quy seroient
« pourvus aux places de lad. matriculle et première eschelle
« d'icelle seroient habitans de lad. ville despuis six ans et tailha-
« bles en icelle ou dans le diocèse pour la somme de six mille
« livres valant, lequel règlement ledit s^r Léonnard aurait exhibé,
« comme aussy les quittances des tailles dud. s^r Fabre et non-
« mémant de son compoix cabaliste despuis et comprins l'an
« MDCLX jusques à la présante année, ensemble extrait des
« compois terriens des biens qu'il possède en lad. ville et
« diocese, et par conséquent n'y avoir lieu de rejeter la nomi-
« nation dud. s^r Fabre, d'autant plus qu'il a esté nommé à d'au-
« tres charges affectées aux vrais et véritables habitans, comme
« d'auditeur des comptes des clavères, juge de police, directeur de
« l'hospital des malades et autres, desquelles il s'est dignement
« acquité; et qu'à l'esgard de lad. ordonnance randue par ledit
« sieur viguier, auroit dit n'y avoir lieu d'y déferer puisque par
« les arrests de réglemans dud. parlemant et du conseil il est

« porté qu'il sera passé outre auxd. eslections aux jours desti-
« nés, nonobstant opositions et appellations quelconques, et
« néanmoins qu'en tant que de besoin il estoit apellant de lad.
« ordonnance, et d'autant que ledit sieur viguier n'a vollen
« passer outre quoyque requis par led. sieur Léonnard et
« aultres, ains ce seroit retiré avec ledit sieur advocat du Roy,
« cinq desd. sieurs consuls et partye desd. sieurs conseillers
« matricullés et deputés, et led. sieur Donnadieu consul ayant
« resté avec la plus grande partie desd. sieurs conseillers matri-
« culés et depputés desd. quartiers, il requiert led. sieur de
« Caubet conseiller, attendu le desny dud. s^r viguier, de voul-
« loir autoriser la deslibération qu'on a à prendre au sujet de
« lad. desmission, ce que led. s^r de Caubet auroit offert de fere,
« et à mesme temps, ledit sieur Donnadieu ayant reprins la
« nomination quy avait esté faite à l'ouverture de l'assemblée,
« et appelé les sufrages de M. Soubiran cappitaine et député
« de son quartier, icelluy auroit nommé led. M. Jean Fabre
« advocat en parlement habitant dud. Narbonne.

« M. Ravailhe, depputé, auroit esté dud. avis.

« M. Mage, idem.

« M. Combes, idem.

« M. Dumas, idem.

« M. Mennety, idem.

« M. Fabre, idem.

« M. Escanaerabes, idem.

« Messieurs de Villemartin et du Douil chanoines de St-Just et
« depputés de leur chappitre auroit donné audit sieur Fabre.

« M. de Fontareche dud. advis.

« M. de Lamothe sans préjudice des opositions quy feurent
« faites lors de l'eslection consulaire à cause de l'incompatibilité
« quy se trouve en la personne de M. de Casaledes, et sans préju-
« dice de l'instance du parlement sy point en y a, auroit donné
« aud. s^r Fabre advocat.

« M. de Lastours, idem.

« M. Bertellier, idem.

« M. de Vires, idem.

« M. Vignes, idem.

« M. Pradel, idem.

« M. de Marmorières, idem.

« M. de Montrabech, idem.

« M. de Tauran, idem.

« M. Morel,	idem.
« M. Biliard,	idem.
« M. Rigaud,	idem.
« M. Rusquier,	idem.
« M. Ricard,	idem.
« M. Testus,	idem.
« M. Trin...,	idem.
« M. Poseau (?),	idem.
« M. Puech,	idem.
« M. Angié,	idem.
« M. Casalbon,	idem.
« M. Alazard,	idem.
« M. Barrau,	idem.
« M. Collongues,	idem.
« M. Molinier,	idem.
« M. Rolland,	idem.
« M. Cassaignes,	idem.
« M. Bascaute,	idem.
« M. Silvestre,	idem.
« M. Grinchabert,	idem.
« M. Corail,	idem.
« M. Bonnery,	idem.
« M. Garrousse,	idem.
« M. Laurens,	idem.
« M. Lanyer,	idem.
« M. Boussac,	idem.
« M. Fetard,	idem.

« Est demeuré conseiller matriculé à la première eschelle à
« la place dud. sieur Maial par sa desmission M. Jean Fabre,
« docteur et avocat en parlemant, habitant dud. Narbonne.

« Ce fait, led. sieur Fabre ayant esté apellé dans l'assemblée,
« il auroit fait et presté le sermant requis et acostumé à cause
« de lad. charge de conseiller és mains du sieur consul Donnadien,
« come d'icelluy apert de teneur.

« Jure, etc.,

« Et plus n'a esté procédé devant nousd. conseiller et nous
« serions retiré sur les six heures et demy, et nous sommes
« soubsignés avec ledit s^r consul Donnadien, présents Jean
« Vuier, messaige consullere, et Jean Farrenc praticien et moy
« greffier consullere soubsigné.

« J. Caubet cons^{er} et com^{re}, J. Donnadien consul; Gaubert no^{re}
« et greffier, signés. »

Les cinq consuls et leurs adhérents qui s'étaient retirés, ayant appris sans doute l'élection de M. Fabre, se ravisèrent. Ils pensèrent qu'il fallait opposer à cette élection plus qu'une simple protestation. Ils rappelèrent donc tous les partisans de M. d'Homs, espérant que cette élection ferait tomber l'autre. M. Guillaume Fabre, l'avocat du roi, rentre aussi et prononce un violent réquisitoire contre son homonyme. M. Gaubert est toujours là tenant sa plume impartiale; il reprend la rédaction du procès-verbal, interrompue par le départ des cinq consuls.

« Et quelque temps après, estans lesd. sieurs de Casalèdes, « Durantet, Maron, Alexandre et Blanc consuls reantrés dans « led. grand concistoire qu'ils auroient trouvé libre, ils y auroient derechef convoqué led. conseil, où s'estant randus les « susd. s^r advocat du Roy, conseillers matricuillés et deputés « quy en estoient sortis, et y ayant fait apeller led. sieur vignier, « après avoir formé leur assemblée, il auroit esté raporté par « le greffier consullere que dès leur sortie du grand consistoire led. consul Donnadieu avec lesd. conseillers matricuillés « monopolés quy y avoient resté y avoient fait apeller M. Jean, « de Caubet conseiller et magistrat présidial en la senechaussée « de Carcassonne; devant lequel estant assis à la place dud. « s^r vignier auroit esté prinse une deslibération sur l'eslection « dud. s^r Fabre advocat à la place dud. s^r Mayal.

« Sur quoy lesd. sieurs consuls ayant mis l'affere en deslibération et led. s^r premier consul recueillant les voix :

« Auroit esté arrêté et deslibéré que led. s^r consul Donnadieu « demeueroit desadvoué de l'acistance par luy donnée à lad. deslibération que le conseil déclare nulle et invalide, et qu'on ce « pourvouara en lad. cour de parlemant de Tholose et par tout « ailheurs où besoing sera pour en poursuivre la cassation, « cependant qu'il serait très pertinent pourvoir à remplir lad. « place vacante dans les formes ordinaires.

« Ledit M. Guillaume Fabre advocat du Roy auroit dit que le « procédé dud. M. Jean Fabre docteur et de ses fauteurs et partisans faisoit bien voir leur brigue et monopolle non seulement par l'enlèvement des personnes qu'ils avoient escartées « ça et là, pour fere réussir avec plus de facilité leur dessain et « venir à bout de leur entreprinse, mais encor par le désordre

« bruit et tumulte qu'ils venoient d'exercer dans l'assemblée,
« pour la rompre et en chasser les magistrats légitimes et la
« pluspart des gens de bien quy pouvoient leur estre contraires,
« et pardessus tout cella ce quy les descouvre davantage, c'est
« l'action qu'ils viennent de raudre présentement, quy fait bien
« veoir qu'elle a esté deslibérée depuis longtemps, ayant atilré
« led. M. Jean Caubet conseiller au sénéchal de Carcassonne
« qu'ils tenoient caché en ceste ville pour le fere paroistre comme
« ils ont fait, dans une occasin de brouillerye qu'ils avoient
« projetée. Mais d'autant que l'action dud. M. de Caubet ne
« sauroit estre soustenue pour estre une entreprinse contre
« l'autorité de la charge des officiers ordinaires de lad. ville,
« quy sont les suls compétans en ses matières, ne recognessant
« que la sulle autorité souveraine du parlemant, à laquelle les
« affaires concernant les consulats des villes de la province est
« réservée à l'exclusion de tous autres juges, les sénéchaux ne
« cognessant que des consulats des petits lieux, auroit requis
« que sans avoir esgard à tout ce quy avoit esté fait par led.
« M. de Caubet juge notoirement incompetant, et acheté pour
« favoriser les monopollés et brigues dud. Fabre, il devoit estre
« continué à procéder à l'eslection d'un conseiller matricullé
« pour remplir la place dud. s^r Maial, ainsin qu'il avoit esté
« commencé, en reprenant les errements délaissés lors du tu-
« multe excité dans la précédante assemblée, quy auroit donné
« lieu aud. viguier, consuls et nombre de matricullés de ce
« retirer.

« Sur quoy, par led. s^r viguier auroit esté ordonné que demen-
« rant le verbal chargé des dres et réquisitions du procureur
« du Roy, sans avoir esgard à tout ce quy peult avoir esté fait
« devant led. M. de Caubet, comme nullement et incompeten-
« ment fait, avons ordonné et ordonnons qu'il sera continué
« incessamment de procéder à lad. eslection, et qu'à cest effect les
« suffrages des acistans seront apellés en la forme ordinaire.

« En conséquence de laquelle ordonnance,

« Ledit sieur de Casalèdes premier consul, ayant reprins la
« nomination par luy cy devant faite des personnes des sieurs
« d'Homs, du Rivage et de Guissanne, pour remplir la place dud.
« s^r Mayal par sa démission, auroit apellé les voix des opinans.

« M. Pelissier auroit nommé led. s^r d'Homs.

« M. Aubert depputé auroit esté du même advis.

« M. Paulet depputé idem.

- « M. Chamaïou depputé auroit esté du même advis.
« M. Boutes depputé idem.
« M. Cogomblis depputé idem.
« M. Castel depputé idem.
« M. Landes depputé idem.
« M. de Cup doien du premier banc auroit aussy nommé led.
« s^r d'Oms.
« M. le receveur Fabre idem.
« M. de la Planasse idem.
« M. Rathery idem.
« M. Massia idem.
« M. de Motran idem.
« M. Deldoul idem.
« M. Escallier idem.
« M. Rouch idem.
« M. Bouissière idem.
« M. Macaret idem.
« M. Cathellan idem.
« M. Daudé idem.
« M. Castel idem.
« M. Louys idem.
« M. Sauret idem.
« M. Valles idem.
« M. Raynaud idem.
« M. Caussat idem.
« M. Pendariés idem.
« M. Revel idem.
« M. Castella idem.
« M. Fournier idem.
« M. Cantié idem.
« M. André idem.
« M. Laudun idem.
« M. Fisquet idem.
« M. Jean idem.
« M. Dupré idem.
« M. Coffre idem.
« M. Milliot idem.
« Auroit demeuré conseiller matricullé en ladite première
« eschelle, à la place dud. s^r Maial vacante par sa démission,
« noble Gaspard de Gros sieur d'Iloms, citoyen dud. Narbonne.
« Et à l'instant icelluy s^r d'Iloms ayant esté introduit dans

« l'assemblée, il y auroit fait et presté devant lesd. sieurs consuls le serement requis et acostumé, estant à genoux, ses mains sur le tegiteur et croix, comme dud. serement apert de teneur :

« Jure, etc.

« Et auroit esté en suite de l'ordonnance desd. sieurs consuls adjouté au tableau et catalogue de ladite matriculle par le greffier consullere, le tout en présance de Pierre Clavaire et Jean Biber, messaigers de la maison consullere, en foy de ce c'estant led. s^r viguier soubssigné, lesd. sieurs consuls et advocat du Roy avec led. greffier consullere.

« Cathellan ; Casaledes consul ; Durantet consul ; Maron consul ; Alexandre consul ; Blanc consul ; Fabre a^{dt} du Roy. Gaubert notaire et greffier, signés. »

Voilà donc deux conseillers nommés pour remplacer M. de Mayal. Tous les deux prêtent serment et doivent être ajoutés au catalogue de la matricule.

D'un côté, M. de Gros d'Hombs, soutenu par cinq consuls, le viguier, l'avocat du roi et les voix de 39 votants.

De l'autre, M. Fabre, soutenu par un seul consul, un magistrat de la sénéchaussée de Carcassonne et les voix de 46 votants, parmi lesquels les deux députés du chapitre St-Just. Nous savons qu'il était aussi soutenu par M. le comte de Mérinville, gouverneur de Narbonne pour Sa Majesté.

C'était au parlement de Toulouse à trancher le conflit. Aussi dès le 28 avril 1667 (1) M. de Cazalèdes demandait aux conseillers matriculés de fournir leur procuration à un procureur audit parlement pour intervenir dans l'instance déjà engagée à cet effet par M. Jean Fabre.

Néanmoins ce n'est pas le parlement de Toulouse, c'est le conseil d'État, qui sur le vu de deux procès-verbaux, l'un de M. le comte de Rieux, gouverneur de Narbonne,

(1) Archives de M^e Favatier, Gaubert n^{re}, 59^e liasse, n^o XX.

l'autre de MM. les consuls, par un arrêt du 24 mai 1667 (1),
« pour assoupir les divisions intervenues et restablir l'ordre et le repos, prononce le renvoi de l'affaire à MM. de Bezons et Tubœuf, intendants de police de la province. »

Il semble que, si la majorité était pour M. Fabre, la légalité était pour M. d'Homps. Et pourtant il ne fut pas décidé ainsi. Par son ordonnance du 13 août 1667 (2), M. Claude Bazin de Bezons, voulant sans doute assoupir les haines, « maintient l'élection de M. Jean Fabre, à la place du sr de Mayal, et néanmoins il décide que la première place qui viendra à vaquer dans la première échelle, par décès, par démission ou autrement, sera dévolue à noble Gaspard de Gros, seigneur d'Homps. »

Un arrêt du conseil privé du roi du 12 avril 1668 (3) débouta M. d'Homps de son appel, maintint l'ordonnance de M. de Bezons et termina ainsi définitivement cette lutte électorale, dont nous avons vu se dérouler sous nos yeux les orageuses péripéties.

LÉONCE FAVATIER.

(1) *Inventaire des archives de la ville de Narbonne*, série AA., p. 219.

(2) *Ibid.*, p. 220.

(3) Cet arrêt répond à la prétendue inéligibilité de M. Fabre : 1^o par les extraits baptistères de ses enfants nés à Narbonne sur la paroisse de la Major en 1661, 1665 et 1668 ; 2^o par sa nomination en qualité d'habitant, comme auditeur des comptes du clavaire en 1662, l'un des directeurs de l'hôpital de Narbonne en 1662, et l'un des juges de la police en 1665.

LE LIVRE DE COMPTES

DE JACME OLIVIER

MARCHAND NARBONNAIS DU XIV^e SIÈCLE

On se rappelle que, l'année dernière, M. Tissier a trouvé au fond d'une armoire, dans une des salles de l'Hôtel de ville, des chartes du XI^e au XVI^e siècles; on sait aussi qu'avec ces chartes étaient neuf registres. M. Tissier, absorbé par la rédaction du catalogue de la Bibliothèque, me fit part de sa trouvaille; j'examinai ces registres et je reconnus quelle en était la nature. Tous sont de même format et quelques-uns sont loin d'être sans importance. Un seul est du XVI^e siècle (1383 à 1386), les huit autres rédigés en provençal remontent au XIV^e siècle; quatre d'entre eux sont des livres de collecteurs d'impôts, de *quistos*, comme on les appelait alors; il en est un dont je ne puis fixer exactement la date, les trois autres sont de 1367, 1372, 1373. On n'y trouve pas de mention d'événements historiques, mais on y voit comment se faisait le recouvrement des taxes municipales et ce qu'il coûtait. Le renseignement n'est pas à dédaigner.

Trois autres registres sont plus importants encore. Ce

sont des *manuels* de clavares des années 1342, 1352 et 1367. Ils comblent heureusement des lacunes dans la collection si importante de nos comptes de clavares et l'un d'eux est même le plus ancien registre de comptabilité que nous possédions, si l'on en excepte les deux compoïds du *terson d'Aude* de 1327 et 1332.

On sait qu'un *manuel* était un livre auxiliaire présentant quelque analogie avec le livre brouillard ou main courante usité aujourd'hui dans le commerce (les commerçants, d'ailleurs, s'en servaient aussi bien que les comptables des deniers municipaux). On trouve donc dans les manuels les mêmes renseignements que dans les livres de clavares proprement dits et je n'ai pas besoin de rappeler que, lorsque les registres de délibérations font défaut, les livres des clavares peuvent, dans une certaine mesure, en tenir lieu.

On pouvait donc s'estimer fort heureux de la découverte de ces registres; mais ce qui lui donne une importance encore plus grande, c'est que parmi eux s'en est trouvé un autre dont on ne s'explique guère la présence dans un dépôt d'archives; c'est un livre de comptes comprenant les opérations faites par un marchand narbonnais, Jacme Olivier, de juillet 1381 à 1392 (1). C'est un *manuel* de même format que ceux des clavares (140 sur 445^{mm}), sur papier, recouvert de parchemin, folioté en lettres de 1 à 133, ce qui fait 266 pages. Les f^{os} 120 et 129 sont perdus. Il y a au commencement un feuillet de garde sur lequel Jacme Olivier a inscrit, à diverses reprises et en particulier en 1383, des notes concernant son commerce. Le manuscrit est assez bien conservé sauf les deux dernières pages; la moitié inférieure de la dernière manque. Des mouillures rendent

(1) Les archives de Narbonne renferment deux autres livres de commerçants, en français; l'un de la fin du xvi^e siècle (1585-1595), et l'autre de 1757, que M. Massip analyse avec tant d'humour dans le Bulletin.

difficile la lecture d'une partie des premières et des dernières.

Des mains bien diverses ont inscrit sur ce registre les opérations de notre marchand. C'est d'abord Jacme Olivier lui-même dont la grosse écriture peu soignée paraît depuis le commencement du registre jusqu'à la fin; ensuite ses commis dont quelques-uns devaient être étrangers à Narbonne, si l'on en juge par les particularités de leur langage. Leur écriture est ordinairement soignée, d'une lecture facile, tandis que J. Olivier semble avoir jeté à la hâte sur son manuel des indications qui devaient être ensuite transcrites avec plus de soin sur le grand livre, « lo libre « mager. »

Ce registre, malgré ses imperfections, présente un intérêt des plus grands. Les documents de cette nature remontant aussi haut sont fort rares. On n'a signalé jusqu'ici dans le Midi de la France que les livres de comptes des frères Bonis (1339-1369) dont M. Ed. Forestié a commencé la publication. A cette occasion, on a assez fait ressortir quelles mines précieuses de renseignements trouvaient dans ces livres l'historien, l'économiste, le linguiste, pour qu'il soit inutile d'insister. La publication du livre de J. Olivier ne ferait certainement pas double emploi avec celle qu'a entreprise M. Forestié. Le livre du marchand narbonnais commencé en 1381, douze ans après celui du marchand mantalbanais, ne ferait-il que le continuer qu'il ne serait pas dépourvu d'intérêt. Le linguiste y trouverait toujours un véritable texte de langue, servant à caractériser un dialecte à un moment précis de son développement, et l'économiste pourrait établir une comparaison des plus instructives entre deux régions voisines et deux époques fort rapprochées.

En fait, il est possible d'établir cette comparaison. Les opérations de Jacme Olivier sont loin d'être sans analogie avec celles de Barthélemy Bonis. Ainsi Jacme Olivier

prête soit de l'argent, soit des denrées, plus particulièrement des céréales ; il prête quelquefois sur gages ; il fait le commerce de commission et a des correspondants à Montpellier, à Perpignan, à Mazères, à Barcelone ; il administre les biens de diverses successions, dont une particulièrement considérable, celle de J. Vidal, « ome de Dieu ; » un compoids de 1363 l'évalue à 6,500 livres pour les biens meubles et à 7,887 livres pour les immeubles. Ces successions donnent lieu à divers procès ; nous en voyons un avec l'abbaye de Fontfroide se dérouler devant la cour pontificale d'Avignon. J. Olivier conclut un contrat avec un métayer ; il nous donne le relevé des dépenses faites pour la rentrée des récoltes, les conditions auxquelles il conclut une véritable société en participation avec d'autres marchands narbonnais pour l'exploitation d'un fonds rural ; il n'est pas jusqu'à un marché à livrer dont nous ne retrouvions les termes dans son registre. Nous y voyons encore que la valeur des monnaies a été à peu près stable à Narbonne de 1381 à 1392, tandis que quelques années plus tôt elle subissait des variations très considérables et très fréquentes. Comme B. Bonis, J. Olivier prend à ferme quelques-uns des impôts communaux.

Mais, comme on doit s'y attendre, à cause de la différence de situation entre Montauban et Narbonne, à côté d'opérations sensiblement identiques on en trouve d'autres fort différentes. Je n'insiste pas sur ce fait que J. Olivier ne s'occupe ni de pharmacie ni de fabrication de cierges ; il semble que ce soit là la spécialité de tels de ses confrères, Thomas Barut, P. Remigan, par exemple, dont les noms reviennent si souvent dans les comptes des clavaires de cette époque. Pour lui, il semble s'être surtout occupé : 1^o du commerce des draps et même de leur fabrication ; 2^o des opérations avec le Levant.

La fabrication des draps est encore fort importante à

Narbonne. J. Olivier en fabrique, mais il semble y avoir renoncé vers 1382 et s'être borné depuis à l'achat et à la vente des laines et des draps fabriqués à Narbonne ou ailleurs, particulièrement à Mazères. Il n'en a pas moins l'occasion de nous donner le détail des frais de tissage et de teinture et il confirme ce que l'on savait déjà sur la division du travail entre la corporation des pareurs et celle des tisserands.

Narbonne est voisine de la mer. Jacme Olivier fait le commerce avec Alexandrie, Beyrouth, Damas, Rhodes; il y envoie des draps et du miel, acheté par quantités considérables dans les Corbières, et en reçoit des épices. Il reproduit dans son manuel la copie des connaissements qui nous donnent avec le détail des marchandises l'énumération des frais et des droits multiples dont elles sont grevées. Nous voyons les capitaines des navires charger au cap Leucate, à Aigues-Mortes ou même à Marseille, les marchandises expédiées de Narbonne, et nous nous rendons ainsi compte des difficultés auxquelles se heurtait le commerce maritime narbonnais. Les navires ne peuvent plus remonter l'Aude. Les marchandises sont d'abord chargées sur des barques qui ne servent qu'à la navigation intérieure, des « capols », et qui les transportent jusqu'au *grau*, à l'embouchure de la rivière; là transbordement sur des barques qui peuvent tenir la mer, d'où il faudra les transborder de nouveau sur le navire qui les emportera en Orient. Malgré ces difficultés, malgré les malheurs du temps, J. Olivier fait tous les ans au moins un envoi de miel et de drap en Orient.

Je viens de parler des malheurs du temps. On pourrait croire qu'il s'agit seulement des désastres de la guerre de Cent ans, des ravages des grandes compagnies qui couraient toujours le pays. Certes de tels événements suffisaient bien pour paralyser le commerce et cependant la situation

de Narbonne était encore plus fâcheuse que celle du reste du pays.

Les documents conservés dans nos archives municipales m'ont permis de constater que Narbonne prit la part la plus active aux démarches qui amenèrent la retraite du duc d'Anjou. Il semble même que c'est à l'instigation de quelques citoyens narbonnais que les trois sénéchaussées envoyèrent auprès de Charles V la députation qui obtint en 1380 le rappel du gouverneur du Languedoc. Lorsque le duc de Berry vint le remplacer, il traita en ennemie une ville qui soutenait son compétiteur, le comte de Foix ; et, obéissant aux inspirations du vicomte de Narbonne qui, depuis longtemps, avait des griefs contre les consuls, il ravagea les environs, confisqua les biens des Narbonnais dont il put s'emparer, et les partagea entre ses officiers. Il ne tint même aucun compte des ordres du roi qui lui enjoignait de traiter plus humainement des peuples qu'il était chargé d'administrer et non de molester. Il fallut que l'évêque de Beauvais, chancelier du roi, vint dans le pays pour l'obliger à se montrer plus respectueux de l'autorité royale. Il fut, dès lors, personnellement plus accommodant avec les consuls de Narbonne, mais il laissa faire le vicomte. Celui-ci, se prétendant expressément autorisé par le duc de Berry, avait adressé aux consuls le 1^{er} décembre 1381 un *défi*, c'est-à-dire une véritable déclaration de guerre. Posté dans un village des environs, à Cuxac, il avait immédiatement commencé contre Narbonne une guerre d'extermination, brûlant les moulins, détournant le cours de l'Aude, coupant si bien la ville de toutes ses communications avec l'intérieur que, pour éviter la famine, on dut envoyer par mer moudre du blé à Agde : les consuls ne purent se rendre à Carcassonne où les avait convoqués l'évêque de Beauvais qu'en s'embarquant sur l'étang de Bages et en faisant un long détour par les Corbières.

La lutte devint moins violente à partir de 1383, mais

elle ne prit fin qu'en 1388. Je me propose, du reste, de raconter dans leur détail ces événements encore si mal connus. Ils eurent la plus fâcheuse influence sur la fortune du pays. Les chartes conservées dans nos archives montrent que le nombre de feux, c'est-à-dire d'unités impossibles, est allé toujours en décroissant pendant le xiv^e siècle. En 1293, Bourg seul compte 2,117 feux; en 1366, il n'y en a plus pour la ville entière que 2,500 et l'on descend à 500 en 1378. Après la funeste guerre du vicomte, en 1390, Narbonne continue encore à être imposée pour 500 feux, mais, sur ses instantes réclamations, on finit par procéder en 1397 à une nouvelle *réparation* des feux et on n'en trouve plus que 281; en 1408 on descend à 122 et en 1415 à 70. La fortune publique était anéantie.

Comment dans ces conditions le commerce était-il encore possible? Il était certainement rendu fort difficile et le livre de Jacme Olivier nous en fournit la preuve. Ses affaires sont importantes au début: la guerre du vicomte n'est pas encore engagée. Elles le sont aussi à la fin; cette guerre est terminée. Elles le sont beaucoup moins dans la période intermédiaire, elles se réduisent presque pendant quelque temps à des ventes de céréales; ses envois à l'étranger sans s'interrompre ont moins d'importance.

Ces événements ont encore laissé d'autres traces dans les comptes de notre marchand et nous pouvons, grâce à eux, compléter heureusement des indications fournies par les chartes ou par les comptes des clavares. Nous savons, par exemple, qu'au début de la guerre du vicomte les consuls se sont abouchés avec un capitaine catalan dont aucun texte ne nous donne intégralement le nom. « Paguey
« an P. Blanquier per una anada que fec a Perpenhan er
« a Girona per parlar an Mo Johan P. que vengue, » nous dit, à la date du 18 février 1382, le clavaire des consuls, Antoine Villarnaut. Nous ignorerions à quel résultat ces

démarches ont abouti si les comptes de J. Olivier ne nous présentaient, en janvier 1383, un relevé de fournitures diverses, faites à ce personnage et à quelques autres qui sont tous qualifiés capitaines, pour la somme de 1,060 francs.

Ces comptes nous permettent encore de constater avec combien peu d'empressement le duc de Berry et ses officiers obéirent à la sentence du Parlement qui leur prescrivait de restituer les biens confisqués indûment aux habitants de Narbonne. J. Olivier est chargé d'administrer les biens dépendant de la succession de Bérenger Vidal, l'un de ceux qui ont été dépouillés. La confiscation remonte au mois de septembre 1381, la restitution a été ordonnée en septembre 1382, elle n'a lieu qu'en 1384.

Il est question d'un emprunt du duc de Berry, en 1385, qui n'est mentionné nulle part ailleurs et qui a dû être considérable; J. Olivier fournit 160 francs. C'était peut-être d'ailleurs un prêt personnel de J. Olivier.

La fortune de notre marchand était, du reste, importante. Un compoids de 1363 nous apprend qu'il possédait avec son frère aîné Jean une fortune mobilière de 700 livres et une fortune immobilière de 595 livres pour laquelle ils étaient cotisés à raison de 4 deniers 1 grain. De plus, nous voyons par ses comptes qu'il a une esclave. Quelques années plus tard il avait été fait un partage égal entre les deux frères: dans un compte municipal de 1373, on nous dit que Jacme Olivier « fa de tal » 2 deniers 1/2 grain.

Il a joué un rôle assez important à Narbonne. On retrouve à diverses reprises son nom parmi ceux des conseillers communaux. Il n'a pas été dressé de liste des consuls de Narbonne, le hasard de nos recherches nous a fait rencontrer son nom parmi les consuls de 1370, 1378, 1383, 1386, et celui de son frère Jean en 1361 et 1368. Nous voyons par son registre que ses concitoyens l'ont envoyé en dépu-

tation pour traiter des affaires de la ville, à Paris en 1383, à Avignon en 1384 (1).

Ce que je viens de dire suffit pour montrer de quel intérêt serait la publication d'un registre qui nous fournit des renseignements si précieux sur le commerce, les mœurs, les usages dans le sud de la France à la fin du *xiv^e* siècle, sur la situation économique du pays, et qui offre aux études dialectologiques un document de premier ordre.

ALPHONSE BLANC.

(1) Ces détails trouvent leur confirmation dans un acte de 1390 fort intéressant. Une amende de 2,500 livres avait été infligée à Narbonne et répartie entre 140 habitants. Nous possédons le rôle dressé à cette occasion par les gens du roi. La répartition semble avoir été faite entre ces 140 personnes en raison de leur fortune et de la part qu'elles avaient prise à la direction des affaires publiques. Elles forment trois catégories. La première et la plus fortement imposée comprend 23 personnes qui ont été consuls au cours des sept années précédentes ; la deuxième 53 conseillers communaux, et la troisième 64 particuliers dont un seul est fortement imposé (il a été consul en 1380), les autres le sont très peu. Jaume Olivier figure dans la première catégorie pour une somme de 150 francs, un seul est plus fortement imposé que lui et doit payer 180 francs, et un autre seulement l'est aussi fortement que lui ; tous les autres le sont dans de bien plus faibles proportions.

LE SARCOPHAGE

DE FESTA

Dans une précédente étude, j'ai transcrit l'épithaphe métrique de *Festa*, d'après le fragment conservé au Musée de Narbonne et la copie d'un autre fragment aujourd'hui disparu. Mais ce petit poème était encore incomplet. Rognée par un ciseau barbare, la première ligne de l'inscription, comprenant le premier et le neuvième vers, semblait à jamais perdue pour l'archéologue. Bien hardi celui qui aurait conçu l'espoir de la retrouver !

J'ai eu cette bonne fortune, ce qui prouve que tout arrive. Désormais, à moins d'avoir sous les yeux un texte martelé par la main de l'homme ou effacé par celle du temps, il ne sera pas permis de désespérer. Toutefois je crains bien que de pareilles aubaines ne soient des plus rares.

I

Au cours d'un travail sur l'établissement du christianisme à Narbonne, je fus amené à m'occuper d'une tablette sculptée ayant appartenu jadis au couvercle d'un sarcophage chrétien du iv^e siècle. Tournai, qui la mentionne dans son Catalogue (1), assure qu'on voit sur sa tranche les sigles D M et en arrière, sur l'amorce même du couvercle, une ligne d'inscription dont les lettres sont réduites à leur moitié supérieure. La présence des sigles D M (*Dis Manibus*) sur un monument funéraire nettement chrétien me parut étrange; néanmoins j'eus bientôt vérifié le fait. Quant à lire la seconde ligne, c'était moins facile, la tablette étant appliquée contre un mur, à une assez grande hauteur.

Au fait, cela en valait-il bien la peine? En tenant compte de la forme habituelle aux inscriptions que précède la formule D M, quel profit pouvait-on retirer d'un nom propre mis au génitif, peut-être au datif? Néanmoins grimper sur une échelle fut pour moi l'affaire d'un instant; je n'en suis pas à le regretter.

Après avoir enlevé l'épaisse couche de poussière accumulée par les ans derrière ce marbre, je distinguai une très longue ligne (2 mètres) d'écriture cursive, séparée en deux parties à peu près égales, qui me parurent être des vers. Pourquoi ne serait-ce point les deux vers qui nous manquaient dans l'inscription de Festa? Cette dernière est également en écriture cursive, on y trouve également des réminiscences païennes, *Elysium* et *Superis*, qui font

(1) *Catalogue du Musée de Narbonne*, 1864, n^o 523.

bon ménage avec la formule D M. Je fis descendre le marbre, rapprocher les deux parties qui se raccordèrent parfaitement et l'un de nos confrères voulut bien prendre du tout une épreuve photographique, qui accompagne le présent travail.

Il se peut que certains lecteurs, comparant ma copie avec le texte photographique, doutent de l'exactitude de ma transcription. A ceux-là je ferai remarquer que la lecture sur le marbre offre bien moins de difficultés que sur l'épreuve. Les caractères cursifs, il est vrai, chevauchant à tort et à travers, peuvent être interprétés de bien des façons. Mais la métrique, généralement respectée par l'auteur, m'a permis de rejeter des lectures plus conformes aux apparences qu'à la réalité. C'est donc avec une entière certitude que je donne la transcription suivante de ce petit poème :

*Ter quinis supræque tribus, lacrimabilis, annis
Vix dum transcursis, Elysium ingrederis!
Ter rosa rix fuerat, ter spicæ et pampinus, ex quo
Tradita Gregorio, Festa, jaces tumulo.
Ami rota simul, heheu, quam parra fuerunt!
Heu! quam cita brevis! quam breve conjugium!
Aetas sola minor, nam cetera maxima Festæ:
Adfectus, pietas, forma, pudicitia.
Concors illa viro, sanctos reuerata parentes,
Angelicæ legis docta, dicata Deo.
Hic jacet! Hoc Superis placitum est! Huc ibimus et nos,
Sic modo sancta fides, sic pia credulitas.
Festæ, decus nostrum, certe reniemus in unum,
Si mihi cita proba, si tibi cura mei est.
At tu, sanctarum moderator summe animarum,
Fac rata quæ cupimus, fac cita quæ columus.*

En dehors de toute autre considération, ce petit poème, tout vibrant d'une émotion contenue, paraît par son style appartenir à la brillante période littéraire qui précéda les

invasions barbares et qu'on a appelée le siècle des rhéteurs. A cette époque troublée, la Gaule du Midi semble avoir été le dernier asile des lettres. Nous connaissons, tout au moins de nom, les étoiles de la brillante pléiade qui faisait cortège au poète Ausone, vers la fin du iv^e siècle. Eux-mêmes avaient eu des maîtres illustres, auxquels Ausone a consacré quelques pages dithyrambiques.

Si le rhéteur bordelais a surtout mis en évidence ses compatriotes, il n'est pas moins certain que dans la plupart des cités de la Gaule méridionale les chaires littéraires étaient occupées par des rhéteurs célèbres, qui d'ailleurs passaient sans façon de l'une à l'autre. Il semble qu'à cette époque notre cité ait exercé une attraction particulière sur les hommes de lettres. Parmi les noms qu'Ausone a sauvés de l'oubli, nous relevons celui du grammairien Marcellus qui, abandonnant son pays d'origine, vint s'établir à Narbonne. En sa qualité de grammairien, il était sans doute ennemi de l'enflure, car Ausone, d'habitude si prodigue d'éloges, lui décoche un trait empoisonné.

C'est à Narbonne que deux jeunes Césars, Annibalien, qui devait monter sur le trône d'Arménie, et son frère Delmace, vinrent s'initier aux belles-lettres, sous la direction du rhéteur Exupère, transfuge toulousain.

Je n'affirmerais pas que le célèbre ami d'Ausone, Axius Paulus, ait aussi professé, du moins pendant un certain temps, à Narbonne. Mais, alors que la gens *Aria* ne figure pas sur nos obituaires de pierre, une de nos inscriptions tauroboliques mentionne une femme du nom d'*Aria Paulina*, et je ne verrais pas d'inconvénient à ce que, lors des dernières convulsions du paganisme, un taurobole ait été offert aux derniers païens de Narbonne par la fille d'un rhéteur. Mais la perte de ce monument nous empêche de lui assigner une date quelconque.

En rappelant le souvenir de ces restaurateurs des lettres païennes, j'ai omis à dessein les noms de deux jeunes

rhéteurs gaulois qui, vers la fin du iv^e siècle, abjurèrent le paganisme et méritèrent d'être rangés après leur mort dans la milice céleste. Je veux parler de Sulpice Sévère et de Paulin de Nole.

Les liens étroits de l'amitié qui les unissait et dont leur correspondance fournit la preuve ne risquaient point d'être brisés par des rivalités de talent. Sulpice Sévère fut avant tout un prosateur, tandis que les idées de Paulin aimaient à s'envoler sous une forme poétique.

Quand Sévère, resté dans l'Agénois, bâtissait avec l'ardeur d'un néophyte églises et baptistères, du fond de sa retraite de Nole Paulin lui envoyait des dédicaces métriques (1) pour chacun des édifices qu'il consacrait à sa nouvelle religion.

Chose étrange, en tête d'une de ces poésies fugitives que Paulin destinait à être gravée sur la porte d'un baptistère, nous lisons le vers :

Hic reparandarum generator fons animarum.

dont un des vers de notre poème (2) semble n'être qu'une réminiscence.

Et notre distique : « *Ter rosa rix fuerat, etc.* », n'a-t-il pas une parenté évidente avec les vers suivants, qui forment l'exorde d'une lettre de Paulin à Ausone ?

Quarta redit duris hæc jam messoribus æstas,
Et toties cano bruma gelu riguit,
Ex quo nulla tuo mihi littera venit ab ore.

Si nous poussons nos investigations plus avant dans

(1) Le lecteur trouvera toutes ces pièces fugitives, accompagnées de détails intéressants sur les relations de Sévère et de Paulin, dans l'ouvrage de M. ED. LE BLANT : *Inscriptions chrétiennes de la Gaule*, n° 594.

(2) Vers 15 : *At tu, sanctarum moderator summe animarum.*

L'œuvre de Paulin, nous trouvons encore bien d'autres similitudes, aussi bien dans le fond que dans la forme.

Dans le panégyrique de son jeune parent Celse, Paulin s'écrie :

Celse, dolor patribus, *gloria Celse patrum.....*
Sed tamen et nobis poterit tua gratia longum
Vivere, *si nostri sis memor ad Dominum.*

Et dans notre pièce nous lisons :

Festa, decus nostrum, certe veniemus in unum.
Si mihi vita proba, *si tibi cura mei est.*

Dans l'épithalame de Julien et d'Ia, nous trouvons le distique :

Vosque simul castis ornavit dotibus ambos :
Spe, pietate, fide, pace, pudicitia.

qui me paraît proche parent de celui-ci :

Aetas sola minor, nam cetera maxima Festae :
Affectus, pietas, forma, pudicitia.

Il n'est pas jusqu'à cette singulière prépondérance que notre auteur anonyme attribue à l'âge, qui ne se retrouve dans ces vers quelque peu alambiqués, où Paulin met en parallèle son propre fils, ravi par la mort huit jours à peine après sa naissance, et Celse, mort à l'âge de huit ans :

Quot tibi, Celse, annis totidem illi vita diebus
Hausta ; sed ille minor, qua prior est senior.
Nam minor est, in quo vixit minus : attamen idem,
Qua prior abcessit, nunc ibi te senior.

Nous retrouvons donc dans cette petite pièce les idées de Paulin, son style, sa tendresse, en un mot, son âme tout entière.

D'ailleurs, les singulières réminiscences païennes, *Elysium* et *Superis*, que nous avons signalées tout à l'heure,

attestent que notre auteur n'était pas né au sein de la religion chrétienne, et n'était autre qu'un païen converti à une date plus ou moins récente. C'est le cas de Paulin, qui ne se convertit guère que vers sa quarantième année et dont les œuvres poétiques fourmillent de traits empruntés à la mythologie païenne. On ne dépouille pas facilement le vieil homme et, si parfois les idées ou les croyances changent, l'habitude et l'éducation ramènent souvent les mêmes mots sur les mêmes lèvres.

A son vieux maître Ausone, qui le pressait de revenir au culte des Muses, Paulin répond, il est vrai :

Quid abdicatas in meam curam, pater,
Redire Musas præcipis ?
Negant Camœnis, nec patent Apollini
Dicata Christo pectora.

Mais en écrivant ces vers, Paulin était dupe d'une illusion, qui peut-être n'était pas involontaire. Chez lui, quoi qu'il en dise, la toge du rhéteur déborde sous la tunique du prêtre. Avec quelle complaisance il revient, quand il le peut, tout en les reniant, sur ces mythes démodés du paganisme, qui furent le cauchemar de son enfance effrayée :

Non commenta loquor vatum terrentia parvos,
Latrantem in foribus per tria rostra canem,
Terrentemque umbras tristi squalore Charontem,
Vipereis sævas crinibus Eumenidas,
Aeternam Tityon funesti vulturis escam.
Arentemque siti Tantalum inter aquas,
Volventem sine fine rotam et revolvibile saxum,
Cassaque sudantùm dolia Danaïdum (1).

Du chien Cerbère au tonneau des Danaïdes, du vautour de Prométhée au rocher de Sisyphe, il les passe tous en revue, est-il besoin de le dire, avec une rare élégance.

(1) PANÉGYRIQUE DE CELSE, v. 473 et seq.

Veut-il nous parler des passions ou des vices, il les désigne par les noms des divinités qui les personnifiaient dans l'Olympe :

. nec in illo desinet unquam
Cypris adulteriis, furiis regnare Lyæus,
In quo defuerit Christi pudor et crucis ardor (1).

Je ne sais si dans l'œuvre poétique de Paulin on trouverait le mot *Elysium* appliqué aux cieux du christianisme ; mais j'y relève l'expression *Superi* :

. illa Superum regione potiri,
Ignea qua sanctos protegit ara Dei (2).

Je crois devoir ajouter que Paulin a pu vraisemblablement composer cette épitaphe, en un mot qu'il a connu la famille de Festa. Pendant une certaine période de sa vie, Paulin a dû habiter Narbonne, ou tout au moins y faire d'assez longs séjours. Je ne reviendrai pas sur la controverse déjà ancienne relative à la situation topographique d'*Hebromagus*, où Paulin possédait un domaine rural. Ce nom d'Hébromagus est-il devenu Bram, dans le Lauragais, ou Brau, dans la Gironde, peu m'importe. Je ne veux retenir que le passage suivant d'une lettre de Paulin à Sévère :

« Præterea peto — quia summum animi tui jus habere me confido — ut, si necesse fuerit, deficientibus a me et libertis, et servis, et fratribus, tuam curam impendas et ordinare digneris, qualiter ad nos vinum velus, quod Narbone adhuc nos habere credimus, perveniat. Ne timeas, frater sancte, damnum, si nos feceris etiam pecuniæ debitores » (3).

Ainsi, réfugié à Nole après une liquidation sommaire

(1) CARMEN XI IN S. FELICEM, v. 203 et seq.

(2) PANÉGYRIQUE DE CELSE, v. 517-8.

(3) EPIST. V, *in fine*.

de sa fortune, Paulin avait encore du vin vieux à Narbonne, et il priait son ami Sévère de le lui faire parvenir, en offrant de lui rembourser les frais de transport. A cette époque et même encore dans ces derniers temps la vigne, cantonnée sur les coteaux et les *aspres* voisins de Narbonne, donnait un vin généreux qui, vieilli, était considéré comme un excellent réconfortant pour les malades; il est probable que Paulin réclamait le sien pour le consacrer à cet usage charitable.

Quoi qu'il en soit, on ne conserve pas du vin en dehors d'une maison ou tout au moins d'une cave. Paulin était donc propriétaire à Narbonne, soit d'un vignoble, soit d'une maison: il avait d'ailleurs encore à Narbonne, dit-il, des esclaves (1) et des affranchis, et il est fort probable que les usages mondains ou la communauté d'opinions religieuses l'avaient mis en rapport avec les parents de Festa et avec la jeune femme elle-même.

Les chrétiens appartenant aux grandes familles étaient encore assez rares et, malgré l'urbanité des mœurs de l'époque, contraste frappant avec la barbarie qui grondait au dehors, ils avaient une tendance à se fréquenter particulièrement entre eux. Que Paulin ait envoyé son poème du fond de sa retraite, en apprenant la mort de Festa, ou qu'il l'ait spontanément composé à Narbonne, ce n'est qu'une affaire de date, qui dans l'espèce n'est d'aucune importance.

Par quelle singulière aberration l'ouvrier lapidaire a-t-il gravé sur la tranche du couvercle les lettres D M, séparées par un fleuron, qui caractérisent d'ordinaire les sépultures païennes? Je ne m'arrêterai pas à l'interpré-

(1) D'après Grégoire de Tours, que je cite à titre de simple renseignement, non seulement Paulin possédait de grands domaines, mais ses habitations étaient gardées par un nombreux personnel. « *Et tam in fundorum possessione quam in præsidio domorum valde dives erat ac locuplex.* » (DE GLORIA CONFESSORUM, CX.)

tation *Deo Magno* ou *Marimo*, qui n'a aucun sens en présence d'un cercueil et qu'on ne rencontre jamais *in extenso* (1). Je ne ferai pas non plus aux chrétiens du iv^e siècle l'injure de croire qu'ils dissimulaient leurs croyances sous un masque emprunté. J'aime mieux croire à une inadvertance, à un oubli du graveur, appelé sans doute à graver des inscriptions de divers cultes. Comment négliger d'inscrire en tête d'une épitaphe les lettres D M, qui se voyaient au fronton des édicules funéraires rangés le long des routes, indiquant en quelque sorte une prise de possession par la mort ? Il semble, en effet, que des fragments d'inscriptions gravées sur plusieurs sarcophages impliquent la présence des lettres D M, aujourd'hui disparues ; mais ce fait est très rare, la plupart des sarcophages chrétiens étant anépigraphes.

II

La disposition singulière de l'épitaphe, qui ne pouvait être lue qu'en passant derrière la tombe, nous renseigne sur la place où fut déposé à l'origine le corps de l'esta. On a retrouvé à Rome des chapelles érigées sur les cryptes des martyrs lors du triomphe définitif de l'Église. Elles étaient formées d'une nef quadrangulaire, à laquelle était accolée une abside en forme de trèfle. Au centre de chacune des trois absidioles était disposé un sarcophage à figures, faisant face à l'autel qui se trouvait ainsi encadré,

(1) M. Ed. Le Blant dit excellemment à ce sujet (*loc. cit.*, vol. 1, p. 489) : « L'essence des sigles fréquemment répétés est de tenir la place des mots « tellement courants et si souvent exprimés *in extenso* que des initiales « suffisent à les indiquer ; or le début *Deo Magno* n'existe sur aucun marbre « des premiers fidèles. »

sauf par devant. Il est probable que notre sarcophage fut ainsi disposé dans une église semblable. Car, si M. Ed. Le Blant constate (1) une similitude presque complète entre les sarcophages de cette époque conservés à Rome et ceux de la Gaule du Sud-Est, il faut croire que la disposition des chapelles était aussi la même, tant les liens qui unissaient notre pays à Rome étaient étroits. Et même, d'après un détail intéressant sur lequel je reviendrai tout à l'heure, on pourrait presque affirmer que notre sarcophage était placé du côté gauche de l'autel.

Dans un précédent travail, n'ayant sous les yeux qu'une dalle mutilée, je lui avais assigné une autre origine. Je croyais qu'elle avait jadis recouvert un corps placé dans un *loculus*, creusé lui-même dans la paroi d'une crypte, comme aux Catacombes de Rome. Mon erreur était excusable. Parmi les nombreux sarcophages que nous possédons de cette époque un petit nombre porte, il est vrai, des inscriptions funéraires, mais une épitaphe métrique gravée sur la dalle du couvercle et contemporaine du monument était encore sans exemple. On pourrait toutefois maintenant, en nous appuyant sur le cas présent, conjecturer que la célèbre inscription métrique de Valentine, aujourd'hui au musée de Toulouse, divisée comme la nôtre en deux registres juxtaposés, appartenait jadis au sarcophage de *Nymphius*. Elle aurait été plus tard transformée en table d'autel, ainsi que l'attestent les cinq croix qui y ont été gravées à une époque très certainement postérieure. De même la belle inscription de *Carétène*, à Lyon, connue seulement par une transcription, pourrait bien avoir été gravée sur le cercueil de cette reine. Mais, je le répète, j'émetts ici une simple hypothèse.

Les sculptures répandues à profusion sur la face principale et quelquefois, d'une façon plus sommaire, sur les

(1) SARCOPHAGES CHRÉTIENS DE LA GAULE. Introd., p. XI.

latéraux de ces monuments et où les meilleurs artistes de l'époque représentaient des scènes tirées de l'Écriture, servaient à la fois à l'ornementation de l'église et à l'éducation des fidèles. Quelquefois ces sculptures étaient dorées. D'après l'état des surfaces, je crois que notre monument, si bien conservé malgré tant de vicissitudes, avait été lui aussi doré, du moins en partie. Mais si l'orn'a laissé que des traces indirectes, nous pouvons dire que notre monument semble sortir encore des mains du sculpteur.

Une description détaillée me semble inutile, en présence de la planche qui termine cette étude. Je me bornerai à montrer que tout dans ce morceau porte bien l'empreinte caractéristique du iv^e siècle. La tête de Grégorius, avec ses cheveux courts ramenés sur le front, semble copiée d'une médaille de l'époque constantinienne. Notre personnage, qui appartenait sans aucun doute à une famille patricienne, porte en sautoir la *lœna* des clarissimes. Quant à Festa, sa coiffure basse atteste que les femmes chrétiennes avaient renoncé aux échafaudages savants que nous voyons sur les têtes des impératrices des siècles précédents.

Deux génies féminins aux ailes éployées — pourquoi ne dirais-je pas deux anges ? — soutiennent sur la tête de chacun des deux époux une sorte de dais qui reparaitra fréquemment sur les bas-reliefs de l'époque mérovingienne. Deux autres, identiques aux premiers par l'attitude et le costume, amortissent le cartouche central, vierge de toute inscription. Alors que toute nudité est appelée à disparaître des œuvres des sculpteurs chrétiens, nos anges sont vêtus d'une tunique s'ouvrant sur la cuisse nue, ce qui est bien caractéristique d'une époque où la vieille société, aussi bien que l'art, semblaient ne se plier qu'à regret aux nouvelles formules.

Mais si les remarques que nous venons de faire s'appliquent à la généralité des sarcophages chrétiens, il en est

d'autres qui présentent un intérêt exceptionnel. On peut voir fort nettement sur ma planche cinq trous forés dans le marbre sur le bord même de la tablette et disposés à des distances inégales, mais symétriques. Ces trous, qui traversent obliquement l'angle inférieur du marbre, servaient, à mon avis, à suspendre quatre guirlandes de fleurs ou autant de rinceaux de feuillage. Par suite de la disposition des trous, les rinceaux extrêmes se trouvaient plus grands que les rinceaux médians, ce qui ajoutait au charme de la décoration. On peut voir également les restes de cinq trous analogues sur le bord supérieur arrière de la tablette, de sorte que quatre autres guirlandes semblables aux premières pouvaient être déposées sur l'épithaphe elle-même.

Ce fait était jusqu'ici sans exemple; nous savions bien qu'aux jours de fête on couvrait de fleurs les tombes des martyrs. Et même, sur un sarcophage publié par M. Ed. Le Blant (1), on voit deux personnages assis aux deux extrémités et gravement occupés à tresser des guirlandes, ce qui peut ressembler à une décoration établie à demeure. Mais je ne trouve nulle part, comme ici, les traces de l'appareil décoratif lui-même.

Sur le célèbre linteau de l'église que saint Rustique érigea à Narbonne vers le milieu du ^v^e siècle, ainsi que sur l'autel de Minerve, qui provient incontestablement de cette église (2), quatre trous équidistants ont servi à l'introduction de tiges de fer ou de bronze auxquelles on suspendait trois rinceaux de feuillage ou de fleurs. Cette ornementation rappelle les guirlandes que nous voyons

(1) SARCOPHAGES CHRÉTIENS DE LA GAULE, n° 10 et pl. III.

(2) Le chapitre métropolitain de Narbonne a possédé depuis les temps les plus reculés des propriétés à Minerve. Cela explique le transport du monument. D'ailleurs nombre de tables ou supports d'autel de la région proviennent incontestablement de Narbonne.

sur la frise des autels païens, rattachées aux cornes des bucrânes par des lemnisques flottants. C'est le dispositif que nous retrouvons, avec un peu plus d'élégance, sur le sarcophage de Festa. Mais si quelque doute subsistait à l'égard de ces humbles vestiges, si ces témoins muets des splendeurs disparues ne pouvaient forcer notre conviction, j'en appellerais au témoignage de Paulin de Nole lui-même, qui nous décrit la décoration des églises dans ces vers si souvent cités :

Aurea nunc niveis ornantur limina velis ;
Clara coronantur densis altaria lychnis (1).

Et plus loin il s'écrie :

Spargite flore solum, prætexite limina sertis....
Martyris ad tumulum debet et terra coronas (2).

Ainsi, de l'aveu de Paulin de Nole, aux jours de fête les linteaux des portes, où flamboyaient les lettres d'or (3) des dédicaces, étaient décorés de blanches tentures et de rinceaux de feuillage; leurs abords étaient jonchés de fleurs; les cierges se pressaient sur l'autel resplendissant de lumière; les couronnes s'amoneaient sur les tombeaux des martyrs.

Environ deux siècles plus tard, Grégoire de Tours rapporte un miracle opéré auprès d'un tombeau recouvert de sauges. Il mentionne aussi une tombe, qui fut peut-être celle de Sulpice Sévère, et qu'à chaque printemps on décorait de tiges de lis en fleur.

Mais dans les vers de Paulin, non plus que dans la prose

(1) DE S. FELICE NATALITIUM CARMEN III, v. 98-99.

(2) *Ibid.*, v. 110, 113.

(3) Sur le linteau de saint Rustique, érigé quelques années après la mort de Paulin, les lettres de l'inscription ne paraissent pas avoir été dorées; le malheur des temps, attesté par l'inscription elle-même, ne l'avait sans doute pas permis.

de Grégoire, il n'est nullement question de la tombe des simples fidèles. Aussi, en l'absence de cas similaires, je suis disposé à voir dans les honneurs rendus au tombeau de Festa un hommage exceptionnel. Si Festa, comme le texte l'affirme, était parée de toutes les grâces de la femme, il faut croire que son inconsolable mari voulut parer sa tombe de toutes les fleurs des champs, aussi bien que des fleurs de la rhétorique.

Et sa décision fut ratifiée par la communauté chrétienne tout entière. Ce n'est pas sans une profonde surprise que nous avons constaté sur la tranche de la tablette des traces indéniables de pratiques dévotes. Le lecteur peut fort nettement observer sur l'épreuve l'usure produite sur le côté gauche de la tranche par le contact des milliers de fois répété des doigts ou plutôt des lèvres des fidèles. Alors que le D est absolument intact, l'M est presque entièrement effacée. C'est ce qui m'a fait supposer tout à l'heure que cette partie du monument se présentait la première aux regards du visiteur.

Il est d'ailleurs impossible d'assigner une autre cause à ces traces d'usure. Quand j'étudierai tout à l'heure les vicissitudes qu'a subies le monument, on verra bien que dans aucune autre circonstance un pareil fait n'a pu se produire. Nous assistons donc en quelque sorte à la genèse d'un pèlerinage.

Certes, d'autres que Festa donnèrent l'exemple des vertus communes aux chrétiens des premiers siècles. Mais l'attrait de la jeunesse, la beauté de la femme, le prestige de la race, tout en Festa s'unissait pour frapper l'imagination populaire, en un temps où l'on coudoyait quelquefois des saints.

Nous pouvons maintenant expliquer pourquoi on avait percé une ouverture carrée sur le couvercle, au détriment du mot *jacet* de l'épitaque. Toutes les explications qu'on a tentées jusqu'ici étaient vaines, notamment la mienne.

Cette ouverture était ce qu'on appelait une *fenestella*. Elle servait à introduire dans le sépulcre des objets que le contact des reliques devait sanctifier. Cela résulte nettement des remarques que j'ai faites tout à l'heure et ces deux faits, l'usure du bord de la tablette et l'ouverture percée dans la dalle, se prêtent un mutuel appui (1).

Il est inutile de décrire les longs cortèges qui durent venir s'agenouiller au tombeau de Festa, jusqu'à l'heure maudite où il fallut soustraire à la fureur des barbares ses restes vénérés.

Déjà, quand j'étudiai le premier fragment, j'avais conclu de sa présence dans la Vicomté qu'il provenait sans doute des remparts du v^e siècle, sur lesquels s'appuyait ce palais, et dont les restes se voient encore dans la cour. La tablette qui m'a fourni le sujet de cette étude provient également de la Vicomté (2) et cette similitude d'origine n'a pas été une des moindres raisons parmi celles qui m'ont déterminé à tenter un rapprochement.

(1) Parmi les trois cents sarcophages étudiés avec tant de compétence par M. Ed. Le Blant dans l'ouvrage précédemment cité, une quarantaine sont attribués par la tradition à des saints ou du moins à des personnages réputés tels. Pour mon compte, je crois que le nombre de ces tombes anonymes qui ont reçu les hommages des pèlerins est bien plus considérable. Nous conservons au musée de Narbonne deux couvercles en forme de toiture à imbrications, caractéristique des v^e et vi^e siècles. A l'une des extrémités de l'arête faîtière de ces couvercles, on remarque un trou percé à la bouterolle, analogue à ceux que j'ai signalés sur le linteau de Rustique. Dans chacun de ces trous on peut introduire une canne, qui descend jusqu'au fond de l'auge. A quoi pouvaient-ils donc servir, sinon à permettre l'introduction, soit d'une baguette portant enroulée une étoffe que le contact des reliques devait sanctifier, soit d'un tube destiné à extraire l'eau qui suintait du fond de quelques sarcophages ? Entailler une *fenestella* dans cette paroi épaisse n'était pas une opération fort commode ; on avait donc recours à la tarière. On ne peut vraiment pas objecter que ces trous proviennent d'une appropriation postérieure, qui n'a jamais eu lieu et qu'on ne pourrait expliquer. D'ailleurs ces ouvertures se dissimulent autant que possible parmi les moulures et les sculptures du couvercle.

(2) Elle était encastrée dans un mur, et l'on voit encore sur la tranche les traces des trois pattes en queue d'hironde qui la fixaient.

Si l'on veut bien examiner ma planche photographique, on reconnaîtra que la section des deux parties a été faite avec beaucoup de soin et en évitant de commettre des dégâts irréparables. Cette cassure n'est donc pas le résultat d'un accident, ni le fait de la malveillance; elle fut motivée par la difficulté qu'il y avait à insérer dans les interstices des gros blocs du rempart deux surfaces inclinées l'une sur l'autre à angle droit.

Les longues scies à marbre, qui avaient servi à équarrir le monument et dont on voit fort nettement les traces sur le couvercle lui-même, étaient sans doute exclusivement employées sur les chantiers d'équarrissage, dans les Pyrénées. On creusa donc à la pointe deux gouttières adossées l'une à l'autre et on détacha brusquement les deux parties en plaçant l'une d'elles en porte à faux. Une des lignes de l'inscription fut ainsi sacrifiée, mais pour les lettrés de l'époque il en restait encore des traces bien suffisantes; elles le sont encore après quinze siècles.

On trouvera peut-être que je m'étends un peu trop longuement sur ce détail, comme je me suis étendu sur l'attribution de l'épithète à un poète connu. C'est que ces détails ont à mes yeux une extrême importance. S'il était prouvé que notre poème est bien de saint Paulin de Nole et que notre monument a été bien certainement enfoui dans des remparts élevés vers l'an 413, nous connaîtrions assez exactement la date où fonctionnait l'atelier qui l'a produit.

Il en existe en France plusieurs autres du même type, incontestablement sortis du même atelier, et peut-être de la même main. Je ne saurais passer sous silence un fragment de cuve, aujourd'hui au musée de Toulouse, et dont je donne un dessin dû à la plume d'un de nos confrères.

Dans son étude sur les sarcophages chrétiens de la Gaule, M. Ed. Le Blant reconnaît que ce monument est du type des sarcophages du Sud-Est. Effectivement il provient de

Narbonne et je ne suis pas éloigné de croire que c'est le tombeau dont parle Dumège dans une de ses lettres. Dans ce cas il aurait été retiré d'une maison située sur la place de l'Hôtel-de-Ville, à deux pas de la Vicomté. On peut donc dire qu'il a la même origine que le nôtre.



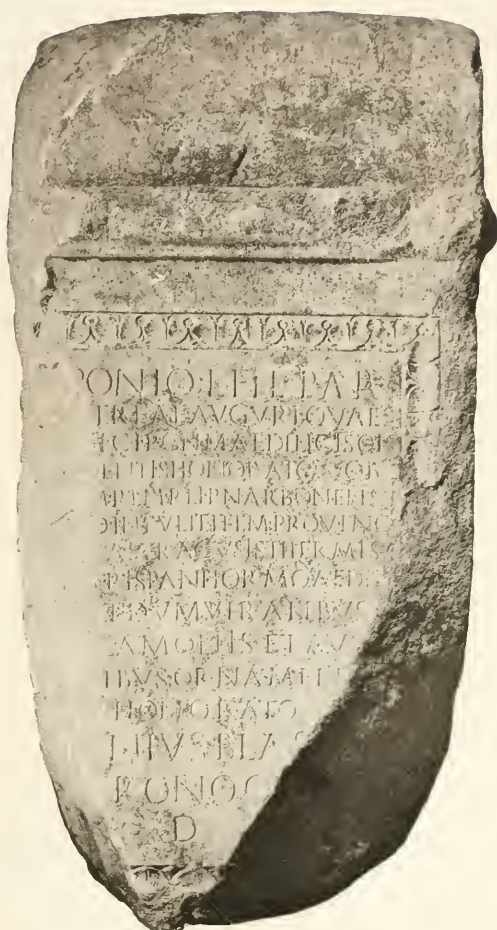
Ici les deux époux sont représentés groupés selon la mode païenne, au centre d'une coquille; mais sur un couvercle conservé à la Bastide (Gard), chez M. de Flaux (1), la disposition et les détails sont les mêmes que dans le nôtre. La seule différence que je constate, en dehors des plis du daïs qui sont disposés en sens inverse, c'est que le cartouche central est soutenu par deux génies mâles. Ces légères différences étaient certainement voulues. A tort ou à raison, en matière d'art aussi bien que dans la vie courante, on aime généralement à acheter des objets dont on ne connaît aucune réplique. Les ateliers essayaient donc d'introduire une certaine variété dans leurs œuvres; mais leur fantaisie était retenue dans d'étroites limites.

(1) Cf. SARCOPIAGES CHRÉTIENS DE LA GAULE, pl. XXI, fig. 4.

Et ceci nous édifie complètement sur la valeur artistique de l'époque, qui sans conteste était fort mince. On avait encore sous les yeux les monuments des grands siècles; les sculpteurs pouvaient encore se former la main. Mais le génie créateur, essence même de l'art, était en quelque sorte épuisé. On se bornait à reproduire quelques types spéciaux, agrémentés de variantes. Cet art anémique a pu donner des œuvres que l'on regarde quelquefois avec plaisir, mais on ne peut s'empêcher d'y reconnaître la marque d'une décadence profonde.

Cette décadence devait être un jour irrémédiable. Quand les monuments païens eurent été à tout jamais enfouis dans les profondeurs des remparts que l'on érigeait à peu près partout, quand le sol du monde romain eut en quelque sorte fait peau neuve, quand toutes ces œuvres, fruit d'une éducation plusieurs fois séculaire, eurent définitivement disparu, l'art retombé en enfance ne put nous donner que ces spécimens que nous regardons dans nos musées d'un œil ébahi, et qui rappellent à s'y méprendre les images naïves charbonnées par nos écoliers sur les murs de leur prison ou sculptées dans le bois de leurs pupitres. Et l'art n'a pu renaître que lorsque des artistes de génie ont scruté avec un amour passionné les vieux monuments restés encore debout, ou lorsque les hasards des fouilles ont ramené au jour ces chefs-d'œuvre de la sculpture que nos pères mirent à l'abri avec une sollicitude dont, je l'espère, nous n'avons pas encore épuisé tous les effets.

F.-P. THIERS.



IN HONOREM

ONIO FELIX

TRIA AVGVSTVS

CHONIAE EDICTVS

ET HONORIS AVGVSTVS

ET HONORIS AVGVSTVS

ET HONORIS AVGVSTVS

ET HONORIS AVGVSTVS

ET HONORIS AVGVSTVS

ET HONORIS AVGVSTVS

ET HONORIS AVGVSTVS

ET HONORIS AVGVSTVS

ET HONORIS AVGVSTVS

ET HONORIS AVGVSTVS

ET HONORIS AVGVSTVS

ET HONORIS AVGVSTVS

ET HONORIS AVGVSTVS

ET HONORIS AVGVSTVS

ERRATA

P. 119, l. 5, 21, au lieu de	Ducange	lire	Du Cange
l. 6	—	<i>Alforjar.</i>	— <i>Alforjar.</i>
l. 6	—	<i>Montica</i>	— <i>Mantica</i>
l. 7	—	<i>passim</i> !.	— <i>passim</i> ?
l. 18	—	Ils	— Elles
l. 31	—	Ducange	— Du Cange :
l. 39	—	rolhos	— <i>rolhos</i>



Inventaire des Archives communales de Narbonne antérieures à
1789, par G. MOURNÉS, archiviste du département de l'Aude
3 vol. in-4°. **100 fr.** »

J.-J. Cassanea de Mondonville, compositeur et maître
de musique de la chapelle du Roi, notice biogra-
phique publiée sous les auspices de la Commission
archéologique de Narbonne, par L. GALIBERT. **1 fr.** »

Bulletin de la Commission archéologique et littéraire
de l'arrondissement de Narbonne (1^{re} série, années
1876-1877) **6 fr.** »

Bulletin de la Commission archéologique de Nar-
bonne (2^{me} série, années 1890, 1891 et 1892)
6 fascicules, ... le fasc. **3 fr.** »

Catalogue raisonné des objets d'art et de céramique
du Musée de Narbonne, par EUGÈNE FIL. **1 fr. 25**

Catalogue de la Bibliothèque publique de Narbonne,
par M. J. TISSIER, bibliothécaire-archiviste, ancien
élève de l'école des Chartes (2 vol.) **15 fr.** »

En vente chez M. FRANÇOIS CAILLARD, imprimeur-libraire,
2, rue Corneille, Narbonne.

7
3
3
2

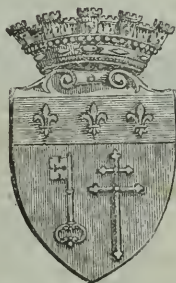
BULLETIN

DE LA

COMMISSION ARCHÉOLOGIQUE

DE NARBONNE

ANNÉE 1893 — 2^{me} SEMESTRE



NARBONNE

IMPRIMERIE F. CAILLARD, RUE CORNEILLE, 2

1893

3
3
2

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LE BULLETIN

	Pages.
Procès-verbaux des séances de la Commission archéologique (1 ^{er} semestre 1893).....	LXXXV
Études sur Narbonne romaine. La conquête romaine et la fondation de la colonie de Narbonne (GASTON JOURDANNE)	413
Le roi Achila (G. AMARDEL).....	423
L'albigéisme et les frères Prêcheurs à Narbonne au xiii ^e siècle (G. DOUAI) ...	446
Quelques mots sur la littérature languedocienne à Narbonne du xvii ^e au xix ^e siècle (GASTON JOURDANNE).....	493
Documents commentés sur l'histoire du Languedoc au xv ^e siècle (JEAN GUIRAUD).....	519

La Commission entend laisser aux signataires des articles l'entière responsabilité de leurs appréciations.

COMMISSION ARCHÉOLOGIQUE

PROCÈS-VERBAUX

Année 1893. — 1^{er} Semestre.

Séance du vendredi 6 janvier 1893.

La séance est ouverte à 2 heures 30 sous la présidence de M. Favatier.

Présents : MM. Claret, de Monerie, Lafont, l'abbé Dupuy, Thiers, Boué, Cros-Mayrevieille, Bories, Riols, *membres résidants*; Viennet, *membre correspondant*; Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE :

Note de M. le maire de Narbonne invitant M. le conservateur du Musée à expédier à la direction des Beaux-Arts le tableau *Ulysse chez Alcinoüs* pour y être réparé. (L'expédition a eu lieu le 29 décembre 1892).

M. DE RIVIÈRES, *membre correspondant*, demande à la

Commission de souscrire à l'album que va faire paraître la Société archéologique du midi de la France sur les monuments anciens du Sud-Ouest. (Adopté).

Sur la proposition du secrétaire, il est décidé qu'on enverra à la Société des Beaux-Arts de Narbonne, qui nous a envoyé son bulletin, le bulletin de la Commission.

M. CLARET rend compte des démarches qu'il a faites à Paris pour obtenir le concours de l'État à la publication du livre de comptes de Jaume Olivier, que la Commission aurait voulu entreprendre ; ces démarches n'ayant pas abouti, le comité de publication est chargé d'étudier à nouveau cette question et de rechercher s'il n'existerait pas quelque combinaison de nature à la résoudre.

M. THIERS entretient l'assemblée d'une visite qu'il a faite, en compagnie de MM. Boué, Narbonne et Berthomieu, au lieu dit « Taille-Vent, » situé sur la route de Moussan, au sommet de la côte qui longe la propriété de Malvezy, où l'on venait de découvrir des restes de constructions romaines.

Les visiteurs se trouvèrent, à leur arrivée, en face d'un terrain entièrement bouleversé par de récents défoncements et ne présentant aux regards qu'un amoncellement de débris de toute sorte : grandes tuiles à rebord, pans de murs recouverts d'un enduit rougeâtre, mosaïques grossières, etc. ; les seuls objets intéressants retirés des fouilles consistaient en quelques fragments d'une inscription sur marbre de la bonne époque romaine et en deux urnes cinéraires en verre contenues dans des vases de plomb, le tout dans un état de destruction à peu près complet.

Un des fragments d'inscription porte le nom ...BIL·LI... (*a* BIL·LIus, probablement) nomen qui figure déjà dans l'épigraphie narbonnaise. M. Thiers pense que ce monument devait être une sépulture.

M. Thiers ajoute qu'il a acquis pour le Musée, grâce à

l'intermédiaire de notre nouveau collègue pour le canton de Durban, M. Ferran, deux curieux monuments de l'époque chrétienne provenant de l'ancienne église de Castelmaure aujourd'hui désaffectée :

1° Une tombe plate en marbre blanc assez fruste du x^e siècle, dont le centre est occupé par un écu à peu près indéchiffrable :

2° Un bénitier en marbre blanc qu'il croit avoir été creusé dans une table d'autel du v^e siècle, faite avec une ancienne inscription romaine ; ce bassin reposait sur une colonnette dorique ; le titulus, gravé sur la face inférieure, a été en partie détruit par la retaille extérieure de la pierre et n'existe plus que sur la surface circulaire plane en contact avec le support.

N ∨ F V...	0.110
...Λ I L ∨ LEG ∨ Π ∨ I....	0.055
.... IAE ∨ LINC.....	id.
..... Λ ∨ I FV.....	id.

Dimensions de la pierre : long. 0.555 ; larg. 0.465 ; épais. 0.13.

Des remerciements sont votés à MM. Thiers et Ferran.

M. Thiers offre au Musée un fragment d'inscription visigothique retiré du mur d'enceinte de la propriété de M. Cabanes (chemin de Cuxac) et qui avait été signalée, il y a quelques mois, par notre savant collègue, M. Alphonse Blanc.

.....
 S INDI ∨ XV AI.....
 NI LEOVILDIR
 EGES

Ce marbre provient très probablement du cimetière Saint-Félix et offre la plus grande ressemblance avec notre

importante inscription de Truilhas ; il est daté, comme elle, de la xve année de l'indiction, sous le règne de Léovigilde; on n'y voit plus toutefois à quelle année de ce règne elle se rapporte; d'ailleurs, ces rapprochements n'existeraient-ils pas que la forme identique des caractères suffirait à prouver la contemporanéité des deux monuments et à autoriser l'opinion qu'ils sortent du même atelier.

M^{gr} BARBIER DE MONTAULT offre à la Bibliothèque le tome vii de ses OEuvres complètes.

Des remerciements sont votés à M^{gr} Barbier de Montault pour le don de ce volume, dont il sera ultérieurement rendu compte.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 h. 15.

Le Président,
J. RIOLS.

Le Secrétaire,
L. BERTHOMIEU.

Séance générale du jeudi 26 janvier 1893.

La séance est ouverte à 8 heures 30 du soir, dans la grande salle de la Bibliothèque, sous la présidence de M. le Maire de Narbonne.

Le bureau est formé par les membres du bureau de la Commission et les membres du comité de publication.

Cinquante membres environ assistent à la séance.

M. FAVATIER, président de la Commission archéologique, remercie M. le Maire de l'intérêt qu'il porte à la Commission. Il rappelle que c'est grâce à son insistance que le conseil général a élevé récemment à 1,500 fr. l'allocation

accordée à la Commission archéologique pour l'entretien de la Bibliothèque et du Musée. Il prononce ensuite le discours suivant :

« MESSIEURS ET CHERS COLLÈGUES,

Il y a un an, nous nous mettions pour la première fois en relations directes avec les membres libres de la Société archéologique. J'eus l'honneur de leur adresser le premier la parole : je leur dis nos souhaits de bienvenue et toutes les espérances que nous avions mises dans leur concours. Je les invitais à travailler avec nous dans la mesure de nos forces, chacun avec ses aptitudes, sa science ou son talent, à un impérissable monument, la grandeur de notre chère patrie. Avec une franchise que vous m'avez permise, et dont je vous remercie, je vous disais où je voyais cette grandeur, dans la grandeur morale qui élève les âmes et trempe les caractères, et c'est à elle que je demandais l'orientation de nos travaux. Répudiant ce vandalisme étroit qui a accumulé tant de ruines sur le sol de la France, je vous demandais, au moins au point de vue de l'art et de l'histoire, un peu d'amour pour le passé, et je vous conviais tous à un travail fécond et désintéressé (1).

Vous m'avez écouté avec une bienveillance dont j'ai gardé un souvenir reconnaissant, et qui m'enhardit à m'adresser encore à vous cette année avec cette même franchise qui est à la fois l'honneur de celui qui parle et l'honneur de ceux qui l'écoutent.

Parmi les travaux auxquels je vous conviais, j'ai nommé les études historiques. C'est surtout là dessus que je voudrais aujourd'hui appeler votre attention. Il y a là une mine féconde à exploiter, et nous pouvons en tirer de

(1) Voir le Bulletin de la Commission archéologique du 1^{er} juillet 1892.

véritables richesses... « L'histoire du passé, » ai-je lu quelque part, « est souvent le meilleur guide pour nous « diriger au milieu des difficultés du présent et des « incertitudes de l'avenir. » Cette pensée m'a paru pleine de justesse : mais il faut pour cela que cette histoire soit faite avec une sincérité complète. Il faut que le dépouillement de nos vieilles archives soit fait consciencieusement. Il faut savoir les interroger avec la patience du bénédictin et la sagacité d'un jugement exempt de prévention : puiser à des sources pures, limpides comme la vérité, et non pas à des sources troublées par la passion ou la haine. Alors la réalité remplacera la légende, et l'histoire ne sera plus comme elle l'a été trop souvent, suivant l'expression de M. de Maistre, « une conspiration contre « la vérité. »

Ce sont ces laborieuses recherches, ces monographies faites avec intelligence et bonne foi, mettant en relief des documents irrécusables, qui sont la meilleure préparation à une histoire impartiale et véridique. Ce sont ces matériaux solides et inaltérables que vous arracherez de la carrière, et que vous fournirez à l'architecte éminent et consciencieux qui saura les discerner, les mettre en œuvre et élever le monument.

Si je ne craignais d'empiéter sur le domaine réservé à notre spirituel confrère, je vous dirais les efforts déjà tentés, non sans succès dans cette voie, et que vous avez pu apprécier d'ailleurs par une simple lecture du Bulletin. Je dois néanmoins rendre un hommage mérité au plus important de ces travaux, que la modestie de son auteur ne mettra pas suffisamment en lumière. *L'instruction publique à Narbonne avant 1789* de M. Louis Narbonne est un travail plein d'intérêt, consciencieux, fruit de longues, patientes et intelligentes recherches : il témoigne d'une érudition sérieuse et répond parfaitement au programme que je viens de tracer. Je reviens à mon sujet.

L'étude des sources historiques sincèrement faite sera pour nous, Messieurs, à la fois une jouissance, un enseignement et une consolation.

Et d'abord quelle jouissance plus pure et plus noble que cette étude scrupuleuse du passé, cette recherche sévère de la vérité !

Les héritiers des grandes familles, dignes de leur nom, aiment à relire l'histoire de leurs ancêtres, les hauts faits qui les ont illustrés. C'est ainsi que pénétrés de ce vieil adage : *Noblesse oblige*, ils s'excitent à les imiter, à suivre leurs exemples et à honorer le nom qu'ils portent. Et nous, Messieurs, nous sommes, Dieu merci, d'assez haute lignée. La France est une assez illustre famille ; elle a répandu la civilisation partout, elle a été la grande initiatrice ; et dès l'aurore de cette civilisation qui devait remplacer l'empire romain et former le monde moderne, la France, fille aînée de l'Église, marchait à la tête des nations chrétiennes. Nos pères avaient fait d'elle en quelque sorte le soldat de Dieu, au point que tous les opprimés se tournaient vers elle : et si des circonstances inéluctables l'empêchaient d'aller jusqu'à eux, ces malheureux opprimés s'écriaient tristement en courbant la tête : Dieu est trop haut et la France est trop loin.

Nous pouvons être fiers de son passé, quelles que soient les taches inséparables de toute œuvre humaine. Ce sera donc une vraie joie pour nous de fouiller dans ses annales, et d'y retrouver le souvenir des grandes actions qui avaient fait du vieux peuple franc, le peuple le plus généreux, le plus chevaleresque, à la fois la plus illustre et la plus sympathique de toutes les nations.

Et s'il m'est permis d'apporter ici mon expérience personnelle, je puis vous dire que sur un terrain bien modeste, l'histoire de notre vieille cité narbonnaise, j'éprouve une véritable jouissance à fouiller dans ses archives, à y retrouver le souvenir de tout ce que nous

ont légué nos pères, à les voir revivre avec leur foi, leurs aspirations et leurs espérances, leurs luttes ardentes, leurs succès, leurs revers, leurs joies et leurs tristesses, leurs vertus et, hélas ! aussi leurs faiblesses.

Cette étude de l'histoire sera encore pour nous un enseignement, si nous voulons la faire, ce dont je ne puis douter, avec bonne foi.

Sans doute l'humanité marche sans cesse vers des destinées connues de Dieu seul. Mais dans cette marche en avant que de situations qui ont leur analogue dans le passé ! Que de difficultés à résoudre qui ont été résolues par nos pères ! Que de dangers à surmonter qu'ils ont surmontés eux-mêmes ! Que d'utopies séduisantes condamnées par l'expérience du passé comme absolument irréalisables ! Si l'on pouvait, si l'on voulait étudier l'histoire, que de fautes on pourrait éviter ! Telle institution rejetée comme funeste au progrès pouvait rendre encore de grands services sociaux. Il fallait seulement en corriger les abus, la réformer sur quelques points. On a préféré la rejeter absolument ; et pour éviter un danger on est tombé dans un danger plus grand encore. N'est-ce pas ce qui est arrivé pour l'organisation du travail ? On avait une organisation défectueuse, on est tombé dans une désorganisation complète. Et qui en a le plus souffert ? Ceux que l'on prétendait affranchir.

Voilà les dangers qu'une étude profonde de l'histoire pourrait conjurer, en développant le sens historique, en faisant tomber bien des préventions, bien des préjugés. C'est à établir cette histoire sérieuse, sincère, exempte de la passion et de la haine qui obscurcissent l'intelligence et faussent le jugement, que nous pouvons tous travailler dans une certaine mesure.

Dans cette étude, sous la trame des faits historiques, nous retrouverons les doctrines, leur genèse, leur développement, leurs conséquences heureuses ou funestes,

glorieuses ou néfastes, suivant qu'elles se rapprochent ou s'éloignent davantage du vrai, du bien et du beau absolus. Il ne faut pas se tromper à cet égard, Messieurs, les grands faits historiques ne se manifestent pas spontanément au soleil de l'histoire, isolés à un point du temps et de l'espace, sans ancêtres dans le passé, sans postérité dans l'avenir. Les doctrines ne demeurent pas toujours dans le domaine spéculatif. Il vient un jour où elles sortent du cabinet du philosophe pour passer, si je puis m'exprimer ainsi, du subjectif à l'objectif, de l'état abstrait à l'état concret.

Ce jour-là ces doctrines prennent un corps, elles s'incarnent dans un homme ou dans une foule, les unes produisant les scélérats qui seront la honte et le fléau des peuples, les autres produisant les bienfaiteurs de l'humanité, les héros et les saints.

C'est alors que l'historien digne de ce nom, après avoir analysé avec soin les faits historiques, les réunit dans une synthèse puissante et lumineuse ; et remontant jusqu'aux doctrines qui les ont engendrées, il établit les responsabilités et en déduit les lois de l'histoire.

Et maintenant laissez moi donner à ma parole l'autorité d'une des plus grandes voix de ce siècle :

« L'histoire est la science de l'homme vieillissant. Tandis
 « que la jeunesse s'avance en regardant l'avenir, l'homme
 « qui a vécu se retourne vers le passé dont il commence
 « à faire partie, et il cherche dans les générations disparues le pressentiment des choses qui viennent et qu'il
 « ne verra pas. L'esprit de prophétie, qui est celui de
 « l'éternité, s'empare de nous au déclin de notre âge, et
 « ne pouvant voir en nous-même la vérité encore inédite,
 « nous cherchons dans les mystères du passé le crépuscule
 « de l'avenir.....

« Ce n'est donc pas un spectacle mort, un tableau ruiné
 « que celui de l'histoire : l'histoire est un être vivant, qui

« a pris naissance dans l'éternité, qui s'y reposera un jour
 « et qui sur sa route, à mesure qu'elle avance, nous dit
 « l'avenir avec le passé, ce qui a été et ce qui sera, témoin
 « et prophète à la fois, le plus grand astre enfin qui
 « éclaire le monde, puisque l'Évangile lui-même fait partie
 « de l'histoire et que l'histoire de l'homme est aussi celle
 « de Dieu (1). »

L'étude de l'histoire sera enfin pour nous une consolation, elle nous fortifiera au jour de l'épreuve.

Trop souvent l'heure qui sonne ne nous apporte que tristesse et découragement. Combien de fois n'avons-nous pas vu les causes les meilleures, les plus pures et les plus grandes, vaincues ! Et fussions-nous un jour dans le camp des vainqueurs, qu'est-ce qui nous garantit que ces triomphes auront un lendemain, et que nos espérances les plus légitimes et les mieux assurées en apparence ne seront pas trahies ! N'avons-nous pas vu la patrie accablée, et devant des désastres inénarrables n'avons-nous pas senti un souffle de découragement passer sur notre front, et notre âme plier comme sous un poids trop lourd !

Au milieu du chemin de la vie, dit Dante, je m'éveillai dans une forêt obscure, *in una selva selvaggia, ed aspra e forte*. Cet homme qui s'éveille ainsi au milieu de sa vie, dans les rudes sentiers d'une sombre et sauvage forêt, n'est-ce pas l'image trop fidèle des hommes de notre génération ?

On s'était endormi au murmure flatteur de voix intéressées, qui célébraient les grandeurs trompeuses d'une prospérité factice et d'un progrès purement matériel. Une société affamée de jouissances, dédaigneuse de tous les grands sentiments qui sont l'honneur et la force d'une nation, bafouant sur les théâtres, sous le nom de chauvi-

(1) Discours sur la loi de l'histoire, prononcé par le P. Lacordaire à l'Académie de législation de Toulouse, le 2 juillet 1851.

nisme, cet esprit militaire et ce patriotisme qui sont au jour du danger le plus ferme boulevard d'un peuple : cette société était prête à toutes les défaillances et devait fatalement aller à l'abîme. — Quel lugubre réveil au bruit d'une grande nation qui s'effondre dans les horreurs de l'invasion, à la lueur de mille incendies allumés sur le sol sacré de la patrie par la main cruelle d'un ennemi impitoyable, par la main plus cruelle encore de ses enfants égarés !

Ah ! certes, ce n'est pas à cette heure douloureuse, où l'existence même de la patrie était en jeu, que nous pouvions demander à l'étude de l'histoire d'arracher de nos cœurs l'angoisse et l'anxiété : mais du moins la lecture de nos anciennes chroniques, en nous montrant la France triomphant des situations les plus désespérées, eût affermi nos courages et fait luire à nos yeux l'espoir du relèvement.

Jamais la France n'avait paru aussi près de sa perte et de sa ruine totale qu'au x^e siècle.

L'ennemi héréditaire, c'était alors l'Anglais, comme aujourd'hui l'Allemand. Depuis longues années il poursuivait sa marche envahissante : Poitiers, Crécy, Azincourt sonnaient le glas de la France, comme il y a vingt ans Wissembourg, Sedan, Metz et Strasbourg. Ses principales villes, Bordeaux, Paris, Rouen étaient au pouvoir de l'ennemi ; Orléans était assiégé. Henri IV, roi d'Angleterre, était proclamé roi de France sur le tombeau même du malheureux Charles VI, dans l'auguste abbaye de Saint-Denis. Pauvre France ! La trahison était partout, jusque sur les marches du trône. Le successeur de Charlemagne, le descendant de Philippe Auguste, est appelé dérisoirement le roi de Bourges : jusqu'à la Loire on n'aperçoit plus rien qui ne soit aux Anglais. Encore une défaite, qu'Orléans succombe, et tout est fini ; la France est rayée du grand livre des nations et n'est plus qu'un apanage de la couronne d'Angleterre.

Peut-on imaginer une situation plus sombre et plus douloureuse ! Et pourtant la France ne devait pas périr, elle avait encore de glorieuses destinées à accomplir.

C'est alors qu'apparaît une jeune fille, presque une enfant. Depuis l'âge de treize ans elle entendait des voix lui disant « qu'il y avait grand pitié au royaume de France, » et qu'elle avait pour mission de chasser les Anglais. Rien ne l'arrête, ni les moqueries, ni les insultes, ni les obstacles de toute sorte qui se dressent devant elle. C'est qu'elle avait au cœur une flamme ardente, l'amour de la patrie. Lorsque tous désespèrent, cette simple fille du peuple ne désespère pas ! Elle avait la foi, elle croyait à la France ; et lorsque le sire de Novelompont, Jean de Metz, qui l'avait pourtant accueillie avec bonté, lui disait mélancoliquement : « Rien « ne peut empêcher que nous devenions Anglais, » elle répondait énergiquement et sans hésitation : « Non, j'ai « pour mission de bouter les Anglais hors du royaume. »

A sa voix la France reprend possession d'elle-même, les courages abattus se relèvent, l'Anglais recule, il devait désormais reculer toujours. Le siège d'Orléans est levé, Paris, Bordeaux, Rouen et une foule d'autres villes rentrent successivement sous l'autorité de la couronne de France ; et enfin le 8 janvier 1558, un siècle après, — mais qu'est-ce qu'un siècle dans la vie d'un peuple, — Calais était pris, les Anglais étaient définitivement jetés hors du royaume, suivant la parole de Jeanne d'Arc ; ils ne devaient plus y rentrer.

Voilà l'histoire merveilleuse qui nous montre comment les nations se relèvent, et nous enseigne à ne jamais désespérer. Comment Jeanne avait-elle accompli sa divine mission ? Par une foi sans défaillance et une espérance indomptable.

Je lisais dernièrement le journal d'un officier de l'armée du Rhin, écrit à mesure que se déroulaient sous ses yeux les tragiques événements de l'année terrible. C'était le

14 août 1870 ; après nos premiers revers l'Empereur quittait Metz avec une partie de l'armée pour aller s'engloutir à quelques jours de là dans le gouffre de Sedan.

« Rien de plus lugubre, écrit le colonel Fay, que ce spectacle, devant lequel la foule reste triste et silencieuse. Ce sont les adieux de Fontainebleau, disent les uns ; c'est une fuite, disent les autres ; c'est, il faut en convenir, une grande tristesse..... »

« Singulier retour de la fortune ! Ce monarque qui s'éloigne ainsi avec son fils, sans provoquer sur son passage la moindre manifestation, n'était-il pas acclamé, il y a peu de mois encore, par des millions de voix qu'il comptait avec orgueil ! Cette armée qui se retire au premier choc de l'ennemi, ne l'avait-on pas vue naguère se porter à la frontière avec une confiance et une fierté que pouvaient se permettre les vainqueurs de Sébastopol et de Solférino ! »

« Quels changements » s'écrie M. Fay, « que de sujets de découragement pour les plus fermes, s'ils ne tenaient pas leur cœur bien haut ; si, malgré nos malheurs et nos fautes, ils n'espéraient contre toute espérance ? Non, nous le croyons fermement, il n'est pas possible que cette belle race française, qui a rendu de réels services à l'humanité, succombe sous la force et cesse jamais d'être une grande nation. »

Et nous, Messieurs, si jamais l'horizon s'assombrit, si des jours mauvais se lèvent encore pour notre patrie, nous nous souviendrons de Jeanne la bonne Lorraine, que nous pourrons peut-être invoquer comme la patronne et la libératrice de la France ; comme elle, nous conserverons malgré tout la foi et l'espérance ; et nous répèterons avec le colonel Fay : Il n'est pas possible que cette belle race française succombe sous la force et cesse jamais d'être une grande nation.

« *Exoriare aliquis nostris ex ossibus ultor !* »

De nombreux applaudissements accueillent la fin de cet éloquent discours.

M. ALBY, maire de Narbonne, prend la parole et s'exprime à peu près en ces termes :

« Messieurs, il est difficile, téméraire même, de prendre la parole après le discours vibrant d'éloquence et de patriotisme que vous venez d'entendre. Je dois cependant remercier M. Favatier des paroles flatteuses qu'il a bien voulu m'adresser au nom de la Commission archéologique dont il est le président. Je suis heureux d'avoir pu, comme il l'a rappelé, obtenir du conseil général le rétablissement de cette subvention qui était autrefois de 1,500 fr. et qu'un caprice avait fait descendre à 1,200 fr. En employant mes efforts à atteindre ce résultat, je n'ai fait que mon devoir de maire et de conseiller général, et vous pouvez être assurés qu'en cette double qualité je vous apporterai toujours mon concours le plus absolu et le plus dévoué.

Ce concours, d'ailleurs, ne vous est-il pas dû ? Ne sait-on pas comment la Commission archéologique créa en peu de temps la Bibliothèque et le Musée de Narbonne, comment elle sut réunir ici des œuvres d'art remarquables et tout ce qui peut rappeler les souvenirs glorieux du passé de notre cité, là les trésors de l'intelligence et de l'esprit qu'elle met à la disposition des travailleurs et des érudits ? Ne sait-on pas avec quel zèle et quel dévouement elle administra ces deux établissements, et quels services elle rend tous les jours ?

La municipalité et l'assemblée communale sont reconnaissantes à la Commission archéologique de son excellente administration ; aussi sont-elles disposées à faire tous les sacrifices compatibles avec l'état des finances de la ville pour seconder les efforts de la Commission.

En ce qui me concerne, si quelque chose peut m'être particulièrement agréable, toutes les fois que je pourrai

prendre part à vos travaux, ce sera, Messieurs, d'être considéré par vous, non point comme un président, — président de hasard qu'apportent et remportent les fluctuations de la politique — mais comme un des vôtres, fermement dévoué à l'œuvre que vos devanciers ont si bien commencée, que vous continuez intelligemment, comme un collaborateur, comme un ami. »

Après cette allocution qui est couverte d'applaudissements, la parole est donnée à M. Narbonne, membre du comité de publication.

M. NARBONNE s'exprime à peu près en ces termes :

« M. Claret-Llobet, trésorier de la Commission archéologique, empêché par un deuil récent d'assister à notre réunion, a bien voulu me charger de vous faire connaître la situation financière du comité de publication. Elle est consignée dans le tableau que voici :

RECETTES :

Solde de 1891.....	1.336 fr. 65
Cotisations des membres libres 1892 rentrées.....	930 »
Vente des bulletins par M. Caillard.....	71 »
Fonds de diverse nature mis à la disposition du comité de publication par la Commission.....	486 60
TOTAL DES RECETTES.....	2.844 fr. 25

DÉPENSES :

Envoi par poste du Bulletin 1 ^{er} semestre 1892.....	23 20
31 mai, compte Lemercier, graveur.....	95 95
6 juillet, dépenses diverses.....	34 70
17 juillet, compte Caillard, 1 ^{er} semestre 1892.....	622 50
Envoi par poste du Bulletin 2 ^{me} semestre.....	17 40
9 janvier 1893, 2 ^{me} semestre 1892, impressions....	760 35
9 janvier, compte Caillard, fournitures.....	18 »
15 janvier, envoi de convocations à la réunion générale.....	8 »
DÉPENSES TOTALES.....	1.580 fr. 30

Nous avons reçu..	2.844	25
Nous avons dépensé.....	1.580	30
IL RESTE.....	1.263 fr.	95
A cette somme doivent venir s'ajouter environ		
deux cents francs de cotisations 1892 à encaisser	200	»
Nous AVONS DONC EN CAISSE.....	1.463 fr.	95

Ce n'est pas tout à fait la richesse, mais c'est l'aisance, c'est en tout cas assez pour assurer l'existence de notre Bulletin.

Vous parlerai-je maintenant des travaux contenus au Bulletin ? Je ne le crois pas utile, puisque chacun de vous reçoit notre publication. Vous avez donc pu constater par vous-mêmes avec quelle ardeur les études d'histoire et d'archéologie locale y sont poussées ; ceux qui les lisent peuvent mieux que personne dire si elles offrent aux lecteurs agrément et profit.

Le Bulletin compte un corps de rédacteurs animés d'un esprit de travail infatigable. C'est toujours avec plaisir que nous trouvons dans notre Bulletin les noms de MM. Blanc, Barbier de Montault, Thiers, Massip, Amardel, Favatier, membres honoraires ou résidants. Parmi les membres libres, M. Gaston Jourdanne est un collaborateur précieux. Si depuis quelque temps nous sommes privés des communications de M. l'abbé Sabarthés, nous nous dédommagerons un de ces jours en lisant l'ouvrage qu'il va faire paraître et qu'il a consacré à l'ancienne église collégiale de Saint-Paul de Narbonne. Absorbé par son travail, cet honorable et distingué ecclésiastique a forcément un peu négligé le Bulletin, il ne l'a pas oublié, nous en sommes convaincu. Qu'il me soit enfin permis de saluer un membre libre qui, répondant à nos encouragements et à notre appel de l'an dernier, vient de faire ses premières armes dans notre publication avec une compétence et une autorité indiscutables : j'ai nommé M. Julien Yché.

La Commission archéologique s'est augmentée de deux membres honoraires qui apporteront au Bulletin un concours précieux. L'un est M. l'abbé Douais, professeur à l'Institut catholique de Toulouse, collaborateur de la *Revue des Pyrénées* et des *Annales du Midi*, auteur de nombreux ouvrages, dont l'érudition égale la fécondité. L'autre est M. Jean Guiraud, agrégé d'histoire, ancien élève de l'école française de Rome, aujourd'hui professeur au lycée de Sens. Pendant son séjour à Rome, M. Guiraud a copié un assez grand nombre de documents dont il se propose de faire profiter le Bulletin. Je citerai notamment trois inventaires narbonnais de l'an 1348, fort intéressants pour les mœurs et les coutumes du moyen-âge : grâce à eux on a une idée nette de l'intérieur d'une riche maison au moyen-âge et de la valeur des objets de nécessité ; ce sont : 1^o l'inventaire des biens que possédait à Narbonne André Fredoli, abbé de Saint-Aphrodise de Béziers, il indique dans le détail les sommes d'argent et les objets rares et précieux qu'il avait mis en dépôt dans la sacristie de Saint-Just, l'ameublement de son hôtel de Narbonne et de sa maison de campagne : 2^o deux inventaires de Jacques de Broa, chanoine de Saint-Nazaire de Béziers, qui possédait également beaucoup de biens à Narbonne.

Parmi les pièces importantes que possède M. Guiraud, laissez-moi encore vous citer de mémoire l'inventaire des biens d'un archevêque de Narbonne du x^ve siècle (je ne puis malheureusement vous en indiquer le nom), — un testament de l'an 1275 d'un nommé Guiraud en faveur de l'église Saint-Sébastien, qui contient des renseignements curieux sur la topographie de la campagne de Narbonne, — un document de 1316, où il est question des Franciscains hérétiques (sans doute les spirituels) qui troublaient notre ville et que le gardien de Narbonne, retiré à Azille, essayait de mettre à la raison, — le tableau des décimes que payèrent en 1348 à la cour de Rome les paroisses des diocèses

de Narbonne, Carcassonne et Alet, taxe proportionnelle au revenu de ces paroisses.

Vous le voyez, la marche en avant du Bulletin est définitivement assurée. »

M. Narbonne donne ensuite lecture, au nom de M. Gaston Jourdanne, membre libre, retenu par un deuil récent, d'un travail sur la littérature languedocienne à Narbonne du xvii^e au xix^e siècle, dont la lecture est accueillie par les applaudissements unanimes de l'assemblée (1).

Les membres présents sont invités à présenter les observations qu'ils croiraient devoir produire relativement au Bulletin. Personne ne demandant la parole, la séance est levée.

Le Président,

Le Secrétaire,

L. FAVATIER.

L. BERTHOMIEU.

Séance du vendredi 3 février 1893.

M. le président Favatier étant absent de Narbonne, la séance est ouverte à deux heures trente, sous la présidence de M. Riols, le plus ancien des membres présents.

Présents : MM. Lafont, Bories, l'abbé Dupuy, Gautier, Cros-Mayrevieille, Bonè, *membres résidents*; Viennet, *membre correspondant*; Tissier, *bibliothécaire*; et Berthomieu *secrétaire*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

(1) Ce travail est reproduit dans le présent Bulletin.

CORRESPONDANCE :

Circulaire ministérielle relative à la réunion des sociétés savantes qui aura lieu les 4, 5, 6, 7 et 8 avril à la Sorbonne. Informations ordinaires sur l'envoi des délégués et les conditions de transport par chemins de fer.

M. CLARET, trésorier de la Commission archéologique, adresse à M. le Président une lettre datée du 1^{er} février 1893, par laquelle il lui demande à être déchargé de cette fonction, que ses occupations nombreuses et son installation à la campagne ne lui permettent plus de remplir d'une façon utile.

Quelques membres ayant exprimé le désir qu'on essayât de faire revenir M. Claret sur sa détermination, M. Bories répond qu'il vient de le quitter et que sa résolution est inébranlable. Devant cette déclaration, l'assemblée défère à la demande de M. Claret, en lui exprimant tous ses regrets de lui voir résigner des fonctions qu'il avait remplies jusqu'ici, avec autant d'intelligence que de dévouement.

M. Camille de Monerie est ensuite nommé trésorier de la Commission, en remplacement de M. Claret, démissionnaire.

M. l'abbé Dupuy est nommé membre du comité de publication, lequel est invité à élire son nouveau président.

M. Cros-Mayrevieille veut bien se charger de tout le travail relatif au service du bulletin.

Un membre du comité de publication dit que quelques doutes se sont élevés dans le public sur le degré de responsabilité que pouvait assumer la Commission archéologique à propos des articles publiés dans le bulletin; il croirait utile qu'une note rendue publique fixât toute incertitude à cet égard; l'assemblée consultée décide, qu'à l'avenir, on inscrira au verso de la première page du

bulletin que la Commission entend laisser aux signataires des articles l'entière responsabilité de leurs appréciations.

M. le SECRÉTAIRE fait part d'une trouvaille qui vient d'être faite dans un champ situé près de Villardonnell, canton de Mas-Cabardès; un défoncement assez profond a amené la découverte de deux petits vases en terre cuite, forme tire-lire, remplis: l'un de deniers d'argent d'Henri III, roi d'Angleterre, frappés probablement à Londres; l'autre de petites pièces de bronze: Tournois de Philippe le Bel et de Louis IX, monnaies melgoriennes; ce trésor doit avoir été enfoui lors de la guerre de Cent ans.

M. le SECRÉTAIRE fait passer sous les yeux de l'assemblée une dizaine de ces pièces, qu'il a acquises pour le Musée.

Il appelle l'attention des membres présents sur la copie donnée par M. Thiers, dans le dernier bulletin, de l'inscription obituaire du prêtre *Adroavius*, provenant du legs Bonnel: à la leçon *ut ros dominus miser jussit in diem judicii*, qui lui paraît difficilement explicable, il propose celle-ci: *ut ros dominus misertus sit.....*, la forme de la lettre qui suit *miser* est d'ailleurs assez accentuée pour enlever toute espèce de doute à cet égard.

Sur la présentation de MM. Cros-Mayrevieille et Claret, M. Frénaye (Paul), directeur de la succursale de la Société Générale à Narbonne, est nommé membre libre.

M. H. Faure, membre résidant, offre une brochure intitulée: *Tableau comparé de la mortalité proportionnelle dans la Charité de Narbonne et dans soixante-douze hospices de l'Europe*.

M. Boué offre au nom de M. Jules Fabre, membre correspondant, une lampe funéraire romaine en terre cuite, portant un chien courant à droite, trouvée aux *Moulinassés*, dans sa propriété d'Hauterive, près Bizanet.

Remerciements aux donateurs.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures.

Le Président,

JULES RIOLS.

Le Secrétaire,

L. BERTHOMIEU.

Séance du vendredi 3 mars 1893.

La séance est ouverte à 2 heures 20, sous la présidence de M. Favatier.

Présents: MM. de Monerie, Lafont, Gautier, d'Andoque, Cros-Mayrevieille, Thiers, Amardel, Riols, Narbonne, *membres résidants*; Sallis, Viennet, *membres correspondants*; Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

M. le ministre de l'instruction publique (2 février) demande deux exemplaires du Bulletin de 1892 pour l'exposition de Chicago.

M. le ministre de l'instruction publique (27 février) accuse réception de quarante-deux exemplaires du Bulletin, 2^{me} semestre 1892, pour être distribués aux Sociétés savantes avec lesquelles nous sommes en relation d'échange.

M. le secrétaire annonce que la vierge en faïence du vieux Nevers acquise à Paris par M. Barlabé, moyennant les 500 fr. donnés par M. Louis de Martin, nous est arrivée en bon état.

Des remerciements sont votés à M. Barlabé pour les soins

qu'il a apportés à cette affaire et l'excellent goût qui a dirigé son choix.

L'assemblée décide que les 1,000 fr. légués par M. Tallavignes seront affectés à l'achat d'une œuvre d'art qui portera son nom.

M. Julien Claret a été maintenu dans ses fonctions de président du comité de publication.

M. Narbonne lit une notice de M. Iché, membre libre, sur un petit compotier en faïence de la fabrique de Moustier qui fait partie de la collection de M. J. d'Espèzel à Carcassonne.

Ce vase de couleur bleue, porte un écu armorié, sous lequel on lit l'inscription suivante: *M. de Murasson, prieur de l'abbaye de Fontfroide.*

M. Yché croit que l'administration du musée devrait chercher à obtenir de M. d'Espèzel la cession de cette pièce de céramique, à cause du souvenir local qui y est attaché.

M. le trésorier soumet à l'assemblée la situation financière de la Société, au moment de son entrée en fonctions; Il demande qu'on l'autorise à déposer les sommes disponibles à la Caisse d'Escompte de Narbonne. — Approuvé.

M. BARLABÉ, membre résidant, offre au musée:

1^o Un bel encrier en faïence de la fabrique de Marseille, avec armes ;

2^o Une assiette de la même fabrique marquée V P (veuve Perrin);

3^o Une assiette de la fabrique de Delft;

4^o Une assiette de vieux Rouen (décor dit aux oiseaux);

5^o Une assiette de fabrique italienne.

M. Rouzaud, professeur à la faculté des sciences de Montpellier, offre à la bibliothèque une brochure sur les escargots nuisibles à la vigne;

Le R. P. Appolinaire de Valence à Bellegarde (Gard) par

L'intermédiaire de M. Narbonne, une suite d'ouvrages, dont le détail suit :

1^o Lectiones Grammaticales pro Missionariis qui addiscere volunt linguam amaricam seu vulgarem abyssiniæ, etc. Auctore R. P. DD. G. Massaja :

2^o Études franciscaines sur la Révolution française dans le Gard, par le R. P. Apollinaire :

3^o Concession et dernières années du connétable Henri de Montmorency (1595-1614), par le même ;

4^o Les prières pour le roi en 1593, par le même :

5^o Intervention du P. Ange de Joyeuse dans les affaires du Languedoc (1627 à 1632), par le même :

6^o La peste du Languedoc de 1627 à 1632, par le même ;

7^o Correspondance de Peirese avec plusieurs missionnaires et religieux de l'ordre des capucins (1631-1637) recueillie et publiée par le R. P. Apollinaire de Valence.

M. H. Faure, deux livraisons des Annales historiques renfermant le compte-rendu de ses deux dernières brochures et la biographie de la sœur de Buchepot, ancienne supérieure décédée de l'Hôtel-Dieu de Narbonne.

M. Amardel, le tirage à part de son étude sur les monnaies des chefs de la Gaule. Remerciements aux donateurs

Sur la présentation de MM. Narbonne et Cros-Mayrevieille, M. Rouhard, ingénieur des arts et manufactures à Narbonne, est nommé membre libre.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 3 heures 45.

Le Président,

L. FAVATIER.

Le Secrétaire,

L. BERTHOMIEU.

Séance du vendredi 7 avril 1893.

— —

La séance est ouverte à 1 heure 30, sous la présidence de M. Favatier.

Présents : MM. de Monerie, Riols, de Martin, Gautier, Lafont, Cros-Mayrevieille, Boué, Bories, Amardel, *membres résidents* ; Sallis, Viennet, *membres correspondants* ; Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE :

Sous-Préfecture de Narbonne. — Circulaire relative aux congrès internationaux qui seront organisés pendant la durée de l'exposition de Chicago. — Programme. — Instructions pour les personnes qui voudraient se faire accréditer auprès du congrès.

M. le SECRÉTAIRE dit qu'il a écrit à M. le maire :

1^o Pour la réfection de la vitrerie de la salle des gardes (salle des antiques de la cour) : cette réparation, votée par l'ancien conseil municipal et qui avait reçu un commencement d'exécution, a été abandonnée sans motif connu.

2^o Pour demander l'établissement d'une clôture en bois destinée à protéger les pierres antiques dressées dans les contre-allées du jardin.

M. FAVATIER entretient l'assemblée d'un curieux document qu'il vient de découvrir dans les archives de l'étude de son fils M. Paul Favatier. C'est l'acte passé devant M^e Rouan, notaire, entre M^{sr} Claude de Rébé et les frères Rodière, peintres et doreurs, pour l'ornementation de la chambre de la grande tour de l'archevêché joignant la grande salle verte,

On sait que l'illustre Prélat fit de grandes réparations à son palais en vue de la visite de Louis XIII ; cette chambre fut probablement destinée au roi, pendant son séjour à Narbonne. Les visiteurs du Musée la retrouvent aujourd'hui, telle qu'elle est décrite dans l'acte en question, sauf la cheminée qui a disparu. Avant la réparation, le plafond de la salle devait atteindre le plancher de la salle supérieure, qui servait de prison ; c'est ce que semblerait indiquer un vide d'environ 1^m 20 qui règne au-dessus du nouveau plafond, et dont les murailles présentent un semis de fleurs de lys sur fond d'azur ; l'établissement de ce plafond a apporté plus d'harmonie entre la hauteur de la salle et ses autres dimensions.

M. Favatier donne lecture de l'acte, en regrettant que ses recherches ne l'aient pas amené à découvrir un document analogue concernant la salle précédente (probablement, la grande salle verte de l'acte) dont la restauration remonte à 1634, d'après la date inscrite sur une des poutres.

Voici la reproduction de ce document important :

« L'an mil six cens trente-deux et le neuvième jour du mois de novembre à Narbonne après midy, regnant très chrestien Prince Louis, par la grâce de Dieu, Roy de France et de Navarre, a esté en sa personne Monseigneur l'illustrissime et Révérendissime Claude de Rebé, par la grâce de Dieu et du Saint-Siège apostolique, Archevesque et primat de Narbonne, conseiller du Roy en ses conseils et Président nay des États généraux du pays de Languedoc, lequel de son gred a baillbé, à prix faict, à peindre et dorer la chambre qui est dans la grand tour de son Archevesché, joignant la grande salle verte, aux sieurs Antoine, Jean-Paul et Jean Rodière maitres peintres et doreurs, habitants du dit Narbonne, présents et acceptants, sous les articles suivants :

Premièrement, le dit sr Rodière, entrepreneur sera tenu

peindre les neuf meuses sur toile bien peinetes et bien achevées à figures entières, bonne peinture et riche sur toile.

Seront tenus de faire autres quarante figures d'anges et cupidons qui porteront les instruments des d. meuses, arts libéraux, fruits, fleurs, le tout bonne peinture et bien achevée sur bois.

Seront tenus de faire et fournir les ornements pour les dites neuf meuses, comme quadres et autres, selon qu'il sera jugé à propos et les enrichir et ageancer pour le mieux.

Pareillement pour les quarante autres figures qui se trouvent avec les neuf dans le plat fonds, seront obligés de dorer toute la moleure du dit plat fonds, en toute sa face d'ambas, filleter et le corps de dessus sera azuré, fors le dernier fillet qui sera encore doré, encore faud il que dans l'azur du corps du milieu, il y aye quelques figures d'architecture marquées d'or, comme... rosettes ou autres à la discrétion du peintre. Fauront pareillement unze tableaux sur toile qui se trouvent à la frize, les quels tableaux seront paisages les plus agréables qu'il se pourra, bonne peinture et bien achevée, les quadres des d. tableaux dorés entièrement comme aussi pareillement seront dorés entièrement vingt-quatre consoles qui se trouvent autour de la d. frize, ensamble aussi dix pentes de fruits qui se trouvent en la d. frize, entre les consoles, les quelles pentes de fruits seront entièrement dorées et leurs laes et boucles pareillement et le restant du corps de la d. frize sera ou azuré ou blanchy comme pour le mieux à la discrétion du peintre. Sera aussi dorée par sa face toute la cheminée ou dentileure de la d. frize, ensemble la molleure qui est au dessus et le fonds de la canicule azuré ou rouge obscur; l'architrave qui règne autour de la d. frize doit pareillement estre dorée, la cornice de la d. frize et lambris doit estre entièrement

dorée et azurée, la cheminée doit estre dorée en tout le corps et architecture et azurée et blanchie pour le restant sans tableau au milieu. Les fenestres blanchies et azurées et fillettées d'or partout dedans et dehors, les targettes aussi dorées, le lambris tout détoné. Dans les grandes places du milieu, camayeulx et batailles et autres, comme aussy fleurs, pots à fleurs. paniers de fleurs, de fruits. hommes armés, vertus et autres figures et emblesmes sellon le lieu et le sujet, comme aussi dans les panneaux haults et bas du d. lambris, arabesques et moresques blanes et autres fillets; les portes suivront le lambris. Le hault des fenestres et plate bandes des fenestres peint en treilhe avec un ciel ouvert au milieu d'une balustrade, dans l'un desquels, s'il est jugé à propos, sera peint un Mercure, dans l'autre un Apollon, pour le mieux. Anges dessus la ballustrade, animaux, oiseaux, grothesques, la treilhe et autres: ou bien une ballustrade. Le dernier des fenestres dans la chambre: le dedans de la cheminée comme les lambris et les bufets de la d. cheminée en marbre ou bronze, comme aussi les portes qui se fairont pour la d. cheminée suivront la fabrique ou peinture de la cheminée avec quelques pots à bouquets.

Le dit sr Anthoine Rodière qui aura la conduite de la d. besoigne et désignera le tout, suppléera à tout ce qui pourrait estre obmis pour l'ornement et embellissement de cette besoigne, lequel avec ses d. frères, fourniront toutes choses nécessaires soit or, colleur, bois, toille et autres choses nécessaires à la d. peinture (et chaffaudage) qui sera tout à huile et la doreure d'or bruny, pour toute laquelle besoigne de peinture, doreure, ornements et embellissements, et choses susdites, mon d. Seigneur accorde la somme de deux mil cinq cents livres tournois, la quelle sera payée aux dits sieurs Rodière, savoir: un tiers au commencement, l'autre tiers à moytié besoigne et le restant à la fin, perfection et réception d'i-celle, laquelle

besoigne sus désignée seront tenus avoir faite et parachevée entre ici et par tout le mois de may prochain venant et pour observer ci-dessus les d. sieurs Rodière, l'un pour l'autre, l'un d'eux en seul pour le tout sans division ny discussion, ont obligé leurs biens présents et advenir soubmis aux rigueurs de justice, renonciation.

Présents M. Maurice Dumolier, hebdomadier de Saint-Just, et M. Claude de la Brosse, chanoine de l'église Saint-Pol de Narbonne, témoins à ce appelés, sousignés avec mon d. Seigneur et les dits sieurs Rodière et moy notaire soussigné. »

« ROUAX, notaire. »

Après cette lecture qui a vivement intéressé l'assemblée, M. Favatier donne quelques détails sur la famille Rodière, desquels il résulte que tandis que les deux frères Jean et Jean-Paul paraissent n'avoir été que de simples ouvriers peintres et doreurs, Anthoine, qualifié dans tous les actes, de maître peintre, devait être, lui, un véritable artiste : on lui doit des tableaux de consuls semblables à ceux que nous possédons au Musée et plusieurs de ses œuvres figuraient dans les églises de la ville, entre autres dans la chapelle de Sainte-Marguerite de Notre-Dame de Lamourguier. Il recevait en apprentissage des élèves qui lui étaient envoyés des points les plus éloignés de la France et était même en relation avec des artistes étrangers.

M. le SECRÉTAIRE rappelle, à ce sujet, le compte-rendu d'une visite faite au Musée de Narbonne en septembre 1863 par M. Clément de Ris, et qui fut publiée plus tard dans l'ouvrage intitulé : *Musées de Province*. Dans cet article, le célèbre critique d'art, oubliant, sans doute, que le Musée de Narbonne datait à peine d'une trentaine d'années, traite d'une façon très humoristique, mais un peu cavalière, la plupart des toiles qu'il renferme. Voici la conclusion :

« Enfin je ne quitterai pas ce Musée sans signaler le

« plafond de la seconde salle; il est divisé par des poutres saillantes en une quarantaine de caissons peints de figures emblématiques de femmes, de saisons, de petits génies; je ne sais à qui attribuer ces figures; leur dessin ne manque ni de correction ni de style et m'a paru un mélange de la manière de Romanelli et de celle de Toussaint Dubreuil, de Bunel et de Fréminet. Quel est le peintre italien ou français italianisé qui s'est arrêté à Narbonne, dans la première partie du xvii^e siècle? espérons que le prochain catalogue nous édifiera à ce sujet; c'est à tout prendre, ce que le Musée contient de meilleur. »

La communication de M. Favatier donne toute satisfaction au désir exprimé par M. Clément de Ris, en même temps qu'elle nous révèle le nom d'un artiste narbonnais du xvii^e siècle qui nous était tout à fait inconnu.

M. Boué offre, au nom de M. Jules Fabre, membre correspondant, les objets suivants trouvés dans sa propriété d'Hauterive: un mors de cheval en fer; une balance romaine en cuivre avec son poids *equi pondium*; une lampe en terre cuite avec tête radiée; plusieurs fragments de verre. Remerciements.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures.

Le Président,

L. FAVATIER.

Le Secrétaire,

L. BERTHOMIEU.

Séance du vendredi 5 mai 1893.

La séance est ouverte à 2 heures 25, sous la présidence de M. Favatier.

Présents : MM. de Monerie, Barlabé, Lafont, Gautier, Cros-Mayrevieille, Thiers, d'Andoque, Boué, *membres résidents* ; Viennet, *membre correspondant* ; Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE :

La Société des sciences et arts de Carcassonne invite les membres de la Commission archéologique à participer à une excursion que cette société a organisée pour Toulouse, les 16 et 17 mai. Remerciements.

M. le SECRÉTAIRE conservateur du Musée dit que dans sa dernière séance, le Conseil municipal a autorisé M. Pautard, entrepreneur de la prochaine exposition narbonnaise, à établir dans l'église de Lamourguier une exposition industrielle et agricole ; si les membres de la Commission avaient été consultés à ce sujet, ils n'auraient pas manqué de signaler à M. le maire tous les risques qu'un pareil projet allait faire courir à nos collections lapidaires. Déjà fort éprouvées par les nombreux remaniements dont ils ont été l'objet, les monuments antiques que renferme cet édifice, auront beaucoup à souffrir des réparations qu'entraînera cette installation nouvelle. Le Conservateur a cru devoir écrire à M. le maire pour lui demander, s'il en est temps encore, à revenir sur cette détermination et, dans le cas contraire, afin de pallier autant que possible le mal, d'imposer à M. l'entrepreneur l'obligation :

- 1° De ne déplacer aucune pierre ;
- 2° De protéger toutes les assises par une solide barrière qui les mette hors des atteintes du public ;
- 3° De le rendre pécuniairement responsable des dégradations commises.

L'assemblée s'associant aux réclamations de M. le Conservateur, approuve la lettre qu'il a adressée à M. le maire.

Dans la même séance, le Conseil municipal, après avoir rejeté notre demande de protéger par une barrière, les pierres dressées dans les contr'allées du jardin, a chargé une commission d'étudier le projet d'un musée lapidaire.

M. FAVATIER, poursuivant le cours de ses investigations, communique un nouveau document relatif à la construction du grand escalier de l'archevêché en voici la copie :

L'an mil six cent vingt-sept et le vingt-huitiesme jour du mois de septembre à Narbonne, avant midy, régnant très chrestien etc... devant moy notaire royal et témoins bas nommés a esté en personne Mgr l'illus^{me} et Rev^{me} Louis de Vervins, par la grâce de Dieu et du St-Siège apostolique, archevesque et primat de Narbonne, cons^{er} du Roy en ses conseils et Président nay des Estats Généraux du Pays de Languedoc, lequel de gred et franche volonté a baillé et baille à faire le grand degred à repos de son grand pallais archiépiscopal à Pierre Montanier et Jean Cede maitres-maçons habitants de la présente ville, icy présents et acceptants, suivant les articles et conditions ey-après exprimés: Premièrement, que les d. Montanier et Cede, entrepreneurs seront tenus de faire toute la démolition nécessaire pour faire le d. degred suivant le modelle à eulx exhibé, rellevé en carton. Après la plasce étant rendue nette seront tenus bastir les murailles nécessaires pour enclorre le degred, suivant le dessain et modelle, lesquelles murailles doibvent estre pour le moins de quatre à cinq pans d'espesseur, depuis la terre jusques au couvert, et pour le fondement, suivant ce que les Maistres jugeront pour leur plus grande suretté. Pour entrer au d. degred fairont les d. entrepreneurs une porte au mitan du premier repos quy est au plain pied de terre quy aura une cane dans œuvre, et de la mesme largeur du vide quy sera laissé au milieu du d. degred, la haulteur de onze pans, le tout dans œuvre, avec un quart de rond tout autour, rond

par le hault, surbaissée, que la rondeur ne porte qu'un pan de hault. Tout le premier repos à plain pied de terre sera pavé de pierre de tailhe, ensemble tout le bas du d. degred quy se trouvera vuide. Fairont les d. entrepreneurs huit pilliers despartis suivant le d. modèle, quatre de chasque costé, de deux pans et demy en carré, et de la haulteur requise pour porter le d. degred, jusques au plain pied de la grande salle haulte de la d. archevesché, avec un quart de rond à chasque carré. Fairont les arceaux d'un pillier à aultre, en tous les endroits qu'il sera nécessaire, d'un pan et demy d'espesseur et un quart de rond de chaque costé, tant pour porter les marches quy seront nécessaires aux quatre montées que pour porter les quatre grands repos et galleries, les quels dits quatre repos, ils seront obligés de voultre et paver avec de la brique, ensemble fairont une grande voulte de la mesme brique que les d. grands repos qui couvrira tout le degred: laquelle brique les d. entrepreneurs fourniront, et la d. grande voulte sera au dessus du dernier repos, quy se trouvera entre les deux salles, de trois cannes de haulteur par dessus le d. repos. Le d. degred sera composé de quatre montées de vingt-deux marches chascune, desparties et étendues en haulteur suivant la plasce: lesquelles marches seront portées d'un costé sur une des murailles et de l'autre costé sur les arceaux quy seront attaichés d'un pillier à aultre et pour ayder à porter les d. marches, seront obligés les d. entrepreneurs de faire de chasque costé une plaincte laquelle sortira demy pan hors d'œuvre, quy portera sa façon comme les marches.

Fairont les d. entrepreneurs un ballustre de la bonne pierre de Sainct-Pol, d'un pillier à aultre durant les quatre montées, les quatre galleries haultes et les quatre repos: lesquels ballustres ils fairont avec des pilliers façonnés en la forme de ceulx du d. modèle d'un pan d'espaisseur en carré au plus gros, posés plus plain que vuide, ainsi

qu'il leur sera désigné. Pour porter les d. pilliers fairont une architrave sur laquelle les d. pilliers seront posés, et sur les d. pilliers y aura une coudière de mesme pierre que les pilliers quy aura un quart de rond à chasque face, l'une regardant le dedans du degred et l'autre le dedans du vuide d'icelle; le d. accoudoir estant de mesme largeur que les arceauxluy quy seront pardessus, laquelle pierre tant des pilliers, accoudoirs que ballustres, les d. entrepreneurs fourniront. Fairont neuf fenestres croisières trois à chasque repos de huit pans de largeur dans œuvre, de haulteur ainsi qu'il sera jugé à propos suivant la disposition des lieux et quy leur seront désignés en faisant la besoigne, avec un quart de rond partout le dehors; lesquelles neuf fenestres seront faictes à la grosse tour regardant le costé du midy aux lieux et places quy leur seront désignés. Fairont une porte pour entrer du premier repos dans le jardin et fairont une autre porte pour entrer du second repos dans la grande salle basse et au mesme second repos, laisseront une porte à la muraille neuve pour entrer à l'autre quartier quy est vis-à-vis. Et au plus hault repos, changeront la porte de la grande salle haulte au lieu qui leur sera désigné, et fairont encore deux autres portes au mesme repos, l'une pour aller à la gallerie et l'autre pour entrer à la sale verte, et en cas il se trouverait que aucune des d. portes ne feust au plain pied des d. repos, ils seront tenus de faire les degreds pour monter ou descendre dans les lieux ou membres pour la commodité d'iceulx, et généralement s'obligent les d. Montanier et Cede, entrepreneurs, de faire tout ce qui sera nécessaire pour la perfection de l'œuvre, en ce qui regarde maçonneries, tailles de pierre, blanchissage de vaultes et murailles et autres choses qui regardent leur art, comme aussy s'obligent de fournir toutes les marches nécessaires pour le d. degred et le remplissage de toutes les d. neuf

croisières qu'ils fourniront de pierre de Sainet-Pierre et pour les surplus de la tailhe nécessaire pour toute la d. besoigne, ils la prendront des despouilles et démolitions qu'ils ont à faire, et en cas n'y en aurait suffisamment aux d. desmolitions, ils la prendront là ou leur sera indiqué dans la d. archevesché. Seront tenus, en oultre, les d. entrepreneurs avoir parachevé le d. degred, portes, fenestres, pilliers, architrave, ballustres et autres embellissements, et avoir randu l'œuvre à perfection suivant le dessain ou modelle et articles cy dessus exprimés entre icy et la feste saint Jean Baptiste prochainement venant et à ces fins, seront obligés dès aujourd'hui de mettre autant d'ouvriers qu'il s'en pourra employer pour l'avancement de la d. besoigne, et où ils n'en mettraient suffisamment, sera permis à mon d. seigneur d'y employer tel nombre qu'il advisera aux frais et despens des d. entrepreneurs. Seront tenus de plus iceulx entrepreneurs de tenir les contracts passés par Mons^r de la Planasse avec les maistres trasseurs de pierre et les maistres faiseurs de briques, pour la pierre ou brique quy doit estre employée au d. dessain, et à ces fins, se mettent d'hors et déjà au lieu et place du d. sieur de la Planasse, pour y observer toutes les conditions contenues aux d. contracts. Et pour toute la besoigne sus-mentionnée, mon d. seigneur l'archevesque fournira tout le rassier, chaux et sable et autres matériaux nécessaires et les fera apporter au pied d'œuvre. Comme aussy fera faire mon d. seigneur la place nette tant des desmolitions que de la terre qu'ils tireront des fondements. Sera permis aux d. entrepreneurs de se servir de toutes les despouilles de bois quy proviendront des desmolitions et ruynnes, pour s'en servir en estaiges, ceindres ou estansonnements, jusques à la perfection de la d. besoigne, à la fin de laquelle les d. despouilles de bois seront et demeureront à mon d. seigneur, sans que les d. entrepreneurs y puissent rien prétendre, et oultre

ce, pour toute la besoigne et perfection d'icelle, avec les fournitures que les d. entrepreneurs fourniront, comme est dit aux présents articles, mon d. seigneur promet et sera tenu payer à iceulx Montanier et Cede, soit pour leur travail, industrie, despense et employ de personnes, la somme de six mil six cent livres payables en six payes esgalles, la première desquelles sera de onze cent livres que mon d. seigneur leur fera payer aujourd'hui par Mr Veye, son recepveur général, à la charge qu'ils tiendront en compte ce qu'ils ont déjà reçu du sieur Veye et les cinq payes restantes leur seront aussy payées par icelui sr Veye en vertu d'un mandement que mon d. seigneur luy a faict de la d. somme de six mil six cent livres pour la d. besoigne, et ce à mesme temps et à proportion qu'ils auront travaillé, comme sera jugé par le sr Veye ou autres agents que mon d. seigneur y commettra, sauf pour la dernière qui ne leur sera payé qu'à la fin, perfection et réception de la d. besoigne, etc., etc.

Témoins de cet acte: Pierre Domec, lieutenant en la Baronnerie de Canet et Laurent Amiel, habitant de Narbonne. Pierre Rouan, notaire royal, signé. »

M. Favatier ajoute que M^{sr} de Vervins ne devait pas voir la fin de ce travail; il mourut le 8 février 1628, M^{sr} Claude de Rebé lui succéda.

Ce furent MM. F^{ois} d'Autamar, seigneur de Vires et de Tauran et Pons Veye, chanoine de Saint-Just, procureurs généraux de ce dernier et M. Claude de Labrosse, son secrétaire, qui reçurent le travail et en donnèrent décharge par acte du 12 novembre 1628, en marge du contrat de prix fait ci-dessus.

Par un acte du 9 octobre 1627, devant le d. M^e Rouan, notaire, les entrepreneurs Montanier et Cede sous-traitaient avec Jacques Sirvent, du lieu de Teilled (?) m^e maçon, lui donnant à prix fait la façon des huit pilliers et de vingt-quatre arceaux, moyennant mille livres.

M. THIERS, revenant sur l'inscription romaine de Castelmaure récemment acquise par le Musée, dit qu'un examen plus attentif lui a permis de rectifier la lecture de la troisième ligne de cette inscription: il avait d'abord lu: IÆLINO, en un seul mot, les deux lettres extrêmes se trouvant mutilées et, par suite, incertaines. Or, il existe un point très finement gravé mais certain entre l'E et l'L; dès lors, il faut lire sans la moindre hésitation *milliaræ* LINGONUM et le personnage avait été certainement *præfectus* d'une des quatre cohortes des *Lingons*, avant de devenir tribun militaire de la 1^{re} Légion *Parthica*; l'incertitude au sujet de ce cognomen disparaît devant la remarque que les P ont quelquefois leur haste légèrement inclinée. D'après la forme des lettres et l'exiguité des points, M. Thiers avait attribué cette inscription au 1^{er} siècle: les mots *parthica* et *lingonum* viennent corroborer cette manière de voir. On trouve trois des quatre cohortes des *Lingons* cantonnées en Bretagne au commencement du 1^{er} siècle.

M. NARBONNE offre au nom du R. P. Apollinaire:

Études franciscaines sur la Révolution dans le département de la Seine, P. Apollinaire, une brochure in-8°;

Études franciscaines sur la Révolution dans le département de la Haute-Garonne, P. Apollinaire, une brochure in-8°.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures 10.

Le Président,

L. FAVATIER.

Le Secrétaire,

L. BERTHOMIEU.

Séance du vendredi 2 juin 1893.

La séance est ouverte à 2 heures 20, sous la présidence de M. Riols, le plus ancien des membres présents.

Présents : MM. Lafont, Thiers, Bories, Cros-Mayrevieille, Amardel, Boué, Narbonne, de Monerie, *membres résidents* ; Sallis, Viennet, *membres correspondants* ; Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

M. le PRÉSIDENT annonce la mort de M. Jules Bousquet, membre correspondant, décédé à Armissan, le 8 mai 1893. Il rappelle en quelques mots l'intérêt que notre regretté confrère portait à notre Société ; après avoir enrichi à diverses époques nos collections d'histoire naturelle, de nombreux spécimens de la flore et de la faune fossile du terrain tertiaire lacustre d'Armissan, il y ajouta, naguère, sa propre collection qu'il avait mis toute sa vie à réunir, avec le goût et l'intelligence d'un connaisseur émérite, on pourrait dire d'un véritable savant.

Une pareille générosité lui crée des droits à notre reconnaissance, de même que sa nature ouverte et loyale, la sûreté de son commerce lui valent, de la part de tous ses confrères, un tribut bien mérité d'estime et de profonds regrets.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

Ministère des Beaux-Arts, 15 mai 1893. Avis de réexpédition du tableau de Lagrenée : « Ulysse chez Alcinoüs. »

Smithsonian Institution Washington, 16 mai 1893. Avis de réception du Bulletin, 1^{er} semestre 1893.

Société française d'archéologie, 15 avril 1893. Invitation

au Congrès archéologique d'Abbeville qui doit avoir lieu du 27 juin au 4 juillet. — Programme.

La plus grande partie de la séance est consacrée à des questions d'administration intérieure concernant le musée et la bibliothèque.

M. THIERS communique une note de M. Marty, membre correspondant, sur des fouilles entreprises depuis quelques mois, dans la plaine basse de Roquafort, au quartier de la Courtine, où s'élevait, d'après la tradition, une villa romaine; les travaux ont mis au jour des débris de marbres sculptés, une grande quantité de tuiles et d'amphores et une statue mutilée qui était enfouie à 150^m environ de la Courtine.

Cette statue est en pierre et de grandeur naturelle; le vêtement paraît être celui d'un ecclésiastique; le bras droit est fixé le long du corps; le bras gauche supporte une corbeille contenant des fruits et un enfant dont la tête manque aussi.

M. Marty serait porté à croire que ce pourrait bien être la statue de saint Fructueux, évêque de Tarragone, qui subit le martyre sous Valérien et Gallien. Sa mutilation doit avoir eu lieu lors du passage des Barbares.

Depuis cette note, M. Thiers a reçu communication d'une inscription romaine provenant des mêmes fouilles; elle est encadrée sur trois de ses côtés (le quatrième n'existant plus) d'une plate bande et d'un filet et mesure 0^m 55 de hauteur totale, 0^m 55 de largeur supérieure et 0^m 30 de largeur inférieure. En voici la copie:

M ∇ IVLIO ∇ M ∇ F ∇.....
 CONTESSIL.....
 DOMITIAE ∇ L ∇ F ∇ O.....
 C ∇ IVLIO ∇ M ∇ F ∇ VOL.....

M. THIERS, se proposant d'aller visiter ces fouilles, sera

bientôt à même de fournir à la Commission des détails plus précis.

M. CROS-MAYREVIEILLE offre, au nom de Mademoiselle Marguerite Sol, un ouvrage intitulé: « Les poissons, les « crustacés et les mollusques de la Méditerranée. »

M. NARBONNE, au nom de M. Eugène Peyrusse, *membre résidant*; un ouvrage intitulé: « Prosper Timbal, ancien « avocat, bâtonnier de l'ordre, membre de l'Académie de « législation de Toulouse. Hommages rendus à sa mémoire par le barreau de cette ville. » — Remerciements.

M. Fages donne, pour cause de santé, sa démission de membre libre.

L'assemblée renvoie à la prochaine séance l'élection d'un membre correspondant pour le canton de Coursan, en remplacement de M. Bonsquet décédé.

Elle décide ensuite que, jusqu'à nouvel ordre, les séances de la Commission auront lieu le premier mercredi de chaque mois, au lieu du vendredi.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 3 heures 43.

Le Président,

J. RIOLS.

Le Secrétaire,

L. BERTHOMIEU.

ÉTUDES SUR NARBONNE ROMAINE

II

LA CONQUÊTE ROMAINE ET LA FONDATION DE LA COLONIE DE NARBONNE

Lorsqu'on examine les progrès de l'empire romain, on a le droit de se demander comment les provinces maritimes les plus éloignées de Rome, Espagne, Illyrie, Macédoine, Achaïe, Afrique, Asie, furent conquises avant la Gaule méridionale, qui, située entre l'Italie et l'Espagne, avait une importance capitale, non seulement pour la défense des défilés des Alpes, mais encore pour la sécurité de l'Espagne, ce quartier général de la politique carthaginoise dont la conquête avait coûté aux Romains plus de soixante-et-dix ans de guerres (1).

L'explication est facile. Pendant que les Romains promenaient leurs armes victorieuses à l'occident, au midi, à l'orient, ils n'avaient rien à craindre des populations méditerranéennes de la Gaule, maîtrisées par Marseille. La grande cité phocéenne était liée avec Rome par un traité

(1) De la bataille de Zama (202) à la prise de Numance (133).

d'alliance que les siècles n'avaient fait que rendre plus étroit (1).

La conquête de la Méditerranée ne fut pas, d'ailleurs, entreprise par les Romains à la suite d'un dessein politique mûrement réfléchi : elle fut amenée par la prospérité de Carthage qu'un malentendu avait faite la rivale de Rome : Carthage crut que Rome voulait devenir commerçante, et Rome pensa que Carthage voulait devenir conquérante.

On sait comment se termina ce formidable duel entre les deux capitales du monde antique. Mais Rome n'avait pu anéantir la puissance de Carthage qu'en allant la combattre en Espagne. Annibal vaincu, Rome comprit qu'il lui fallait à tout prix une route plus sûre que celle de la mer pour pouvoir envoyer rapidement ses légions dans sa nouvelle province, toujours remuante. Le golfe de Lyon était infesté par les Ligures, qui, au pied même des Alpes, osaient attaquer les flottes mises par les Marseillais à la disposition du Sénat pour transporter ses troupes en Espagne, et, loin de se laisser intimider par les généraux romains, ne respectaient point la personne même des ambassadeurs du Sénat.

A plusieurs reprises les Marseillais avaient envoyé à leurs alliés l'expression de leurs doléances au sujet d'un aussi dangereux voisinage : mais Rome craignait, si elle pénétrait dans la Gaule, de voir se lever tout entière cette grande nation dont les guerriers indomptables lui avaient fait tant de mal et qu'elle venait de refouler, après tant de peines et d'efforts, du nord de l'Italie.

Elle s'y décida cependant. La situation de l'Espagne en faisait une nécessité absolue. La guerre allait porter contre deux peuples d'une seule et même race : la Ligurie italienne et la Ligurie gauloise.

« Rome attaqua les tribus dont Marseille se plaignait : les

(1) Herzog, *Gallia Narbonensis* (37-40).

« Ligures *Oribii* et *Deciates* sur la frontière de l'Italie (134),
« puis celles dont Marseille ne se plaignait pas (125-122).
« Elle donna la terre aux Marseillais et garda le poste
« d'Aix, où Sextius fonda la colonie d'*Aquæ Sextiæ*. De là
« elle regarda dans les Gaules.

« Deux vastes confédérations partageaient ce pays : d'une
« part les *Edues*, peuples de la plaine ; d'autre part les
« *Arvernes* et les *Allobroges*, montagnards de l'Auvergne et
« des Alpes. Les clans d'Auvergne étaient alors réunis sous
« un chef ou roi nommé Bituit (1). Ces montagnards se
« croyaient invincibles. Les *Edues* (d'ailleurs ennemis nés
« des Arvernes) virent avec plaisir l'invasion romaine. Les
« Marseillais s'entremirent et obtinrent aux *Edues* le titre
« d'*alliés du peuple romain*. Marseille avait introduit les
« Romains dans le midi des Gaules ; les *Edues* leur ouvri-
« rent la Gaule centrale.

« Les ennemis de Rome se hâtèrent avec la précipitation
« gauloise et furent vaincus séparément sur les bords du
« Rhône. Le char d'argent de Bituit et sa meute de combat
« ne lui servirent pas de grand chose. Les Arvernes seuls
« étaient pourtant deux cent mille ; mais ils furent effrayés
« par les éléphants des Romains. Bituit avait dit avant la
« bataille, en voyant la petite armée romaine resserrée en
« légions : « Il n'y en a pas là pour un repas de mes chiens. »

« Rome mit la main sur les Allobroges, les déclara ses
« sujets, s'assurant ainsi de la porte des Alpes (2). » Une fois
les Allobroges vaincus et les Arvernes défaits, les peuples
du Rhône à l'Aquitaine se trouvèrent incapables de résis-
tance ; ils n'eurent qu'à se soumettre ; cette extension de
la conquête fut l'œuvre de Domitius Enobarbus (120-118) (3).

(1) Plus exactement *Beluttus*. C. I. L. 1, p. 460.

(2) Michelet, *Histoire de France*.

(3) Cneius Domitius Enobarbus dont Licinius Crassus disait « qu'il n'était
« point surprenant que sa barbe fut d'airain, puisqu'il avait un visage de fer
« et un cœur de plomb » était le bisaiëul de l'empereur Néron (Suétone,

La rapidité avec laquelle les Romains arrivèrent des bords du Rhône aux bords de l'Aude n'a rien qui doive étonner. L'importante confédération des Arvernes ayant été rompue, le faisceau qui unissait les petites confédérations gauloises se désagréga de lui-même. Les Tectosages, clients des Arvernes, essayèrent-ils d'arrêter les aigles romaines? Le fait est peu probable. Dans tous les cas, nous ne voyons dans aucun historien que Carcassonne et Narbonne aient fait la moindre résistance. Henri Cons va même jusqu'à dire que Narbonne se jeta dans les bras de Rome (1). Narbonne, nous l'avons vu, était aussi peu gauloise que possible.

Les pays de l'Aude furent compris en entier dans la conquête romaine qui, pénétrant par la trouée de St-Félix et des Corbières, s'avança un peu au-delà de *Tolosa* (Toulouse).

On s'est longtemps demandé à quelle époque a été formée la province romaine de Narbonnaise (*Provincia Narbonensis*). Cette discussion est oiseuse si l'on songe que le mot *provincia* n'est pas une expression géographique. Comme l'ont très-bien démontré Mommsen et Léon Renier, il ne signifiait pas province; il était synonyme de commandement, *imperium* (2). Lorsqu'un personnage consulaire recevait du Sénat l'investiture du commandement dans un pays conquis ou à conquérir, il était à la fois chef

Nero. 2). — La première pensée de Domitius, une fois la conquête romaine à peu près assurée, fut de faire réparer l'ancienne voie *Heraclea* qui unissait la région transrhodanienne aux Pyrénées. Depuis cette époque, cette route, à partir d'Arles jusqu'aux Pyrénées, prit le nom de *via Domitia*. Nous avons là une preuve topique de l'idée maîtresse qui dicta la campagne des armes romaines, s'assurer un passage toujours ouvert pour pénétrer par terre en Espagne.

(1) *L'Aude, ses alluvions et le port de Narbonne*. — Herzog (*Gall. Narb.*, 52) pense aussi que les Volkes se soumirent volontairement aux Romains.

(2) Mommsen, *Die Rechtsfrage zwischen Caesar um den Senat* (Breslau, 1857). — Léon Renier, *Leçons au Collège de France* (1869-1872).

d'armée et juge suprême; c'est ainsi que « Licinius eut la « province des Volkes, » tel autre la « province des Her- « niques, » tel autre la « province de la guerre contre « Annibal. »

Cn. Domitius Aenobarbus fut, en 121, délégué à la *provincia*, c'est-à-dire au commandement suprême, militaire et judiciaire, dans le pays qu'il venait de conquérir avec son collègue *Q. Fabius Maximus*. Conformément aux traditions, le champ de son action était indéterminé au point de vue territorial: son pouvoir s'étendait jusqu'où s'étendait la puissance des armes romaines. Sa résidence n'était point fixe; elle était celle d'un chef d'armée en campagne.

Ce qui caractérise l'état provincial à l'époque qui nous occupe, c'est la nomination successive de magistrats suprêmes se transmettant *l'imperium* des uns aux autres sans interruption et par périodes annuelles, biennales ou triennales. Ce ne fut que plus tard que le mot *provincia* devint une expression géographique, et désigna telle ou telle région déterminée et plus ou moins exactement délimitée. Mais le nom de *Provincia Narbonensis*, même entendu dans le sens de « commandement en Narbonnaise, » ne dut exister qu'après la constitution de la colonie romaine de Narbonne (1).

Les détails que nous possédons sur ce mémorable événement sont plutôt littéraires qu'historiques. C'est Cicéron qui nous les donne (2).

En l'an 118 avant notre ère, le jeune patricien *Licinius*

(1) Desjardins, *Géographie de la Gaule Romaine*, II, 283. — Pour certaines provinces romaines, *l'Illyricum* par exemple, on n'a jamais dû établir leurs limites orientales et occidentales sous la République. — La limitation définitive de la *Provincia Narbonensis* ne put être faite qu'à la création des autres provinces de Gaule, c'est-à-dire au *conventus* de Narbonne en 27.

(2) *Pro Cluentio*, 51; *Pro Fonteio*; *Brutus*, 43. — Cuheval et Berger, *Histoire de l'éloquence latine*, Paris, 1881, t. I, 284.

Crassus proposa au Sénat de conduire à Narbonne une colonie de citoyens romains. Cette proposition passionna les esprits. Il paraît que le jeune orateur, qui devait devenir un des maîtres de l'éloquence romaine, soutint sa proposition avec un talent au-dessus de son âge. En vain les adversaires du projet firent-ils remarquer le danger d'envoyer des citoyens de Rome dans un pays à peine conquis et de les exposer « aux flots de la barbarie, » la motion de *Licinius Crassus* fut adoptée.

Narbonne fut donc la première ville de Gaule où les Romains conduisirent une colonie de citoyens romains (*colonia deducta*). Cet établissement eut lieu en 118 sous le consulat de *M. Porcius Cato* et de *Q. Marcus Rex*. Placée sous l'invocation de Mars, la nouvelle colonie ajouta à son nom celui de *Martius* (1).

Nous avons vu quelles raisons avaient décidé le Sénat à entreprendre la conquête de la Gaule méditerranéenne. Il nous reste à savoir quels motifs le décidèrent à adopter la proposition de *Licinius Crassus*. Mommsen et Herzog regardent la fondation de la colonie de Narbonne comme une conséquence du mouvement populaire suscitée par les Gracques. Ce serait, d'après eux, pour donner des terres à la plèbe romaine, « aux expatriés du forum, » que l'on aurait décidé d'encourager le départ pour Narbonne d'une certaine quantité de citoyens romains (2).

On n'a, nous l'avons vu, que fort peu de renseignements sur la fondation de la colonie de Narbonne. On aimerait cependant à savoir comment fut accomplie, sur les bords

(1) C'est la ressemblance de nom de *Marcus Rex* avec celui de *Martius*, dérivé de Mars, qui a fait croire qu'on avait voulu donner à la nouvelle colonie le nom du consul, mais le nom de celui-ci est toujours écrit avec un *c* (Tite-Live, 57) de même que le nom de sa *gens* s'écrit *Marcia*, tandis que *Martius*, dérivé de Mars, s'écrit toujours avec un *t*.

(2) Mommsen, *Histoire Romaine*, Traduction Alexandre. — Herzog, *Gall. Narb.*, 49.

de l'Aude, la cérémonie qui accompagnait, sous la République, la fondation de toute colonie romaine : tracé, suivant les rites de la religion, du territoire colonial et division de ce territoire en deux parts, l'une restant la part commune (*ager publicus*), l'autre divisée en autant de lots que de chefs de famille (*ager privatus*) : nomination des magistrats municipaux et remise de la loi portant la constitution particulière de la colonie (*lex coloniae*), probablement envoyée toute préparée par le Sénat (1).

Une autre question se pose. Pourquoi les Romains choisirent-ils Narbonne plutôt qu'une autre cité du littoral ?

Il semble que la puissante influence de Marseille ait rendu le Sénat jaloux du moment qu'il avait tant fait que d'entrer dans la Gaule méditerranéenne. Si étroits que fussent, à la surface, les rapports d'alliance de la cité phocéenne avec la ville éternelle, il n'était pas dans les habitudes romaines de supporter sans ombrage une rivalité d'influence. Sans doute, Narbonne allait devenir, au sein d'une région récemment conquise, une sentinelle vigilante, une incorruptible surveillante des intérêts de Rome. Au point de vue militaire, la République établissait un poste de premier ordre sur la route d'Italie en Espagne, et c'est là, sans doute, la raison principale qui décida le Sénat pour le choix de Narbonne : à cet égard le vieux port narbonnais était un incomparable poste d'observation dans cette région qui forme, selon la pittoresque expression de M. Jullian, comme le chemin de ronde de la Méditerranée (2).

Il est certain aussi que les ingénieurs romains firent de *Narbo Martius* plus qu'un simple *castellum* et qu'ils le transformèrent en une redoutable forteresse. Peut-être utilisèrent-ils les murailles aux gros blocs massifs qui l'environnaient depuis bien avant leur arrivée (3). En tout

(1) Allmer, *Revue épigraphique*, II, 236.

(2) Jullian, *Journal des savants*, juin 1889.

(3) *Quassatos geris ictibus molares* (Sid.)

cas rien ne fut négligé sans doute pour qu'elle devînt une imprenable enceinte fortifiée.

Bien que ces raisons d'ordre stratégique aient vraisemblablement été les plus importantes dans le choix qui fixa le Sénat sur Narbonne, il n'est pas inutile de faire remarquer qu'au point de vue commercial Rome allait aussi avoir un port d'importation à elle pour les huiles et les vins d'Italie. Cicéron dira plus tard que « Marseille était composée de « braves et fidèles alliés, ayant partagé avec le peuple « romain les périls de la guerre des Gaules (1). » Mais il n'en était pas moins vrai que Rome redoutait la puissance de Marseille, qu'elle lui enviait ses richesses, son activité commerciale et qu'elle trouvait très politique de lui opposer une sérieuse concurrence.

L'importance commerciale de Narbonne avait été de tout temps, on le sait, fort considérable. Les renseignements de Strabon, qui considère le port de l'Aude au commencement de l'ère chrétienne comme l'*emporium* le plus fréquenté de la Gaule (2), semblent s'appliquer surtout à une époque antérieure à celle où écrit le savant géographe (3). Or cette époque est précisément celle dont nous nous occupons en ce moment (4).

D'un autre côté le caractère cosmopolite et international du grand marché commercial de l'Aude en avait fait, pour ainsi dire, une ville neutre dans la *civitas* des Tectosages. Cette ville qui n'était en quelque sorte à personne, les Romains la voulurent pour eux afin de la façonner à leur

(1) *Pro Fonteio*, 4.

(2) Lib. iv.

(3) Allmer, *Revue épigraphique*, II, 122.

(4) C'est ce que n'a pas suffisamment distingué C. Port (*Essai sur l'histoire du commerce maritime de Narbonne*. Paris, Durand, 1854, in-8°.) — M. Port parle trop couramment de la prospérité de Narbonne pendant l'époque romaine. Comme nous le verrons ailleurs, si cette prospérité fut réelle au début, dès avant l'époque des Antonins la cité Narbonnaise avait beaucoup baissé, éclipsée d'ailleurs par Lyon et Arles.

image. Aucune race n'y prédominant, ils purent sans crainte lui laisser son ancien nom comme ils l'avaient fait à *Narona* en Dalmatie, qui par son nom, son origine phénicienne, sa situation, son importance commerciale, a tant de rapports avec Narbonne (1).

Il nous reste à rechercher quels furent les rapports des Romains avec la population indigène. Fustel de Coulanges pense, qu'en thèse générale, Rome n'enleva pas aux Gaulois leurs terres et que, s'il y eut des confiscations, elles furent peu nombreuses (2), mais, dans le cas particulier qui nous occupe, il est certain qu'il fallut donner des terres aux trois cents (?) familles (3) qui avaient suivi Licinius Crassus. On dut procéder comme en Italie et donner aux colons un tiers des terres, les deux autres tiers demeurant en la possession des indigènes (4).

Nous disons possession et non propriété parce que, par le fait seul de la conquête, le sol du pays conquis devenait la propriété du peuple romain (5). Les colons citoyens

(1) H. Cons, *loc. cit.* 48. M. Cons n'hésite pas à affirmer que les Romains laissèrent à Narbonne ses magistrats, ses lois, l'immunité peut-être et une sorte d'indépendance. C'est aller trop loin; non pas que les Romains répugnassent à laisser parfois leurs anciennes coutumes à des peuples soumis (exemple de la cité des *Toconces*); mais rien ne nous autorise, ni dans les textes, ni dans les inscriptions, à croire que les Romains aient ainsi créé dans Narbonne un dualisme résultant de la coexistence de la nouvelle organisation coloniale avec les anciennes coutumes. Le but essentiellement militaire de la colonie tendrait plutôt à laisser penser le contraire.

(2) Fustel de Coulanges, *Le domaine rural chez les Romains*, Revue des Deux Mondes, 15 septembre 1886.

(3) Nous disons trois cents par analogie avec les trois cents *gentes* privilégiées de la ville éternelle, mais une colonie se composait généralement de mille feux.

(4) Deux d'Italie., II, 35, 50, 53. — Tite-Live, X, I.

(5) On a vu quelle dut être la répartition des terres au moment de la fondation de la colonie de Narbonne. Mais plusieurs causes modifièrent sensiblement l'état du sol. La théorie de Fustel de Coulanges s'applique surtout au mouvement effréné de spéculation sur les terres qui se développa en Narbonnaise, vers les derniers temps de la République, au profit si exclusif

romains étaient par conséquent seuls considérés comme chez eux dans la colonie. Les gens du pays n'y étaient considérés que comme des étrangers (*peregrini*). S'ils obtenaient le droit latin, ils étaient encore des *peregrini*, mais privilégiés (1). Ils avaient donc sur les terres qui leur étaient conservées un droit supérieur à un simple droit de possession, qui était transmissible et héréditaire, qui pourrait même être assimilé au droit de propriété sous cette restriction qu'il était toléré par la politique romaine plutôt que reconnu par la loi (*ager privatus ex jure peregrino*) (2).

Que les colons romains qui vinrent s'établir à Narbonne aient conservé leurs droits civils et politiques (*jus optimo jure*), c'est ce qui ne peut faire aucun doute. Il semble que les riches familles indigènes aient obtenu le droit latin (*latinitas*), ce qui les rangeait dans la catégorie des *peregrini* privilégiés dont il a été question. Mais il est probable que cette aristocratie locale fusionna assez vite, par l'obtention individuelle du *jus optimo jure*, avec la population romaine (3).

Il est incontestable que, dès son origine, Narbonne fut administrée par six magistrats annuels nommés par l'assemblée du peuple. Ces six magistrats, deux préteurs (*prætores daumviri*), deux édiles (*aediles*), deux questeurs

des banquiers romains que pas une affaire ne pouvait se traiter sans eux. Leurs juriconsultes ayant déclaré qu'en droit tout le sol provincial appartenait à l'État romain, c'en était assez pour que les négociants de Rome pussent mettre la main sur tout ce qu'ils voulaient et au prix qu'ils consentaient à donner. Acheter des terres leur était d'ailleurs facile puisqu'ils avaient beaucoup de capitaux et que les Gaulois en avaient peu. Le procès de Fonteius est très intéressant à ce point de vue.

(1) Willems, *De publ. rom.*, p. 126 et s., 379-80.

(2) Il semble que, lorsque le préteur détachait pour les affermer certaines parcelles de l'*ager publicus*, elles devenaient des *agri privati vectigalesque*. Mais toutes ces questions sont fort épineuses et il est difficile de se prononcer catégoriquement.

(3) Madvig, *De jure et conditione coloniarum populi romani*. Copenhague, 1834.

(*questores*) étaient pris parmi les membres de la curie (*curia ordo*) qui se nommaient décurions (*decuriones*).

La curie se composait de cent membres nommés par les préteurs qui inscrivaient sur les tables publiques (*album*) les noms des décurions (1). Délégués aussi à l'administration de la justice, et c'était leur plus importante fonction, ils s'appelaient également *praetores duumviri juri dicundo* (2).

Si, nous dit Herzog dans son opuscule sur les préteurs de Narbonnaise (3), nous examinons le rôle des préteurs dans les municipalités, nous verrons qu'ils existent dans les plus anciens municipes là où il n'y avait pas de dictateurs ; magistrats suprêmes, ils étaient au nombre de deux comme les consuls de Rome.

Les édiles (*aediles*) avaient soin des édifices sacrés, inspectaient les édifices privés, veillaient à l'approvisionnement et à la police des marchés, fixaient le prix des denrées et faisaient célébrer les jeux.

Les questeurs (*questores*) administraient le trésor public.

Narbonne donna donc dès son origine comme colonie romaine le tableau d'une administration municipale des plus complètes et d'une petite république autonome. Dans son plaidoyer pour Fonteius (72 ans avant notre ère) Cicéron l'appelle « l'image de Rome et le boulevard de l'empire (4). »

De Carcassonne nous ne savons rien ; elle fut classée plus

(1) V. par assimilation l'*album de Canose*.

(2) Ils étaient aussi chargés du cens. Cette opération se faisant tous les cinq ans, quelques-uns prennent de ce chef le titre de *praetores quinquennales*.

(3) *De quibusdam praetorum Galliae Narbonensis municipalium inscriptionibus dissertatio* (Lipsiae, 1867).

(4) *Colonia nostrorum, specula populi Romani et propugnaculum*. (*Pro Fonteio*, 4). — Ceci n'est qu'une esquisse ; l'administration municipale romaine de Narbonne sera reprise et développée plus tard.

tard comme colonie de droit latin ; mais aucun témoignage ne nous permet de faire remonter l'établissement des colonies latines de la Narbonnaise avant les campagnes de Marius en 102.

GASTON JOURDANNE.

LE ROI ACHILA

I

Quelques tiers de sou d'or, bien connus d'ailleurs aujourd'hui, dont le métal très pâle et la barbarie annoncent l'extrême décadence de la monarchie wisigothe, portent, on le sait, le nom d'un certain roi Achila, entièrement inconnu dans l'histoire. J'ai eu, il y a quelque temps, la bonne fortune de décrire une de ces pièces faisant partie des collections du Musée de Narbonne, et six mois après, un second triens à peu près semblable, qu'on venait de me présenter et qui avait été trouvé dans le département des Pyrénées-Orientales quelques années auparavant.

M. Alvaro Campaner, examinant, dans son précieux et savant *Manuel de numismatique espagnole* (1), les diverses opinions émises jusqu'à ce jour sur ces intéressantes monnaies, veut bien donner celle que j'émettais alors moi-même. Ce que je disais cependant avait bien peu d'importance. L'essentiel est de classer ces pièces sans commettre d'anachronisme, et si on peut le faire aujourd'hui, c'est grâce

(1) *Indicador manual de la numismática Española*, primera parte p. 220. Palma de Mallorca 1891.

au savant numismate espagnol; c'est à lui seul qu'on le doit. C'est lui, comme je l'ai déjà dit, qui le premier a fixé l'époque de ce roi Achila que les auteurs les plus distingués confondaient avec le troisième prédécesseur de Léovigilde.

M. Fernandez y Gonzalez a publié, en 1889, une très savante étude (1) qui a fait faire un pas décisif à cette intéressante question.

M. Campaner résume, dans son *Manuel*, tout ce qui a été dit sur ce sujet.

Ayant encore un mot à y ajouter moi-même, je crois devoir tout d'abord citer en entier la page que le savant espagnol lui consacre.

« J'ai sous les yeux un très récent article de M. G. Amardel de Narbonne, dans lequel son auteur décrit les trois « triens d'Achila frappés dans la dite cité, connus jusqu'à « présent, et spécialement celui qui figure dans le Musée « archéologique de cette ville, décrit d'une façon erronée « par Boudard dans la *Rev. num. française*. M. Amardel « suppose qu'*Achila*, s'il fut usurpateur du temps de « Rodrigue, non seulement frappa ses monnaies pendant « son règne, mais aussi après la mort du vaincu du Guadalete, « tout au moins dans la Narbonnaise, qui ne tomba au « pouvoir des Arabes qu'environ sept ou huit ans après « l'année 711; de sorte qu'*Achila* aurait été roi de la Septi- « manie dans cet intervalle de temps, depuis la chute « éclatante de Rodrigue jusqu'au moment où les Islamites « franchirent les Pyrénées. M. Amardel fait remarquer « avec raison l'extrême barbarie du style de ces pièces et, « en particulier, de celle du Musée de Narbonne, dans la « laquelle la forme du premier A, séparé par deux points du « reste du nom, est si étrange qu'il eût été difficile de le

(1) *Espana moderna*, novembre 1889, t. XI, p. 83 à 103. *Los Reyes Acosta y Elier (Agila II) de la cronica del moro Rusis*.

« définir, si l'on n'avait déjà connu les autres pièces de
« Narbonne et de Tarragone frappées par le même person-
« nage.

« Les légendes des revers des deux monnaies de Nar-
« bonne et de Tarragone n'appellent l'attention par aucune
« circonstance nouvelle: **NARBONA PIVS; TARRACO**
« **PIVS.** »

« J'eus en 1866 la bonne fortune de publier pour la pre-
« mière fois, en Espagne, ces monnaies et d'en tenter le
« classement (t. 1, *del mem. num. Esp.* pages 153 à 159).
« M. Aloïss Heiss, dans son œuvre magnifique, adopta
« mes arguments et les traduisit *ad pedem litteræ*, pensant
« qu'en raison de la barbarie de la frappe il valait mieux
« admettre qu'*Achila* fut usurpateur du temps de Rodrigue
« que de celui de Wamba et observant, en outre, qu'il
« n'existe pas de monnaies de Rodrigue frappées à Nar-
« bonne ni à Tarragone, ce qui, jusqu'à un certain point,
« donne à croire qu'il avait un compétiteur dans la Nar-
« bonnaise et la Tarraconaise.

« Aujourd'hui, il est bon d'attirer l'attention sur le
« contenu d'un important article de l'orientaliste M. Fer-
« nandez y Gonzalez publié dans la « *España moderna* »
« sous le titre de « Les rois *Acosta* et *Elier* (*Agila II*) de la
« chronique du *more Rasis* » (Esp. mod. novembre 1889,
« t. xi, pag. 83 à 103). Dans cet intéressant travail, on
« approfondit, autant que possible, l'identité de ces per-
« sonnages mentionnés dans les chroniques arabes et les
« anciennes chroniques chrétiennes et on émet la suppo-
« sition que cet *Elier* pourrait bien être un des trois fils
« de *Wittiza*, auxquels Rodrigue octroya, en dédomma-
« gement de la souveraineté dont il les privait, un cer-
« tain fief ou patrimoine héréditaire sur cent villages (ou
« bourgs) situés précisément en Aragon. Entre les noms
« divers malheureusement très variés, attribués par les
« anciens manuscrits à ce prince, ceux de *Ebah*, *Echah* ou

« *Egah* sont des abréviations d'*Egila*, formes analogues,
« ainsi que le fait remarquer l'auteur de l'article, à la
« modification apportée au nom d'un certain grand per-
« sonnage goth appelé *Cira* ou *Cirila* qui figure dans les
« actes du xiii^e concile de Tolède. En admettant cette sup-
« position, il ne serait pas déraisonnable d'admettre que
« le fief de cent peuplades reconnu depuis par le Calife Al
« Walid à *Rechila* ou *Roquila* le fut au **REX ACHILA** de
« nos monnaies (1). »

Je ne suivrai pas M. Fernandez y Gonzalez dans ses savantes recherches historiques dont les résultats d'ailleurs sont loin d'être en contradiction avec ce que les tiers de sou nous avaient appris. Je me propose uniquement aujourd'hui de poursuivre l'étude commencée jadis, mais toujours au point de vue purement et exclusivement numismatique, car je crois que l'examen attentif et consciencieux des monnaies d'Achila permet de fixer très exactement l'époque de leur émission, la durée approximative de ce monnayage, et, jusqu'à un certain point, les circonstances peut-être particulières dans lesquelles elles ont été fabriquées, et peut, par conséquent, à lui seul, nous fournir des indications précises sur le roi wisigoth dont elles nous ont transmis le nom.

II

Après avoir décrit le triens d'Achila du Musée de Narbonne (2), je me suis demandé si l'émission des pièces au

(1) A. Campaner, *Indicador manual de la numismatica espanola*, primera parte, pp. 220 à 222.

(2) *Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne*, 1890, pp. 19 à 23 et 140 à 143.

nom de ce roi n'a pas duré plus longtemps qu'on ne le pense et si ce personnage ne peut pas avoir été le dernier chef des Goths réfugiés, après le désastre du Guadalète, d'abord dans la Tarraconaise, ensuite dans la Septimanie.

Cette dernière proposition est forcément destinée à rester toujours à l'état de simple conjecture et cependant je ne puis me résoudre à l'abandonner. Ce nom d'Achila vient si à propos remplir ce vide de huit ou dix ans dans l'histoire de Narbonne.

Mais si cette dernière supposition doit toujours garder son caractère conjectural, je crois qu'il n'en est pas de même de la première et je suis de plus en plus convaincu que le monnayage au nom d'Achila a duré à Narbonne plus de quelques mois, peut-être sept ou huit années.

C'est ce que je m'efforcerai de démontrer aujourd'hui.

Tout d'abord j'ai voulu voir dans la particularité que présente le triens du Musée de Narbonne une preuve de cette durée, mais je n'ai pas tardé à reconnaître que les deux points qui coupent la légende de ce tiers de sou pouvaient n'avoir aucune signification et qu'il n'était pas possible d'établir là-dessus une argumentation sérieuse. On trouve des singularités semblables sur des monnaies plus anciennes et beaucoup moins barbares. Il se peut que cela soit parfait. Mais ce qui ne peut pas être attribué au hasard c'est le style même de cette pièce et des trois ou quatre autres qui ont été publiées.

C'est dans l'étude attentive de ce style, dans la comparaison des monnaies d'Achila et de ses prédécesseurs et dans l'altération progressive des types et des légendes de toutes leurs espèces qu'il faut chercher des arguments.

Les monnaies d'Achila frappées à Narbonne présentent deux variétés qui se distinguent par des têtes absolument différentes n'ayant entre elles aucun rapport, aucune espèce

d'analogie. Il suffit de jeter les yeux sur les planches de l'ouvrage de M. Heiss (1) pour s'en convaincre. .

La filiation des types montre clairement que ces pièces sont postérieures à celles de Wittiza. Mais la transition n'est pas insensible comme elle devrait l'être; l'infériorité est si évidente qu'il semble manquer un anneau à la chaîne. La distance est encore plus grande entre les deux têtes d'Achila qu'entre la première et celle de Wittiza dont elle dérive.

Indépendamment de ces deux variétés, les tiers de sou narbonnais nous en offrent d'autres. Ils présentent entre eux d'autres différences. Le nouveau triens est de fabrique encore plus barbare que le n° 2 auquel il ressemble le plus.

Les monnaies d'Achila de Narbonne sont loin de valoir le triens de Tarragone. Je renvoie encore à l'ouvrage de M. Heiss pour faire cette constatation.

D'une manière générale, nous venons de voir que le style de toutes les espèces frappées au nom d'Achila est très sensiblement inférieur à celui des monnaies de Wittiza ou de Rodrigue.

Laissons de côté ces dernières pour ne comparer que des pièces sorties du même atelier et examinons la légende **IN DEI DOMINE** depuis Ervige, puisque nous ne connaissons pas de monnaies de Wamba frappées à Narbonne. Voici les formes qu'elle affecte :

Ervige.

I · D · N · M · N · ERVIG · VS RX ·

Egica.

I · D · N · M · N · EGICA REX ·

Egica et Wittiza.

I · DN · N · M · EGICA RX ·

I · DN · N · EGICA RX · RE ·

(1) Pl. XII.

Wittiza seul.

I · D · N · NE · VVITTIZA RX · (NE en monogramme).

Toutes ces légendes sont parfaitement correctes ; voici celles des monnaies d'Achila :

I · DIE ACHILA RX

I · C · HE ACHILA RX (HE en monogramme).

I · D · NEA · CHILA RX (NE en monogramme).

N'y a-t-il pas une brusque transition entre Wittiza et Achila ? Ne semble-t-il pas y avoir une lacune qu'on pourrait combler avec des monnaies analogues, quant aux légendes, à celles de Rodrigue ou au triens d'Achila de Tarragone (1) ?

Rodrigue (Egitania).

IND NE RVDERICVS RX (ND et NE en monogramme).
Rodrigue (Toletum).

IND NE RVDERICVS R (ND et NE en monogramme).
Achila (Tarraco).

ND · NN · ACHILA RX (ND en monogramme).

Il est évident qu'entre Wittiza et Rodrigue la transition est insensible, comme il fallait s'y attendre. Il en est de même entre Rodrigue et le triens d'Achila de Tarragone. Mais n'est-elle pas bien marquée entre cette dernière pièce et les monnaies frappées à Narbonne au nom du même roi ?

Si nous ne connaissons pas les espèces des prédéces-

(1) Il ne s'agit que de l'analogie des légendes. Il est certain qu'on ne peut pas comparer le profil des monnaies narbonnaises à la tête de face de celles de Tarragone. Quant à celles de Tolède, on sait que, même sous les derniers rois wisigoths, elles avaient conservé une élégance relative. Nous ne pourrions peut-être pas conclure si nous n'avions que ce terme de comparaison. Mais nous avons les médailles de Wittiza frappées à Narbonne. C'est sur les différences qui existent entre les légendes de ces dernières et celles des pièces d'Achila qu'il faut surtout insister.

seurs d'Achila fabriquées à Narbonne, nous pourrions croire que l'atelier de cette ville émettait des pièces plus barbares que celles des ateliers de la Péninsule; mais comme c'est justement aux monnaies frappées dans la Narbonnaise que nous avons comparé les tiers de sou d'Achila, il faut donc en conclure que tous ceux qui sont parvenus jusqu'à nous sont postérieurs à ceux de Rodrigue et à celui d'Achila de Tarragone. Etablir que les tiers de sou frappés dans la Narbonnaise ne l'ont pas été immédiatement après la chute de Wittiza, c'est démontrer la durée du monnayage au nom d'Achila.

Si nous pouvions faire pour les types, particulièrement pour les têtes, ce que nous venons de faire pour les légendes, nous arriverions à un résultat encore plus significatif.

Dans un autre ordre d'idées voici une nouvelle raison.

Les monnaies nominales des rois wisigoths frappées à Narbonne sont excessivement rares; les médailles d'Achila devraient l'être encore plus que les autres. En est-il ainsi? Je ne le pense pas. Voici une remarque qui tend à le prouver.

Les pièces qui ont été publiées jusqu'à ce jour ont été recueillies, à Narbonne même ou aux environs, dans l'espace d'une cinquantaine d'années. Quelles sont les autres monnaies wisigothes qui sont entrées dans les collections locales pendant le même temps? Sont-elles nombreuses? Une pièce dans les cartons de feu M. Mazel, de Pézénas, une autre dans ceux de M. Frédéric Donnadiou, une troisième dans le médaillier de la Société archéologique de Béziers. Or dans chacune de ces collections il y a aussi un triens d'Achila, soit trois sur six. Il y en a également un au Musée de Narbonne, mais il y a aussi des pièces aux noms des rois suivants:

Reccarède qui régna	15 ans
Chindasuinte	— 11 —
Ervige	— 7 —
Egica	— 14 —

Il y a donc, dans les collections locales, quatre tiers de sou d'Achila sur onze pièces. Chindasuinte est le seul roi représenté par deux médailles : la seconde est dans les cartons de la Société archéologique de Béziers.

Depuis la fondation du Musée de Narbonne il n'a donc pas été recueilli de monnaies de Léovigilde, de Wittéric, de Suinthila, de Sisenand, de Chintila ni de Wittiza (1) dont les règnes varient de quatre à vingt années.

Quant aux médailles de Linva II, de Gondemar, de Sisebut, de Tulga et de Wamba (2) qui ont régné de deux à neuf ans, non seulement les collections locales n'en possèdent pas, mais on sait que les monnaies de ces rois, frappées à Narbonne, n'ont pas encore été retrouvées si toutefois il en existe.

Il faut convenir que, si Achila n'avait régné que deux ou trois mois, nous aurions été singulièrement favorisés par le hasard en retrouvant les quatre pièces conservées à Pézénas, à Béziers et à Narbonne.

Je pourrais encore faire observer que les monnaies d'Achila frappées à Narbonne nous offrent déjà trois ou quatre variétés, au moins trois présentant des différences caractéristiques et que les espèces des rois qui ont régné le plus longtemps ne nous en donnent pas davantage. Mais on peut, il est vrai, faire à ces derniers arguments quelques objections. Aussi, quoique toutes ces raisons ne soient peut-être pas absolument dépourvues de valeur, quoiqu'elles montrent clairement que, quelque soit le côté sous lequel on envisage la question, la conclusion est toujours la même, j'avoue que je n'y attache pas une grande impor-

(1) Il y avait un triens de Reccesuinthe dans la collection Mazel, de Pézénas.

(2) Un nom doit être rayé de cette liste. Il existe en effet dans une collection locale un triens inédit qui vient combler un vide dans la série des rois wisigoths de Narbonne ; mais, la pièce dont il s'agit étant unique, il n'en reste pas moins bien établi que toutes ces médailles seront toujours d'une extrême rareté.

tance. Je les donne pour ce qu'elles valent, les considérant comme superflues, et ne voulant retenir que les preuves fournies par le style même et la comparaison des espèces qui nous occupent.

Les différences que l'on observe entre les diverses monnaies d'un même règne et qui constituent ce que l'on appelle une variété sont le plus souvent insignifiantes; il ne s'agit quelquefois que d'une lettre retournée ou de la position d'un point. Celles que présentent les pièces d'Achila sont d'une autre nature. Il n'est plus question maintenant d'un point ou d'une croisette de plus ou de moins, qui peuvent n'avoir aucune signification ou n'être que de simples marques monétaires; quoique dans ce dernier cas on pourrait encore les invoquer (1). Il s'agit de différences essentielles.

Comparez les têtes des nos 1 et 2; il n'y a entre elles absolument rien de commun; pas un point, pas une ligne. Certes la tête du n° 1 est d'une extrême barbarie, mais elle est plus compliquée que l'autre et rappelle celle des monnaies de Wittiza; aussi cette pièce doit être considérée comme la plus ancienne. Celle du n° 2 est absolument de même style et a exactement la même forme que les têtes des tiers de sou mérovingiens des derniers temps; cette ressemblance d'ailleurs a été déjà constatée par Ch. Robert (2).

J'ai sous les yeux d'excellentes empreintes du n° 1 que je dois à l'obligeance de M. Frédéric Donnadien; je ne puis m'empêcher de me demander en les comparant au nouveau triens si le graveur de celui-ci avait jamais vu

(1) Lorsque les points simples ou doubles n'indiquent pas des abréviations, ne tiennent pas la place d'une lettre supprimée, on peut y voir en effet des marques monétaires. Si le roi Achila n'a pas régné jusqu'à la prise de Narbonne par les Sarrasins, et si cependant la fabrication des monnaies à son nom a continué après lui, ne pourrait-on pas voir dans les deux points du nouveau triens la marque d'une émission postérieure à son règne?

(2) *Numismatique de la province de Languedoc.*

l'autre. L'influence étrangère qui se manifeste si visiblement sur les nos 2 et 3, dont les têtes se ressemblent, paraît sur les monnaies wisigothes de Narbonne pour la première fois. Ni les pièces de Wittiza ni le n° 1 d'Achila ne rappellent le numéraire mérovingien. Cela ne prouve-t-il pas que j'ai raison de considérer les monnaies de ce roi, au moins les dernières, comme frappées après l'occupation de la Péninsule par les Musulmans. Séparée de l'Espagne, la Septimanie subissait déjà l'influence du pays auquel elle était fatalement destinée à s'unir.

De tout ce qui précède on peut tirer les conclusions suivantes :

1^o La plupart des monnaies d'Achila frappées à Narbonne qui nous sont parvenues ont été émises après l'occupation de l'Espagne par les Sarrasins, c'est-à-dire de 711 à 719, époque de la conquête de la Septimanie.

2^o Les monnaies de Tarragone sont un peu antérieures ; elles doivent donc avoir été frappées sous le règne de Rodrigue et Achila a donc été le successeur de Wittiza dans la Tarraconaise et la Narbounaise. Dans ce cas il se peut qu'on ait frappé à Narbonne des pièces un peu moins barbares que celles que nous connaissons, qui doivent établir une transition entre ces dernières et les monnaies de Wittiza. Mais cette transition peut être établie par les pièces semblables au n° 1, qui se rattache facilement aux monnaies de ce roi.

3^o Si par hasard on retrouvait des monnaies de Rodrigue frappées à Narbonne ou à Tarragone, il ne faudrait pas hésiter à les classer avant Achila. Dans ce cas toutes les monnaies de ce dernier roi pourraient bien avoir été émises après l'an 711, y compris celles de Tarragone qui l'auraient été de 711 à 713 ou 714 (1), époque de la prise de cette ville.

(1) C'est en 714 que Ferreras place la prise de Tarragone. *Histoire générale d'Espagne*, t. II, p. 441.

Le roi Achila aurait été élu par les Goths de Narbonne et de Tarragone (1) après la disparition de Rodrigue.

4^o Mais il est infiniment probable qu'il n'en a jamais existé et que le roi Achila a été le successeur immédiat de Wittiza dans la Narbonnaise et la Tarraconaise.

5^o A Narbonne, le monnayage au nom d'Achila a dépassé l'an 711, mais il n'est pas possible de dire si ce prince existait toujours, ou si les Goths réfugiés dans la Septimanie ont, après sa disparition, frappé monnaie pendant quelques années au nom de leur dernier roi, ce qui expliquerait le type dégénéré et la bizarrerie de la légende des dernières espèces émises. Ce monnayage a pu se prolonger jusqu'à l'an 719.

6^o Dans tous les cas, c'est bien par Achila qu'il faut clore la liste des rois wisigoths d'Espagne.

Tous ces faits me paraissent avoir un degré de probabilité tel qu'on peut les considérer comme acquis.

Une seule chose me semble encore rester incertaine, c'est la date exacte de l'avènement du roi Achila. Est-ce immédiatement après Wittiza, en même temps que Rodrigue, qu'il s'est emparé du pouvoir ? c'est probable.

Est-ce en 711, après le désastre du Guadalète ?

Dans tous les cas il est évident qu'entre la défaite de Rodrigue et la prise de Tarragone, il s'est écoulé un temps suffisamment long pour permettre l'émission des monnaies

(1) « ... Nous n'avons aucun monument qui nous fasse connaître en particulier ce qui s'y passa (dans la Septimanie) durant tout cet intervalle (de 711 à 719), il paraît seulement qu'elle demeura toujours sous l'obéissance des Goths et que plusieurs d'entre ces peuples s'y réfugièrent d'Espagne pour se mettre à couvert de la fureur des Maures. Peut-être que les Wisigoths qui l'habitaient, avec ceux qui pouvaient y être venus d'Espagne, élurent un chef ou prince de leur nation pour les gouverner à l'exemple de ceux qui, s'étant retirés dans les montagnes des Asturies, choisirent Pélage pour leur commandant. Nous savons du moins que la Septimanie continua d'être administrée par un duc et des comtes de la même nation. » (*Histoire générale de Languedoc*, Edition originale, t. 1, p. 385. An 712.)

d'Achila. Cette ville avait été, comme on le sait, le premier refuge des Goths après leur déroute. La Gaule ne dut leur servir d'asile qu'après l'entière occupation de la Tarraco-naise. Mais peut-être Achila avait déjà établi sa résidence à Narbonne pour être plus en sûreté.

N'est-ce pas séduisant de voir en lui le roi de ces Goths qui, lorsque les Sarrasins tentèrent de franchir les Pyrénées, leur opposèrent une résistance énergique, prolongeant ainsi leur indépendance de quelques années ? La conquête de la Septimanie n'eut lieu que vers 719 ou 720 (1) ; mais longtemps auparavant les Musulmans avaient essayé, à plusieurs reprises, d'y pénétrer ; ils avaient toujours été repoussés par les habitants du pays (2). Malheureusement la Narbonnaise était entièrement isolée à cette époque et aucun chroniqueur ne nous a fait le récit de ces luttes. Cette page de l'histoire de cette province, qui n'aurait peut-être pas été la moins intéressante, est restée entièrement blanche ; je ne résiste pas au plaisir d'y inscrire le nom d'Achila.

Avec lui finit l'indépendance de la Gaule gothique. Moins heureux que Pélage, il n'eut pas de successeurs. En 719 Narbonne était prise et ses défenseurs passés au fil de l'épée (3). Mais la domination des Sarrasins ne devait pas

(1) *Hist. de Languedoc*. Ed. orig., t. I, p. 390. An 720.

(2) « ... Dans cette vue, il (Alahor) rassembla une nombreuse armée, « s'avança vers les Pyrénées et attaqua cette [province (la Septimanie) ; « mais il paraît que malgré les divers efforts qu'il fit pour y pénétrer, pen- « dant près de trois années consécutives que dura son gouvernement, il ne « put réussir, sans doute par la vigoureuse résistance des habitants du pays ; « en sorte qu'il fut contraint d'abandonner son entreprise et de se contenter « de soumettre à la puissance mahométane tout le pays de la Tarraconaise « situé aux environs des Pyrénées, vers l'Aragon et la Catalogne, qui n'avait « pas encore subi le joug des infidèles, et qu'il rendit tributaire. » (*Hist. de Languedoc*. Ed. orig., t. I, p. 383). Avant cette époque les Arabes avaient fait plus d'une tentative sur la Septimanie.

(3) *Hist. de Languedoc*, t. I, p. 390.

être de très longue durée ; après quarante années d'oppression sonna l'heure de la délivrance. Et le premier nom que nous avons alors à inscrire dans les annales de Narbonne, c'est encore une médaille qui nous le donne. C'est celui du comte Milon.

Mais le nom de Milon nous a été aussi conservé par quelques textes, tandis que nous n'avons aucun renseignement historique sur Achila. Son nom, tel qu'il est inscrit du moins sur ses monnaies, ne paraît en effet dans aucune chronique. L'érudition et la sagacité d'un savant orientaliste espagnol, M. Fernandez y Gonzalez, ont su cependant l'y retrouver. Mais déjà M. Campaner et M. Heiss lui avaient assigné la place qu'il doit occuper dans la chronologie des rois wisigoths. Les textes sont quelquefois incertains, incomplets ou erronés ; les médailles fournissent le plus souvent, sans doute, des indications d'une brièveté regrettable, mais les renseignements qu'elles donnent ne sauraient être altérés ; ils sont toujours certains et positifs. La numismatique devance parfois l'histoire ; elle vient toujours la confirmer.

III

L'article qu'on vient de lire a été écrit immédiatement après ma première note sur les monnaies d'Achila. Mais alors je crus devoir en ajourner la publication. M. Alvaro Campaner, après avoir lu mon premier article, m'ayant signalé l'important travail de M. Fernandez y Gonzalez qui venait de paraître, je ne pouvais pas revenir sur la même question, quoique ce fût à un autre point de vue, sans connaître les conclusions du savant orientaliste espagnol, sans savoir si mon opinion n'était pas en contradiction avec les résultats de ses recherches historiques, que je

considérerais comme infiniment plus positifs et devant lesquels j'étais prêt à m'incliner d'avance. D'ailleurs la première partie du *Manuel de numismatique espagnole* de M. Campaner allait paraître et il était évident qu'il y serait question des monnaies d'Achila. J'attendis. Lorsque j'eus lu la page qui leur était consacrée, j'estimai qu'il n'y avait pas un mot à y ajouter et que la publication de mon nouvel article était absolument inutile.

Mais depuis lors je me suis souvenu que dans ma première note j'avais avancé un fait, la durée du monnayage au nom d'Achila, que je n'avais pas suffisamment démontré. C'est précisément cette démonstration que je m'efforçais de faire dans la seconde. Il m'a semblé que je ne pouvais pas hasarder une telle opinion sans dire sur quoi je la fondais et je me suis décidé à la publier. J'aurais dû peut-être en retrancher certaines parties ; j'ai mieux aimé la laisser telle qu'elle avait été écrite : j'y ai ajouté les premières pages, c'est-à-dire la citation du livre de M. Campaner et les dernières lignes. On verra, je l'espère, qu'au fond les résultats fournis par la numismatique et les renseignements que donne l'histoire peuvent très bien se concilier.

IV

Cette étude doit avoir pour complément indispensable une description générale des monnaies d'Achila. J'ai déjà donné séparément, dans mes deux premières notes, les plus importantes ; qu'on me permette de les réunir. La liste, d'ailleurs, n'en est pas bien longue. Quand j'y aurai ajouté un triens surfrappé, que j'ai déjà mentionné mais que je n'ai pas décrit, et le tiers de sou frappé à Tarragone, dont j'ai également parlé plusieurs fois, j'aurai donné toutes les monnaies d'Achila actuellement connues.

NARBONNE

N° 1. — + I · **QIE**Λ**ACHIL**Λ**RX** (**RX** liés). Tête à droite; grènetis.

Revers. — + **NARBONA** **PIVS**. Croix sur trois degrés entre cinq globules, un au-dessous et deux de chaque côté; grènetis.

Or pâle. Poids 1,48.

Société archéologique de Béziers. — Charles Robert, p. 35, pl. vi, n° 30. — A. de Belfort, t. II, p. 419, n° 3, 159.

La tête de ce triens rappelle par sa disposition celle d'un tiers de sou de Wittiza conservé à la Bibliothèque nationale, décrit par Charles Robert dans sa *Numismatique de la province de Languedoc*, p. 35, pl. vi, n° 29, et par M. de Belfort dans sa *Description générale des monnaies mérovingiennes*, sous le n° 3172, t. II, pp. 423 et 424.

N° 1 bis. — Λ**CHIL**Λ**RBONA**Π (**ΛR** liés; la barre de l'**N** en sens inverse). Tête à droite à peu près semblable à celle du n° précédent; au-dessous un globule entre l'**Λ** et le **C** d'**ΛCHIL**Λ; grènetis.

Revers. — + **NΛRE** + I · **QIE** **IVS** (la barre de l'**N** en sens inverse; **RE** liés). Croix sur deux degrés entre quatre globules, deux de chaque côté; au-dessous on aperçoit une *crista* provenant de la tête de la victoire d'un ancien coin; grènetis.

J'ignore où se trouve cette pièce surfrappée donnée par Charles Robert (p. 35, pl. vi, n° 32) comme appartenant à la Société archéologique de Béziers; il n'y a dans les cartons de la Société archéologique qu'un seul triens d'Achila, c'est le précédent.

N° 2. — + I · **C** · **HE**Λ**ACHIL**Λ**RX** (**HE** liés; **RX** en monogramme). Tête à droite beaucoup moins compliquée que celle des deux pièces qui précèdent, traitée d'une

manière toute différente, rappelant par sa disposition celles des tiers de sou mérovingiens des derniers temps ; grènetis.

Revers. — + **NARBONA P** + **VS** ·· Croix sur trois degrés entre quatre globules, deux de chaque côté. L'un des trois points qui terminent la légende est très bas, de sorte que la croix et les trois degrés ont l'air d'être entourés de cinq globules, deux à droite et trois à gauche ; grènetis.

Dans quelle collection se trouve cette pièce que Boudard publiait en 1855 dans la *Revue numismatique*, p. 342, pl. ix, n° 2, et qu'il donnait au Musée de Narbonne ?

Le Musée de Narbonne, comme la Société archéologique de Béziers, ne possède qu'un seul triens d'Achila, le n° 3. Le tiers de sou dont il s'agit pèserait 1,50 ; le poids de celui du Musée est un peu plus faible. Il y en avait un dans la collection Mazel de Pézénas : serait-ce celui-là ?

N° 2 bis. — + **I** : **C · HEACHILARX** (**HE** liés : **l'** venant toucher le dernier **A** ; **l'R** touchant **l'X**). Tête à droite, à peu près semblable à celle du n° précédent ; grènetis.

Revers. — + **NARBONA P** + **VS** ·· Croix sur trois degrés entre quatre globules, deux de chaque côté ; grènetis.

Collection Vidal Ramon.

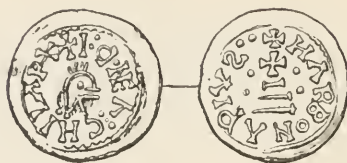
Charles Robert, p. 35, pl. vi, n° 34 ; A. de Belfort, t. II, p. 419, n° 3157.

Ce triens diffère peu du précédent.

N° 3. — + **I** : **Q · NEA : CHILARX** (**l'L** touchant **l'A** ; **RX** en monogramme). Tête à droite, très barbare, très sommairement représentée, traitée de la même manière que celle du triens précédent ; grènetis.

Revers. — + **NARBONA PIVS** ·· (la barre de **l'N** qui commence **NARBONA** et **l'S** en sens inverse). Croix sur

trois degrés entre quatre globules, deux de chaque côté ; grènetis.



Or très pâle. Poids 1,44.

Musée de Narbonne.

N° 4. — + **I : Q · NEA : CHI · LARX** (la barre de l'**N** en sens inverse; l'**L** venant toucher l'**A**; **RX** en monogramme). Tête à droite, semblable à celle du n° précédent ; grènetis.

Revers. — + **NARBO : NA PIVS** : (la barre de l'**N** qui commence la légende en sens inverse; les deux points qui se trouvent au milieu très peu visibles). Croix sur trois degrés entre quatre globules, deux de chaque côté ; grènetis.

Or très pâle. Poids 1,40.

Collection Frédéric Donnadien de Béziers.

Ce triens et celui qui le précède sont les deux pièces que je publiai, il y a quelques années; le n° 4, trouvé quelque temps auparavant à Las Illas (Pyrénées-Orientales) appartient aujourd'hui à M. Frédéric Donnadien.

TARRAGONE

+ **ND · NN · ACHILA RX** (**ND** en monogramme). Buste de face.

Revers. — + **TARRACO PIVS**. Croix sur trois degrés. Tiers de sou d'or. Poids 1,43.

Collection Vidal Ramon à Barcelone.

Aloïs Heiss, p. 143, pl. xii, n° 3.

V

Ainsi les monnaies d'Achila frappées à Narbonne forment deux groupes bien distincts. Le premier comprend les nos 1 et 1 bis. Le deuxième, toutes les autres pièces, à peu près semblables au n° 2 dont les nos 3 et 4 ne sont que des variétés.

Les derniers tiers de sou de Wittiza semblent avoir servi de modèle aux premières monnaies d'Achila. La tête du n° 1 est une copie barbare de celle du triens de Wittiza gravé dans la *Numismatique de la province de Languedoc* de Charles Robert sous le n° 29, pl. vi, ce qui justifie donc absolument, en dehors des autres raisons qui viennent d'être exposées, l'ordre adopté par M. Aloïss Heiss et par Ch. Robert dans la description des monnaies wisigothes de Narbonne.

La qualité du métal vient également justifier la place assignée au roi Achila. Ses médailles sont en effet de beaucoup les plus pâles de toutes les monnaies des rois wisigoths. Sous Ervige et sous Egica l'or est déjà altéré, mais il l'est encore beaucoup moins.

Enfin la légende **IN DEI NOMINE** nous a fourni, sinon la meilleure raison, du moins la plus palpable, si je puis ainsi m'exprimer.

Cette légende paraît pour la première fois, à Narbonne, au moins sous Ervige, puisque nous n'avons pas encore retrouvé les monnaies de Wamba qui peuvent y avoir été frappées. Si l'on place Achila avant lui, il faut admettre que dès le début elle se montra sous la forme la plus dégénérée qu'il soit possible d'imaginer : **I · C · HE ·** Sur les médailles d'Ervige et d'Egica on lit très correctement **I · D · N · M · N · E ·** Une pièce, il est vrai, porte une

légende moins claire, mais c'est une exception. Il n'y a pas d'exception pour Achila dont les monnaies sont toutes d'une extrême barbarie et portent des inscriptions dont on chercherait vainement le sens, s'il n'était donné par les espèces de ses prédécesseurs.

Tout contribue donc à les faire considérer comme les plus récentes.

D'ailleurs l'identité du personnage dont le nom figure sur ces médailles est aujourd'hui parfaitement établie. On a vu plus haut en effet que le calife Al Walid reconnut un fief important situé justement en Aragon à un certain Réchila ou Roquila, dont le nom rappelle trop le **REX ACHILA** de nos monnaies, pour qu'il y ait lieu de douter encore, ce qui prouve bien que M. Campaner et M. Heiss, en plaçant ce prince à la fin de la série des rois wisigoths, n'avaient fait que devancer l'histoire, puisque la chose est aujourd'hui historiquement démontrée ou à peu près.

Voici donc, en résumé, ce qu'on peut penser de ce personnage.

Wittiza avait laissé trois fils; Rodrigue, pour les dédommager de la souveraineté dont il les privait, leur octroya un fief héréditaire composé de cent peuplades, villes ou villages situés en Aragon (1). Mais Achila l'un des fils de Wittiza ne tarda pas à se rendre indépendant. Il fut élu roi par les Goths des provinces dont il avait le gouvernement, soit pendant le règne même de Rodrigue, soit après sa défaite. Il a frappé monnaie à Narbonne et à Tarragone.

Peut-être, quand l'Espagne fut entièrement soumise aux Sarrasins, se retira-t-il à Narbonne. Dans tous les cas les Goths qui s'y étaient réfugiés frappèrent monnaie à son nom pendant quelques années, probablement jusqu'à l'époque où la ville fut prise.

(1) Fernandez y Gonzalez, *Los Reyes Acosta y Elicr de la chronica del moro Rasis*. — Alvaro Campaner, *Indicador manual de la numismatica espanola*.

Ces dernières suppositions sans doute n'ont pas le même degré de probabilité que les premières. Aussi je n'hésiterais pas à les abandonner si l'on trouvait qu'elles ne peuvent pas s'appliquer à ce fils de Wittiza, dans lequel il faut avant tout reconnaître le roi Achila. Mais je ne crois pas qu'il en soit ainsi et je les considère toujours comme très vraisemblables.

Quant aux premières, personne n'hésitera à les accepter.

Bien des faits historiques couramment admis ne reposent pas sur de meilleurs témoignages et ne sont pas plus positifs.

G. AMARDEL.

L'ALBIGÉISME ET LES FRÈRES PRÊCHEURS

A NARBONNE

AU XIII^{me} SIÈCLE

Le couvent des frères Prêcheurs de Narbonne n'est pas compté au nombre des plus célèbres de l'ordre de Saint-Dominique; pour ne pas sortir de la France, il n'a jamais joui, en effet, de la haute, puissante et universelle réputation de couvents tels que ceux de Toulouse, de Paris, de Limoges, de Montpellier, par exemple. Cependant, fondé presque aux premiers jours de ce grand ordre, il exerça une action réelle, dans le cours du xiii^e siècle, sur les deux grands bassins du Rhône et de la Garonne, et aussi sur les bassins secondaires de l'Aude, de l'Orb et de l'Hérault. Il appartenait alors à la province dominicaine de Provence, qui, s'appuyant sur les Alpes et les Pyrénées, atteignait à la Méditerranée avec Marseille et Nice, et à l'Océan avec Bayonne et Bordeaux. Ce fut pour lui la période la plus féconde. Il jeta alors quelque éclat. Je voudrais le montrer, en étudiant successivement ses origines, ses hommes et les faits principaux dont il fut le théâtre au xiii^e siècle, notamment sa lutte victorieuse contre l'albigéisme.

FONDATION DU COUVENT DES FRÈRES PRÊCHEURS DE NARBONNE

A la fin du xiii^e siècle, la province de Provence ne comptait pas moins de quarante-neuf couvents : chiffre respectable, qui nous donne l'idée la plus avantageuse du développement de la vie dominicaine sur la terre qui avait été pour saint Dominique, de 1205 à 1216, le premier champ de son merveilleux apostolat. Mais tandis que, dans toutes les villes où son ordre s'était établi, la fondation du nouveau couvent s'était faite sans trouble, à Narbonne elle donna lieu à des incidents qui eurent quelque gravité. C'était une tradition du couvent, à la fin du xiii^e siècle, que, du vivant même de saint Dominique, après la fondation des couvents de Toulouse, de Paris et de Limoges, et avant la fondation du couvent de Montpellier, vers 1220 par conséquent, les frères Prêcheurs eurent non seulement l'idée de venir à Narbonne, mais encore passèrent à l'exécution d'un dessein auquel ils attachaient du prix. Bernard Gui a consigné cette tradition dans son histoire du couvent (1) ; elle fut reprise et rappelée de nouveau par le savant P. Mamachi, au xviii^e siècle (2). Elle servit de base à la prétention du couvent de Narbonne que son prieur et son délégué fussent admis à prendre place avant le couvent de Montpellier dans l'assemblée du chapitre provincial, où l'ancienneté réglait les préséances.

Le titulaire de l'archevêché de Narbonne, en 1220, était

(1) TEXTES, I.

(2) *Annales ordinis Praedicatorum*, ad annum 1220, N. LXXIX, t. 1, p. 632. (Le tome 1^{er} a seul paru).

Arnaud Amauri, le célèbre légat, qui, en 1209, avait commandé la croisade contre les albigeois. Il connut alors saint Dominique dont il resta l'ami, même après sa brouille avec Simon de Montfort, au sujet du titre de duc de Narbonne, que celui-ci, rendu ambitieux par le bonheur dans la conquête, prétendait posséder; car ce titre emportait avec lui le droit éminent sur la vicomté toute entière et la ville. On comprend sans peine que cet archevêque, adversaire résolu et militant de l'hérésie néo-dualiste, ait désiré dans sa ville de Narbonne des religieux qui, par leurs prédications et par la pratique de la pauvreté, par la parole et par l'exemple, pouvaient la combattre avec honneur et succès. Il ne semble pas que la Cité elle-même soit jamais passée à l'hérésie, bien que celle-ci eût pénétré dans le Bourg; mais tout le pays en était infesté et un avenir prochain allait montrer que, pour venir du dehors, elle n'en était pas moins capable d'y engendrer le désordre et d'y mettre le trouble.

Aymeric IV, vicomte de Narbonne, semble avoir été un esprit net; mais, caractère flottant, on le vit tantôt pour, tantôt contre Simon de Montfort; après avoir été son répondant et avoir assisté au fameux siège de Minerve, il refusa de marcher au secours du terrible comte pendant le siège de Castelnaudary. Puis, pendant la lutte de l'archevêque de Narbonne et de Simon de Montfort, il passa à celui-ci et n'échappa à l'excommunication de celui-là que parce que Montfort le fit mettre sous la protection du Pape. Il se réconcilia avec Arnaud Amauri, mais se brouilla avec son successeur, et finit par mourir en paix avec tout le monde, avec son archevêque et avec le roi, en 1239 (1). Sa vie ne fut qu'une longue lutte, mais pour défendre ses intérêts comme seigneur laïque. Au premier

(1) *Hist. gén. de Languedoc*, t. VI, pp. 315, 329, 370, 459, 460, 481, 647, 672, 714. Ed. Privat.

temps de la croisade, il se déclara pour les croisés contre l'hérésie. Il ne cessa de la combattre; ou du moins il lui fut constamment opposé. Il n'aima jamais les albigeois, et pour cause: on les trouvait dans toutes les séditions populaires et religieuses. S'il se fût employé activement à la fondation du couvent des frères Prêcheurs dans sa ville, la tradition dominicaine relative à l'essai de 1220 eût conservé ce glorieux souvenir. Du moins il ne leur fit pas opposition; il dût même être heureux de les voir venir.

Je crois que les consuls de la Cité et le peuple partageaient ces sentiments; l'hérésie, comme nous allons le voir, n'y était pas en faveur. Les nouveaux religieux ne pouvaient donc que recevoir un bon accueil. Cependant la fondation de leur couvent se fit *in tribulatione*. Bernard Gui, après avoir parlé de leur arrivée dans la ville en 1220, nous dit qu'ils en furent expulsés, « quadam sevienta » rabie hominum impiorum (1). » Malheureusement il ne nous a donné aucun détail; il nous a laissé le soin de rechercher et de dire de quelle nature, de quelle importance furent les troubles auxquels il fait allusion.

A cette date, se place un soulèvement général de la terre des Trencavel contre Amauri de Montfort, le fils et l'héritier de Simon de Montfort, mais déjà impuissant à conserver la terre conquise. Le légat du Saint-Siège, Conrad (2), évêque de Porto, n'avait pu tenir à Béziers, où il était arrivé en 1219; et même il avait dû prendre la voie de mer pour se rendre à Narbonne qui n'en est pourtant qu'à quatre lieues (3). C'est là que trois ans après, le 28 avril 1222, il fulmina l'excommunication contre les habitants des villes et des villages qui, s'étant déclarés ennemis de l'affaire de Jésus-Christ, avaient pris les armes et avaient

(1) Textes, t.

(2) Non pas Célestin, comme dans Mouynès, qui par erreur a rendu par Célestin le sigle C.

(3) *Hist. gén. de Languedoc*, t. VI, pp. 537, 538. Éd. Privat.

fait le dégât aux environs de la ville et dans le Narbonnais (1). Ces villes et villages étaient : Capestang (Hérault), Béziers (Hérault), Puisserguier (Hérault), Ville-neuve-les-Béziers (Hérault), Cazouls-les-Béziers (Hérault), Montels, canton de Capestang (Hérault), Bize (Aude), Villespassans (Hérault), Cruzy (Hérault), Florensac (Hérault), Murviel-les-Béziers (Hérault), Corneillan (Hérault), Thézan (Hérault), Colombiers, canton de Béziers (Hérault) (2), Poilhes, canton de Capestang (Hérault) (3), Ceillan (*Celiannum*), probablement sur le territoire d'Assignan (Hérault), Sauvian (Hérault), Sérignan (Hérault), Lespignan (Hérault), Caux (Hérault), Cessenon (Hérault), Vias (Hérault), Bessan (Hérault), Azille (Aude), La Redorte (Aude), Olonzac (Hérault), Peyriac-Minervois (Aude), Pépieux (Aude), Azil-lanet (Hérault), Cesseras (Hérault) (4) et autres lieux.

Ainsi les diocèses d'Agde, de Béziers et de Narbonne fournirent les contingents du soulèvement, qui fut plutôt une manifestation armée et violente contre Narbonne, dont les habitants virent leurs vignes, blés, jardins, moulins ravagés et brûlés. Mais pourquoi une incursion de ce genre contre une ville qui, n'étant point de la vicomté de Carcassonne et de Béziers (5), s'était fort peu mêlée aux affaires de la croisade, n'était entrée dans le domaine de Simon de Montfort que malgré elle et malgré son archevêque ? Le légat loua sa religion et sa fidélité. Sa foi orthodoxe suffit-elle à expliquer une attaque sou-

(1) *Hist. gén. de Languedoc*, t. iv, pp. 545, 546.

(2) Et non pas Colombières, canton d'Olargues (Hérault), comme on le lit dans la table du tome viii de l'*Hist. gén. de Languedoc*, éd. Privat.

(3) Non pas Paillhès, *ibid.*

(4) Nous avons deux textes de la sentence du légat, l'un publié par les Bénédictins, *Hist. gén. de Lang.*, t. viii, 757, 758, l'autre par Mouynès qui l'a emprunté aux Archives de Narbonne, *Inventaire*, Annexes de la série AA., p. 12. Villespassans ne se trouve pas dans celui des Bénédictins ; et celui de Narbonne donne *Padaleriis* pour *Podaleriis*, Poilhes.

(5) Spruner-Menke, *Hist. Handatlas*, n° 52.

daine ? La présence du légat dans ses murs laisse à penser : et peut-être aussi l'arrivée des frères Prêcheurs, soutiens naturels d'Amauri de Montfort, n'y fut-elle pas totalement étrangère. Songez qu'en 1220 il n'y avait de frères Prêcheurs qu'à Toulouse, où ils n'étaient encore qu'une poignée ; ils arrivaient à peine à Montpellier, qui appartenait à la couronne d'Aragon ; on les connaissait peu et mal ; ils n'étaient pour la masse que des adversaires nationaux ; l'imagination populaire ne pouvait les voir sous un autre jour. D'ailleurs les albigeois avaient des amis dans le Bourg, tandis que la Cité ne s'était pas laissée entamer ; et c'est peut-être du Bourg lui-même que partit le coup qui les frappa aussitôt arrivés. Quoiqu'il en soit, les désordres qui motivèrent l'excommunication de 1222 se présentent comme la manifestation non équivoque de cet esprit de violence qui fut la cause réelle du départ des frères Prêcheurs, ou plutôt de leur expulsion, puisque c'est l'expression dont Bernard Gui s'est servi. Ainsi cette ville de Narbonne, sur la foi de laquelle ils avaient espéré asseoir leur fondation, ne leur avait donné à leur arrivée que des inquiétudes, ne leur avait offert que des périls.

Cependant ils ne quittèrent la ville que pour y rentrer bientôt (1). En 1228, ils y avaient une maison. On peut le conclure de la teneur du testament de Guillaume Jordan, clos le 1^{er} septembre de cette année. Il donna aux couvents des frères Mineurs, des frères Prêcheurs et des religieux du Saint-Esprit et de la Sainte-Trinité (2). Si les frères Prêcheurs n'y eussent plus eu de maison, comment ce meunier aisé eût-il pu comprendre dans ses legs leur couvent, qui est nommé à côté d'autres couvents dont l'existence est certaine ?

(1) B. Gui : « Narbonnensis [conventus], anno, m.cc.xx., unde fratres expulsi ad tempus aliquod discesserunt. » *Notitia provinciarum ord. Praed.*

(2) Analyse dans Monynès, *Inventaire*, série AA, p. 93.

Toutefois la pièce, qui peut être regardée comme la charte de fondation, est postérieure de trois ans à ce testament. Elle émane de Pierre Amelins, archevêque, successeur d'Arnaud Amauri. Auparavant chanoine de Narbonne, il avait donc été témoin des faits qui avaient mis le trouble et porté la désolation dans la ville et la vicomté, en 1220 et 1221. En moins de dix ans, l'état moral avait beaucoup changé. La question qui divisait les esprits se dessinait tous les jours plus nettement. Elle était plutôt religieuse que politique ou nationale, puisque, si le comté de Toulouse et la vicomté de Carcassonne avaient perdu leurs seigneurs héréditaires, ils restaient sous la suzeraineté du roi de France, dont les droits séculaires furent de nouveau reconnus. Cette grosse affaire de la guerre des albigeois était bien terminée : mais il restait à en faire disparaître la cause, à faire rentrer les âmes dans le giron de l'Église, à rétablir l'ordre moral ; sans compter que sa charge imposait à l'archevêque l'obligation de s'employer au salut de ses ouailles, de leur faire annoncer la parole de vérité. C'est le motif qui détermina l'établissement définitif d'un couvent de frères Prêcheurs dans sa ville métropolitaine. Il le fit par un acte daté du mois de juillet 1231. Les frères Prêcheurs avaient déjà acheté un terrain dans le quartier dit *la Mallole, de Mallola* ; il en compta la valeur en espèces, et leur fit remise des droits utiles que la manse archiépiscopale y percevait ; il leur donna aussi une Bible, texte et glose, et un premier fonds de bibliothèque. Les deux religieux Guillaume Beroer de Perpignan et Ferrier prirent possession du terrain au nom du Maître général de l'ordre, le bienheureux Jourdain de Saxe, et du prieur provincial de la province de Provence, le célèbre Raymond du Fauga de Miremont, qui allait succéder à Foulques, l'ami de saint Dominique, sur le siège de Toulouse. L'archevêque leur accordait toute faculté pour construire et s'étendre ; il leur donnait la libre et indépendante possession d'une église et le droit de

sépulture (1). Deux ans après, en 1233, le pape Grégoire IX confirma la donation faite par l'archevêque (2).

Le couvent était fondé : l'acte de donation de Pierre Amelius fut, dans la suite, considéré comme son titre à l'existence dominicaine. On le regarda donc comme le septième des couvents établis dans la province : Toulouse (1216), Limoges (1219), Montpellier (1220), Bayonne (1221), Le Puy (1221), Cahors et Narbonne. Ses représentants, le prieur et le délégué ou *socius* du prieur, occupaient le quatrième rang à droite, *in dextro choro*, au chapitre provincial.

Le lieu dit *la Mallole*, où le nouveau couvent allait s'élever, se trouvait à l'est du Bourg, *extra muros*. La construction en fut commencée sans retard. L'année suivante le cimetière et la chapelle en furent ouverts (3). Une série d'actes, émanant des plus hauts personnages dans l'Église, des vicomtes et du roi, en assurèrent le développement dans la suite. Par exemple, par ses lettres du 27 avril 1241, l'archevêque Pierre Amelius, ajoutant à ses libéralités, donnait « aux frères Prêcheurs de ladite ville trois
« maisons situées au lieu dit *de Mallola*, joignant le Bourg
« de ladite ville, qui avaient appartenu à Germain Basteris
« condamné pour crime d'hérésie (4). » Le 9 août de l'année suivante (1242), le vicomte Aymeric et Raymond VII, comte de Toulouse, ne manquèrent pas de comprendre le couvent des frères Prêcheurs dans la charte de protection et de sauvegarde qu'ils donnèrent en faveur des habitants de Narbonne (5). Le 28 septembre 1246, Innocent IV accor-

(1) Bibl. nat., fonds Doat, t. LVIII ; *Gall. christ.*, VI, *Instr.*, 61, 62 ; Douais, *Acta capitulorum provincialium*, 663. In-8°, Toulouse, Privat, 1893.

(2) Bibl. nat., fonds Doat, t. LVIII.

(3) *Ibid.*

(4) Bibl. nat., fonds Doat, t. LVIII.

(5) Texte publié par Mouguès, *Invent. des arch. comm. de Narbonne*, Annexes de la série AA, p. 37.

daît quarante jours d'indulgences à ceux qui contribueraient à la construction de l'église et du couvent (1); quelques jours auparavant, le 13, il avait mandé à l'archevêque « d'empêcher que l'abbé, les chanoines et les prêtres de Saint-Paul ne troublassent les frères Prêcheurs « de ladite ville, touchant le privilège qu'ils avaient d'en-sevelir les morts dans leur cimetière (2). » Le 14 avril 1248, Guillaume de la Brune, archevêque, marchant sur les traces de son prédécesseur immédiat, Pierre Amelius, leur faisait donation « du domaine et juridiction de la « partie d'un champ qu'ils avaient acquis de P. Bermund, « prieur de Sainte-Marie du Bourg (ou Lamourguié), situé « proche leur couvent, *in Mallola* (3). » Le 14 mars 1254, Alexandre IV « accordait quarante jours d'indulgences à « ceux qui visiteraient l'église des frères Prêcheurs de « Narbonne pendant l'octave des fêtes de saint Domini-que et de saint Pierre, martyr (4), » c'est-à-dire d'abord du 29 avril, fête de saint Pierre de Vérone, au 6 mai, et ensuite du 4 août, fête de saint Dominique, au 12 de ce mois. Par une bulle datée du 7 mars 1259, Alexandre IV augmenta ces faveurs spirituelles en accordant cent jours d'indulgences (5). Par une bulle du 13 décembre 1257, il avait autorisé le prieur et le couvent des frères Prêcheurs à recevoir sur les restitutions des usures ou des legs jusqu'à concurrence de la somme de trois cents livres (6). Le 12 juillet 1271, l'abbé de Saint-Victor, de Marseille, permettait au prieur et au syndic de l'église de Lamourguié, qui en dépendait, de leur vendre un champ confrontant

(1) Bibl. nat., fonds Doat, t. LVIII.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*

(5) *Ibid.*

(6) *Ibid.*

avec leur maison dans la ville (1). Par son testament du 8 mars 1274, Alcalhieta (Algayette), fille de Hugues, comte de Rodez, et épouse d'Aymeric, vicomte de Narbonne, instituait son héritier Aymeric, son fils, et léguaît au couvent des frères Prêcheurs de la ville deux cents sous melgoriens, dont cent pour la pitance et cent pour le vêtement (2). Bérenger Belin, chanoine et sacristain de Saint-Just, se montra si bienfaisant que le chapitre provincial des frères Prêcheurs, tenu à Bordeaux en 1287, lui accorda pour dix ans les suffrages de toute la province (3). Le 20 avril 1300, Pierre de Narbonne, chanoine de l'église de Narbonne, fils du vicomte, donna au couvent des frères Prêcheurs dix livres tournois, tous les ans, sa vie durant (4). Le 1^{er} avril précédent, Aymeric, vicomte, avait donné au même couvent, dans l'église duquel Sibile, sa mère, était ensevelie, cent setiers de froment, payables annuellement, sa vie durant et à prendre sur la terre de la Livière, pour le repos de son âme et le repos de l'âme d'Aymeric, son père, et de Sibile, sa mère (5). Par ses lettres du 29 mars 1329, le roi Philippe V manda à son trésorier de Carcassonne de payer annuellement dix livres au couvent des frères Prêcheurs, pendant le temps qu'il plairait à Sa Majesté; et en 1341, elles étaient encore payées (6). Le 1^{er} juillet 1331, Guillaume de Narbonne,

(1) Bibl. nat., fonds Doat, t. LVIII.

(2) *Ibid.*

(3) Douais, *Acta capitulorum provincialium*, 310, 330, 381, 389, in-8°, Toulouse, Privat, 1893.

(4) Bibl. nat., fonds Doat, t. LVIII. En 1292, d'après Doat, Aymeric, vicomte, fit en faveur de Pierre *de Valle Buoveria*, la collation de la chapelle de Saint-Sauveur bâtie dans son palais, vacante par la mort de Pierre de Narbonne, son fils, chanoine de Narbonne. Ce Pierre est-il le même que celui de l'acte de 1300, et alors où est l'erreur? Ou bien est-ce un autre fils du même nom et chanoine? Est-ce un oncle?

(5) Bibl. nat., fonds Doat, t. LVIII. La terre de la Livière était au nord-ouest de Narbonne.

(6) *Ibid.*

second fils d'Aymerie et de Jeanne, sa femme, seigneur du château de Montagut, lui faisait une donation de cinq setiers de froment pour le salut de son âme et de ses parents ensevelis dans son église (1). Le 4 août 1337, noble Aymerie, vicomte de Narbonne, légua par codicille aux frères Prêcheurs deux cents livres pour la construction, dans leur église, d'une chapelle à l'honneur de saint Georges, où il voulait être enterré; il donnait aussi trente livres annuellement et à perpétuité pour l'entretien de trois religieux, à la charge de célébrer la messe tous les jours pour le salut de son âme (2).

Cette énumération, un peu longue et fastidieuse, ne laisse pas d'être significative: chacun de ces actes répétés pendant un siècle et au-delà montre l'importance prise par le couvent des frères Prêcheurs, qui faisait assez belle figure non seulement à côté de celui des frères Mineurs, son contemporain et son rival, mais encore à côté de l'hôpital de Saint-Jean, plus ancien, et même de l'antique abbaye de Saint-Paul, ou du chapitre de Saint-Just. Les vicomtes du xiii^e siècle y avaient choisi leur sépulture; ce choix non seulement prouve des sympathies dans l'aristocratie de la ville, mais encore tend à montrer la place considérable que matériellement et moralement le couvent y avait conquise. Comment? Par le rôle actif qu'il prit dans la lutte du xiii^e siècle contre l'albigéisme, et aussi par son organisation intérieure, par les hommes de valeur dont il enrichit la région.

Nous allons essayer de le montrer.

(1) Bibl. nat., fonds Doat, t. LVIII. La terre de la Livière était au nord-ouest de Narbonne.

(2) *Ibid.*

II

NARBONNE ET L'ALBIGÉISME.

Narbonne n'a jamais appartenu à l'albigéisme, je veux dire la Cité ; le Bourg lui était plus favorable et hospitalier ; et c'est l'inimitié du Bourg et de la Cité, qui, à l'occasion des intérêts politiques et nationaux en jeu et se couvrant du manteau de l'albigéisme, se donna carrière en 1220 et en 1221, si bien que les frères Prêcheurs, alors établis dans le Bourg, durent suspendre la fondation de leur couvent. Ceux-ci, on peut le dire, prirent leur revanche, noble revanche, puisqu'ils ne travaillèrent que pour la défense et le maintien de la vérité et qu'ils y réussirent. Ce ne fut pas un mince mérite de leur part.

Amelius, en effet, constata lui-même le danger que ses ouailles couraient. L'albigéisme, toujours aux aguets, saisissait toute occasion pour se glisser dans la ville ; avec lui, c'était l'invasion plus qu'inquiétante de l'hérésie dans la foi. Par exemple, Raymond Arrufat de Castelnaudary déposa devant les inquisiteurs, que, se trouvant à Narbonne, dans la maison de Dulcie Ferreira avec d'autres habitants de Castelnaudary amenés en otages, Pons Gibel, qui était du nombre, y tomba malade ; et aussitôt deux hérétiques y vinrent pour lui proposer l'initiation (1). Cela se passait vers 1225.

La femme Raymonde, femme de feu Gondaubou du Mas-Saintes-Puelles (Aude) et qui avait une maison à Narbonne, disait que W. Bertrand de Laure (Aude), dans le Minervois, coin tout rempli d'hérétiques, était venu avec quatre autres

(1) Textes, II.

hérétiques dans sa propre maison et dans la maison de sa sœur à Narbonne. Elle les qualifiait de « *nuncii heretici corum*, » plus tard ; car elle affirmait ne pas les avoir connus alors pour tels, pas plus que sa sœur (1). Ils prenaient d'ordinaire et partout cette attitude de dissimulation ; au lieu de se produire au grand jour, ils s'enveloppaient de mystère. A Narbonne, c'était prudence de leur part ; car la cour de l'archevêque veillait. Ils introduisirent deux hérétiques dans le logis de Raymond Jean, qui, de ce chef devenu suspect, fut arrêté. Avant cette arrestation, le baile de l'archevêque avait saisi Raymonde et Florence, sa sœur. Elles furent traduites devant la cour de l'archevêque et durent subir tout le cérémonial de la réconciliation par le ministère de l'inquisiteur Ferrier, qui en avait reçu commission du prélat lui-même. Pour Raymonde, la réconciliation eut même lieu une seconde fois, et cette fois au Mas-Saintes-Puelles où Ferrier la reconduisit et la remit entre les mains de son mari (2).

Rien de bien surprenant que l'hérésie albigeoise ait essayé de s'implanter dans la ville. Elle était comme le carrefour, vaste et opulent carrefour, de tout l'ancien bas Languedoc (3). Soit que l'on prit la direction de l'Italie par Montpellier et la Provence, soit que l'on se rendît en Espagne par Perpignan, on rencontrait nécessairement Narbonne. Tout le commerce avec Gênes, Pise et Savone, se faisait par Narbonne, dont le vicomte et les consuls avaient, en 1224, en 1225 et en 1246, renouvelé avec ces villes les traités de « paix » ou de commerce (4). Or la ville

(1) Textes, III, IV.

(2) Textes, III, IV.

(3) Inutile de faire remarquer que cette appellation de Languedoc, de haut et bas Languedoc, est postérieure à la date à laquelle se placent les faits que je raconte.

(4) Traités renouvelés avec Gênes et Savone, passés avec Pise. Publiés par Mouynès, *Invent. des archiv. de Narbonne*, Annexes de la série AA, pp. 13, 16, 42.

était entourée d'hérétiques actifs, résolus, pleins de fanatisme. Il y en avait à Perpignan (1), à Sérignan (2), à Peyriac-Minervois (3), à Capestang (4). Ils battaient le pays et la ville de Narbonne elle-même fournit à la secte dualiste plus d'un apôtre (5). Si bien que la province de Narbonne devint et resta longtemps un champ de poursuites pour les inquisiteurs (6); si une chose étonne, c'est que la Cité ait échappé à l'albigéisme, qui n'y fit que de rares et impuissantes recrues.

Par quelles influences personnelles a-t-elle été soustraite à une doctrine longtemps agissante? Faut-il attribuer ce résultat seulement à la vertu de la foi, de l'antique foi des Paul, des Rustique et des Théodard? La foi a rendu efficaces les influences des personnes; celles-ci ont su appuyer sur la foi leur action protectrice.

Je nomme tout d'abord l'archevêque Amelius, qui veilla et usa des pouvoirs de sa charge. On en a vu plus haut un exemple.

Je nomme ensuite le vicomte et les consuls. C'est sans retard et sans opposition que les constitutions de Simon de Montfort, par lesquelles, entre autres choses, les hérétiques étaient exclus des charges, que les canons du concile de Toulouse et les statuts de saint Louis relatifs à l'extirpation de l'hérésie, furent insérés ensemble dans les livres consulaires (7). L'esprit de ces constitutions se retrouve dans toute l'histoire de Narbonne, au XIII^e siècle. C'est bien ce même

(1) Enquête de 1245 faite par Bernard de Caux et Jean de Saint-Pierre. Bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 120 A.

(2) *Ibid.*, fol. 162 A, fol. 167 A.

(3) *Ibid.*, fol. 181 A, fol. 191 B.

(4) *Ibid.*, fol. 191 B.

(5) Par exemple « Ber. de Narbona de Felgairac. » *Ibid.*, fol. 84 A.

(6) Bernard Gui, *Practica Inquisitionis*, I (Douais).

(7) Mouynès les a publiés de nouveau, *Invent. des archiv. de Narbonne*, Annexes de la série AA, pp. 18-22.

esprit qui contribua à remettre la paix entre le Bourg et la Cité toujours en lutte. L'albigéisme, se voyant si énergiquement combattu, s'efforça peut-être de raviver une guerre séculaire. S'il rendit le Bourg peu hospitalier, il jeta l'effroi et se fit trop craindre. C'est ainsi que, en 1212, le comte de Toulouse et le vicomte de Narbonne, par la charte de protection et de sauvegarde en faveur des habitants de la ville, Bourg et Cité, sentirent qu'ils devaient s'engager à ne plus disputer par les armes à l'archevêque les possessions de l'archevêché, et ensuite à ne pas y introduire d'hérétiques : « Item, promittimus quod nullum »
« condempnatum de heresi introducemus vel permittimus »
« introduci in civitate vel burgo Narbone (1). » Cette clause est certainement remarquable, même à côté de la promesse qu'ils firent de pardonner toute injure ou toute offense reçue « pro obstativo de civitate vel suburbiis. » Car elle prépara une mesure de préservation ; avant la fin du siècle et à la suite de méfaits commis par les albigéois, elle la fit juger nécessaire ; la mesure que nous avons en vue en devint comme la conséquence, le complément. Que fit-on en effet ?

Le Bourg avait donné souvent asile à l'hérésie ; par lui la foi de la Cité pouvait être peu à peu et de proche en proche entamée. On en vint donc à exiger de tout étranger demandant à y établir sa résidence, le serment par lequel il déclarait être et vouloir rester fervent catholique romain, s'engageait à fuir tout esprit de secte, à éviter toute apparence d'hérésie et de *vaudoisie* ; il devait jurer qu'il n'avait assisté ni à la mort des prieurs tués à Carcassonne, des frères Prêcheurs massacrés à Avignonet, des deux clercs écrivains tués à Caunes, ni à l'incendie des livres des frères Prêcheurs, accompli dans cette localité ; qu'il n'avait parti-

(1) *Invent. des archiv. de Narbonne*, Annexes de la série AA, p. 37.

cipé ni consenti à aucun de ces faits (1). Une telle mesure caractérise un esprit, j'allais dire une époque; Narbonne fermait ses portes à l'albigéisme.

Déterminant les influences qui amenèrent ce résultat, j'aurais dû nommer le Saint-Siège en première ligne, car ce pouvoir, pour être lointain, n'en exerçait pas moins une action profonde, grâce à son tact et à son étonnant esprit de suite. Le 6 mai 1225, Honorius III recommandait au cardinal de Saint-Ange, légat apostolique, non pas seulement l'archevêque élu, ce Pierre Amelius, qui devait tant faire pour les frères Prêcheurs en vue de la défense de la foi, mais encore l'église et les habitants de la Cité, en considération de leur zèle et de leur dévouement aux intérêts de la foi catholique. Le lendemain, il adressait au roi de France une lettre ayant le même objet, mais dans laquelle il notait avec plus d'insistance encore le zèle et la religion dont les habitants de la Cité avaient toujours fait preuve, et exprimait l'espoir de voir accroître leurs bonnes dispositions pour servir d'exemple aux autres (2). Cette paternelle et juste bienveillance n'excluait pas d'ailleurs dans le doux pontife la rigueur exigée par les circonstances. C'est ainsi que, le 25 octobre de l'année précédente (1224), il avait écrit à l'abbé de Saint-Paul, à Pierre Amelius, alors seulement archidiaque, et au précenteur de Narbonne, pour leur enjoindre de faire exécuter la sentence d'excommunication qui pesait sur les habitants de Capestang et autres lieux (3).

Grégoire IX, successeur d'Honorius III, adressa aux Narbonnais, soit directement, soit dans la personne du vicomte, des appels répétés et plus pressants encore.

(1) Mouynès, *Invent. des arch. de Narb.*, série AA., p. 120. La formule de ce serment existe encore. Textes, v.

(2) *Ibid.*, série AA, p. 118. Textes, VI, VII.

(3) Potthast, 7309.

Informé par son légat de l'état de la Cité, il félicitait, le 9 juillet 1228, les consuls et le peuple de la ferveur de leur foi, de leur dévouement et de leur zèle dans la défense de l'Église; il les exhortait à persévérer dans cette conduite jusqu'à la fin (1). Le 8 mars 1233, il écrivait en même temps à l'archevêque de Narbonne et à l'évêque de Toulouse, Raymond du Fauga, auparavant frère Prêcheur et provincial, et qui comme tel avait approuvé la fondation du couvent de Narbonne, leur mandant d'informer, conformément aux statuts du concile de Toulouse, contre les deux Niort et leur mère, hérétiques (2). Le 12 avril suivant, dans une lettre au vicomte, aux consuls et aux habitants, il comparait l'ardeur de leur foi à celle de Mathathias et de ses fils, qui s'étaient levés pour venger la loi de Dieu contre l'impie Antiochus; il les pressait de demeurer toujours fidèles à l'Église et de lui rester unis contre les hérétiques qu'ils avaient déjà combattus jusqu'au sang et qu'il appelait bêtes sauvages des forêts (3).

La véhémence de cette lettre s'explique assez. De nouveaux désordres allaient se charger de la justifier. L'archevêque les porta à la connaissance du pontife et celui-ci les flétrissait dans sa lettre du 26 mai suivant au comte de Toulouse. Les deux Niort, avec G. Bernard et Bertrand fils d'Otton, hérétiques, s'étaient mis à la tête d'une troupe de gens armés, avaient envahi les terres de l'archevêque et y avaient promené l'incendie. Ils avaient pris les animaux, arrêté les hommes qu'ils avaient mis en prison; ils s'étaient même jetés sur l'archevêque qu'ils avaient maltraité jusqu'au sang; ils avaient infligé à plusieurs de ses clercs des traitements ignominieux, et emporté le mobilier épiscopal (4). Les hérétiques n'étaient malheureusement

(1) Mouynès, *op. cit.*, série AA., p. 119. Textes, VIII.

(2) Polthast, 9117.

(3) Mouynès, *op. cit.*, *ibid.*, p. 119. Textes, IX.

(4) « Conquerente venerabili fratre nostro (Petro) Narbonensi archiepiscopo, nos noveris accepisse quod, eo nuper in prociuctu itineris veniendi ad

pas au bout de leurs folies. De nouveaux méfaits, sur lesquels j'aurai à revenir, se produisirent; si bien que le 30 avril de l'année 1237, Grégoire IX écrivit encore au vicomte et aux « prud'hommes » de Narbonne, les priant et les conjurant d'embrasser la cause de Jésus-Christ, de se lever contre cette grande partie du peuple qui est couverte des ténèbres de l'hérésie (1).

Là s'arrête, dans l'état actuel de nos informations, l'action du pape Grégoire IX. Il mourut le 21 août 1241. Il ne put donc pas apprendre l'engagement formel que prirent, l'année suivante, le comte de Toulouse et le vicomte de Narbonne, de ne jamais plus introduire ou laisser introduire des hérétiques dans la Cité. Cependant sa pensée triomphait; et ses successeurs n'eurent qu'à maintenir les choses en l'état, ou du moins qu'à favoriser le développement du couvent des frères Prêcheurs, qui, eux aussi, engagèrent la lutte avec l'albigéisme; s'ils parurent un instant céder, comme en 1220 et 1221, ce fut pour mieux se relever et reprendre le cours de leur destinée glorieuse. Chose singulière, frère Ferrier, celui-là même qui, avec frère Guillaume Beroer, avait pris possession, au nom de ses supérieurs, du terrain donné par l'archevêque, soutint avec celui-ci tout l'effort de l'albigéisme.

Sedem Apostolicam constituto, quidam filii Belial, videlicet Willelmus et G. de Niorto, fratres, G. Bernardi, et Bertrandus filius B. Ottonis, de genere hereticorum, et complices eorundem, qui fuerunt pacis et fidei turbatores, in villas ipsius et castra facientes insultum, ea incendio devastarunt, ac ejus homines nequiter capientes, eorum animalibus exinde violenter abductis, ipsos carcerali custodie miserabiliter manciparunt. Idem insuper, ac si premissa sibi non sufficerent, ad offensam in archiepiscopum eundem et suos hostiliter irruentes, ipsum, Dei timore postposito, usque ad effusionem sanguinis atrociter vulnerarunt, et, quibusdam ipsius clericis ignominiose ac inhoneste tractatis, eos arte custodie tradere ausu sacrilego presumpserunt. Preterea, quod non sine dolore referimus, palleum, capellas, equitaturas et res alias ejusdem archiepiscopi dicti sacrilegi auferre sibi non sunt veriti violenter. » Teulet, *Layettes*, II, 252; Potthast, 9204.

(1) Mouynès, *op. cit.*, *ibid.*, p. 119. Textes. X.

III

LE CONFLIT DE 1233.

Ferrier a été probablement le premier prieur du couvent de Narbonne, comme nous l'établirons à l'article des prieurs. Originaire de Villelongue (1), près de Perpignan, il était fort connu à Narbonne, où il se trouvait avant la donation de Pierre Amelin, puisque la réconciliation de Raymonde et de Florence, sa sœur, doit se placer à l'année 1229; cette date résulte de leur déposition faite en 1243 et dans laquelle elles dirent que leur réconciliation remontait à seize ans. Cette fois il s'était donc occupé des hérétiques au nom de l'archevêque. Mais c'est probablement en 1229 qu'il reçut les pouvoirs de juge au tribunal de l'inquisition nouvellement établi (2). Il aura été plus tard confirmé dans ces mêmes pouvoirs. Le 20 avril de l'année 1233, Grégoire IX donna commission, par une bulle spéciale aux prieurs des frères Prêcheurs et aux religieux de cet ordre qu'il avait chargés de la poursuite des hérétiques, d'exercer la même poursuite contre leurs défenseurs dans les archevêchés de Bourges, de Bordeaux, d'Auch et de Narbonne (3); et deux jours après, le 22, il s'adressait aux religieux de la province de Provence, à laquelle le couvent de Narbonne appartenait, pour obtenir d'eux une prédication générale contre les hérétiques (4). Bernard Gui assure que c'est en 1233 que Grégoire IX confia l'inquisi-

(1) Villelongue-de-la-Salanque, *com* de Perpignan, selon toutes les vraisemblances.

(2) Textes, III, IV.

(3) Potliast, 9153.

(4) Potliast, 9155.

tion aux frères Prêcheurs dans le Toulousain, le Carcassès, l'Albigeois, l'Agenais (1) et le Narbonnais.

Ferrier remplit les fonctions d'inquisiteur en même temps que Willem Arnaud et Willem Pelisso en exerçaient la charge dans le Toulousain et le Carcassès, et Arnaud Cathala dans l'Albigeois.

Je viens de nommer Willem Pelisso. Il a, dans sa *Chronique*, résumé en trois mots les travaux de cet inquisiteur dans sa poursuite contre les hérétiques : « Multos ex eis cepit et immuravit et etiam comburi fecit (2), » dit-il. Bernard Gui louait sa constance et sa magnanimité ; il avait été pour les hérétiques et leurs fauteurs comme un marteau qui brise ; à son nom, ils sentaient comme le froid du glaive à travers le corps (3). Ces deux auteurs, en parlant de la sorte, donnaient le tableau de toute une vie d'inquisiteur ; ils rappelaient aussi les faits qui troublèrent Narbonne, de 1233 à 1236, et dont il faut parler maintenant.

Ils sont contenus dans une série de pièces fort curieuses : 1^o les statuts contre les albigeois, du 1^{er} octobre 1234, publiés par D. Vaissète (4) ; 2^o la lettre des consuls du Bourg de Narbonne à ceux de Nîmes, dans laquelle ils firent un exposé des faits, lettre publiée par Ménard (5) ; 3^o la lettre collective adressée par l'archevêque, le vicomte, l'abbé de Saint-Paul et les consuls de la Cité au roi saint Louis, à la date du 31 juillet 1236, pour lui faire connaître les derniers désordres commis dans le Bourg, lettre

(1) *Vita Gregorii pape IX*, Muratori, *Scrip. rer. Ital.*, III, 1, 573.

(2) Ed. Douais, 30.

(3) « Hic fuit inquisitor et persecutor hereticorum constans et magnanimus, in virga ferrea malleus et confringens eos cum fantoribus et credentibus eorumdem, adeo quod nomen ejus quasi gladius in auribus hereticorum resonat. » *Prior, in conc. Carcassonensi*, Bibl. de Toulouse, ms. 490, fol. 156 A.

(4) *Hist. gén. de Languedoc*, éd. orig., III, 370 ; éd. Privat, VIII, 981.

(5) *Hist. de la ville de Nîmes*, 1, Preuves, 73-75.

publiée par Teulet (1); 4^o les actes relatifs à la réconciliation du Bourg et de la Cité, publiés par D. Vaissète (2).

Je mets d'abord sous les yeux du lecteur l'analyse de chacune de ces pièces.

1^o Statuts contre les albigeois.

Ces statuts contenaient neuf articles.

ARTICLE 1^{er}. — Les hommes du Bourg jureront de tenir la foi catholique, de faire connaître à la cour épiscopale les hérétiques et tous ceux qui seront suspects d'hérésie, de les combattre, de n'empêcher en rien leur poursuite, enquête, arrestation, exécution de la peine.

ART. 2. — Tous les hommes au-dessus de 14 ans, tant du Bourg que de la Cité, renouvelleront le serment d'observer la paix aux termes du concile de Toulouse.

ART. 3. — Ils jureront qu'ils ne feront plus d'alliance avec les ennemis de la foi et de la paix, et les hommes du Bourg particulièrement rompront la trêve de 20 jours passée avec Olivier de Termes et ses fauteurs.

ART. 4. — Les hommes du Bourg dissoudront toute ligue déjà faite: ils n'entreront dans aucune nouvelle ligue sans l'autorisation de l'archevêque et de ses successeurs, à peine du parjure et des châtimens édictés par le concile de Toulouse.

ART. 5. — Ils garderont fidèlement le domaine, la justice et la juridiction de l'archevêque et ne feront rien contre.

ART. 6. — Les maisons dans lesquelles on trouvera des hérétiques ou vandois seront rasées.

ART. 7. — Tout gage, tout argent pris aux prud'hommes du Bourg qui ont refusé de prêter serment au consulat

(1) *Layettes*, II, 321-323.

(2) *Hist. gén. de Languedoc*, éd. orig., III, 379-382; éd. Privat, VIII, 1030-1038.

leur sera rendu et il ne leur sera plus rien demandé pour ce fait.

ART. 8. — Arnaud Lelong et son frère seront rendus à la Cité; Pons de Mauguio et Pons Arnaud, neveu de Guillaume Argence, auteurs de leur arrestation, iront à Rome avant Pâques pour obtenir du pape l'absolution.

ART. 9. — Tout dommage fait à l'archevêque ou aux églises sera recouvert par les soins de B. Dubois, comme il a été ordonné par les évêques de Nîmes (1) et de Béziers (2).

L'archevêque publiait ces statuts avec l'assentiment et l'autorité de Jean, archevêque de Vienne et légat du Saint-Siège, des évêques de Nîmes, de Béziers, de Toulouse (3) et d'Elne (4). Il se réservait le droit d'édicter, avec l'assentiment et par l'autorité du légat, tout nouveau statut au sujet des injustices faites à sa personne et aux églises.

Les consuls du Bourg et de la Cité consentirent ces statuts; c'étaient, pour la Cité, R. Inard, P. Capitoul, G. Alquier, agissant au nom des autres consuls; pour le Bourg, Bonet Alfarié, B. Mir, B. Boisson, B. de Saint-Étienne, R. Bonet et G. Jourdan.

Cette pièce ne porte pas trace de la moindre opposition. Mais elle est suivie dans D. Vaissète d'une sorte de protestation non datée, contenant une réserve importante. Les consuls du Bourg, s'adressant au sénéchal, dirent qu'ils ne se regardaient point comme tenus par l'article 4; car ce n'est pas de son contenu qu'il aurait été question devant le légat, mais seulement d'une sentence d'excommunication portée par l'archevêque; ils s'étaient engagés à observer. Cependant pour le bien de la paix ils

(1) Arnaud (1212-1242).

(2) Bernard de Cuxac (1215-1242).

(3) Raymond du Fanga (1232-1270).

(4) Bernard Berge (1230-1245).

consentaient à rompre toute ligue, s'il y en avait quelque-une dans Narbonne, pourvu que les anciennes coutumes et libertés fussent gardées et à la condition que la clause : *nisi de nostro vel successorum nostrorum speciali consilio et assensu* en serait enlevée.

Ils ne se regardaient pas davantage liés par l'article 5 ; car l'archevêque ne leur avait pas déféré le serment. Il ne pouvait plus le leur déférer, puisqu'il avait déjà exercé son droit ; il ne le pouvait désormais qu'avec l'agrément du légat. Jamais d'ailleurs le Bourg n'avait juré le domaine à l'archevêque, qui n'avait à Narbonne aucun droit de serment, « *ratione dominii, justice vel jurisdictionis* ; » ce serment revenait au vicomte et au roi de France seuls ; les consuls ne l'avaient jamais prêté à l'archevêque ; le vicomte leur avait, aussi bien, défendu de jurer cet article, sous peine de confiscation de leurs biens.

2^o La lettre des consuls du Bourg à ceux de Nîmes.

Les statuts que nous venons d'analyser mettent en avant la personne de l'archevêque seul qui en était l'auteur ; mais les réserves postérieures des consuls du Bourg mettent en opposition les consuls et l'archevêque. Le conflit était profond, en effet. Les consuls dans leur lettre à ceux de Nîmes ne le cachèrent pas. Cette lettre cependant fait entrer aussi dans le conflit quelques frères Prêcheurs, « *quosdam ex fratribus Predicatorum*, » qui étaient du côté de l'archevêque ; elle insinue des intentions et mentionne des mesures archiépiscopales dont on chercherait en vain la trace dans les statuts. Pour les consuls, tout le but poursuivi par l'archevêque aurait été de faire disparaître le consulat du Bourg ; il aurait donc pris des mesures odieuses, prononçant contre lui l'excommunication et l'interdit, faisant défense aux notaires de recevoir les actes, aux médecins d'exercer leur art, aux prêtres d'entendre les confessions, si ce n'est *in articulo mortis*, et encore avec

l'obligation d'exiger une caution d'obéissance à son *mandatum*. Les consuls auraient fait appel de cette sentence, qu'ils disaient entachée de nullité comme déraisonnable et injuste. De plus l'archevêque et trois frères Prêcheurs, à savoir frère Ferrier, prieur du couvent, frère G. Beroer et frère G. Aramon, après une entente avec les notables de Narbonne, auraient procédé à l'exercice de l'inquisition, mais sans se conformer aux règles du droit. Ils auraient arrêté des personnes sur lesquelles ne pesait aucun soupçon d'hérésie, dépouillant les unes de leurs biens, jetant les autres en prison, prononçant la confiscation de leurs biens sans connaissance préalable de la cause, sans jugement sur leur foi. Ce n'est pas tout. Afin de multiplier leurs poursuites, ils auraient cherché à surprendre la bonne foi des gens simples et illettrés et abusé de leur ignorance, leur demandant si c'est Dieu ou l'homme qui rend la femme mère. S'ils répondaient : « l'homme, » — « Vous êtes hérétiques, » s'entendaient-ils dire, car les hérétiques soutenaient que la procréation est due à l'esprit mauvais et à l'homme, et non à Dieu. S'ils répondaient : « Dieu, » — « Vous êtes hérétiques, » s'entendaient-ils dire encore ; car parler ainsi c'est faire entendre que Dieu connaît la femme. Les inquisiteurs auraient posé d'autres questions non moins perfides : si l'âme apparaît aussitôt la semence répandue ; si l'âme croît avec le corps de l'enfant ; si toutes les âmes ont été faites en même temps, au même moment et où ; si l'hostie consacrée par le prêtre est Dieu tout entier. Ces malheureux répondant oui à cette dernière question : « Croyez-vous, » leur auraient demandé leurs juges, « que si quatre prêtres consacrent, chaque hostie contient Dieu tout entier ? » Ils ne pouvaient répondre qu'affirmativement, et alors ils auraient été accusés de croire à l'existence de quatre dieux. Les consuls ajoutaient que, quant à eux, ils avaient promis leur concours aux inquisiteurs et à l'archevêque, s'ils consentaient à suivre les formes du droit, et notamment

la procédure imposée par le concile de Toulouse. Mais c'avait été en vain. Ils avaient dû alors défendre le Bourg contre une telle injustice : ils n'avaient recueilli que des diffamations. Dernièrement, frère Ferrier, prêchant dans la Cité et se laissant emporter, avait accusé le Bourg d'hérésie : sermon calomnieux et imprudent. Si bien que, à l'insu des consuls, quelques habitants du Bourg indignés s'étaient portés au convent des frères Prêcheurs, avaient brisé les portes et fait quelques dommages. Pour eux, loin de manquer à leur devoir, ils avaient fait fustiger les coupables, infligeant un châtiment exemplaire à ces hommes légers, promettant aux frères Prêcheurs de réparer tous les dégâts. Confiant dans leur innocence, ils ont refusé de donner à l'archevêque la somme exigée pour se faire relever de l'excommunication. L'archevêque ne tient plus à l'égard des habitants du Bourg le langage honorable dont les légats du Saint-Siège et les prélats se sont toujours servis, les appelant « filios, atque fratres et eciam patres » *negocii Jhesu Christi*. Il oublie les services rendus déjà au temps de Simon de Montfort, les sacrifices accomplis, le sang versé au service de l'Église : il ne cherche plus que le lait et la laine des brebis, et non leur salut. Il s'est fait notre ennemi, disaient les consuls en finissant : parce qu'il ne peut s'emparer de nos biens, il nous diffame.

Cette lettre des consuls du Bourg contenait donc, comme on le voit, leurs griefs contre l'archevêque et les frères Prêcheurs ; ils s'efforçaient en même temps de justifier leur conduite.

3^e La lettre de l'archevêque, du vicomte, de l'abbé de Saint-Paul et des consuls de la Cité au roi saint Louis.

Cette lettre présente les faits sous un jour assez différent. D'après elle, frère Ferrier aurait tenu le premier rôle ; l'albigéisme aurait été au fond de toute cette triste affaire. Donc les habitants du Bourg auraient donné asile aux

hérétiques, les défendant et les protégeant. Enfin, la chose étant manifeste, frère Ferrier, prieur des frères Prêcheurs, aurait, en vertu de sa commission apostolique d'inquisiteur, ouvert une poursuite contre les habitants du Bourg, mais après s'être adjoint des hommes discrets, « *viris discretis secum adjunctis.* » Bientôt cependant les habitants du Bourg auraient voulu entraver l'inquisition et auraient saisi l'occasion offerte par l'arrestation décidée d'un hérétique convaincu, pour exercer des violences contre la personne de l'archevêque, du vicomte et de frère Ferrier : tout le Bourg se serait opposé à cette arrestation, accablant d'outrages les frères Prêcheurs et les rares catholiques restés dans le Bourg. Après monition, ils auraient refusé de s'amender et alors ils auraient été excommuniés par l'archevêque et par frère Ferrier agissant en vertu de sa commission apostolique. Méprisant l'excommunication, ils auraient conspiré contre les biens de l'archevêque, formant des ligues, envahissant les droits des églises, faisant appel aux armes, conduisant dans les églises ceux-là même qui avaient été condamnés pour hérésie. Enfin en présence de l'archevêque de Vienne, légat apostolique, et des évêques suffragants de Narbonne, ils jurèrent d'obéir et donnèrent des otages ; l'excommunication fut levée. Mais, méprisant leurs propres serments, ils formèrent de nouvelles ligues, et furent excommuniés de nouveau, cette fois avec aggravation, « *accensis candelis,* » ils furent dénoncés comme tels dans toute la province. C'est alors qu'ils se portèrent à tous les excès : se précipitant, hommes et femmes, avec des épées et des bâtons, dans le couvent des frères Prêcheurs, ils le mirent sens dessus dessous, brisant les portes, les armoires, les placards. A la bibliothèque, ils déchirèrent les livres de théologie, les jetant au vent ou les emportant ; au réfectoire, ils renversèrent les tables et le pupitre servant pour la lecture, et mirent en pièces les ustensiles :

au cellier, ils versèrent le vin; à la cuisine, ils mirent tout en désordre; la salle de théologie fut comme renversée; ils tournèrent en dérision une croix et brisèrent la cloche du chapitre. Ils s'en prirent même au lavoir, aux vignes et aux arbres du jardin qu'ils saccagèrent. Après le couvent, le Bourg lui-même; plusieurs catholiques, attachés à l'archevêque et aux frères Prêcheurs, y furent massacrés; les autres se retirèrent dans la Cité. Enfin, comme pour mettre le comble à ce désordre et le faire consacrer, les habitants du Bourg, ne tenant aucun compte des droits du vicomte, du roi et de l'archevêque, appelèrent au milieu d'eux le comte de Toulouse, malgré les monitions du légat et de l'archevêque. Le comte de Toulouse, Raymond VII, entra dans le Bourg comme pacificateur, sous le prétexte de rétablir l'accord entre lui et la Cité. Mais il ne fut qu'un semeur de discordes. Il y envoya, en effet, Olivier de Termes et Guiraud de Niort, coupables de rapines sans nombre (*famosos raptores*), ennemis de la foi et de la royauté. Ils avaient pour mission de porter secours au Bourg, de le soutenir, afin d'arriver à le soustraire à la juridiction de l'archevêque, du vicomte, de l'abbé et des consuls; si bien que le Bourg est en lutte ouverte avec la Cité et refuse de livrer au sénéchal du roi les otages promis. Quant au comte de Toulouse, se faisant l'égal du roi, il a obtenu par son sénéchal les otages refusés au sénéchal du roi; il y a établi un baile et les actes publics sont criés à son nom. En finissant, les signataires priaient le roi, auquel ils se disaient profondément attachés, de mettre un terme à un état de choses intolérable.

4^o Les actes relatifs à la réconciliation du Bourg et de la Cité.

Ces actes sont au nombre de quatre. Le premier, du 4 avril 1236, porte la conclusion d'une trêve entre le Bourg

et la Cité. C'est une véritable guerre qui avait éclaté; de part et d'autre, beaucoup avaient été blessés ou même étaient morts. Or l'abbé de Fontfroide et noble Bérenger de Boutenac s'entremettent; enfin on s'entend sur les conditions de la trêve que les consuls et deux cents hommes de l'une et l'autre partie jurent. La trêve ira d'abord jusqu'à la fête de la Pentecôte, et puis de la Pentecôte à un an; pendant ce temps les hommes de la Cité pourront circuler librement et sans danger à travers le Bourg, et réciproquement les hommes du Bourg seront libres d'aller dans la Cité en paix, à peine contre les violateurs de la trêve d'une amende graduée d'après la condition des personnes et d'une peine corporelle dans le cas où l'amende ne pourrait être payée.

Le second acte, du 26 août 1236, est la demande faite par B. Gaubert et Gérard Lelong, consuls du Bourg, et agissant en son nom, au comte de Toulouse, de cautionner pour eux auprès de J. de Frischamps, sénéchal du roi à Carcassonne, avec obligation de leurs biens. L'objet de la caution est nettement déterminé: c'est l'affaire du Bourg avec le vicomte, l'archevêque, le chapitre de Saint-Paul, la Cité et les habitants qui avaient dû quitter le Bourg.

Le troisième acte, du 12 mars 1237, émanant du sénéchal Jean de Frischamps, rappelle une sentence antérieure, sur la réparation intégrale par le Bourg de tous dommages, rapines, incendies, etc., qui devra sortir tout son effet. En outre, le sénéchal statue et juge à nouveau. Aymerie de Dones, Pons de Sigean, Guillaume Catala, Pierre Jean Ortala et Guillaume de Costausanes, habitants du Bourg, coupables du meurtre d'Arnaud Margalion, sont condamnés à passer un an, soit au siège de Valence, s'il a lieu et dure ce temps, soit sur la frontière d'Espagne. Ils partiront le mardi après la Pentecôte. Après quoi, munis des lettres testimoniales des Hospitaliers ou des Templiers, ils pourront revenir à Narbonne, sans craindre d'être inquiétés

par les héritiers d'Arnaud Margalion. S'ils détiennent des biens de celui-ci, ils devront les vendre après lausime obtenue des tuteurs des fils du défunt, qui auront la faculté de les racheter. — Guillaume de Vilaudegut, Gasc Roquevar, Lerouge de Nouvelles et Gasc Textat, coupables du meurtre de Bérenger Gaubert, passeront un an au service de Dieu « in ultramarinis partibus : » ils s'engageront pour le passage du mois d'août prochain. Cette année écoulée et s'ils sont munis des lettres des Templiers ou des Hospitaliers, ils auront la faculté de rentrer à Narbonne, où ils ne seront plus inquiétés pour le fait du meurtre de Bérenger Gaubert. S'ils ne remplissent pas exactement la peine, ils seront à tout jamais bannis du royaume de France, leurs biens et leurs personnes appartiendront au premier occupant. — Le Bourg et la Cité jureront de vivre désormais en paix, sous le bénéfice des bons usages et des bonnes coutumes, sans qu'aucun de leurs habitants puisse être troublé à l'occasion des derniers méfaits. — Toute confrérie ou association demeure interdite; interdit aussi tout serment illicite. — Guillaume Alfarc et Pierre Raymond Laurent sont mis au ban du Bourg et de la Cité jusqu'à leur réconciliation.

Le quatrième acte, de l'année 1237, est l'acte de pardon général accordé aux habitants du Bourg par le vicomte Aymeric. Le vicomte, en considération des sentences de Jean de Frischamps, muni de ses pouvoirs, renonce à toute poursuite ultérieure, et leur rend son amitié, « et ita « osculo dato, plenam pacem et concordiam vobiscum « facimus. »

Telles sont les pièces relatives au conflit qui mit les frères Prêcheurs hors de leur couvent, pour la seconde fois, à la suite de la part active prise par frère Ferrier dans la poursuite des hérétiques du Bourg. Rétablissons maintenant les faits et montrons l'idée qui s'en dégage,

l'intérêt en jeu dans toute cette grave et trop longue affaire.

La suite des faits, aussi bien, peut être rétablie assez aisément, malgré quelques obscurités qu'on ne dissipera peut-être jamais. Le conflit éclate en 1233. Le Bourg compte des hérétiques parmi ses habitants. Il s'est allié avec Olivier de Termes, seigneur puissant, soutien résolu de l'albigéisme. Il menace la Cité, dont il veut prendre le gouvernement. Mais la Cité est fortement armée contre lui : elle a pour se défendre son consulat, l'archevêque, le vicomte, le tribunal de l'inquisition, le droit ancien et une législation nouvelle. Il n'y a qu'une fissure par laquelle l'ennemi puisse pénétrer dans la place, je n'ai pas d'autre expression pour désigner la Cité : c'est le conflit, ancien déjà, au sujet du temporel, entre les archevêques et les vicomtes, qui plus d'une fois, ont intrigué pour s'appuyer sur le Bourg. Les consuls du Bourg entrent les premiers en scène, ce semble. Ils exigent le serment des prud'hommes du Bourg. Quel était l'objet de ce serment ? Ce n'est pas dit. Probablement le Bourg songeait à se fortifier au préjudice de la Cité. Les prud'hommes refusèrent le serment, conseillés sans doute par la Cité. Concurrément ou peut-être avant, frère Ferrier avait, comme inquisiteur, ouvert une poursuite contre les albigeois du Bourg. Celui-ci, visant à établir son autonomie ou même, pour triompher lui-même, à faire triompher le vicomte en lutte avec l'archevêque, entrava l'exercice de l'inquisition. Le consulat crut sans doute que, s'il ne faisait pas reconnaître son indépendance, l'indépendance la plus étendue, c'en était fait de son existence. Les habitants prirent naturellement fait et cause pour lui, moins les prud'hommes cependant, dont on confisqua la fortune, ou dont on retint des gages tout au moins. Une rixe entre le Bourg et la Cité, un soulèvement du Bourg suivirent. Arnaud Lelong et son frère, habitants de la Cité, furent arrêtés et faits

prisonniers par Guillaume Argence du Bourg. Les églises eurent beaucoup à souffrir; et l'archevêque fut attaqué; il subit des outrages dans sa personne et des dommages dans ses biens.

Ce fut là comme le premier acte.

Sans retard, l'archevêque agit: après la monition de droit, il fulmina l'excommunication contre le Bourg; frère Ferrier en fit autant, en vertu d'une commission apostolique. Le Bourg se trouva aussitôt dans une situation délicate, fausse et périlleuse: car le vicomte le laissait dans son isolement. Il fallait traiter; il traita sous les yeux du légat du Saint-Siège, dont la présence sauvait son amour-propre, et des évêques de Nîmes, de Béziers, de Toulouse et d'Elne, qui garantissaient la loyauté des négociations. A la suite et comme conséquence du protocole, l'archevêque édicta, le 1^{er} octobre 1234, les statuts analysés plus haut. L'excommunication fut levée; mais les consuls du Bourg protestèrent contre les articles quatre et cinq, pour les raisons déjà indiquées; il suffit d'en rappeler une: les droits du vicomte. Ils prenaient donc résolument parti pour lui contre l'archevêque, espérant sans doute trouver en lui le soutien dont ils avaient besoin. En attendant, de nouvelles ligues se formèrent dans le Bourg. L'archevêque, considérant que les engagements n'étaient plus observés, excommunia le Bourg pour la seconde fois.

Cette excommunication ouvrit la voie à des désordres plus graves encore et dont les frères Prêcheurs furent les premières victimes: leur couvent fut saccagé. Les catholiques du Bourg eurent également beaucoup à souffrir. Le vicomte cependant ne se déclarait pas pour les consuls du Bourg: ils n'hésitèrent plus à s'affranchir et se mirent sous la protection de Raymond VII. Celui-ci était loin, à cette date, d'avoir perdu l'espoir de reprendre le rôle éminent de sa famille. Il accepta de s'entremettre entre le Bourg et la Cité; il ne pouvait se présenter que comme pacificateur:

les négociations commencèrent. Mais Raymond VII, spontanément ou sur la demande du Bourg, n'importe, y envoya Olivier de Termes et Guiraud de Niort. Le sénéchal du roi s'était dans l'intervalle interposé; il devait recevoir les otages promis. Mais les otages lui furent refusés par le sénéchal de Raymond VII, qui, conseillé sans doute par ses agents, fit acte de souverain dans le Bourg.

Ce fut là comme le second acte, l'acte principal, à la fin duquel la lutte avait pris un caractère violent d'acuité. Les frères Prêcheurs avaient été jetés hors de leur couvent: les catholiques du Bourg y étaient mis au ban; et chose plus grave, le Bourg s'affranchissait des juridictions de l'archevêque, du vicomte, de l'abbé de Saint-Paul, des consuls de la Cité et même du roi. C'est alors que ceux-ci écrivent au roi, le 31 juillet 1236. Le Bourg et la Cité sont en présence, se regardent et attendent.

Il est vrai qu'à la fin de mars déjà l'abbé de Fontfroide et Bérenger de Boutenac avaient essayé de s'entremettre, et non sans succès. Une trêve avait été signée le 4 avril. Le principe de la réconciliation était posé. Elle finit par se faire. Raymond VII cautionna pour le Bourg, qui s'engagea à réparer tous les dommages. Les plus coupables, au nombre de neuf, furent par sentence du sénéchal du roi, condamnés à servir pendant un an. Le vicomte de Narbonne renonça à toute poursuite ultérieure. Toute confrérie, tout serment illicite restèrent interdits. En 1237, la paix était rétablie.

Les frères Prêcheurs ni l'archevêque ne sont pas nommés dans les pièces de l'accord: cela se comprend, car appel avait été fait au roi, dont le sénéchal par conséquent liquida l'affaire. Au fond cependant, on se tromperait si l'on voyait dans des intérêts purement temporels toute la cause du conflit. Les documents que nous suivons sont d'accord pour mettre en avant un motif de religion.

Sans doute le consulat du Bourg se déclara en tout soumis à l'Église; mais on ne peut méconnaître qu'il entravait l'action de frère Ferrier et faisait pièce à l'archevêque; il se rejeta sur un défaut de procédure dans la poursuite des albigéois par un inquisiteur retors et hypocrite, sur un manque de loyauté de la part de l'archevêque, âpre, au surplus, dans la revendication de ses droits comme seigneur temporel, sur les violences des prédications dominicaines. Par prétexte, car il favorisa trop l'albigéisme; il le défendit jusqu'à se compromettre lui-même; il mit sa passion et son honneur à trouver des appuis parmi les principaux fauteurs de l'hérésie et finit par se découvrir. S'il combattit pour son indépendance, il faut avouer que dans le moment, il n'eût pu faire prévaloir le principe de son autonomie qu'au préjudice de l'orthodoxie et qu'à l'avantage de l'albigéisme. Sa défaite fut le triomphe de la religion, qui pouvait et sut tranquilliser aussitôt les consciences. Le concile de Narbonne de 1235, réuni au plus fort de la lutte et présidé par Pierre Amelius, fit preuve d'un grand sens et d'un tact parfait. Il rappela aux frères Prêcheurs d'abord les règles de la procédure inquisitoriale, ensuite les conditions et la nature de la faute d'hérésie, enfin l'esprit de modération dont devait s'inspirer la poursuite exercée contre les hérétiques (1). Mais loin d'infirmer leur action, il la fortifia, en la protégeant. Il voulut qu'ils n'infligeassent point de peines pécuniaires, « propter ordinis honestatem. » Par là même il les mit à l'abri des calomnies et tendit à faire reconnaître en eux des juges désintéressés et au-dessus de tout soupçon. Il proclama de nouveau le principe supérieur de l'exercice régulier de la justice humaine; c'est ce que les consuls du Bourg avaient demandé, mais parce qu'ils avaient besoin d'un prétexte. Ainsi la

(1) Labbe, *Acta conciliorum*, tom. vii, 251-258. In-fol., Paris, 1714.

justice triompha en même temps que la religion. Ferrier put continuer la poursuite contre les hérétiques.

IV

LES DERNIERS TRAVAUX DE FERRIER CONTRE L'ALBIGÉISME.

A l'époque où les faits que nous venons de raconter et qui jetèrent un si grand émoi dans la ville de Narbonne se déroulaient au milieu des incidents les plus dramatiques, Ferrier était prieur du couvent des frères Prêcheurs de la ville. En 1238, il ne l'était plus (1). Pour quel motif fut-il relevé de sa charge ? Est-ce parce qu'on pensa qu'il ne pouvait plus y faire le bien ? A défaut de renseignements positifs, je suis réduit à m'en rapporter à mon impression ; et telle n'est pas mon impression. Sans doute Ferrier s'était attiré l'inimitié du Bourg, mais la Cité lui était un appui solide et fidèle : c'est pour la défense de ses intérêts, de ses droits éminents, qu'il avait souffert. Je croirais plutôt qu'il se démit de sa charge de prieur ou qu'il en fut relevé directement par l'autorité de l'ordre, pour avoir tout le loisir nécessaire à l'exercice de la charge plus importante d'inquisiteur dont il était revêtu. Dès lors sans doute il ne fut plus occupé directement à chasser de Narbonne l'albigéisme qui s'affaiblissait moralement ; mais il fit mieux, puisqu'en le poursuivant dans le Carcassés et même le Lauragais, deux foyers actifs, il tendait à préserver la ville de toute contamination dualiste.

Jusqu'où alla son action comme inquisiteur ? Il n'est

(1) Voy. l'Histoire du couvent des frères Prêcheurs de Narbonne par Bernard Gui. Textes, I.

pas aisé de l'établir, si on veut le faire avec détail. Les documents directs ont disparu. Nous n'avons d'autres renseignements que ceux qui nous sont fournis par l'enquête faite, en 1243, par les deux inquisiteurs Bernard de Caux et Jean de Saint-Pierre (1). Parmi les « témoins, » — c'est ainsi qu'on appelait les personnes entendues, — que ces deux dominicains interrogèrent, un certain nombre avaient déjà comparu devant frère Ferrier; ils le dirent, et c'est ainsi que nous connaissons quelque chose de son action comme inquisiteur.

D'abord nous voyons qu'il exerça sa charge concurremment avec Willem Arnaud, qui fut assassiné à Avignonet (Haute-Garonne), en 1242. Nous voyons ensuite qu'il l'exerça dans la même région, à savoir dans le diocèse de Carcassonne et dans le sud du diocèse de Toulouse qui descendait alors très bas dans le Lauraguais. C'est pendant une période de six ans, au moins, de 1239 à 1243, avant et après le massacre des inquisiteurs à Avignonet, qu'il informa contre les hérétiques. En 1239, il entendit Arnaud Garnier, du Mas-Saintes-Puelles (Aude) (2); en 1241 ou 1242, P. Faure, de Saint-Martin-de-Lalande (Aude) (3); en 1244, P. Fole, de Saint-Martin-de-Lalande (4); en 1243, Raymond de Villaret (5). L'année des autres interrogatoires, au nombre de deux cent quarante environ, n'est pas donnée. Ils appartiennent à cette période.

L'enquête est un peu moins sobre en ce qui regarde les localités où Ferrier parut comme juge et reçut les dépositions des prévenus. Six de ces localités, sont nommées: ce sont Laurac-le-Grand, Alet, Fanjeaux, Conques, Saissac

(1) Voy. Douais, *Les hérétiques du comté de Toulouse dans la première moitié du XIII^e siècle, d'après l'enquête de 1243*. Paris, Picard, 1891.

(2) Enquête, Bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 1 A.

(3) *Ibid.*, fol. 31 B.

(4) *Ibid.*, fol. 32 B. fol. 33 A.

(5) Brousses-et-Villaret, Aude. — *Ibid.*, fol. 34 B.

et Limoux, appartenant aujourd'hui au département de l'Aude. Reste ensuite un nombre d'interrogatoires, cinquante environ, dont ni le lien ni la date ne se trouvent dans l'enquête.

Les « témoins » entendus étaient des localités suivantes : Le Mas-Saintes-Puelles (Aude), Laurac-le-Grand (Aude), Saint-Michel - de - Lauraguais, Auriac (Haute-Garonne), Montauriol (Aude), Fanjeaux (Aude), Orsans (Aude), Folcarde (Haute - Garonne), Villesiscle (Aude), Saint-Martin-de - Lalande (Aude), Miraval (Aude), Préserville (Haute-Garonne), Roumens (Haute-Garonne), Les Cassés (Aude), Saint - Julia - de - Grascapou (Haute - Garonne), Cambiac (Haute-Garonne), Castelnaudary (Aude), Dreuille (Haute-Garonne), Lanerville (Aude), Gaja-la-Selve (Aude), Villeneuve-la-Comtale (Aude), Casalrenoux (Aude), Vitbran (Aude), Baraigne (Aude), Odars (Haute-Garonne), Mayreville (Aude), Montégut Haute-Garonne), Saint-Paulet (Aude), Lashordes (Aude), Labécède (Aude), Avignonet (Haute-Garonne), Montferran (Aude), Pexiora (Aude), Bram (Aude), Fendeilhe (Aude), Beateville (Haute-Garonne) et Gibel (Haute-Garonne). De toutes ces localités, c'est Le Mas-Saintes-Puelles qui fournit le plus grand nombre de « témoins. »

Voici d'ailleurs le tableau des renseignements que l'enquête fournit sur Ferrier, inquisiteur. Je l'ai disposé par séries, en suivant l'ordre ci-dessus.

1^o Dates déterminées :

1239, Arnaud Garnier, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 1 A).

1241 ou 1242, à Saissac, P. Faure, de Saint-Martin-de-Lalande (fol. 31 B).

1244, à Limoux, P. Folc, de Saint-Martin-de-Lalande (fol 32 B, fol. 33 A), W. Sermenha, de Fanjeaux (fol. 161 A).

1245, à Saissac, Raymond de Villaret (fol. 34 B).

2^o *Lieur et années indéterminées :*

1. W. de Rosengue, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 1 A).
2. W. de Gaja-la-Selve (*de Silra*), au Mas-Saintes-Puelles (fol. 1 A).
3. Pons Rainard, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 1 B).
4. W. Donat, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 2 A).
5. Étienne de Rosengue, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 5 A).
6. Willelmine Meta, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 11 B).
7. Pierre Gauta, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 12 A).
8. Dame Fauressa, femme de Willem, seigneur du Mas-Saintes-Puelles (fol. 14 B).
9. Pons Gauta, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 15 A).
10. W. Germa, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 22 B).
11. Pierre Saturnin, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 24 B, 25 A).
12. Alemande, femme du précédent (fol. 25 A).
13. Ernessen, femme de Ber. Mir Arczat (fol. 36 A).
14. Melia, femme de P. Jean (fol. 36 A).
15. Pons Latour, de Laurac (fol. 71 B).
16. Willelmine Garonne, de Laurac (fol. 72 B).
17. B. de Sorèze, à Laurac (fol. 73 A).
18. B. Sedasser, de Laurac (fol. 73 A).
19. B. Sedasser le jeune, de Laurac (fol. 73 B).
20. R. Copa, de Laurac (fol. 73 B).
21. P. Lavander, de Laurac (fol. 73 B).
22. B. Garsias, de Laurac (fol. 74 A).
23. Ar. Cuilha, de Laurac (fol. 74 A).
24. B. Cuilha, de Laurac (fol. 74 A).
25. Jean Barthélemy, barbier, de Laurac (fol. 74 B).
26. Ar. Frostel, de Laurac (fol. 74 B).
27. R. Marti, de Laurac (fol. 74 B, fol. 75 A).
28. P. Alboara, de Laurac (fol. 75 A).
29. Willelmine Verdune, de Laurac (fol. 76 A, B).
30. Bernard de Villeneuve, à Laurac (fol. 77 A).
31. Pons Latour, de Laurac (fol. 79 B).
32. B., seigneur de Saint-Michel de Lauraguais (fol. 80 B).
33. Ber. Unaud, d'Auriac (fol. 88 B).
34. Pons Aigra, de Montauriol (fol. 142 A).
35. B. de *Podio Caro*, de Fanjeaux (fol. 151 A).
36. W. Pons, de Folcarde (fol. 169 B).
37. Dame Béziade, de Villesiscle (fol. 181 B).

38. Willermine Morlane, de Saint-Martin-de-Lalande (fol. 186 B).
39. Pons Latour, de Laurac (fol. 191 A).
40. Guillermine, femme de Pierre Fort, de Laurac (fol. 192 A).
41. Pons Bonet, de Laurac (fol. 193 B).
42. Raymond Alboara, de Laurac (fol. 194 A).
43. Bernard Escuder, de Laurac (fol. 194 A).
44. Ramonde, veuve de Faure Gayraud, de Laurac (fol. 194 B).
45. Jean Albert, de Miraval (fol. 198 B).
46. Arnaud Jean, de Préserville (fol. 206 B).
47. Pons de la Pagèse, de Roumens (fol. 220 A).
48. Arnaud Castlar, des Cassés (fol. 223 A).
49. Raymond Saur, de Saint-Julia-de-Grascapou (fol. 234 A).
50. Bernarde, femme de Pierre Pelayerge, de Saint-Julia-de-Grascapou (fol. 234 A).
51. Jourdan Saïs, de Cambiac (fol. 239 B).
52. Suxendis, femme de Pons Jaules, de Castelnaudary (fol. 251 A).
53. Guillaume Vasc, de Dreuilhe (fol. 253 B).

3^e Années indéterminées; lieux déterminés:

1. LAURAC :

1. Pas de nom indiqué, mais simplement mention de l'inquisition faite en ce lieu par Ferrier (fol. 74 A).

2. FAUJEAUX :

2. R. Barbier le vieux (fol. 87 A).

3. ALET :

3. Helis, veuve de W. Faure, de Faujeaux (fol. 164 B).

4. CONQUES :

1. W. de Saint-Nazaire, à Saint-Martin-de-Lalande (fol. 32 B). Vient spontanément.
2. Raymond, d'Auriac (fol. 87 B).
3. Domestique, femme de Girard, d'Auriac (fol. 90 B, fol. 91 A).
4. Englesie, femme de P. Ratier, d'Auriac (fol. 91 A).
5. Guirau, femme de Guiraud Artus, d'Auriac (fol. 92 B).

6. Alazais, femme de P. Aravant, d'Auriac (fol. 92 B).
7. Willelmine, femme de Bernard Unaud, d'Auriac (fol. 96 A).
8. P. Tholsas, de Lanerville (fol. 118 A).
9. W. Boyer, de Gaja-la-Selve (fol. 121 B).
10. Pierre Gaubert, de Gaja-la-Selve (fol. 122 A).
11. Aimersende, veuve de Donat, de Villeneuve-d'Avignonet (fol. 136 B).
12. Pons Aigra, de Montauriol (fol. 141 B).
13. Willem Coma, de Montauriol (fol. 142 A).
14. Pierre Gairaud, de Saint-Étienne, paroisse de Casatrenoux (fol. 146 A, B).
15. Bernard Richard, de Vitbran (fol. 149 A).
16. Raymond Gairaud, de Baraigne (fol. 171 A).
17. Étienne Coma le jeune, de Baraigne (fol. 171 A, B).
18. Arnaud Cauri, de Baraigne (fol. 171 B).
19. Florence, veuve de Pons Pierre de Villesisle (fol. 180 B).
20. Arnaud Léglise, d'Odars (fol. 204 A).
21. Guillaume Salomon, de Mayreville (fol. 214 A).
22. Guillaume Audoy, de Montégut (fol. 221 B).
23. Guillaume Sirvent, des Cassés (fol. 225 B).
24. Pierre Dubois, de Saint-Paulet (fol. 227 A).
25. Escogossa, de Saint-Paulet (fol. 227 A).
26. Raymond Sicard, de Cambiac (fol. 239 A).
27. Pierre Arnaud, de Cambiac (fol. 239 A).

5. SAISSAC :

1. B. Cogota, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 2 B). Vient spontanément.
2. Pelegrine, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 3 A).
3. Pons de Rosengue, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 3 B).
4. Bernarde, femme de Garnier, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 5 A).
5. Florence, de Narbonne (fol. 5 B).
6. Willelmine, femme de Ar. Godalh, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 6 B).
7. Pierre Albaric, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 6 B).
8. Willem de Gotver, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 9 B).
9. Raymond Bernard, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 9 B).
10. Ar. de Rosengue, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 19 A).
11. Raymond Pinaut, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 23 A).

12. P. de Rosengue, dit Peironet, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 23 B).

13. Ermengarde, femme de Pierre Gasc, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 24 B).

14. Raymonde, femme de Ber. Barrau, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 26 A).

15. Pons Barrau, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 25 A, B).

16. Gensane, femme de Roger, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 26 A).

17. Sibile, fille d'Adelbert, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 26 A).

18. Pétronille, femme d'A. Faure, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 28 A).

19. Raymonde, femme de Willem de Saint-Nazaire, de Saint-Martin-de-Lalande (fol. 32 A).

20. P. de Cams (*de Camis*) le vieux, de Saint-Martin-de-Lalande (fol. 32 A).

21. Pons Jean, baile de Saint-Martin-de-Lalande (fol. 33 A).

22. P. de Cams (*de Camis*) (fol. 38 B).

23. Pierre Guiraud, de Saint-Martin-de-Lalande (fol. 40 A, B).

24. W. Dupuy, de Saint-Martin-de-Lalande (fol. 40 B).

25. Pons Copa, de Laurac (fol. 77 A).

26. P. Fizel, de Laurac (fol. 77 A, B).

27. Ar. Fournier, de Laurac (fol. 77 B).

28. Pierre Pagés, de Laurac (fol. 78 A).

29. Bernard Verger, de Laurac (fol. 78 A).

30. Pons Cuelha, de Laurac (fol. 79 A).

31. Pierre Fort, de Laurac (fol. 79 A).

32. Bernarde de Laurac, veuve de Barthélemy de Cletenx (fol. 79 A).

33. Philippe Albert, d'Auriac (fol. 90 A).

34. Raymond Fort, de Lasbordes (fol. 114 B).

35. Raymond Bassens, de Lasbordes (fol. 115 A).

36. W. Guitart, de Lasbordes (fol. 115 A).

37. Jean Aym, de Lasbordes (fol. 115 A).

38. R. Aym, de Lasbordes, frère du précédent (fol. 115 B).

39. Étienne d'Albigeois, demeurant à Lasbordes (fol. 115 B).

40. W. Bassanx, de Lasbordes (fol. 115 B).

41. Arnaud Pelicer, de Lasbordes (fol. 115 B).

42. W. Cabiblane, de Labécède (fol. 120 B).

43. Willelmine, femme de W. Baudric, d'Avignonet (fol. 137 A).

44. Aymengarde, femme de Raymond Benet, d'Avignonet (fol. 137 A).

43. Ar. Farac, de Montferran (fol. 144 B).
46. Raymond Sifre, de Saint-Étienne-de-Casalrenoux (fol. 146 B).
47. Willelmine Martine, veuve de W. Lombard, de Fanjeaux, précédemment entendue par S. Dominique (fol. 160 A, B).
48. Covinens, femme de Ber. Mairanel, de Fanjeaux (fol. 161 B).
49. Aimersende Bonet, de Fanjeaux (fol. 161 B).
50. Willem Raymond Lagasca, de Fanjeaux (fol. 163 B).
51. Pierre Terrien, autrefois de Fanjeaux, maintenant de Toulouse (fol. 166 B).
52. Arnaud Tournier, de Fanjeaux (fol. 167 A).
53. Bernard Esquirol, de Fanjeaux (fol. 169 A).
54. W. Caver, de Pexiora (fol. 173 A).
55. Maurine, veuve de Ber. Bosquet, de Villesisele (fol. 181 A).
56. Pons Hugues, de Villesisele (fol. 183 A).
57. Dame Garsen Richolfe, de Bram (fol. 189 B).
58. Jean Pagès, de Pexiora (fol. 190 B).
59. Raymond Affiuler, de Laurac (fol. 193 A).
60. Willem Fort, de Laurac (fol. 193 B).
61. Pétronille Pouget, de Laurac (fol. 194 B).
62. Arnaud Faure, de Laurac (fol. 195 A).
63. Bernard de Rochovile, à Saint-Paulet (fol. 228 A).
64. Raymond Arrufat, de Castelnaudary (fol. 231 A).
65. Pierre Martin, de Castelnaudary (fol. 231 B).
66. Pierre de Montréal, à Castelnaudary (fol. 233 A).
67. Alagaise, femme de Bernard de Toulouse, de Castelnaudary (fol. 233 B).

6. LIMOUX :

1. W. Campanha, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 5 A).
2. R. Aleman, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 6 A).
3. Raymond *de na Amelha*, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 7 A).
4. P. Roger, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 7 A).
5. Raymond Delpont, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 7 B).
6. W. de Canast, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 8 B).
7. P. Vital, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 8 B).
8. Gallard Amiel, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 10 A).
9. Ar. Donat, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 10 A).
10. Raymond Causit, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 10 B).
11. Raymond Amiel, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 10 B).
12. Jourdan, seigneur du Mas-Saintes-Puelles (fol. 16 A).

13. Aribert, seigneur du Mas-Saintes-Puelles (fol. 16 B).
14. Bernard, père d'Aribert qui précède (fol. 17 A).
15. Willem, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 17 A).
16. Galhard le vieux, du Mas-Saintes-Puelles, (fol. 17 B).
17. Willem le jeune, du Mas-Saintes-Puelles, (fol. 17 B).
18. Jourdan de Quiders, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 18 A).
19. Bernard de Quiders, frère du précédent (fol. 18 B).
20. Raymond de Quiders, frère des deux précédents (fol. 18 B).
21. Ber. Aycart, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 19 A).
22. W. Vital, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 19 B).
23. P. Bernard, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 19 B).
24. W. P. Barbe, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 24 A).
25. Pierre Barrau, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 25 B).
26. Pons Grand, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 26 A, B).
27. W., du Mas-Saintes-Puelles (fol. 28 B).
28. B. Faure de Castillon, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 29 A).
29. Dame Mateus, femme du précédent (fol. 29 A).
30. Bertrand de Quiders, du Mas-Saintes-Puelles (fol. 41 B).
31. Pierre Faure, fils de dame Mateus (fol. 42 A).
32. Bernard Mir, de Saint-Martin-de-Lalande (fol. 30 B).
33. W. de Gauzens, de Saint-Martin-de-Lalande (fol. 31 A).
34. S. Faure, de Saint-Martin-de-Lalande (fol. 31 B).
35. Martin Virazelh, de Saint-Martin-de-Lalande (fol. 33 A).
36. Étienne, de Fendeilhe (fol. 33 B).
37. Raymond de Lera, de Saint-Martin-de-Lalande (fol. 33 B).
38. N. Faur, de Saint-Martin-de-Lalande (fol. 34 B).
39. Jean Cabrigas, de Saint-Martin-de-Lalande (fol. 35 A).
40. Pons Jourdain, de Saint-Martin-de-Lalande (fol. 37 B).
41. Arnaud André, de Saint-Martin-de-Lalande (fol. 39 A).
42. Willem André, de Laurac (fol. 76 B).
43. Raymond Sedassa, de Laurac (fol. 77 B).
44. Willelmine Gauta, de Laurac (fol. 78 B).
45. Gérard Sedasser, de Laurac (fol. 78 B).
46. Willelmine Malzeire, veuve de Ar. Macellier, de Laurac (fol. 79 A).
47. Pétronille André, femme de Payan, de Lanerville (fol. 118 A).
48. Arnaud Pierre, de Gaja-la-Selve (fol. 121 B).
49. Pons Gales, de Gaja-la-Selve (fol. 123 A).
50. Willelmine, femme d'Arnaud Pierre, de Gaja-la-Selve (fol. 123 A, B).
51. Airmessende, femme d'Arnaud de Mazerolles, de Gaja-la-Selve (fol. 123 B).

52. Arnaud Dol, de Beauteville (fol. 129 A).
53. Alazais, veuve de Roger de Latour, de Gibel (fol. 141 A).
54. Guillaume Aimeric, de Saint-Étienne, paroisse de Casalrenoux (fol. 147 B).
55. Arnaud Terren, de Fanjeaux (fol. 154 A).
56. Willem Auriol, de Fanjeaux (fol. 154 B).
57. Pierre Gari, de Fanjeaux (fol. 159 B).
58. Guillaume Boyer, d'Orsans, chevalier (fol. 160 A).
59. W. Sermenha, de Fanjeaux (fol. 161 A).
60. Ber. Barbe, de Fanjeaux (fol. 161 A).
61. Bernard Calvet, de Fanjeaux (fol. 163 B).
62. W. Bobis, de Fanjeaux (fol. 164 B).
63. Willelmine, femme de Raymond Bonet, de Fanjeaux (fol. 165 A).
64. Bernard Recort le jeune, de Fanjeaux (fol. 165 A).
65. Robin Fransa, de Fanjeaux (fol. 165 A).
66. P. Clavel, de Fanjeaux (fol. 165 A).
67. André, cordonnier, de Fanjeaux (fol. 165 A).
68. Arnaud de Lauras, à Fanjeaux (fol. 165 A, B).
69. Pierre Durand le jeune, de Fanjeaux (fol. 165 B).
70. Raymond Novel, de Fanjeaux (fol. 165 B).
71. W. Aunier, de Fanjeaux (fol. 165 B).
72. Vital Griu, de Fanjeaux (fol. 165 B).
73. Arnaud Message, de Fanjeaux (fol. 165 B).
74. Ber. Escudier, de Fanjeaux (fol. 166 A).
75. W. Calhavel, de Fanjeaux (fol. 166 A).
76. Pons Piquel, de Fanjeaux (fol. 166 A).
77. R. Sicard, de Fanjeaux (fol. 166 A).
78. Ar. de Francasal, à Fanjeaux (fol. 167 A).
79. W. Géraud le jeune, de Fanjeaux (fol. 167 A).
80. Pierre Amiel, de Fanjeaux (fol. 167 A).
81. Guillaume de Cordes, à Fanjeaux (fol. 167 B).
82. B. Gol, de Fanjeaux (fol. 167 B).
83. W. Antras, de Fanjeaux (fol. 167 B).
84. Jacques Auriol, de Fanjeaux (fol. 168 A).
85. Raymond Pierre, de Fanjeaux (fol. 168 A).
86. Isarn de Villeneuve, à Fanjeaux (fol. 168 A).
87. Guilhem Dupuy, de Fanjeaux, à Villesiscle (fol. 182 A).
88. Gerdane, femme de Mirlande, de Saint-Martin-de-Lalande (fol. 186 B).
89. Pierre Benoit, de Laurac (fol. 192 B).

90. Willermine, femme de Bernard, d'Auriac (fol. 193 A).
91. Willermine Copa, femme de Bernard Gasc (fol. 193 A).
92. Étienne Léglise, d'Odards (fol. 204 B).

Parmi les particularités curieuses que présentent les dépositions faites devant Ferrier, il faut citer l'interrogatoire de dame Willemine Martine, veuve, en 1243, de Willem Lombard, par saint Dominique, qui lui avait infligé pour pénitence de porter deux croix « a parte ante » pendant deux ans et de s'abstenir de viande pendant ces deux ans, les jours de Noël, de Pâques et de la Pentecôte exceptés. Elle déclara avoir rempli sa pénitence et avoir reçu en témoignage les lettres de saint Dominique, qui se perdirent lors de l'incendie de Fanjeaux par Simon de Montfort (1).

Ce cas de réconciliation et de poursuite des hérétiques par saint Dominique n'est pas absolument isolé dans notre enquête : il y en a sept autres (2). Bernard Gui n'hésitait pas à lui attribuer l'office d'inquisiteur, « gerente, » dit-il, « inquisitionis officium contra labem hereticam (3). » Ferrier, combattant les hérétiques et usant contre eux des voies de répression, avait donc devant ses yeux un noble et encourageant exemple, que, au besoin, Willelmine

(1) « Anno quo supra [M^o. CC^o. XL^o. v^o.], III^o ydus marcii, W^{ma} Martina, uxor quondam W^{mi} Lombardi, testis iurata, super heresi, dixit quod dum erat iuvenis, vidit plures hereticos et hereticas apud Faunniomis; et pluries dicti heretici dederunt sibi panem et nuces; et amore Dei et pluries ipsa testis portavit canels hereticorum textoribus; et adoravit hereticos pluries, sicut ipsi heretici docebant ipsam; et sunt XI. anni, vel circa. Dixit etiam quod predicta fuit confessa fratri Dominico de ordine Predicatorum; et habuit penitentiam ab ipso quod portaret duas cruces a parte ante per duos annos, et quod in illis duobus annis non comederet carnes nisi in die Natalis Domini, Pasche et Pentecostes. Et ipsa testis complevit predictam penitentiam, et habuit litteras de predicta penitentia ab ipso fratre Dominico; et amisit eas quando castrum Faunniomis fuit combustum per comitem Montisfortis, et postea non vidit hereticos. » Bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 160 A, B.

(2) Voy. les textes, XI.

(3) *Vita sancti Dominici*, Bibl. de Toulouse, ms. 481, fol. 112 b.

Martine eût restauré dans son âme. Il ne semble pas cependant, toujours d'après l'enquête, qu'il ait multiplié les pénitences; au contraire. On n'y relèvera que le cas de Pons Jean, baile de Saint-Martin-de-Lalande, auquel il ait imposé une pénitence, le pèlerinage de Saint-Jacques de Compostelle, « et ivit apud Sanctum Jacobum pro penitentia (1). » La plupart des témoins se turent sur la pénitence; plusieurs déclarèrent n'avoir reçu de lui aucune pénitence; c'est ce que signifie la formule assez fréquente: « et non habuit « penitentiam. » C'est, par exemple, Arnaud Garnier, du Mas-Saintes-Puelles (2), W. de Rosengue, du Mas-Saintes-Puelles (3), Pons Rainard, du Mas-Saintes-Puelles (4), W. Donat, du Mas-Saintes-Puelles (5), Étienne de Rosengue, du Mas-Saintes-Puelles (6), etc., etc. Si les injonctions pénitentielles ne s'y montrent qu'une fois, les cas de réconciliation y sont de même rares. On ne peut guère citer, sous la rubrique: Gaja-la-Selve, que dame Aimersinde, femme d'Arnaud de Mazeroles, chevalier (7).

Ces dépositions nombreuses contiennent des renseignements assez variés. Il y est surtout question des doctrines de l'abbigéisme (8) et des courses incessantes des principaux membres de la secte d'un village à l'autre, pour y faire de la propagande, recueillir des cotisations, procéder à des « hérétications » ou initiations, etc. C'est surtout cette partie des dépositions qui devait retenir l'attention et piquer la curiosité de l'inquisiteur. Car il y apprenait

(1) Bibl. de Toulouse, ms. 609, fol. 35 A.

(2) Fol. 1 A.

(3) Fol. 1 A.

(4) Fol. 1 B.

(5) Fol. 2 A.

(6) Fol. 1 B, fol. 5 A.

(7) Fol. 123 B.

(8) Voy. la brochure déjà citée *Les hérétiques du comté de Toulouse*.

les noms des principaux hérétiques; il savait où ils se trouvaient, où ils habitaient; il pouvait retenir des faits précis à leur charge; d'avance il était nanti d'informations suffisantes au besoin pour contrôler leurs dépositions, s'ils venaient à comparaître. Nous voyons, en effet, et sans surprise, que beaucoup lui cachaient la vérité. Tout cela laisse assez entendre que Ferrier, par sa poursuite, réussit à affaiblir la secte dans une mesure qu'il est, à la vérité, impossible d'apprécier. Il gêna sa liberté, sa propagande et son action. C'était assez pour entraver sa marche vers la Cité de Narbonne, qu'elle regardait toujours d'un œil d'envie, même après les incidents à la suite desquels elle avait été mise au ban du Bourg. Elle dut se résigner à roder autour d'elle, comme auparavant, sans trop espérer forcer la place.

Ferrier continua-t-il, après l'année 1244, ses informations et ses poursuites contre l'albigéisme dans le Carcassès? Probablement non; ou du moins c'est peu de temps après qu'il cessa de remplir l'office de juge au tribunal de l'inquisition. Une note marginale du manuscrit 488 de la Bibliothèque de Toulouse, qui contient une copie des *Acta* des chapitres provinciaux des frères Prêcheurs et qui est de l'année 1308 (1), le donne comme ayant été inquisiteur dans l'Agenais, « *condam inquisitor* » in Agenno (2). » Cette note a le tort d'être tardive; elle vient du scribe; elle ne mérite pas dès lors une absolue confiance; je suis assez porté à la regarder comme inexacte: car la mention de Ferrier, inquisiteur dans l'Agenais, ne se trouve nulle autre part; si elle doit être retenue, c'est en tout cas, après 1244 qu'il alla porter son activité dans cette nouvelle région qui aurait alors été ouverte à son zèle.

(1) Douais, *Acta capitulorum provincialium*, Introduction, xcvi, xcvi.

(2) *Ibid.*, 47, note 4.

En 1232, il fut institué prieur, le premier prieur du convent de Carcassonne (1), qui fut, on peut le dire, une fondation de saint Louis dans la nouvelle ville: le roi y appela des religieux en qui il voyait avec raison des auxiliaires de sa politique religieuse et nationale. Mais Ferrier n'y resta que quelques mois; il fut alors nommé prieur du convent de Béziers (2), charge qu'il conserva jusqu'au chapitre provincial de 1234, tenu, à Toulouse, le 8 septembre (3). Il alla mourir à Perpignan; c'est du moins le bruit qui en vint à Bernard Gui: « Hic obiit et quiescit in Perpiniano, ut audiui dici (4), » dit-il. Ainsi il fut jusqu'à la fin placé dans le voisinage de Narbonne; j'imagine qu'il ne perdit pas un instant de vue cette chère ville; car on aime deux fois ceux qu'on aime quand on tremble poureux. Il avait si souvent tremblé pour sa foi. Les tribulations par lesquelles il était passé, ce feu de la souffrance pour la religion qu'il avait traversé, n'avaient fait qu'exciter son zèle. Sa réputation se prolongea longtemps après sa mort. Bernard Gui assure qu'au commencement du xiv^e siècle son nom était encore la terreur des hérétiques (5).

(A suivre).

C. DOUAI.

(1) « Primus prior in conventu fratrum Predicatorum Carcassonnensi fuit frater Ferrarius, natione Cathalanus et oriundus de Villatouga prope Perpinianum, institutus in capitulo provinciali Montispessulani, anno Domini M^o CC^o LII^o. » B. Gui, *Prior. in conv. Carcass.*, Bibl. de Toulouse, ms. 490, fol. 156 A. — Cf. Douais, *Acta capitulorum provinc.*, 46.

(2) « Frater Ferrarius, natione Cathalanus, fuit translatus de prioratu Carcassonnensi ad prioratum Bitterrensem quasi post dimidium annum post predictum provinciale capitulum Montispessulani, anno Domini M^o CC^o LII^o. » B. Gui, *Prior. in conv. Bitterrensi*, Bibl. de Toulouse, ms. 490, fol. 259 A.

(3) B. Gui, *ibid.*; Douais, *Acta capitulorum provinc.*, 58.

(4) *Prior. in conv. Carcass.*, Bibl. de Toulouse, ms. 490, fol. 156 A. Douais, *op. cit.*, 58, note 4.

(5) « Ideoque nomen eius qualiter gladius in auribus hereticorum resonat usque hodie. » *Prior. in conv. Carcass.*, Bibl. de Toulouse, ms. 490, fol. 156 A.

QUELQUES MOTS

SUR LA

LITTÉRATURE LANGUEDOCIENNE A NARBONNE

DU XVII^e AU XIX^e SIÈCLE (1)

MESSIEURS,

Chaque région de France a ses idiomes locaux qui se répartissent en une flore des plus variées des bords de la Méditerranée aux rivages de la Manche. Chacun de ces idiomes a donné naissance à une littérature spéciale dont les productions ne sont le plus souvent connues et appréciées que par de rares initiés. Leur caractère commun est de refléter les habitudes, les passions, les préjugés du terroir, et elles sont parfois à cet égard d'une rigoureuse exactitude. Si, de temps à autre, des esprits cultivés s'y adonnent comme en un passe-temps, le plus souvent elles sont l'émanation de poètes populaires dont la foule oublie le nom, et c'est bien de celles-là qu'on peut dire que l'œuvre survit à l'auteur.

Le pays Narbonnais a sa part dans cette floraison littéraire et poétique. Comme toutes les autres régions des

(1) Étude lue à la réunion générale annuelle de la Commission archéologique le 6 janvier 1893.

pays de langue d'oc, il a apporté sa contribution à l'histoire littéraire des patois du midi de la France. Cette contribution paraîtra, non sans raison, à plusieurs bien réduite; nous ne pensons pas que la faute en soit aux poètes eux-mêmes. La verve caustique et railleuse que nous constaterons dans la plupart des œuvres languedociennes marquées au cachet d'origine de la cité de Narbonne n'était point une exception chez les littérateurs dont les noms sont parvenus jusqu'à nous. Si la bibliographie languedocienne ne compte qu'un petit nombre de littérateurs narbonnais, nous sommes convaincu que c'est parce que l'attention n'a pas été suffisamment portée de ce côté. Il est probable cependant qu'il y aurait là de très intéressantes trouvailles à faire.

Si nous remontons à l'époque où la poésie des troubadours, frappée à mort par les événements qui furent la suite de la croisade albigeoise, se localisait, en s'éteignant, dans les châteaux des comtes de Foix, des comtes de Rodez, des vicomtes de Narbonne, et au delà des Pyrénées, à la cour des rois de Castille et d'Aragon, nous constaterons que c'est un Narbonnais, Giraud Riquier, qui occupe le premier rang dans cette époque de décadence.

Quelque temps après, le génie de la langue d'oc sembla s'éteindre. En 1324 Guillaume Molinier et ses amis, par la création du *Collège du gay saroir* à Toulouse, essayèrent de réagir; leurs efforts furent infructueux. Les dramatiques événements de la croisade semblaient avoir frappé de stupeur la langue méridionale; non pas que les vainqueurs aient, dans leurs représailles, systématiquement recherché les ouvrages ou les littérateurs de langue d'oc (c'est un préjugé historique qu'il importe de combattre) (1), mais la poésie d'oc fut forcée de subir des vicissitudes trop

(1) Voy. P. Meyer, *Les derniers troubadours de la Provence*, Paris, Franck, 1871, in-8°, p. 3.

longues à énumérer ici, et sous lesquelles elle fut obligée de s'incliner momentanément.

Elle ne retrouva un peu de vie qu'au xvi^e siècle avec du Bartas et Bellaud de la Bellaudière. Au xvii^e siècle, avec Gondelin, elle se releva plus vivace que jamais. C'est véritablement de l'époque où parurent les fleurs du *Ramelet moundi*, dont une longue période de quatre cents ans n'a pu ternir la fraîcheur, que date la renaissance de la langue méridionale moderne.

Aussi l'éclosion du *Bouquet toulousain* fit-elle surgir une légion de poètes languedociens. Cette époque était celle où Scarron, comme pour montrer que le rire est tellement nécessaire à la nature humaine qu'aucune grandeur ne peut tenir devant lui, travestissait les héros de Virgile et recueillait, pour cette tentative bizarre, des applaudissements qui ne peuvent que surprendre ceux qui se sont habitués à ne considérer ce siècle qu'à travers l'allure froide et compassée que lui donnent d'un côté le caractère de Louis XIII et de Louis XIV, de l'autre les majestueux et solennels décors de la littérature classique.

Poètes français et poètes d'oc, beaucoup se lancèrent sur les traces de Scarron (1). De ce nombre fut un Narbonnais, le sieur de Bergoing.

Quel était ce personnage? Quelle fut sa situation sociale? Il n'a pas encore été répondu à cette question. Ce qu'on sait seulement, c'est que lui-même prend la qualité de narbonnais et que M. de Casalets, grand archidiaire de Narbonne, à qui il a dédié son poème, était son ami.

L'œuvre porte pour titre : *l'Eneïdo de Virgilo, libre quatriesme, revestit de naon et habilhat a la brulesco*. Elle est suivie d'une pièce de dix-sept strophes intitulée le

(1) V. Victor Fournel dans son étude sur le *Burlesque en France*, en tête de l'édition du *Virgile travesti* de Scarron publiée par Delahays. Paris, 1858.

Retour de Didon. Le tout a été imprimé à Narbonne par Dominique le Cuirot en 1652. Nous recommandons ce petit in-4° à la sagacité des bibliophiles narbonnais. M. Gabriel Cros-Mayrevieille le leur a déjà signalé (1), et il le méritait, car il est certainement un des plus rares de la bibliographie languedocienne.

Disons-nous que ce soit un chef-d'œuvre littéraire ? Évidemment non ; et d'ailleurs son auteur ne semble pas avoir eu d'autres visées que celles d'amuser un petit cercle d'amis. Amis fort respectables et divertissement bien respectable aussi, hâtons-nous de le dire, car ces amis semblent avoir été pour la plupart des gens d'église, et l'on ne rencontre point dans l'œuvre du poète narbonnais ces gaillardises et ces gravelures dont trop fréquemment sont coutumiers les poètes populaires. Le ton qui règne dans le *Virgilo recestit de naon* rappelle par certains côtés l'innocente ironie de l'immortel *Vert-Vert* ; la plaisanterie y a une allure presque ecclésiastique. La note burlesque n'y existe presque point ; c'est plutôt une traduction libre et familière qu'une parodie du genre de Scarron.

Tout d'abord, dans l'épître dédicatoire, Bergoing nous montre Didon se jetant dans ses bras au moment où elle vient d'aborder au port de La Nouvelle. La reine supplie le poète de l'héberger. Comme sa maison est trop petite, ce dernier a pensé que M. de Casalets voudrait bien donner l'hospitalité dans sa somptueuse demeure à la célèbre voyageuse. Certainement M. l'archidiacre ne refusera point ; la reine lui racontera ses malheurs, sujet fort intéressant ; bien sûr, en récompense de son hospitalité, M. de Casalets recevra des royales mains de sa visiteuse une bague de grand prix comme celle qu'il a reçue, il n'y a pas longtemps, des mains de la princesse de Carignan à qui il a été assez heureux pour rendre service.

(1) *Les anciens ateliers typographiques à Narbonne.* Toulouse, Privat, 1890, in-8°.

Ouvrons ici une parenthèse. La princesse en question est la même qui devint plus tard la favorite du cardinal de Fleury. Ajoutons que son nom n'est pas cité dans l'épître dédicatoire, mais seulement dans la dernière strophe de la pièce intitulée le *Retour de Didon*.

Le poète, d'ailleurs, connaît trop bien la fastueuse libéralité du grand archidiacre pour douter un instant de son bon vouloir. Il termine donc son épître en annonçant qu'il va, de ce pas, écrire à la reine: « *Yeu m'en bau doncos* » « *citomen à l'hostal li escriure que tout es prêt quand li* » « *plaira de veni...* »

La reine de Carthage est installée dans la demeure du grand archidiacre de Narbonne. Passons sur les divers incidents que le poème déroule à nos yeux. Ni les attentions de son hôte, ni les distractions qu'il lui offre, ne peuvent détourner Didon de son unique souci, son amour pour le Troyen ingrat qui l'a si peu payée de retour :

Mai qu'a desia long-temps que Didon se consumo (1),
E cougo'n foc secrèt que pauc-à-pauc s'alumo :
Mai qu'un foc es aquel, malheurous è fatal ?
Hélas ! un soul cop d'èl es causo de soun mal...
Quand la pauro Didon, que jà se tircousauo,
È sentio cado jour le mal que la pressauo
Entretenio sa sor dins un cantou d'hostal
(Aital fan les que son toucadis d'aquel mal),
« — Anno, ma boumo sor, disio nostro princesso,
Qu'yen sentissi mon cor accablat de tristesso,
Yeu n'ay cap de repaus ny le jour ny la nœit,
Les songes ! me fan paou talèn qu'yeu soun al leït... »
Aco dit, toutes dos s'en van per las capèllos,
Visitoun les autas, allumon de candèllos,
Fan tout co que se pot per gania l'amistat

(1) Une observation nécessaire. Depuis la création de la Société littéraire du Félibrige de nouvelles règles orthographiques ont été adoptées par les écrivains en langue d'oc. Nous n'avons point à nous en occuper; nous reproduisons scrupuleusement les textes des auteurs eux-mêmes.

Das Dius (si per hazart n'y abio cap d'irritat),
Consulton les divins, rodon vint copx le temple
Et fan de devotius que son de grand exemple.
Escorjon de bourrèx a l'honnou de Cerès,
A Phebus atabes, è a Baccus après,
A Junon davan toux, ello qu'a euro d'amos
(S'enten de las qu'himen aluco de sas flamos)...
Prophètos ? que servis de faire tant de vox,
Visita tant d'autas, soupira tant de copx ?
Ha ! paures ignorens ! gens de truco peluco,
Belèu non besèx pas un foc mol que s'aluco,
Uno plago que vieu, que s'aumento è que creis ;
Ha ! que le mal es grand quand on nou le coumeis !...

Mais tout a une fin. La reine de Carthage veut quitter Narbonne. Tous ceux que ses charmes ont conquis, M. l'archidiacre en tête, la supplient de renoncer à son départ ; peine perdue. Alors commence le *Retour de Didon* où le poète s'adressant à la reine lui vante la belle hospitalité qu'elle a reçue, les jardins remplis d'oiseaux chanteurs, la table délicate, la compagnie choisie qu'elle a trouvée chez M. de Casalets. Où donc pourrait-elle rencontrer mieux ?

Vous languissèx de von tourna,
Tout lou mounde bèy s'en estouno,
Ount, diaples ! voutex-vous ana,
Que siox miliou que dins Narbouno ?
Vous non trovarex cap de loc
Plus janti dins le Languadoc ;
Tout on aissi vous y caresso,
Mèsmomen le paure d'Albas,
Que se mourira de tristesso,
Talèu que nou vous veyra pas.

Cresèx-me, demourax aquí,
Nou serquex pas d'autro demoro,
E descargax-vous le bequi
Qu'a tant de temps que vous devoro :

Sourtex dal cap vostre galan
E banisèx (aïsi parlan)
Le pessomen de vostro crambo;
Après l'hivèr moussu Sornia
Amai Pradèl, qu'a bouno cambo,
Vous aniran accompania.

D'Albas amoureux de Didon, Pradel qui a bonne jambe, ce sont des allusions dont nous ne pouvons saisir la malice à la distance où nous sommes, mais dont les Narbonnais du *xv^e* siècle devaient bien s'amuser.

Quoiqu'il en soit, ne serait-il pas possible de retenir de tout cela quelques traits fugitifs qui pourraient nous renseigner sur la personnalité de Bergoing? Si nous n'avions une instinctive répugnance pour les théories hypothétiques qui ne reposent sur aucun document précis, nous nous hasarderions à regarder Bergoing comme un de ces familiers que les grands seigneurs (et les archidiacres de Narbonne n'étaient pas des moindres en ce temps là) gardaient dans leur suite pour leur belle humeur. Les protestations de dévouement de l'épître dédicatoire montrent la différence du rang social du poète avec celui de M. de Casalets. L'insistance avec laquelle il vante la bonne chère de l'hôtel du grand archidiacre, son luxe presque princier, sa libéralité, ne sont-ils point le fait d'un habitué de la maison, payant de compliments l'hospitalité qu'on veut bien lui donner? Le trait de la bague de prix que M. de Casalets reçut de la princesse de Carignan ne serait-il pas une adroite allusion, bien conforme aux mœurs de l'époque, pour convier le grand archidiacre à faire un cadeau de ce genre à son poète, à son flatteur, si nous pouvons nous exprimer ainsi?

Ce ne sont là que des hypothèses, répétons-le, et donnons-les pour ce qu'elles valent. En tout cas, il est certain que Narbonne a vu paraître à cette époque d'autres poètes languedociens que Bergoing. Leurs œuvres se sont malheu-

reusement égarées (nous ne disons point perdues), et c'est à grand peine que l'on peut citer un recueil de noëls composé par un conducher anonyme de l'Église métropolitaine de Narbonne. Il est intitulé *la Naissance de Jésus en Bethléem*; c'est un petit in-12 imprimé à Toulouse chez Jean Rellier, probablement en 1667. Encore une rareté bibliographique; saluons-la au passage.

M. Léon Galibert, un Narbonnais que vous connaissez tous, a permis au docteur Noulet de mentionner dans sa bibliographie des patois méridionaux (1) deux poésies manuscrites narbonnaises du xviii^e siècle. L'une est l'*Elotge de Labrando, marchando de froumatchous à Narbouno* par l'abbé Réveillon, conducher du vénérable chapitre Saint-Paul de Narbonne. C'est une malice dévote de vingt-quatre vers où le bon abbé met la coquette marchande en garde contre la trop grande popularité dont elle jouit chez les écoliers de Narbonne.

Labrando, prenets gardo, engusez pas personno,
Ba farêts ambé péno as goujats de Narbouno;
Per faïré aquel mestlié soun pu savénts que bous,
Ne boloun mens à bous qu'a bostris froumatchous.
Bous, lous countentarets, d'aco n'ey pas de crento;
Labrando, à bostre tour, tachats d'estre countento.

La seconde pièce nous fait saisir sur le vif la rivalité fameuse des nombreuses compagnies de pénitents qui se partageaient jadis la ville de Narbonne. Elle est intitulée : *Verses sur lou cussou des Penitents blancs*; n'allez pas au sermon dans la chapelle des Pénitents blancs, s'écrie l'auteur (évidemment un adversaire des Pénitents blancs, sans doute un pénitent bleu), tout y est délabré, tout tombe en poussière.

(1) *Essai sur l'Histoire littéraire des Patois du midi de la France au XVIII^e siècle*. Paris, Maisonneuve, 1877, in-8°.

Se per cas sus un banc voli préné une plaço
Las planchos me fan eric, tant lou vers las tracasso,
Dal sièché dal Priou, qu'es ço de plus flourat,
Jamai ne sourtisssets sans estre pla poudrat.

Passons. Nous voici en présence d'un auteur presque célèbre, de Jean-Joseph Cassanea, dit Mondonville, dont MM. Galibert et Louis Narbonne ont fixé le véritable état civil. Né à Narbonne le 23 décembre 1711, Cassanea devint à Paris une notoriété musicale. Son opéra *Tithon et l'Aurore* eut même l'honneur, à un moment donné, de personnifier une école musicale, l'école française contre l'école italienne. Mais ce qui nous intéresse surtout, c'est sa pastorale *Daphnis et Alcimadure* où, sur des vers languedociens, il a adapté certains airs de son pays natal. Cet opéra, après avoir été représenté à Fontainebleau devant le roi Louis XV le 20 octobre 1734, obtint six cents représentations et neuf éditions successives. Mais laissons la musique; nous ne devons nous intéresser qu'aux paroles qui sont écrites dans l'idiome languedocien. Le sujet de la pièce est des plus simples : Alcimadure est aimée du berger Daphnis pour lequel elle n'a que de l'indifférence, malgré les efforts de son amoureux d'abord et ensuite de son frère Jeanet qui lui démontre qu'elle a tort de se conduire ainsi vis-à-vis de Daphnis. Survient un loup qui s'empare de l'agneau favori de la bergère; Daphnis tue le loup, la bergère est ébranlée devant une telle preuve d'amour :

Layssso mé moun indifférenço,
Cruél Amour; layssso m'èsta :
Quand te boli fa resistenço
Perqué countre yéu t'irrita ?
Un cor qué té bol éscouta
N'esproubo qué péno é souffrenço,
Layssso mé moun indifférenço
Cruel Amour layssso m'èsta.

Cela finit comme doivent finir toutes les pièces de théâtre de ce genre. Alcimadure est enfin touchée par la constance de Daphnis :

Quand l'Amour bol nous enflama
Que sap pla coumo cal s'y prendre !
Es tant finèt per nous surprendre
Qu'en fadejan sap nous charma.
Que sert contr'el de se défendre ?
Que sert contr'el de s'anima ?
Nou cal qu'un moument per ayma
Nou cal qu'un moument per se rendre.

M. Galibert a beau vouloir défendre Cassanea ; comme poète languedocien, il est au-dessous de toute critique ; ce patois est des plus mauvais, un peu toulousain et un peu narbonnais, *francimand* surtout, c'est-à-dire des mots patois brochant sur des tournures françaises.

Glissons sur les chansons en patois de Narbonne dirigées contre l'abbé Viard qui avait voulu faire fermer une ruelle très mal famée. C'est plein de grossièretés indécentes, nous dit Noulet, qui nous apprend aussi que ces chansons n'ont point été imprimées. *Les estrenos mignounos de Narbouno per l'an de gracio 1785* n'ont pas été non plus imprimées ; c'est l'œuvre d'un bel esprit, un cadeau fait à un ami.

C'est à peu près à la même époque que l'imprimeur narbonnais Decampe se faisait une espèce de spécialité en publiant des recueils de noëls languedociens, composés par divers auteurs tant anciens que modernes sur les airs les plus connus. Si nous n'étions obligés de ne pas nous attarder en route nous pourrions remarquer que ces airs connus sont parfois très profanes et que souvent des noëls tout imprégnés de foi robuste se chantaient sur un rythme des moins religieux tels que : *Lise chantait dans la prairie*.

Un de vous, M. L. Narbonne, a raconté comment l'arrivée

de M^{gr} Dillon à Narbonne fut saluée par les poètes de la région. Les uns rimèrent, en français, en l'honneur du nouvel archevêque; plus galants furent les rimeurs languedociens, dont le temps, si funeste aux poésies de circonstance, a respecté quelques pièces; d'abord la *Canson das bergès de la Clapo a las damos Countessos de Rooth et de Dillon*, ensuite l'*Epitro dal Majoural das bergès de la Clapo a Madamo la countesso de Dillon*.

Vers 1783 on colporta dans les ruelles de Narbonne une chanson quelque peu leste, mais fort bien tournée, ma foi, dont voici les deux premiers vers :

Lous tetous de la Margarido
Fan lous délicis de mon cor...

M. Figeac, ingénieur civil du diocèse, fut véhémentement soupçonné d'en être l'auteur, et il paraît qu'il ne s'en défendit point.

Nous voici arrivés au xix^e siècle; les efforts de Grégoire, le fameux curé d'Emberménil, pour faire supprimer les patois par mesure administrative n'ont pas réussi; de ci de là apparaissent quelques rimaillieurs jetant au vent des feuilles légères oubliées bien vite avec l'incident qui les a fait naître; dans le nombre mentionnons une épître signée par *las Grisetos de Narbouno a moussu Soumié*, *emprimur*, laquelle provoqua une *respounso* également anonyme; un petit poème, *Margarido*; une *Canson de Carnaval*, épave, incontestablement, de beaucoup d'autres; une poésie: *Lou Bosc de la Licuno*... Nous citons sans ordre et sans respect d'une chronologie d'ailleurs assez difficile à établir exactement. Nous devons cependant remarquer que la révolution de 1848 fut surtout propice à l'inspiration des poètes populaires; on peut croire que la *Marseilleso narbouneso* et le *Carvilloun narbounès*, imprimés ensemble, datent de cette époque; quelque temps auparavant avait

paru *La Cabalcado mountado* lou 21 fèvriè 1844 pès feneants de Narbounno destinats a coumbatre e estermina l'home rouge embentur dal trabal.

Les petits poèmes de Stanislas Bonnel, *Juno la sourciéïro* et la *Mort de Janeto*, mériteraient bien de nous arrêter un moment. Il y a aussi de fort jolies choses dans les poésies, inédites pour la plupart, de M. Charles de Rouquairol.

Le charmant artiste, le lettré aussi modeste que savant qui s'appelait Eugène Fil, rima lui aussi, en languedocien. Il savait être de son pays et il l'aima passionnément sous toutes ses formes. Il nous souvient d'avoir lu de lui de très beaux vers adressés à Jasmin (1) et nous avons heureusement rencontré dans un recueil, aujourd'hui introuvable (2), une traduction faite par lui en vers français de la fameuse chanson de *Magali*. Nous en citons la première strophe ; bien qu'elle ne semble point se rapporter directement à notre sujet, on l'entendra certainement avec plaisir.

O Magali, ma bien aimée,
Ta fenètre est encore fermée :
Daigne écouter les gais refrains
Des violons et des tambourins.
Le vent ne bruit plus dans les voiles ;
Au ciel s'allument les étoiles ;
Mais les étoiles pâliront,
O Magali, devant ton front,

Il faut espérer que les familles de M. Rouquairol et de M. Fil ne nous priveront pas toujours de la lecture des œuvres de ces aimables narbonnais.

Mais nous avons hâte d'arriver à celui qui, pendant

(1) Ils ont été imprimés : Narbonne, Caillard, s. d. in-8°.

(2) *Les Muses du Midi*, recueil de poésies françaises et languedociennes. Parut mensuellement à Carcassonne, Polère, in-8°, de septembre 1863 à juillet 1866. On y trouve le nom de plusieurs narbonnais.

près d'un demi-siècle, fut véritablement le *Chansonnier narbonnais*, nous avons nommé Hercule Birat.

C'est un recueil vraiment curieux, celui des *Poésies narbonnaises* où Birat a rassemblé la plupart des petites brochures dont il avait amusé ses compatriotes de 1835 à 1860. On y trouve de tout, des poésies françaises et des poésies languedociennes, des pièces purement politiques et des récits empruntés aux traditions légendaires de la région, enfin des dialogues où un contradicteur complaisant donne la réplique à l'auteur et lui permet ainsi de dissertar sur l'histoire ancienne du Narbonnais, sur les faits divers d'actualité plus ou moins palpitante, sur le Musée, sur la Commission archéologique, sur le Conseil municipal, sur les fêtes locales ; mais tous ces bavardages, d'ailleurs empreints des susceptibilités du moment, ne nous émeuvent guère ; nous abandonnons volontiers aussi les poésies françaises, qui ne dépassent guère le niveau d'une très ordinaire médiocrité, pour nous en tenir aux poésies languedociennes (1).

Encore parmi celles-ci nous ferons un choix, car vraiment les poésies politiques de 1848, *La coumplainto dé lu Marianno*, *Lou partachur acaprissat è lou partachur dés-courachat*, *La Passiou dal paouré cansouniè Narbounès*, ont une allure quelque peu démodée aujourd'hui.

Démodés aussi sont la *Cansou dialougado de Carèmé è Carnabal*, ainsi que le *De Profundis dé Carnabal*. On ne sait plus s'intéresser comme jadis à ces fêtes populaires où tous les rangs de la société se confondaient plus facilement que de nos jours. La grosse gaieté populaire répugne quel-

(1) Birat a réuni toutes ses œuvres dans un recueil, aujourd'hui fort recherché : *Poésies Narbonnaises en français ou en patois, suivies d'entretiens sur l'Histoire, les traditions, les légendes, les mœurs du pays narbonnais*. Narbonne, E. Caillard, 1860, 2 vol. in-8°. M. F. Caillard veut bien nous faire connaître que sa maison en possède encore un certain nombre d'exemplaires. Avis aux bibliophiles.

que peu à nos mœurs actuelles. D'ailleurs ces deux pièces ne se recommandent guère par leurs qualités littéraires. On sent que l'auteur a voulu surtout rimer quelques vers qui pussent se chanter sur des airs populaires ; tels sont les deux couplets que nous détachons du *De Profundis de Carnabal*.

As bals ou dins las gargottos,
Ount saoutabés coumo'n fat
É fazios tant dé ribottos
Té troubabés trop geinat ;
Mais, ount bas, y pouras caouré
E béonré toum plén régal.
Adiou paouré, adiou paouré,
Adiou paouré Carnabal

Toum couzi Pourichinello,
Qué parlo tant pla dal nas,
És un grand cerco quérello ;
Dé tusta n'és jamai las.
Tu, cougar, sul' faoux-bizaché
Attrapés mai d'un couffal ;
Bai-t-én fa toum pioulétaché
Amés pouffrés, Carnabal !

Tout autre est la *Naïssença de Jacques premié, réi d'Aragou*. N'était que le subterfuge employé pour mettre le roi Pierre d'Aragon en présence de sa femme Marie, seigneuresse de Montpellier, est, en quelque sorte, inspiré par la raison d'État, on croirait lire un fabliau de Boccace ou un conte de Marguerite de Navarre.

On connaît l'histoire, ou plutôt la légende à laquelle est due la naissance de Jacques premier. Les consuls de Montpellier, désireux de faire cesser l'inimitié que Pierre d'Aragon éprouve pour sa femme, décident le valet de chambre du roi à introduire celle-ci, nuitamment, dans la chambre royale en la faisant passer pour une dame de Montpellier dont celui-ci est fort amoureux. Le stratagème

réussit ; la reine est depuis un moment dans la chambre de son époux quand il se produit comme un coup de théâtre :

... Aquis qué dins l'appartomén,
Dount las portos soum alandados,
Bous dintroun, a bèlos cordados
Doutcé séignous ou chibailliès,
Doutcé clèrgués ou prébendiès
Doutcé damos è doutcé fillos
Drapados dé bèlos mantillos,
Doutcé habitans dé tout éstat...
Qué ménabo l'oufficial
Toutis munidis d'un fanal.
Qui sioguèt surprés ? Lou réi Pierré
Qué lous abio pas mandat querré...
Failliguèt né bira lou sèns.
Dous cènts cièrgés toutis ardènts
De soum grand éscial l'éblouissoun,
Su'l cap sous pelsés sé haïrissoun,
Crei qué tout aquél moundé bén
Per faire soum éntarromén :
Sé rébiro bès la ruèlo,
Hoï, moum Dius, surprèzo noubèlo !
Al loc dé beiré a soum coustat
La damo qu'a tant désirat,
Béi uno faço dé carèmè
E récouncéis sa fénno mèmé :...
Sa fénno, paouro créaturo,
Qué poudio pas béiré én pintruro !
Anén ! és clar coumo lou jour
Qu'an boulgut y jouga lou tour.
Qu'un partit préné ! coussi fairé !
Sé rézigna ou n'abé l'airé...
« Bézèts pla toutis coumo cal, »
Diguèt lou saché oufficial,
« Qué bostro reino tant annado
« Am'èl réi s'ès rapatriado ;
« Dempei omz'ouros dé la neit
« Soum toutis dous al mèmé leit.
« A l'abéni, Pierré, pus saché,

« Am'èlo fara boun ménaché,
« Ço que nous domo un grand ésponèr
« Qué hès l'intrado dé l'hiber,
« Sé Dious bol é la Santo Biergés,
« A qui coumsacrarén lous cièrgés
« Qué toutis abèn a la ma,
« Nostro reino nous domnara
« Un bèl goujat dé bouno raço,
« Qué caminara sus la traço
« Dé soun bizaiul Guillèm trés...

Le récit ne manque pas de vivacité : la forme de la versification est bonne : en somme, c'est un morceau très présentable. Fort intéressants aussi, et peut-être même davantage, car nous entrons en plein dans le domaine de notre histoire locale, sont les *Dialogos éntre la Mountagno dé Minervo dito Mountant è lou Pic dé Nore*. Le Pic de Nore situé au nord du département de l'Aude est à 4 ou 5 lieues de la montagne de Minerve appelée aussi *Mountaut*. Quand la neige se montre sur le Pic de Nore il est rare qu'elle ne paraisse pas à Mountaut ; aussi dès que les bergers du Minervois voient blanchir le Pic de Nore, ils savent que le temps va se mettre au froid.

Ce qui se traduit par les dictons suivants ;

I

Un jour Nore disio a Mountaut
« Quand èi frèd, tu n'as pas caut. »
E Mountaut respound a Nore
« Quand as frèd, ièu soun deforo. »

II

Noro dits a Mountaut :
« Presto me toum brisant. »
« S'as frèd, respound Mountaut,
« Ièu n'èi pas trop caut. »

Done, un jour, Nore et Montaut se mettent à causer. De quoi peuvent parler deux montagnes (pardon, mais ce n'est pas nous qui choisissons le sujet) sinon des événements historiques qui se sont déroulés à leurs pieds? C'est ainsi que Montaut fait à son voisin Nore un cours d'histoire qui ne comprend pas moins de 150 pages. Tout s'y mêle d'ailleurs dans la plus ahurissante chronologie; Simon de Montfort y côtoie Charlemagne, les Wisigoths défilent non loin des vicomtes... Est-ce à dire que Montaut raconte à Nore une histoire tintamarresque? Loin de là. Le professeur est très grave et ce qu'il raconte est très gravement dit; seulement tout cela est raconté avec un parfait mépris (voulu sans doute) de la chronologie et agrémenté aussi d'erreurs, celles-là certainement non voulues. Voici d'ailleurs, car il est impossible de faire un choix dans tout cet amalgame, quelques vers qui donnent une idée du genre :

Direi tout co qué dins lou termé
Dal pais bas, trop ignourat,
Dé pus célébré s'és passat ;
E dins Narbouno, bilo noblo
Coumo Roumo é Coustantinoplo
Qué lous Celtos dins souu jargoun
Noumaboun Trimoundi ou Trimoun,
Qué bol dire bilo fort grando,
D'ount un faubourg saïo Marmando ;
Narbouno qué, das Tyriéns
Fréquentado é das Phouccéens
Métèt pla la pionzé a l'auréillo
Dé la richo et tièro Marséillo
Talèou qué lou Sénat roumèn
Décrétèt, après examèn,
Qu'uno plaïo tant rénoumiado
Saïo per él coulounizado ;
Dins Narbouno, d'ount Cicéron
Personnaché d'un grand rénoum
Fa lou pus bèl éloché é noumo

(B'ènbénti pas) uno antro Roumo.
Qué Plino, Straboun, Martial,
Moun amic, tratoun pas pus mal :
Dé toutes las bilos la mairé
L'appèloum sans sé troumpa gairé :...
Ount dé sa légion la pus crano
Qu'appélabo la Décumano
Julo César, on s'én soubén.
Fazio lou récrutomén :
Ount soun nébout César Octabo,
Paourugas finit quand troumabo.
Princé habillé, mais ambicions,
Jusqu'a boule passa per Dions,
Jusqu'a soufri, caouzo qu'estouno
Qué dins lou mazèl de Narbouno
(E né pouden pas gés douta)
Y counsacressoun un aouta...

En vérité, quand on songe au véritable rôle joué par César et Auguste dans la romanisation de la Narbonnaise, à la période de splendeur et de civilisation dont ce pays jouit à cette époque, comme le démontrent surabondamment les monuments épigraphiques, comme l'ont prouvé Herzog, Hirschfeld, Allmer et Jullian, on déplore de voir l'histoire ainsi racontée. Mais après tout ce ne sont là que des appréciations de poète..... Combien Birat est mieux lorsque, se cantonnant dans des sujets familiers, il se contente de se laisser aller à la franche bonhomie qui fait le fond de son caractère ! Ce serait vous faire injure, Messieurs, de penser qu'un seul parmi vous ne connaît point par cœur la spirituelle boutade de la *Gragnoto dé Sant-Paul*.

Les deux lettres qui servent de préface sont des modèles de gaieté charmante et de bon aloi. Quant au poème lui-même il est tout bonnement délicieux d'un bout à l'autre. Avec quelle aisance il débute ! Point de vains préambules : au moment d'envoyer son fils Calisto faire son tour de France le vieux compagnon Paul Moran s'exprime ainsi :

« Tei bestit dé bouno ratino
« Qué té tapara pla l'esquino,
« D'un bél réchangé dé bèlours
« Per lignoula lous grandis jours.
« Sur doutzé camisos, Calisto,
« Qué dal trousséon soum sus la listo
« Toutos marcados a toum noum,
« N'as unos sieix de boun Voiroun ;
« Quoiqué un paone fortos soum poulidos ;
« Unos dos ou très fés blanchidos
« Bétras qué perdran sa roussou.
« Las aoutros, d'un cambét fort bou
« Soum per té fauré un loung uzaché,
« Las mettras pèndén lou bouyaché.
« E pénsi qué té duraran
« Jusqu'a toum rétour, moun éfan.
« Partissès pas cargat de péillos,
« E té penjoun a las aouréillos
« Un brabé parél dé pèndéns.
« D'or héritablé è pla luzéns.
« Un grand capél a la francézo,
« Moun amié, coumplèto ta mézo ;
« Per ma mostro, la gardarei,
« T'en passaras tant qué bionrei. »

Ne vous semble-t-il pas le voir ce jeune compagnon, vêtu d'habits bien cossus, si nous pouvons nous exprimer ainsi, recevant les dernières recommandations paternelles ! Dans ce tableautin ravissant pas un détail ne manque, et c'est ainsi tout le long de ce petit poème, de ce petit chef-d'œuvre. Le mot est dit, nous le maintenons.

Il faut se rappeler que Paul Moran est tailleur de pierre à Nancy. C'est de là que doit partir le jeune homme ; mais par dessus tout son père lui recommande de visiter Narbonne et la fameuse grenouille de Saint-Paul :

Das agroméus d'aquêlo bilo
Dount la garrigo és tant fertilo
En ôli, blanquéto è boun bi,
N'ei pas perdut lou soubéni

Sé bas jamaï dins lou mièchour
Passo, moun fil, a Carcassouno,
A Beziès, surtout a Narbouno,
A Narbouno, ount ei tant rigut
Imoucénlomén, è begut
Al cabaret dal bièl Pountino.
Sans jamaï préné la mounino
(Lou païre aici siognèt pas franc),
Tant dé bouvis cops de bi blanc...
En bizitau, dé têmes en têmes
Sas gleïzos, sous quinzé coubéns,
Doublidaras pas, dins ta trotto,
Aouméns! dé bèiré la *gragnotto*
De Sant Paul, dins lou bènitiè,
Car démpèi milo ans, cap d'oubriè
N'a passat un jour à Narbouno
Ount ploou pas cado fès què trouno
Sans ana bèiré un animal
D'un trabal tant ouriginal.
Té ba coumandi pas per riré;
Y manqués pas! Podi pas diré
Sé las gragnottos dal pays
Dé caouqué assaut das Sarrazis
Soun capitolo prézerbèroun,
Coumo las aouquos ba faguèroun,
Quand lou das Roumains autros fés
Pés Gaulouèzés sioguet surprés:
Ou sé, quand lous Francs l'assiégèroun,
Lous habitants se nourriguèroun
Penden sieïx ou sept ans dé têmes,
En plaço de pouffrés, d'haréngs,
Dé piccarèls ou d'harécados,
Dé gragnottos qu'abion salados,
Ou sé Sant Paul né fazio cas.

Le compagnon Calisto a fait son tour de France. « Qu'as-tu vu à Narbonne ? » demande le père à son fils. Ici commence une énumération que nous voudrions citer tout entière; les monuments, les fêtes populaires, tout cela est décrit avec une fidélité, un bonheur d'expressions qui ne se démentent pas un instant, mais le malheureux Calisto

a oublié la chose la plus importante, il n'a pas vu la grenouille. — « Retourne, lui dit son père irrité, retourne sur « tes pas et ne reviens que quand tu auras réparé ton « oubli. » — Furieux, mais obéissant, le jeune homme revient à Narbonne, il entre dans l'église; ô sacrilège, il veut briser la grenouille!

Exaspérat è foro d'él
Lou malhéroux prén pas counsél
Qué dé la furou qué l'animo.
Abio appuntat, amé la limo,
La clabélino ou lou cizèl
Que poutabo amé lou martèl
Amagat joust sa carmagnolo.
Lou cor cèpendan y trambolo;
Agacho dé cado coustat
Per béiré s'ès pas oubserbat.
Trés ou quatrè bieillos débotos
Couffados dé larjos marmotos
Al naout dal chor prégaboun Dious
Ou fasion sas adorations,
E lou gros pillè lou mascabo.
L'ouccasion qué sé présentabo
Dé sé bénja dé l'animal,
D'après èl l'aoutur de soum mal,
La pas sazi, saio soutlizo.
Sé rétroussou doune la camizo,
Armo soum bras d'un fort martèl,
Appliquo lou fatal cizèl
Sus lous réus de la bestiouléto,
Qué lou laisso fa, la paouréto!
E dins très cops pla réussits
La mét én sept ou huit boucis.
Mais, tout d'un cop, l'aïgo signado
En sang pla pourprat s'ès changeado
E n'a dins lous èls dal resquit.
Né sioguèt tant estabouzit,
Soum émoussiou sioguèt tant forto,
Qu'a quatrè passes de la porto
Lou malhéroux tombèt dal mal.
Lou poutèroum a l'espital,

Y demourèt mai d'uno annado,
Mais de la secousso esproubado
Jamaï pus nou sé rémettèt.
Al cap dé dous ans mouriguèt,
Lou jour mèmè de Sant-Trouphimé
Ount abio counsoumnat soun crimé.

Il serait intéressant de savoir si Birat a conçu de toutes pièces ce charmant récit, ou s'il en a trouvé le germe dans un conte populaire. Nous penchons volontiers pour la seconde hypothèse. Quoiqu'il en soit, ce conte est connu partout où l'on s'intéresse à la littérature languedocienne, si connu que c'est pour l'avoir entendu dire par d'autres que M. Frédéric Mistral l'a répété dans l'*Armana provençau* de 1890 (1).

Il est un autre conte de Birat qui, lui aussi, est fort connu : nous voulons parler du *Sermon du père Bourras*. Il a tant de ressemblance avec le *Sermon du curé de Cucugnan*, sur lequel s'est exercée successivement la verve de Roumanille, d'Alphonse Daudet et d'Achille Mir, que nous nous sommes demandé si l'un et l'autre ne procédaient pas d'une même inspiration. Notre conjecture était juste. Le thème primitif est un dicton où les habitants de Ginestas (assez spirituels, d'ailleurs, pour ne pas s'en formaliser) ne sont guère épargnés. Voici le dicton :

Le père Bourras, curé de Ginestas, a un songe pendant son sommeil ; il rêve qu'il est devant la porte du Paradis. Il frappe pour savoir s'il y trouvera quelques-unes de ses ouailles :

— « Pan, pan ! Qui tusto debas ?

— « Lou paire Bourras.

(1) Édité par Roumanille, Avignon. — C'est de M. Mistral que nous tenons ces détails : « J'ai traité sous le titre la *Granouio de Narbouno* la légende « mise déjà en œuvre par Birat, légende que j'avais entendu raconter par « d'autres. » (*Lettre inédite du 29 décembre 1892*).

- « Qual demandats ?
- « De gens de Ginestas ?
- « Aici n'y a pas,
Anats pus bas. »

Au Purgatoire même réponse. Désolé, le père Bourras se présente à la porte de l'Enfer et pose la même question, ou lui répond :

- « Dintrats, dintrats,
- « N'i en manco pas. »

Évidemment c'est là le thème : mais une autre question se présentait. Le recueil des *Poésies Narbonnaises* de Birat, publié en 1860, a dû être imprimé vers 1858 ou 1859. D'un autre côté, Roumanille a raconté le *Sermon du curé de Cucugnan* dans l'*Armana prouvençau* de 1859. Birat avait-il inspiré Roumanille, ou inversement Roumanille avait-il inspiré Birat ? Personne ne pouvait mieux nous fixer sur ce point d'histoire littéraire que notre éminent ami, M. Frédéric Mistral, qui n'est pas seulement le grand poète que l'on sait, mais qui connaît, mieux que personne, tout ce qui touche à la littérature de langue d'oc. M. Mistral ayant été aussi l'ami intime de Roumanille, ce dernier avait pu l'entretenir de cette question. Le fragment suivant de lettre inédite, à nous adressée par l'auteur de *Mireille* le 29 décembre dernier, clot le débat d'une manière définitive : « Quant au sermon du père Bourras (de « Birat) et à celui du curé de Cucugnan (de Roumanille), « ils ont certainement tous les deux pour origine le dicton « que j'ai consigné dans mon *Trésor dou felibrige* au mot « *Ginestas* (1). La rime *as* qui est le cachet du dialogue, et « qui s'adapte à *Ginestas*, est la preuve de la chose. Rou- « manille avait pris le sujet de son excellent conte dans

(1) V. plus haut.

« une nouvelle, publiée par une revue lyonnaise, et
« inspirée par le dicton ci-dessus, dicton qui ne doit être
« que le résumé du récit populaire narbonnais. Mais Rou-
« manille n'avait pas lu Birat. En somme, étant donnés
« ces récits traditionnels, l'essentiel est de leur donner la
« frappe définitive, et la forme trouvée par Roumanille
« me paraît bien avoir ce caractère. »

Roumanille n'avait pas lu Birat, c'est convenu. D'autre part, la partie du recueil des poésies du chansonnier narbonnais doit avoir été imprimée (nous l'avons déjà dit) au même moment où le conteur avignonnais publiait son *Sermon du curé de Cucugnan*. Il y a eu donc simultanéité, et c'est certainement pour l'avoir entendu dans son pays narbonnais que Birat, qui en connaissait si bien les particularités locales, a développé le dicton de Ginestas.

Il est seulement regrettable qu'il ait écrit en français. S'il eût fait usage de ce vers patois de huit syllabes, alerte et rapide, qu'il maniait si bien, il eût certainement donné un pendant à la *Gragnotto de Sant-Paul*. Un de nos plus grands poètes languedociens, Auguste Fourès, l'a si bien compris qu'il a donné du *Sermon du père Bourras* une traduction en vers (1).

Nous ne voulons point, Messieurs, abuser plus longtemps de votre bienveillante attention. Autrement il y aurait lieu ici de mentionner ces récits traditionnels, chansons populaires, amusettes enfantines, proverbes et dictons, que de récentes investigations ont groupées sous le nom de *folklore*. L'an dernier, l'un de vous appelait, à juste titre, notre attention sur cette partie de la littérature populaire. En fait de dictons on pourrait citer les *Prouberbes et redits narbonnaises* recueillis par M. Caffort et publiés chaque année en fragments par l'*Almanach utile et récréatif* (2).

(1) Journal *Le Gril* de Toulouse du 24 janvier 1892.

(2) Narbonne, Caillard, in-24.

Le magnifique recueil des *Chants populaires du Languedoc*, publiés sous la direction de MM. Lambert et Monteil (1), renferme des chants et rondes enfantines retrouvés dans le pays narbonnais. Un des plus intéressants morceaux est le chant énumératif : *Catarino ma mio*, retrouvé par le docteur Guibaud. C'est un thème analogue à celui qui a fourni à M. Mistral son immortelle chanson de *Mayali*; la progression du débat amoureux, l'insistance de l'amant, la défense de la jeune fille, la conclusion, tout est de même; tout y est réuni pour en faire une des plus charmantes en même temps qu'une des plus passionnées parmi les chansons d'amour de la littérature languedocienne.

Si l'on poursuivait cet ordre d'idées, on rencontrerait des contes populaires comme ceux de *Jean de l'Ourse*, *Jean Bestio*, *lou Filhol de la mort* (2)..... Mais, nous le répétons, il est temps de conclure.

Nous avons, en nous restreignant dans le domaine exclusif de la région narbonnaise, essayé de montrer en une rapide énumération comment la poésie languedocienne actuelle s'y rattache à la poésie des troubadours; nous avons constaté que le génie de la langue d'oc s'y est perpétué à travers les âges. Si nous pensions que nous ne devons point parler ici des vivants, nous pourrions constater aussi, en citant les noms de la félibresse Marguerite Sol, du mainteneur Adam Peyrusse, du majoral Achille Mir, que le dialecte narbonnais conserve encore une vitalité suffisante pour inspirer des œuvres où se reflète l'âme de la petite patrie.

C'est, en somme, le culte de cette petite patrie qui nous réunit tous ici. Rappeler les pages de son histoire; scruter ses vieux monuments; honorer la mémoire de ses morts

(1) Paris, Maisonneuve, 1880, in-8° (Extr. de la *Revue des langues romanes*).

(2) *Rev. lang. rom.*, XXVII, XVIII et s.

illustres ; essayer de percer les ténèbres de ces temps mystérieux sur lesquelles Tournal a projeté une si éclatante lumière ; faire sortir du sol, pour les interroger, ces monuments épigraphiques dont la collection est unique en France ; secouer la poussière des vieux manuscrits où furent fixées, en d'autres temps, les franchises municipales des cités du pays narbonnais, voilà, certes un beau programme. Mais serait-il complet si l'on négligeait systématiquement la langue que ce pays a parlé si longtemps, que beaucoup de ses habitants parlent encore ?

Ne les dédaignons point, ces modestes fleurs littéraires qui jonchent le sol natal et arrêtons-nous parfois à les cueillir. Leur parfum n'en est point banal ; elles sont imprégnées de la gaieté, des colères, des préjugés toujours respectables de nos ancêtres ; elles nous rappellent les légendes qui nous ont charmés au berceau.

GASTON JOURDANNE.

DOCUMENTS COMMENTÉS

SUR

L'HISTOIRE DU LANGUEDOC

AU XV^e SIÈCLE

La fin du schisme d'Occident en Languedoc. — Le cardinal François Condulmerio, archevêque de Narbonne (1433-1437), et l'archevêché en commende. — Louis d'Albret, abbé de Lagrasse, et l'abbaye de Lagrasse en commende. — Élection de Jean d'Étampes à l'évêché de Carcassonne (1440) et ses missions de 1435-1436 auprès de Charles VII et d'Eugène IV — Superstitions en Languedoc.

I

9 avril 1432.

A JEAN, EVÊQUE DE CAHORS, INQUISITEUR DE TOULOUSE, ET
HUGUES, ABBÉ DE SAINTE-MARIE DE LAGRASSE.

Eugène IV leur donne pleins pouvoirs contre les schismatiques qui en grand nombre dans le Languedoc, en Aquitaine et dans l'Armagnac, ont adhéré à Pierre de Luna (Benoît XIII), puis à Gilles Munoz (Clément VIII), et qui depuis la soumission de ce dernier antipape persistent dans leur schisme et leur révolte.

Le pape déclare ces schismatiques excommuniés et déchus de toutes leurs dignités.

« Sane cum ad auditum nostrum pervenit quod tam in temporali dominio dilecti filii, nobilis viri, Johannis, comitis Armeniaci, quam in lingua Auxitana et ducatu Aquitanie nonnulli scismatice persone tam clerici quam laici, et presertim Johannes Carrierii et ejus nepos, Johannes Carrierii junior, Berengarius Salas, licenciatus in iuribus, Antonius de Boscho, qui se gerit pro milite, et Antonius Casterio existant, qui olim damnate memorie Petro de Luna et post sententiam contra eum in concilio Constantiensi latam, et deinde, eo vita funeto, tunc Egidio Santi Munionis, qui eidem Petro in ejus perfidiam successerat, adherere et favere presumpserunt, et nunc etiam, postquam ipse Egidius, nunc episcopus Minoricensis, ad unitatem ecclesie rediit, in suis heresi, erroribus et perfidia perseverent... »

Dat. Rome apud S. Petrum 3 idus aprilis, pontificatus nostri anno secundo.

(Arch. vatic. reg. 371, fol. 268).

COMMENTAIRE

La fin du grand schisme d'Occident en Languedoc.

Cette mission de l'évêque de Cahors et de l'abbé de Lagrasse intéresse non seulement l'histoire du Languedoc, mais aussi l'histoire générale de l'Église; pour en expliquer l'importance, il est utile de reprendre les faits qui s'étaient produits les années précédentes.

En 1424, vivait toujours dans sa retraite de Peniscola le vieil antipape Benoît XIII, celui que notre bulle désigne par ces mots *damnatae memoriae Petrus de Luna*. Malgré ses quatre-vingt-dix ans, il maintenait encore contre l'élu du concile de Constance, Martin V, ses prétentions à la dignité pontificale, il n'avait pas voulu l'abdiquer sur les ordres du concile qui l'avait déclaré hérétique et schismatique; abandonné par la plupart de ses anciens partisans, il ne pouvait guère compter que sur l'adhésion intéressée d'Alphonse d'Aragon, qui était en conflit avec Martin V à

propos du royaume de Naples (1) et qui opposait comme un épouvantail au pape l'antipape de Peniscola. Benoît XIII mourut en 1424, faisant promettre à ses trois cardinaux de lui choisir un successeur et de ne jamais se soumettre à Martin V (2). Réduit à ce nombre dérisoire le conclave schismatique élut pape un chanoine de Barcelone, Gilles Muñoz, qui prit le nom de Clément VIII (1424). C'est ce que nous dit notre bulle: « eo vita functo, tunc Egidio Santi Munionis, qui eidem Petro in ejus perfidiam successerat, adherere et favere presumpserunt. » Le schisme se perpétuait; il n'était pas mort, comme on l'avait espéré, avec Benoît XIII et il devait cette prolongation de vie à Alphonse d'Aragon. Martin V voulut en finir en entamant des négociations avec le roi d'Aragon lui-même. Par une bulle du 6 des ides de janvier 1425 (3) (8 janvier 1426) il lui envoyait comme légat apostolique le cardinal Pierre de Foix du titre de Saint-Étienne au Cœlius (4), avec mission spéciale de détruire le schisme. C'est à dessein que le pape avait fait ce choix; les maisons de Foix et d'Aragon avaient été pendant tout le moyen-âge en rapports continuels et de nombreuses alliances de familles les avaient unies; le cardinal

(1) A la cour napolitaine de la reine Jeanne II Martin V soutenait les prétentions de la maison d'Anjou contre celles d'Alphonse, roi d'Aragon. (Rinaldi *Annales ecclésiastiques*, éd. Bar-le-Duc. t. XXVIII, p. 18).

(2) *Ibid.*

(3) Rinaldi, *Annales ecclésiastiques*, année 1425.

(4) Pierre de Foix était né en 1384 et avait fait profession dans l'ordre des Franciscains; pour se concilier sa famille, Benoît XIII (Pierre de Luna) le créa successivement abbé de Montmajour, évêque de Lescar, enfin archevêque d'Auch en 1405; il devint ensuite archevêque d'Aix, puis d'Arles; et enfin Benoît XIII le nomma cardinal de St-Étienne au Cœlius. Il resta fidèle à Benoît XIII jusqu'au concile de Constance dont il accepta les décisions en se ralliant à Martin V. Sous ce pontificat, il fut légat en Sardaigne, en Sicile et en Espagne où il négocia la renonciation de Clément VIII. Eugène IV le nomma cardinal-évêque d'Albano et légat d'Avignon où il demeura jusque sous le pontificat de Paul II; il mourut le 13 décembre 1464, la 56^e année de son cardinalat. Ces détails sont empruntés à Ciaconius.

était parent d'Alphonse ; « consanguineus ejus » dit la bulle. Le choix du négociateur était excellent et il contribua au succès de l'ambassade. Alphonse refusa d'abord de le recevoir et lui défendit même l'entrée de son royaume ; mais il revenait à de meilleures dispositions dans les premiers mois de 1427 et en juillet 1427 le cardinal légat faisait son entrée solennelle à Valence, salué par tous les évêques des royaumes de Valence et d'Aragon : bientôt, le 27 octobre 1427, fut signé entre le légat et le roi un accord par lequel Alphonse s'engageait à faire cesser le schisme. Les conditions de cette entente nous sont données par Rinaldi dans ses *Annales ecclésiastiques*. Privé de son unique protecteur, l'antipape Clément VIII dut se soumettre et le jour de Sainte-Anne, le 26 juillet 1428 (1), avait lieu à Peniscola une cérémonie curieuse : devant ses trois cardinaux et ses derniers partisans, Clément VIII cassait toutes les sentences qui avaient été promulguées par son prédécesseur, Benoît XIII, contre le cardinal Odo Colonna — c'était le nom que portait le pape Martin V avant son élection au pontificat par le concile de Constance (1417), — lui restituait toutes ses dignités et déclarait qu'il pouvait être élu à toutes les charges ecclésiastiques. Cette cérémonie préliminaire accomplie, Clément VIII abdiqua et pria ses cardinaux de se réunir en conclave pour lui désigner un successeur : on nomma Martin V lui-même et ainsi le schisme aragonais prit fin. Après les serments de fidélité qui furent prêtés entre les mains du cardinal de Foix par l'ancien antipape, ses cardinaux et ses adhérents, Gilles Muñoz fut nommé par le pape évêque des Baléares.

Dans un de ses brefs daté de son palais des Saints-Apôtres (palais Colonna) le pape Martin V dénonce un autre fauteur du schisme ; c'est Jean, comte d'Armagnac : il a adhéré à Benoît XIII, il a contribué à la continuation

(1) Rinaldi. *Annales ecclésiastiques*, année 1428.

du schisme en prêtant son appui à Muñoz : « Et con-
« quenter, cum post obitum dicti Petri, quidam iniquitatis
« filius profanus Egidius Santi Munionis adversus eandem
« sanctam Dei ecclesiam se erigens et extollens, et in crimine
« schismatis et heresis dicto Petro succedens, illius et cri-
« minum predictorum successorem se constituit ac in papam
« et Romanum pontificem Clementem VIII nominavit et
« gessit papatum Romanum et summum pontificium quan-
« tum potuit profanando, schisma et errores dicti Petri
« de Luna continuando, et in loco de Paniscola, Dertusen-
« sis diocesis, ubi dictus Petrus de Luna morabatur et
« obiit, ipse Egidius sedem suam profanam constituit ;
« prefatus Johannes comes dictum Egidium profanum
« schismaticum et prefati Petri scelera continuantem pro
« papa et summo pontifice tenuit, habuit et reputavit ac
« tenet, habet ac reputat (1). » Ce bref est du 1^{er} mars
1427 ; ainsi, à cette date le comte d'Armagnac était l'un
des protecteurs du schisme et il devait continuer à l'être
même après l'accord d'Alphonse d'Aragon avec le Saint-
Siège et la soumission de Muñoz ; c'est alors qu'il suscita
contre Martin V, à la place de l'antipape Clément VIII qui
venait de se soumettre, un nouvel antipape qui prit le nom
de Benoît XIV.

Jean Carrier avait été créé cardinal de Saint-Étienne au
Cœlius (2) par Benoît XIII. Dès 1421, il s'était mis sous la
protection du comte d'Armagnac, « il s'était, dit dom Vais-
« sette, établi au château de Torène en Rouergue où il
« fut pris en 1421 ; il trouva moyen de s'évader » et alla
retrouver Benoît XIII à Peniscola. Il ne prit pas part au
conclave schismatique qui nomma Clément VIII et lui-

(1) Rinaldi, *Annales ecclésiastiques*, an. 1427.

(2) L'Histoire de Languedoc (éd. Privat, t. IX, p. 1115) lui assigne le titre de Saint-Pierre in Carlio Monte ; il y a là une erreur manifeste : le titre de Saint-Pierre au Cœlius n'existe pas.

même dans une lettre publiée par Martène (1) en donne la raison ; les autres cardinaux de Pierre de Luna l'avaient exclu du collège électoral qui cependant était déjà bien réduit auparavant. Jean Carrier créa donc un schisme dans le schisme, refusant de reconnaître l'élection de Clément VIII, qu'il prétendait entachée de violence et d'irrégularité, à cause de l'exclusion dont il avait été lui-même victime. Bien plus, du moment que Clément VIII était un intrus, que ses électeurs avaient perdu leurs droits par leur violence, toute la puissance élective résidait en lui-même : à lui seul, Carrier forma donc un conclave et, en 1423, il désigna comme vrai successeur de Benoît XIII un clerc d'Aquitaine qui prit le nom de Benoît XIV. L'on ne voit pas bien quelle raison créa cette division dans le sein de ce parti schismatique déjà si affaibli ; peut-être était-ce un désaccord entre les deux protecteurs de l'église de Penicola, Alphonse d'Aragon et Jean d'Armagnac. Muñoz aurait été le chef de la faction espagnole, Carrier celui de la faction gasconne ; mais ce n'est là qu'une hypothèse.

Quoiqu'il en soit, Jean Carrier était l'homme du comte d'Armagnac, et, après avoir obtenu la soumission de Clément VIII, Martin V dut poursuivre Jean Carrier. Après le schisme aragonais, on eut le schisme gascon. Ce fut en effet en 1429, après la soumission de Gilles Muñoz, que Carrier proclama l'élection de Benoît XIV qu'il avait faite à lui seul en 1423, et qu'il avait jusqu'alors tenue secrète. C'est ce qui explique le passage de la bulle dans laquelle Eugène IV déclare que Carrier et les siens ont persévéré dans le schisme même après la soumission de Gilles Muñoz (et nunc etiam, postquam ipse Egidius, nunc episcopus Minoricensis, ad unitatem ecclesie rediit, in suis heresi, erroribus et perfidia perseverent). Notre document nous donne les noms des principaux partisans de l'antipape :

(1) Martène, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, col. 1712 et 1748.

outre celui qui l'avait élu, Jean Carrier, c'étaient le neveu de ce dernier, Jean Carrier le jeune, Bérenger Salas, licencié en droit, un certain Antoine Dubois, chevalier, et Antoine Cašlier. Nous voyons aussi qu'ils comptaient des adhérents en Languedoc, en Gascogne et naturellement dans les domaines du comte d'Armagnac.

Le 9 avril 1432, le pape Eugène IV confiait à l'évêque de Cahors et à Hugues, abbé de Lagrasse, une mission analogue à celle dont Martin V avait chargé six ans auparavant le cardinal de Foix ; comme lui, ils devaient travailler à mettre fin au schisme ; mais les moyens qu'ils devaient employer semblent différer : le cardinal de Foix devait avant tout négocier avec Alphonse d'Aragon ; il n'est pas question en 1432 de négociations avec le comte d'Armagnac, soit qu'on le jugeât irréductible, soit que l'on comptât plutôt sur la force. Depuis plusieurs années la maison d'Armagnac était en guerre ouverte avec la maison de Foix (1), à cause de la succession de Comminge que ces deux familles se disputaient, et c'est peut-être parce que les comtes de Foix soutenaient les papes de Rome que les comtes d'Armagnac soutenaient les antipapes aragonais ou gascons. Or en 1432 (2) le comte de Foix était lieutenant-général de Charles VII en Languedoc et son pouvoir était d'autant plus fortifié que, grâce au généreux élan donné à la France par Jeanne d'Arc, depuis trois ans, le pays se délivrait peu à peu des Anglais et l'autorité royale se rétablissait partout ; en Languedoc en particulier, avait cessé l'anarchie qui y régnait depuis le commencement du siècle et qui avait donné une quasi indépendance aux grands seigneurs tels que les comtes de Foix et d'Armagnac. En sa qualité de lieutenant du roi, le comte de Foix avait une autorité de plus en plus grande ; les nombreuses preuves qu'il en donna sont consignées

(1) *Histoire de Languedoc*, t. ix, *passim*, de 1420 à 1431.

(2) *Histoire de Languedoc*, t. ix, p. 1084.

dans l'Histoire de Languedoc; or il était ennemi de Jean d'Armagnac et d'autre part, il était dévoué à l'église romaine; son frère Pierre de Foix était cardinal et nous l'avons vu travailler pour elle en Aragon; lui-même en 1432 devait faire tous ses efforts, comme nous allons le voir à propos d'un autre document, pour imposer à l'église de Narbonne l'archevêque que lui nommait le pape (1); il était donc inutile de négocier avec Jean d'Armagnac: l'on était assez fort avec l'aide du lieutenant royal et même on pouvait indisposer la maison de Foix si l'on entrait en composition avec la maison d'Armagnac. Quoiqu'il en soit, le pape donna plein pouvoir à ses deux envoyés; ils étaient libres d'employer tous les moyens qui pourraient amener la fin du schisme.

L'évêque de Cahors était tout désigné au choix du pape par la dignité dont il était revêtu. Religieux de l'ordre des Dominicains, maître en théologie, Jean du Puy avait été nommé par Jean XXIII inquisiteur de Toulouse (2) et il exerçait sa juridiction sur le royaume de France, l'Aquitaine, la Gascogne et le Languedoc; dans les premiers jours de son pontificat, Eugène IV l'avait nommé évêque de Cahors; nous n'avons pas la bulle d'institution, mais la date n'en est pas douteuse; elle se place entre le 3 mars 1431, date de l'avènement d'Eugène IV lui-même, et le 11 mai 1431, jour où dans une de ses bulles le pape rappelle qu'il a nommé depuis peu Jean du Puy, évêque de Cahors. Cette dernière lettre pontificale établissait de nouveau l'évêque de Cahors inquisiteur de Toulouse et ne fixait pas de date à ses pouvoirs qui devaient durer, disait le pape, « usque ad beneplacitum nostrum (3). » C'est donc en qua-

(1) Voir le document suivant.

(2) Ces renseignements nous sont donnés par la bulle d'Eugène IV du 11 mai 1431 que nous citons plus bas. Arch. vatic. reg. 371, fol. 34 v^o.

(3) Arch. vatic. reg. 371, fol. 34 v^o.

lité d'inquisiteur que Jean du Puy, évêque de Cahors, recevait d'Eugène IV la mission de réprimer le schisme de Benoît XIV.

Pourquoi l'abbé de Lagrasse lui était adjoint ? Sans doute parce qu'il était à la tête d'un des couvents les plus importants du midi de la France, comme nous le montrerons dans le commentaire d'un autre document, mais c'était peut-être aussi pour une raison plus précise. La bulle qui lui confie cette mission est du 9 avril 1432; or le même registre des archives du Vatican contient un autre document du 15 avril 1432 (1) concernant le même abbé : c'est un passe-port que lui donne le pape parce que, dit cet acte, l'abbé de Sainte-Marie de Lagrasse doit se rendre dans son monastère et dans d'autres régions de la France pour y travailler pour le Saint-Siège (*cum habeat ad ipsum monasterium et nonnullas alias Galliarum partes pro nostris et Romane ecclesie negociis se transferre*). Si le pape lui délivre ce passe-port, c'est que l'abbé se trouve dans les états pontificaux, à Rome : il y était donc lorsque le pape se décidait à agir contre les schismatiques et à se servir pour cela de l'abbé de Lagrasse et de l'évêque de Cahors ; il n'est pas téméraire de supposer que l'abbé de Lagrasse dans son séjour à Rome a fait un rapport au pape sur l'état religieux du Languedoc, la vivacité qu'y conservait le schisme et la nécessité de le combattre ; il a été l'inspirateur de cette dernière expédition contre les continuateurs de l'œuvre de discorde de Pierre de Luna, et c'est pour cela qu'il est chargé de la diriger de concert avec l'inquisiteur du midi de la France.

Nous ne savons pas comment fut menée cette campagne contre le schisme ; mais l'histoire de Languedoc nous en montre l'issue. Le 14 février 1432, (nouveau style 14 février 1433) dit dom Vaissette, « le comte de Foix ordonne qu'on

(1) Arch. vatican. reg. 371, fol. 275.

« lui amène Jean Carrier, qui se disait cardinal, et qui avait
« été arrêté en costume déguisé dans le pays de Fenouillè-
« des (1) ». Ce déguisement nous prouve que l'autorité sécu-
lière avait prêté main-forte aux envoyés pontificaux et que
le lieutenant-général du roi seconda l'œuvre de l'abbé de
Lagrasse et de l'évêque de Cahors. Jean Carrier une fois pris,
le schisme perdait son principal instigateur, celui qui l'avait
constitué en nommant l'antipape Benoit XIV et qui sans
doute l'avait fait vivre de sa propre activité. Il n'est donc pas
étonnant qu'après la capture de Carrier nous n'entendions
plus parler de l'antipape gascon ; et c'est ainsi que le Lan-
guedoc, qui avait été le dernier refuge des schismatiques,
à cause de la protection que leur offrait le comte d'Arma-
gnac, dut d'en être délivré à l'action combinée du comte
de Foix, lieutenant-général de Charles VII, et des envoyés
pontificaux, l'abbé Hugues de Lagrasse et Jean du Puy,
évêque de Cahors et inquisiteur de Toulouse.

II

1^{er} juillet (2).

A CHARLES VII.

Le pape le remercie de son dévouement à l'Église et en parti-
culier du zèle qu'il a déployé dans l'affaire de la prise de posses-
sion de l'archevêché de Narbonne par le cardinal de Saint-Clé-
ment, administrateur de cette église.

Dat. [Rome, apud S. Petrum] kalendis Julii.

Mêmes remerciements à l'évêque de Laon qui a aussi servi le
cardinal de Saint-Clément dans cette affaire, à Pierre de Foix,
cardinal, évêque d'Albano (ultima junii), et au comte de Foix.

(Arch. vatic. reg. 370, fol. 91).

(1) *Hist. de Languedoc*, ix, p. 1115

(2) Le registre n'indique pas l'année.

7 mars 1435.

François Condulmiero, archevêque de Narbonne, donne quittance à François Altobiano de Albertis, banquier florentin, de la somme de 2,500 florins payée à François Condulmiero « pro parte » fructuum sive suarum responsionum dicte ecclesie ».

La lettre de change payée par François de Albertis a été faite à Montpellier par Romulus Blaxii à la requête de Jacques de Gaudiaco « camere apostolice clericus, vicarius dicte ecclesie ».

Florence « in domibus residentie dicti cardinalis » le lundi 7 mars 1435.

(Arch. vat. reg. 366, fol. 45 v°).

COMMENTAIRE.

L'Église de Narbonne de 1431 à 1437.

Ces deux documents nous montrent dans quel état se trouvait l'église de Narbonne dans la première moitié du xv^e siècle ; comme cette métropole comptait parmi les plus importantes et les plus riches de France, ces documents peuvent aussi servir à l'histoire de l'église gallicane avant la Pragmatique Sanction.

Élu pape le 3 mars 1431, Eugène IV ne tarda pas à témoigner une faveur exagérée à ses nombreux neveux les Condulmiero et les Barbo de Venise ; lui-même avait dû sa rapide élévation à son oncle maternel Grégoire XII. Il montra une certaine prédilection pour François Condulmiero : aussitôt après son élection, il le nomma protonotaire apostolique et bientôt vice-camérrier du Saint-Siège. Le camérrier était alors François de Conzié, archevêque de Narbonne, qui mourut à Avignon le 31 décembre 1432, « *die ultima decembris* », d'après son épitaphe placée dans l'église des Cordeliers de cette ville (1). Or la bulle qui

(1) Gallia christiana. Narbonensis ecclesia.

nommé François Condulmiero, camérier du Saint-Siège, est datée du 24 janvier 1432/33 (1); le pape donna aussitôt à son neveu la charge de François de Conzié; il dût lui donner aussi presque en même temps la dignité d'archevêque de Narbonne. Nous n'avons pas la bulle de nomination, on la trouverait peut-être dans les volumes de provisions de bénéfices conservés dans les archives du Latran; quoiqu'il en soit, dans un acte apostolique du 1^{er} mai 1433 cité par les auteurs du *Gallia christiana*, François Condulmiero a déjà le titre d'administrateur de l'église de Narbonne; il fut donc nommé dans les quatre premiers mois de l'année 1433; enfin la même année Eugène IV le créait cardinal du titre de Saint-Clément. On voit avec quelle rapidité François Condulmiero s'était, dans les deux premières années du pontificat de son oncle, élevé aux plus hautes dignités de l'Église: titulaire d'un des plus riches archevêchés de France, cardinal, il administrait en sa qualité de camérier les finances de l'État pontifical et de l'Église universelle; c'était en quelque sorte le premier ministre du pape. Nous réservons pour une étude spéciale ce qui concerne son rôle politique; nous n'avons qu'à expliquer maintenant comment il devint le titulaire de l'archevêché de Narbonne et comment il le gouverna.

Depuis le xii^e siècle, les papes avaient restreint les élections canoniques des évêques par les chapitres, des abbés par les couvents, en multipliant les cas où le choix était réservé au Saint-Siège. Les élections épiscopales ont succombé sous le nombre de plus en plus grand des cas réservés. Or, à la mort de François de Conzié, l'église de Narbonne se trouvait en présence d'un cas réservé. Depuis les premières années du xiv^e siècle, les papes s'étaient attribué le droit de pourvoir de leur seule autorité aux bénéfices de ceux qui mouraient à la cour romaine ou se démettaient

(1) Arch. vat. reg. 372, fol. 24.

de leurs charges entre les mains du pape; le bénéfice était dit alors vacant *in curia*. C'était le cas en 1432 pour l'archevêché de Narbonne; camérier du Saint-Siège, résidant à la cour pontificale, son titulaire l'avait très peu administré par lui-même; par sa mort en cour de Rome il venait de priver son chapitre du droit de lui choisir son successeur. Eugène IV avait une occasion toute trouvée de bien doter ce neveu qu'il venait d'élever à la charge de camérier. L'archevêché de Narbonne était avec celui d'Auch le mieux renté de France. Les bibliothèques italiennes conservent plusieurs exemplaires du *Liber taxarum*; dressé par la chambre apostolique, ce registre contenait la liste des évêchés et des monastères taxés en cour de Rome d'après l'évaluation de leurs revenus. J'ai consulté un de ces *libri taxarum*. Conservé à la bibliothèque Victor-Emmanuel de Rome (fonds sessorien), il est des dernières années du x^e siècle et il peut fournir des renseignements d'une grande précision sur l'Église de France à cette époque; or le diocèse de Narbonne y est taxé 10,000 florins; il n'y a en France que l'archevêché d'Auch qui ait une taxe aussi forte au x^e siècle; d'après Du Cange (1) le florin d'or de la chambre apostolique valait 16 sous de Provence au x^e siècle et il cite à l'appui ce passage d'une charte marseillaise de 1410: « pro pagamento florenorum auri « 4000, quorum quilibet in valore pro 16 provincialium « solidis computatur; » le même glossaire à l'article *Moneta provincie*, nous donne la valeur du sou provençal d'après une note marginale des *statuta Aquensis curie* de 1339: « solidum accipe ex valore 9 denariorum regalium pro « uno quoque solido, sive valant chescun 3 liars; » or avant l'introduction de notre système décimal, le gros liard valait un demi-sou, par conséquent le sou provençal à 3 liards valait 1 sou et demi et le florin de 16 sous 16 fois

(1) Du Cange, *Glossarium*, art. *floreni*.

0 fr. 075, soit 1 fr. 10. La taxe de l'archevêché de Narbonne étant fixée par le *Liber taxarum* à 10,000 florins peut se représenter par 11,000 fr. Mais ce n'est là qu'une valeur fictive. En réalité, pour avoir en monnaie de nos jours la valeur comparée d'une somme d'argent du x^e siècle, il faut lui donner un coefficient d'au moins 25; c'est ce qu'ont démontré les études économiques faites sur la valeur de l'argent à ces époques; ces 11,000 fr. représentent en réalité 275,000 fr. Or la taxe en cour de Rome équivalait au tiers des revenus du bénéfice taxé; les revenus de l'archevêché de Narbonne étaient donc de 275,000 fr. $\times$ 3, soit 825,000 fr. Sans doute il ne faut pas prétendre à un nombre bien précis; il y a un peu d'arbitraire dans ces évaluations; mais on peut sans trop s'aventurer affirmer que le revenu de l'archevêché de Narbonne vers 1431 était d'environ 800,000 fr. C'était là une bien grasse prébende (1) pour le nouveau camérier du Saint-Siège. Ce n'était d'ailleurs que pour accroître ses revenus que le cardinal de Saint-Clément s'était fait donner l'église de Narbonne; le second de nos documents nous le montre bien.

Le cardinal ne réside pas dans son diocèse, sa charge le retient constamment à la curie, auprès du pape; lorsque Eugène IV est chassé de Rome par l'émeute de 1434, le camérier le suit dans ses diverses résidences, tour à tour à Florence, Bologne, Ferrare; la quittance que nous publions nous le montre, le 7 mars 1435, dans sa *résidence* de Florence, « in domibus residentie dicti cardinalis »; ce mot de *residentia* nous montre bien que ce n'est pas pour quelques jours que François Condulmiero est à Florence; il y a établi sa demeure en même temps que la curie; à défaut de cette expression, les mandats de la chambre

(1) Il ne faut pas oublier cependant que la mense archiépiscopale, c'est-à-dire les revenus dont l'archevêque peut disposer, n'est qu'une partie des revenus de l'archevêché, comme nous le verrons d'ailleurs plus loin.

apostolique (1) datés de 1433, nous montreraient que la résidence de François Condulmiero était à Florence et non à Narbonne pendant cette année, et il en serait de même pour les années 1433-1437. Il avait envoyé un de ses agents à Narbonne, un employé de l'administration qu'il dirigeait, Jacques de Gaudiaco, clerc de la chambre apostolique, qui avait pour unique mission de recueillir les revenus du cardinal-archevêque et de les lui envoyer. Il adressait ces sommes à Romulus Blaxii, banquier de Montpellier, qui était correspondant et peut-être agent de la grande maison de banque florentine des Alberti. Les banques italiennes avaient dès le xiii^e siècle établi une quantité de succursales en France; les registres des papes du xiii^e siècle, surtout les registres caméraux, enfin certains documents conservés dans les *Miscellanea* ou dans l'*Archivio de Castello* au Vatican permettraient de mettre bien en lumière cette question intéressante; c'est ce qui nous fait soupçonner que ce Romulus Blaxii dont le nom est italien pourrait bien être un agent des Alberti. La maison de Florence faisait ainsi parvenir au camérier les revenus de son archevêché.

Il faut remarquer l'expression « pro parte fructuum sive « suarum responsionum dietæ ecclesiæ. » Le cardinal de Saint-Clément ne touche pas tous les revenus de l'église; il n'en touche que ce qui lui revient, *sue responsiones*. Cela nous permet de supposer pour l'archevêché de Narbonne ce que nous savons sûrement de plusieurs autres églises; on y avait fait le départ de ce qui appartenait au chapitre et de ce qui appartenait à l'archevêque; la mense archiepiscopale était distincte de la mense capitulaire (2).

Or ces églises cathédrales dont le titulaire ne résidait pas, où les menses du chapitre et de l'évêque étaient soigneusement séparées, où le pasteur ne gardait pas le

(1) Arch. vatic., *Cameraia*, t. xvii et sqq.

(2) Thomassin, *Discipline de l'Église*, t. II, p. 1326.

bercail, mais se contentait de tondre à époques fixes les brebis, ces églises sont désignées par un nom qui leur est propre; elles sont en commende. L'église de Narbonne était donc en commende dans la première moitié du x^e siècle.

La commende est la maladie mortelle qui atteint les églises riches; elle est le signe manifeste et infaillible de leur décadence. Oublieux de leur mission divine et de leur ministère sacré, les archevêques ou évêques ne considèrent alors leur diocèse que comme une source de revenu; et l'église n'est plus administrée parce qu'elle a trop de moyens d'être bien administrée; la richesse exagérée produit en elle les mêmes effets que le dénuement. Les papes d'Avignon (1) avaient introduit cette déplorable habitude de donner les gros revenus des riches abbayes ou des diocèses importants à des favoris qui parfois n'avaient pas même le caractère sacerdotal. Le P. Thomassin dans son volumineux et substantiel traité de la Discipline de l'Église fait remonter à Clément V l'origine de ce mal; la troisième année de son pontificat, ce pape dans l'une de ses maladies, se repentit du tort qu'il avait fait aux mœurs ecclésiastiques par la multiplication des commendes et il les révoqua. Il est à croire qu'une fois guéri il oublia les beaux mouvements que lui avait inspirés sa maladie; car au concile de Vienne (1312) (2), Durand de Mende se plaignait de l'accumulation des commendes sur la tête des cardinaux. Au concile de Pise (1409) nous voyons que le patriarche d'Alexandrie avait en commende l'église de Carcassonne (3). Le mal avait pris de telles proportions que dans son projet général de réforme le concile de Constance avait résolu d'y remédier (4). Il avait projeté un décret qui ne

(1) Thomassin, *Discipline de l'Église*, t. II, p. 1322.

(2) *Ibid.*, t. II, p. 1324.

(3) *Ibid.*, t. II, p. 1325.

(4) *Ibid.*, t. II, p. 1326.

conservait les commendes que pour les patriarches et les cardinaux et encore nul ne pouvait en cumuler plusieurs. Le concile n'eut pas le temps de promulguer ce décret et le mal continua à s'accroître. Par ses gros revenus qui en faisaient l'un des plus riches de France, l'archevêché de Narbonne était désigné pour la commende; il tombe sous ce régime dans la première moitié du x^v^e siècle et en particulier avec François Condulmiero, cardinal de Saint-Clément.

La commende avait pour adversaires naturels les chapitres; ce n'est pas sans répugnance et aussi sans une indignation naturelle, que les chanoines voyaient les revenus de leur église passer entre les mains d'évêques qui ne résidaient pas, n'administraient pas, et qui en vrais frelons ecclésiastiques, pillaient une ruche où ils n'avaient pas travaillé. Contre leur opposition légitime, les papes n'auraient rien pu, s'ils n'avaient eu la complicité du pouvoir civil, et le pouvoir civil la leur a souvent accordée pour acheter ainsi le concours de la puissance spirituelle pour leurs visées politiques. Selon que la politique de Charles VII est soutenue ou combattue par les papes, ce roi est partisan des commendes ou défend avec un zèle aussi ardent qu'intéressé, la liberté des élections canoniques et l'indépendance financière des églises nationales vis-à-vis de la cour de Rome.

Il est à supposer que la nomination de François Condulmiero et la mise en commende à son profit de l'archevêché de Narbonne ne passèrent pas sans protestation; ce qui le fait croire, c'est la chaleur avec laquelle dans le document que nous résumons Eugène IV remercie Charles VII de ses bons offices. Devant l'opposition du chapitre ou d'une partie des chanoines, le roi de France dut mettre toute son autorité à la disposition de l'élu du Saint-Siège. Tous les agents du roi en Languedoc travaillèrent pour le neveu du pape qui envoie à chacun d'eux une lettre de remerciements. Ce fut d'abord l'évêque de Laon, Guil-

laume de Champeaux (1). Il était dans nos régions depuis 1420; car lui-même, dans un acte conservé à Laon et résumé par dom Vaissette, déclare, en 1435, qu'il est absent depuis quinze ans de son diocèse: en 1428, il s'était interposé par ordre du pape Martin V, entre le comte de Foix et l'église de Béziers; en 1429, il avait tenu les états de la province; le 10 janvier 1431, les états s'étant réunis à Capestang, sous la présidence de l'abbé de Caunes, vicaire de François de Conzié, archevêque de Narbonne, Guillaume de Champeaux leur enjoint de se dissoudre parce qu'ils n'ont pas sollicité pour cette réunion la permission royale. L'évêque de Laon est donc un représentant direct de l'autorité royale: c'est un personnage fort important et les services qu'il avait rendus au cardinal de Saint-Clément devaient être bien grands pour mériter une lettre de remerciements du pape. Il en est de même du cardinal de Foix, dont nous avons vu plus haut le grand rôle dans l'affaire du schisme, et du comte de Foix qui était le principal seigneur du midi de la France. L'intervention combinée de ces grands personnages en faveur de François Condulmiero nous fait supposer, malgré le laconisme du document, que les chanoines de Saint-Just ne virent pas avec plaisir leur église tomber en commende entre les mains d'un prélat inconnu et étranger.

Le cas que nous venons de décrire n'est pas un cas isolé dans l'histoire de la France du x^e siècle; ce que nous avons dit de l'église de Narbonne pourrait se dire de nombreux évêchés gallicans de la même époque. Les biens d'église sont devenus si abondants qu'ils ont tenté la puissance civile et le Saint-Siège; au lieu de s'en disputer la possession avec acharnement ces deux pouvoirs s'entendent pour se les partager; dans le cas présent, c'est le roi

(1) Les détails qui suivent sur Guillaume de Champeaux sont tirés de l'*Histoire de Languedoc*, éd. Privat, t. IX, pp. 1103-1109.

qui prête son concours au pape ; dans l'affaire de Lagrasse dont nous allons bientôt parler c'est le Saint-Siège qui met sa puissance au service du roi. Devant cette coalition si redoutable que pouvaient les chapitres qui voulaient défendre leurs droits électoraux et les finances de leurs églises ? Pris entre l'autorité temporelle et les censures spirituelles, ils devaient être vaincus : l'accord de Charles VII et d'Eugène IV devait consommer leur ruine et préparer le régime des concordats.

III

20 mars 1439-40.

A MAITRE LOUIS D'ALBRET.

Louis d'Albret, notaire apostolique, est nommé commendataire de l'abbaye bénédictine de Lagrasse, au diocèse de Carcassonne. Le monastère est vacant par la mort en cour de Rome de l'abbé Hugues et par conséquent il est à la collation du pape qui le confère à Louis d'Albret « qui, ut asseritur, carissimè in Cristo « filii nostri Caroli, regis Francorum illustris, consanguineus et « in 18^o vel circa tue etatis anno constitutus existis, oh preclarata « domus Francie et tue probitatis merita, et ut etiam statum tuum « decentius supportare valeas. »

Le revenu de la mense abbatiale de Lagrasse est évalué en cour de Rome à 800 livres tournois « ejus mense abbatialis « fructus et proventus 800 librarum turonensium secundum « communem existimationem valorem annum, ut etiam asseri- « tur, ascendunt. »

Il pourra cumuler cette commende avec tous les bénéfices qu'il possède déjà ou qu'il pourra posséder.

Il pourra disposer en toute liberté de la mense abbatiale ; il lui est cependant interdit d'aliéner les biens immobiliers ou les meubles précieux du monastère.

Il ne pourra pas diminuer le nombre habituel des religieux et il remplira toutes les obligations auxquelles le monastère est tenu.

« Datum Florentie anno incarnationis dominice 1439, 13 kalendas aprilis, pontificatus nostre decimo. »

Suit une lettre à l'évêque de Carcassonne et à l'official de Narbonne leur ordonnant de faire exécuter la précédente.
(Arch. vatic).

8 janvier 1444-45.

A MAITRE LOUIS D'ALBRET.

Maitre Louis d'Albret, notaire apostolique, clerc du diocèse de Condom, a été déjà nommé abbé commendataire de Lagrasse, au diocèse de Carcassonne.

Il pourra cumuler cette commende avec l'administration de l'église d'Aire et même avec les fonctions épiscopales quand il sera évêque; mais il devra abandonner le prieuré qu'il détient en commende dans le diocèse d'Auch.

Vatican 1444 7 des ides de janvier 1444, année 14 du pontificat.
(Arch. vat. reg. 363 fol. 138).

COMMENTAIRE.

Avec la collation de l'abbaye de Lagrasse à Louis d'Albret nous voyons le pouvoir spirituel faire à la puissance séculière sa part dans la distribution des grasses commendes. Hugues de Perier, cet abbé de Lagrasse qui le 9 avril 1432 avait été envoyé par Eugène IV en mission avec l'inquisiteur de Toulouse contre les derniers tenants du schisme, mourut à la fin de janvier 1439/40; selon le *Gallia christiana* (1), il aurait fait son testament le 24 janvier 1440. La nomination ne se fit pas attendre; le monastère était vacant *in curia*, soit que l'abbé fût mort à Rome, soit qu'en mourant, il se fût démis de son abbaye entre les mains du pape ou de ses représentants; le pape allait donc pourvoir à son remplacement sans avoir à consulter le

(1) *Gallia christiana*: *Monasterium Crassense* à l'article *Narbonensis ecclesia*.

monastère. Or le couvent de Lagrasse était fort riche; dans le *Liber taxarum* (1) il est taxé 4,500 florins, tandis que la taxe de Montolieu était de 1,000 florins, celle de Saint-Hilaire de 450 florins, celle de Villelongue de 300 florins seulement. D'après les évaluations que nous avons faites plus haut à propos de l'archevêché de Narbonne, les revenus de Lagrasse pourraient être représentés approximativement par la somme de 390,000 fr. C'était là le revenu total, mais il faut faire le départ dans cette somme de ce qui appartenait à l'abbé et de ce qui appartenait aux moines. La bulle de nomination que nous publions nous montre que la mense abbatiale était distincte de la mense conventuelle; même si notre document ne nous le disait pas nous aurions pu suppléer à son silence; car dans tous les bénéfices donnés en commendé la mense du titulaire est distincte de celle des chanoines ou des moines; c'est même, d'après Thomassin (2), la séparation des menses qui a contribué à la création des commendes par la facilité que l'on avait de disposer de la mense abbatiale ou épiscopale distincte de la mense conventuelle ou capitulaire. La mense abbatiale de Lagrasse était de 800 livres tournois « cujus « mense abbatialis fructus et proventus 800 librarum turo- « nensium secundum communem existimationem valorem « annuum, ut etiam asseritur, ascendunt, » soit d'environ 24,000 fr. selon les évaluations approximatives faites plus haut.

Charles VII réclama ce riche bénéfice pour son parent Louis d'Albret. Le *Gallia christiana* nous dit que cette nomination se fit à la demande du roi « volente rege. » D'autre part dans sa bulle Eugène IV déclare qu'il nomme cet abbé à cause de ses mérites et de ceux de la maison de France; le pape fait ensuite la théorie de la commendé :

(1) Biblioth. Victor Emmanuel (fonds sessorien *Liber taxarum*) à Rome.

(2) Thomassin, *Discipline de l'Eglise*, t. II, p. 1326.

c'est un moyen de donner des revenus supplémentaires aux favoris ou aux grands seigneurs qui avaient à mener un grand train de maison « ut etiam statum tuum decen-
« tius supportare valeas. » Puis il fixe les droits de l'abbé commendataire qui peut user en toute liberté de sa mense, mais doit respecter celle des religieux et ne pas toucher au capital du couvent. Il est à croire que ces revenus ne suffisaient pas encore à ce jeune abbé commendataire de 18 ans, car le pape lui donne en même temps la permission de cumuler avec cette nouvelle dignité tous les bénéfices qu'il possède déjà ou qu'il pourra acquérir dans la suite ; et le document suivant nous montre que Louis d'Albret ne laissa pas dormir cette dispense. Il obtint bientôt la commende de l'évêché d'Aire ; le *Gallia christiana* place cette nomination en 1453 ; en réalité elle est de 8 ans antérieure puisque notre document est du 6 janvier 1444-1445. Quoique commendataire d'un évêché et d'une abbaye Louis d'Albret est appelé tout simplement « clerc du diocèse de Condom, » il n'exerce pas dans son évêché les fonctions épiscopales puisque le pape lui donne la permission de cumuler dans le cas présent et même quand il sera évêque et qu'il exercera les fonctions épiscopales ; il n'était donc que prêtre et peut-être même simple clerc lorsqu'il réunissait ainsi les commendes de Lagrasse et d'Aire.

La faveur royale explique une pareille accumulation de dignités sur la tête d'un simple clerc de 18 à 20 ans. La maison d'Albret était apparentée à la maison de France (1) ; l'écusson que portait le père de notre abbé de Lagrasse et qui était 1 et 4 de France 2 et 3 de gueules suffirait à nous le prouver, si Charles VII lui-même n'appelait Charles d'Albret père de Louis, son cousin « consanguineus noster » dans un acte du 5 mai 1425. Charles d'Albret jouissait

(1) Les renseignements suivants sur la maison d'Albret sont tirés de la *Généalogie de France* du P. Anselme, t. VI, p. 212.

aussi de la faveur et de la confiance du roi de France qui lui donnait en garde, vers 1430, plusieurs places fortes de la Guyenne et lui assignait une pension de 12,000 livres. Cela suffit pour nous expliquer l'élévation si rapide de Louis d'Albret dans la hiérarchie ecclésiastique. Dans ce cas, nous voyons le Saint-Siège condescendre aux vœux de la puissance séculière et lui donner une part dans la répartition des riches commendes. Or cette bienveillance coïncide avec les assemblées de Bourges de 1438 et de 1439; dans la première avaient été promulgués en juillet 1438 vingt-trois articles du concile de Bâle qui devenaient ainsi des lois d'état en France et formaient ce que l'on a appelé la Pragmatique Sanction de Bourges; ces nouveaux règlements rétablissaient les élections canoniques, restreignaient les droits levés par la cour de Rome sur les églises de France et réglaient les rapports entre la France et le Saint-Siège; dans la deuxième de ces réunions tenue le 25 juin 1439, Charles VII semblait se rapprocher du pape et prenait parti pour lui dans son différend avec le concile de Bâle. La nomination de Louis d'Albret comme abbé commendataire de Lagrasse est un effet de ce rapprochement; le pape continue à exercer le droit qu'il s'était arrogé de nommer aux bénéfices vacants *in curia*, mais il en use timidement encore en faveur d'un candidat qu'il sait agréable au roi de France.

C'est là le premier pas qu'accomplit le jeune Louis d'Albret dans une carrière ecclésiastique qui devait être fort brillante; Pie II devait le nommer, en 1460, évêque de Cahors et cardinal du titre des saints Pierre et Marcellin, le 17 décembre 1461. Il mourut dans la force de l'âge, le 4 septembre 1465, et il fut enterré dans l'église des Franciscains de l'*Ara Cœli* à Rome. Son élévation rapide avait été justifiée par ses qualités, la noblesse de son âme et la pureté de ses mœurs. En mourant il partagea ses biens entre son évêché de Cahors et son abbaye de Lagrasse.

IV

29 octobre 1445.

Le pape confirme l'élection faite par le chapitre de Jean d'Etampes comme évêque de Carcassonne.

« Datum Rome apud S. Petrum, 4 kalendas novembris, anno incarnationis dominice 1445, pontificatus nostri anno 14. »

A la même date, lettres à Charles VII lui notifiant la confirmation de l'élection en question.

A l'archevêque de Narbonne, au chapitre de Carcassonne, au clergé, au peuple et aux vassaux de l'église de Carcassonne sur le même sujet.

(Arch. vatic. reg. 369, fol. 2 v°).

4 mars 1446.

L'évêché de Carcassonne est devenu vacant par la mort *extra Romanam curiam* de l'évêque Geoffroy. Le chapitre s'est réuni pour procéder à l'élection et quelques-uns d'entre eux (nonnulli) ont nommé évêque Jean, trésorier de Saint-Hilaire de Poitiers, docteur en droit. Le pape confirme cette élection.

Mais d'autres chanoines (quidam alii dictorum capituli) ont procédé de leur côté à une autre élection et ont nommé Hélié de Pompadour, archidiaque de Montlaur dans ladite église de Carcassonne. Le pape déclare qu'Hélié n'a pas été élu par la majorité, que ses prétentions ne sont pas valables, il fait défense à l'archevêque de Narbonne de donner à Hélié la confirmation qui lui a été demandée et ordonne à Hélié lui-même de se soumettre à Jean le vrai évêque.

Datum Rome apud S. Petrum, anno incarnationis dominice, 4^o nonas marcii, pontificatus nostri anno 15^o.

COMMENTAIRE.

L'évêché de Carcassonne était devenu vacant dans les premiers mois de l'année 1445 par la mort de Geoffroy de Pompadour ; le *Gallia christiana* place cet évènement le

1^{er} janvier 1446; mais cette date est manifestement fausse puisque dans notre premier document Jean d'Étampes successeur de Geoffroy est déjà élu le 29 octobre 1445. Cette date inexacte c'est tout ce que nous apprend le *Gallia christiana* sur la transmission du siège épiscopal de l'an 1445; dom Vaisette dans son Histoire de Languedoc ne fait que la mentionner, sans dire ni quand ni comment elle s'est opérée. Nos deux documents nous donnent des détails précis et tout nouveaux sur ce sujet et ils méritent d'être commentés avec soin parce qu'ils corroborent d'un exemple nouveau ce qui a été dit précédemment, à propos de l'archevêché de Narbonne et de l'abbaye de Lagrasse, sur la décadence des élections ecclésiastiques au x^ve siècle.

Dans sa première lettre, celle du 29 octobre 1445, Eugène IV confirme purement et simplement l'élection de Jean d'Étampes; selon l'usage, il en notifie la confirmation aux principaux intéressés, à l'évêque lui-même, au roi de France, au chapitre, au clergé, au peuple de Carcassonne, aux vassaux de l'église de Carcassonne et à l'archevêque de Narbonne, métropolitain de la province. Il semble que tout se soit passé sans incidents et selon les règles; mais la deuxième lettre du pape, celle du 4 mars 1446, montre que cette transmission du siège épiscopal avait suscité de vives controverses.

Geoffroy de Pompadour était mort *extra Romanam curiam*; par conséquent, le chapitre conservait entier son droit d'élection et il en usa si bien qu'il procéda à une double nomination. Une partie des chanoines donna ses voix à Jean d'Étampes, trésorier de Saint-Hilaire de Poitiers et docteur en droit, l'autre à Hélie de Pompadour, archidiaque de Montlaur, dans le diocèse même de Carcassonne. Pourquoi les chanoines ne purent-ils pas s'entendre? quelle raison a motivé cette discorde dans le chapitre de Saint-Nazaire? Pour l'apprendre nous n'avons qu'à examiner les titres des deux élus.

Hélie de Pompadour appartenait à la famille de l'évêque défunt: il était chanoine de la cathédrale: sous l'épiscopat précédent il avait participé à l'administration du diocèse; il avait été, en quelque sorte, en sa qualité d'archidiaque, l'un des vicaires généraux de son parent Geoffroy de Pompadour. Il représentait l'administration passée; de plus, appartenant au corps du chapitre, il était carcassonnais d'origine ou du moins d'adoption; c'était un candidat *indigène* au siège épiscopal.

Jean d'Étampes, au contraire, appartenait à une famille du nord, il était étranger au diocèse puisque le seul titre ecclésiastique que lui donne le pape c'est celui de trésorier de Saint-Hilaire de Poitiers. Il dut avoir les voix des chanoines qui étaient mécontents de l'épiscopat précédent tandis que les créatures de Geoffroy de Pompadour durent se porter sur son parent Hélie. Dans tous les cas le chapitre dut se diviser en deux fractions numériques à peu près égales puisque, tout en niant que Hélie ait eu la majorité, le pape ne dit pas que de son côté Jean d'Étampes l'ait obtenue.

Le pape se déclara avec ardeur pour Jean d'Étampes, puisque sans oser dire qu'il ait eu la majorité il affecte d'ignorer qu'il ait eu un adversaire. Les chanoines du parti opposé durent résister, car quatre mois après sa première bulle le pape en lance une autre bien plus précise qui mentionne sans l'expliquer le désaccord, confirme une deuxième fois l'élection cependant contestée de Jean d'Étampes, défend à l'archevêque de Narbonne, métropolitain de Carcassonne de confirmer l'élection de Geoffroy; il va même jusqu'à faire un devoir à ce dernier de se soumettre à son concurrent. Pourquoi Engène IV prend-il avec tant d'ardeur la défense de Jean d'Étampes?

Avant cette affaire, Jean d'Étampes était du nombre des conseillers du roi qui convoquèrent en 1445 (1) les États

(1) *Histoire de Languedoc*, t. XI, p. 9.

du Languedoc pour leur faire voter une aide. Ces délégués de Charles VII étaient l'archevêque de Reims, l'évêque de Carcassonne Geoffroy de Pompadour, Tanneguy Duchatel, Jean d'Étampes, Jacques Cœur et Étienne Petit. Ils demandèrent au nom du roi 200,000 livres; alléguant leur pauvreté, les États en votèrent 120,000 seulement. Charles VII dut être satisfait des services de ses gens et en particulier de Jean d'Étampes; car il lui renouvela successivement la même mission en 1447, 1448, 1449, 1450 (1). C'était donc un favori de Charles VII, l'un de ses représentants dans le Midi, un tout autre personnage que son concurrent Hélié de Pompadour, archidiaque de Montlaur et simple conseiller clerc du Parlement de Toulouse. C'est ce qui lui assure les préférences du pape. Nous avons vu en effet à propos de la nomination de Louis d'Albret à l'abbaye de Lagrasse et à l'évêché d'Aire, que depuis l'assemblée de Bourges de 1439, Eugène IV témoigne une grande bienveillance à Charles VII. C'est précisément l'année où il accumule en faveur du parent de Charles VII les revenus d'Aire et de Lagrasse, qu'à Carcassonne, il soutient Jean d'Étampes contre Hélié de Pompadour. Il n'y a plus à en douter: c'est parce que Jean d'Étampes est le candidat du roi que le pape le soutient et finit par l'emporter (2).

Eugène IV l'appuyait d'autant plus que le trésorier de Saint-Hilaire de Poitiers était également cher à la cour romaine. Il était sous-diaque apostolique; c'était là un titre honorifique que le pape lui avait conféré sans doute pour le récompenser de quelque service signalé; c'était l'un des degrés de la prélature romaine du x^e siècle. Or deux bulles tirées des registres d'Eugène IV nous montrent

(1) *Histoire de Languedoc*, t. XI, pp. 16, 26 et suivantes.

(2) Hélié de Pompadour ainsi évincé eut cependant une compensation; en 1448 il devint évêque d'Albi et plus tard évêque de Viviers. *Hist. de Languedoc*, t. XI, pp. 28, 58 et 60.

qu'en 1435 et 1436, Jean d'Étampes avait été chargé de négocier des affaires importantes entre la France et le Saint-Siège. Par sa mort, la reine Jeanne de Naples avait déchaîné dans son royaume la guerre civile (1). Alphonse d'Aragon se prétendait son héritier et s'était emparé d'une partie de ses états ; d'autre part, irrité de voir mépriser par les Aragonais les droits de suzeraineté du Saint-Siège sur ce pays, Eugène IV favorisait les prétentions de René d'Anjou qui était également appuyé par Charles VII, son cousin. Dans les affaires de Naples la France et le Saint-Siège, agissaient donc de concert et Jean d'Étampes n'avait pas été étranger à cet accord. Dans un bref écrit à Florence (2), dont malheureusement le registre ne nous donne pas la date, Eugène IV assure Charles VII de ses bonnes dispositions pour le roi René, et celui qui lui renouvellera ces assurances amicales ce sera Jean d'Étampes « dilectus filius noster thesaurarius Pictavensis, qui has litteras tue Celsitudini presentabit. » A cause de la place qu'elle occupe dans le registre cette lettre ne peut être que de la fin de 1435. En même temps dans une lettre à Reginald des Ursins, archevêque de Reims et chancelier de France, Eugène IV se félicite d'une décision que vient de prendre Charles VII ; il n'en précise pas l'objet mais la joie qu'il en témoigne en montre toute l'importance : or, la grande affaire était alors de savoir si la France prendrait le parti du concile de Bâle que le pape venait d'excommunier, ou de celui qu'il venait de convoquer à Bologne ; le roi ne voulut pas se ranger du côté du schisme renaissant, et c'est sans doute cette affaire que concerne la lettre en question. Pour maintenir dans ces bonnes dispositions le gouvernement français le pape

(1) Platina, *Vitae de Pontifici*, t. 1, p. 407.

(2) Arch. vatic., reg. 351, fol. 96 v^o. « Quantum vero ad Renatum regem « spectat certa sit tua sublimitas nos et fecisse et esse facturos omnia que « spectant ad incrementum status sui. »

envoie auprès du chancelier Jean d'Étampes (1). L'année suivante, nous le retrouvons dans une lettre au roi René (2); le pape y déclare que malgré les instances d'Alphonse d'Aragon, et ses efforts à Rome et à Bâle, auprès du concile schismatique, il continuera à soutenir en Sicile les prétentions angevines. « Non cessat quotidie carissimus in
« Christo filius noster Alfonsus, rex Aragonum, aliqua
« contra statum nostrum moliri tam in Basiliensi concilio
« quam alibi, ut nobis quasi necessitatem afferat retra-
« hendi mentem nostram a favoribus tuis; que, quantum
« nobis noceant, etiam in rebus gravissimis, tu ipse
« considerabis. » En revanche le pape demande à René son appui, sans doute auprès de Charles VII; or cette lettre si importante est portée à René et lui sera commentée par Jean d'Étampes que le pape lui envoie. On voit par là à quelles négociations délicates et importantes fut activement mêlé en 1433-36 l'évêque élu de Carcassonne; il avait travaillé à la fois pour le pape et pour le roi.

Que pouvait donc Hélié de Pompadour, archidiaque de Montlaur et conseiller clerc au Parlement de Toulouse, contre un aussi grand personnage, contre un adversaire qui avait travaillé pour le pape et pour le roi et avait la faveur de l'un et de l'autre? Il ne pouvait qu'être évincé. Une fois de plus, nous voyons que les élections canoniques sont combattus par l'accord du gouvernement et du Saint-Siège et que tout candidat qui veut réussir doit s'assurer de leur appui; bientôt, on se débarrassera de ces élections devenues de plus en plus une pure formalité, et le droit de nomination sera partagé par le concordat de 1516 entre le pape et le roi.

(1) Archives du Vatican, reg. 359, fol. 96 v^o.

(2) Arch. Vatie., reg. 359, fol. 156. La place où se trouve cette lettre dans le registre nous fait croire qu'elle est de l'année 1436; elle n'est pas datée: on y dit seulement qu'elle a été écrite à Bologne.

V

16 juin 1445.

A L'INQUISITEUR DE CARCASSONNE

Le pape a appris avec douleur que beaucoup de créatures rachetées par le sang du Christ sacrifient aux démons, les adorent, leur demandent des oracles et se livrent à la magie pour conjurer les maladies, le mauvais temps, etc. Elles profanent le baptême et l'Eucharistie, baptisent ou font baptiser des images de cire, profanent la croix.

Le pape ordonne à l'inquisiteur de Carcassonne (*heretice pravitatis inquisitori Carcassonensi in regno Francie, ordinis Predicatorum*) de déraciner ces superstitions sacrilèges en faisant appel, s'il le faut, au bras séculier.

Datum Rome, anno Incarnationis dominice 1445. 16 kalendas julii, pontificatus nostri anno 15^o.

(Arch. vat. reg. 377, fol. 110).

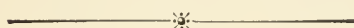
JEAN GUIRAUD.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE BULLETIN DE LA COMMISSION ARCHÉOLOGIQUE

1892-1893



	Pages
Liste des membres au 1 ^{er} janvier 1892.....	I
Procès-verbal de la séance du 3 juillet 1891	VII
— — 7 août —	X
— — 4 septembre —	XIII
— — 2 octobre —	XIV
— — 6 novembre —	XVI
— — 4 décembre —	XIX
— — 8 janvier 1892	XXIII
— séance générale du 14 — —	XXVIII
— séance du 5 février —	XLIV
— — 4 mars —	XLVI
— — 1 ^{er} avril —	XLIX
— — 6 mai —	LIII
— — 3 juin —	LV
— — 1 ^{er} juillet —	LIX
— — 5 août —	LXII
— — 7 octobre —	LXV
— — 4 novembre —	LXVIII
— — 2 décembre —	LXX
— — 6 janvier 1893	LXXXV
— séance générale du 26 — —	LXXXVIII

	Pages.
Procès-verbal de la séance du 3 février 1893.....	CH
— — — 3 mars —	CV
— — — 7 avril —	CXIII
— — — 5 mai —	CXIII
— — — 2 juin —	CXXI
Les littérateurs narbonnais à l'époque romaine (G. JOURDANNE)	3
Une maison de mercerie à Narbonne en 1757 (M. MASSIP).....	28
L'instruction publique à Narbonne avant 1789 (L. NARBONNE)	50
Documents pour servir à l'histoire du commerce et de l'industrie à Narbonne à la fin du xiv ^e siècle (A. BLANC).....	96
La fin de la Monnaie de Narbonne (G. AMARDEL)	120
Les procédés de M. le chevalier Dumège (L. NARBONNE).....	135
La numismatique narbonnaise d'après le premier catalogue du Musée de Narbonne (G. AMARDEL).....	153
Une maison de mercerie à Narbonne en 1757, <i>suite et fin</i> (M. MASSIP).....	159
Trois fers à hosties du Midi (X. BARBIER DE MONTAULT) .	169
L'instruction publique à Narbonne avant 1789, <i>suite et fin</i> (L. NARBONNE) .	177
Un gros de roi sans nom royal (G. AMARDEL).....	233
Pirates Catalans, 1419 (ALPHONSE BLANC).....	238
La vie municipale à Narbonne au xvii ^e siècle. Une élection en 1667 (L. FAVATIER)	241
Le livre de comptes de Jaume Olivier, marchand narbonnais du xiv ^e siècle (A. BLANC).....	273
Le sarcophage de Festa (F.-P. THIERS).....	282
Le livre calligraphié de Claude de Rebé à la bibliothèque de Besançon. — <i>Donec optata veniant rigabo</i> . — Sur un tableau conservé à l'église Saint-Paul-Serge (JULIEN YCHÉ).....	301
Etudes sur Narbonne romaine. L'administration provinciale (GASTON JOURDANNE).....	310
Les monnaies des chefs gaulois attribuées à Narbonne (G. AMARDEL)	328
La vie municipale à Narbonne au xvii ^e siècle. Une fête publique en 1645 (LÉONCE FAVATIER).....	335
L'instruction publique à Narbonne pendant la Révolution (M. MASSIP).....	373
Notes sur les sarcophages chrétiens de l'église et du cimetière Saint-Paul (F.-P. THIERS).....	388

	Pages.
Etudes sur Narbonne romaine. La conquête romaine et la fondation de la colonie de Narbonne (GASTON JOURDANNE)	413
Le roi Achila (G. AMARDEL).....	425
L'albigéisme et les frères Prêcheurs à Narbonne au xiii ^e siècle (C. DOUAI).....	446
Quelques mots sur la littérature languedocienne à Nar- bonne du xvii ^e au xix ^e siècle (GASTON JOURDANNE)....	493
Documents commentés sur l'histoire du Languedoc au xv ^e siècle (JEAN GUIRAUD).....	519



Inventaire des Archives communales de Narbonne antérieures à
1789, par G. MOUYNÈS, archiviste du département de l'Aude
3 vol. in-4°..... **120 fr.** »

J.-J. Cassanea de Mondonville, compositeur et maître
de musique de la chapelle du Roi, notice biogra-
phique publiée sous les auspices de la Commission
archéologique de Narbonne, par L. GALIBERT..... **1 fr.** »

Bulletin de la Commission archéologique et littéraire
de l'arrondissement de Narbonne (1^{re} série, années
1876-1877)..... **6 fr.** »

Bulletin de la Commission archéologique de Nar-
bonne (2^{me} série, années 1890, 1891, 1892 et
1893) 8 fascicules..... le fasc. **3 fr.** »

Catalogue raisonné des objets d'art et de céramique
du Musée de Narbonne, par EUGÈNE FIL..... **1 fr. 25**

Catalogue de la Bibliothèque publique de Narbonne,
par M. J. TISSIER, bibliothécaire-archiviste, ancien
élève de l'école des Chartes (2 vol.)..... **15 fr.** »

En vente chez M. FRANÇOIS CAILLARD, imprimeur-libraire,
2, rue Corneille, Narbonne.